

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

THÈSE PRÉSENTÉE À  
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI  
COMME EXIGENCE PARTIELLE

DU DOCTORAT EN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL  
PROGRAMME OFFERT CONJOINTEMENT PAR  
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI  
ET L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

ET  
DU DOCTORAT EN GÉOGRAPHIE  
PROGRAMME OFFERT PAR  
L'UNIVERSITÉ DE PARIS 1 - SORBONNE

PAR

MARIE-JOSÉ FORTIN

PAYSAGE INDUSTRIEL, LIEU DE MÉDIATION SOCIALE ET  
ENJEU DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE JUSTICE ENVIRONNEMENTALE :  
LES CAS DES COMPLEXES D'ALCAN (ALMA, QUÉBEC) ET DE PÉCHINEY (DUNKERQUE, FRANCE)

14 OCTOBRE 2005



### **Mise en garde/Advice**

Afin de rendre accessible au plus grand nombre le résultat des travaux de recherche menés par ses étudiants gradués et dans l'esprit des règles qui régissent le dépôt et la diffusion des mémoires et thèses produits dans cette Institution, **l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** est fière de rendre accessible une version complète et gratuite de cette œuvre.

Motivated by a desire to make the results of its graduate students' research accessible to all, and in accordance with the rules governing the acceptance and diffusion of dissertations and theses in this Institution, the **Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** is proud to make a complete version of this work available at no cost to the reader.

L'auteur conserve néanmoins la propriété du droit d'auteur qui protège ce mémoire ou cette thèse. Ni le mémoire ou la thèse ni des extraits substantiels de ceux-ci ne peuvent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

The author retains ownership of the copyright of this dissertation or thesis. Neither the dissertation or thesis, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

*Actuellement, un mouvement important de réflexion est présent à travers tout le Québec relativement à l'importance de protéger notre paysage. (...) Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, il nous appartient de prendre ce virage orienté vers la qualité de vie et la valeur de la collectivité québécoise. N'est-ce pas la spécificité et le caractère unique d'une région qui lui donnent toute sa dimension humaine et culturelle. Et n'est-ce pas cette unicité qui favorise l'appartenance, ce sentiment qui devrait animer chaque résident et lui donner le goût de rester dans sa région et de la développer.*

Société d'histoire du Lac-Saint-Jean (1997)

## RÉSUMÉ

La thèse doctorale conjugue des connaissances en développement régional, en géographie et en aménagement. Elle s'intéresse à l'avenir des régions «ressources», actuellement fragilisées par un contexte de renforcement de la mondialisation, de restructuration industrielle et de délocalisation d'entreprises. La recherche étudie plus spécifiquement les rapports entretenus par des communautés territoriales avec de grandes entreprises productives et ce, en recourant à la notion de «paysage industriel». Elle part du constat que l'implantation de projets d'aménagement industriel rencontre des oppositions citoyennes récurrentes, entre autres, au nom du paysage. Pourquoi un tel refus? L'**hypothèse** en est que le paysage s'inscrit comme un nouveau champ de revendication sociale vis-à-vis de l'industrialisation, en continuité avec les champs traditionnels axés sur les conditions de travail, la qualité de l'habitat et l'environnement et qui soulèverait l'enjeu de la qualité des territoires. Dans cette suite, le paysage deviendrait un lieu de médiation et un enjeu incontournable de la gouvernance territoriale et du développement durable des sociétés réflexives.

D'emblée, l'hypothèse sous-tend une conception élargie du paysage, qui lie ses dimensions matérielles, symboliques et politiques, associées aux trois paradigmes traditionnels (territorial, culturel, politique). Le paysage est également situé dans un cadre d'analyse plus large et peu utilisé, jumelant l'approche humaniste du développement durable et celle critique de la justice environnementale.

Pour explorer l'hypothèse, deux **études de cas** ont été réalisées selon une démarche qualitative et compréhensive. Elles visaient à comprendre comment des acteurs sociaux négocient les grands compromis concernant l'occupation d'un même territoire. Plus exactement, nous avons examiné, parfois *in vivo*, des négociations qui concernaient la demande sociale émergente du paysage. Elles prenaient place dans un contexte d'action particulier, celui de l'implantation et de l'opération de deux complexes de production d'aluminium. Le premier, *Usine Alma* d'Alcan, est situé dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean (Québec) et le second, *Aluminium Dunkerque* de Pechiney, se trouve dans la région Nord-Pas-de-Calais (France). Inspiré de la théorie sociologique de l'*Interactionnisme symbolique*, le **cadre d'investigation** a été structuré selon trois pôles interdépendants, soit : 1) les conduites et négociations d'acteurs, 2) la matérialité et les dynamiques territoriales et 3) les interprétations et significations accordées aux paysages industriels, plus particulièrement par des groupes d'acteurs affectés, soit des résidents de proximité.

La situation étudiée est originale sous trois aspects qui fondent la **pertinence** de la recherche. 1) Les négociations sociales observées se déroulent dans le cadre de la procédure d'évaluation environnementale (ÉE), incluant la phase du *suivi*, encore très peu développée dans le monde. 2) Elles s'inscrivent dans un contexte territorial particulier, soit celui d'une région *fragile*, qui met en présence des acteurs sociaux aux rapports de force asymétriques. Cette caractéristique met à l'avant-plan la dimension *normative* de l'ÉE, un aspect reconnu du processus n'ayant fait l'objet que de peu d'attention. 3) Enfin, les négociations portent sur la demande sociale récente du *paysage* qui, jusqu'ici constitue un thème marginal dans les pratiques de l'ÉE. La recherche s'intéresse à la *signification* sociale du paysage, un problème notoire des analyses paysagères. La **question générale** de recherche se posait ainsi : quelle est la capacité de l'évaluation environnementale, incluant sa phase de suivi, à intégrer l'enjeu social du paysage et ce, particulièrement dans le contexte d'une région «fragile»?

L'**analyse** a été conduite en deux temps, liés aux deux questions spécifiques de recherche. D'abord, le **processus** d'ÉE concernant l'implantation du complexe d'Alcan a été analysé à partir de quatre indicateurs de gouvernance territoriale. Les résultats montrent plusieurs limites pour chacun. 1) Le



processus d'implantation apparaît comme fragmenté sur le plan des objets de négociation, ainsi qu'éclaté et discontinu sur le plan des acteurs impliqués, ce qui induit des problèmes majeurs de coordination pour la conduite d'une action collective. 2) Le processus est caractérisé par des négociations à la pièce et des ententes conclues entre deux acteurs, dans des cadres «privés», et dont les modalités sont rarement resituées et explicitées aux autres acteurs, ce qui entraîne des problèmes de légitimité politique pour la gouvernance territoriale. 3) Plusieurs types de savoirs coexistent dans les rapports sociaux, mais seul le savoir technique positiviste est enchâssé comme tel dans le suivi et l'évaluation environnementale et reconnu par les autorités dans la régulation des activités de la production industrielle. En ce sens, l'ÉE montre une faible capacité à valoriser et à mettre en complémentarité des rationalités et savoirs distincts. 4) Enfin, sous l'angle du pouvoir, les grands acteurs habituellement impliqués dans la gouvernance, soit l'État et l'entreprise privée, dominent la prise de décision. Ce faisant, des parties du projet industriel, devenues objets de négociation centralisée entre de grandes organisations, échappent à l'influence décisive d'instances locales de la société civile et, partant, à la gouvernance territoriale.

L'analyse a ensuite porté sur les **résultats substantiels** attribuables à l'ÉE. Plus exactement, il s'agissait de vérifier si les ententes et les mesures réalisées dans le cadre de l'ÉE avaient permis de prévenir la formation de «paysages de risques». L'analyse, basée sur trois critères, conclut par la négative. 1) L'ÉE a montré une faible capacité à stimuler la recherche et l'adoption de stratégies d'actions concrètes sur la thématique du paysage qui auraient pu répondre aux préoccupations d'acteurs affectés par l'implantation du complexe d'Alcan à Alma. 2) À Alma, les mesures et actions réalisées ne répondent que partiellement aux préoccupations des répondants affectés et ce, concernant particulièrement trois objets de négociation, soit la localisation du site, son aménagement et le suivi environnemental. 3) Enfin, les activités de suivi volontaires et prévues par l'ÉE n'ont pas donné lieu à des pratiques de gouvernance faisant preuve de «solidarité» et qui auraient procuré, aux acteurs affectés, le sentiment qu'ils pouvaient modifier le mégaprojet industriel d'Alcan et maîtriser ses effets indésirables. En définitive, l'évaluation environnementale, y compris sa phase de suivi, a démontré une faible capacité à intégrer l'enjeu social du paysage, lors de l'implantation du complexe d'Alcan, dans ce contexte de région «fragile».

Considérant qu'il s'agit d'un champ de pratiques récent, quelques **propositions** appliquées ont été avancées pour améliorer le suivi en paysage. Une première suggère une compréhension du processus de construction des significations accordées aux paysages industriels par les acteurs sociaux. Basées sur les observations empiriques, trois chaînes de relations ont été décrites à partir d'autant d'entrées qui sont : 1) la matérialité et les formes du paysage, 2) la dynamique territoriale et 3) les rapports sociaux. La recherche souligne également l'importance de la signification sociale du projet, révélée dans la symbolique des paysages, qui agit comme un cadre d'interprétation et de régulation sociale. La seconde proposition resitue le contenu de ce processus pour la pratique de l'ÉE, sous la forme d'un tableau d'indicateurs et de critères d'action pouvant être utiles au suivi des paysages industriels. Enfin, sur le plan théorique, une définition du paysage a été suggérée, soit celle d'un système territorial signifiant, et précisée dans six caractéristiques.

Pour conclure, les résultats confirment partiellement l'hypothèse de départ, dans le sens où le paysage s'affirme comme un lieu de médiation sociale, sans toutefois être un enjeu incontournable de la gouvernance territoriale. Dans les régions fragiles étudiées, la demande de paysage ne remet pas en question le modèle historique de développement. Elle révèle tout de même une demande pour faire autrement les projets d'aménagement industriels, notamment par le biais de partenariats noués avec des entreprises «responsables» et «solidaires» du développement durable des régions.

## REMERCIEMENTS

Le fait de pouvoir consacrer plusieurs années de sa vie à approfondir un questionnement est un privilège. Mon expérience des études doctorales ne dément pas cette conviction profonde. Il faut dire que j'ai été particulièrement choyée en ce sens.

Tout d'abord, mon projet s'est inscrit à l'intérieur d'un programme de recherche quinquennal qui s'est déroulé à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), de 1997 à 2002, et intitulé «*Modélisation du suivi des impacts sociaux de l'aluminerie d'Alcan à Alma*» (MSIAA). C'est même son existence et la perspective de travailler en équipe multidisciplinaire qui m'ont incitée à accepter l'invitation de Christiane Gagnon, directrice de ce programme, à y participer et, ce faisant, à entreprendre mes études doctorales dans cette institution. Il faut reconnaître le mérite de la professeure Gagnon d'avoir mené à terme une telle expérience, encore rare en sciences humaines. Je la remercie aussi de ses conseils avisés fournis, en tant que co-directrice de thèse, sur les nombreuses versions de ce travail. Enfin, les échanges avec les membres de l'équipe, particulièrement avec mon collègue et ami Gilles Côté, ont constitué une page déterminante de mon cheminement.

Plusieurs organismes subventionnaires ont soutenu ma recherche, en plus du programme MSIAA – lui même financé par Alcan, le Centre québécois de recherche et de développement sur l'aluminium (CQRDA), la Ville d'Alma, Développement économique Canada et la Fondation de l'UQAC. Je remercie vivement de leur confiance : le Conseil de recherche en sciences humaines (2001-2003), le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (2000-2002), le Fonds d'action québécois pour le développement durable (2003), le Bureau canadien de l'éducation internationale (Bourse *Celanese*) (2000-2001), le Décanat des études avancées et de la recherche de l'UQAC (PAIR 6, 8) et la Commission permanente de Coopération franco-québécoise (2001-2003).

Cette dernière, par le biais du programme de soutien aux cotutelles de thèse Québec-France, m'a permis de réaliser, pour mon doctorat, un projet qui m'était particulièrement cher. En effet, j'ai pu séjourner en France, y réaliser un terrain d'étude et, surtout, être co-dirigée par le Dr Yves Luginbühl, professeur à La Sorbonne (Paris 1) et spécialiste reconnu des questions du paysage en Europe. Je remercie monsieur Luginbühl pour ses commentaires précieux, ainsi que de m'avoir donné accès à ses travaux récents qui ont permis d'enrichir la thèse.

Certaines étapes de la recherche n'auraient également pas été possibles sans la contribution de plusieurs personnes. Je souligne celle de messieurs François Harvey, Nicol Fradette et Lauréat Lavoie ainsi que de tous les résidents et représentants d'associations qui ont donné généreusement de leur temps pour participer aux entrevues collectives. Ville d'Alma ainsi que les membres du comité CASE ont également ma gratitude pour m'avoir permis d'assister à leurs réunions. Je souligne aussi la collaboration d'Alcan qui a mis plusieurs données à ma disposition, surtout par l'intermédiaire de Richard Goulet et de Denise Tremblay. En France, l'accueil de Thierry Dubuis, du Secrétariat permanent de la prévention de la pollution industrielle, a été exceptionnel. Je le remercie vivement de m'avoir guidée sur ce nouveau «terrain» et introduite auprès d'acteurs clés dans le cas étudié d'*Aluminium Dunkerque*, plus précisément de Jean-Luc Ménardi, responsable environnement chez Péchiney, et de Jean Leroy, ancien conseiller municipal «passionné» qui m'a laissé consulter ses archives. J'ai aussi une pensée spéciale pour les résidents de Dunkerque, qui ont accueilli si aimablement cette petite québécoise à l'oreille «indiscrete» qui se présentait à eux. Plusieurs professionnels et étudiants ont également fourni leur expertise. J'adresse un merci particulier à Nicolas Rousseau pour sa précieuse assistance lors des entrevues collectives tenues à Alma.

Enfin, mes remerciements ne seraient pas complets sans souligner tout l'appui accordé par mon entourage. Le premier est celui de mon conjoint, Luc Gobeil, qui a tenu un rôle pivot dans cette aventure. Discret, patient et efficace, il m'a offert sa «grande oreille» et même ses talents professionnels pour assurer la révision de ce «long» texte. Sans son appui indéfectible, ce projet n'aurait pu voir le jour. Une pensée toute spéciale va aussi à mes parents, Paulette Leclerc et Jean-Guy Fortin. Ils m'ont transmis la passion du travail bien fait et c'est là un héritage précieux. Enfin, mes deux sœurs, Pascale et Paule Fortin, ont été des confidentes toujours présentes, tout comme mes amies Miriam Alonso, Myriam Duplain et Suzanne Tremblay.

J'offre donc toute ma gratitude à ces diverses personnes et organisations. Chacune à leur façon, elles ont contribué à l'aboutissement de cette formidable aventure qu'est la thèse doctorale.

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	I
REMERCIEMENTS.....	III
TABLE DES MATIÈRES.....	V
LISTE DES TABLEAUX.....	IX
LISTE DES CARTES ET FIGURES.....	IX
LISTE DES ENCADRÉS.....	X
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	XIII

INTRODUCTION .....	1
--------------------	---

<b>CHAPITRE UN - LE PAYSAGE COMME LIEU DE MÉDIATION ET ENJEU DE GOUVERNANCE ÉMERGEANT DANS LES SOCIÉTÉS RÉFLEXIVES .....</b>	<b>8</b>
--	----------

1.1 Les paysages industriels: lieux de médiation entre communautés territoriales et entreprises.....	9
1.1.1 Contestations de nouvelles implantations industrielles sur le thème du paysage.....	10
1.1.2 Des rapports mouvants: perspectives historique et sociologique .....	14
1.1.3 Le projet industriel comme lieu de négociation et d'actualisation des rapports sociaux .....	17
1.2 L'évaluation environnementale comme outil de gouvernance territoriale : suivi et paysage .....	19
1.2.1 Évaluation environnementale et développement durable.....	21
1.2.2 Le suivi environnemental : nouvelle pratique sociale .....	23
1.2.3 Analyses paysagères : quatre limites.....	27
1.3 Questionnement et objectifs de la recherche.....	36

<b>PARTIE I - PERSPECTIVE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE</b>
---

<b>CHAPITRE DEUX - REVUE DES PARADIGMES ET THÉORIES EN PAYSAGE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE ....</b>	<b>40</b>
--	-----------

2.1 Revue des théories en paysage selon trois paradigmes : territorial, culturel et politique.....	41
2.1.1 Le paradigme territorial : le paysage comme environnement, cadre de vie et ressource .....	43
2.1.2 Le paradigme culturel : le paysage comme esthétique, représentation, identité et patrimoine .....	50
2.1.3 Le paradigme politique : le paysage révélateur des rapports sociaux .....	63
2.1.4 La construction des savoirs en paysage : dialogues sociaux et scientifiques .....	72
2.2 Développement durable, justice environnementale et gouvernance territoriale.....	75
2.2.1 La construction historique du DD : quelques consensus.....	76
2.2.2 Approches humaniste et critique de la justice environnementale .....	79
2.2.3 Gouvernance territoriale : quatrième pôle du développement durable.....	89
2.3 Définitions théoriques retenues.....	104
2.3.1 Le paysage comme rapport réflexif au territoire.....	104
2.3.2 Développement durable : lier qualité de territoire, vitalité socioculturelle et gouvernance .....	107

<b>CHAPITRE TROIS - ANCRAGE ÉPISTÉMOLOGIQUE, STRATÉGIE DE RECHERCHE ET MÉTHODOLOGIE</b>	110
3.1 Ancrage épistémologique : <i>Constructivisme social et interactionnisme symbolique</i>	111
3.1.1 Le constructivisme social : quelques postulats	112
3.1.2 L'interactionnisme symbolique : la signification dans des rapports d'intersubjectivité	114
3.1.3 Pour la recherche sur les paysages industriels	120
3.2 Stratégie de recherche : études de cas	121
3.2.1 Les cas retenus : deux communautés accueillant une aluminerie	122
3.2.2 Les contrastes révélant les spécificités	126
3.2.3 La <i>grounded theory</i> : aller-retour entre théorie et empirie	127
3.3 Cadre d'observation et démarche méthodologique	130
3.3.1 Première Étape : élaboration d'un portrait de la dynamique territoriale	132
3.3.2 Deuxième étape : examen de la dynamique de négociation sociale	134
3.3.3 Troisième étape : interprétation des paysages industriels	136
3.3.4 Quatrième étape : la description et l'analyse des données	143
3.3.5 Cinquième étape : «modélisation» et propositions appliquées	151

## **PARTIE II - DESCRIPTION EMPIRIQUE : LES CAS FRANÇAIS ET QUÉBÉCOIS**

<b>CHAPITRE QUATRE - LES PAYSAGES DE DUNKERQUE (FRANCE) : L'INTERPRÉTATION DE RÉSIDENTS DE PROXIMITÉ</b>	155
4.1 Dynamique socioterritoriale de Dunkerque : quelques repères	157
4.2 Interprétation et qualification des paysages «industriels»	162
4.3 Impacts de la proximité industrielle sur la quotidienneté et les pratiques territoriales	172
4.4 Rapports d'intersubjectivité vécus avec les grands producteurs et les sites industriels	178
4.5 L'industrie lourde, composante structurante de la dynamique territoriale dunkerquoise	187
<b>CHAPITRE CINQ - PORTRAIT DE LA DYNAMIQUE TERRITORIALE D'ALMA (QC.)</b>	189
5.1 Trajectoire de développement: l'influence de grands industriels au Saguenay-Lac-Saint-Jean	190
5.2 Évolution historique du territoire Almatois : industrialisation progressive d'une île habitée	196
5.3 Dynamique territoriale contemporaine : présences industrielle, habitante et associative	203
5.4 Les attentes de paysage devant le projet d'Alcan	219
5.5 Une méga-usine dans un écrin de nature habitée : le défi de la cohabitation	229
<b>CHAPITRE SIX - NÉGOCIATIONS ET INTERPRÉTATIONS SOCIALES DES PAYSAGES D'USINE ALMA</b>	232
6.1 La localisation	234
6.1.1 Négociations sociopolitiques et stratégies communicationnelles	235
6.1.2 Interprétations sociales : le poids des compromis sociaux	257
6.1.3 En somme... négocier l'acceptabilité sociale de la localisation	265
6.2 La présence visuelle du mégacomplexe industriel	268
6.2.1 Négociations dans deux arènes : administration centrale et concertation locale	268
6.2.2 Interprétations sociales : la proximité visuelle qui renforce la présence cognitive de l'industrie	288
6.2.3 En somme... Une pratique institutionnalisée en amont mais sans suivi	300

6.3 Pratiques traditionnelles liées à la nature .....	304
6.3.1 Négociations d'ententes légales formalisant des usages territoriaux .....	304
6.3.2 Interprétations sociales des pertes de «nature» de proximité .....	306
6.3.3 En somme... des pertes, mais « <i>toujours de l'agrément</i> » .....	310
6.4 Le suivi environnemental.....	311
6.4.1 Négociations sur le contenu, la forme et le fonctionnement du suivi environnemental.....	312
6.4.2 Interprétations sociales : quatre sources de connaissances.....	356
6.4.3 En somme... deux suivis parallèles ne répondant pas aux préoccupations citoyennes.....	366
6.5 L'aménagement du site industriel .....	370
6.5.1 Négociations sur l'aménagement du site : dans le comité CASE et en parallèle .....	371
6.5.2 Interprétations sociales : des promoteurs critiques soulevant la question du pouvoir local .....	380
6.5.3 En somme... l'aménagement paysager des sites industriels .....	390
6.6 Conclusion : négocier la matérialité et la symbolique du projet industriel .....	393

### **PARTIE III - ANALYSES ET PROPOSITIONS**

#### **CHAPITRE SEPT - CONTRIBUTIONS DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE À L'INTÉGRATION DES DEMANDES DE PAYSAGE : ANALYSE DE L'IMPLANTATION D'USINE ALMA .....**

7.1 Contributions sous l'angle de la gouvernance territoriale.....	397
7.1.1 Gouvernance et coordination .....	404
7.1.2 Gouvernance et légitimité politique.....	411
7.1.3 Gouvernance et savoirs multiples .....	413
7.1.4 Gouvernance et pouvoir de la société civile.....	417
7.2 Contributions à la prévention de <i>paysages de risques</i> .....	422
7.2.1 Des actions pour répondre à une partie des préoccupations sociales .....	423
7.2.2 Des stratégies d'actions peu satisfaisantes pour des groupes affectés.....	432
7.2.3 Une faible maîtrise du projet industriel.....	436
7.3 Conclusion : des contributions limitées de l'ÉE .....	442

#### **CHAPITRE HUIT - ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SUIVI DE GRANDS PROJETS INDUSTRIELS : PROPOSITIONS POUR LE PAYSAGE .....**

8.1 La signification des paysages industriels : trois chaînes de relations.....	447
8.1.1 Première chaîne : matérialité et formes visibles.....	449
8.1.2 Deuxième chaîne : la dynamique territoriale .....	453
8.1.3 Troisième chaîne : les rapports sociaux .....	459
8.2 Propositions appliquées pour le suivi des paysages industriels .....	461
8.2.1 Cadre de suivi des paysages industriels .....	461
8.3 Réflexions et proposition théoriques.....	467
8.3.1 Paysage et environnement : pour une conception élargie de l'expérience esthétique .....	468
8.3.2 Proposition : le paysage, <i>système territorial signifiant</i> .....	471

#### **CONCLUSION - LE PAYSAGE COMME ENJEU DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES SOCIÉTÉS RÉFLEXIVES : LIER SIGNIFICATION, MATÉRIALITÉ ET POUVOIR .....**

<b>ANNEXES .....</b>	<b>505</b>
ANNEXE A - TROIS APPROCHES DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL .....	506
ANNEXE B - SCHÉMA D'ENTREVUES COLLECTIVES AVEC DES RÉSIDENTS ET PROMOTEURS DE PROXIMITÉ .....	515
ANNEXE C - SCHÉMA D'ENTREVUE INDIVIDUELLE AVEC DES RÉSIDENTS .....	521
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>526</b>

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau no 1 – Typologie des conceptions de paysages selon trois paradigmes .....	73
Tableau no 2 – Profils des résidents interrogés à Dunkerque .....	139
Tableau no 3 – Composition des groupes de discussion à Alma .....	140
Tableau no 4 – La démarche de recherche en cinq étapes : ..... questions, outils méthodologiques et corpus traité pour le cas d'Alma .....	152
Tableau no 5 – Taux de chômage en France, dans le Nord-Pas-de-Calais et à Dunkerque (1982-1999) .....	159
Tableau no 6 – Indicateurs socioéconomiques des populations habitant à proximité du futur site d'Alcan industriel par secteur de dénombrement (1996) .....	210
Tableau no 7 – Demandes relatives au paysage formulées dans la directive ministérielle émise pour Usine Alma .....	270
Tableau no 8 – Comparaison entre les émissions atmosphériques annuelles produites par l'usine Isle-Maligne et l'usine Alma (en tonnes) .....	319
Tableau no 9 – Les sources utilisées par les répondants pour s'informer sur le projet d'Alcan .....	363
Tableau no 10 – Stratégies d'acteurs par objet de paysage selon les phases de la procédure d'évaluation environnementale .....	402
Tableau no 11 – Champs de préoccupations d'acteurs affectés et stratégies d'acteurs menées dans le cadre de l'ÉE ou sur une base volontaire .....	425
Tableau no 12 – Cadre de suivi pour le paysage à partir de trois chaînes de relations : principes, critères et indicateurs de résultats .....	463
Tableau no 13 – Caractéristiques des trois approches de suivi environnemental et social .....	514

## LISTE DES CARTES ET FIGURES

Figure no 1 – Évolution historique du concept de paysage .....	74
Figures no 2 et 3 – Cartes de localisation des deux cas à l'étude .....	124
Figure no 4 – Cadre d'observation «interactionniste» des paysages industriels dans une perspective de développement durable et de justice environnementale .....	131
Figure no 5 – Une partie de la zone industrielle de Dunkerque .....	156
Figure no 6 – Le mégacomplexe sidérurgique Sollac .....	156
Figure no 7 – Les dunes devant la centrale nucléaire de Gravelines, la plus importante d'Europe .....	156
Figure no 8 – Le complexe de Pechiney depuis la nationale. ....	164
Figure no 9 – Le poste d'accueil et la passerelle de verre .....	164
Figure no 10 – L'aménagement paysager visible depuis l'accueil .....	164
Figure no 11 – La plage aménagée de Petit-Fort, à l'ouest de la centrale nucléaire de Gravelines .....	170



Figure no 12 – Vue depuis la plage du Clipon : au loin, la mer et de chaque côté, les industries. .	170
Figure no 13 – Carte des pôles urbains du Saguenay–Lac-Saint-Jean .....	191
Figure no 14 – Carte des propriétés d'Alcan sur l'île d'Alma (1997) .....	205
Figure no 15 – Photo aérienne de l'île d'Alma, au centre, le nouveau site industriel d'Alcan. ....	230
Figure no 16 – Carte de localisation du mégacomplexe d'Alcan sur l'île d'Alma .....	238
Figure no 17 – Carte de localisation des appels de mécontentement de résidents chez Alcan .....	252
Figure no 18 – Simulation informatique du futur complexe Usine Alma depuis une vue aérienne	279
Figure no 19 – Le complexe d'Alcan depuis la rive nord de la rivière Grande-Décharge.....	287
Figure no 20 – Le belvédère aménagé en périphérie du complexe d'Alcan .....	287
Figure no 21 – Une résidence à proximité du complexe d'Alcan de Laterrière.....	289
Figure no 22 – Soleil couchant sur le complexe d'Alcan à Alma, depuis le rang Scott .....	291
Figure no 23 – La Rivière Petite-Décharge depuis le rang Scott: en fond de scène, Usine Alma ..	308
Figure no 24 – Carte des isocontours des retombées de HF utilisés pour délimiter la zone tampon autour d'Usine Alma.....	317

### LISTE DES ENCADRÉS

Encadré no 1 – Production hydroélectrique et harnachement des rivières au Lac-Saint-Jean : lieux de mobilisation populaire.....	11
Encadré no 2 – Le paysage, condition formelle d'autorisation de projets industriels.....	12
Encadré no 3 – Quatre points de distinction épistémologiques entre la conception du paysage de l'école culturaliste et celle de la géographie des représentations.....	57
Encadré no 4 – Quatre approches de gouvernance selon Theys (2003).....	89
Encadré no 5 – Exemples d'utilisation de la stratégie de la <i>grounded theory</i> dans l'étude du cas québécois .....	116
Encadré no 6 – Note méthodologique sur la constitution du corpus : au-delà de la demande <i>explicite</i> de paysage. L'exemple des audiences publiques tenues sur Usine Alma.....	121
Encadré no 7 – Catégories d'impacts vécus et nommés par les résidents de proximité interrogés à Dunkerque.....	173
Encadré no 8 – Huit phases de l'évolution historique des vocations du territoire de l'ouest de l'île d'Alma.....	202
Encadré no 9 – Six axes de l'intégration paysagère du projet Usine Alma selon des intervenants aux audiences publiques du BAPE (1997) .....	221
Encadré no 10 – Objectifs et moyens proposés par des intervenants pour préserver la qualité de leur territoire de vie.....	224

Encadré no 11 – Moyens concrets suggérés lors des audiences publiques pour «intégrer» le complexe d’Alcan à l’offre touristique locale .....	226
Encadré no 12 – Préoccupations exprimées par des résidents habitant à proximité du futur complexe .....	254
Encadré no 13 – Réponses fournies par le promoteur à des Almatois, lors de la pré-consultation, relativement à «l’aspect visuel de l’usine» .....	278
Encadré no 14 – Recommandations du BAPE sur «l’environnement visuel» .....	281
Encadré no 15 – Mesures de mitigation des impacts visuels et de suivi annoncées par le promoteur .....	282
Encadré no 16 – Réactions suite à la visite du mégachantier d’Alcan .....	286
Encadré no 17 – Recommandations du BAPE sur le suivi de la qualité de l’air pour Usine Alma .....	320
Encadré no 18 – Objectifs du <i>Comité d’aménagement et de suivi environnemental</i> (CASE) .....	324
Encadré no 19 – Effets de fortes concentrations de fluorures sur la végétation, les animaux et les humains .....	333
Encadré no 20 – «Plan d’action» d’Alcan présenté aux résidents de Dam-en-Terre relativement à l’incident d’émission accidentelle d’alumine fluorée (août 2001) .....	346
Encadré no 21 – Concentration en «fluorures disponibles» sur les sols et légumes de potager selon les résultats de suivi du MENV (2001) et d’Alcan (2000, 2002) .....	353
Encadré no 22 – Recommandations de la RRSSS suite aux émissions d’alumine fluorée (2001) .....	355
Encadré no 23 – Propos sur les émissions atmosphériques, source de questionnements et d’inquiétudes pour des résidents de proximité .....	361
Encadré no 24 – Trois exemples de l’influence limitée du CASE sur l’aménagement du site .....	373
Encadré no 25 – Savoirs privilégiés dans les négociations sur la présence visuelle et le suivi environnemental du complexe Usine Alma .....	415
Encadré no 26 – Limites à l’influence décisionnelle du comité CASE .....	418
Encadré no 27 – Absence de mesures de suivi et de mitigation sur les impacts cumulatifs du paysage découlant de la présence visuelle du complexe industriel .....	430
Encadré no 28 – La construction de l’acceptabilité sociale en région «fragile» : dynamique sociale et négociations autour du mégacomplexe d’Alcan .....	438
Encadré no 29 – Six caractéristiques du paysage comme «système territorial signifiant» .....	473

## **LISTE DES ABRÉVIATIONS**

AGUR : Agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque  
BAPE : Bureau d'audiences publiques sur l'environnement  
CASE : Comité d'aménagement et de suivi environnemental  
CPTAQ : Commission de protection du territoire agricole du Québec  
DDÉ : Direction de l'évaluation environnementale  
DRIRE : Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement  
MENV : Ministère de l'Environnement du Québec  
MRC : Municipalité régionale de comté  
MSIAA : Modélisation du suivi des impacts sociaux de l'aluminerie d'Alcan à Alma  
SCRC : Service des communications et des relations communautaires (Alcan)  
SLSJ : Saguenay–Lac-Saint-Jean  
SPPPI : Secrétariat permanent de prévention à la pollution industrielle

## INTRODUCTION

Le passage dans le troisième millénaire ne se vit pas sans heurt. Dans plusieurs régions du monde, les conditions de vie sont difficiles. Chômage, vieillissement des populations, exclusion sociale et ségrégation spatiale marquent des territoires, parfois concentrés au cœur de quartiers urbains, parfois étendus à l'échelle de régions entières. «Vulnérables», «fragiles», «en crise» sont autant d'expressions utilisées pour caractériser ces régions en difficultés. Pourtant, les pays industrialisés se sont dotés d'instruments pour tenter de maîtriser les excès de la mondialisation, de la métropolisation, des restructurations économiques, des délocalisations industrielles et autres. Malgré ces efforts, les écarts persistent : entre le Nord et le Sud, entre des régions du monde, entre les métropoles, leur périphérie et les zones rurales, entre des groupes sociaux, entre les genres... Le problème des disparités, fondateur en sciences régionales, se trouve réaffirmé dans les problématiques actuelles de développement sous le terme de l'ÉQUITÉ.

De telles dynamiques de dévitalisation invitent à se questionner sur l'avenir de ces régions : quelles sont leurs possibilités et leurs capacités à retrouver la voie d'un développement durable? Par ailleurs, face à l'ampleur de ces enjeux, parler de paysage serait-il un acte futile, voire socialement inopportun? C'est ce que nous serions tentés de croire au premier abord. Mais dans le contexte actuel de profondes mutations, deux constats incitent à revoir une telle perspective, dans les pays industrialisés du moins. Sur le plan économique, d'une part, on observe l'érosion du modèle historique de développement régional, fondé sur la grande industrie et les ressources naturelles, qui ne constitue plus la locomotive d'autrefois. Sur le plan social, d'autre part, la création d'emplois n'apparaît plus comme étant suffisante en soi pour justifier certaines interventions sur les territoires de vie. Certains groupes d'acteurs se permettent ainsi de la soupeser par rapport à d'autres préoccupations. La qualité de l'environnement, la beauté des paysages, le patrimoine et l'identité culturelle sont affirmés comme autant de besoins sociaux, désormais nécessaires au bien-être individuel et collectif et à leur développement. Ce serait même un trait de nos sociétés contemporaines réflexives.

Dans cette suite, la prise en compte de ces «nouveaux» besoins dans la planification régionale deviendrait déterminante pour assurer le maintien d'une certaine qualité aux territoires de vie et, par extension, pour favoriser l'ancrage des citoyens et des entreprises. Selon cette perspective renouvelée et élargie, la qualité du territoire, perçue et exprimée par les acteurs sociaux à travers l'expression du «beau paysage», pourrait être conçue comme un enjeu de développement pour l'avenir des communautés territoriales. La compréhension des demandes sociales pour une certaine façon d'habiter le territoire, par l'intermédiaire du paysage, pourrait ainsi contribuer à éclairer les débats sur la formulation d'un modèle alternatif de développement des régions. Voilà, la grande hypothèse que soutient la recherche.

Pour explorer cette hypothèse de travail, le paysage est utilisé comme une «entrée» pour permettre à des groupes d'acteurs locaux de prendre la parole et d'affirmer leurs points de vue, leurs préoccupations et leurs valeurs. On comprendra que la notion de paysage est définie selon une conception plus globale que celle entendue familièrement, souvent limitée à ses dimensions plastiques et qui renvoie à l'idée du «décor». Qui plus est, le paysage est situé dans un cadre plus large de développement. Le projet de recherche recouvre ainsi un double défi. Premièrement, il mise sur l'adoption d'une compréhension globale et intégrée du paysage, alors que la tradition scientifique l'aborde de façon disciplinaire et sectorielle. Deuxièmement, il vise à travailler, ensemble, deux champs de recherche encore trop souvent séparés, ceux du paysage et du développement durable.

L'occasion de relever ce défi s'est présentée à l'Université du Québec à Chicoutimi. Elle a pris la forme d'un programme de recherche multidisciplinaire dirigé par Christiane Gagnon, portant sur le suivi des impacts sociaux d'une aluminerie de remplacement projetée par la multinationale Alcan, alors en processus d'implantation dans la petite ville québécoise d'Alma ([www.uqac.ca/msiaa](http://www.uqac.ca/msiaa)). Ce programme quinquennal (1997-2002) avait une dimension appliquée, ayant comme objectif de «modéliser» une pratique sociale nouvelle prenant place dans la procédure d'évaluation environnementale, soit le suivi du changement planifié de tels projets d'aménagement.

L'inscription de la thèse dans le cadre de ce programme invitait à structurer la problématique à partir de deux axes thématiques forts, soit : 1) l'industrialisation d'un territoire ainsi que 2) les rapports entre grands producteurs et populations locales expérimentés en contexte de région fragile et dans le cadre d'un processus d'évaluation environnementale. Sur le plan conceptuel, la problématique a également permis d'explorer un construit plutôt singulier dans la littérature, celui de «paysage industriel». Cette notion met en relation, voire en tension deux catégories mentales habituellement conçues comme étant opposées dans les sociétés modernes : d'un côté le paysage, spontanément «beau», de l'autre, l'industrie, «laide» par définition. L'intérêt était de voir comment ce construit allait prendre forme sur un territoire donné, et dans la matière, et dans l'esprit des habitants. Les paysages, modifiés par la présence de grands complexes industriels, allaient-ils devenir intelligibles et signifiants pour eux, particulièrement pour les résidents vivant à proximité de ces grands sites? Et si oui, comment les divers groupes d'acteurs allaient-ils s'entendre, ou négocier, pour que de telles significations soient partagées et inscrites dans le territoire local?

Le questionnement montre l'orientation constructiviste de la thèse, intéressée par la compréhension des phénomènes sociaux à partir du point de vue de groupes sociaux, acteurs de leur développement. Pour répondre à ce questionnement, la recherche a été conduite en plusieurs étapes, dont le contenu est introduit dans les pages suivantes.

### **LES TROIS PARTIES ET LES HUIT CHAPITRES DE LA THÈSE**

La thèse est structurée en trois grandes parties. La **PREMIÈRE** situe, en trois chapitres, la problématique de recherche, l'ancrage théorique ainsi que la démarche méthodologique retenue. La **PROBLÉMATIQUE**, posée au **CHAPITRE UN**, part du constat que le paysage fait l'objet d'une demande sociale croissante, au Québec comme en France. Depuis la fin des années 80, cette demande est devenue particulièrement visible alors que divers groupes d'acteurs contestent régulièrement l'implantation de projets industriels et de grandes infrastructures au nom de la «beauté» du paysage, de la protection du patrimoine, de la qualité de vie. Dans cette perspective, le paysage s'affirme comme un lieu de médiation entre les entreprises productives et les populations locales dans les sociétés industrielles avancées. Ce

faisant, il devient un enjeu social pour la gouvernance des territoires et leur développement. Or, les pratiques et outils de planification existants sont-ils aptes à intégrer ce nouvel enjeu du paysage? La recherche porte sur une procédure particulière, celle de l'évaluation environnementale (ÉE), et eu égard à un contexte particulier d'application, celui de régions «fragiles». Les pratiques actuelles de l'ÉE montrent cependant plusieurs lacunes pour ce qui est d'encadrer efficacement les négociations sociales. Sur la question du paysage, nous en dégageons quatre, qui renvoient à des difficultés méthodologiques et épistémologiques. Les pertinences sociale et scientifique de la problématique sur le paysage étant précisées, quatre questions spécifiques de recherche sont enfin posées. Elles concernent les contributions et les limites de la procédure d'ÉE, les ententes conclues pour répondre aux préoccupations sociales, la compréhension du processus de construction du paysage et des recommandations pour améliorer les pratiques.

La réponse apportée à tout questionnement de recherche relève en partie du positionnement du chercheur face à son «objet». Or, sachant que les travaux sur le paysage prolifèrent et qu'il existe de nombreuses approches, il importe de situer l'ANCRAGE THÉORIQUE de la thèse. C'est ce qui est fait au CHAPITRE DEUX. Une revue des diverses conceptions de paysage recensées dans la littérature est rapportée et structurée selon trois grands paradigmes (territorial, culturel et politique). Cet exercice permet de souligner l'enrichissement progressif des connaissances sur le paysage, tout en constatant que les contributions disciplinaires demeurent souvent sectorielles. Reprenant le projet historique soutenu par nombre de géographes, nous nous demandons si la période actuelle ne serait pas propice à un renouvellement paradigmatique qui favoriserait l'adoption d'une compréhension globale et intégrée du paysage. La position que nous prenons relativement au paysage, ancrée dans les paradigmes culturel et politique, tente de s'inscrire dans cette mouvance. Pour ce faire, nous situons le paysage dans une perspective élargie de développement, plus exactement de développement durable et de justice environnementale. La description de cette position humaniste et critique souligne les dimensions construites du développement, historiquement, politiquement et culturellement. Elle inscrit également, au centre de la recherche, comme étant deux dimensions reliées, la distribution sociale et spatiale des impacts négatifs

découlant de projets industriels d'une part et, d'autre part, les capacités d'acteurs sociaux à négocier dans des contextes de rapports de pouvoir asymétriques, comme c'est le cas dans les régions «fragiles» où sont présentes de grandes firmes productives. La gouvernance territoriale apparaît alors comme un quatrième pôle pertinent du développement durable, ajouté à ceux traditionnellement reconnus du social, de l'économie et de l'environnement.

L'ancrage théorique étant précisé, le défi de lier paysage et développement durable se transpose ensuite dans l'ARTICULATION MÉTHODOLOGIQUE de la recherche, objet du CHAPITRE TROIS. La stratégie retenue mise sur l'étude de cas, réalisée selon la perspective de la *grounded theory* qui combine une démarche inductive et déductive. Deux cas sont documentés en parallèle et qui s'éclairent mutuellement. Le premier concerne une collectivité québécoise (Alma, région Saguenay–Lac-Saint-Jean) et le second se situe en sol français (Dunkerque, région Nord-Pas-de-Calais). Bâtie sur les traditions de la recherche qualitative, la démarche méthodologique est structurée en cinq grandes étapes, combinant des outils traditionnels des sciences sociales. Elle est fondamentalement compréhensive et heuristique, s'intéressant à comprendre les significations attribuées par des groupes sociaux au monde qui les entoure, ici des paysages d'industries. S'inspirant du paradigme sociologique du constructivisme social et de la théorie de l'*Interactionnisme symbolique*, ces significations sont considérées comme un enjeu fondateur des rapports sociaux et des dynamiques territoriales de développement. En effet, du point de vue des constructivistes, ce sont d'abord l'interprétation et la signification d'un phénomène qui influencent la conduite des acteurs. Cette signification ne s'impose toutefois pas comme un donné naturel, figé une fois pour toutes. Elle se construit plutôt à travers des rapports d'intersubjectivité, alors que les acteurs négocient et s'entendent sur des représentations partagées d'une réalité, ici l'industrialisation du territoire, et dégagent des lignes de conduites conséquentes. Dans cette suite, la signification du paysage industriel est un enjeu à maîtriser, car l'acteur social qui réussira à imposer son interprétation du paysage réussira à imposer les changements matériels tels qu'ils les souhaitent. La perspective interactionniste tente donc toujours de lier la signification du paysage, aux rapports sociaux et à la matérialité du territoire, ce qui fait écho aux trois paradigmes en paysage décrits au chapitre deux.



Après avoir exposé l'articulation théorique et méthodologique de la recherche, la **DEUXIÈME PARTIE** de la thèse rapporte le corpus empirique en trois chapitres. Les données sont rapportées de façon succincte pour le cas de Dunkerque, au **CHAPITRE QUATRE**, et de façon très détaillée, pour le cas québécois dans deux autres chapitres. Une telle **DESCRIPTION «DENSE» DES OBSERVATIONS** est conséquente avec le fait que ce cas a été plus documenté et, aussi, avec l'approche méthodologique retenue qui la considère nécessaire pour bien rendre compte du point de vue des acteurs. Également, la description est considérée comme une étape fondatrice menant vers l'analyse et la conceptualisation. Après avoir brossé un portrait de la dynamique territoriale d'Alma, au **CHAPITRE CINQ**, la description est articulée autour des deux axes d'investigation retenus : la négociation et l'interprétation. Ainsi sont d'abord décrites les conduites d'acteurs et les dynamiques de négociations ayant eu lieu autour de l'implantation du plus récent complexe d'Alcan. Dans la description, nous avons «recomposé» les négociations autour de cinq thématiques ou «objets» de paysage. Ceux-ci constituent les grandes sections du **CHAPITRE SIX**, soit : 1) la localisation du méga-complexe, 2) sa présence visuelle, 3) la poursuite de pratiques traditionnelles liées à la nature, 4) le suivi environnemental et 5) l'aménagement du site industriel. La perspective diachronique est privilégiée pour mieux saisir les négociations se déroulant en amont et en parallèle de la procédure d'évaluation environnementale. La description porte ensuite sur les interprétations que font des acteurs locaux des ententes négociées et des conséquences qui en découlent pour eux. En lien avec la perspective de justice environnementale, deux groupes potentiellement parmi les plus «affectés» ont été retenus (résidents de proximité, promoteurs territoriaux actifs en périphérie du site d'Alcan).

La description des données empiriques amorce la délicate étape de l'interprétation, qui se prolonge dans la **TROISIÈME PARTIE** de la thèse, présentant les résultats de la recherche en deux chapitres. Au **CHAPITRE SEPT**, l'**ANALYSE** est conduite sous deux angles complémentaires soit : 1) les processus de négociation sociale et 2) les effets concrets résultant de ces négociations. Cette double articulation s'avère cohérente avec l'approche critique de la justice environnementale. D'une part, cette approche insiste sur la dimension construite (ou négociée) du développement, pouvant se traduire par des principes partagés (ex. : viabilité

écologique et sociale, justice et solidarité), des ententes et des façons de faire. Mais elle implique aussi, d'autre part, une obligation de résultats, dans le sens où les ententes négociées doivent conduire à la réalisation de mesures qui concrétisent ces principes. De façon plus opératoire, l'analyse vise à dégager, dans un premier temps, les contributions et les limites de l'évaluation environnementale par rapport à sa capacité à encadrer les négociations sociales concernant la thématique du paysage, en recourant au concept de gouvernance territoriale, définie comme un mode renouvelé de coordination et de régulation des conduites des acteurs. Dans un second temps, l'analyse est structurée à partir de la notion de «*paysages de risques*». Trois indicateurs sont élaborés pour déterminer si l'évaluation environnementale a favorisé l'intégration de demandes sociales du paysage et conduit à l'adoption de mesures satisfaisantes pour prévenir les situations d'iniquité sociale et environnementale.

L'analyse des données empiriques conduit ensuite à la dernière étape de la recherche qui est celle de la conceptualisation, au CHAPITRE HUIT. La généralisation d'observations liées à des cas particuliers est risquée. Aussi, la stratégie retenue consiste à proposer une série de RÉFLEXIONS THÉORIQUES sur trois points de débat présents dans la littérature, en s'appuyant sur des résultats empiriques. Il s'agit de : 1) le processus de construction des significations accordées au paysage par les acteurs sociaux, 2) la place de l'environnement dans l'expérience paysagère contemporaine et 3) la définition du paysage selon une conception globale et intégrée. Par ailleurs, au-delà du regard critique, une série de PROPOSITIONS PLUS APPLIQUÉES est avancée, dans un souci d'améliorer les pratiques d'analyse du paysage dans le cadre de l'évaluation environnementale.

Enfin, les principaux résultats et limites de la thèse sont rappelés en CONCLUSION. Ils sont accompagnés de réflexions personnelles sur la question de la place des paysages dans la problématique du développement durable des régions et sur le rôle de l'État.

**CHAPITRE UN**  
**LE PAYSAGE COMME LIEU DE MÉDIATION**  
**ET ENJEU DE GOUVERNANCE ÉMERGEANT**  
**DANS LES SOCIÉTÉS RÉFLEXIVES<sup>1</sup>**

Ainsi, la question à se poser est la suivante: la beauté est-elle un élément à considérer pour le développement d'un territoire? En ce qui concerne nos deux régions, la réponse semble évidente: leur beauté est une de leurs richesses principales. À ce titre, à condition d'être reconnue, protégée, valorisée et exploitée avec respect, la beauté du territoire peut exercer une puissance d'attraction considérable, tant sur le public désireux de jouir de cette richesse que sur les entreprises prêtes à investir dans sa conservation et sa valorisation. Mais cela suppose, au-delà des discours, une sensibilité sociale et une volonté politique faisant nettement et fortement place au concept d'esthétique d'un territoire.

Pauline Gauvin, *Coalition Contestension Portneuf Lotbinière* (1992: 60)

Dans les pays industrialisés, une demande sociale croissante s'exprime à l'égard du paysage depuis les années 90. Cette demande emprunte diverses formes, depuis la contestation citoyenne de projets jusqu'à la mobilisation autour d'initiatives locales et institutionnelles en passant par les réflexions florissantes des professionnels et chercheurs (Luginbühl, 2001; Montpetit et *al.*, 2002). La récurrence et la persistance de telles demandes sur le paysage, souvent associées à d'autres thèmes comme l'identité, le patrimoine et la qualité de vie, invitent à s'interroger sur ce qu'elles recouvrent. Seraient-elles porteuse d'un questionnement plus vaste dans les sociétés industrielles avancées qui concerneraient les modes traditionnels de développement et d'occupation du territoire? Si ces questions demeurent ouvertes, il est néanmoins possible de soutenir que le paysage constitue un des lieux de médiation qui s'affirment entre les grandes firmes productives et les populations locales. Dans cette suite, les paysages industriels deviendraient des enjeux incontournables de la gouvernance territoriale et, en ce sens, les outils et les pratiques de planification devraient être réaménagés pour prendre en compte cette demande sociale récente.

---

<sup>1</sup>Ce chapitre est une version modifiée d'un texte publié antérieurement (*cf.* Fortin, 2004).

Ce premier chapitre vise à présenter, en deux principaux points, la pertinence d'une telle problématique de recherche. Dans un premier point, quelques contestations de projets industriels menées au Québec sous le thème du paysage sont d'abord passées en revue (point 1.1). Puis, ces contestations sont situées dans une perspective historique permettant de constater qu'elles s'inscrivent dans un continuum, tel un élargissement du champ des revendications des collectivités locales à l'endroit des industriels, caractéristiques des sociétés industrielles avancées dites réflexives. Le second point de la problématique se penche quant à lui sur des pratiques de gouvernance prenant place dans un champ bien précis, celui de l'évaluation environnementale (point 1.2). Les potentiels et limites de cette procédure institutionnelle utilisée lors de l'implantation de grands projets y sont situés brièvement, en s'attardant à ceux entourant l'étape du suivi, une pratique en construction, ainsi que les analyses paysagères. Enfin, les questions et objectifs de la recherche sont exposés en conclusion du chapitre (point 1.3).

## **1.1 LES PAYSAGES INDUSTRIELS: LIEUX DE MÉDIATION ENTRE COMMUNAUTÉS<sup>2</sup> TERRITORIALES ET ENTREPRISES**

Depuis les années 90, le paysage constitue un thème de revendication de plus en plus présent. Les demandes des acteurs s'expriment parfois dans des cadres formels, comme lors des audiences publiques, mais elles sont encore plus visibles sous la forme de contestations, comme rapportés brièvement ci-dessous (1.1.1). La double mise en perspective, historique et sociologique, permet ensuite de poser des pistes pour comprendre les fondements de cette demande (1.1.2). Le contexte du projet industriel pourrait en ce sens être vu comme un moment propice pour réactualiser les rapports sociaux territorialisés (1.1.3).

---

<sup>2</sup>Indiquons toute de suite au passage, à l'intention des lecteurs et lectrices européens, que le terme «communauté» utilisé dans le texte n'a pas la même connotation qu'en France. Il prend plutôt le sens de «société locale».

### 1.1.1 CONTESTATIONS DE NOUVELLES IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES SUR LE THÈME DU PAYSAGE : DU LOCAL AU NATIONAL

Les controverses locales face à l'implantation de projets industriels et de grandes infrastructures se multiplient dans divers pays industrialisés. Dans le contexte du Québec méridional, deux contestations ont été particulièrement médiatisées sur la scène nationale et qui concerne le paysage, dans la seconde moitié des années 90. Pensons à celle concernant un projet d'implantation d'une ligne de transport d'énergie de 735 kV en Estrie, dénommée *Hertel-Des Cantons*, suite à la tempête de verglas de 1998. Rappelons également les protestations affirmées à l'endroit du réaménagement routier proposé pour la côte des Éboulements (région de Charlevoix).

Dans les deux cas, des groupes de citoyens se sont opposés pendant plusieurs années à l'État ou ses délégataires – respectivement Hydro-Québec et le ministère des Transports –, au nom de la défense du droit démocratique en environnement. La protection de «*leur*» paysage était une des principales revendications. Ces groupes locaux ont bénéficié de nombreux appuis nationaux, de la part de groupes œuvrant en patrimoine et environnement et, même, de la part d'éditorialistes de grands quotidiens de Montréal et de Québec.

La lutte menée en Estrie rappelle une autre mobilisation marquante de l'histoire du Québec contemporain, ayant eu lieu dans la région de Lotbinière, à la fin des années 90. Des résidents s'étaient alors opposés à la traversée d'une ligne hydroélectrique au-dessus du fleuve Saint-Laurent. La mobilisation citoyenne avait eu lieu au nom de la «*beauté du territoire*», considérée comme une richesse pour le développement de la région (Gauvin, 1992 : 60). Face à la contestation soutenue, Hydro-Québec avait dû modifier son projet initial pour finalement construire ses lignes de transport d'énergie sous le fleuve, ce qui occasionna des coûts supplémentaires notables. Cette lutte épique et fortement médiatisée à l'échelle nationale constitue, à notre connaissance, la première contestation d'envergure menée au Québec présentant un intérêt important et manifeste pour la question paysagère. Depuis, il s'agit d'un thème de revendications locales et régionales, plus ou moins marqué selon les types de projet.

Une lecture sommaire de la couverture médiatique montre que la question paysagère est particulièrement présente dans les projets de développement énergétique depuis une quinzaine d'années. De fait, le passage de nouvelles lignes de transmission d'énergie sur le territoire québécois méridional représente un véritable nœud gordien pour Hydro-Québec qui fait face, presque systématiquement, à des oppositions. De même, les projets de construction de mini-centrales électriques sur diverses rivières du Québec méridional, qu'ils soient soutenus par des promoteurs privés ou publics, représentent un autre lieu de contestation soutenue. Les rivières sont conçues par certains groupes comme des paysages naturels et sauvages, un patrimoine qu'il importe de préserver pour les générations futures. Pour certaines associations, comme le Conseil des monuments et sites du Québec, il s'agit là d'une «*urgence nationale*»<sup>3</sup>. Les mobilisations se déroulent parfois sur de longues périodes. À titre d'exemple, au Saguenay–Lac-Saint-Jean, troisième région productrice d'hydroélectricité au Québec, plusieurs cas ont mobilisé les populations pendant près de deux décennies, obligeant les promoteurs et des élus à revoir leurs positions et leurs stratégies (voir encadré 1). Bref, l'implantation de projet d'aménagement industriel ne va pas de soi dans les sociétés modernes, entre autres pour des raisons de «paysage».

#### **Encadré no 1**

##### **Production hydroélectrique et harnachement des rivières au Lac-Saint-Jean : lieux de mobilisation populaire**

Dans les années 80, Hydro-Québec avait comme projet de construire une centrale de production d'énergie sur la rivière Ashapmushuan, située au sud-ouest du lac Saint-Jean. La forte mobilisation populaire s'opposant à ce projet fait école. Regroupant plus de douze mille membres et maintenue sur une douzaine d'années, la coalition a conduit à la formulation d'un consensus régional quant à la nécessité de préserver cette rivière dans son état actuel, conçu comme étant «naturel», voire sauvage. Une demande a été adressée officiellement au gouvernement du Québec afin que soit accordé à l'Ashapmushuan un statut de rivière patrimoniale et ainsi lui assurer une forme de protection permanente contre d'autres projets de développement. En contrepartie, la rivière Péribonka, accueillant déjà plusieurs barrages, a été ciblée pour un projet alternatif de centrale. En parallèle, les leaders écologistes du mouvement ont initié un programme novateur de conservation d'énergie, *Négawatts*, maintenant reconnu par Hydro-Québec.

Par ailleurs, si la compagnie d'État s'est retirée de ce projet, de nouveaux promoteurs privés ont par la suite tenté d'avancer sur d'autres territoires de la région. Outre celui portant sur les chutes de Val-Jalbert et soumis aux audiences du

<sup>3</sup> «L'avenir du Québec». *Revue Continuité*. no 72 : 75-78.

BAPE (1994), un projet de harnachement de rivières a suscité bien des débats dans la MRC voisine de Maria-Chapdelaine. Il est même devenu un enjeu électoral à la mairie de Péribonka en 2001, se soldant par la défaite du maire et préfet de la MRC en place, au profit d'un écologiste reconnu.

De fait, ce dernier projet constituait une des pièces d'un vaste plan national étudié par le gouvernement central, examinant la construction possible de plus d'une trentaine de petites centrales de production d'hydroélectricité sur autant de rivières situées dans le Québec méridional. La forte contestation médiatique qui s'en est suivie, de même que la campagne populaire orchestrée par des artistes visant à «adopter» les rivières concernées, ont forcé le gouvernement d'alors à reculer et décréter un moratoire. La mobilisation s'était alimentée à partir d'une perspective de qualité de vie et de patrimonialisation du territoire, visant à préserver des lieux valorisés pour leur «beauté» et estimés importants dans la quotidienneté des communautés et de leurs descendants (perte de lieu de récréation, de nature, de ressources pour l'industrie de l'écotourisme, etc.). Depuis, le nouveau gouvernement élu à l'Assemblée nationale, en 2002, a toutefois renversé cette décision, considérant la possibilité d'aller de l'avant dans ces projets de centrales hydroélectriques. Bref, les débats sur l'avenir des rivières, où s'opposent deux visions du territoire soit comme paysage de nature ou ressource énergétique, ne sont pas clos dans la région du Lac-Saint-Jean.

#### 1.1.1.1 DES DEMANDES EXPRIMÉES DANS LE CADRE FORMEL DES AUDIENCES PUBLIQUES

Les mobilisations entourant le paysage prennent aussi place dans des cadres formels, incluant celui de l'évaluation environnementale. Au Québec, certaines s'expriment dans le cadre des commissions d'enquête du *Bureau des audiences publiques sur l'environnement* (BAPE). Dans certains dossiers, le paysage est devenu un enjeu social important, mais difficile à traiter. En effet, de l'aveu même d'un ancien président, la demande sociale pour le paysage représente un des défis actuels pour cette agence para-gouvernementale<sup>4</sup>. Dans ces dossiers, en lien avec ses mandats d'enquête et de médiation sociale, le BAPE a tout de même proposé des recommandations en matière de paysage. Dans certains cas, celles-ci sont même devenues des conditions formelles d'acceptation ou de refus de projets. Ainsi, sur seize rapports du BAPE portant sur autant de projets industriels présentés entre 1993 et 2002<sup>5</sup>, les trois quarts faisaient l'objet de recommandations concernant le paysage. Du nombre, trois étaient formulées comme une condition d'acceptation (cf. encadré no 2).

<sup>4</sup> Propos tenus lors du congrès de l'Association québécoise en évaluation d'impacts, tenu en 2001.

<sup>5</sup> Cinq projets d'usine (1997-2000), six de centrale d'énergie hydroélectrique (1993-2002) et cinq de lignes de transport d'énergie (1993-2001).

### **Encadré no 2**

#### **Le paysage : condition formelle d'autorisation de projets industriels**

Dans certains projets industriels où le paysage faisait l'objet de vives préoccupations de la part d'acteurs, le BAPE a formulé des recommandations en la matière faisant office de conditions d'acceptation du projet. Dans deux projets de centrale de production d'hydroélectricité, l'aspect scénique des chutes était un enjeu majeur du point de vue de plusieurs acteurs contestataires. Concernant la centrale projetée aux chutes de la rivière Chaudière – banlieue Sud de Québec –, les commissaires ont recommandé au ministre la réalisation du projet mais en posant comme condition une série de mesures visant à gérer le débit des eaux et à assurer une qualité de l'expérience paysagère associée au spectacle des chutes (BAPE, 1997, p. 95). Concernant un second projet de centrale planifié aux chutes du site historique du village de compagnie de Val-Jalbert (sud du lac Saint-Jean), les commissaires estimaient cette fois le projet comme étant carrément « *inacceptable dans sa forme actuelle* » (BAPE, 1994 : 2). Dans ce contexte particulier où le spectacle des chutes était l'attrait moteur de ce site touristique régional, l'incertitude concernant la préservation de ce paysage a constitué la première raison invoquée par les commissaires pour ne pas recommander le projet (*ibid.*, p.87).

De même, dans un projet de construction de la ligne de transport d'énergie de 735 kV des *Cantons-Lévis*, le paysage était encore l'objet d'une condition formelle d'acceptation du projet par le BAPE. S'appuyant sur la reconnaissance du paysage comme étant une « *des valeurs qui font consensus quant à l'importance de leur protection* » (BAPE, 1993 : 291), la Commission proposait « *que trois parties du tracé soient révisées* » (*ibid.*), notamment pour réduire les impacts sur le paysage, ce qui correspondait à environ 30% du tracé soumis par le promoteur.

Ainsi, au Québec, comme dans d'autres pays industrialisés, les contestations menées sur le thème du paysage contre des projets industriels se déroulent dans plusieurs arènes : politiques, médiatiques et institutionnelles. Évidemment, la contestation n'est qu'une facette de la mobilisation. En effet, les projets industriels ne rencontrent pas systématiquement des oppositions locales. Dans nombre de cas, des groupes d'acteurs se mobilisent pour les soutenir et s'assurer de leur réalisation<sup>6</sup>. Les controverses ont toutefois l'avantage de rendre les positions des acteurs plus explicites.

<sup>6</sup>Pensons aux projets de centrale hydroélectrique sur la rivière Sainte-Marguerite sur la Côte-Nord, à l'usine de production de magnésium de Magnolia à Asbestos, au dernier mégacomplexe de production d'aluminium d'Alcan au lac Saint-Jean ou encore à l'usine de panneaux en cèdre au Témiscamingue. Dans ce dernier cas, l'appui local s'est exprimé par une pétition de 441 résidents, *en faveur* au projet. Cette dynamique sociale importante est examinée au chapitre deux, à partir de l'approche critique de la justice environnementale.



### **1.1.2 DES RAPPORTS MOUVANTS: PERSPECTIVES HISTORIQUE ET SOCIOLOGIQUE**

Dans l'ensemble, les mobilisations, en faveur ou contre des projets industriels et de grandes infrastructures, montrent que ces implantations constituent un moment favorable à l'expression de préoccupations sociales, notamment celles sur le paysage. De façon prospective, ces mobilisations récurrentes invitent à se questionner sur ce que signifient ces diverses demandes de paysage. Entre autres, que disent les acteurs lorsqu'ils parlent de «beaux paysages» en y associant souvent des notions aussi diverses que celles de qualité de vie, de nature, de patrimoine, d'identité, d'environnement ou de développement? La perspective historique apporte un premier éclairage à ce sujet, tout comme certaines hypothèses avancées par des sociologues.

#### **1.1.2.1 UN ÉLARGISSEMENT HISTORIQUE DES LIEUX DE MÉDIATION SOCIALE**

Les contestations face à l'industrialisation ne sont pas nouvelles. En effet, depuis plus d'un siècle, des mouvements sociaux protestent contre nombre d'effets associés aux activités industrielles. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les travailleurs ont porté des revendications liées à leurs conditions de travail et à leur santé. Dans cette même veine, le mouvement hygiéniste ont dénoncé les conditions sanitaires des populations ouvrières vivant à proximité des lieux de production et ont ainsi forcé la prise en compte, dans la planification urbaine naissante, des relations entre les usines et les territoires d'accueil (Guay, 1987, p. 21-23).

Depuis les années 70, les demandes sociales débordant les murs de l'usine ont pris de l'expansion. Les écologistes, entre autres, ont inscrit les questions d'environnement et de cohabitation territoriale à l'avant-plan. Pollution, intégrité des écosystèmes, risque environnemental, nuisances pour les riverains et la santé des collectivités locales sont depuis devenus des lieux de revendications notables. Entre 1985 et 1994, Tremblay et *al.* (1996) ont ainsi constaté une augmentation constante des mobilisations locales dans les régions du Québec. Les questions environnementales – incluant l'énergie – figuraient parmi les trois premiers thèmes de revendication, alors que l'aménagement du territoire constituait le

sixième thème de mobilisation. Enfin, depuis les années 90, de nouvelles demandes se sont ajoutées. Portées par des associations de citoyens, elles recouvrent des thèmes comme la qualité de vie, le patrimoine, le cadre de vie, la démocratie participative et le paysage.

En somme, on observe un élargissement historique des lieux de revendications. De plus, la récurrence de l'expression de certains thèmes incite à penser que les rapports contemporains entre les communautés territoriales et les industriels se construisent à partir de plusieurs interfaces qui débordent le champ de l'économie. Évidemment, les revendications économiques ne sont pas absentes pour autant. Mais certains groupes d'acteurs les situent dans un cadre global parmi d'autres considérations sociales, résolument qualitatives. Dans les sociétés industrielles avancées, il y aurait donc un élargissement du champ des revendications, traditionnellement axées sur le travail (ou la production), vers des domaines «hors-travail». En ce sens, les lieux de médiation entre les grands promoteurs industriels et les sociétés modernes réflexives se font plus nombreux. Les sociologues avancent diverses thèses pour expliquer les fondements de telles mobilisations contemporaines.

#### **1.1.2.2 MOUVEMENT CULTUREL, VALEURS «POST-INDUSTRIELLES»?**

Dans la perspective des nouveaux mouvements sociaux, Touraine et Melucci insistent sur la dimension culturelle associée au phénomène des mobilisations contemporaines. Selon eux, elles constituent une sorte de contre-mouvement pour faire face au processus de banalisation, associé à la société industrielle et la consommation de masse. La recherche de nouvelles identités pousserait des groupes d'acteurs à s'opposer à d'autres possédant le pouvoir, souvent l'État ou le grand capital. Beaudry et Dionne (1996) conçoivent, eux, les mobilisations locales en milieu rural comme étant la recherche d'un certain «*art de vivre*», une quête de nature et d'identité. Ils insistent sur l'importance du lien social dans l'appartenance au territoire et la mobilisation locale.

Dans une perspective macrosociologique, Inglehart (1995) explique les conflits sociaux actuels comme étant un changement de valeurs dans les sociétés industrielles avancées, dites post-modernes. L'auteur identifie des valeurs montantes depuis une trentaine

d'années, comme la valorisation de l'individu, la place des relations interpersonnelles, l'importance des loisirs, le besoin d'expression personnelle (ex. dans travail et dans la société), une demande accrue de participation. Inglehart interprète ce changement de valeurs comme étant le passage d'une société de «*pénurie*» à une société de «*sécurité*». Les conditions de vie matérielles de base étant assurées, les populations peuvent investir davantage dans des dimensions «*postmatérialistes*», plus qualitatives, et regroupées dans l'expression générique de qualité de vie. La notion du «bien-être» s'en trouverait modifiée, de même que les moyens pour l'atteindre. En bout de piste, la conception même du développement, jusqu'ici intimement lié à l'idée du progrès économique, serait reformulée dans une perspective plus globale intégrant des préoccupations sociales, culturelles et environnementales.

D'autres chercheurs abondent dans ce sens. Les diverses demandes sociales, formulées sous des modes contestataires ou plus modérées<sup>7</sup>, s'expriment avec plus d'affirmation dans les régions de pays industriels, même dans celles où l'économie est durement affectée et où chaque perte d'emploi est vécue difficilement. Elles semblent alors d'autant plus étonnantes et significatives. Comme l'expliquent certains sociologues ayant étudié des mobilisations locales en environnement (Freudenburg et Steinsapir, 1992; Gould et *al.* 1993, 1996), au-delà du syndrome «pas dans ma cour», des acteurs locaux tentent d'influencer et de faire modifier le contenu et la forme des projets proposés afin qu'ils soient mieux intégrés à leur milieu de vie. Les populations seraient «*en quête d'une solution intégrée susceptible de provoquer le développement global de leur communauté*» (Dionne et Tremblay, 1999: 96).

À la suite de ces chercheurs, pourrait-on considérer les diverses demandes sociales, y compris celles sur le paysage, comme porteuse d'un questionnement plus général concernant le modèle de développement traditionnel : dans le contexte des régions, une économie basée sur l'exploitation des ressources naturelles, la grande entreprise et l'industrialisation constitue-t-elle toujours la voie à suivre pour assurer le développement durable des communautés? Le progrès économique entraîne-t-il forcément le bien-être individuel et collectif? Voilà quelques-uns des enjeux sociaux qui traversent la recherche.

### 1.1.3 LE PROJET INDUSTRIEL COMME LIEU DE NÉGOCIATION ET D'ACTUALISATION DES RAPPORTS SOCIAUX

Les mobilisations face aux projets d'aménagement industriel d'envergure montrent que les rapports entre les communautés locales et les acteurs productifs ne sont pas statiques. Au contraire, ils sont mouvants, continuellement négociés au regard du contexte historique et géographique dans lequel ils se jouent. Dans cette perspective, ces rapports sociaux seraient susceptibles d'évoluer à la faveur d'événements modifiant l'équilibre perçu par les acteurs. Le contexte de l'implantation de tels projets semble un moment particulièrement favorable à la négociation sociale. Certains groupes sociaux se mobilisent en effet pour faire valoir leurs préoccupations, que ce soit sous un mode contestataire ou partenarial. Ces deux types de mobilisation questionnent les effets de l'industrialisation et, dans certains cas, le modèle de développement privilégié.

En ce sens, les contestations contemporaines, sur le paysage, sur la qualité de vie ou sur l'identité, pourraient être révélatrices de nouvelles conceptions de développement émergeant dans nos sociétés modernes réflexives, conceptions s'inscrivant dans la suite de celles soutenues par le mouvement écologiste des années 70. Les négociations sociales menées à l'occasion d'implantation de grands projets et infrastructures industriels pourraient être considérées par les acteurs comme un lieu d'expérimentation pour dépasser le modèle de développement traditionnel, pour réconcilier la vie économique et la vie sociale dans les modes de vie et les territoires : une opportunité pour prendre le virage d'un développement «autre», aujourd'hui souvent désigné sous l'expression de développement durable. Bref, le projet d'aménagement pourrait être propice à l'actualisation des rapports entre les acteurs territoriaux et à la négociation d'un «nouveau pacte social»<sup>8</sup>.

Dans ces dynamiques de négociation sociale entourant le projet industriel, le paysage constitue un champ de préoccupations récurrent depuis une quinzaine d'années. C'est à ce titre que le paysage s'impose comme un nouveau lieu de médiation entre les communautés terri-

---

<sup>7</sup>Par exemple, des demandes peuvent être présentées comme des préoccupations.

<sup>8</sup>C'est le titre d'un ouvrage paru en développement régional (cf. Tremblay, P.A. 1999).

toriales et les entreprises productives. Dans cette suite, il pourrait être conçu comme un enjeu de développement. Associé à d'autres demandes comme la qualité de vie, le patrimoine, le cadre de vie ou l'identité, le «beau paysage» soulève des enjeux fondamentalement réflexifs qui sont liés à la qualité du territoire. C'est du moins une première hypothèse de travail que nous formulons.

Il est aussi possible de faire certains constats pragmatiques en ce qui concerne la gouvernance. En effet, comme l'ont montré plusieurs contestations soutenues de la dernière décennie, la non prise en compte de ces demandes sociales risquent de retarder ou même de compromettre la réalisation de projets. C'est pourquoi la compréhension des demandes sociales de paysage s'avère un incontournable pour les décideurs qui souhaitent que les grands projets industriels s'intègrent de façon harmonieuse et durable dans les territoires d'accueil. Plus encore, au-delà de la compréhension, les décideurs doivent intégrer la question du paysage dans leurs pratiques pour être à même d'assurer le développement pérenne des activités productives, en partie dépendantes de rapports harmonieux bâtis avec les communautés d'accueil. La demande sociale de paysage pose donc un défi de gouvernance territoriale.

Un des problèmes qui se posent alors est de savoir si les pratiques et outils de planification disponibles sont aptes à prendre en compte ces demandes de paysage<sup>9</sup>. La recherche vise à répondre à cette problématique, eu égard à la procédure l'évaluation environnementale, utilisée dans le contexte de l'implantation et du suivi de grands projets industriels.

---

<sup>9</sup>Soulignons que des décideurs publics expriment avec force ce besoin, comme ces hauts fonctionnaires de la direction du ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir : «(...) les pratiques formelles d'interventions pour la protection et la mise en valeur des paysages sont, elles, récentes et embryonnaires. Il faut donc poursuivre les activités visant à développement des connaissances et outils de toutes sortes permettant d'éclairer la prise de décision à tous les niveaux (...)» (Jutras et Michaud, 2004 : 40).

## 1.2 L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE COMME OUTIL DE GOUVERNANCE TERRITORIALE : SUIVI ET PAYSAGE

Depuis une quinzaine d'années, l'évaluation environnementale est promue à l'échelle internationale comme un outil de développement durable et de bonne gouvernance. Poussée entre autres lors de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) en 1986, puis à nouveau lors du Sommet de Rio de Janeiro en 1992 (principe no 17 de la Déclaration de Rio), l'évaluation environnementale (ÉE) est considérée comme un outil de «*transposition des principes et des critères de développement durable en stratégies et en mesures concrètes*» (Sadler et Jacobs, 1990 : 19). Le gouvernement canadien reprenait cette même idée dans sa Loi sur l'évaluation environnementale (1992). Dix ans après Rio, la Commission sur le développement durable (DD) des Nations-Unies estimait que plus de 70% des pays possédaient une législation nationale en matière d'ÉE (UN, 1997). Depuis, la procédure a été adoptée dans plus d'une centaine de pays (Cashmore, 2004). De grandes agences nationales et internationales (Agence canadienne de développement international, Banque Mondiale) en font désormais une obligation préalable au financement de projets.

Des firmes transnationales (Shell, Alcan) accordent aussi de plus en plus d'importance à l'évaluation environnementale et à sa composante sociale. Un tel intérêt ne tiendrait pas seulement à l'obtention en amont de permis et autres autorisations réglementaires, mais viserait aussi des objectifs essentiels pour la bonne marche de leurs affaires<sup>10</sup>. L'évaluation environnementale y est alors envisagée comme un processus propice pour bâtir des relations de confiance et construire des partenariats durables avec les communautés où ces firmes sont présentes. Ces relations sont conçues comme une condition de réussite des activités de production permettant, à court terme, d'éviter les affrontements et de respecter les échéanciers. Dans une perspective à plus long terme et tout aussi pragmatique, nous pourrions avancer que la productivité des entreprises repose sur la qualité des ressources disponibles dans le milieu, naturelles mais aussi humaines, que ce soit pour s'assurer de la pré-

---

<sup>10</sup>À ce sujet, voir les articles de Marshall (2002) et de Jones (2002), parus dans le premier numéro de *Business and Industry Series*, produit par l'International Association for Impact Assessment.

sence d'une main d'œuvre qualifiée, de la fourniture de services, de la sécurité des installations, et plus largement de l'acceptabilité sociale des activités. Cette dernière constitue une facette des rapports entre firmes et collectivités locales qui, comme discuté au point précédent, apparaissent de plus en plus comme un facteur décisif des dynamiques de développement. Pour toutes ces raisons, les firmes ont «besoin» de collectivités dynamiques pour constituer des interlocuteurs crédibles qui soient en mesure de proposer des consensus acceptables et reconnus par tous les acteurs territoriaux, à la base de partenariats durables.

Plusieurs chercheurs (Austin, 2000; Gagnon, 2001, et *al.*, 1993; Jacobs, 1994) associent des potentialités encore plus larges à l'ÉE, surtout par le biais de l'évaluation des impacts sociaux et d'une participation soutenue et continue d'une diversité d'acteurs, incluant les communautés locales. Ils estiment que l'évaluation environnementale pourrait être utilisée dans des contextes moins formels, ce qui favoriserait l'apprentissage, voire l'*empowerment* d'acteurs sociaux vulnérables, dont les communautés locales. Selon Branch et Ross, l'évaluation des impacts sociaux (ÉIS) permettrait notamment «*d'intégrer les enjeux sociaux dans le processus de conception, planification et implantation, tout en s'assurant que le développement est acceptable, équitable et viable*» (cité dans Vanclay, 2002, p. 191, traduction libre). Pour Gagnon (2001), l'ÉIS constitue «*un outil de gouvernance locale / globale et un lieu de citoyenneté responsable*». Cette conception de l'ÉE inscrit la dimension politique comme une constituante de l'outil de planification.

Dans cette suite, l'évaluation environnementale peut être interprétée comme une procédure de régulation formelle balisant les négociations sociales entourant de grands projets et visant l'atteinte d'objectifs appliqués de DD, dont la viabilité des écosystèmes naturels et humains. C'est pourquoi, dans notre recherche, l'évaluation environnementale est considérée comme un outil pour la gouvernance territoriale. Plusieurs lacunes restent toutefois à combler pour rejoindre cette perspective élargie. Les points suivants s'attardent à celles concernant le suivi de l'implantation et de l'opération des projets (1.2.2), puis à celles touchant les analyses paysagères (1.2.3). Mais d'abord, la procédure de l'évaluation environnementale est décrite succinctement (1.2.1).

### 1.2.1 ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Comme pratique, l'évaluation environnementale est globalement conçue comme un processus d'analyse utile à la prise de décision et lié à une conception holistique du développement (économique, social et environnemental). Un postulat fondateur de l'évaluation environnementale est qu'une prise de décision «informée» permettrait de mieux maîtriser les changements anticipés par l'implantation de projets, programmes ou politiques<sup>11</sup> (Cashmore, 2004). S'inspirant de Sadler (1996), André et *al.* définissent l'évaluation environnementale en ces termes :

L'évaluation environnementale est un processus systématique qui consiste à évaluer et à documenter les possibilités, les capacités et les fonctions des ressources, des systèmes naturels et des systèmes humains, afin de faciliter la planification du développement durable et la prise de décision en général ainsi qu'à prévoir et à gérer les impacts négatifs et les conséquences des propositions d'aménagement en particulier. (André et *al.*, 1999 : 297)

La procédure d'évaluation environnementale comporte plusieurs processus formels. Pour les projets, il s'agit de l'évaluation des impacts sur l'environnement (ÉIE) qui inclut l'étude d'impacts, document le plus connu, ainsi que les audiences publiques au Québec. L'ÉIE consiste à prévoir et à évaluer les changements, positifs et négatifs, susceptibles de se produire suite à l'implantation d'un projet au regard des spécificités biophysiques et sociales du milieu d'accueil, respectivement dits les impacts environnementaux et les impacts sociaux (voir André et *al.*, 1999, p. 47-69).

Mais l'arrimage entre l'évaluation environnementale (ÉE) et le développement durable ou, en d'autres mots, le passage du discours à la pratique, ne va pas de soi. Comme le rappelle Clive Georges (1999) à juste titre, l'ÉE est antérieure au concept de développement durable et, donc, n'a pas été conçue sur cette base à l'origine. C'est pourquoi Georges estime qu'un réaménagement s'impose notamment pour s'assurer que l'exercice d'ÉE soit bien centré sur les enjeux fondamentaux du développement durable. L'auteur insiste plus particulièrement sur le risque inhérent au choix des critères d'évaluation – ou des indicateurs – qui tendent trop souvent à reproduire la logique traditionnelle en matière de développement.



Peter Jacobs abonde dans le même sens : «*Les possibilités qu'offre l'évaluation environnementale exigent la mise en place d'un cadre plus global et l'évolution d'un paradigme qui circonscrive l'ensemble*» (1987, cité Sadler et Jacobs, 1990). Il estime que le «*processus de prise de décision en matière d'environnement et de développement*» doit être redéfini et restructuré (cité dans Sadler et Jacobs, 1990 : 20). Dans l'ensemble, les experts en évaluation environnementale nous invitent à raffermir les liens entre l'ÉIE et le DD et ce, à trois niveaux concomitants :

- 1) conceptuel : en précisant plus explicitement la notion de DD;
- 2) décisionnel : en intégrant la perspective de DD dans les pratiques de gouvernance;
- 3) évaluatif : en choisissant des critères (ou indicateurs) d'évaluation appropriés.

Nombre de *lacunes* restent à pallier pour que les diverses potentialités associées à l'évaluation environnementale se concrétisent<sup>12</sup>. Parmi les plus notables, citons :

- l'importance moindre accordée à l'évaluation des impacts sociaux par rapport aux impacts environnementaux,
- son arrimage difficile à la prise de décision,
- des difficultés liées à la participation de certains groupes d'acteurs,
- le peu de connaissances concernant les impacts cumulatifs,
- l'étape du suivi environnemental peu développée,
- des problèmes méthodologiques dans certains champs de pratiques plus spécialisés, dont celui des analyses paysagères.

À l'intérieur du programme de recherche sur la *modélisation du suivi des impacts sociaux de l'aluminerie d'Alcan à Alma* (MSIAA), notre recherche s'intéresse plus particulièrement aux deux dernières lacunes, détaillées dans les points suivants.

---

<sup>11</sup>Dans les deux derniers cas, il est alors question d'évaluation stratégique.

<sup>12</sup>Le lecteur / la lectrice intéressé-e peut se référer aux travaux critiques de Burdge (2002), Gariépy (1997) et Sadler (1996) pour ne citer que ceux-ci.

### 1.2.2 LE SUIVI ENVIRONNEMENTAL : NOUVELLE PRATIQUE SOCIALE

Le suivi environnemental dont il est question dans la recherche s'inscrit comme une des étapes d'un processus complet d'évaluation environnementale (ÉE). Comme son nom l'indique, cette étape est subséquente à plusieurs autres (avis de projet, étude d'impacts, audiences publiques, analyse environnementale). Dans les faits, les activités de suivi sont menées lorsque le projet a été autorisé, soit lors de la construction des infrastructures et de l'exploitation de l'activité.

Nombre d'auteurs estiment que les connaissances sur le suivi accusent un retard important comparativement à celles associées à d'autres étapes en amont du processus d'ÉE, comme l'évaluation des impacts ou la participation. Dans son enquête internationale sur l'efficacité du processus d'évaluation environnementale, Sadler conclut même que le suivi est «*le maillon faible*» de l'ÉE (1996 : 153). Cependant, depuis la fin des années 90, le suivi commence à être un domaine d'intérêt croissant et les auteurs s'entendent pour dire que le champ devrait se développer rapidement (Sadler, 1996 ; André et *al.*, 1999). De fait, en quelques années, plusieurs expériences ont été mises sur pied à travers le monde, tel qu'exposé lors des ateliers sur le suivi tenus lors des congrès annuels de l'*International Association for Impact Assessment* (IAIA), depuis 1997. Outre le programme de recherche MSIAA sous la direction de Gagnon (2002), citons les travaux de Diane Austin (2000) sur l'industrie pétrolière, ceux de Keith Storey et Jones (2003) sur la construction de la plate-forme Hibernia et ceux de Hunsberger, Gibson et Wismer (sous presse) sur diverses expériences canadiennes de suivi.

À ce jour donc, le suivi est une pratique récente. Les principaux arguments convoqués pour développer les expertises en suivi environnemental servent de porte d'entrée pour comprendre cette pratique sociale nouvelle.

### 1.2.2.1 FAIRE DU SUIVI : ARGUMENTS DE PERTINENCES SOCIALE ET SCIENTIFIQUE

Quatre grands types d'arguments soutiennent généralement la pertinence du suivi environnemental. Un premier argument est que le suivi permettrait d'améliorer les connaissances et les prévisions d'impacts, réalisées en amont du processus d'ÉE. En effet, comme l'ont révélé à maintes reprises les études d'évaluation ex-post<sup>13</sup>, il y a souvent des écarts importants entre ces prévisions et les impacts réels<sup>14</sup>. Cela peut être dû au fait que des modifications sont apportées au projet original ce qui, forcément, fausse les impacts prévus initialement. Mais aussi, cela peut être lié au fait que la prévision est un «*art difficile*» comme l'exprime si justement Jacobs (1994). Or, rappellent Arts et al., «*à la fin, ce qui compte pour l'environnement, ce ne sont pas les effets prédits, mais ceux qui se produisent réellement*» (2000b: 3, traduction libre).

Selon ces auteurs, le suivi offre un double intérêt en ce sens. D'une part, il constitue une «opportunité» permettant d'adapter en temps réel les mesures de mitigation planifiées au regard des impacts vécus dans la réalité. D'autre part, le suivi des impacts concrets permet d'améliorer les connaissances et, plus tard, les prévisions faites dans le cadre de futurs projets, programmes ou politiques. Ainsi, une des façons d'améliorer les prévisions, tout comme l'efficacité des mesures de mitigation, serait leur mise à l'épreuve par la confrontation avec les impacts réels, bref par le suivi des projets. En somme, concluent Arts et al., la rationalité qui sustente le suivi «*semble similaire à celle de l'ÉE elle-même, soit d'essayer d'avoir une prise sur les incertitudes intrinsèques à toute activité de prospective comme la planification de projet et la prise de décision*» (2000a : 3, traduction libre). Le deuxième argument de pertinence est donc lié à l'amélioration des performances du suivi.

Selon des chercheurs travaillant sur les impacts sociaux, d'autres objectifs sustentent la pertinence du suivi. Pour sa part, l'anthropologue Diane Austin (2000) exprime des objectifs ambitieux, à la suite de deux études empiriques de suivi menées aux États-Unis dans une perspective de recherche-action. En continuité avec les fondements de l'évaluation des

<sup>13</sup>Voir l'étude ex-post de Gagnon (1994b) sur le cas de l'aluminerie Laterrière d'Alcan.

<sup>14</sup>Ce que les résultats du programme MSIAA ont confirmé à nouveau (Gagnon, 2002, point 2.2).

impacts qui valorisent la participation du public, la chercheuse estime que le suivi a aussi comme rôle de «*maintenir l'intérêt*» des communautés à l'endroit des projets concernés (2000, p. 2, traduction libre). Selon Austin, les activités de suivi environnemental sont «*plus que des exercices scientifiques ou administratifs*», elles sont «*des occasions de reconnaître et d'améliorer la sensibilité et le savoir environnemental et socioculturel local, d'examiner les impacts des projets sur ce savoir et d'intégrer ce savoir à la prise de décision*» (*ibid.*). Austin soulève une question jusqu'à présent peu discutée en suivi<sup>15</sup>, celle du savoir et de l'apprentissage, voire des capacités des acteurs sociaux, surtout celles de la population locale et de ses représentants, troisième type d'argument pour engager le suivi. Ce faisant, de façon implicite, elle élargit encore les objectifs du suivi à un niveau sociétal beaucoup plus ambitieux, de même qu'elle ancre la pertinence du suivi dans la pratique locale, dépassant les seuls acteurs institutionnels et experts nationaux. Depuis, d'autres auteurs adoptent une approche similaire du suivi (Gagnon, 2002; Hunsberger et *al.*, sous presse; Storey et Jones, 2003). La démarche de suivi préconisée s'apparente alors à celles privilégiées par l'approche humaniste du développement durable, misant sur de fortes participation et implication des diverses parties affectées et concernées incluant les communautés locales (*cf.* chapitre 2, pt 2.2).

Enfin, le dernier argument pour inciter à renforcer l'étape de suivi s'appuie sur le fait que la négociation sur les grands projets se poursuit au-delà de la phase de planification. En effet, même après la délivrance des grandes autorisations (décret, permis de construction, certificat d'autorisation), les projets sont appelés à être modifiés. À cause du contexte changeant (marché, acceptabilité sociale), de difficultés techniques imprévues, de nouvelles connaissances sur le territoire d'accueil ou autres, la nature et l'envergure du projet peuvent être revues. Ce faisant, des négociations se poursuivent en aval des autorisations et dont les résultats auront des conséquences sur le devenir du projet et ses impacts environnementaux et sociaux. Une meilleure définition de l'étape du suivi s'inscrit alors dans la continuité d'une procédure complète d'ÉE bien balisée, considérée comme un cadre de régulation sociale. C'est le quatrième argument de pertinence avancé à travers les résultats de cette thèse.

---

<sup>15</sup>La récente typologie des approches de Arts et *al.* (2003) ne mentionne pas cette dimension.

### 1.2.1.2 DES APPROCHES DISTINCTES DE SUIVI

Une revue de la littérature et de premières expériences de suivi permet de constater que des démarches de suivi environnemental sont entreprises au nom d'objectifs variés, pas toujours explicités. Nous avons ainsi dégagé trois approches de suivi environnemental, soit :

- 1) l'approche de *surveillance*, axée sur la conformité du projet,
- 2) l'approche de *gestion flexible*, orientée vers la performance des mesures de mitigation ;
- 3) l'approche de *gouvernance environnementale*, visant le renforcement des capacités des acteurs en misant sur une intégration en continu des apprentissages dans les pratiques de gouvernance.

Ces approches reposent sur des motivations, des finalités, des rationalités, des savoirs et des modes de régulation distincts (voir description détaillée, annexe A). Les premières expériences documentées montrent que l'approche de surveillance est dominante. Elle s'inscrit dans la continuité des pratiques relevant du paradigme rationaliste d'experts, qu'ils proviennent de l'État ou des firmes productives. Par ailleurs, de nouveaux mécanismes de concertation fondés sur l'approche partenariale, comme les comités de suivi multipartite et les comités de gestion de territoire, s'inscrivent davantage dans la seconde approche et, parfois même, la troisième.

Chaque approche, prise individuellement, comporte ses limites. Selon nous, au-delà des divergences, les trois approches se révèlent complémentaires dans leurs objectifs. Nous estimons de surcroît qu'une des conditions d'efficacité d'un suivi multipartite est leur utilisation conjointe dans l'action des trois approches.

En somme, plusieurs spécialistes (André et *al*, 1999, p. 290 ; Sadler, 1996) sont d'avis que le suivi constitue une des principales stratégies pour améliorer l'efficacité du processus d'évaluation environnementale à l'étape de la planification (prévisions d'impacts). Une meilleure définition du suivi s'impose aussi pour aider à encadrer les négociations prenant place en aval du processus. Pour ces diverses raisons, il est considéré comme un domaine à développer en priorité dans les prochaines années. Mais pour devenir un véritable outil de

la gouvernance territoriale, plusieurs difficultés doivent être surmontées. Certaines sont plus générales. D'autres ont trait à des champs d'expertise plus spécifiques qui posent problème de façon récurrente, comme c'est le cas pour les analyses paysagères, objets d'intérêt de la présente recherche.

### 1.2.3 ANALYSES PAYSAGÈRES : QUATRE LIMITES

Comme esquissé précédemment, le paysage fait l'objet de demandes sociales certaines, devenant même parfois un des principaux thèmes de contestations de projets. Comment l'évaluation environnementale intègre-t-elle ces préoccupations? Au Québec, des analyses paysagères sont produites essentiellement dans les études d'impacts, en amont du processus. Ces analyses devraient, théoriquement, aider les décideurs à comprendre les demandes sociales de paysages et les dynamiques qui les sustentent. Pourtant, elles sont encore rares, malgré leur pertinence eu égard aux débats sociaux ayant cours en matière de développement (Guay, 2004, p. 106). De plus, celles qui sont produites souffrent de plusieurs faiblesses qui limitent leur contribution en ce sens. Quatre principales sont décrites ci-dessous, relatives aux aspects méthodologiques et épistémologiques des analyses paysagères, ainsi qu'à leur portée dans le processus d'évaluation environnementale. Le traitement de ces faiblesses constitue un élément fondateur de la pertinence de la recherche.

#### 1.2.3.1 LIMITE 1 : INTÉGRER LES DIMENSIONS IMMATÉRIELLES

La première faiblesse reconnue aux analyses paysagères est de type méthodologique, liée aux moyens de connaître et de documenter. À la suite de l'examen approfondi d'une vingtaine d'études paysagères réalisées au Québec dans les années 80, Poullaouec-Gonidec *et al.* (1991) notaient la difficulté d'intégrer les dimensions immatérielles et qualitatives liées au paysage (perceptions, significations, valorisations). Les chercheurs portaient un jugement sévère sur la qualité des analyses résultantes, les qualifiant de «*diverses et superficielles*» et d'«*évaluations d'impacts peu approfondies*» (1991: 26). Près de dix ans plus tard,

Gariépy (1999) reprenait des constats similaires au regard des pratiques professionnelles des années 90<sup>16</sup>.

Selon Gariépy, les difficultés méthodologiques rencontrées sont *«peut-être surtout liées à la complexité de l'objet, le paysage»* (1999: 102). Car, comme le rappelle le chercheur, *«le paysage ne se réduit pas à une série de critères et d'indicateurs objectifs permettant son évaluation scientifique: il est investissement de sens, de valeurs»* (1999: 106). Dans cette perspective, le paysage est plus que ce qui est visible. Il inclut des dimensions liées au vécu des acteurs, à leurs perceptions, à la façon dont ils qualifient et investissent de sens leur territoire, bref, un ensemble de dimensions qualitatives, subjectives et immatérielles.

Le principal défi méthodologique se situerait à ce niveau, soit d'intégrer, de façon rigoureuse, les dimensions qualitatives et immatérielles du paysage aux cadres d'analyse (Epstein, 1993; Poullaouec-Gonidec *et al.*, 1993). Quant à lui, Luginbühl (1998) insiste pour que les dimensions matérielles du territoire ne soient pas exclues pour autant des cadres d'analyse. Ce serait donc la prise en compte simultanée des dimensions matérielles et immatérielles, dans leurs interactions, qui rendrait toute leur richesse aux analyses paysagères. C'est ce que tente de faire notre recherche.

#### **1.2.3.2 LIMITE 2 : RECONNAÎTRE LA SUBJECTIVITÉ DE L'ÉVALUATION**

Les difficultés méthodologiques liées à l'intégration de dimensions qualitatives et immatérielles renvoient à une deuxième série de difficultés, de types ontologique et épistémologique, qui ne sont par ailleurs pas uniques à l'objet du paysage. L'univers des valeurs, perceptions, significations, représentations et autres notions subjectives pose problème dans nombre de champs de pratiques. Dans celui de l'ÉE, ces difficultés se rapportent à un grand défi : celui de déterminer la signification sociale associée aux changements et au projet planifié.

---

<sup>16</sup>De telles critiques ne se limitent pas aux pratiques québécoises. Elles concernent aussi celles ayant cours dans d'autres pays comme la Nouvelle-Zélande (Swaffield, 1999).

Évaluer la signification sociale d'un impact dans les analyses, c'est-à-dire documenter ce que représente le changement du point de vue des acteurs<sup>17</sup>, constitue un pilier de l'évaluation environnementale. De fait, la signification sociale est utilisée comme un facteur pour déterminer l'*importance* des impacts, une étape cruciale de l'évaluation environnementale et, en même temps, une des grandes difficultés encore non résolues (Sadler, 1996). L'Agence canadienne d'évaluation environnementale a même défini cette problématique comme étant prioritaire dans son agenda de recherche (Lawrence, 2004). André, Delisle, Revéret et Sène expliquent cette difficulté par le fait que l'exercice d'évaluation intègre une part de subjectivité : «*Cette étape [l'évaluation de l'importance des impacts], parmi les plus litigieuses du processus, chevauche la science et la politique, puisqu'elle fait intervenir des jugements de valeurs*» (1999 : 292).

Les valeurs comportent une dimension normative qui oriente la perception de la réalité par les acteurs sociaux. Dans cette suite, la perception et la qualification des changements sont socialement construites. C'est dire qu'un même phénomène peut être vécu et perçu différemment (positivement, négativement), avec plus ou moins d'ampleur, selon les acteurs (individus, groupes, collectivités, institutions) qui sont, par essence, historiquement et géographiquement situés. Dans le domaine de l'évaluation des impacts sociaux, ce phénomène est de plus en plus admis (Burdge, 2002; Guay, 2004; ICGP, 2003; Vanclay, 2002). Par ailleurs, il renvoie à une question fondamentale pour les pratiques en évaluation environnementale : dans l'exercice d'évaluation, quels acteurs font valoir leurs valeurs et déterminent la signification sociale accordée au changement? Est-ce que ce sont les experts? des groupes concernés? des individus affectés? Tous ces acteurs à la fois?

Comme le fait remarquer Lawrence (2004), diverses méthodes existent, qui prennent en compte ces différents regards d'acteurs. Jusqu'ici cependant, ce sont surtout les experts réalisant les études d'impacts qui ont déterminé la signification des impacts. Or, leurs va-

---

<sup>17</sup>Où la *valeur sociale* selon une expression commune en ÉE. André et al. définissent la signification d'un impact en ces termes : «*valeur variable que porte chacun des acteurs de l'ÉIE aux caractéristiques de grandeur et d'importance des impacts*» (1999 : 299).



leurs et cadres de références peuvent parfois être en conflit par rapport aux groupes d'acteurs concernés et affectés. Dans le domaine de l'aménagement, diverses études anthropologiques<sup>18</sup> ont montré comment les experts peuvent, consciemment ou non, imposer leurs valeurs. Les auteurs de ces études soutiennent la thèse qu'il s'agit là d'une forme de «hiérarchie» opposant deux cultures distinctes : d'un côté la culture savante, organisée selon une rationalité et plus formalisée, de l'autre, la culture dite vernaculaire, plus diffuse, découlant d'expériences de vie et liées au territoire. Qu'elles soient latentes ou manifestes, de telles situations de conflit culturel peuvent camoufler les intérêts de certains groupes d'acteurs et, même, légitimer leurs interventions sur le territoire. Parfois, les experts peuvent le faire de façon inconsciente, par exemple en utilisant leurs outils traditionnels sans procéder à un examen critique de leurs pratiques. C'est notamment ce que soutient Thompson (1998, p. 180) concernant les architectes paysagistes britanniques. Selon lui, ces professionnels privilégieraient majoritairement des valeurs plus «communautaires» (*communalism*) (justice, participation, environnement) rejoignant celles prônées dans le développement durable. Leurs pratiques et conception esthétique traditionnelles feraient toutefois en sorte de favoriser le *statu quo* («*accomodators*») en termes de pouvoir et formes d'aménagement qui, eux, seraient incompatibles avec la perspective du développement durable. Pour un, Guay dénonce avec force ce type de pratiques d'experts n'explicitant pas, à dessein ou non, leurs valeurs de référence et qu'il qualifie de «*supercherie axiologique*» (2004, p. 101). Selon lui, l'ÉE «*ne deviendra un outil de développement viable que lorsqu'elle reflètera le système axiologique du milieu d'accueil*» (*ibid.*, p. 105).

Un processus d'évaluation ne prévoyant pas une prise en compte explicite et rigoureuse des valeurs et perceptions des acteurs locaux pourrait contribuer à privilégier une certaine conception du paysage et ainsi renforcer un paradigme dominant. Greider et Garkovich (1994, p. 19-20) soulignent comment, dans nos sociétés actuelles fortement médiatiques, le paysage devient un enjeu de la mondialisation : de grands acteurs économiques tentent

---

<sup>18</sup>Voir plus particulièrement les textes de Cloarec, Debroux et Epstein dans l'ouvrage *Paysages au pluriel. Pour une approche ethnologique des paysages* de la collection ethnologie de la France (1995, no 9).

d'imposer leur conception du paysage par l'intermédiaire de divers médiums de communication, pour ensuite être à même d'orienter le devenir concret des ressources et territoires convoités. Enfin, un tel processus contreviendrait à l'un des principes fondamentaux de la perspective humaniste du DD, celui insistant sur la reconnaissance du savoir des acteurs locaux (populations locales, groupes marginalisés, individus affectés, etc.) et sur leur participation soutenue dans un objectif d'*empowerment* et de maîtrise sociale du territoire (Gagnon, 1994).

La prise en compte explicite des valeurs et perceptions s'avère donc un enjeu social et scientifique important des pratiques évaluatives et de la prise de décision concernant l'aménagement du territoire. La recherche se penche sur cette problématique en visant à saisir les significations attribuées à des paysages de grandes industries par des groupes d'acteurs locaux et à comprendre comment elles se construisent.

### **1.2.3.3 LIMITE 3 : LA PORTÉE DES ANALYSES, DES ENJEUX SOCIAUX STRUCTURANTS?**

Une troisième faiblesse des analyses paysagères concerne leur *portée* et leur intégration dans le processus d'évaluation environnementale. Plus exactement, à quels enjeux sociaux ces analyses renvoient-elles lorsqu'il est question de paysage? Ces enjeux sont-ils structurants pour comprendre les dynamiques sociales à l'étude et, plus encore, pour influencer la prise de décision concernant le devenir du projet d'aménagement industriel?

Comme l'expliquent Grambling et Freudenburg (1992, p. 226), toute communauté locale, traditionnelle ou «moderne», expérimente et négocie des changements lorsqu'une partie de son territoire est industrialisée. Une telle dynamique peut conduire à des trajectoires culturelles différenciées : intégration, adaptation, rejet, confrontation, rupture, etc. Une communauté ne ressort pas indemne d'un contexte historique de grands changements, comme lors de l'implantation d'un mégaprojet industriel. Elle est toujours modifiée, à des degrés variables, selon des expressions plus ou moins manifestes et des temporalités diverses. Selon ces sociologues, ce n'est pas l'adaptation des communautés comme telle qui pose problème, mais plutôt les conséquences de celle-ci. À long terme, préviennent-ils, il y a risque de «su-

radaptation». En d'autres mots, l'ensemble des changements peut entraîner un phénomène de sur-spécialisation et une «*perte de flexibilité*» occasionnant une dépendance à l'endroit d'un certain type de développement (Grambling et Freudenburg, 1992, p. 227). Par ailleurs, certaines communautés démontrent de grandes capacités de résilience qui leur permettent de sortir renforcées de certaines dynamiques de changements. Par exemple, selon les études longitudinales de Jorgensen (1984), l'introduction de l'économie de marché en Alaska n'aurait pas conduit à la destruction de la culture des peuples eskimos mais, au contraire, aurait ravivée certaines pratiques traditionnelles et affirmer, du coup, l'identité collective. Comment les analyses paysagères intègrent ces enjeux sociaux et aident à comprendre la transformation culturelle des communautés territoriales?

Rappelons que les études paysagères sont intégrées dans la grande famille des impacts sociaux et culturels. Les impacts paysagers documentés sont principalement ceux affectant le cadre de vie des populations locales : qualité esthétique, aménité environnementale, opportunités de récréation. Les impacts sociaux plus larges, qui concernent des modifications à la relation au territoire, à la qualification des paysages et de l'environnement, aux référents historiques et patrimoniaux, à la construction identitaire, au sentiment d'appartenance, à la cohésion sociale et autres, ne sont pas ou peu traités<sup>19</sup>. Dans les rares cas où ils le sont, il s'agit généralement d'études réalisées dans des contextes culturels spécifiques, comme dans des communautés aborigènes du Nord canadien, des États-Unis et d'Australie ou encore sur des populations de pays en voie de développement. L'emphasis est ainsi mise sur la rencontre interculturelle entre le monde moderne occidental et la culture traditionnelle de peuples autochtones. Il semble que l'on prenne pour acquis qu'une communauté non-autochtone aurait déjà intégré les divers changements associés à l'industrialisation, et qu'il n'y ait ainsi pas de fracture probable entre un nouveau projet industriel et la culture locale.

Mais si les changements planifiés liés à l'implantation de mégaprojets ne s'intégraient pas «naturellement» à la culture locale? S'il y avait un seuil de saturation face à

---

<sup>19</sup>Nous soulignons ici que les études définissent souvent le paysage dans une perspective élargie qui pourrait englober ces enjeux, mais en bout de piste, ceux-ci sont rarement documentés.

l'industrialisation dans ces communautés conduisant à une perte de cohésion et à la dévitalisation de la communauté? En d'autres termes, si l'accumulation des changements franchissait un seuil conduisant à la rupture du système culturel, c'est-à-dire à l'éclatement des références, valeurs et croyances partagées? Dans la suite de la discussion précédente (point 1.1), pourrait-on voir les controverses locales au sujet des projets d'aménagement comme un symptôme de telles ruptures socioculturelles, comme une sorte de refus d'adopter certains *a priori* en matière de développement?

Dans un cas comme dans l'autre (adaptation / rupture), jusqu'à maintenant, les demandes sociales sous-jacentes aux revendications plus explicites de paysage ne sont pas ou peu documentées dans les analyses paysagères. Cela a comme conséquence que les études paysagères n'aident ni à éclairer les débats sociaux, ni à alimenter la prise de décision. L'arrimage des études paysagères à des enjeux sociaux structurants apparaît donc, selon nous, comme une troisième limite à combler par les analyses paysagères. C'est pourquoi la recherche ancre la question du paysage dans un cadre plus large de développement durable, tel que défini au chapitre deux (point 2.2).

#### **1.2.3.4 LIMITE 4 : DES PRATIQUES S'APPUYANT SUR DES PARADIGMES SECTORIELS**

Enfin, selon nous, les problèmes actuels liés au paysage excèdent les considérations méthodologiques. Ils relèvent du positionnement paradigmatique de l'expert face à l'objet du paysage, encore conçu dans une perspective disciplinaire, quatrième limite. Le paradigme, tel un ensemble de valeurs, référents et postulats implicites et partagés, organise le mode de pensée et oriente la façon d'appréhender les problèmes. Il implique que l'expert n'est pas neutre face à son objet d'étude et d'intervention – ici le paysage – mais plutôt qu'il porte des *a priori* qui structurent sa pratique professionnelle (voir seconde limite). Il importe donc de repérer ces *a priori*, pour ensuite être à même de résoudre des problèmes plus appliqués, comme ceux relatifs à la méthodologie.

Les pratiques professionnelles dans le domaine de l'ÉE ne sont pas homogènes. Elles peuvent être décrites et cadrées selon une typologie de quatre profils d'experts que nous avons

appelés : 1) l'expert du visible, 2) l'aménageur, 3) le médiateur social et 4) l'écologue. Ces quatre profils correspondent à autant de conceptions de paysage ancrées dans des traditions scientifiques et disciplinaires diverses, chacune soulevant des questionnements distincts. Chaque profil de praticien propose une entrée spécifique pour étudier le paysage : par la matérialité des formes visibles et des écosystèmes ou par l'immatérialité de l'expérience sensible, des significations et du vécu des acteurs. Ce faisant, chacun contribue de manière originale aux analyses paysagères et à l'ÉE. Mais chaque type de pratiques ou approche comporte ses limites respectives<sup>20</sup>. En plus, il y a une autre limite fondamentale, commune à ces approches, s'ajoute : elles ne s'inscrivent pas dans la mouvance valorisant une conception globale et intégrée du paysage.

En d'autres mots, chacune des approches, prise de façon individuelle, reproduit une logique sectorielle en insistant sur *une* composante du paysage. Pourtant, les professionnels québécois affirment à répétition leur volonté de dépasser cette logique sectorielle en donnant une définition élargie et globale du paysage<sup>21</sup>. Il y a donc toujours un fossé entre l'énoncé de grands principes et leur intégration dans une pratique relevant d'une logique holistique.

On pourra certes opposer que la pratique n'est pas aussi étanche que ne le suggère la typologie proposée. Dans l'action, on observe effectivement des passages de rôles, dans le sens où un même praticien peut endosser différentes approches conceptuelles et méthodologiques selon les étapes du processus d'ÉE ou même en fusionner plusieurs en même temps. Mais les analyses proposées dans l'ÉE restent encore sectorielles, reproduisant la grande fracture de la pensée scientifique moderne qui scinde le monde en deux : d'un côté les faits objectifs, de l'autre les perceptions et les rapports sociaux. Par ailleurs, ces analyses s'inscrivent dans une procédure d'ÉE qui est elle-même construite sur cette division, en ce sens que les impacts sociaux sont distingués de ceux sur l'environnement biophysique.

---

<sup>20</sup>La lectrice et le lecteur intéressés à la description détaillée des profils, de leurs limites, ainsi qu'aux avenues d'amélioration suggérées, se reporteront à la version intégrale de l'article produit sur cette question (cf. Fortin, 2002).

En ce sens, une telle division des analyses en paysage s'inscrit dans la continuité des pratiques. Également, elle conforte certaines tendances en évaluation d'impacts qui, elle, s'avère de plus en plus spécialisée. Tout en admettant la nécessité d'améliorer les connaissances thématiques, en lien avec des préoccupations récentes (ex. : la santé, la perception du risque, paysage), ces façons de faire posent de nouveaux défis. Un de ceux-ci est la capacité de lier les connaissances et, plus encore, de les intégrer dans des enjeux qui soient significatifs pour l'évaluation de l'acceptabilité sociale de projets et la prise de décision. Or, la fragmentation des analyses et connaissances rend difficile, pour ne pas dire improbable la capacité de poser une évaluation globale et intégrée des impacts des projets, programmes ou politiques sur un paysage donné. Pour répondre à cette velléité plus que légitime, exprimée autant par les décideurs que les experts<sup>22</sup>, il importe donc de développer des catégories d'analyse qui soient englobantes et utiles à la prise de décision. Eu égard à cette problématique, le paysage pourrait-il être considéré comme une de ces «méta» catégories d'analyse, relativement aux pratiques de gouvernance en aménagement du territoire? C'est une perspective soulevée par la présente recherche qui estime que le paysage peut offrir un cadre conceptuel et analytique porteur d'un enjeu social structurant (*cf.* chapitre 2, point 2.1).

Pour conclure sur les limites des analyses paysagères produites dans les évaluations environnementales actuelles, les quatre décrites précédemment posent des défis à plusieurs niveaux concomitants : méthodologique, analytique, conceptuel et épistémologique. L'amélioration des connaissances théoriques et appliquées en paysage constitue, en ce sens, un objectif de la recherche et qui sera précisé dans une série de questions spécifiques.

---

<sup>21</sup>Surtout depuis les États généraux du paysage tenus en 1995. Voir entre autres, la définition adoptée par le *Conseil québécois du paysage*, organisme réunissant une quinzaine d'associations professionnelles, citée sur son site web (<http://www.paysage.qc.ca/cpq.htm>).

<sup>22</sup>Par exemple, lors du colloque de l'Association québécoise en évaluation d'impacts de 1998.

### 1.3 QUESTIONNEMENT ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Notre thèse s'inscrit dans le cadre d'une réflexion plus globale sur l'avenir des régions dites «ressources». L'implantation de grands projets industriels semble un moment propice pour questionner le modèle historique de développement et ses effets. C'est entre autres ce que laissent croire les contestations locales menées face à des projets industriels d'envergure. Du point de vue de certains groupes sociaux, la seule création d'emplois n'apparaît plus comme étant suffisante pour justifier certaines interventions sur les territoires de vie. Les demandes sociales récurrentes, concernant certains thèmes, incitent à les considérer comme autant de besoins sociaux, désormais nécessaires au bien-être individuel et collectif. Dans cette suite, la prise en compte de ces «nouveaux» besoins dans la planification régionale deviendrait déterminante pour favoriser l'ancrage des citoyens et des entreprises. Parmi ces demandes, celles liées au paysage sont de plus en plus présentes depuis une quinzaine d'années. Les demandes de «beaux paysages» renvoient à l'enjeu global de la qualité du territoire. Elles pourraient aussi être interprétées comme un besoin d'identité sociale et culturelle, caractéristique affirmée de nos sociétés contemporaines réflexives. Dans cette perspective, le paysage industriel serait un lieu émergeant de médiation entre les grandes firmes productives et les populations locales. Il pourrait alors devenir un enjeu incontournable de la gouvernance et du développement durable des sociétés industrielles avancées. Voilà, globalement, l'hypothèse<sup>23</sup> explorée par la recherche.

Elle pose la question générale de recherche suivante : est-ce que l'évaluation environnementale, comme outil de gouvernance, est apte à intégrer ce nouvel enjeu social du paysage? Des pratiques d'ÉE sont examinées par le biais de deux études de cas, réalisées en France et au Québec. La situation observée comporte trois spécificités qui définissent l'objet de recherche.

---

<sup>23</sup>Rappelons que dans une démarche qualitative comme la présente, le but n'est pas de faire une démonstration formelle de l'hypothèse. Il s'agit plutôt de structurer la démarche et de cadrer l'objet d'étude à l'aide d'hypothèses *de travail* qui sont bâties, testées et revues au fur et à mesure de l'avancement de la recherche, à partir de la littérature, des observations empiriques et des activités de recherche combinées (voir point 3.2.2).

Premièrement, les observations se centrent sur une phase peu développée de l'ÉE, celle du suivi de l'implantation et du démarrage de grands projets industriels. Nombre d'effets positifs sont attendus d'un exercice de suivi intégré à la planification et la gestion environnementale : pour améliorer les prédictions d'impacts, pour développer les connaissances, pour renforcer les capacités d'acteurs vulnérables, etc. (Austin, 2000; Gagnon, 2002; Hunsberger et *al.*, sous presse; Morrison-Saunders, 2003). Pourtant, le suivi s'avère une pratique récente. Les premières expériences documentées montrent comment domine l'approche de surveillance, de nature techniciste, basée sur le contrôle et la réglementation en environnement, limitant l'atteinte d'objectifs sociétaux plus ambitieux. Notre recherche s'inscrit dans ce champ de pratiques en construction avec, comme première spécificité, le suivi social comme objet, sachant que les impacts sociaux sont traditionnellement considérés comme les «*orphelins*» du domaine des études environnementales (Burdge, 2002).

Deuxièmement, les deux cas choisis sont situés dans des régions «fragiles», ce qui met potentiellement à l'avant-plan la dimension politique des processus d'ÉE. Dans le contexte actuel de renforcement de la mondialisation, de la fin de l'État-providence et du phénomène de métropolisation, est-il possible pour des groupes sociaux «dépendants» de grands acteurs économiques de faire intégrer leurs préoccupations? Dans une perspective de développement durable et de justice environnementale, les acteurs arrivent-ils à négocier des conditions assurant la reproduction pérenne des communautés territoriales, notamment en prévenant la formation de *paysages de risques* qui, selon Blowers (1999 : 243), «*reflètent les mécanismes produisant des inégalités*» sociales et environnementales? À l'aide d'une étude de cas fouillée, la recherche examine donc en profondeur les rapports de pouvoir prenant place dans une dynamique de négociation sociale cadrée par l'ÉE.

Enfin, la recherche teste la capacité de l'ÉE à intégrer un enjeu de gouvernance qui s'affirme dans les sociétés industrielles avancées, celui du paysage. L'évaluation d'un tel objet social, de nature qualitative et au caractère polysémique, peut-elle trouver sa place dans une procédure valorisant traditionnellement la rationalité technique, voire positiviste? À ce jour, les quelques études de suivi sur le paysage faites au Québec à titre expérimental,



notamment pour Hydro-Québec, documentent essentiellement l'évolution des paysages à partir de leurs dimensions visuelles et concrètes (Hayeur, 2001; Poullaouec-Gonidec et Domon, 1999). La présente recherche focalise également sur le suivi de l'évolution des *significations* accordées au paysage industrialisé. Considéré comme une stratégie pertinente pour résoudre des problèmes méthodologiques en paysage (Gariépy, 1999, p. 103), les résultats d'un tel suivi devraient fournir une meilleure compréhension du processus de construction des significations du paysage, une des limites importantes des analyses paysagères. Cette troisième spécificité s'inscrit en lien avec deux enjeux prioritaires pour le futur de l'ÉE que sont la détermination de la «signification» des impacts et l'évaluation de leur «importance» (André et *al.*, 1999; Sadler, 1996).

La question générale de recherche est traduite dans quatre questions spécifiques, soit :

- 1) Quelles sont les contributions et les limites de l'évaluation environnementale à encadrer les négociations sociales concernant la thématique du paysage, dans une perspective de nouvelle gouvernance territoriale?
- 2) Dans une perspective de DD et justice environnementale, les ententes conclues et des mesures réalisées suite aux négociations sont-elles satisfaisantes pour prévenir les paysages de risques, révélateurs d'iniquités sociales et environnementales?
- 3) Sur le plan théorique, quels sont les caractéristiques et les facteurs déterminants du processus de construction des significations sociales attribuées au paysage et qui pourraient être utilisés pour structurer le suivi de paysages industriels?
- 4) Sur le plan appliqué de l'évaluation environnementale, quelles sont les conditions méthodologiques requises pour faire en sorte que les analyses paysagères soient utiles aux exercices de suivi social et environnemental de mégaprojets industriels?

Pour répondre à ces questions, des savoirs d'origines disciplinaires diverses sont convoqués, notamment pour définir le cadre paradigmatique et théorique liant paysage, développement durable, justice environnementale et gouvernance territoriale, tel qu'exposé dans le chapitre suivant.

## **PARTIE I**

### **PERSPECTIVE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE**

## **CHAPITRE DEUX**

### **REVUE DES PARADIGMES ET THÉORIES EN PAYSAGE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Doubleness – representation and materiality, financial and emotional value – may make landscape hard to pin down, yet may also be at the heart of contests over it, and one thereby gains purchase on the topics by inhabiting its slippery nature. The power of landscape may reside in it being simultaneously a site of economic, social, political, aesthetic value, each embedded within and not preceding the other (...).

David Matless (2003 : 230-231)

Depuis la fin des années 80, les travaux scientifiques portant sur le thème du paysage prolifèrent, poussés en partie par une demande sociale grandissante. Le paysage est investigué autant par des géographes, que des anthropologues, sociologues, philosophes, écologues et aménagistes<sup>24</sup>. Les horizons disciplinaires différents se reflètent forcément dans les propositions théoriques des chercheurs qui s'appuient sur des postulats pas toujours explicités. En conséquence, il n'y a pas UNE théorie unifiée sur le paysage, mais plutôt un vaste corpus éclaté. Face à une telle situation, il est difficile de statuer sur des écoles de pensée. Malgré tout, nous tentons un exercice en ce sens dans ce second chapitre.

Dans un premier temps, la revue de littérature permet de dégager neuf conceptions de paysage. Celles-ci sont situées et décrites par rapport à trois grands paradigmes : territorial, culturel et politique (point 2.1). Au regard des enjeux sociaux décrits au chapitre un, il apparaît nécessaire de situer le concept de paysage dans un ensemble plus vaste. La perspective de développement durable (DD) semble une réponse possible (point 2.2). Parmi les diverses approches de DD, nous combinons celle dite humaniste à celle critique de la justice environnementale. Cette dernière souligne la dimension politique des dynamiques de développement. Dans cette suite (point 2.3), la notion de gouvernance territoriale se révèle pertinente pour compléter le cadre d'analyse. Pour conclure la revue de littérature, nous précisons la définition théorique adoptée pour le concept de paysage (point 2.4).

---

<sup>24</sup>À ce sujet, voir l'ouvrage dirigé par Alain Roger (1995).

## 2.1 REVUE DES THÉORIES EN PAYSAGE SELON TROIS PARADIGMES : TERRITORIAL, CULTUREL ET POLITIQUE

Sur le plan ontologique, deux grandes approches sont généralement distinguées par les auteurs (Berque, 1995; Lothian, 1999; Marcel, 1994; Sgard, 1999), soit celle du *paysage-objet* et celle du *paysage-construit*. Ces deux approches sont essentiellement fondées sur le paradigme de la modernité qui scinde l'objet et le sujet, distinguant le monde des faits (matérialité objective) de celui des idées et des perceptions (affect, subjectivité). Dans la première approche, le paysage-objet est étudié principalement à partir de ses dimensions matérielles (topographie, formation géologique, occupation du territoire, etc.), tel un donné objectif. Dans la seconde approche, le paysage-construit se situe du côté du sujet et est abordé à partir de ses dimensions immatérielles (perceptions, représentations, symbolisme). La dichotomie ontologique entre le paysage-objet et paysage-construit social apparaît comme une première catégorie utile pour comprendre les discours et pratiques des scientifiques et autres acteurs sociaux (institutions publiques, mouvements sociaux). Elle est toutefois dénoncée de façon récurrente par nombre de spécialistes des sciences humaines et biologiques qui considèrent cette dichotomie comme réductrice des potentialités du concept de paysage (Berque, 1995; Bertrand, 1978; Claval, 1994; Dearden, 1987; Dearden et Sadler, 1989; Frémont, 1976; Luginbühl, 1998; Décamps, 2000; Dansereau, 1994). De plus, une telle division épistémologique demeure insuffisante pour distinguer les approches de paysage.

Un regard sur l'évolution historique des travaux réalisés sur le paysage permet aussi de situer de premiers repères épistémologiques. Tim Creswell (2003, p. 270-271) distingue trois grands types de travaux successifs qui, selon lui, constituent autant de paradigmes de paysage en géographie culturelle<sup>25</sup>. Rappelons brièvement qu'un paradigme scientifique se présente tel «*un ensemble de valeurs*», de référents et de postulats implicites et partagés qui organise le mode de pensée, oriente la façon d'appréhender les problèmes et «*guide*

---

<sup>25</sup>Creswell situe rapidement ces trois paradigmes, sans toutefois les nommer comme tel.

*l'action*» (Denzin et Lincoln, 2000 : 157)<sup>26</sup>. Pour notre part, reprenant la division de Creswell, nous nommons ces trois paradigmes en paysage :

- 1) le paradigme territorial;
- 2) le paradigme culturel; et
- 3) le paradigme politique.

Une telle typologie des paradigmes en paysage – à notre connaissance encore jamais formalisée de la sorte – nous apparaît féconde pour structurer la revue de littérature en grandes familles de pensée<sup>27</sup>. D'une part, elle est englobante et, d'autre part, elle dépasse le schisme binaire limité de la division objet / construit<sup>28</sup>. Enfin, pour définir les écoles de pensée à l'intérieur des trois paradigmes, nous distinguons des «conceptions» de paysage telles que véhiculées dans des travaux scientifiques et par la demande sociale.

Neuf conceptions ont été établies et classées selon les trois paradigmes dégagés. D'autres auteurs avant nous ont fait des distinctions similaires<sup>29</sup> au regard de la demande sociale (Luginbühl, 2001; Mercier, 2002; Montpetit *et al.* 2002; Dakin, 2003, p. 193-194). À la différence de ces derniers, nous tentons de systématiser lesdites conceptions du point de vue épistémologique, à savoir ce qu'elles sous-tendent du point de vue de la connaissance et pour les pratiques d'experts, notamment celles en évaluation environnementale. Dans la revue de littérature qui suit, structurée en trois temps selon les paradigmes territorial, culturel et politique, neuf des conceptions sont décrites par rapport aux éléments suivants.

- Ontologique: dans le projet scientifique, le paysage est-il davantage conçu sous l'angle de l'objet, du sujet, d'un rapport dialectique entre les deux?
- Méthodologique : quelles dimensions du paysage sont considérées et analysées dans la démarche méthodologique?

---

<sup>26</sup>Denzin et Lincoln décompose un paradigme en quatre niveaux : éthique, épistémologie, ontologie et méthodologie.

<sup>27</sup>Tout s'en inspirant, notre classification se distingue de celles proposées par Daniel et Vining (1983), Zube, Sell et Taylor (1982) basées sur les traditions philosophiques (objectiviste, subjectiviste et phénoménologique), rapportées notamment dans Dakin (2003) et Lothian (1999).

<sup>28</sup>Le lecteur reconnaîtra tout de même que les paradigmes se sont développés traditionnellement en grande partie sur cette dichotomie ontologique entre le paysage comme objet ou comme construit.

<sup>29</sup>Avec une terminologie semblable, mais pas forcément avec toutes les catégories identifiées ici.

- Demandes sociales : quelles sont les demandes exprimées de façon explicite ou non par les acteurs sociaux, incluant les experts, en lien avec cette conception de paysage?
- Éthique (morale) de la nature : quels sont les rapports à la nature sous-jacents aux pratiques sociales, incluant celles des scientifiques?
- Pratiques d'experts : Quels savoirs sont considérés comme légitimes dans la construction des connaissances en paysage? Quel est le rôle de l'expert dans l'évaluation paysagère?

### **2.1.1 LE PARADIGME TERRITORIAL : LE PAYSAGE COMME ENVIRONNEMENT, CADRE DE VIE ET RESSOURCE**

Le premier paradigme est celui que nous nommons «territorial». Ce paradigme est ancré dans la perspective ontologique du paysage-objet, qui insiste sur des expressions concrètes et matérielles du territoire sans toutefois s'y restreindre. Trois conceptions de paysage y sont associées : le paysage-environnement, le paysage-cadre de vie et le paysage-ressource.

#### **2.1.1.1 LE PAYSAGE-ENVIRONNEMENT : L'INTERDÉPENDANCE HOMME - NATURE**

La conception du «paysage-environnement» regroupe des travaux menés généralement en géographie classique, en géomorphologie, en biogéographie et, plus récemment, en écologie du paysage. Les chercheurs y envisagent le paysage tel un système biogéographique. Des dimensions matérielles, qu'elles soient visibles (topographie, populations animales, parfois humaines) ou invisibles (formations géologiques, écosystèmes), sont révélatrices de la structure de l'espace, des pressions exercées sur les écosystèmes, de l'évolution de la qualité de l'environnement biophysique, et, plus largement, de la transformation des territoires. En Europe, l'école allemande pose les bases de cette tradition au tournant du 20<sup>e</sup> siècle. En Amérique, les travaux de Linton et de Leopold, menés dans les années 60, sont associés à ce courant systémique. Ils inspireront diverses méthodes d'évaluation des qualités des paysages «naturels» (Dearden, 1987, p. 275; Lothian, 1999, p. 179). Ian McHarg représente une autre figure marquante de cette approche du paysage qui l'intégrera dans une démarche originale d'analyse. Au Québec, les travaux de Raveneau (1977), Ducruc

(1985) et, plus récemment, ceux de Dansereau (1994), Paquette et Domon (1999) s'inscrivent aussi dans cette conception du paysage-environnement.

Cette approche, historiquement et institutionnellement bien établie, essuie nombre de critiques. La principale porte sur son peu de considération des dimensions immatérielles du paysage comme les relations affectives, les perceptions et les représentations. Des efforts intellectuels et appliqués ont été consentis en ce sens par certains chercheurs<sup>30</sup>. Ainsi, Pierre Dansereau, un des pères fondateurs de l'écologie québécoise, a produit plusieurs essais militant en faveur d'une réunion des dimensions sensibles, poétiques et écologiques du paysage. La perspective y est résolument systémique, comme en fait foi la citation suivante.

Une analyse proprement écologique abordera ce réseau d'élaboration et d'investissement en identifiant les processus productifs et restrictifs. Les facteurs qui entrent en jeu sont: besoin, perception, désir, capacité et satisfaction, à peu près dans cet ordre (...). Le besoin est l'expression d'une exigence, et il se prête plus ou moins à une épreuve expérimentale. La perception est l'image intérieure chez l'agent d'un besoin, de la ressource qui peut le combler et du processus nécessaire. Le désir est le sentiment ou l'appétit vis-à-vis d'un objet-ressource. La capacité est l'aptitude ou le talent de l'agent dans l'appropriation ou l'utilisation de la ressource. La satisfaction est le résultat de l'interaction plus ou moins réussie entre la ressource et l'agent selon la force et l'efficacité du processus dont celui-ci dispose. (Dansereau, 1994 : 329)

Malgré ces efforts de rapprochement – encore rares il faut l'avouer –, la conception du paysage-environnement est jugée par certains, comme étant fondamentalement irrecevable pour ce qui est d'enrichir une future théorie du paysage. Ainsi, Alain Roger (1978, 1997) et Augustin Berque (1995) affirment avec force la nécessaire distinction entre paysage et environnement. D'autres auteurs, au contraire, font valoir divers arguments militant en faveur d'une réconciliation avec ce courant des sciences «naturelles». Un premier argument veut que les dimensions matérielles (écologiques, formelles) fasse partie de l'expérience paysagère, au moins sur le plan sensoriel, et qu'elles participent à la formation des représentations sociales. Le second argument a trait à la demande sociale. Nombre de mouvements sociaux sont en effet porteurs de la conception du paysage-environnement, tels les grands

---

<sup>30</sup>Citons en exemple les travaux récents, en Europe, présentés lors du colloque tenu en 2000 au Danemark, sous le titre *Multifunctional Landscapes— Interdisciplinary Approaches to Landscape Research and Management* (cf. Tress et al., 2001).

groupes écologistes axés sur des enjeux mondiaux (préservation de la biodiversité, changements climatiques, etc.) et des mouvements de type *grassroots*. Ces derniers, actifs notamment sous le couvert de la justice environnementale (*cf.* point 2.2.2.2), expriment des demandes pour le droit à un environnement sain qui assure la sécurité et la santé des populations, de même que pour la pérennité de la qualité de leur territoire<sup>31</sup>. Ce faisant, ils expriment un rapport à la nature, soit celui d'une interdépendance de l'Homme, sujet «collectif», vécue par rapport à la pérennité des écosystèmes, ceux-ci étant souvent perçus comme étant menacés par certaines pratiques sociales (modernes, industrielles, capitalistes, technocratiques).

Ce rapport d'interdépendance, issu de la prise de conscience environnementale, instituerait même une nouvelle esthétique du paysage tel que le suggère le britannique Ian Thompson (1998), à la suite de l'analyse de pratiques d'experts. Certains résultats d'enquêtes empiriques, menées par le géographe français Yves Luginbühl (2001, p. 5-8) vont aussi dans ce sens. En effet, les populations jeunes formulent une appréciation des paysages différente de celle de leurs aînés. Pour eux, la beauté du paysage est appréhendée à partir d'un idéal de société harmonieuse, voire une utopie mariant le social et l'écologie, exprimé dans le discours par l'intermédiaire du couple «*vie et liberté*» (*ibid.*). Serait-ce à dire que les valeurs environnementales auraient pénétré les cadres de références esthétiques affichées par les générations montantes, bouleversant ainsi ceux hérités de la modernité, traditionnellement centrés sur les fonctions et la forme, dans ce qui serait une nouvelle éthique «post-moderne» misant également sur la viabilité sociale et écologique? Les enquêtes éparses ne permettent pas, pour l'heure, d'affirmer une telle hypothèse. Mais, à tous le moins, elles montrent que les acteurs porteurs de la conception du paysage-environnement, spécialistes comme habitants, ont un rapport particulier à la nature, troisième argument pour considérer cette conception dans le champ de recherche du paysage.

---

<sup>31</sup>Notons toutefois que les dialogues entre les écologues du paysage et ces mouvements sociaux sont encore rares, les premiers n'intégrant pas les préoccupations des seconds dans leurs études. S'il y avait une amélioration notable à faire, c'est à ce niveau qu'elle se situerait selon nous, soit de documenter les objets des préoccupations sociales et, ce faisant, d'enrichir les études sur la biodiversité notamment à travers des enjeux sociaux plus structurants (ex. : santé environnementale).



### 2.1.1.2 PAYSAGE-CADRE DE VIE : AU SERVICE DU BIEN-ÊTRE ET DE LA QUALITÉ DE VIE

Le «paysage-cadre de vie» est une seconde conception du paradigme territorial, particulièrement affirmée dans la géographie humaine. En France, ses racines plongent dans les monographies régionales du géographe Paul Vidal de La Blache, datées du tournant du 20<sup>e</sup> siècle<sup>32</sup>. Aux États-Unis, Carl Sauer, est reconnu comme pionnier de cette approche à l'école de Berkeley (Université de Californie) dans les années vingt (Creswell, 2003). Ce dernier fonde son œuvre en réaction à l'école allemande axée sur le paysage-environnement, jugée par trop déterministe. Dans leurs projets initiaux, de La Blache et Sauer conçoivent tous deux le paysage tel un révélateur de la culture des habitants d'un pays. Le repérage des pratiques sociales (individuelles ou collectives) et des occupations humaines, rendues visibles par leur inscription concrète dans le territoire, permettrait de saisir le vécu et la quotidienneté de groupes d'acteurs, leurs valeurs, ainsi que leurs conceptions du monde et de la nature. Dans cette perspective, estime Cosgrove (1983, p. 3), les géographes préconisaient une conception dialectique du paysage, liant objet / sujet, matérialité / symbolique, notamment à travers les notions de région, de pays et de genre de vie. Toutefois, sur un plan appliqué, leurs études sont critiquées car décrivant uniquement l'expression matérielle de modes de vies et pratiques culturelles. *«Attachée aux données du milieu physique, soucieuse du concret, cette géographie cherche l'expression des régions naturelles dans l'homogénéité physionomique du paysage»* résume Bailly (2001 : 96, *emphase dans le texte original*). En ce sens, tout en redonnant une place aux activités humaines, les méthodes des géographes reposent sur une ontologie du paysage-objet. Ce faisant, elle souffrent de la même limite que celle que l'on reproche à la conception du paysage-environnement.

Dans la suite de ces travaux pionniers, des géographes tentent de répondre à ces critiques en insistant sur la dimension symbolique des paysages «culturels». Du côté anglosaxon, l'américain J.B. Jackson élargit le chemin ouvert par Sauer en s'inspirant de La Blache. Ses réflexions reposent sur l'observation minutieuse des pratiques locales, «vernaculaires»,

---

<sup>32</sup>Raoul Blanchard suivra ses traces au Québec.

marquées dans les paysages «ordinaires» américains. Ses écrits<sup>33</sup> inspireront une relève de chercheurs qui, à leur tour, offriront des ouvrages fondateurs pour le paradigme culturel<sup>34</sup>? (Creswell, 2003, p. 271). Du côté francophone, les études d'Armant Frémont (1977) sur les relations qui régissent les rapports de populations locales à leur territoire de vie, notamment grâce au concept d'*espace-vécu*, sont notoires. Plus récemment, en géographie sociale, des chercheurs comme Guy Di Méo (1999) ou Luc Bureau (1977<sup>35</sup>) poussent le «paysage-cadre de vie» dans ce qui semble être une position plus globale, où l'objet (pays, territoire) et le sujet (acteur individuel ou collectif) sont fusionnés par le biais d'expériences vécues qui créent un rapport culturel spécifique au territoire de vie et qui sont porteuses de significations. Cet enchevêtrement du paysage-objet et du paysage-construit, projet historique des géographes ici mieux abouti, rend la conception du paysage-cadre de vie difficile à classer dans les catégories traditionnelles fondées sur la division ontologique de l'objet et du sujet. C'est possiblement une des raisons pour lesquelles ces travaux ont été l'objet de critiques.

Selon des tenants de l'école culturaliste surtout – exposée plus avant (point 2.1.2.1) –, la relation étroite, quasi-fusionnelle de l'habitant avec son pays empêcherait le premier d'avoir une distance par rapport au second. Cette critique est toutefois contredite par nombre d'enquêtes empiriques montrant que les «habitants» font preuve d'une sensibilité paysagère certaine (Luginbühl, 1998). À titre d'exemples, soulignons celles réalisées dans le cadre de la Mission ethnologique (*cf.* paysages au pluriel). Dans la perspective du paysage-cadre de vie, la sensibilité paysagère ne relèverait pas uniquement d'une attitude contemplative de la nature s'appuyant sur des formes canoniques consacrées par l'art, comme postulé dans l'école esthétique. Elle s'appuierait davantage sur des expériences vécues, sur l'affectivité, sur l'appartenance sociale. De fait, il s'agit là d'un débat entre deux écoles de pensée en paysage, dont les fondements sont exposés dans le point sur le paradigme culturel.

<sup>33</sup>Voir ceux regroupés par Zube (1970).

<sup>34</sup>Citons ceux de Donald Meinig (*The interpretation of the ordinary landscape*, 1979), de Yi-Fu Tuan (*Topophilia*, ) et de Edward Relph (*Place and Placelessness*, 1976) .

Concernant la demande sociale contemporaine sur le paysage-cadre de vie, elle est rarement formulée dans des termes explicites de paysage. Comme le fait remarquer Luginbühl (2001, p.5-8) dans un examen récent de la dynamique française, le mot paysage est encore spontanément situé, dans la population, du côté du «décor», centré sur ses dimensions formelles et visuelles – ce qui relèverait davantage de la conception du paysage-esthétique définie au point 2.1.2.1)<sup>36</sup>. Une exception notable est à souligner toutefois, soit l'opinion émise par des jeunes générations qui définissent le paysage tel un cadre de vie. Soulignons, également, comment des décideurs peuvent aussi se situer dans cette même perspective dans leurs énoncés de politiques. Tel en fait foi la récente Convention sur le paysage promue par le Conseil de l'Europe, qui postule que le paysage est un «*élément essentiel du bien-être individuel et social comme de la qualité de vie des populations, [qui] contribue à l'épanouissement des êtres humains ainsi qu'à la consolidation de l'identité européenne*»<sup>37</sup>. De nombreuses dynamiques sociales incitent à croire qu'une telle conception du paysage est également présente dans la société québécoise. Pensons, entre autres, aux groupes sociaux qui, lors de contestations ou de négociations publiques situent le paysage comme composante de leur qualité de vie. De même, le bourgeonnement d'expériences locales, recensées par le Conseil du paysage du Québec, participe de ce même mouvement. Du point de vue social, du moins pour certains groupes et dans certains contextes, le paysage serait donc, en quelque sorte, *une* des composantes de la qualité du cadre de vie, une expression de «modes de vie», individuels et collectifs, fondateurs d'identité et d'appartenance<sup>38</sup>.

---

<sup>35</sup>Soulignons le programme de recherche multidisciplinaire mené sous sa direction à l'Université Laval, intitulé *Paysage* et portant sur les paysages de Charlevoix dans leurs dimensions morphologiques et sociales, comme un moment clé dans la recherche en paysage au Québec.

<sup>36</sup>Toujours selon les données analysées par Luginbühl, la population française «*se situe dans ce refus de considérer le paysage comme un concept exclusivement esthétique*» (2001, p. 8).

<sup>37</sup>Citation tirée d'une plaquette d'information destinée à promouvoir la Convention européenne du paysage adoptée en 2000. Son contenu est disponible sur le site Internet du Conseil ([www.coe.int](http://www.coe.int)). Soulignons l'influence déterminante de certains chercheurs, dont Yves Luginbühl, dans l'élaboration de la Convention.

<sup>38</sup>Voir à ce sujet l'étude récente de Susan Dakin (2003).

Dans cette suite, le rapport à la Nature sous-jacent à la conception du paysage-cadre de vie pourrait être défini, selon nous, telle une forme de «dépendance relationnelle» des collectivités à l'endroit de la qualité perçue et vécue de leur territoire. En comparaison, cette dépendance était vécue historiquement sous le mode de la subsistance, rattachée aux ressources tirées de la terre. Dans nos sociétés contemporaines, la dépendance «relationnelle» serait plutôt expérimentée sous le registre double de l'écologie, en lien avec la conscientisation environnementale et la nécessité des écosystèmes en santé, et du social, relativement au maintien de pratiques sociales significatives et aux besoins d'identité et d'appartenance des sociétés post-modernes.

### **2.1.1.3 PAYSAGE-RESSOURCE : AMÉNITÉ HÉDONISTE ET ESTHÉTIQUE**

Une troisième conception liée au paradigme territorial est celle que nous appelons «paysage-ressource». Sur le plan théorique, cette conception peut être rattachée à des travaux très en vogue menés en géographie économique dans les années cinquante (Bailly et Béguin, 2001, p. 100-106). Ravivant la théorie de Von Thünen sur la rente de localisation du début du siècle, les experts tentaient alors de comprendre la structuration des paysages ruraux à partir de l'influence des activités agricoles. Aujourd'hui, l'analyse économique du paysage élargit son spectre d'observation à d'autres types de paysages, notamment à ceux dits «naturels», valorisés pour la protection de la biodiversité ou pour des usages récréatifs et touristiques. Les méthodes d'évaluation économiques visent à assister les décideurs dans l'exercice de prise de décision, notamment en ramenant les diverses valeurs sociales (esthétiques, écologiques) à une seule valeur synthétique, la valeur monétaire. Il devient alors possible de situer le paysage par rapport à un marché, en lien avec l'offre et la demande. La rareté devient un facteur déterminant de l'explication. Comme le résume Facchini, l'économie «intègre le paysage, grâce à la mesure monétaire, dans une logique sociale globale de coordination des intérêts individuels et analyse la demande de paysage comme l'apparition d'une nouvelle rareté» (1995 : 7). L'approche économique considère le paysage comme un bien de consommation qui a un coût, individuel et collectif. Bref, «[l]e paysage n'est pas un bien gratuit» (ibid., p. 13).

Cette conception du paysage-ressource rejoint une forte demande sociale, exprimée par nombre d'acteurs économiques. Le paysage «aménité» est un attrait pour l'industrie touristique, une vitrine pour l'entreprise, un véhicule de communication (*marketing*) au service de la métropole ou encore une aménité résidentielle pour le projet immobilier. Dans tous les cas, l'expérience esthétique stimulée par la qualité scénique du paysage constitue une «plus-value» servant à démarquer les territoires dans la concurrence économique mondiale. Dans cette perspective, le paysage, quoique valorisé par le sujet, est conçu comme étant un objet distinct qu'il est possible de modifier indépendamment du sujet. Le paysage-ressource sous-tend, en ce sens, un rapport utilitariste et instrumental à la nature.

Pour conclure ce sous-point, le paradigme territorial, tel que nous le définissons, regroupe trois conceptions de paysage, au sens d'environnement, de cadre de vie et de ressource. Il s'agit de trois conceptions ayant des racines lointaines, souvent situées au début du siècle. En cela, leurs démarches portent l'empreinte de l'influence des sciences naturelles et de l'épistémologie positiviste dominante, fortement valorisée dans ce contexte historique. Cela explique en partie pourquoi ces travaux ont traditionnellement eu en commun d'insister sur les dimensions concrètes des territoires, à partir de perspectives différentes (écosystémique, sociale, économique). Souvent cependant, ils ne se limitent pas à ces seules dimensions, tentant, avec plus ou moins de succès, d'intégrer des dimensions symboliques à leur cadre d'analyse. En cela, les efforts récents des chercheurs répondent à une demande sociale qui, elle, se révèle souvent plus complexe et ouverte aux interactions entre la matérialité et la symbolique du paysage.

### **2.1.2 LE PARADIGME CULTUREL : LE PAYSAGE COMME ESTHÉTIQUE, REPRÉSENTATION, IDENTITÉ ET PATRIMOINE**

Le second paradigme que nous identifions dans le champ de recherche et de pratique du paysage est celui dit culturel. Il est particulièrement investi par la géographie culturelle, la philosophie et l'anthropologie. Le corpus est loin d'être homogène. Diverses écoles de pensée sont débattues. Sur le plan épistémologique toutefois, elles ont en commun de vouloir

se démarquer du paradigme territorial, conçu comme étant trop fondé sur la matérialité du paysage. Pour se démarquer, le paysage est abordé à partir du Sujet, trait fondateur de ce paradigme. Nous y associons quatre conceptions de paysage : esthétique, représentation, patrimoine et identité. Le texte qui suit développe les deux conceptions dominantes.

L'importance de cette conception du paysage-esthétique mérite un exposé prolongé. Cet exercice permet de poser les termes d'un débat «passionné» (qui dure en France depuis les années 90) entre les tenants de deux écoles de pensée (culturaliste et géographie des représentations), privilégiant des conceptions différentes du paysage. Mais d'abord, rappelons les grandes lignes de la construction historique du paradigme dit culturel.

#### **2.1.2.1 INVENTER LE PAYSAGE : LA DISTANCIATION ENTRE LE SUJET ET L'OBJET**

Dans les sociétés européennes, *«l'invention du paysage»*, selon l'élégante expression d'Anne Cauquelin (1989), serait associée à la découverte des lois de la perspective mises au point pendant la Renaissance. L'application technique de la perspective dans la peinture, au XVe siècle, aurait permis à l'homme de se représenter graphiquement son milieu de vie et, ce faisant, de créer une distance ontologique avec celui-ci (Cosgrove, 1984; Besse, 1992; Epstein, 1981). À partir d'une position statique et d'une vue cadrée, le sujet aurait ainsi «découvert» le pays du regard ou, en d'autres termes, «vu» le paysage, tantôt dans ses dimensions concrètes et sensibles, tantôt depuis un belvédère dominant la vallée, tantôt dans une abstraction, représentée en peinture sur une toile. L'expression du «paysage-tableau» résume cette double posture de l'expérience *in situ* et *in visu*.

L'héritage de la Renaissance est lourd à double titre. D'une part, comme le résume Berque, il marque une rupture avec la nature : *«(...) l'homme s'est érigé en sujet devant une nature traité en objet»* (1995 : 346). Le paysage serait, en ce sens, l'expression d'un rapport nouveau à l'espace. D'autre part, le visuel s'impose comme principal mode d'appréhension du paysage : le paysage est ce que l'on voit. Plus encore, le paysage est la nature que l'on voit. Les philosophes expliquent ainsi la construction historique du rapport moderne à la nature.

Dans cette suite, une grande question émerge : *«est-ce que la «beauté» du paysage réside de façon inhérente dans ses formes ou dans l'œil de l'observateur»?* (Dearden, 1987 : 268)

Les deux perspectives offertes s'inscrivent dans la continuité d'un débat philosophique historique sur la notion de beauté<sup>39</sup>. Selon la réponse accordée à cette question épistémologique, divers courants de recherche en paysage développent leurs pratiques et méthodes distinctes. Nous en distinguons deux conceptions décrites dans les points suivants, celles dites esthétique et des représentations.

#### **2.1.2.2 LE PAYSAGE-ESTHÉTIQUE : BÉHAVIORISTES ET CULTURALISTES**

Le «paysage-esthétique» est une conception structurante des études en paysage, dominant à la fois le discours scientifique et le discours public depuis les années 70. Les pratiques en aménagement et en évaluation environnementale sont également fortement influencées par la conception esthétique du paysage telle que privilégiée par l'école culturaliste. Comment en effet nier ce qui semble une «évidence» : le paysage est une expérience esthétique, généralement positive, qui procure du plaisir. Ne parle-t-on pas spontanément du «beau» paysage? L'action publique a investi fortement en ce sens, «paysageant» les villes et leurs entrées, camouflant les «points noirs», «requalifiant» des espaces «déqualifiés», etc. Par ailleurs, comment expliquer tous ces débats sociaux si le paysage relève de l'évidence? Pourquoi n'y a-t-il pas unanimité lorsqu'il s'agit de qualifier un paysage, de statuer sur la pertinence d'un projet paysager? Les réponses à ces questions, découlant de travaux associés à la conception du paysage-esthétique, mettent progressivement en lumière que le paysage serait davantage un construit social qu'un donné objectif. Mais cette conception se formalise dans des méthodes distinctes que l'on peut associer à deux principales tendances, soit le courant behavioriste et ce qui est connu sous le nom d'école culturaliste française.

#### **Le courant behavioriste qui marque les méthodes d'évaluation du paysage**

Le courant de recherche behavioriste, particulièrement actif dans les années 70, s'inspire des sciences cognitives (psychophysique, psychologie). Tout en postulant que le paysage

---

<sup>39</sup>Pour un examen détaillé de ce débat, voir l'exposé de l'Australien Andrew Lothian (1999, p. 181-191) sur les positions de philosophes classiques jusqu'aux contemporains.

est une expérience vécue par le sujet, ce courant insiste sur la récurrence des valorisations accordées à certains attributs physiques (ex : présence de l'eau) ou à certains «types» de paysage (ex : montagne, mer, ville)<sup>40</sup>. Cette valorisation impliquerait qu'il existerait des préférences communes à des groupes sociaux, qui pourraient même être universelles. Dans cet ordre d'idée, il serait possible de prédire les préférences des observateurs à l'endroit de certains paysages en évaluant leurs formes, lignes et couleurs et, globalement, leur qualité scénique. Dans cette suite, nombre d'études sur les perceptions des paysages ont ainsi tenté, du côté anglosaxon, dans les années 70, de découvrir les préférences paysagères des individus. Dans la poussée des avancées scientifiques en psychologie, les études puisent dans les traditions positivistes privilégiant l'explication causale et empruntent aux méthodes expérimentales. Les études de Daniels et Vinings, ainsi que celles de Stephen Kaplan, sont des exemples reconnus de cette démarche.

Une telle perspective est particulièrement séduisante pour la pratique en évaluation du paysage. En effet, elle sous-tend l'idée qu'il est possible d'obtenir un consensus social quant aux qualités et beautés des paysages, ce qui faciliterait grandement les choix de gestion territoriale (Dearden, 1987). C'est pourquoi, elle sera reprise dans diverses méthodes inspirées des démarches expérimentales en psychologie. En résumé, des individus, choisis comme représentatifs, sont soumis à un stimuli, soit une photo de paysage, et sont invités à donner leurs préférences, par exemple sur une échelle de classement quantitative. À l'aide de calculs statistiques (ex. : régression multiple), les scientifiques tentent ensuite de faire «corrélér» les dimensions physiques «mesurables» du paysage aux préférences exprimées. Ces méthodes d'évaluation sont aujourd'hui présentées comme un moyen de participation du fait que le public – ou plus exactement un échantillon représentatif de celui-ci – font l'évaluation et non les experts directement (Dakin, 2003).

---

<sup>40</sup>Il est possible de faire un rapprochement entre ces approches du paysage-esthétique et la conception du paysage-ressource qui reposent sur des prémisses similaires, à savoir que des préférences paysagères stimulent une demande prévisible de paysage comme aménité touristique par exemple.



Cette perspective du béhaviorisme sous-tend l'idée que la beauté et la qualité du paysage réside dans l'œil de l'observateur. Les travaux développés du côté anglosaxon demeurent encore très attachés aux dimensions formelles du paysage. Du côté français, l'école culturaliste, deuxième courant du paysage-esthétique, adopte un point de vue similaire.

### **L'école culturaliste : l'importance de l'art et du regard «éduqué» de l'expert**

En France, l'école culturaliste est associée au philosophe Alain Roger et au géographe Augustin Berque. Tous deux ont permis des avancées théoriques majeures dans le paradigme culturel. Avec leurs contributions respectives sur l'*artialisation* (Roger, 1978, 1997) et la *médiance* (Berque, 1990, 1995), ils ont formalisé ce qui est de plus en plus admis comme un postulat implicite, à savoir que le paysage est issu d'un processus de médiation sociale et culturelle qui se joue entre un sujet-observant et l'objet-observé.

En d'autres termes, l'usager ne saisit pas le territoire et la nature dans leur matérialité objective, mais il les perçoit plutôt à travers une série d'intermédiaires, c'est-à-dire de «filtres» sociaux et symboliques. Le territoire, sous le regard qualifiant, devient chargé de sens et alors paysage. Les travaux phares de Roger et Berque posent clairement les bases d'une conception du paysage se situant du côté du sujet. Le paysage est une expérience esthétique où le visuel joue un rôle déterminant sur le plan cognitif, mais cette expérience est informée par une «*manière de voir*»<sup>41</sup> les formes matérielles visibles, fondamentalement apprise comme le rappelle Berque. Plus exactement, Berque parle de «*sens de la nature*» et de «*sens de paysage*» (1994 : 15).

Dans cette même réflexion théorique, les notions de *sensibilité paysagère* (Luginbühl, 1993), puis de *culture paysagère* sont proposées (Cadiou et Luginbühl, 1995 ; Cloarec, 1995). Cette dernière, selon l'anthropologue Judith Esptein, pose «*des formes de perception, manières de voir et manières d'être qui transmettent valeurs et traditions et tissent des liens culturels, tout comme le langage*» (1981 : 54). Dans le paradigme culturel, voir le

---

<sup>41</sup>Selon Denis Cosgrove (2003, p. 252), c'est le critique d'art John Berger qui aurait utilisé pour la première fois l'expression «manière de voir» (*ways of seeing*) en 1969.

paysage serait foncièrement une pratique historiquement datée et située et, donc, le paysage serait un construit social<sup>42</sup>.

Si ce postulat est adopté de plus en plus comme un point de départ, il ne donne pas lieu à une théorie unifiée pour autant. Son interprétation se retrouve plutôt dans des courants de recherche et de pratiques qui, à plusieurs égards, s'instruisent en faux les uns par rapport aux autres. Le fossé est particulièrement marqué entre l'école culturaliste et celle de la géographie des représentations, qui nourrit moult débats en France depuis les années 90. De fait, la fracture se joue lorsque les chercheurs précisent quels facteurs participent au processus de médiation culturelle.

Les tenants de l'école culturaliste misent principalement sur l'art et la culture, généralement celle disposant de canons bien établis et reconnue institutionnellement. Entre autres, Berque affirme ainsi : «(...) *l'idée que le beau n'est pas dans la chose elle-même, mais dans le rapport entre la chose et un regard éduqué par l'art*» (2000 : 164). Dans cette suite, il retient quatre critères pour établir si une société est «paysagère» ou non. Trois de ceux-ci font référence à des expressions artistiques représentant le paysage, respectivement dans la littérature, la peinture et les jardins (Berque, 1994)<sup>43</sup>.

Cette insistance sur l'art vaut deux principales critiques à l'école culturaliste. Une première critique concerne l'importance excessive accordée aux dimensions plastiques et visuelles dans l'expérience esthétique du paysage. En effet, les facteurs influençant la culture paysagère renvoient à des expressions formelles relayées dans la peinture, les médias, le tourisme ou l'art des jardins. Ces «modèles» paysagers artistiques, surtout picturaux, sont convoquées de façon explicite ou non, pour «lire» les paysages du réel. La question serait alors de savoir quel est le degré de correspondance entre la composition des modèles artistiques et

<sup>42</sup>Il importe de souligner que des contributions théoriques similaires ont été faites du côté anglo-saxon, dans les années 80. Notamment celle de Cosgrove, décrite dans le troisième paradigme.

<sup>43</sup>Plus exactement : «1) usage d'un ou plusieurs mots pour dire «paysage»; 2) une littérature (orale ou écrite) décrivant des paysages ou chantant leur beauté ; 3) des représentations picturales de

les dimensions formelles et plastiques des paysages, telles qu'elles se donnent à voir *de visu*? Ainsi, malgré que dans le projet annoncé les tenants de l'école culturaliste souhaitent se situer du côté du sujet, la démarche méthodologique appliquée, centrée sur l'expérience esthétique, se traduit par un fort investissement dans la matérialité du paysage. Elle s'inscrit dans le «*préjugé culturel*» vivement contesté que représente la prédominance du visuel, héritée de la Renaissance (Conan, 1995 : 360). Deux principales voies sont explorées pour faire éclater le cadre statique du paysage-tableau et essayer d'entrer *dans* le paysage en mouvement. Une première voie mise sur les autres sens corporels qui participent à l'expérience paysagère (ouïe, odorat, toucher, goût), selon une esthétique rejoignant la philosophie plus globale d'Hegel (cité dans Luginbühl, 2003, p. 6). Des recherches sont réalisées entre autres sur le paysage sonore (Augoyard). D'autres voies investissent le regard du *dedans* ou, en d'autres termes, à partir du sujet percevant et tout l'univers symbolique de l'imaginaire et des représentations sociales. Cela donne lieu à une seconde conception du paysage fondatrice dans le paradigme culturel, telle une représentation, qui, d'ailleurs, émet la critique la plus virulente sur l'école culturaliste.

Cette seconde critique concerne le savoir considéré légitime. Des anthropologues et des géographes dénoncent la conception dichotomique de la culture paysagère véhiculée, opposant culture savante et culture locale, et conçue comme renforçant le pouvoir de certaines élites (experts, bourgeoisie). En effet, les théories culturalistes postulent, quoique de façon nuancée, que seule la personne érudite serait apte à apprécier l'esthétique du paysage, cela parce que ce sont elles (la culture savante et les connaissances artistiques) qui permettent la distance nécessaire avec le pays. Ce postulat fondateur marque un point de rupture majeur par rapport à certaines conceptions de paysage, dont celle du cadre de vie et des représentations. Le débat portant sur la capacité de l'agriculteur à ressentir l'esthétique de son paysage du quotidien est un exemple classique. Selon les culturalistes, parce que l'agriculteur parle d'abord de son champ en termes de capacité de production, de qualité de sol, et non de couleurs et de formes, cela signifie qu'il ne pose pas un regard esthétique sur

---

*paysages ; 4) des jardins d'agrément.*» (1994 : 16). Plus récemment, Berque ajoute un cinquième critère (2000, p. 160-161).

le territoire, qui ne devient pas paysage. Le débat est alors centré autour de la délimitation de ce qui relève, d'une part, du pays et d'autre part, du paysage. Dans cette même logique, un second type d'argument porte sur la relation affective du paysan avec sa terre – un attachement «*symbiotique*» –, jugée trop importante et qui ne permettrait pas la distance requise pour l'expérience esthétique. Cette position, plus nuancée chez Berque, est particulièrement affirmée par Roger. En fait foi l'extrait suivant :

La perception d'un paysage, cette invention de citadins, comme on le verra bientôt, suppose à la fois du recul et de la culture, une sorte de *reculture* en somme. Cela ne signifie pas que le paysan est dépourvu de tout rapport à son pays et qu'il n'éprouve aucun attachement pour sa terre, bien au contraire; mais cet attachement est d'autant plus puissant qu'il est symbiotique. Il lui manque dès lors, cette dimension esthétique, qui se mesure, semble-t-il, à la distance du regard, indispensable à la perception et à la délectation paysagère. Le paysan est l'homme du pays, non celui du paysage (...). (Roger, 1997 : 27)

Une telle distinction entre le regard éduqué par l'art et le regard profane, découlant de l'école culturaliste, a des conséquences particulièrement déterminantes sur les pratiques des experts en paysage et leurs méthodes d'évaluation. En effet, une telle perspective valorise une place importante de l'expert, conçu comme principal dépositaire du savoir légitime. Dans la pratique en aménagement et en évaluation environnementale, ce postulat se traduit dans un rôle important accordé aux paysagistes et designers. Ceux-ci déterminent, en leur qualité d'experts souvent formés dans la tradition des Beaux-Arts et du design urbain, la qualité esthétique des paysages. En lien avec la tradition picturale du paysage-tableau, héritée de la Renaissance, l'évaluation est basée sur un examen des lignes, formes, textures et effets de composition du paysage observé, à l'aide de critères d'harmonie, d'unité, de variété, etc.

L'application des méthodes d'analyse visuelle conçues pour les procédures d'évaluation environnementale, au Québec ou dans d'autres pays industrialisés, s'inscrit dans cette façon de faire<sup>44</sup>. Dans un langage spécialisé, inspiré de la démarche scientifique positiviste, les professionnels découpent le paysage en unités, le dissèquent en «champs visuels» et

l'analysent en termes de «résistance», de «capacité d'absorption». Les méthodes créées pour Hydro-Québec (Groupe Viau inc., 1992) et le Ministère des Transports (1986) en sont des exemples appliqués au Québec. À l'échelle régionale, dans un esprit similaire axé sur les dimensions visuelles du paysage, des logiciels informatiques ont été mis au point pour cartographier les «sensibilités visuelles» de vastes territoires. Pensons à la méthode du *Visual Management System* développée par le ministère américain de l'Agriculture dans les années 70, à partir des travaux de R.B. Litton (1968, 1972, cités dans Dearden, 1987), à celle du ministère des Forêts de Colombie-Britannique (Canada) intitulée *Visual landscape management process* (voir la description de Dakin, 2003, p. 188-189), de même qu'à celle récente mise au point par J. Paquette (1993), pour gérer les coupes forestières au Québec.

Bref, l'insistance de l'école culturaliste sur l'expérience esthétique du paysage, concentrée sur ses dimensions plastiques (agencement de couleurs, formes), lui a valu d'essuyer de vives critiques et, même, d'être taxée d'élitiste. Des intellectuels et des citoyens se sentant dépossédés face à des experts imposants et voulant retrouver une prise sur leur devenir ont dénoncés la forte valorisation du rôle de l'art et du rôle des experts détenteur de ce savoir culturel «institutionnalisé»<sup>45</sup>. Cette conception du paysage-esthétique, tout comme celle prônée par l'approche «objectivée» du courant béhavioriste, demeure toutefois influente. Ses fondements sont très présents dans les méthodes et pratiques d'experts contemporains, incluant celles utilisées en évaluation du paysage. De plus, elle se prolonge dans d'autres conceptions, comme celle du paysage-patrimoine.

### **2.1.2.3 PAYSAGE-PATRIMOINE : COMMÉMORATION ET IDENTITÉ**

Le paysage comme patrimoine constitue une quatrième conception associée au paradigme culturel. Le paysage y est défini comme un espace représentatif de l'idée de nature ou de culture telle que privilégiée par un groupe social. Le paysage devient patrimoine dans le

---

<sup>44</sup>Soulignons qu'au départ, ces méthodes utilisent une définition large et globale du paysage, mais que la démarche appliquée est généralement limitée aux dimensions visuelles et concrètes, évaluées par l'expert.

<sup>45</sup>Voir par exemple la critique formulée par Chouquer (2001).

sens où un groupe souhaite préserver et transmettre une portion de territoire aux générations futures et où ce groupe définit des pratiques jugées acceptables.

Cette conception se développe davantage comme un champ de pratiques. Elle montre une filiation directe avec la conception précédente, du paysage-esthétique, ainsi qu'avec des postulats présents dans l'école culturaliste, sans par ailleurs qu'elle y soit associée comme telle. Entre autres, l'expert y joue un rôle important, surtout dans les grandes organisations comme l'Unesco, Icomos ou Patrimoine Canada. Il étudie les dimensions matérielles et visibles du paysage afin de saisir sa «genèse» et ensuite déterminer sa «valeur» sur la base de divers critères (ex. : représentativité, rareté, pureté). Pour plusieurs, cette évaluation serait difficilement accessible aux profanes.

La demande sociale liée à cette conception est forte, affirmée comme une volonté de transmettre des territoires témoins. D'après leurs qualités écologiques (*biodiversité*) ou culturelles (*sociodiversité*), ces territoires sont considérés comme des symboles représentatifs et signifiants de la nature «sauvage» ou de la culture d'une société à une époque donnée (modes d'occupation et de vie, valeurs, etc.). Elle se manifeste particulièrement lorsque le paysage est perçu comme étant «menacé», sous le coup de transformations accélérées de ses propriétés physiques (grand projet d'infrastructure, urbanisation rapide, etc.). Au Québec, le mouvement s'affirme de façon marquée depuis une quinzaine d'années, alors que plus de «*la moitié des organismes [en patrimoine] qui se consacrent totalement ou en partie à la protection des paysages ont été créés durant les années 1990*» (Groupe Conseil, 2000 : 62). Le paysage-patrimoine révèle un rapport à une nature en quelque sorte sublimée et mise à distance pour des fonctions de commémoration.

Historiquement, cette demande a trouvé une forte résonance auprès des États. Les grands parcs nationaux américains et les sites historiques du patrimoine mondial en sont deux grandes figures (Conan, 1993). Accusées de vouloir «figer» les dynamiques territoriales, les politiques conservationnistes traditionnelles font aujourd'hui place à des approches de «gestion» patrimoniale se voulant plus souples, plus ouvertes aux processus dynamiques

des territoires. De même, les «grands» paysages, plus spectaculaires et jugés d'intérêt national, ne sont plus les seuls à être considérés comme étant dignes d'intérêt pour le maintien de la diversité culturelle. Les paysages du quotidien sont aussi de plus en plus reconnus dans de nouvelles politiques, comme le montre la récente Convention européenne du paysage.

#### **2.1.2.4 LE PAYSAGE COMME REPRÉSENTATION : SAISIR LES SINGULARITÉS**

La géographie des représentations a émergé en France dans les années 70 autour d'Antoine Bailly et d'un noyau de chercheurs de Grenoble travaillant sur la montagne. Selon George Bertrand, leur projet se situait en opposition avec la conception alors dominante du paysage-environnement, considérée comme négligeant le «*projet humaniste et historisant*» de Paul Vidal de La Blache (1978: 90). Par l'étude des significations, la géographie des représentations cherchait «à reconstruire le statut des lieux» (Bailly, 1984 : 138), souvent par l'intermédiaire d'études de cas et à l'aide, notamment, des concepts d'images mentales et de cartes mentales. Dans une perspective similaire axée sur les perceptions et les représentations sociales, Donald Meinig (*The interpretation of the ordinary landscape*, 1979), Yi-Fu Tuan (*Topophilia*) et Edward Relph (*Place and Placelessness*, 1976) ont offert, du côté anglosaxon, des contributions reconnues.

L'approche des représentations a connu un «regain» de vie dans les années 90, notamment en réaction aux propositions de l'école culturaliste. S'y est ainsi greffé un corpus récent, plus éclaté sur le plan institutionnel, avec des contributions ponctuelles provenant de diverses disciplines (géographie, anthropologie, sociologie) tels Cloarec (1995), Epstein (1994; 1995), Kalaora (1998), Luginbühl (1993, 1998; avec Cadiou, 1995), Robic et *al.* (1992). En France, les recherches réalisées dans le cadre de la Mission ethnologique sur le paysage constituent un moment clé (*cf.* Dubost et Lizet, 1995). Nous associons la conception du paysage-identité tel un prolongement de cette conception du paysage-représentation<sup>46</sup>.

---

<sup>46</sup>Nous ne décrivons pas cette conception ici. Mais le lecteur intéressé peut se référer à l'étude d'Anne Sgard (1999), à notre avis une des plus achevées relevant de cette conception.

Sur le plan théorique, les typologies anglosaxonnes<sup>47</sup> associent habituellement ce type de travaux à la tradition phénoménologique, misant sur l'expérience cognitive et affective vécue par le sujet. Mais ils sont plutôt ancrés dans des perspectives théoriques variées, comme relevé par Bailly (1984) qui distingue trois écoles dans la géographie des représentations, relevant de perspectives environnementaliste (géographie classique), régionaliste (école vidalienne) ou phénoménologique. Ajoutons que la perspective historique a également été utilisée pour dégager des «modèles» de pensée ayant structuré les rapports entre les sociétés et leur environnement (Luginbühl, 1989b). Soulignons également la contribution des sociologues américains Greidder et Garkovich (1994) qui lient les apports théoriques du constructivisme social, de l'interactionnisme symbolique et de la phénoménologie dans leur cadre d'analyse. La plupart du temps, cependant, l'ancrage théorique demeure non explicité dans nombre de travaux portant sur les représentations du paysage. En cela, ils se situent dans la continuité des traditions empiriques de la géographie humaine, ce que d'aucuns considèrent comme une faiblesse (Cosgrove, 1983).

Dans les débats récents en France, les tenants de la géographie des représentations se distinguent de l'école culturaliste. Entre autres, ils s'opposent à l'idée sous-tendue que la culture paysagère pourrait être «universelle». Globalement, ils soutiennent que des facteurs liés aux caractéristiques singulières des trajectoires individuelles et des dynamiques socio-territoriales participent *aussi* à la culture paysagère. Les pratiques individuelles et collectives des acteurs liées au territoire, leur vécu (souvenirs, trajectoire de vie), les mythes et les croyances seraient en ce sens autant de filtres potentiels agissant entre le sujet /usager et l'objet / territoire dans la construction du paysage (Cosgrove dans même sens, 2003, p. 252). Ce double ancrage, dans des référents «universels» et d'autres locaux et singuliers, incite les auteurs à parler de culture paysagère locale. Cette position s'inscrit donc en faux par rapport à la conception d'une culture «globale», composée de référents partagés par une vaste société, qui supposerait un déterminisme socioculturel dans les relations territoriales et les expériences paysagères vécues.

---

<sup>47</sup>Celles recensées par Dakin (2000) ainsi que celles proposées par Dearden (1987) et Lothian (1999).



Dans cette suite, les chercheurs privilégiant la conception du paysage comme une représentation considèrent que leur rôle est de faire émerger les multiples sensibilités paysagères. Pour cela, leur démarche empirique emprunte à l'approche ethnologique et à diverses méthodes des sciences sociales (ex. : observation participante, entrevues, analyse de contenu de discours). Celles-ci sont utilisées pour documenter les différentes valorisations du paysage prises par des divers groupes d'acteurs concernés puis, dans l'analyse, pour tenter de dégager des modèles de perceptions et de représentations. Le contexte géographique, social et historique apparaît, à cet égard, un élément fondateur dans l'analyse.

En somme, quatre points de fracture distinguent les deux écoles dominantes du paradigme culturel en France : celle du paysage-esthétique (école culturaliste) et celle des représentations. Résumés dans l'encadré no 3, ils sont particulièrement affirmés sur la notion de culture paysagère, dans la première école conçue comme étant globale et universelle et dans la seconde, au contraire, comme étant territorialisée (locale / régionale) et singulière.

### **Encadré no 3**

Quatre points de distinction épistémologiques entre la conception du paysage de l'école culturaliste et celle de la géographie des représentations

- 1) D'abord, il y a cette volonté marquée dans l'école culturaliste de séparer la quotidienneté (vécu, pratiques) de l'expérience esthétique, comme si l'expérience paysagère n'était fondée que sur cette dernière.
- 2) Puis, l'emphasis est mise sur les représentations artistiques, surtout picturales, alors que le paysage renvoie à des représentations mentales qui ne se traduisent pas forcément dans des expressions artistiques reconnues ou des modèles paysagers (Luginbühl, 1995).
- 3) Également, l'école culturaliste procède d'une logique descendante dans le processus de construction de la culture paysagère, insistant sur des repères plus « universels » ou déterritorialisés que sont les modèles artistiques véhiculés dans l'art, le tourisme, les médias. Les géographes des représentations adoptent plutôt une logique ascendante pour ce faire, en ajoutant l'étude des pratiques sociales relevant de contextes locaux spécifiques observés. Ils conçoivent la culture paysagère comme étant territorialisée et singulière.
- 4) Enfin, deux positions distinctes sont exprimées concernant le savoir reconnu comme légitime, celui de l'expert ou celui d'un ensemble d'acteurs sociaux (institutions, travailleurs, citoyens), qui ont des conséquences déterminantes sur les choix méthodologiques et les pratiques d'évaluation, soulevant la question du pouvoir.

Pour conclure sur le paradigme culturel, les travaux associés aux conceptions du paysage comme esthétique, comme patrimoine, comme représentation et comme identité se sont développés en réaction à ceux du paradigme territorial, critiqués pour leur insistance sur les dimensions matérielles du paysage. Ils font toutefois aussi face à des critiques, car jugés comme allant trop du côté du sujet. Bref, dans une sorte d'effet de balancier, les théories du paradigme culturel auraient à leur tour péché par excès, en négligeant la matérialité des paysages, enjeu d'appropriation non négligeable. Cette question du pouvoir est étayée dans une autre série de travaux que nous associons à un troisième paradigme, celui politique.

### 2.1.3 LE PARADIGME POLITIQUE : LE PAYSAGE RÉVÉLATEUR DES RAPPORTS SOCIAUX

Dans le vaste corpus de recherches et pratiques en paysage, nous distinguons un troisième paradigme, dit politique. Rarement mis en évidence dans les typologies proposées, ce paradigme mérite, selon nous, une attention particulière. Cela parce qu'il insiste sur une dimension souvent occultée – ou du moins peu traitée – dans les paradigmes précédents (territorial, culturel) : celle du pouvoir. Deux conceptions de paysage y sont associées, que nous nommons paysage-rapports sociaux et paysage-projet. Seule la première est ici discutée<sup>48</sup>. Avant de distinguer deux approches du paradigme politique, qui s'attardent respectivement aux processus de négociation sociale ou à leurs effets substantifs, rappelons à grands traits la demande sociale attachée à ce paradigme.

---

<sup>48</sup>La conception du paysage-projet est, selon nous, un champ de pratique en construction, relevant d'un croisement entre les conceptions du paysage-pouvoir et du paysage-esthétique. En résumé, le paysage y est conçu comme le résultat d'un processus de concertation visant à définir un projet d'aménagement et de mise en valeur des qualités spécifiques du territoire et à lui donner un sens global reconnu par l'ensemble des acteurs. Le projet d'aménagement doit idéalement prendre en compte les intentions des acteurs sociaux «*de façon à rendre cohérentes la globalité et les parties du territoire en transformation*» en vue de rendre ce dernier plus «*habitable*», suggère Pierre Donadieu (Berque et al., 1999 : 80). Tout en se voulant une réponse à la contestation du paradigme de l'expert, le pouvoir n'est cependant pas fondamentalement remis en question. Il s'agit plutôt d'une forme d'accommodation, voire *technocentrism* au sens suggéré par Thompson (1998). En effet, le projet est souvent déterminé dans le cadre d'une démarche concertée, où les experts assument un fort leadership et un rôle d'animation. On peut aussi voir une filiation avec la théorie de

### **Demande de participation et de nouvelle gouvernance**

La question du pouvoir est fondamentale en paysage. Elle renvoie à la capacité des acteurs à modifier leurs conditions d'existence dans leur double réalité, symbolique et matérielle. En effet, comme l'a si bien résumé Augustin Berque : *«les sociétés interprètent leur environnement en fonction de l'aménagement qu'elles en font et, réciproquement, elles l'aménagent en fonction de l'interprétation qu'elles en font»* (1994 : 17). En ce sens, le paysage est un enjeu d'appropriation implicite des acteurs. C'est notamment ce qui explique les contestations récurrentes entourant nombre de projets d'aménagement depuis les années 90, dans divers pays industrialisés. Des groupes sociaux tentent de faire reconnaître comme légitimes leurs préoccupations en matière de paysage et de les faire intégrer aux solutions d'aménagement. Le paysage devient, pour les acteurs collectifs, un nouvel objet de droit qui n'est pas facile à arbitrer, car relevant d'intérêts contradictoires (Mercier, 2002).

Les mouvements sociaux obligent les acteurs publics à prendre en compte cette demande de paysage, malgré ces contours flous et contrastés, et à développer un nouveau champ d'intervention de l'action publique. Plus encore, la demande sociale autour du paysage compris comme un lieu des rapports sociaux obligerait la révision des modes de gouvernance territoriale. S'inscrivant dans un mouvement social plus large, des groupes organisés (environnement, patrimoine) et traditionnellement absents ou faibles (communautés locales, individus) souhaitent être reconnus comme des acteurs «compétents» et influents. Forts de leurs savoirs, ils veulent ainsi prendre part aux décisions qui affectent leur milieu de vie. Sous le couvert de la démocratie environnementale, ils forcent ainsi à renouveler, voire étendre des pratiques de participation et des institutions de gouvernance. C'est, entre autres, le sens que l'on peut donner aux poursuites judiciaires récentes entamées par des groupes de citoyens et environnementalistes visant à protéger le droit démocratique en environnement. Dans cette perspective, comme l'a si bien dit le géographe Georges Bertrand, l'analyse scientifique du paysage *«se pose autant en termes de pouvoir que de savoir»*

---

l'*artialisation* privilégiée par l'école culturaliste alors qu'il est postulé que le geste d'aménagement stimulera des changements quant aux significations symboliques accordées au territoire.

(1978 : 89). Soulignons les efforts récents consentis en Europe en ce sens autour de la Convention du paysage (2002) pour raffermir cette dimension politique du paysage. Pour un, Yves Luginbühl esquissait, lors d'un atelier tenu par le Conseil de l'Europe, les liens entre paysage, bien-être et gouvernance. Le paysage, dans ses réalités matérielles perçues par les acteurs, était considéré comme un révélateur de la prise en compte des divers besoins sociaux (bien-être corporel, spirituel, matériel et social) par les pouvoirs publics.

b) Un paysage est donc susceptible de fournir le bien-être social s'il est l'expression visible d'une part des efforts des pouvoirs publics pour fournir à l'ensemble des habitants un accès aux biens et aux services et d'autre part s'il se traduit par des signes manifestes d'une recherche d'équité sociale dans cet accès.

c) Le bien-être social serait également celui que les habitants ressentent lorsqu'ils constatent, dans les paysages qui constituent leur cadre de vie, que leurs aspirations ou leur contribution aux décisions politiques sont prises en compte. Cette relation entre paysage et bien-être social est liée aux précédentes dans la mesure où les signes visibles de l'intérêt porté par les instances politiques à l'aménagement du territoire en vue de la satisfaction des besoins et aspirations des populations traduisent corrélativement l'intérêt qu'elles portent également à la place de ces populations dans les décisions qu'elles prennent. (Luginbühl, 2003 : II, pt. 4)

Bref, la demande sociale exprimée sous le vocable de paysage renverrait plus largement à des enjeux fondateur des sociétés contemporaines, liés à l'équité sociale et environnementale, au bien-être et à la gouvernance territoriale. En cela, on peut considérer que cette demande de paysage rejoint les revendications du mouvement de la justice environnementale (voir point 2.2).

#### **2.1.3.1 LE «PAYSAGE – SOCIAL» : DEUX APPROCHES**

Le paysage peut être envisagé à partir d'une perspective de dynamique d'acteurs. Ceux-ci sont vus comme se disputant le paysage, selon le double registre de l'appropriation, symbolique et matérielle. La problématique de l'appropriation lie dans une sorte d'interface les dimensions symboliques et matérielles du paysage. Les scientifiques tentent ainsi de recouvrer le paysage dans sa totalité, à travers les rapports dialectiques entre le sujet / la culture et l'objet / la nature. Cette conception du «paysage-social», conçue comme un lieu de pou-

voir et d'expression des rapports sociaux contemporains, s'inscrit dans le paradigme politique (Howitt et Suchet-Pearson, 2003; Jacobs et Mulvihill, 1995).

Sur le plan historique, le paradigme politique en paysage émerge aussi en réaction, cette fois, par rapport au paradigme culturel. Il se situe dans une tendance plus générale observée en géographie culturelle britannique, où des chercheurs s'affichant comme «radicaux» prennent leur distance par rapport à une géographie soi-disant trop axée sur l'étude des styles de consommation d'une société «postmoderne» et trop centrée sur les individus<sup>49</sup>. D'inspiration marxiste, féministe ou régulationniste, ce courant critique insiste sur le rôle socialisant de la culture et, incidemment, sur la dimension «conflictuelle» qu'elle comporte. Comme résumé par Alain Lipietz : «(...) *dans toute communauté, la culture définit un éventail de normes, de sens, de comportements communs à ses problèmes et ses pratiques*» (2000, p. 278).

Les études en paysage qui relèvent du paradigme politique ne sont cependant pas légion. Nous y associons les travaux qui s'intéressent à la dimension politique du paysage et questionnent ses effets sociaux, territoriaux et, parfois, écologiques. Nous distinguons deux grandes familles, pas nécessairement exclusives, respectivement plus près du paradigme culturel ou du paradigme territorial, soit :

- 1) les travaux insistant sur les *processus* de négociation où le paysage est un lieu de pouvoir symbolique et
- 2) ceux mettant l'accent sur des effets *substantifs* des choix d'aménagement sur le paysage perçu et vécu.

### **Première approche par les processus et dynamiques d'acteurs**

Avec son célèbre ouvrage «*Social formation and symbolic landscape*», paru en 1984, Denis Cosgrove pose une première pierre dans le domaine du paysage, suivi entre autres par Stephen Daniels et Kenneth Olwig (cités dans Creswell, 2003, p. 271). Cosgrove reproche aux géographes travaillant sur les perceptions et les représentations selon le paradigme culturel

---

<sup>49</sup>Le lecteur trouvera un bon résumé de ces deux approches dans un article d'Alain Lipietz (2000).

de négliger la matérialité des choses, dans un «*idéalisme phénoménologique*» (1983 : 4), et de s'être trop centrés sur les individus, au détriment du contexte plus large des rapports sociaux dans lesquels s'inscrivent les perceptions paysagères. Cosgrove propose un repositionnement des études en paysage vers une «*géographie culturelle radicale*», combinant les perspectives humaniste et marxiste. Il suggère de revenir à la tradition humaniste de la géographie, telle que portée originalement par Paul Vidal de la Blache et Carl Sauer. Selon lui, ces derniers préconisaient une conception dialectique du paysage, liant objet / sujet, matérialité / symbolique, mais qui, toutefois, ignoraient la dimension de «classe» (Cosgrove, 1983, p. 3). Cette dialectique féconde aurait été perdue par la suite, estime Cosgrove, lors de la mise en œuvre des concepts de *genre de vie* et de *pays*.

Cosgrove insiste sur la nécessaire mise en contexte historique des relations homme/ nature, qui permet de saisir le processus de construction sociale et culturelle du paysage. Sur le plan méthodologique, il invite à recourir au matérialisme historique privilégié dans la perspective marxiste, tout en évitant les écueils d'une conception déterministe. Dans toute son œuvre, Cosgrove insiste sur l'expérience visuelle que comporte le paysage. Il tente de démontrer comment le paysage est une «*manière de voir*», culturellement et historiquement située, qui relève d'un rapport social particulier au territoire. Il résume ainsi l'essence de cette thèse et sa conception du paysage :

(...) le paysage constitue un discours à travers lequel des groupes historiquement identifiables se sont structurés eux-mêmes ainsi que leurs relations avec le territoire et les autres groupes humains, et ce discours est relié de près, épistémologiquement et techniquement, aux manières de voir (...). (Cosgrove, 1998 : XIV, traduction libre)

Mais, surtout, Cosgrove affirme que le paysage, comme construit socioculturel, n'est pas une «*affaire moralement ou politiquement neutre*» (2003 : 257). Empruntant la perspective marxiste, il soutient que la culture est un enjeu de la lutte des classes, un régulateur de l'ordre social, bref, un lieu de pouvoir :

Dans la société de classes, la culture est le produit de l'expérience de classe. Les réflexions du sens commun par chaque classe sur sa propre expérience matérielle fait partie de cette lutte avec les autres classes, chacune tentant d'imposer ce qu'elle voit comme étant la validité universelle de cette expérience. (...)

La culture hégémonique est un instrument structuré et structurant de savoir et de communication, de sens commun et de la fondation d'un ordre moral. Dans les sociétés de classes, elle remplit un rôle politique en imposant et en légitimant la dominance de classe. (Cosgrove, 1983 : 6-7, traduction libre)

Dans cette suite, Cosgrove explique que le paysage, telle une manière de voir la concrétude des territoires, tel un regard culturel appris normalisant et banalisant les processus à l'œuvre, joue un rôle de régulation sociale : *«Si les processus sociaux intégrés dans le paysage sont normalisés à travers ses qualités «naturelles», la scène visible fait plus que simplement réfléchir l'imposition de distinctions culturelles antérieures : elle sert à réguler et ordonner les relations sociales»* (2003 : 262, traduction libre). Bref, *«le paysage [est] à la fois structure et est structuré par le pouvoir symbolique»* (1983 : 10).

Dans la suite de Cosgrove, divers chercheurs s'attardent aux dimensions symboliques du paysage dans une perspective critique. Ainsi, des anthropologues observent des processus de négociation concernant des choix d'aménagement du territoire. Les négociations entre les experts et les populations locales sont un objet privilégié, entre autres dans les études d'Epstein (1995), de Debroux (1995) et de Dubost et Lizet (1995), produites dans le cadre de la *Mission ethnologique sur le paysage*. Ces dernières concluent à une domination des experts qui, de par leur langage spécialisé et *«la maîtrise du discours sur le paysage (...) imposent leurs valeurs de référence»* (1995 : 236), au détriment de celles, autres, de groupes locaux. Josette Debroux parle d'une *«situation de violence symbolique»* (1995 : 216). De telles dynamiques contiennent, selon eux, une forme de hiérarchie culturelle.

Ces débats soulèvent ainsi la question du savoir lié au paysage, conçu comme un lieu de pouvoir des acteurs. Les auteurs distinguent souvent une opposition entre les savoirs institutionnalisés (scientifiques, experts) et empiriques (contexte autochtones, local). Ils observent la confrontation entre, d'une part, une culture du paysage reconnue officiellement, souvent définie selon une esthétique formelle et visuelle et, d'autre part, une sensibilité paysagère territorialisée, moins formalisée, moins discursive et façonnant l'appréciation esthétique avec le vécu territorial, les relations affectives et les significations symboliques.

Pour les géographes Howitt et Suchet-Pearson (2003, p. 565), il est évident que les savoirs liés au paysage sont pénétrés de valeurs. Ce faisant, ces savoirs fondent des «*paysages éthiques*» (*moral landscape*) qui constituent des lieux de pouvoir des sociétés contemporaines et qui existent à l'extérieur des rapports de production.

Selon cette perspective critique du paysage, le rôle des experts consisterait à reconnaître et à documenter les multiples savoirs ou sensibilités paysagères exprimées par divers groupes sociaux. Comme le fait remarquer Luginbühl (1989, 1993), les études ont traditionnellement porté sur la culture des élites (bourgeoisie, artistes). Les questions seraient alors de savoir quels groupes sociaux participent à la création du paysage, lesquels imposent et matérialisent leur «préférences paysagères» et choix d'aménagement dans le territoire, comment ils le font et au détriment de quel(s) autre(s) groupe(s)? Sur le plan du savoir légitime, ce type de recherche, tout en mettant l'emphasis sur la dimension culturelle et symbolique du paysage, se situe à contrepied de celui qui est implicite à la conception du paysage esthétique, telle que véhiculée par l'école culturaliste du paradigme culturel (cf. point précédent). Howitt et Suchet-Pearson jugent cependant un tel projet insuffisant. «*Les ontologies des autres personnes doivent être comprises et intégrées à l'intérieur d'un partenariat «actif» dans la construction du savoir (et du pouvoir)*» (2003, p. 565, traduction libre). Aussi, en s'appuyant sur la notion d'*interdépendance viable* proposée par Jacobs et Mulvihill (1995), ils suggèrent d'aller encore plus loin, soit en adoptant une approche d'*«engagement situé»* (*situated engagement*) qui vise à «*réconcilier la diversité ontologique dans les relations sociales, politique et interculturelles concrètes*» (*ibid.*, p. 567). Une telle posture philosophique et méthodologique invite les spécialistes «*non seulement à comprendre comment les savoirs se créent, mais aussi comment ils interagissent et quelles en sont les conséquences*» (*ibid.*, p. 566).

Bref, pour cette première famille de recherche du paradigme politique, le paysage constitue un lieu d'affrontement entre des acteurs porteurs de valeurs et de savoirs distincts. C'est pourquoi, les processus de négociations sociales, comme révélateurs des rapports de force, sont à étudier de près, ce que nous ferons dans la recherche.



## Deuxième approche par la matière, expression des rapports sociaux

La seconde famille de recherches associées au paradigme politique traite des dimensions substantives des paysages, soit comme résultat tangible des rapports sociaux. Entre autres, l'américain David Mitchell, un des rares chercheurs affichant toujours une perspective marxiste, propose une lecture différente de celle proposée initialement par Cosgrove. Il utilise le paysage comme entrée pour comprendre le système de production économique et les rapports sociaux qui le sustentent. Pour reprendre ses termes, le paysage est «*un moment complexe d'un système de reproduction sociale*» (1996, cité dans 2003 : 240). Il insiste sur l'aspect potentiellement mouvant du paysage, dans le sens où sa «*permanence*» est conditionnelle à ce que le système social se reproduise. À tout moment, il peut «*devenir un lieu de lutte*» et être modifié. «*Et même, souligne-t-il, il [le paysage] est, par définition, un lieu de lutte, puisqu'il est une **internalisation** (et concrétisation) de relations sociales*» (Mitchell, 2003 : 240, emphase dans le texte original, traduction libre). La fixité du paysage, celle qui se donne à voir, ne serait qu'illusion. «*Fétichisé*», «*mystifié*», le paysage camoufle «*les processus qui participent à sa fabrication. Même que, poursuit Mitchell, c'est précisément son but*» (2003 : 241), de mystifier les processus sociaux à l'œuvre. C'est pourquoi, il importe de voir derrière les formes visibles du paysage.

Dans sa recherche, Mitchell remonte les circuits de production pour comprendre les paysages-systèmes. Par exemple, il prend la fraise californienne qui, lorsque «*(...) lavée et coupée, ne dit rien à propos de la main-d'œuvre qui la fabrique. (...) Elle n'en dit pas plus à propos du paysage dans lequel elle est produite*» (2003 : 235). Décrivant les dynamiques de production de la fraise, le chercheur fait ainsi état des conditions de vie et de travail des cueilleurs immigrants, soulevant entre autres des problèmes éthiques et environnementaux. Il montre comment «*le paysage est une concrétisation ou une réification des relations sociales qui participent à sa fabrication*» (2003 : 240). Il insiste sur deux principes méthodologiques importants : 1) tenir compte des liens entre diverses échelles de phénomènes (les «*connections extensives*») et 2) porter attention à la permanence qui «*internalise*» ces connections (*ibid.*, p. 246, emphase dans le texte original). Selon Mitchell, deux questions fondatrices sustentent la compréhension des paysages, à savoir : «*comment ils sont produits*

*(où, par qui, dans quelles conditions)? Et pourquoi et comment ils se maintiennent?» (ibid.). Dans le prolongement : «Qu'est-ce qui est permanent de lui [paysage]? Quels sont les effets de sa permanence? Comment est-il maintenu par rapport à tous ceux qui travaillent à le transformer? Qu'est-ce qui est fétichisé dans le paysage et pourquoi?» (ibid.).*

D'autres recherches relevant du paradigme politique, quoique éparses, s'attardent à la dimension substantive du paysage, généralement aux effets sociaux. Remarquons que les effets écologiques sont plus rarement intégrés dans les analyses<sup>50</sup>. Ainsi, concernant l'étude des actions et leurs conséquences, les travaux de Mitchell soulignent les effets des modes de production sur les conditions de vie des travailleurs et leur santé. De même, l'étude du géographe français Yves Luginbühl (2003b) sur le paysage de la région agricole de Car-chuna (Espagne), interroge le système de production des tomates. Il résume ainsi sa démarche et le projet du scientifique, par essence global et intégrateur: «(...) il [le chercheur] doit ainsi se saisir des relations qui existent entre ces formes et les processus sociaux et écologiques qui se nouent sans que l'un ou l'autre des domaines puissent se penser de manière autonome» (2003b : 102).

Par ailleurs, des études sur le risque industriel (sa perception, sa gouvernance), produites entre autres par des géographes, des politologues et des anthropologues, représentent un autre corpus pouvant être associé au paradigme politique en paysage et utile pour éclairer la problématique de l'industrialisation. Même s'ils sont dispersés et marginaux sur les plans quantitatif et institutionnel dans la production scientifique, ces travaux apportent un éclairage qualitatif rare sur la question des rapports vécus et perçus par les populations habitant à proximité de grands sites industriels à risques. L'examen de telles situations, mettant en présence des acteurs aux rapports asymétriques (multinationales et habitants, souvent en contexte de dépendance économique), semble propice à l'adoption du paradigme politique du paysage. Pensons aux travaux de Zonabend (1989, 1995) sur la région française du Ha-

---

<sup>50</sup>Lorsqu'ils le sont, c'est souvent selon la perspective de la distribution sociale et spatiale des impacts environnementaux négatifs. La question du paysage apparaît toutefois comme étant secondaire dans le discours, pour ne pas dire inexistante.

vre, dite «*la presque île nucléaire*», à ceux de Coanus et *al.* (1999) et de Duchesne (1999) sur le couloir de la chimie de Lyon, de même qu'aux recherches des britanniques Irwin (1995; et *al.* 1999) et Blowers (1999; et Leroy, 1994). Leurs fines études de cas montrent comment les habitants vivent ces rapports avec les grandes firmes dans la quotidienneté, comment les risques sont progressivement construits, relativisés et mis à distance pour être «supportables» et comment l'attachement au territoire s'en trouve marqué. Le concept de paysage est utilisé par certains auteurs dans leurs études, sans qu'il soit cependant central dans l'interrogation initiale et ni l'objet principal de recherche. Ainsi, dans plusieurs recherches, la notion de «paysage industriel» émerge en cours d'analyse, liée aux discours des acteurs.

#### **2.1.4 LA CONSTRUCTION DES SAVOIRS EN PAYSAGE : DIALOGUES SOCIAUX ET SCIENTIFIQUES**

La littérature recensée a été structurée selon trois grands paradigmes : territorial, culturel et politique. Une telle division vise à dépasser la dichotomie traditionnelle posant le paysage en tant qu'objet (matérialité) ou du côté du sujet (symbolique). Cette division ontologique duale nous apparaissait en effet trop réductrice, puisqu'elle ne rend pas justice aux *intentions* des scientifiques, portées depuis plus de cent ans. Nous avons ainsi identifié neuf conceptions principales de paysage, résumées au tableau no 1 : environnement, cadre de vie, ressource, esthétique, représentation, identité, patrimoine, projet et rapports sociaux.

La typologie proposée n'a pas la prétention d'être exhaustive. Elle tente d'offrir des repères pour alimenter les débats actuels sur le paysage, et un cadre d'analyse de la demande sociale, que l'on dit si souvent polymorphe et difficile à saisir. L'exercice de revue de littérature permet également de prendre conscience de l'évolution continue des savoirs associés au champ de recherche du paysage. Objet d'investigation centenaire pour les géographes, sujet plus nouveau pour d'autres disciplines, ces savoirs se construisent en dialogue constant, à l'intérieur de la communauté scientifique certes, mais aussi avec la société dont elle fait partie. C'est même cette dernière qui nourrit le regain d'intérêt actuel pour le paysage

comme objet d'étude. C'est pour cette raison que nous avons tenté de faire correspondre les demandes sociales et les projets scientifiques dans le tableau no 1. Par ailleurs, le débat social alimente depuis toujours les intellectuels. Il les stimule à raffiner leurs appareillages conceptuels et méthodologiques, comme nous avons essayé de le démontrer.

**Tableau no 1**

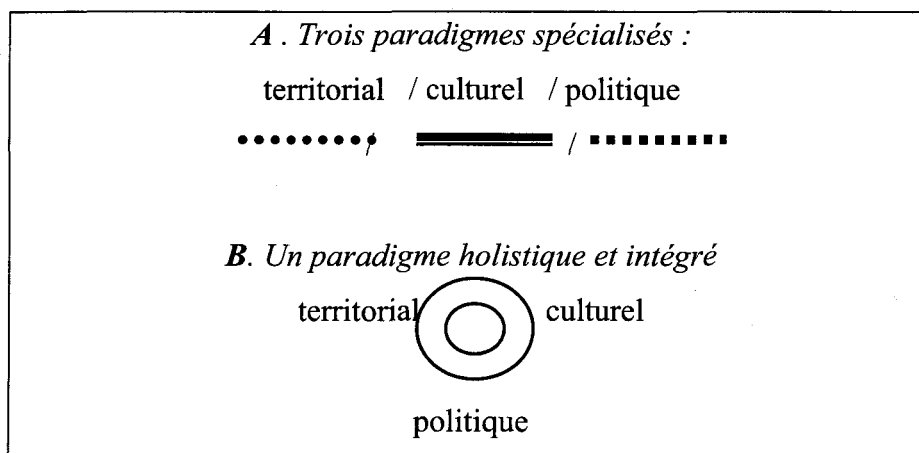
Typologie des conceptions de paysages selon trois paradigmes

<b>Conception de paysage</b>	<b>Définition et rapport à la nature</b>	<b>Demandes sociales contemporaines associées</b>
<b>PARADIGME TERRITORIAL</b>		
<b>Paysage environnement</b> –	Système biogéographique, indicateur de l'évolution et des transformations du territoire, de la qualité de l'environnement biophysique Rapport à la nature : dépendance physiologique de l'Homme par rapport à la pérennité de l'environnement	Bonne qualité de l'environnement Droit à un environnement sain et sécuritaire Santé environnementale Société écologiquement viable
<b>Paysage cadre de vie</b> –	Milieu de vie, territoire support des pratiques sociales (individuelles ou collectives) (« genres de vie »), du vécu, de la quotidienneté de groupes d'acteurs Rapport à la Nature : dépendance relationnelle des communautés à l'endroit de la qualité de leur territoire	Qualité du cadre de vie Qualité de vie Identité Santé et bien-être des sociétés
<b>Paysage ressource</b> –	« Aménité » au service des acteurs sociaux, en lien avec une logique de l'offre et de la demande et de la rareté. Rapport à la nature : utilitariste, instrumental	Aménité, attrait touristique, Image de distinction dans la concurrence économique mondiale
<b>PARADIGME CULTUREL</b>		
<b>Paysage esthétique</b> –	Ce que l'on voit et qui procure un plaisir esthétique découlant principalement des dimensions visuelles (agencement de formes, lignes, couleurs) Rapport à la nature : ludique, hédoniste	Le « beau » paysage Camoufler les « points noirs » Embellir le cadre de vie Intégrer la nature dans les villes
<b>Paysage patrimoine</b> –	Espace représentatif de l'idée de nature ou de culture telle que privilégiée par un groupe social et que celui-ci souhaite préserver et transmettre Rapport à la nature : nature sublimée, mise à distance dans une perspective de commémoration	Lieux à préserver comme témoins de nature ( <i>biodiversité</i> ) Lieux à préserver comme témoins de pratiques culturelles ( <i>sociodiversité</i> )
<b>Paysage-représentation</b>	Représentation sociale portée par des acteurs, fondamentalement singulière, émergeant d'un croisement entre des référents plus universels et territorialisés Rapport à la nature : vécu, quotidienneté	Paysages du quotidien, « ordinaires »
<b>Paysage identité</b> –	Rapport réflexif du sujet à l'endroit du territoire renforçant (ou altérant) l'appartenance symbolique et l'identité collective et s'appuyant sur la spécificité des lieux et formes particulières reconnues Rapport à la nature : réflexif, identitaire	Lutte contre l'homogénéisation, la banalisation des cadres de vie Recherche d'expériences misant sur l'« authenticité » Territoires révélateurs d'identité
<b>PARADIGME POLITIQUE</b>		
<b>Paysage-projet</b>	Processus d'aménagement concerté visant à définir un projet de mise en valeur des qualités spécifiques du territoire et à lui donner des significations reconnues par la communauté d'appartenance. Rapport à la nature : artialisation, i.e. aménagement matériel comme vecteur de changement de signification	Cohabitation harmonieuse par la concertation Démocratie locale délibérative, participation Responsabilité, imputabilité des décideurs
<b>Paysage rapports sociaux</b> –	Enjeu et lieu d'expression des rapports sociaux renvoyant aux acteurs sociaux se disputant le paysage, dans ses dimensions symboliques et matérielles.	Société juste, équitable et viable Droit démocratique des citoyens Empowerment d'acteurs fragiles

Concernant la période actuelle de début du troisième millénaire, serait-elle porteuse d'un re-nouveau paradigmatique? Après des décennies de travaux disciplinaires et spécialisés, ce nouveau paradigme réconcilierait et, même, fusionnerait les trois paradigmes décrits précédemment? C'est une hypothèse (figure no 1). Mais il s'agit, avouons-le, d'un projet historique, énoncé à répétition depuis plusieurs décennies par de nombreux spécialistes (Berque, 1995; Bertrand, 1978; Claval, 1994; Dansereau, 1995; Décamps, 2000; Dearden, 1987; Dearden et Sadler, 1989; Frémont, 1976; Luginbühl, 1998, Naveh, 2001), sans qu'il ne soit abouti par ailleurs. Des difficultés importantes à retrouver la globalité du paysage existent donc bel et bien dans le projet scientifique implicite.

**Figure no 1**

Évolution historique du concept de paysage :  
De trois paradigmes spécialisés vers un paradigme holistique ?



Malgré ces difficultés, notre thèse se veut toute de même une contribution dans cette direction. La stratégie privilégiée pour retrouver une certaine globalité est d'ancrer le paysage, comme objet de recherche, dans une perspective plus large de développement durable. Le point suivant décrit ce paradigme récent de nos sociétés contemporaines qui, comme le paysage, est fondé sur le rapport de l'homme avec la nature.

## 2.2 DÉVELOPPEMENT DURABLE, JUSTICE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE TERRITORIALE

La notion de développement est devenue un élément-clé de la culture des sociétés contemporaines, c'est-à-dire une évidence qu'il est presque impossible de questionner. Gramsci aurait sans doute parlé de « sens commun », une notion reçue qui sert à penser les autres dimensions de la vie, mais qui se tient elle-même à l'orée du discours et comme telle, reste largement impensée.

Pierre-André Tremblay (2003, n.p.)

Le développement est une invention des sociétés occidentales modernes. Plusieurs situent un discours prononcé par le président américain Truman, en janvier 1949, lors du lancement d'un programme d'aide international, comme un moment historique cristallisant le sens de ce terme (Gendron et Revéret, 2000; Parizeau, 2004, p. 307; W. Sachs cité dans Tremblay, 1999, p. 9). Le «*sous-développement*» était alors utilisé pour qualifier les pays possédant moins de capacités technologiques. Le développement était donc entendu dans une perspective évolutionniste, tel une amélioration des conditions de vie «naturellement» promue par la croissance économique et du progrès industriel. Depuis, plusieurs approches alternatives de développement se sont affirmées<sup>51</sup>.

Parmi celles-ci, le développement durable, remettant en question le principe selon lequel l'économie est considérée comme le «*principe ultime d'organisation sociale*» (Gendron et Revéret, 2000 : 121). Cette perspective propose une approche globale et intégrée du développement selon trois pôles interdépendants que sont l'économie, le social et l'environnement. C'est pour cette raison que le développement durable est présenté par plusieurs comme un paradigme alternatif en matière de développement (Gagnon, 1994-1995; Guay, 2004; Jolivet, 2001; Waaub, 1991). D'autres se montrent plus sceptiques. Le DD ne serait-il qu'un autre qualificatif de plus pour pallier les lacunes de conceptions précédentes, comme l'affirment Gendron et Revéret (2000)? Ne porterait-il pas un nouveau discours légitimant la poursuite de «*bonnes vieilles*» pratiques, comme le soutient Murdoch (1993 : 226)? La question peut être débattue. Une chose est néanmoins certaine, le déve-

veloppement durable est aujourd'hui une référence importante, comme le montre le nombre de grandes institutions influentes, publiques (ONU, gouvernements locaux et nationaux) ou privées (grandes firmes, banques internationales), qui l'affichent à l'enseigne de leurs politiques. C'est en ce sens que le développement durable s'impose comme UN des grands paradigmes de développement, examiné de façon détaillée dans ce point.

Nous proposons d'abord un bref survol des débats qui entourent le DD depuis 30 ans (point 2.2.1). Ce détour permet de constater comment le développement durable est une construction historique et, surtout, un construit politique récent. Ainsi, plusieurs approches et interprétations du DD coexistent dans la société (2.2.3.). Nous nous attardons à deux de celles-ci, dites humaniste et critique, pour ensuite définir de façon plus précise la notion de gouvernance territoriale, affirmée comme un quatrième pôle du développement durable.

### **2.2.1 LA CONSTRUCTION HISTORIQUE DU DD : QUELQUES CONSENSUS**

La notion de développement durable a été popularisée à la fin des années 80 par la célèbre Commission mondiale sur l'environnement et le développement (rapport Brundtland). Mais ses racines plongent dans la notion d'«*écodéveloppement*», lancée pour la première fois lors de la préparation de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue en 1972 (Antoine, 2001, p. 38). Rappelons les grandes lignes de la construction historique du DD.

Depuis trente ans, le développement durable a été promu à l'échelle internationale par de grandes institutions ayant, à leur tête, l'Organisation des Nations Unies. Trois grands événements constituent autant de jalons historiques sur le sujet, soit:

- 1) Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain (Stockholm, 1972) ;
- 2) Commission mondiale sur l'environnement et le développement (1987) ;
- 3) Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 1992).

---

<sup>51</sup>Développement social, communautaire, local, endogène, etc.

Une revue de ces événements<sup>52</sup> permet de lire une continuité sur le plan de la vision du monde soutenue par les promoteurs onusiens du développement durable, soit celle d'une société égalitariste. En effet, certains principes et valeurs s'affirment en toile de fond lors des trois événements. Ils sont également très présents dans la plus récente *Déclaration de Rio* et ses 27 principes (1992). Nous les avons regroupés sous quatre rubriques :

- 1) L'interdépendance et la justice sociale : Équité intragénérationnelle (entre peuples, genres, sous-groupes de population), Équité intergénérationnelle (temporalité), Équité spatiale (entre les territoires : Nord/Sud, villes / campagne, centre / périphérie, etc.);
- 2) Responsabilité sociale (solidarité) et écologique (respect de capacité des écosystèmes - principe de précaution);
- 3) Respect des différences et spécificités culturelles (contextualisation et adaptation des politiques, outils, mesures d'évaluation);
- 4) Renforcement des capacités des acteurs (*empowerment*), à l'échelle nationale et locale, dont les groupes traditionnellement marginalisés (participation)

De fait, il s'agit là d'UNE approche du développement durable, ni unique, ni forcément dominante telle que discuté plus avant, soit celle dite *humaniste* (point 2.2.2.2). L'évolution des débats soulevés par cette notion le démontre. En trente ans, les lieux de débats associés au DD se sont déplacés et, implicitement, les enjeux.

D'abord axé, en 1972 à Stockholm, sur la pollution et la place de la croissance pour tenter de souder les liens entre environnement / développement, vingt ans plus tard à Rio, cette interdépendance environnement / développement semble acquise et intégrée (principe no 4). L'axe central du débat se déplace alors vers le problème de la pauvreté, en insistant sur l'interdépendance entre les peuples, les nations et les territoires, avec la référence incontournable à l'équité. Cela fait dire à Clive (1999) que l'équité constituerait le seul grand critère qui permettrait de véritablement évaluer le DD. Par ailleurs, l'équité, traduisant plus largement la dimension sociale du développement durable, est souvent «mise en veilleuse» (Sadler et Jacobs, 1990 : 16) ou peu «développée» (Sébastien et Brodhag, 2004 : 3).

---

<sup>52</sup>Pour un portrait plus complet, voir la page web du Réseau : *Communications pour le DD* (<http://sdgateway.net/introsd/timeline.html>). De même, l'article de Mebratu (1998) offre une excellente synthèse remontant même avant la Conférence de Stockholm.



La Commission mondiale sur le développement et l'environnement (CMED, 1987) constitue un moment clé entre les deux événements. La définition proposée par la commission, ouverte à une croissance qualitative et soulignée par le changement de terminologie – d'*écodéveloppement* à développement durable –, aurait permis de rallier nombre d'acteurs sociaux traditionnellement opposés, incluant les groupes écologistes, entreprises et les gouvernements de pays en voie de développement (Daly, 1996, Goldin et Winters, 1995, Tryzna, 1995 et Holmberg cités dans Mebratu, 1998 : 503). De fait, la première phrase de cette définition constitue une des principales références, reprise par une diversité d'acteurs. Elle se lit comme suit :

Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.

Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de "besoins", et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale imposent (sic) sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. (CMED, 1987 : 51)

### 2.2.1.1 DE GRANDS CONSENSUS

Il est possible de dégager quelques éléments faisant l'objet de grands consensus. Nous en retenons quatre principaux qui esquissent, à différents niveaux, un renouveau paradigmatique par rapport au développement.

- Premièrement, le rôle central accordé à l'économie est questionné. La conception traditionnelle et dominante du développement, axée sur l'idée du progrès, privilégie la croissance économique des entreprises comme principal moyen d'action et de mesure du développement. Le développement durable remet ces principes en question au profit d'une vision élargie intégrant d'autres dimensions du développement, plus exactement celles sociales et écologiques.
- Deuxièmement, l'approche globale et intégrée du développement, sous-tendue précédemment, est traduite sur le plan conceptuel. Le schéma, articulé autour de trois pôles (ou sphères), cristallise cette nouvelle position épistémologique. Le DD implique, du moins sur le plan théorique, de penser les projets, programmes et politiques de développement à partir des trois pôles interdépendants que sont l'économie, le social et l'environnement. Depuis peu, suite aux difficultés de mise en œuvre, la dimension politique semble émerger comme un quatrième pilier relatif à la gouvernance.

- Troisièmement, ces idées sont traduites dans une terminologie nouvelle et une définition commune. Trois décennies après l'introduction du terme d'*écodéveloppement*, la terminologie proposée de *développement durable* est largement retenue, tout comme la définition «ouverte» proposée par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED). Ces deux s'inscrivent comme des références, partagées par nombre d'acteurs.
- Quatrièmement, trois principes épistémologiques sont de plus en plus reconnus et— sans forcément être opérationnalisés. Ainsi, ancré originalement dans une approche systémique, le développement durable insiste sur le principe fondateur d'interdépendance : entre l'homme et la nature, entre les peuples, entre les territoires. Les valeurs d'équité et de responsabilité sociale et écologique peuvent être associées à ce principe. Autre principe clé du développement durable, la temporalité. Elle se trouve au cœur de la célèbre définition de la CMED par la notion des «générations futures». Cette même définition résume aussi l'objectif ultime du développement durable, celui d'assurer la pérennité de la vie sur terre et la reproduction à long terme des communautés vivantes – humaines, végétales, animales.

Au-delà de ces grands consensus, plusieurs approches de DD demeurent.

### 2.2.2 APPROCHES HUMANISTE ET CRITIQUE DE LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

Le DD est un construit : un construit social, politiquement négocié, entre des acteurs au regard d'un contexte géographique et historique donné. Il renferme un projet de société. Ce faisant, comme le soulignent Sadler et Jacobs, il contient fondamentalement une dimension normative : *«Le DD se conçoit au mieux comme une communauté de buts ainsi que de systèmes de valeurs et de notions politiques définissant chacun à leur façon ces buts et leur donnant toute leur portée»* (1990 : 16). Gould et al., 1993 estiment quant à eux que *«la soutenabilité est autant une dimension politique-économique qu'écologique. Ce qui peut être soutenu est seulement ce que les forces politiques et sociales définissent comme acceptable dans un alignement historique particulier»* (1993: 231, emphase dans le texte original, traduction libre). C'est ce qui expliquerait en partie pourquoi les avancées concrètes sont difficiles. Ignacy Sachs, un des artisans des trois événements, résume : *«ce ne sont pas les limites écologiques ou le manque de techniques qui posent problèmes. Les obstacles*

*sont sociaux et politiques*» (1997 : 22). Pour sa part, Christian Brodhag (2003) situe le DD dans une perspective de négociation sociale, soit «*comme une valeur nouvelle, issue d'une négociation internationale visant à réconcilier des points de vue et intérêts divergents sur la question de l'environnement et du développement*». Bref, le DD est fondamentalement un construit social et politique, empreint de valeurs et en évolution.

Une analyse des discours révèle diverses écoles de pensée en matière de développement durable. Gendron et Revéret (2000) en dégagent trois principales, selon que les tenants du DD se situent plus ou moins en porte-à-faux par rapport à la conception traditionnelle du développement axé sur le progrès, privilégiant la croissance économique et où l'économie est le «*principe ultime d'organisation sociale*» (2000 : 121). Il s'agit des approches *conservatrice*, *modérée* ou *progressiste*. Pour sa part, Gagnon (1994-1995) distingue, de façon élargie, quatre écoles: *environnementaliste* (celle dominante), *planificatrice*, *économiste* et *humaniste*. Son analyse est fondée sur les discours et les moyens privilégiés pour mettre en application des stratégies de DD, notamment au regard des références plus ou moins importantes à l'une ou l'autre des trois dimensions (économique, sociale, environnementale). Pour la présente recherche, l'approche retenue croise la perspective humaniste et celle critique de la justice environnementale.

### **2.2.2.1 L'APPROCHE HUMANISTE DU DD**

La définition de *développement local viable* proposée par Gagnon (1994) apparaît porteuse pour la recherche. En effet, cette définition véhicule une vision particulière du développement qui tente de lier deux champs de recherche et d'intervention jusqu'ici distincts. Il s'agit de celui du développement durable – à l'origine surtout investi par des experts provenant de disciplines «appliquées» comme l'aménagement et l'écologie – et de celui du développement régional, plus particulièrement l'approche de développement local. Gagnon suggère de mieux souder les liens entre les deux champs, développement durable et développement local, en proposant une terminologie : le développement local viable.

Le développement local est conçu comme un processus de mobilisation sociale en faveur d'une orientation des ressources visant la satisfaction des besoins et intérêts à long terme des membres de la communauté (Klein et Gagnon, 1989; Klein et Waaub, 1996), ce que Gagnon traduit par l'expression «*maîtrise sociale du territoire*». Des principes de solidarité, d'équité sociale et de pérennité écologique sont sous-jacents à ces finalités. Cette approche de développement pose la condition du social et la nécessaire reconnaissance de la communauté comme premier acteur du développement, ce qui rejoint des principes de développement local (Beaudry et Dionne, 1996; Dionne, 1996; Klein, 1997; Simard, 2000; Tremblay, 2004). De même, Gagnon situe l'identité et la culture au centre du processus. Elle résume ainsi les quatre conditions de sa conception de développement local viable :

Dans la mesure où les collectivités territoriales réussissent à orienter ou maîtriser la gestion des ressources en fonction des besoins essentiels et des usages endogènes de leur population, à intégrer les diverses représentations des acteurs sociaux, à mettre en valeur le sentiment d'appartenance et de responsabilité de leurs communautés et, qu'elles négocient des modalités partenariales viables avec les agents privés, la maîtrise sociale des territoires prend racine. (Gagnon, 1994: 217)

La proposition de Gagnon rejoint divers courants en sciences sociales, où le développement durable est conçu non seulement comme une finalité (ex. : satisfaction des besoins fondamentaux), mais aussi comme un «*processus social*» (Murdoch, 1993 : 228). Dans cette suite, nombre d'auteurs insistent de plus en plus sur la dimension dynamique du développement, envisagé tel un «*processus d'apprentissage social*<sup>53</sup>» (Sachs, 1997 : 74). Pour sa part, l'Organisation des Nations Unies reconnaît la participation et l'apprentissage comme deux aspects constitutifs du développement durable (NU, 1997, point 40). Selon cette approche, un processus de développement durable impliquerait les capacités réflexives des divers acteurs sociaux, soit leurs aptitudes à interagir, à négocier les conditions de l'avenir et à évaluer de façon critique leurs propres actions. En cela, l'approche rejoint les théories sur la société réflexive promues par Anthony Giddens (1994) et Ulrich Beck (1996, 2001). Selon les tenants de l'approche «humaniste», une des finalités du développement durable serait ainsi de renforcer ces capacités des acteurs territoriaux et, plus largement, de favori-

---

<sup>53</sup>Ce qui n'est d'ailleurs pas exclusif à l'approche du DD, comme mentionné plus avant. D'autres approches de développement adoptent cette même prémisse (voir Tremblay, 2003).

ser l'*empowerment* de ceux marginalisés, historiquement, politiquement ou culturellement (ex. : femmes, jeunes, groupes ethniques).

Selon cette perspective donc, parler de DD renverrait aux capacités des acteurs, aux pratiques de gouvernance et à la grande question du pouvoir. Pour sustenter cette question du pouvoir, le corpus regroupé dans le courant de la justice environnementale est particulièrement pertinent eu égard aux problématiques d'industrialisation étudiées dans la recherche.

#### **2.2.2.2 LA PERSPECTIVE CRITIQUE DE LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE**

Diverses approches théoriques insistent sur la dimension construite et politique du développement (local, communautaire, social, féministe). Par rapport à ces approches, celle du développement durable a comme première spécificité d'intégrer la question environnementale. La qualité de l'environnement est vue comme une base essentielle des conditions de vie des populations et de leur qualité de vie et, donc, comme un enjeu d'appropriation. Le DD insiste aussi, deuxième spécificité, sur la responsabilité des générations actuelles à l'égard des générations futures (temporalité, viabilité). L'approche critique de la justice environnementale, quant à elle, articule les liens entre pauvreté, environnement et santé, à travers le prisme de l'équité et des rapports sociaux. Les contributions respectives des mouvements sociaux de type *grassroots*, puis des scientifiques, sont examinées tour à tour.

#### **Le droit à un environnement sain : revendication politique de mouvements citoyens**

Les liens entre pauvreté et qualité environnementale ont d'abord été inscrits à l'agenda politique pour les pays du Sud. La commission Brundtland en avait fait un élément central de son rapport (CMED, 1987). Elle soulignait les rapports d'interdépendance vécus entre les populations et leur environnement, alors que leurs conditions de subsistance sont directement liées à l'accès aux ressources naturelles de base (ex. : eau, bois) et à leur pérennité écologique. L'équité était ici pensée entre les pays du Sud et ceux du Nord. Cependant, même à l'intérieur des pays du Nord considérés «développés», des disparités importantes existent. Les liens entre conditions de vie et qualité de l'environnement sont aussi perceptibles. C'est ce qu'ont tenté de faire valoir des citoyens.

Des groupes locaux ont ainsi tiré l'alarme pour souligner les problématiques d'équité découlant de risques environnementaux pour la santé et la sécurité que doivent assumer par des populations riveraines de certaines activités industrielles. De nombreuses contestations ont été menées sur une base locale pour contrer l'implantation ou l'opération de certaines activités. Les sites d'enfouissement de déchets dangereux furent particulièrement problématiques à la fin des années 70 : en Europe, les déchets nucléaires (Blowers, 1999) et, aux États-Unis, ceux associés à l'industrie chimique. Ces mobilisations, de type *grassroots*, sont axées sur des préoccupations environnementales, vécues par les acteurs dans leur quotidien, prioritairement eu égard à la santé et à l'équité et, plus largement, aux questions de pouvoir et de choix de développement. Stimulées par des leaders du milieu – souvent des mères de famille –, elles regroupent des personnes directement affectées – les victimes ou leurs familles jouant parfois un rôle important (Freudenberg et Steinsapir, 1992). Ces personnes requièrent une plus grande participation aux décisions les affectant directement.

Le problème est formulé par les leaders en termes de distribution des impacts négatifs vécus collectivement (ex. : sur la santé, sur la valeur du logement, sur le degré de risque, sur les potentiels de développement). Comme l'expliquent Freudenberg et Steinsapir (1992), ils élargissent la problématique et recherchent des alternatives viables. De même, ils défient les autorités dans leur compréhension traditionnelle des problèmes, estimée trop étroite. Une telle structuration de la problématique environnementale permet de sortir les mouvements locaux du carcan du syndrome NIMBY auquel les ont initialement confinés les autorités responsables. Ils tentent de se situer dans une forme émergente de contestation, dite de NIABY, i.e. «*pas dans la cour de quiconque*»<sup>54</sup> (Freudenberg et Steinsapir, 1992). En refusant un type de développement estimé non-viable, les *grassroots* expriment une sorte de solidarité à l'endroit des autres collectivités territoriales. Le vocable de la *justice environnementale* soude les deux principes de justice sociale et d'équité environnementale. En cela, ils rejoignent deux principes fondamentaux de l'approche humaniste du développement durable présents depuis Stockholm (Gould et *al.*, 1993, p. 222), tout en insistant sur l'équité spatiale (entre les territoires) et sociale (entre générations actuelles et futures).

Un environnement sain et sécuritaire est dorénavant considéré comme un droit civique. Pour les leaders afro-américains, il s'ajoute aux autres revendications traditionnelles comme l'éducation, l'emploi et le logement et devient un nouveau lieu de l'activisme estime Bullard (1994). Ce droit à un environnement sain et sécuritaire est désormais inscrit dans diverses chartes aux États-Unis (Bill exécutif sur la justice environnementale) et en Europe (convention d'Aarhus, 1998). Des chercheurs tentent à leur tour de comprendre les fondements de ce nouveau lieu d'activisme conçu, aux États-Unis, à partir de l'enjeu de la «justice environnementale».

### **Un problème d'environnement vu sous l'angle de l'équité sociale et spatiale**

Très tôt, des scientifiques de la communauté universitaire ou œuvrant dans des agences gouvernementales se sont impliqués à partir des perspectives adoptées par les *grassroots*, notamment celles de la santé et de l'iniquité<sup>55</sup>. Leurs études empiriques ont ainsi permis de documenter le problème environnemental à partir de considérations sociales et spatiales. Les travaux réalisés sur plus de deux décennies permettent de formuler divers constats. Nous en soulignons trois, associés à autant d'axes de recherche.

Les premiers travaux ont permis de documenter la répartition sociospatiale des problèmes et risques environnementaux associés à certaines activités non désirables, dites LULU's<sup>56</sup>. Plusieurs études pionnières ont ainsi été réalisées aux États-Unis dans les années 80 et dé-

---

<sup>54</sup>Notre traduction littérale de «*not in anyone's back yard*» (NIABY).

<sup>55</sup>Il s'agit principalement de chercheurs américains, ceux provenant d'autres pays européens tardant toujours à s'y intéresser comme le déploraient le géographe Antoine Bailly (1996) et le politicologue néerlandais Pieter Leroy (2001, p. 37). Sans conteste, les figures de proue sont les travaux pionniers de Robert D. Bullard sur les communautés afroaméricaines, qui constituent toujours des références obligées en la matière, de même que ceux de Allan Schnaiberg au début des années 80, et plus récemment avec ces collègues Gould et Weinberg (Gould et al., 1993, 1996). Sous plusieurs angles, les contributions de ces chercheurs ressemblent à celles de scientifiques écologistes impliqués dans le mouvement environnementaliste naissant des années 60 (Carson, Commoner, Bookchin), c'est-à-dire qu'ils ont diffusé leurs recherches auprès de militants du mouvement. Par exemple, un groupe de Seattle, la *Community Coalition for Environmental Justice*, mentionne avoir reçu le chercheur Robert Bullard comme conférencier invité ([www.ccej.org](http://www.ccej.org)).

<sup>56</sup>Acronyme de l'expression anglaise *Locally Unwanted Land Uses*, attribuée aux activités polluantes et à risques comme les sites de déchets ménagers et toxiques, les incinérateurs et les usines chimiques.

but 90, dressant un portrait plus global de la localisation géographique de sites de déchets ménagers et toxiques, d'incinérateurs et d'usines chimiques. Les travaux de Robert D. Bullard, de l'Université de California, font école en la matière (Bullard, 1994; Bullard et Wright, 1992). En parallèle, plusieurs commissions ont été mandatées par le gouvernement américain pour documenter la question. Entre autres, la recension des sites de déchets dangereux, réalisée par la U.S. General Accounting Office en 1983, a montré les liens entre la localisation des sites et le statut socioéconomique et ethnique des communautés d'accueil dans huit états du sud des États-Unis (cité dans Bullard et Wright, 1992 : 41). Aujourd'hui, selon plusieurs (Blowers, 1999; Freudenberg et Steinsapir, 1992; Taylor, 1993), il est de plus en plus admis que :

- des populations, soit celles économiquement défavorisées et encore plus de minorités ethniques, vivent des situations d'iniquité par rapport à d'autres populations, en assumant une plus grande proportion de risques environnementaux découlant de certaines activités industrielles, ce qui a des incidences négatives sur leurs conditions de vie dans ses dimensions matérielles (qualité de l'air et de l'eau, santé) et immatérielles (perception du risque, de la sécurité, qualité du cadre de vie).

La compréhension des acteurs et de leurs conduites constitue un second axe de recherche. Des études de cas et des analyses qualitatives portent alors sur les nouveaux leaders féminins (Krauss, 1993), les groupes de minorités ethniques (Bullard et Wright, 1993; Taylor, 1993), les communautés périphériques (Blowers, 1999) ou encore sur les contributions spécifiques des *grassroots* (Freudenberg et Steinsapir, 1992). Elles ont permis de mieux comprendre l'importance sociale et politique du mouvement environnemental qui se manifeste de façon sporadique et diffuse à l'échelle locale. Dans la suite d'autres mouvements sociaux, les mobilisations de type *grassroots* expriment des demandes particulières en matière d'environnement. Elles concernent la répartition équitable des impacts négatifs associés à certaines activités, une demande accrue de la participation des populations affectées et plus de transparence dans les processus de prise de décision, de même que l'intégration de facteurs d'acceptabilité sociale à ceux-ci. Ces mobilisations questionnent les modes décisionnels traditionnels, basés sur la certitude scientifique et le pouvoir technocratique. Plus



largement, les acteurs interrogent les orientations de développement, la gestion des risques qui leur sont associés et, ce faisant, la légitimité des prises de décision. Bref,

- Les recherches montrent que le mouvement de la justice environnementale s'inscrit dans le cadre d'un mouvement citoyen vaste et soutenu, en quête d'un profond changement social questionnant les choix de développement, plus particulièrement eu égard à la présence d'infrastructures et à la gestion d'activités industrielles comportant des risques pour la sécurité et la santé humaine.

Un troisième type de recherches vise à comprendre les processus politiques menant aux situations d'iniquités environnementales. Initialement préoccupés par la découverte d'un facteur d'explication principal, telle que la race ou la classe économique, des chercheurs tentent désormais de saisir les divers mécanismes sous-jacents au phénomène<sup>57</sup>. Ils s'interrogent ainsi sur des questions relatives au pouvoir : mécanismes d'information et de participation en place, capacités des acteurs à utiliser ces derniers, vécu des acteurs dans leur quotidien, perception des institutions, etc. Pour sa part, Robert D. Bullard formule la thèse que les communautés afro-américaines du sud des États-Unis – incluant celles de la classe moyenne –, «*à cause de leurs vulnérabilités économique et politique, ont été ciblées systématiquement pour l'implantation d'installations nocives*» (1994 : xiv-xv, traduction libre). Selon Bullard et Wright (1992, p. 40), de telles pratiques discriminatoires, «*institutionnalisées*» par les gouvernements et les corporations, constituent une forme de «*racisme environnemental*» que Bullard définit dans les termes suivants :

(...) toute politique, pratique ou directive qui affecte différemment ou désavantage (de façon intentionnelle ou non) des individus, groupes ou des communautés sur la base de la race ou la couleur. Le racisme environnemental combine les politiques publiques et les pratiques des industriels pour procurer des bénéfices aux blancs en dirigeant les coûts des industries vers les gens de couleur. (...) La prise de décision et les politiques environnementales sont souvent le miroir d'arrangements de pouvoir des sociétés dominantes et de ses institutions. (Bullard, 1994 : 98, traduction libre)

Dans cette même perspective critique, d'autres chercheurs examinent les dynamiques sous l'angle des communautés et régions vulnérables. Ils constatent comment, dans des régions éloignées ayant une économie peu diversifiée et où vivent des groupes marginalisés économiquement ou culturellement, des acteurs locaux se retrouvent dans une situation de dé-

<sup>57</sup> Voir à ce sujet un numéro spécial publié, en 1996, par la revue *Antipode*.

pendance face à certains grands promoteurs. Les conditions structurelles font alors en sorte qu'il est difficile de contester ou de modifier substantiellement tout projet présenté comme source d'activité économique. En bout de piste, les conditions structurelles affectent les dynamiques sociales et les compromis sociaux à la base des orientations et choix de développement de ces régions.

Mais comment se sont mises en place de telles conditions structurelles qui rendent ces communautés si vulnérables? Pour leur part, les américains Gould et *al.* (1993, 1996) soutiennent la thèse que de telles communautés sont devenues vulnérables à cause d'une diversité de facteurs, incluant la formation de coalitions entre l'élite locale, de grandes multinationales et des groupes d'intérêts comme les travailleurs. Les conclusions d'Andrew Blowers<sup>58</sup> (1999; et Leroy, 1994), à la suite d'une comparaison entre quatre régions où sont présentes des types extrêmes de LULU et d'activités à risques, soit de gestion de déchets nucléaires, vont dans le même sens. Situées dans autant de pays industrialisés (Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne), ces régions ont également cinq points en commun. Il s'agit de communautés 1) éloignées des centres décisionnels, 2) économiquement marginales, 3) socialement homogène, 4) ayant peu de pouvoir (*powerlessness*), dominée par une culture de l'acceptation et 5) souffrant de dégradation environnementale ou subissant des risques découlant de l'industrie moderne (Blowers et Leroy, 1994, p. 203). Dans la suite de Gould et *al.* (1993, 1996), Blowers insiste davantage sur la dimension locale de la mobilisation en montrant comment les groupes traditionnels participent à maintenir les mécanismes créant l'iniquité, notamment en misant sur le *statu quo*. De tels mécanismes seraient visibles dans les formes concrètes des territoires de ces régions, qu'il désigne par l'expression «*paysages de risques*». Selon le chercheur, il importe de «*revoir ces mécanismes pour trouver des solutions acceptables et durables*» (Blowers, 1999 : 243, traduction libre).

---

<sup>58</sup>Comme d'autres européens à cette époque, Blowers ne situe pas ces travaux par rapport à un problème de justice environnementale, mais la perspective est similaire.

Les travaux des chercheurs européens sur le risque industriel éclairent aussi les dynamiques locales, cette fois sous l'angle des processus culturels. Entre autres, dans une vaste enquête auprès d'une soixantaine de riverains du «couloir de la chimie» à Lyon, Coanus et *al.* (1999) montrent comment la perception du risque est structurée par des facteurs individuels (vie quotidienne, proximité géographique, lien d'emploi) et collectifs (histoire locale, appartenance). Pour leur part, les britanniques Irwin, Simmons et Walker (1999) insistent sur le fait que la représentation du risque est *négociée* entre les acteurs sociaux, puis cristallisée dans un discours normatif. Le discours sur le risque, exprimé par des citoyens, est révélateur de rapports de force expérimentés entre les acteurs sociaux, tout en pouvant être, par ailleurs, être un élément structurant de l'identité de la communauté locale. En effet, si un tel discours sustente une cohésion sociale, en contrepartie, elle peut aussi traduire «*un sentiment d'absence de pouvoir face à des groupes exogènes comme l'industrie et le gouvernement*» (Irwin et *al.*, 1999 : 1321, traduction libre).

Enfin, Freudenburg et Gramling (1992, p. 952) constatent la tendance selon laquelle les petites communautés rurales américaines accueillent souvent les activités à risques produites par des populations urbaines. Ils estiment qu'un tel «transfert de risques», à des groupes sociaux plus vulnérables, serait attribuable, en partie, à la faiblesse des outils conceptuels des experts. Ces divers travaux insistent donc sur :

- la *dimension construite du risque*, résultat de pratiques sociales promues par une diversité d'acteurs que sont l'État, les grandes firmes productives, les syndicats, l'élite locale et les experts. Certaines pratiques peuvent être institutionnalisées dans des conditions structurelles (ex. : économie), des procédures et outils organisationnels ou des schèmes culturels (ex. : représentations du développement). Elles participent, à leur façon, à créer ou à reproduire des situations d'iniquités sociale et environnementale et des «*paysages de risques*».

En somme, les travaux scientifiques ancrés dans la perspective de la justice environnementale tentent de montrer les liens étroits entre la présence de certaines activités industrielles à risques et des enjeux liés à la qualité de l'environnement, aux conditions de vie des populations et au pouvoir de ces dernières. Les chercheurs participent à bâtir une «intelligibilité» de la mobilisation citoyenne contemporaine liée aux questions environnementales. La pro-

blématique, initialement examinée en termes d'équité sociale et spatiale, a depuis été questionnée sous l'angle des capacités d'acteurs sociaux et de rapports de pouvoir asymétriques vécus entre certains, comme des populations locales vulnérables et de grands producteurs industriels. Selon Allan Schnaiberg, un des pionniers travaillant à la question depuis les années 70, les travaux scientifiques liant pouvoir, équité et environnement sont toutefois longtemps restés «*en périphérie de la plupart des discours sur les politiques environnementales*» (1993 : 204, traduction libre).

Les travaux réalisés depuis plus de 20 ans invitent les chercheurs en sciences humaines à porter une attention particulière aux conditions structurelles, aux rapports d'intersubjectivité vécus entre les acteurs, aux processus de négociation ainsi qu'aux dynamiques culturelles sous-jacentes à la dynamique de l'implantation et de l'opération de grands sites industriels. Notre recherche s'intéresse à cette problématique. Le concept de gouvernance territoriale, décrit dans le point suivant, nous permet de l'enrichir et de l'éclairer davantage.

### **2.2.3 GOUVERNANCE TERRITORIALE : QUATRIÈME PÔLE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Depuis une quinzaine d'années, le concept de gouvernance est inscrit à l'agenda des institutions et des scientifiques comme l'indiquent plusieurs publications récentes<sup>59</sup>. Certains auteurs le considèrent même comme un quatrième pôle du développement durable, à ajouter aux trois précédents (social, économique, écologique) (Brodhag, 2001).

Il existe différents vocables accolés au concept de gouvernance : locale, citoyenne, environnementale, territoriale. Cela incite plusieurs auteurs à qualifier le terme de «*pas-*

---

<sup>59</sup>Le PNUD a publié plusieurs documents sur la gouvernance (1997; 2003). Citons aussi les numéros spéciaux des revues *Solidarité et Développement* (1999) et *Revue internationale des sciences sociales* (1998) ainsi que l'ouvrage *Gouvernance et territoires ruraux* (2000, PUQ).

*partout*», de «*fourre-tout*»<sup>60</sup>. Il faut dire que le concept a récemment évolué dans le sens d'un élargissement de sa signification. Comme le résume Hewitt de Alcantars (1998), la notion de gouvernance a été utilisée depuis plusieurs siècles dans l'administration publique anglosaxonne (*governance*), comme un terme synonyme de gouvernement. Depuis les années 80, il a été remis en vogue par les institutions internationales de prêt (Banque Mondiale, Fonds Monétaire International), puis repris, dans les années 90, par des organisations œuvrant en développement international (Programme des Nations Unies pour le développement, British Council). Pour les premières, la gouvernance renvoie à de nouveaux outils de gestion dont l'objectif est d'atteindre une plus grande efficacité dans la production et gestion des services publics (Stoker, 1998 : 20). Selon Hewitt de Alcantar (1998 : 112), il s'agit essentiellement d'une sorte de réforme institutionnelle visant une plus grande efficacité des politiques libérales. Dans les secondes, il s'agirait plutôt d'un changement d'approche en matière de développement<sup>61</sup>.

Récemment, la notion de gouvernance s'est élargie, tant par son contenu que par ses acteurs. Associée à «*l'exercice de l'autorité dans un domaine donné*», la «nouvelle» gouvernance renvoie alors à un «*processus politique*» (d'Hewitt de Alcantar, 1998 : 109), un exercice de pilotage et de coordination des activités de différents acteurs interdépendants en vue d'une action collective (Juillet et Andrew, 1999, p. 77). Selon Hamel, «*[l]a gouvernance désigne les nouveaux modèles d'action en émergence résultant de la combinaison plus ou moins concertée d'acteurs sociaux provenant de divers milieux (privé, public, civique) dans le but d'influencer les systèmes d'action dans le sens de leurs intérêts*» (2003 : 378).

C'est cette dernière interprétation qui nous intéresse, plus particulièrement en lien avec les expérimentations ayant eu lieu dans les domaines de la gestion urbaine et environnemen-

---

<sup>60</sup> Comme on peut le lire dans des textes de *Revue internationale des sciences sociales* (1998, LX).

<sup>61</sup> Par exemple, dans un document intitulé *Governance for sustainable human development*, le PNUD précise que la gouvernance ne doit pas être limitée à sa réalité institutionnelle, mais doit désormais être pensée dans une perspective élargie, soit comme un changement culturel, lié à des valeurs sociales. De même, le British Council promulgue la «bonne gouvernance» dans une perspective de développement social, en misant sur des valeurs de démocratie, d'équité, de justice (droits humains).

tale. Nous retenons le terme de gouvernance territoriale, tout en puisant dans les écrits produits sur la gouvernance locale et environnementale. Après un rappel de la dimension politique de la gouvernance et l'importance du «local» (point 2.2.3.1), nous examinons dans ce point les principes qui sustentent cette notion, en insistant sur les questions fondatrices du partenariat et de la participation (point 2.2.3.2). Puis, sont introduites les principales limites et critiques formulées sur des expériences de gouvernance (point 2.2.3.3). Pour conclure, les propositions de divers auteurs sont amenées comme pistes d'amélioration, notamment celles concernant la pertinence de l'évaluation et le rôle de l'État.

### **2.2.3.1 LA GOUVERNANCE COMME PROCESSUS POLITIQUE**

Lors des dernières décennies, les institutions traditionnelles de gouvernance publique, centralisées autour de l'État, ont été mises à mal. De grandes catastrophes écologiques,<sup>62</sup> la prise de conscience face à la complexité du monde (interdépendance, temporalité) et face aux connaissances limitées, la crise du paradigme de l'expert et la demande accrue de participation citoyenne ont souligné les limites de certaines pratiques de la gestion traditionnelle, plus centralisée. Dans cette suite, des réflexions et travaux ont été entrepris pour explorer de nouvelles façons de faire.

Les gestions environnementale et urbaine se sont révélées des laboratoires importants de mise à l'épreuve depuis 20 ans (Theys, 2003, p. 13; Hamel, 1999). Toute la négociation menée par l'ONU à l'échelle internationale autour de la notion de développement durable peut être inscrite dans cette perspective. Pensons aussi à l'animation et à la réflexion critique menée sur la notion de gestion du risque en Europe, qui conclut à la nécessité de revoir l'idée de gouvernance, traditionnellement centralisée et fondée sur l'autorité, en faveur d'une gouvernance s'appuyant sur la «*confiance mutuelle*» des acteurs (Trusnet, 2000). Mais les initiatives ayant eu le plus de résultats tangibles ont souvent été réalisées à des échelles plus restreintes, aux paliers municipal et régional. Comme le rappellent Juillet et Andrew, les administrations locales sont des «*acteurs incontournables de la politique envi-*

---

<sup>62</sup>Pensons aux accidents tragiques de Bopal et de Tchernobyl, suivi de celui de l'Exxon Valdez.

*ronnementale*» (1999 : 79), historiquement responsables de la gestion de compétences liées à des enjeux environnementaux (ex. : aménagement du territoire, eau, transport).

La reconnaissance du palier local, en tant qu'acteur incontournable pour l'opérationnalisation de projets dits de DD, s'affirme depuis quelques années. En font foi la promotion des agendas 21 locaux et le principe de subsidiarité qui privilégie le rapprochement entre les lieux de la prise de décision et ceux de l'action. Le phénomène de *métropolisation* accentue également la pertinence de la gestion urbaine et des politiques locales (Bailly et *al.*, 2000).

Par ailleurs, la gouvernance locale ne se résume pas à l'appareil administratif. Elle est d'abord conçue comme un «*lieu d'action et d'organisation politique*» (Juillet et Andrew, 1999 : 79) et, même, de mobilisation sociale. C'est ainsi que se retrouvent réunis dans l'action, des citoyens, des associations, des représentants de l'administration publique ou de firmes privées. Les comités de suivi multipartites liés à des activités industrielles, un des lieux de gouvernance examinés dans notre recherche, constituent une autre de ces initiatives récentes. Juillet et Andrew inventorient trois dimensions caractéristiques de la gouvernance locale :

- 1) «(...) capacité d'appréhender les problématiques socioéconomiques et environnementales du milieu urbain de façon holistique et transversale (...).»;
- 2) «La participation active des citoyens et citoyennes aux processus décisionnels et à l'administration de la vie urbaine, y inclus des populations traditionnellement marginalisées.»;
- 3) «Le développement de partenariats entre l'administration municipale et les acteurs des secteurs communautaires et privés.» (Juillet et Andrew, 1999 : 78)

Le mariage conceptuel entre environnement et gouvernance locale semble pertinent. Selon Jessop, le recours à la nouvelle gouvernance est «*particulièrement utile dans les cas d'association lâche ou d'autonomie opérationnelle, d'interdépendance réciproque complexe, d'horizon spatio-temporels complexes et d'intérêts ou projets communs*» (1998 : 37).

Or, s'il est un domaine répondant à ces caractéristiques, c'est bien celui de l'environnement. Gagnon définit la «*gouvernance environnementale*» comme étant :

(...) une conduite collective décisionnelle, regroupant tous les acteurs territoriaux selon un mode partenarial, en vue d'une planification et d'une gestion mieux intégrées des ressources et une prise en compte des conséquences environnementales et sociales des changements. (Gagnon, 2001)

L'idée, souligne Gagnon (2001), tout comme Juillet et Andrew (1999), n'est cependant pas de réduire la gouvernance environnementale à une forme de gestion administrative de problèmes dits environnementaux. Faire comme tel consisterait alors à reproduire la logique dominante traditionnelle et, par essence, sectorielle. Or, selon Gagnon (2001), un des principaux défis de la gouvernance environnementale est justement de dépasser les clivages traditionnels en créant des «*interfaces constantes*» : entre les sphères de l'économie, du social et de l'environnement, entre le local et le global, entre les acteurs sociaux (État / privé / société civile). Poser ainsi la gouvernance environnementale renvoie aux questions de développement et de responsabilités des acteurs et, de façon plus opérationnelle, aux «*pratiques décisionnelles et des modes de coordination*» (Juillet et Andrew, 1999 : 81). Bref, le défi que pose la nouvelle gouvernance environnementale est de passer de la gestion administrative à la «*citoyenneté active*» (Juillet et Andrew, 1999 : 90) ou «*responsable*» (Gagnon, 2001). Examinons les principes plus opératoires qui y sont sous-tendus.

#### 2.2.3.2 LA GOUVERNANCE REVUE ET CORRIGÉE

Dans l'ensemble, trois éléments centraux sont revus dans la «nouvelle» gouvernance territoriale. Premier élément, l'*État* n'est plus le seul responsable de la coordination des activités, il n'assume plus forcément le leadership. Comme l'explique Stoker : «*De façon générale, la gouvernance conteste les présupposés traditionnels qui font du gouvernement une institution isolée, séparée des forces sociales plus larges*» (1998 : 22).

Les représentants de la société civile sont plus présents, modifiant «*l'équilibre traditionnel*» avec l'État ou ses constituantes (*ibid.*, p. 24), ce qui constitue le second élément de révision. Les pratiques de nouvelle gouvernance tentent de redresser certains «*excès de*



*l'État-providence*» (Chiasson, 1999 : 17), dont le déficit de participation, et ainsi de répondre à la demande de la *société civile* en ce sens (Hamel, 1999; Lévesque et Vaillancourt, cités dans Chiasson, 1999). Kooiman et Van Vliet résument ainsi : «*Le concept de gouvernance se réfère à la création d'une structure ou d'un ordre qui ne peut pas être imposé de l'extérieur, mais résulte de l'interaction d'un grand nombre de gouvernants qui s'influencent réciproquement*» (cité dans Stoker, 1998 : 19-20). Selon Thuot, «*[l']ordre social est davantage négocié entre les acteurs du système*» (cité dans Juillet et Andrew, 1999 : 77). Jessop (1998) prévient que ces nouveaux modes de gouvernance ne signifient pas pour autant la fin des autres modes traditionnels. En bout de piste, cela ne signifie pas qu'il y a moins, ni même plus du tout d'État, mais plutôt que son rôle est remodelé selon les problématiques à investir (Chiasson, 1999). Un «*État autrement*», pour reprendre la formule de Gagnon (2001). L'évaluation est définie par plusieurs (Mormont et *al.*, 2001; Paterson, 2000; Theys, 2003) comme un nouveau champ d'action fondamental de l'État.

La coordination est le troisième élément revu dans la perspective de nouvelle gouvernance. La coordination habituellement hiérarchique se conçoit ici davantage selon un mode horizontal. C'est ce que Jessop (1998) désigne par le vocable de *gouvernance hétérarchique* (ou auto-organisation), vu comme un processus caractérisé par une pluralité d'acteurs solidaires, en négociation continue. Selon l'auteur, la capacité des acteurs à maintenir le dialogue en continu, à partir d'une rationalité réflexive, pour bâtir des «interdépendances» serait la clef du succès :

Dans son cas [la gouvernance hétérarchique], la clé du succès est de poursuivre résolument et continûment le dialogue pour générer et changer davantage d'information ( et réduire ainsi, sans jamais l'éliminer, le problème de rationalité limitée); de restreindre l'opportunisme en enfermant les partenaires de la gouvernance dans un ensemble varié de décisions interdépendantes dont les horizons temporels mêlent le court, le moyen et le long terme; et de tirer parti des interdépendances et des risques que comporte la «spécificités des actifs» en encourageant les intéressés à faire preuve de solidarité. (Jessop, 1998 : 39)

De nouveaux moyens de coordination et de régulation sont adoptés, formellement ou informellement, en complément de ceux traditionnellement privilégiés que sont le marché et la hiérarchie de l'État (Jessop, *ibid.*). Cela est fait parce l'efficacité, voire la légitimité de

ces derniers sont limités dans le contexte de la modernité avancée. Parmi les divers facteurs limitatifs, pensons à la complexité croissante des problématiques, aux nombreuses sources d'incertitudes, à la multiplication des acteurs qui ne détiennent pas toutes «*les connaissances et les ressources nécessaires pour s'attaquer seul aux problèmes*» (Kooiman, 1993 cité dans Stoker, 1998 : 25). Le partenariat est considéré comme un de ces nouveaux moyens.

### 2.2.3.3 LE PARTENARIAT : UNE NOUVELLE CULTURE POLITIQUE?

La notion de partenariat est au cœur des pratiques de nouvelle gouvernance. Elle exprimerait un «*changement de mentalité*» entre deux époques : une première dominée par des rapports de confrontation et une seconde marquée par la coopération (Thomas, 1983, cité dans Hamel, 1999 : 437). En citant Saez, Pierre Hamel explique par ailleurs que les rapports partenariaux n'excluent pas les conflits, mais plutôt *le* conflit fondateur :

On peut dire de la coopération ce que l'on a dit du conflit : elle est production du social à travers le processus de l'interaction, elle est production de sens à travers l'interprétation que requiert chaque interaction. La vision coopérative n'évacue pas les conflits, elle évacue en revanche *le* conflit (majeur, frontal, fondateur) en tant que principe alternatif de même rang logique. Pour elle, si je puis me permettre de paraphraser la célèbre formule, le conflit est de la coopération continuée par d'autres moyens, *l'ultima ratio* de la négociation et non un ordre de réalité autonome. (Saez, cité dans Hamel, 1999 : 457)

Des formules partenariales sont déjà instituées depuis une vingtaine d'années. Mais, contrairement à la compréhension des années 80 où le partenariat était limité à l'État et au privé, le partenariat des années 90 inclut désormais d'autres représentants de la société civile tels que les associations locales (Klein et Gagnon, 1989). Selon les observations de Hamel, les modèles d'action désormais inscrits dans des structures décentralisées s'en trouvent transformés, entraînant une «*spécialisation des domaines d'intervention*» (1999 : 460). Autre conséquence du partenariat pluraliste, l'expert et son savoir, scientifique et technique – fondements de la planification rationnelle – sont contestés comme seule logique de référence pour la prise de décision. Toujours selon Hamel, de telles pratiques de gouvernance stimuleraient ni plus ni moins une «*nouvelle culture politique*» à laquelle devraient s'adapter les acteurs sociaux. Dans cette perspective, la pratique du partenariat nécessite obligatoirement une réflexion sur la participation des acteurs.

#### 2.2.3.4 PARTICIPATION ET APPROCHES DE GOUVERNANCE

Depuis une vingtaine d'années, la participation des acteurs constitue un champ de réflexions et de pratiques soutenues. En lien avec une demande accrue de participation exprimée par la société civile, des efforts importants ont été consentis pour mettre en place une série de procédures et de mécanismes permettant diverses formes de participation, depuis l'information jusqu'à la prise de décision partagée, en passant par la consultation. Ces initiatives trouvent un fort écho dans le discours sur le développement durable, du moins celui prôné dans l'approche humaniste<sup>63</sup> (cf. point 2.1.1), qui insiste sur l'implication d'acteurs sociaux, incluant les plus démunis, vulnérables ou traditionnellement exclus des lieux de pouvoir. Leur participation est d'ailleurs inscrite dans des conventions internationales (ex. : Déclaration de Rio, principes no 20, 22). En plus d'influencer le processus de décision, la participation y est conçue comme un lieu d'apprentissage social (NU, 1997, pt. 40) et, par extension, de renforcement des capacités des acteurs (*empowerment*).

Par ailleurs, la diversité des modèles et procédures montre qu'il existe plusieurs conceptions de la participation. Celles-ci reposent sur des prémisses fondatrices relatives à la démocratie, souvent non explicitées. Il est possible de faire un lien entre ces conceptions de participation et certaines approches de gouvernance proposée par Jacques Theys (2003, p. 13-17). Dans une typologie originale, l'auteur distingue quatre approches de gouvernance. Chacune des approches, en insistant sur une dimension différente de la gouvernance, se situe progressivement de plus en plus en rupture par rapport aux pratiques traditionnelles.

Ainsi, la première approche, dite classique, constitue une forme de «*modernisation de l'action publique*». Elle a comme objectif de redonner une légitimité et une crédibilité à celle-ci, et de rétablir la confiance envers les autorités, notamment en rendant

---

<sup>63</sup>Selon Ignacy Sachs, un des pères du DD, la forte implication de représentants de la société civile sur la scène politique représente une des deux avancées fondamentales majeures – avec l'institutionnalisation de la question environnementale – en matière de développement durable depuis 30 ans. À son avis, c'est même «*le degré de mobilisation des acteurs sociaux du développement et du grand public*» qui constitue un des facteurs déterminants pour concrétiser le DD dans l'avenir, notamment à travers l'Agenda 21 (Sachs, 1997 : 70). Constat que partage la Commission du DD des Nations Unies en insistant sur la participation (UN, 1997, points 37, 40).

l'administration responsable (*accountable*) de ses décisions. Quant à la deuxième approche, de coordination, elle insiste sur les aspects formels de la participation par la mise en place de «*mécanismes non autoritaires de coordination et de régulation de l'action collective*» (Theys, 2003 : 15). Elle s'inscrit dans la suite des idées promulguées par Habermas, le postulat fondateur étant que la délibération entre les acteurs permettrait le dépassement des logiques et intérêts individuels en faveur d'une convergence des intérêts collectifs.

La troisième approche est basée sur l'idée de la société moderne avancée qui serait, selon Anthony Giddens et Ulrich Beck, fondamentalement de nature «*réflexive*». Selon les tenants de cette approche, la participation ne nécessiterait pas tant des procédures formelles, mais relèverait plutôt de rapports souples entre les acteurs sociaux. Le principe sous-jacent est que les acteurs sont porteurs de rationalités et de savoirs<sup>64</sup> qui leur sont propres, mais qui, pris isolément, ont leurs limites. Ces rationalités leur confèrent donc une vision fragmentées de la réalité qui introduit des distorsions (Paterson, 2000). La rencontre entre ces rationalités et savoirs, dans ce qui est décrit par Funtowicz et Ravetz comme un «*conflit créateur*» (cité dans Irwin, 1995 : 172), permettrait de reformuler les façons de concevoir les problèmes et de générer des solutions plus appropriées, voire de nouveaux savoirs plus complexes. De nouveaux mécanismes et «*principes d'action*» sont par ailleurs requis pour donner forme à cette approche, estime Theys (2003 : 14), qui identifie l'étude d'impacts comme un de ces nouveaux mécanismes. Dans ce type de rapports sociaux se voulant réflexifs, la participation est vue, selon l'expression de Mormont, Mougenot et Dasnoy (2001), comme un «*processus d'association et de circulation*» des idées qui permet de les «*reconfigurer*» soit simplement sous leur angle plus technique, soit aussi, dans certains cas, sous l'angle social des identités d'acteurs, ce qui rejoint alors la quatrième approche.

Enfin, la quatrième approche sustente des objectifs encore plus ambitieux, soit une autre répartition des pouvoirs. La participation prend alors figure de large processus de négocia-

---

<sup>64</sup>Sont souvent opposés les savoirs formels des scientifiques à ceux, informels, portés par d'autres acteurs. Mais on pourrait aussi parler de savoirs fragmentés, incluant ceux provenant des sciences disciplinaires.

tion sociale, dans la suite de l'approche réflexive, où tous les acteurs, et non plus seulement l'État, exercent collectivement la gouvernance. Cette pratique collective lierait fortement les connaissances et l'action, de même qu'elle impliquerait des transactions à plusieurs niveaux, soulignent Mormont, Mougenot et Dasnoy (2001), entre autres sur l'identité même des acteurs impliqués.

Ces approches théoriques, résumées dans l'encadré no 4, se concrétisent dans divers modèles appliqués à l'action publique. Celui de l'«*expérimentalisme démocratique*», tel que développé par Mormont, Mougenot et Dasnoy (2001), nous semble porteur pour notre analyse sur les expériences de suivi multipartite, qui peuvent être vues comme des expériences de gouvernance territoriale.

#### **Encadré no 4**

Quatre approches de gouvernance selon Theys (2003)

- 1) L'approche classique, de «*modernisation de l'action publique*» visant à redonner une légitimité et une crédibilité à celle-ci;
- 2) l'approche de «*coordination*» qui consiste à «*gérer la pluralité et la mobilisation*» en misant sur le développement de «*mécanismes non autoritaires de coordination et de régulation de l'action collective*»
- 3) l'approche visant à «*gérer l'incertitude et la complexité*» en «*étendant la rationalité réflexive ou procédurale*» ; et
- 4) l'approche visant à «*gérer les rapports de force*» par le biais d'un «*nouveau partage des pouvoir*».

Source : Adapté de Theys, 2003, p. 13-17.

#### **Le modèle de l'«*expérimentalisme démocratique*»**

Le modèle de l'*expérimentalisme démocratique* proposé par Mormont, Mougenot et Dasnoy (2001), s'inspire de propositions de Bruno Latour et C. F. Sabel. Selon nous, il s'articule tel une combinatoire des troisième et quatrième approches de gouvernance décrites précédemment. Les chercheurs insistent sur le fait que le modèle « *vise précisément à ne pas renoncer à la régulation (nécessaire) mais à acquérir progressivement les connaissances nécessaires par l'action, par l'expérimentation et par la collecte et l'évaluation de toute l'information qui peut être acquise*» (2001, n.p.). Comme dans les approches plus classi-

ques de participation, un des postulats est que les questions et les connaissances évoluent dans la délibération et par la rencontre de rationalités d'acteurs. De même, «[s]eule la négociation, l'interaction permet une régulation adéquate et acceptée». L'expérimentalisme démocratique diffère cependant quant à la conception des lieux et formes de délibération.

Ainsi, le modèle suggéré fonctionne à deux «niveaux» complémentaires. Selon Mormont, Mougenot et Dasnoy (2001), les forums et autres lieux plus formels prévus par les procédures traditionnelles de participation, quoique toujours nécessaires, s'avèrent insuffisants. Cela est dû au fait que les acteurs présents, pris dans les conflits structurels et les rapports de force, ne peuvent qu'y afficher leurs positions, priorités et principes. Leurs échanges discursifs cristallisent en quelque sorte des normes sociales<sup>65</sup>. La dynamique relève alors plus d'une négociation «stratégique» que d'une négociation «sociale» qui, elle, serait plus ouverte et favorable à l'apprentissage. À cette fin, les auteurs suggèrent de recourir à un second «niveau» de délibération, qu'ils nomment «réseaux de discussion»<sup>66</sup>. Ceux-ci peuvent être formels ou non, mais l'idée est qu'ils rendent possible la circulation et l'exploration des questions soulevées dans les complexités ainsi que de nouvelles avenues de solutions. Après avoir été explorées dans les réseaux, les questions (projets, solutions, normes) reviennent dans les lieux de délibération publics, formels ou non<sup>67</sup>, à des fins de validation politique.

Le modèle de l'*expérimentalisme* ne signifie pas la fin des «*formes démocratiques de représentation*», toujours indispensables, mais il invite plutôt à repenser leurs rôles. Mormont, Mougenot et Dasnoy (2001) en suggèrent deux. D'une part, ces lieux sont nécessaires pour confronter les divers cadrages d'acteurs, les cadrages étant définis comme «*les paramètres qui sont pris en compte dans le projet ou la politique*», constitués aussi bien de

---

<sup>65</sup>Des expériences documentées de diverses procédures formelles de participation vont dans le sens de cette observation. Cela a conduit nombre d'auteurs à critiquer la participation qui, dans la pratique, n'aurait pas livré les fruits escomptés (Côté, 2004; De Carlo, 1997; Hamel, 1999).

<sup>66</sup>On pourrait dire que ce second niveau existe déjà, souvent décrit comme étant «l'informel», et que les auteurs en formalisent le fonctionnement et le rôle par rapport à une dynamique de négociation sociale.

<sup>67</sup>En l'absence de lieu formel, les auteurs estiment que les médias assument un «*rôle central*».

données techniques et scientifique, que de normes et de pratiques. Un tel exercice a pour fonction de définir de grands objectifs, un «*horizon commun*» entre différents acteurs. D'autre part, ils constituent un «*espace public de discussion des solutions partielles produites par des réseaux beaucoup plus «spécialisés» de discussion*» (*ibid.*). En ce sens, ces lieux ont pour fonction de tester et valider ce qui a été défini dans des réseaux d'exploration, cela à l'intérieur d'un débat public, et ainsi construire des références communes aux acteurs engagés. Ils expliquent le processus qui se déroule dans le forum :

Il est le lieu où les résultats de ces explorations et tentatives, de ces arrangements et compromis qui restent jusque-là locaux voire privés, peuvent être soumis à la discussion publique. S'opère alors là un travail d'échanges qui ne va pas revenir sur les aspects techniques de la question, mais qui va examiner la conformité et la validité de la solution au regard du cadre d'ensemble (...). Si la solution trouvée ne heurte aucun intérêt représenté, si elle est conforme aux objectifs généraux, bref si elle est compatible avec les multiples cadrages des partenaires en présence, elle peut être adoptée. (Mormont, Mougenot et Dasnoy, 2001 : n.p.)

La notion de «*circulation*» constitue, de fait, le principe fondateur du modèle. Cette circulation des idées se fait dans des sphères et des échelles distinctes. Comme le soulignent Mormont, Mougenot et Dasnoy : «*c'est la circulation entre les deux univers et non leur conjonction ou la réduction à l'un des deux qui fait la dynamique participative.*» Il y a aussi une circulation requise entre les savoirs (scientifiques / empiriques, théoriques / appliqués) pour passer à l'action territorialisée, par essence spécifique. Enfin, il y a circulation sur le plan substantif, c'est-à-dire des transactions sociales donnant lieu à des transformations à divers niveaux, depuis les pratiques, savoirs, normes et institutions, jusqu'aux identités. Selon les chercheurs, d'ailleurs, les transactions identitaires seraient même une condition du passage à l'action, dans les sens où les divers acteurs s'engagent mutuellement et, ce faisant, deviennent un acteur collectif autour du projet, voire un «*collectif d'engagement*» ayant sa propre identité.

Mais quel serait le rôle de l'État dans ce nouveau modèle de gouvernance? Selon Mormont, Mougenot et Dasnoy, il aurait comme «*obligation*» de faire circuler les idées, par l'entremise de la participation, et ainsi stimuler l'innovation :

La participation, comme principe et processus de circulation, permet de relier ces différentes sphères, mais elle le fait avec l'exigence d'un arbitrage public dans un forum local et d'une sanction juridique ou politique des transactions entre les acteurs. Cette sanction juridico-politique est essentielle pour définir quelles autorités sont engagées par quelles décisions, autrement dit pour dire pour quel collectif et quelle forme de collectif (marché, Etat, communauté) la décision vaut. (Mormont, Mougenot et Dasnoy, 2001 : n.p.)

De même, un autre rôle crucial, et pour l'instant déficient notent-ils, celui de l'évaluation. L'État pourrait entre autres cumuler et comparer les expériences<sup>68</sup>, voir à ce que les normes soient revues et à ce que les ressources soient redistribuées lorsque nécessaire. En cela, ils rejoignent les propos d'autres auteurs qui insistent sur la fonction cruciale de l'évaluation dans les pratiques de nouvelle gouvernance qui, de plus, devrait être rendue publique (Theys, 2003, p. 16).

Pour conclure sur le modèle de l'*expérimentalisme démocratique*, soulignons qu'il ne signifie pas la fin de l'État, mais plutôt qu'il insiste sur de nouveaux rôles à développer, dont ceux de la mise en débat public et de l'évaluation. Comme d'autres modèles, il met l'accent sur la nécessité d'un processus ouvert qui favorise la rencontre des rationalités et savoirs d'acteur. Ce processus doit aussi être propice à l'apprentissage collectif, en insistant toutefois sur la circulation des idées dans des réseaux de discussion parallèles aux lieux de débats plus formels.

#### 2.2.3.5 LIMITES ET RISQUES DE LA GOUVERNANCE

«[L]a gouvernance, résume Hamel, *correspond à l'émergence d'un nouveau paradigme qui mise sur l'apprentissage collectif et sur la concertation entre diverses catégories d'acteurs engagés dans des processus négociés d'action publique*» (2003 : 380). Au-delà des énoncés théoriques cependant, la «nouvelle» gouvernance pose plusieurs défis et limites dans les pratiques des acteurs.

---

<sup>68</sup>Du point de vue analytique, les auteurs soulignent la pertinence de la démarche ethnographique qui s'intéressera simultanément aux interactions entre acteurs, aux transformations que subissent les questions qui circulent dans les réseaux ainsi que les transformations des identités des acteurs.



Une première limite cruciale concerne la capacité des acteurs qui, elle renvoie aux limites mêmes du partenariat. En effet, comme des exemples passés l'ont montré, la participation active de certains groupes traditionnellement marginalisés de la société civile n'est pas acquise (Commission sur le DD de l'ONU, 1997, points 36, 37; Gagnon, 2001; Theys, 2003, p. 7). Pensons plus particulièrement à celle des femmes, des jeunes, des populations économiquement défavorisées ou vulnérables et aux communautés ethniques. La reconnaissance de leur incapacité à porter leurs revendications dans les lieux traditionnels de décision a incité à mettre en place de nouveaux lieux de débats pour favoriser la participation et l'apprentissage social (Juillet et Andrew, 1999; Howitt, 2001). Toutefois, plusieurs estiment que ce sont les groupes d'intérêt organisés (grande entreprise, propriétaires riverains, experts) qui ont véritablement pénétré ces lieux de débats devenus spécialisés (Jouve, 2003; Juillet et Andrew, 1999; Theys, 2003). Theys parle même d'un «*risque de captation du débat public*» (2003 : 23), dont les simples citoyens et certaines populations – défavorisées, plus exposées aux risques – seraient restés en marge. Dans cette suite, le débat ne serait pas si public, transparent et démocratique, renvoyant à un second écueil, celui de l'intérêt public. Chiasson rappelle ainsi les critiques de certains auteurs dont Stocker, qui craignent qu'un excès soit remplacé par un autre. Pour contrer «*le caractère intenable d'un intérêt public qui serait porté uniquement pas l'État*», il y a risque «*d'une affirmation trop grande de la société civile*» (Chiasson, 1999 : 16).

Les effets substantifs des pratiques de gouvernance axées sur la participation sont aussi critiqués. Leur efficacité est questionnée. Theys (2003, p. 24) note ainsi combien différent les temporalités propres, d'une part, à la négociation sociale et, d'autre part, à la prise de décision. Pour sa part, Pierre Hamel, après examen de pratiques de gestion urbaine à Montréal, conclut ainsi quant aux effets limités de la participation sur les rapports de pouvoir :

Si le discours de l'administration municipale en matière de participation des citoyens à la vie municipale témoigne à cet égard d'un changement de mentalité, il ne signifie pas pour autant que les rapports de pouvoir sur la scène locale ont été transformés en profondeur. C'est en considérant le chemin à parcourir qu'il est possible de faire la part des choses. (...)

De ce point de vue, il ne suffit pas de concevoir de nouvelles modalités de gestion pour que celles-ci engendrent une transformation des pratiques sociales. Il faut aussi tenir compte des intérêts en cause. (Hamel, 1999 : 460)

Enfin, l'État ne se serait pas encore véritablement investi dans ces nouveaux rôles liés à la gouvernance. Entre autres, peu d'outils auraient été développés pour évaluer les expériences (Theys, 2003, p. 16; Mormont et *al.*, 2001). Bref, les pratiques restent à construire en matière de gouvernance territoriale.

#### **2.2.3.6 MISE EN DÉBAT PUBLIC ET ÉVALUATION, CONDITIONS DE GOUVERNANCE**

Pour conclure ce point sur la gouvernance territoriale, rappelons que celle-ci s'inscrit en parallèle ou en complémentarité à des modes de gouvernance plus traditionnels. Elle ne sous-tend pas la fin de l'État, mais plutôt l'idée d'un État *«autrement»*, notamment par l'implication accrue de la société civile. En plus des grands défis de coordination, notamment entre les différents paliers de décision (État centralisé / administration locale), entre les *«secteurs»* traditionnels d'administration et de planification et entre les temporalités (court, moyen, long terme), c'est un changement de culture politique dont il serait question (Hamel, 1999). De nouveaux modes de participation sont à développer en ce sens afin de favoriser l'apprentissage des acteurs sociaux et de renforcer leurs capacités de s'impliquer activement dans le dialogue et la négociation. Les expériences de partenariat multipartite en témoignent. Reposant sur une approche de collaboration, les conflits entre les acteurs ne sont pas pour autant absents. Mais leurs intérêts divergents y seraient idéalement rendus visibles lors de débats ouverts et même dépassés par une action concertée. Le partenariat pluraliste remet aussi en question la place privilégiée de l'expert et du savoir scientifique. La nouvelle gouvernance n'est cependant pas sans risques et limites, notamment dû au fait que les acteurs ne sont pas égaux dans les expériences partenariales. La participation constitue donc un lieu d'enjeu important pour des groupes d'acteurs traditionnellement marginalisés. L'État est aussi invité à revoir ses modes d'intervention et à s'investir notamment dans les pratiques d'évaluation. La nouvelle gouvernance se caractérise donc par l'interaction d'un plus grand nombre d'acteurs, élus et non-élus, qui négocient en continu. Notre recherche questionne l'exercice actuel de cette gouvernance territoriale. Pour ce faire, les négociations sociales se déroulant lors de l'implantation d'un grand site industriel sont examinées, plus exactement celles concernant les demandes sociales relatives au paysage.

## 2.3 DÉFINITIONS THÉORIQUES RETENUES

Que retenir de la revue de littérature précédente pour la recherche? Pour conclure ce deuxième chapitre, précisons nos ancrages paradigmatiques par rapport au paysage et au développement durable, généralement conçus comme deux champs de recherche indépendants mais que nous tentons de rapprocher pour des fins d'exploration théorique et d'analyse empirique.

### 2.3.1 LE PAYSAGE COMME RAPPORT RÉFLEXIF AU TERRITOIRE

La diversité, voire l'éclatement du corpus théorique en paysage, a fait dire à plusieurs critiques, aux tournants des années 90, que ce domaine de recherche est «en crise», que le concept est trop flou et polysémique pour constituer une véritable théorie. Pour notre part, les débats scientifiques récents, provenant d'horizons disciplinaires variés, ont une valeur heuristique. Au contraire d'une «*crise*» ou de la «*mort*» du paysage, ils nous semblent révélateurs du fort potentiel analytique associé à ce concept. Nous estimons que ce contexte d'«émulsion» est prometteur, car il permet l'exploration et l'intégration d'apports théoriques fournis par divers auteurs et disciplines. En ce sens, comme d'autres l'ont souligné avant nous<sup>69</sup>, au lieu de rejeter le concept de paysage car ne se laissant pas enfermer dans des catégories réductibles, nous tentons de travailler *avec* sa «*duplicité*» (Daniels cité dans Matless, 2003)<sup>70</sup>. C'est là, selon nous, que réside l'intérêt du concept pour l'étude des rapports entre les sociétés et leur territoire.

Dans cette perspective, il est clair que le concept de paysage ne se résume pas à l'une de ses parties (matérielle, visible, symbolique), comme abordé par le passé, en lien avec des pratiques scientifiques de tradition mono-disciplinaire. Évidemment, la perspective pluri / inter /

---

<sup>69</sup>Matless mentionne : «*One could instead view the doubleness of the term as a virtue, as something which is both analytically productive and makes landscape so important a matter beyond the academy*» (2003 : 230).

transdisciplinaire n'est pas chose faite. Encore moins sa transposition dans la pratique. Notre effort se situerait même en marge des tendances dominantes<sup>71</sup>. Néanmoins, il rejoint un «projet» scientifique fondateur et soutenu visant à recouvrer la nature dialectique et globale du paysage (Berque, 1995; Bertrand, 1978; Claval, 1994; Dansereau, 1995; Dearden, 1987; Décamps, 2000; Frémont, 1976; Luginbühl, 1998; Naveh, 2001).

Notre recherche participe aux efforts visant à réconcilier les faits et les sens, l'objet et le sujet, le matériel et le symbolique, les connaissances et l'action, dans ce qui serait une sorte de *totalité* indivisible, d'où pourrait émerger éventuellement un paradigme renouvelé et intégré du paysage. Malgré ce désir de réconciliation, il nous apparaît impossible, sur le plan ontologique, d'affirmer que le paysage est à la fois un construit social *et* un fait<sup>72</sup>. Aussi, notre position est la suivante :

- Le paysage est de l'ordre du construit social qui s'appuie sur un ensemble de perceptions, de représentations, elles-mêmes liées à des «faits» et à la concrétude des choses (ex. : pratiques sociales, écosystèmes, formes du territoire). C'est donc de l'interrelation entre les parties qu'émerge le paysage.

Plus exactement, la définition du paysage adoptée est la suivante, qui s'inscrit en continuité avec plusieurs contributions théoriques définies précédemment :

- Le paysage est un des «*champs symboliques*»<sup>73</sup> du territoire dans lequel les acteurs investissent des valeurs, forgent des représentations collectives, se projettent et auquel ils s'identifient. Le territoire fait ainsi l'objet d'un processus de médiation socioculturelle pour devenir paysage. Le paysage serait en quelque sorte la qualification symbolique du territoire, conçue selon un rapport réflexif par des acteurs sociaux et se nourrissant des pratiques sociales significatives liées au territoire, des rapports d'intersubjectivité vécus avec le territoire et entre les acteurs et s'appuyant sur des formes matérielles et visibles comme élé-

<sup>70</sup>Stephen Daniels explique que «*We should beware of attempts to define landscape, to resolve its contradictions; rather we should abide in its duplicity*» (cité dans Matless, 2003 : 230).

<sup>71</sup>Même que dans certains domaines appliqués comme celui de l'évaluation paysagère, de tels efforts seraient devenus marginaux. Dakin souligne ainsi, en s'appuyant sur Norton, que «*la recherche pour un cadre d'analyse intégrée, un axe central de l'évaluation paysagère une décennie plus tôt (...), a diminué depuis, reflétant le désenchantement avec le développement de métathéories en géographie et en sciences sociales plus généralement*» (2003 : 190, traduction libre).

<sup>72</sup>Peut-être est-ce parce que notre perspective reste encore ancrée dans les paradigmes traditionnels et qu'elle ne parvient pas à les dépasser véritablement?

<sup>73</sup>Nous empruntons cette expression à Guy Di Méo (1999).

ments de médiation. Ce faisant, le paysage est un enjeu d'appropriation matérielle et symbolique que se disputent les groupes sociaux privilégiant des conceptions distinctes.

Tout en tentant de dépasser les paradigmes traditionnels identifiés (territorial, culturel et politique), qui sont par essence disciplinaires et «sectoriels», il faut reconnaître que notre position se situe davantage du côté du paradigme culturel (école des représentations), enrichie d'une approche critique, telle que promue dans le paradigme politique. Notre définition du paysage rejoint celle privilégiée par des géographes Luginbühl, Sgard et Bureau<sup>74</sup>, des ethnologues Epstein, Cloarec, Dubost et Lizet ainsi que des sociologues Greidder et Garkovich (1994). Comme ces deux derniers l'affirment, notre position s'inscrit dans le paradigme scientifique en sociologie dit *constructiviste*, nourrie de l'*interactionnisme symbolique*, tel que décrit au chapitre suivant (point 3.2).

En plus d'un intérêt marqué pour le phénomène de construction des significations et représentations, la matérialité du territoire, objet d'investigation du paradigme territorial, sera également intégrée dans l'analyse. La nature même de notre sujet de recherche, soit un mégacomplexe industriel territorialisé, force en quelque sorte cette intégration de la matérialité du paysage. Elle s'exprime plus particulièrement à partir de la dimension environnementale, qui prend une place importante dans l'analyse. C'est donc à ces deux premiers niveaux, dans le cadre d'observation et dans la méthode – à défaut d'un nouveau paradigme –, que s'articule notre conception du paysage se voulant holistique et intégrée. Ce cadre d'observation est décrit au chapitre trois, ainsi que la méthodologie adoptée. La mise en perspective du paysage dans une problématique plus large de développement durable constitue une autre stratégie pour asseoir notre définition globale du paysage et pour structurer ensuite le cadre d'analyse.

---

<sup>74</sup>Notre travail rejoint aussi ceux de géographes qui ne font pas explicitement référence au concept de paysage ou n'en font pas leur objet principal de recherche comme Di Méo (1999) et Duchêne (1999).

### 2.3.2 DÉVELOPPEMENT DURABLE : LIER QUALITÉ DE TERRITOIRE, VITALITÉ SOCIOCULTURELLE ET CAPACITÉ DE GOUVERNANCE

Le développement, comme construction sociale et historique, peut être envisagé sous plusieurs angles. La présente recherche s'inscrit dans le cadre du développement durable, présenté comme étant en rupture par rapport au paradigme dominant, axé sur le progrès et la croissance économique (*cf.* point 2.2). Même si le développement durable s'impose comme une des références importantes dans les discours actuels, son interprétation ne fait pas l'unanimité. Pour cette recherche, notre position croise l'approche humaniste, privilégiant un angle social pour examiner les questions de développement et d'environnement, et l'approche critique de la justice environnementale<sup>75</sup>.

Comme postulé dans le premier principe mis de l'avant dans la Déclaration de Rio (1992), *«les êtres humains sont au centre des préoccupations de développement durable»*. Le développement y est vu comme un processus social s'appuyant sur les capacités réflexives des acteurs, soit leurs aptitudes à interagir et à négocier les conditions de l'avenir et même, plus encore, à évaluer de façon critique et constructive leurs propres actions. Par ailleurs, le processus de développement durable, version humaniste, promulgue aussi un projet de société. Fondé sur des valeurs d'équité et de justice sociale, un tel projet postule, globalement, la viabilité des systèmes écologiques et des sociétés. Ce faisant, il condamne les *«paysages de risques»* qui, selon Blowers (1999), rendraient visibles les mécanismes et conditions pouvant compromettre cette reproduction. Fondamentalement construit social et politique, le DD promulgue des objectifs concrets relatifs à l'amélioration des conditions de vie de groupes sociaux vulnérables (ex. : meilleure répartition de la richesse, accès aux ressources, qualité des services, exposition aux risques), à la reproduction culturelle (préservation du patrimoine, de la *sociodiversité*), ainsi que des objectifs de changement social comme le renforcement des capacités de gouvernance de ces groupes d'acteurs.

Selon cette approche humaniste, parler de DD concerne, de façon concomitante, des processus *et* des obligations de résultats. La notion de processus de négociation sociale est dé-

finie comme étant l'ensemble des interactions dynamiques entre acteurs sociaux qui participent à l'élaboration des rapports et des compromis de développement. Elle réfère donc aux capacités des acteurs et aux pratiques de gouvernance. Dans cette suite, la gouvernance est définie comme un quatrième pôle fondateur du développement durable, complémentaire aux trois habituellement reconnus (économie, social, environnement) (Brodhag, 2001). Les modes de gouvernance traditionnels seraient cependant à réviser en profondeur. La gouvernance territoriale serait caractérisée par trois grands principes : 1) une façon holistique de concevoir et résoudre les problèmes, 2) le rôle de l'État, qui accorderait une place plus grande à la société civile, et 3) un mode de coordination horizontal qui privilégierait le partenariat. Sur un plan appliqué, l'évaluation environnementale est considérée comme un outil permettant d'intégrer une plus grande réflexivité à la prise de décision (Theys, 2003).

Une telle conception politique du développement durable apparaît pertinente, particulièrement par rapport à la spécificité de notre objet d'étude. En effet, rarement les acteurs ont-ils des capacités similaires et les situations de rapports de pouvoir asymétriques sont plutôt courantes (*cf.* point 2.2.4.5)<sup>76</sup>. Mais dans un contexte de grands changements (nombreux, intenses et significatifs) comme celui découlant de l'implantation de grands complexes industriels, de telles collectivités fragiles peuvent-elles négocier les conditions nécessaires pour assurer leur pérennité?

La perspective critique de la justice environnementale permet d'alimenter le cadre théorique sur cette dimension fondatrice des dynamiques de développement : celle du pouvoir. La brève revue faite sur ce mouvement social et des travaux scientifiques liant développement / environnement / pouvoir / équité nous invitent à porter une attention particulière à divers facteurs (point 2.2.2.2). Pensons aux conditions structurelles, aux rapports d'intersubjectivité vécus entre des acteurs interdépendants, aux processus de négociation,

---

<sup>75</sup>Pour les fins de cette recherche, nous utilisons le terme de DD, pour faciliter la communication.

<sup>76</sup>Tel est le cas dans notre étude où de petites collectivités situées dans des régions souffrant de dévitalisation, donc en situation de vulnérabilité, font face à de grandes multinationales possédant nombre de ressources (financières, expertises, politiques, etc.) (*cf.* chapitre 1). Ce qui ne veut pas dire qu'elles soient dénuées de tout pouvoir.

ainsi qu'aux dynamiques culturelles sous-jacents à la dynamique d'implantation et d'opération de grands sites industriels. Pour éclairer les dynamiques de développement et les relations entre ces deux types d'acteur, nous retenons trois grands constats qui structureront notre cadre d'analyse décrit plus avant, soit :

- 1) La présence industrielle (type d'activités, localisation, envergure) résulte de négociations politiques, en lien avec les capacités de gouvernance des acteurs sociaux impliqués.
- 2) Les activités industrielles ont des impacts, directs et cumulatifs, sur la qualité des territoires et les conditions de vie des populations riveraines, impacts matériels (ex. : bruit, qualité de l'air, de l'eau, accès à des services et ressources, santé environnementale) et immatériels (ex. : perceptions du risque, de la sécurité, de la qualité du cadre de vie).
- 3) De tels impacts de la présence industrielle font l'objet de négociations symboliques, intégrées à des grands compromis sociaux et cristallisées sous formes de représentations partagées, qui influencent la cohésion sociale et l'identité collective, positivement ou négativement (fierté, exclusion, etc.).

Bref, dans notre recherche, en nous inspirant d'écrits sur le DD (Gagnon, 1994; Gould et al., 1993; Sadler et Jacobs, 1990), la gouvernance (Gagnon, 2001; Hamel, 1999, 2003; Juillet et Andrew, 1999; Mormont et al., 2001; Theys, 2003) ainsi que sur la justice environnementale et les risques, nous définissons le développement durable comme étant :

- un processus de négociation sociale des choix de développement qui prévient la formation de *paysages de risques* (iniquité sociale, problèmes environnementaux) et, plutôt, conduit à l'adoption de décisions et de conduites assurant la pérennité écologique et la vitalité des communautés territoriales au regard de leurs conditions de vie, de leur dynamique culturelle et de leurs capacités de gouvernance.

En somme, la thèse doctorale propose de situer la question du paysage dans une perspective plus large de développement durable. Un tel exercice, liant deux champs de recherche généralement conçus comme étant indépendants, est exigeant à maints égards. Il n'est cependant pas exclusif à l'objet d'étude du paysage. Et, même, ne s'agit-il pas là d'une tendance de fond obligée par le paradigme du développement durable ? Notre position épistémologique et théorique étant précisée, le chapitre suivant expose comment nous entendons relever les défis conceptuels et méthodologiques posés par ce projet.



### CHAPITRE TROIS

#### ANCRAGE ÉPISTÉMOLOGIQUE, STRATÉGIE DE RECHERCHE ET MÉTHODOLOGIE

Les objectifs et ambitions affichés dans les chapitres précédents, notamment celui de lier paysage et développement durable dans une perspective multidisciplinaire, demeurent à l'état de vœu pieux tant qu'ils ne sont pas traduits dans une démarche opératoire de recherche. Ce passage de la théorie à l'empirie est crucial et difficile car il comporte plusieurs décisions qui soit renforceront la construction intellectuelle ou soit la fragiliseront. Le chapitre trois rend compte de ces décisions d'ordre méthodologique. Globalement, la stratégie de recherche mise sur l'étude de cas, réalisée selon la perspective de la *grounded theory*<sup>77</sup> constructiviste (point 3.2). La stratégie, fondamentalement compréhensive et heuristique, est ensuite traduite dans cinq grandes étapes de recherche et des outils méthodologiques «appliqués» (point 3.3).

Mais d'abord, précisons l'ancrage épistémologique de la recherche. Bâti sur les traditions de la recherche qualitative, il s'inspire du paradigme sociologique du *constructivisme social* et de la théorie de l'*interactionnisme symbolique* (point 3.1). Ce positionnement épistémologique oriente le cadre d'observation et d'analyse (point 3.3).

---

<sup>77</sup>Certains auteurs traduisent cette expression par les termes de «théorie ancrée». Nous retenons tout de même la terminologie originale qui nous semble largement utilisée dans le milieu francophone.

### 3.1 ANCRAGE ÉPISTÉMOLOGIQUE : *CONSTRUCTIVISME SOCIAL ET INTERACTIONNISME SYMBOLIQUE*

Notre travail s'inscrit dans la tradition des études interprétatives et qualitatives. Un tel ancrage épistémologique s'impose pratiquement, dans la suite de la définition adoptée précédemment pour le paysage, notre principal objet d'étude. En effet, la nature même du paysage, comme construit social et culturel, implique qu'il soit défini par les acteurs. L'approche qualitative semble alors plus appropriée. La spécificité de cette approche, par rapport à une approche quantitative, ne réside pas tant dans le fait que les données ne soient pas numériques — car elles pourraient être traitées de cette façon. Elle se situe plutôt au niveau de l'objectif de la démarche, qui est de comprendre le sens et de «*découvrir les liens entre les faits accumulés*» (Deslauriers, cité dans Comeau, n.d. : 6) à l'aide d'une étude en profondeur d'une situation ou d'un phénomène social.

Rappelons brièvement que les études interprétatives et qualitatives se sont développées dans les années 70, en opposition au paradigme positiviste dominant alors les sciences sociales. Elles se situaient également en rupture par rapport à une certaine idée de la science, conçue comme objective et indépendante par rapport au sujet. Denzin et Lincoln (2000) distinguent actuellement quatre paradigmes dominants en recherche qualitative, soit le positivisme, le post-positivisme, le constructivisme et la recherche-action (*participatory action*). Les auteurs observent toutefois que «*les lignes de frontières séparant ces paradigmes et perspectives ont commencé à s'estomper*» depuis les années 90 (2000 : 157). Schwandt fait d'ailleurs remarquer que la «*tendance à catégoriser et labelliser les perspectives théoriques compliquées comme étant ceci ou cela*» est une particularité de la sociologie américaine (2000 : 205). Notre recherche n'appartient pas formellement à la discipline sociologique, mais elle y puise tout de même quelques références théoriques, tout d'abord au niveau de la position épistémologique.

Notre recherche peut être associée au paradigme dit du *constructivisme social* (Berger et Luckmann, 1996). Ce paradigme sert d'ancrage à nombre de chercheurs en sciences socia-

les, qui étudient notamment les impacts sociaux et la perception du risque (*cf.* Irwin et *al.*, 1999). Dans le domaine du paysage, il est possible de situer plusieurs auteurs dans ce paradigme au regard des prémisses sous-jacentes à leur travail, notamment ceux axés sur les représentations (*cf.* chapitre précédent, point 2.1.2). Néanmoins, les auteurs l'affirment rarement de façon explicite. Une exception notable apparaît dans un article signé par Greider et Garkovich (1994). Les chercheurs y exposent, de façon claire et détaillée, leur cadre théorique sur le paysage mariant les perspectives du constructivisme, de l'interactionnisme symbolique et de la phénoménologie. Notre position s'inspire fortement de cette proposition de Greider et Garkovich. L'examen, dans les pages suivantes, des principaux postulats du constructivisme et de l'interactionnisme permet de comprendre les motivations menant aux choix méthodologiques appliqués (point 3.3).

### 3.1.1 LE CONSTRUCTIVISME SOCIAL : QUELQUES POSTULATS

Les fondations philosophiques du constructivisme social se situent dans les travaux précurseurs de Schutz, Weber, Mead, Blumer, Winch, Heidegger, Gadamer, Geertz, Ricoeur, Gergen, Goodman, Guba et Lincoln selon Schwandt (cité dans Denzin et Lincoln, 2000, p. 158). Rappelons-en les principaux postulats.

Un premier postulat du constructivisme est de considérer que les différents savoirs font l'objet de *négociations sociales* avant de s'imposer comme des référents et des normes servant à qualifier le monde et les situations changeantes. En d'autres termes, les savoirs des acteurs sociaux se construisent dans des rapports d'intersubjectivité qui sont, par essence situés et spécifiques. En ce sens, comme le résume Schwandt, «*le savoir n'est pas désintéressé, apolitique et exclus de dimensions affectives et faisant partie de l'expérience humaine mais, plutôt, il est dans un certain sens idéologique, politique et pénétré de valeurs*» (2000 : 198, traduction libre).

Une telle conception du «*savoir transactionnel*»<sup>78</sup> a plusieurs conséquences épistémologiques. Entre autres, elle questionne le rapport à la science et l'idée même de la vérité : la vérité existe-t-elle indépendamment du sujet? Pour les constructivistes, la réponse est non. La science implique toujours une part de subjectivité qu'il importe de reconnaître et de tenter de mettre en perspective. Dans cette suite, il existe une multiplicité de savoirs et de «vérités» portés par les divers acteurs sociaux et, qui plus est, directement liés à la question du pouvoir. «*Le savoir est socialement et politiquement construit*» soutient Denzin (2001 : 51). La «vérité (...) émerge de la relation entre les membres d'une communauté d'intérêts», affirme Lincoln (cité dans Lincoln et Guba, 2000 : 177). La «vérité», selon les constructivistes, serait donc «relative» et mouvante.

Ce principe de la diversité et de la relativité des points de vue a été vivement critiqué. Il a souvent été interprété comme un refus des constructivistes de vouloir *objectiver* et de nier la «concrétude» des choses. Selon les critiques, un *relativisme* excessif comporterait un risque social, dans le sens où des scientifiques pourraient sembler endosser des positions jugées non responsables face à la réalité matérielle des territoires. Par exemple, l'américain Frédérick Buttle, un des pionniers de la sociologie de l'environnement, a été maintes fois accusé de ne pas reconnaître l'existence de changements environnementaux, critiques cependant qu'il a toujours vigoureusement réfutées.

Un autre reproche adressé aux constructivistes est de négliger la question du pouvoir par le biais d'une analyse trop microsociologique ou trop relativiste qui exclurait d'autres dimensions comme les conditions structurelles du système plus global. Pour dépasser ces limites, Martin et Richards (1995) suggèrent de compléter le cadre d'analyse en intégrant des apports d'autres perspectives de recherche, plus critiques (ex. : mouvements sociaux, structuralisme). C'est dans cette optique que nous nous inspirons des travaux sur la justice environnementale, plus pertinente à l'objet de nos travaux (voir point 2.2.2).

---

<sup>78</sup> Lincoln and Guba, cité dans Denzin and Lincoln, 2000, p. 158.

Le paradigme du constructivisme social implique que le savoir et les significations accordées par les acteurs au monde qui les entoure ne sont pas donnés une fois pour toutes. Ils sont nécessairement négociés, en lien avec le contexte social, historique, géographique et politique dans lequel ils s'insèrent. La mise en contexte s'avère donc un premier impératif méthodologique du constructivisme. Dans une perspective plus appliquée, la théorie de l'interactionnisme symbolique et la perspective culturelle sous-jacente apportent un éclairage complémentaire aux fondements épistémologiques du constructivisme social.

### **3.1.2 L'INTERACTIONNISME SYMBOLIQUE : CONSTRUIRE LA SIGNIFICATION DANS DES RAPPORTS D'INTERSUBJECTIVITÉ**

En 1937, Herbert Blumer (1900-1987) développe la terminologie de l'«interactionnisme symbolique». Celle-ci permet de populariser la théorie qui, depuis, a été reprise par d'autres chercheurs et développées dans diverses théories apparentées<sup>79</sup>. De fait, Blumer offre une synthèse et une formalisation des travaux de Georges Herbert Mead (1863-1931), son prédécesseur de l'École de Chicago. Historiquement, la théorie de l'interactionnisme s'appuie sur l'héritage des travaux précurseurs de Max Weber, Georges Simmel et Alfred Schultz (phénoménologie). Blumer définit l'interactionnisme symbolique comme étant *«l'étude des manières dont les personnes font du sens de leurs situations de vie et des façons dont ils font leurs activités, en conjonction avec les autres, sur une base quotidienne»* (Prus, 1996 : 10). Comme le paradigme constructiviste, l'interactionnisme symbolique se situe aussi en rupture par rapport au paradigme positiviste. Examinons plus avant comment cette théorie sociologique prend ses distances en ce sens pour ensuite préciser ses grands postulats.

#### **3.2.1.1 LE MOTIF DE L'ACTION SOCIALE : LA RÉALITÉ OU SA REPRÉSENTATION?**

Les interactionnistes se distinguent des positivistes et des structuralistes sur plusieurs points. D'abord, ils considèrent que ce ne sont pas tant les structures et les conditions objectives qui influencent les comportements humains mais plutôt la perception et la représen-

tation que s'en font les acteurs. Une telle conception des rapports sociaux expliquerait pourquoi un groupe d'acteurs peut choisir de s'opposer à un autre lors d'une situation donnée alors qu'il peut, à un autre moment, s'associer à ce même acteur<sup>80</sup>. C'est d'ailleurs en ce sens que certains experts en évaluation des impacts sociaux font l'hypothèse que les négociations sociales entourant les changements apportés par des projets, programmes ou politiques portent fondamentalement sur la *signification* du changement. Ainsi, à partir du cas de l'implantation d'une usine de production d'énergie hydroélectrique, Greider et Little (1988, p. 54) montrent que le conflit social émerge lorsque divers membres de la communauté rurale ont des interprétations divergentes des changements «matériels». La signification du changement devient donc un enjeu à maîtriser parce que l'acteur qui réussira à imposer son interprétation du changement réussira aussi à imposer les changements matériels tels qu'il les souhaitent (Greider et Garkovich, 1994).

Dans cette perspective, les interactionnistes ne se contenteront pas, sur le plan méthodologique, de confronter le discours et les pratiques. Ils chercheront en plus à comprendre comment les discours sont convoqués par les acteurs pour justifier ou expliquer les pratiques et décisions (Prus, 1996, p. 13), puis comment les pratiques modifient, en retour, les discours et représentations. Ce ne sont pas tant les contradictions que leurs interactions qui intéressent. Pour les interactionnistes, donc, la question de la signification sociale accordée par les acteurs devient centrale dans la recherche, tout comme l'étude des valeurs, croyances et points de vue divers. Par ailleurs, il ne faudrait pas conclure que les interactionnistes ignorent l'existence d'une réalité objective et des conditions structurelles, comme le prétendent certains critiques. Blumer a, au contraire, insisté sur ce qu'il décrit comme étant la «dure réalité» (*obdurate reality*) (*ibid.* p. 12). Plutôt, ils relativisent celle-ci, insistant sur le fait qu'elle est perçue par les acteurs à travers leurs interactions et, donc, qu'elle est socialement et historiquement construite.

---

<sup>79</sup> Entre autres, celle d'Erving Goffman sur l'approche «dramaturgique» et celle de «l'interactionnisme interprétative» de Norman Denzin (2001).

<sup>80</sup> À titre d'exemple, dans le cas québécois à l'étude, les Jeannois se sont opposés à la multinationale Alcan dans les années 80 concernant sa gestion du niveau du lac Saint-Jean. Au contraire, dans le projet *Usine Alma*, les deux parties ont, dès le départ, travaillé dans une perspective partenariale.

Les interactionnistes se distinguent aussi des structuralistes sur le plan des *résultats attendus*. L'objectif des observations empiriques n'est pas de proposer une théorie explicative qui soit généralisable. Il s'agit plutôt de comprendre le processus d'«objectivation» à l'œuvre. En d'autres termes, comment les acteurs, à travers leurs interactions, en viennent-ils à s'entendre sur une représentation stable d'une réalité et à dégager des lignes de conduite? Cette compréhension peut ensuite être formalisée dans des concepts «*trans-contextuels*» illustrant les processus sociaux à l'œuvre dans un cas spécifique, concepts qui pourraient être repérés dans d'autres situations et réutilisés dans d'autres analyses (Charmaz 2000; Prus, 1996). L'apport théorique se situe donc au niveau de la compréhension des processus sociaux. Les postulats fondant l'interactionnisme symbolique permettent de mieux saisir la perspective proposée par cette théorie.

### 3.2.1.2 POSTULATS DES THÉORIES INTERACTIONNISTES

Un des postulats fondateurs des théories interactionnistes est que «*la vie humaine est collective; dans son essence, elle est profondément intersubjective*» (Prus, 1996 : 10, traduction libre). De façon plus précise, «*l'expérience humaine est enracinée dans les significations, les interprétations, les activités et les interactions des personnes*» (*ibid.* : 9). Dans l'ensemble, Prus (1996, p. 15-17) détermine sept prémisses fondatrices des théories interactionnistes selon lesquelles la vie du genre humain est : intersubjective, composée de multiples perspectives, réflexive, basée sur l'action et des pratiques, négociable, relationnelle et tel un processus continu.

Découlant de ces postulats, la mise en contexte des rapports sociaux s'avère impérative. Comme le résume Robert Prus : «*Les êtres humains tirent leurs essences (sociales) des communautés dans lesquelles ils sont situés, et les communautés humaines sont contingentes du développement de symboles et de langages partagés (ou reconnus intersubjectivement)*» (1996 : 10, traduction libre). De telles significations partagées permettent de construire des représentations et des consensus stables par rapport à certains éléments de la quotidienneté, voire d'alimenter un sens commun et une même conception du monde. Lorsque tel est le cas, c'est-à-dire lorsqu'il y a consensus par rapport à la représentation d'un certain

objet, celui-ci apparaît réel et objectif aux acteurs (*ibid.* p. 15). Il est alors pris pour acquis et comme allant de soi<sup>81</sup>.

### **Le sens partagé pour guider l'interprétation du monde et les actions**

L'ensemble des représentations se constitue en une sorte de savoirs et de connaissances spécifiques qui guident les acteurs dans leur interprétation du monde (*ibid.*, p. 10). Ces savoirs permettent aussi de développer des lignes de conduite (*ibid.*, p. 13) et des pratiques, notamment face à des contextes de changement et d'incertitude. Nous considérons ces représentations et savoirs, dans la recherche, par le biais du concept de *culture*. Celle-ci est définie comme un ensemble de valeurs, normes, croyances, représentations et significations intégrées dans une rationalité rendant intelligible le monde pour ceux qui la partagent<sup>82</sup>.

La culture s'incarne dans des pratiques sociales concrètes, touchant divers aspects de la quotidienneté et des modes de vie : langue, coutumes, art culinaire et vestimentaire, habitat, traditions de sociabilité et de récréation, modes d'occupation du territoire, etc. Elle se transmet entre les membres à travers le temps, par le biais d'interactions sociales.

Selon cette définition large, en accord avec la théorie de l'interactionnisme symbolique, la culture constitue une dimension fondatrice de la communauté, voire une condition essentielle pour assurer sa pérennité et son développement. Selon Alain Lipietz, «*la culture est à la fois le résultat et la condition préalable de la reproduction de la société*» (2000 : 277-

---

<sup>81</sup> À ce titre, nous pourrions penser à l'expression «la belle usine», utilisée par nombre d'Almatois rencontrés pour qualifier le projet Usine Alma. Sachant que la représentation traditionnelle des usines comporte habituellement nombre de connotations négatives (pollution, rapports de domination, etc.), cette qualification locale semble d'autant plus significative qu'elle s'inscrit en faux par rapport à cette représentation dominante. Nous pourrions la voir comme révélatrice d'une certaine représentation du projet Usine Alma, construite dans le temps entre des acteurs sociaux (Ville, citoyens, compagnie), et maintenant intégrée aux regards locaux.

<sup>82</sup> En s'inspirant de LeVine (1984), Richard Stoffle définit ainsi le concept de culture: «*The concept of culture (...) implies that a phenomenon is shared in that it represents a consensus on a wide variety of meanings among members of an interaction community; that it is connected and ultimately comprehensible only as a part of a larger organization of beliefs, norm, and values; that people who share a culture make sense of new information in terms of a cultural rationale which is found on a single formula*» (2000 : 198-199).



279). Elle joue une double fonction dans les sociétés / communautés. Elle permet d'une part d'assurer leur *stabilité / reproduction*, notamment en régulant les pratiques de ses membres et en assurant les liens entre le passé, le présent et le futur. D'autre part, elle participe à leur *évolution*, en adaptant et intégrant les changements externes au collectif (*ibid.*, p. 279). La culture constitue ainsi le ferment permettant à une société / communauté de se reproduire, de s'adapter, de s'actualiser notamment à la suite de changements plus ou moins importants. À l'extrême, en cas de changements trop importants, l'impossibilité de s'adapter signifierait alors une rupture culturelle et, par extension, la modification voire la mort de la communauté d'origine ou, peut-être, la naissance d'une nouvelle.

Eu égard à notre problématique de recherche faisant référence au rapport au territoire potentiellement modifié ou influencé par l'industrialisation, le concept de *culture paysagère* s'avère pertinent. Celle-ci renvoie aux modèles de pensée structurant les rapports entre les sociétés et leurs territoires. Comme postulé dans le paradigme culturel, «voir le paysage» serait foncièrement une pratique sociale historiquement datée et située, et découlant de rapports d'intersubjectivité. C'est dire que l'usager ne saisit pas le territoire et la nature dans leur matérialité objective, mais qu'il les perçoit plutôt à travers une série d'intermédiaires, voire de filtres sociaux et symboliques. Le territoire, sous le regard qualifiant, est chargé de sens et devient alors paysage. Selon les tenants de l'école des représentations en paysage, la culture paysagère repose sur une combinaison de pratiques et références individuelles, locales et plus universelles. Plus exactement, dans la suite des travaux d'Epstein (1981), de Cadiou et Luginbühl (1995) et de Cloarec (1995), la culture paysagère est définie comme :

- des manières acquises et transmises de voir, de percevoir et de se représenter l'espace qui créent un système de représentations partagées. La culture paysagère assure plusieurs fonctions. D'une part, elle forme un cadre de référence commun pour les membres qui la partagent, leur permettant d'interpréter et de rationaliser des phénomènes à l'œuvre dans leur territoire et donnant à ce dernier une intelligibilité et un sens. D'autre part, elle assure une fonction de régulation et de reproduction en tissant «des liens culturels» et en transmettant des «valeurs et traditions» (Epstein, 1981 : 54).

S'appuyant sur les capacités réflexives des acteurs, la culture paysagère participe à divers processus sociaux dans lesquels le rapport à la nature et au territoire peut avoir une place importante. Pensons à l'appartenance territoriale, à la valorisation patrimoniale, à la construction identitaire et à la cohésion sociale. De tels processus sont considérés comme déterminants des capacités de mobilisation sociale et des dynamiques de développement (Klein, 1997). En ce sens, mieux comprendre la culture paysagère, ou le processus d'interprétation sociale des paysages industriels, pourrait être utile à la gouvernance territoriale et au suivi social et environnemental.

### **L'objet d'intérêt : les dynamiques sociales donnant sens aux actions**

Par ailleurs, la culture n'est pas statique. Au contraire, elle est mouvante, issue de processus foncièrement dynamiques. D'abord, les interactions impliquent que la signification est négociée entre les acteurs en présence. D'une part, ces rapports s'inscrivent dans un contexte spécifique, potentiellement changeant, selon des intensités plus ou moins marquées. D'autre part, ils sont dépendants de la capacité réflexive des acteurs. En d'autres termes, la construction d'une signification commune repose sur la capacité des acteurs à énoncer, communiquer et accueillir le propos (Prus, 1996, p.12-3). La réflexivité est donc, par essence, expérimentée sur un mode dialectique à travers les interactions sociales (*ibid.*, p. 17) et renvoie aux capacités de tous les acteurs participant à l'échange. C'est pourquoi, sur le plan méthodologique, l'observation du discours dans le contexte (*talk-in-interaction*) constitue un lieu d'investigation privilégié pour les interactionnistes, tout comme les processus réflexifs liés à l'identification et à la représentation des expériences partagées avec les autres (*ibid.*, p. 12). La méthode de l'observation participante est donc privilégiée en ce sens.

Une autre raison explique le caractère dynamique de la culture : son lien avec l'action. En effet, les représentations, significations, symboles et autres sont intrinsèquement liés aux pratiques des acteurs et à l'action sociale. Comme l'explique Prus (1996, p. 14), les acteurs agissent par rapport à un objet (acteur, situation, événement, etc.) en accord avec les significations qui lui sont accordées mais, en retour, l'action peut influencer la signification initiale de l'objet. Il y a donc un va-et-vient continu entre les pratiques sociales et l'univers des

significations. Ainsi, les interactionnistes porteront leurs investigations, comme le suggère Blumer, sur trois principaux processus sociaux concomitants : 1) l'interprétation, 2) l'interaction et 3) l'action (Prus, 1996, p. 249).

### 3.1.3 POUR LA RECHERCHE SUR LES PAYSAGES INDUSTRIELS

Dans notre recherche sur les paysages industriels, le paradigme du constructivisme social s'impose pratiquement, en lien avec la définition de paysage adoptée. Rappelons que le paysage, principal objet d'étude, a été défini précédemment comme étant la qualification symbolique du territoire, conçue par des acteurs sociaux selon un rapport réflexif (*cf.* chapitre 2, point 2.3.1).

La théorie de l'interactionnisme symbolique nous invite quant à elle à porter une attention particulière à la signification. En effet, elle constitue un enjeu social de première importance puisque, selon la perspective interactionniste, l'acteur qui réussira à imposer son interprétation de la réalité réussira aussi, en retour, à imposer des changements matériels à cette réalité. Dans notre cas, il s'agit principalement des significations accordées aux changements engendrés par la présence de grandes unités de production industrielle dans le territoire de vie de petites collectivités. Cette signification, par ailleurs, est conçue comme étant négociée entre des acteurs sociaux, à travers des rapports d'intersubjectivité qui sont historiquement, géographiquement et politiquement situés. C'est pourquoi une attention spéciale est prêtée à la façon dont les acteurs tentent d'influencer cette signification accordée aux paysages d'industries. Comme suggéré par Greider et Garkovich (1994), il s'agit d'examiner les conduites d'acteurs pour déterminer qui agit, qui négocie, quelles significations sont retenues, bref, qui a la «*capacité d'imposer une définition particulière de la réalité*» (1994 : 20).

Dans le contexte étudié de rapports de pouvoir asymétriques et en lien avec la perspective de justice environnementale (point 2.2.2), la recherche tente entre autres de voir si les gran-

des multinationales utilisent le paysage, comme une unité porteuse de significations. Le paysage sert-il à imposer symboliquement une certaine interprétation des changements découlant de la présence industrielle et qui sont vécus par les populations locales et, par extension, pour décider de changements matériels?

En ce sens, tout en considérant le paysage comme construit social et culturel, les dimensions concrètes du territoire ne sont pas exclues du cadre d'analyse. Comme affirmé dans notre définition, la qualification symbolique se nourrit de *pratiques* sociales significatives liées au territoire (vécu, souvenirs, événements, etc.), tout en s'appuyant sur des *formes* matérielles et visibles comme éléments de médiation. Cette définition rejoint la proposition des interactionnistes, qui suggère d'investiguer trois principaux processus sociaux concomitants relevant de 1) l'interprétation 2) de l'action et 3) de l'interaction. Cette articulation des processus sociaux autour de trois pôles inspire la construction du cadre d'analyse et la démarche de recherche proposé plus avant (point 3.3). Mais d'abord, précisons la stratégie de recherche retenue.

### 3.2 STRATÉGIE DE RECHERCHE : ÉTUDES DE CAS

En lien avec la position épistémologique décrite précédemment qui s'intéresse à la question de la signification, la stratégie de recherche privilégiée est fondamentalement qualitative, compréhensive et heuristique. Elle consiste à documenter deux études de cas puis à «modéliser» les observations pour rendre «possible une certaine lecture et interprétation de l'espace étudié» (Gumuchian et Marois, 2000 : 189)<sup>83</sup>. Dans la présente recherche, l'étude de cas est comprise comme une «enquête empirique qui étudie un phénomène contemporain dans son contexte de vie réelle, où les limites entre le phénomène et le contexte ne sont

---

<sup>83</sup>Comme l'expliquent Gumuchian et Marois «la modélisation est un moyen d'explicitier la représentation de la réalité» (2000 : 189). Comme «construction consciente», elle ne prétend donc ni s'y substituer, ni la représenter dans sa totalité. Elle consiste à trier «dans les informations celles qui apparaissent les plus pertinentes par rapport aux hypothèses initiales» (ibid.).

*pas nettement évidentes, et dans lequel des sources d'informations multiples sont utilisées»* (Yin cité dans Hamel, 1997 : 10). En d'autres termes, résume J. Hamel, l'étude de cas est une *«approche [de recherche] qui englobe diverses méthodes de collecte et d'analyse des informations recueillies»* (1997 : 114).

La stratégie de l'étude de cas s'avère particulièrement pertinente dans un contexte de pratiques nouvelles. Tel est le cas du suivi appliqué aux évaluations environnementales, dans une perspective de gouvernance territoriale, un champ en construction depuis moins de dix ans (*cf.* chapitre 1, point 1.2). De même, l'examen exhaustif de situations données est nécessaire pour comprendre certaines problématiques et dynamiques sociales. En environnement par exemple, Blowers et Leroy soulignent la contribution spécifique des études de cas par rapport à des enquêtes d'opinions. Ces dernières aident certes à comprendre les opinions et attitudes, mais pas les comportements (1994, p. 200). Les études «contextualisées» par contre, affirment Blowers et Leroy, peuvent éclairer les *«processus sociaux et politiques»* entourant des conflits environnementaux liés à certaines activités industrielles qui, autrement, *«demeureraient cachés»* (*ibid.*). Ce second point du chapitre décrit d'abord sur la base de quels critères les cas ont été choisis (point 3.2.1), puis la façon dont ils ont été documentés, inspirée de la théorie «ancrée» (point 3.2.2).

### **3.2.1 LES CAS RETENUS : DEUX COMMUNAUTÉS ACCUEILLANT UNE ALUMINERIE**

Un des principaux critères pour évaluer la qualité d'une étude de cas concerne la représentativité du terrain choisi par rapport à l'objet d'étude. Rappelons que la présente recherche s'intéresse aux rapports entretenus entre des communautés territoriales et de grandes firmes productives. Elle vise à mieux comprendre les processus de négociation sociale ayant lieu lors d'implantation et d'opération de mégaprojets industriels, plus exactement relativement à l'enjeu du paysage. Dans le contexte historique «contemporain», des outils de négociation formels ont été mis en place en ce sens. L'évaluation environnementale est un de ces outils qui, par le biais de divers procédures, encadre les négociations concernant diverses phases

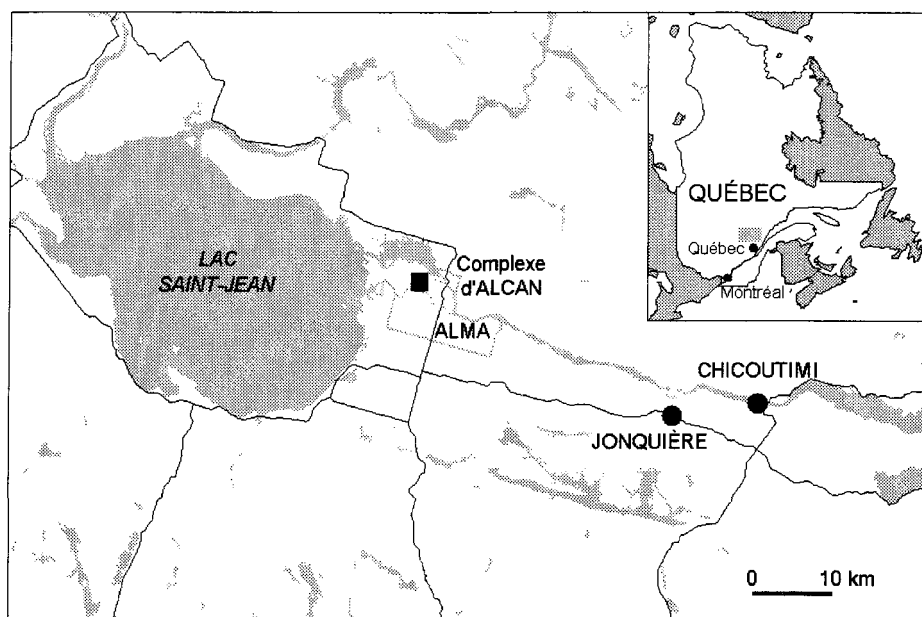
du cycle de vie d'une unité productive, depuis sa planification jusqu'à sa fermeture et la décontamination du site.

La problématique ainsi que l'inscription de la recherche dans un programme plus vaste ([www.uqac.ca/msiaa](http://www.uqac.ca/msiaa)), orientent déjà le choix des cas. Dès le départ, le cas de la collectivité québécoise d'Alma (région Saguenay–Lac-Saint-Jean), où la multinationale Alcan construisait son plus récent complexe d'aluminium de première fusion, s'imposait (*cf.* figure 2). Par ailleurs, comme le souligne Gagnon (2002), ce cas est pertinent car, *«la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, dont le développement est axé historiquement sur l'exploitation des ressources naturelles, est un microcosme exceptionnel du point de vue de la recherche sur les rapports sociaux et spatiaux entre grande entreprise, État et communautés locales»*. Enfin, rappelons que ce complexe d'Alcan était un des deux premiers grands projets industriels à être soumis à l'ensemble de la procédure québécoise d'évaluation environnementale, ce qui en faisant un précédent «historique».

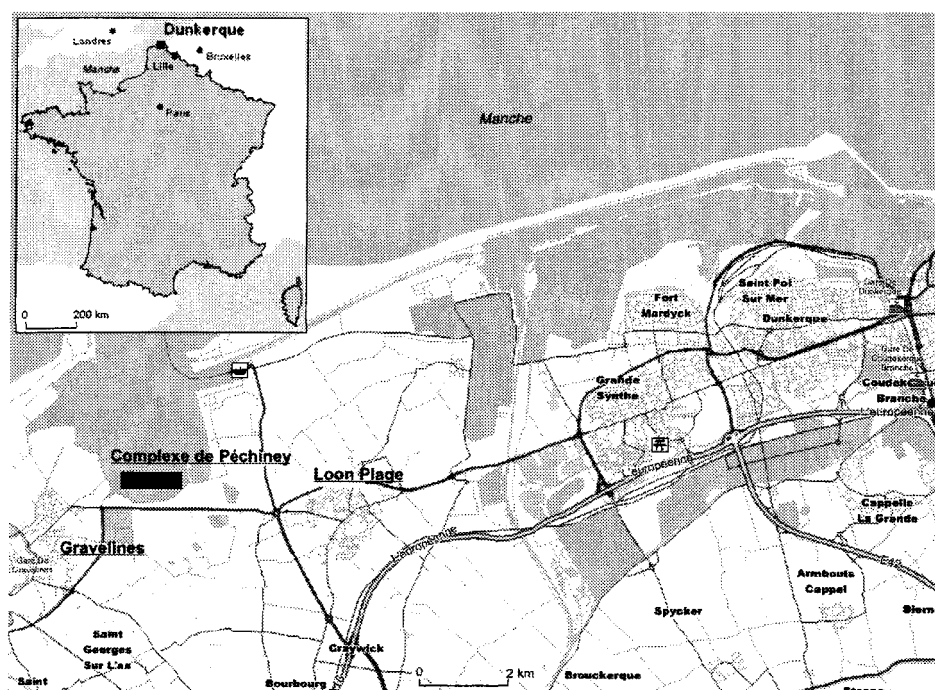
Le défi était ensuite de trouver une seconde région où est présent un complexe de production d'aluminium primaire qui a été soumise à la procédure d'ÉE et qui a fait l'objet de mesures de suivi. Ce dernier critère signifie que le complexe devait être relativement récent car le suivi est une pratique datant d'au plus une dizaine d'années. De plus, faut-il souligner, de telles industries lourdes ont tendance à être construites dans d'autres régions du monde depuis le début des années 90 (Chine, Australie, Afrique du Sud), ce qui pourrait soulever des difficultés en termes d'accès, mais aussi de comparaison entre des contextes culturels différents. La communauté urbaine française de Dunkerque, faisant partie de la région du Nord–Pas-de-Calais, ressortait donc comme un choix valable compte tenu de ces divers critères (voir figure no 3).

### Figures no 2 et 3

Cartes de localisation des deux cas à l'étude : les villes d'Alma, au Saguenay-Lac-Saint-Jean (Québec) et de Dunkerque, au Nord-Pas-de-Calais (France)



Auteur : Réal Beauregard, UQAC



Sources : <http://www.mappy.fr/>

Auteure : Emmanuelle Arth

Les deux régions, outre le fait qu'elles accueillent des alumineries récentes, offrent également plusieurs similarités du point de vue de leur trajectoire de développement. D'abord, il s'agit de deux régions industrielles «éloignées» des centres décisionnels nationaux (Québec / Ottawa et Paris). Elles s'appuient toutes deux sur un modèle historique de développement exogène, impulsé principalement par de grandes entreprises multinationales et l'État – sur ce point, surtout dans le cas français. Leur position économique est difficile depuis les années 80, suite à des pertes d'emplois importantes découlant de la modernisation et de la restructuration d'activités industrielles lourdes. «Vulnérables», «fragiles», «dépendantes», «en crise», sont autant de qualificatifs utilisés par les acteurs et les analystes pour décrire ces régions. Sur le plan sociologique, les deux collectivités à l'étude partagent aussi des similitudes. Soulignons seulement leurs fortes traditions de mobilisation des groupes syndicaux, écologistes et associatifs. Traditionnellement axés sur de grands conflits, les rapports entre ces groupes d'acteurs et les grandes entreprises productives se jouent davantage, depuis deux décennies, sur un mode de négociation «partenariale». Ce mode partenarial s'exprime entre autres dans diverses structures de concertation mises en place dans les années 90, concernant les questions environnementales notamment. Des mécanismes originaux sont nés de ces expériences, particulièrement nombreuses à Dunkerque (Lesort et Dubuis, 1996).

Par ailleurs, il existe évidemment des différences entre les cas à l'étude. Deux méritent d'être soulignées car elles pouvant moduler des rapports particuliers entre les acteurs locaux et les deux géants de l'aluminium<sup>84</sup>. La présence historique du promoteur et de l'activité industrielle à Alma et leur relative jeunesse à Dunkerque constitue une première différence entre les deux régions. Dans le premier cas, la multinationale canadienne Alcan est présente dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean depuis plus de 75 ans et depuis plus de 50 ans à Alma même. On peut donc dire que par l'implantation du mégacomplexe *Usine Alma*, la compagnie consolide ses activités locales et régionales. À l'opposé, dans le second cas, la multinationale française Pechiney opère une seule aluminerie, une première dans la région. La seconde différence importante est que les complexes n'en sont pas au même stade de



leur cycle de vie. Au moment des entrevues, moins de deux ans d'activités de production pour *Usine Alma* (début des opérations en 2000) et neuf ans d'activité pour *Aluminium Dunkerque* (1992). En lien avec les pratiques d'évaluation d'impacts, il est possible de dire que le cas d'Alma a fait l'objet d'un suivi longitudinal en «direct», alors que la cueillette des données s'est déroulée pendant plus de six ans (1997-2003), au moment même où les changements s'effectuaient dans le milieu, au cours de trois phases d'implantation (planification, construction, démarrage). Dans le cas de Dunkerque, il s'agirait plutôt d'une évaluation *ex-post*, ayant été documenté alors que les changements suscités par l'implantation s'étaient produits depuis quelques années. Ce second cas offre la possibilité, en ce sens, de voir comment les changements se superposent et sont vécus à plus long terme. Ils sont désignés, dans le jargon de l'ÉE, comme des impacts «cumulatifs», et ils constituent un autre défi majeur pour le domaine (André et *al.*, 1999; Sadler et Jacobs, 1990).

### 3.2.2 LES CONTRASTES RÉVÉLANT LES SPÉCIFICITÉS

Au regard de ces différences, il ne s'agit PAS de faire une étude comparative au sens strict du terme, car au départ l'accessibilité aux deux terrains est fort différente. Cela a eu forcément une incidence sur la quantité de données disponibles et la finesse des observations et analyses. Ainsi, le cas d'Alma est beaucoup plus documenté à cause de son inscription dans un programme de recherche pluridisciplinaire et de sa plus grande accessibilité pour la chercheure. L'intention de documenter les deux cas vise plutôt à créer une sorte d'«effet miroir», dans le sens où les contrastes peuvent aider à mieux comprendre leurs dynamiques respectives et les processus à l'œuvre. Sur ce dernier point, les séjours à Dunkerque ont été particulièrement enrichissants pour la chercheure puisqu'ils lui ont permis prendre une distance d'avec le cas plus familier d'Alma, de «créer une tension vers l'objectivité» diraient Gumuchian et Marois (2000 : 186)<sup>85</sup>.

---

<sup>84</sup>Ces différences ressortent comme étant significatives après l'analyse des dynamiques sociales.

<sup>85</sup>Profitons de cette remarque pour dire que la chercheure est native de cette localité, même si elle n'y résidait plus depuis au moins 15 ans au moment de la recherche.

Pour ces diverses raisons, la thèse décrit de façon minutieuse le cas d'Alma, sous les angles de la dynamique territoriale (annexe B) et de l'observation des négociations entre les acteurs (chapitre 4). Cette description plus fouillée permet aussi une analyse détaillée pour répondre à la question de recherche sur la capacité de l'ÉE (chapitre 5). Le cas de Dunkerque est quant à lui rapporté de façon synthèse, dans l'annexe C. Cependant, la proposition théorique sur le processus de construction de la signification sociale du paysage (chapitre 6) est bâtie à partir des deux études de cas. De même, lors de la collecte des données, les deux études de cas ont été menées en parallèle, en s'éclairant mutuellement, selon l'approche de la *grounded theory*, tel que décrit ci-dessous en conclusion de ce point sur la stratégie de recherche.

### 3.2.3 LA GROUNDED THEORY : ALLER-RETOUR ENTRE THÉORIE ET EMPIRIE

La théorie ancrée, ou la *grounded theory*, est définie à la fois comme une approche de recherche et une technique d'analyse. Comme l'explique Charmaz, «*les méthodes de la théorie ancrée comportent des lignes directrices systématiques pour colliger et analyser les données, pour construire des cadres théoriques intermédiaires qui expliquent les données colligées*» (2000 : 509, traduction libre). L'auteure distingue deux écoles de pensée liée à la *grounded theory*. La première, dite positiviste, est associée à certains chercheurs précurseurs comme Barney G. Glaser et Anselm Strauss. Quant à la seconde, elle la nomme *constructiviste*. Selon Charmaz, les deux écoles ont des positions différentes – quoique parfois subtiles – notamment concernant la conception du réel. Pour les positivistes, il est possible, pour un observateur neutre, de découvrir une réalité externe objective. En ce sens, les résultats de la recherche *sont* le réel. Pour les constructivistes, les résultats de recherche demeurent une forme de *reconstruction* du réel. Pour reprendre les mots de Gumuchian et Marois, toute «*réalité spatiale*», même très finement documentée, demeure une «*construction théorique*» (2000 : 187). Notre travail s'inscrit dans cette approche.

La démarche de la *grounded theory* s'appuie souvent sur la tradition ethnographique pour construire le corpus de données. En ce sens, la documentation fine de cas est particulièrement privilégiée, à l'aide de trois grands outils de cueillette de donnée que sont : l'observation participante, les entrevues et l'analyse documentaire. En lien avec l'objet de recherche des constructivistes, soit les significations portées par les acteurs sociaux, la connaissance fine du milieu à l'étude est importante. Cependant, l'«immersion» du chercheur dans le milieu d'étude n'est pas ici aussi importante que ne l'exige traditionnellement l'ethnographie. Cette limite est cependant fréquente dans les recherches contemporaines, alors que diverses contraintes rendent difficile l'exercice d'une observation participante s'exerçant dans la longue durée (Prus, 1996; Charmaz, 2000). Soulignons toutefois que nos observations à Alma sont relativement longues, s'étant déroulées sur plusieurs années et par le biais de diverses méthodes d'enquête, décrites au point suivant.

La démarche de recherche est fondamentalement inductive mais inclut une part de déduction. Elle implique que les hypothèses de travail et les catégories d'analyse sont bâties, testées et revues au fur et à mesure de l'avancement de la recherche, à partir de la littérature, des observations empiriques et des activités de recherche combinées (Punch, 1998, p. 167). L'approche de la *grounded theory* est d'ailleurs utilisée par nombre d'experts en évaluation des impacts sociaux car, comme l'expliquent Branch et Ross (2000, p. 99), la spécificité des dynamiques sociales à l'étude rend difficile, sinon impossible l'application d'une théorie sociologique en amont, souvent trop «macro» pour être adaptée au contexte à l'étude. Les théories sont plutôt intégrées au fur et à mesure de l'avancement de la recherche, selon les besoins pressentis par les chercheurs. Cette même façon de faire s'applique à la collecte des données, c'est-à-dire que selon les besoins définis en cours de processus, le chercheur détermine plus précisément le type de données requis, de même que le moment pour cesser la collecte (phénomène de saturation). L'encadré suivant illustre, à l'aide de deux exemples, comment cette stratégie de la *grounded theory* a été appliquée dans notre recherche.

La stratégie étant exposée, les étapes de la recherche ainsi que les outils méthodologiques retenus sont examinés, en lien avec le cadre d'analyse et les questions de recherche.

### **Encadré no 5**

#### **Exemples d'utilisation de la stratégie de la *grounded theory* dans l'étude du cas québécois**

Un premier exemple montrant l'utilisation de la stratégie de la *grounded theory* concerne la préparation des entrevues collectives réalisées à Alma à l'hiver 2002, alors que nous étions presque à la fin de la collecte des données. Avant de construire le canevas d'entrevue, nous avons procédé à une première description «analytique» des entrevues individuelles réalisées à Dunkerque ainsi que des observations faites sur le comité de suivi d'Alma depuis alors plus de deux ans. Cette analyse «sommaire» a permis de dégager de premières hypothèses de travail qui ont pu être introduites et testées dans les entrevues collectives d'Alma à l'aide de thèmes de discussion et de questions spécifiques.

Entre autres, nous avons remarqué, lors des observations réalisées sur le comité CASE et lors d'entrevues individuelles, que la comparaison entre les performances environnementales de l'ancien complexe local devant être remplacé (Isle-Maligne) et celles attendues pour la future *Usine Alma* semblait un facteur déterminant dans l'évaluation favorable ayant été faite du dernier projet. Cet argument avait d'ailleurs souvent été mis de l'avant par la compagnie lors de la phase de planification. Or, d'autres sources documentaires tendaient plutôt à nuancer cette affirmation. Entre autres, le rapport du BAPE (1997) soulignait bien certaines améliorations concernant des types d'émissions atmosphériques mais il remarquait aussi les augmentations pour ce qui est d'autres types de polluants (ex. : CO<sub>2</sub>, HF, SO<sub>2</sub>). Devant deux informations en apparence contradictoires, on pouvait se demander pourquoi les Almatois semblaient avoir «privilegié» l'argument de la compagnie?

Ce questionnement nous a incité à mieux vouloir comprendre les liens entre les perceptions et les sources de connaissance liées à l'environnement. Pour ce faire, lors des entrevues, demandé aux répondants de se prononcer sur le fait qu'*Usine Alma* pollue plus, moins ou de manière égale à l'ancienne d'Isle-Maligne, puis d'expliquer les raisons qui motivent leur réponse. Deuxièmement, les répondants ont été invités à préciser, de façon individuelle à l'aide d'un questionnaire écrit, quelles sources ils avaient utilisées pour s'informer sur le projet Usine Alma (voir questionnaire, annexe D).

Mentionnons un second exemple montrant comment le terrain et les premières analyses nourrissent et dirigent la démarche de recherche. Lors des entrevues collectives à Alma, un résident avait livré un témoignage «touchant» concernant un incident environnemental survenue lors du démarrage d'Usine Alma et dont il avait été témoin. Selon ses propos, cette expérience, bien qu'unique, avait été très marquante, suffisamment pour modifier sa perception et sa représentation du complexe industriel. Il doutait dorénavant de sa «sécurité» et se posait désormais des questions sur sa santé et celle de ses enfants. Or, hormis ce témoignage, la question de la santé n'apparaissait pas comme un thème dominant du discours des Almatois alors, qu'au contraire, elle était presque toujours évoquée spontanément par les répondants Dunkerquois. Nous avons donc décidé de donner une place à cette question qui semblait déterminante dans les perceptions. Pour ce faire, nous avons entrepris de documenter le cas de l'incident environnemental survenu à Usine Alma à partir de diverses sources écrites et d'observations réalisées lors de deux réunions portant sur ce sujet (avec le comité CASE et avec des résidents affectés). La gestion de cet incident a ensuite été examinée dans la recherche comme un enjeu de la gouvernance et du suivi environnemental (chapitre 4, point 4.4).

### 3.3 CADRE D'OBSERVATION ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Le terrain abonde de données potentiellement utiles pour la recherche. Un premier défi consiste à définir celles qui s'avèrent les plus pertinentes, tout en tenant compte de diverses contraintes (accessibilité, budget, temps, connaissances, etc.). Comme le font remarquer Gumuchian et Marois, c'est la problématique qui guide les choix méthodologiques : les *«matériaux deviennent des informations [ou des données pour la recherche] lorsqu'ils acquièrent du sens par rapport à un questionnement précis»* (2000 : 190). Il y a donc un découpage du réel de fait en fonction d'une problématique.

Dans la présente recherche, la problématique est celle de la construction des *significations* accordées par des acteurs à l'endroit de paysages accueillant des unités de production industrielle. Dans une perspective interactionniste, la signification sociale est un enjeu fondateur des dynamiques de développement territorial. En effet, la théorie postule que les acteurs sociaux agissent en fonction de la signification qu'ils accordent à des phénomènes, ici l'industrialisation. C'est pourquoi ils cherchent à orienter les décisions entourant le projet industriel en tentant, notamment, d'imposer une certaine interprétation de la réalité. La recherche s'intéresse donc à cette dynamique d'interactions, où les acteurs négocient le devenir concret et symbolique du projet industriel et, partant, la qualité du territoire.

Plus exactement, à partir de deux études de cas, elle vise à comprendre comment les acteurs tentent de s'influencer mutuellement et en viennent à s'entendre sur des représentations communes et stables qui agissent ensuite comme cadre d'interprétation et de régulation face aux changements apportés par la grande industrie. C'est ce que la théorie interactionniste désigne comme les processus sociaux d'objectivation et que nous traduisons, eu égard à notre problématique, par le processus de construction de la signification sociale du paysage. Une question spécifique de la recherche est de savoir : comment se construisent les significations accordées aux paysages industriels dans un contexte de région fragile? La compré-

hension de ce processus permettrait, selon nous, de formuler des propositions appliquées pour améliorer la capacité de l'ÉE à intégrer l'enjeu social du paysage.

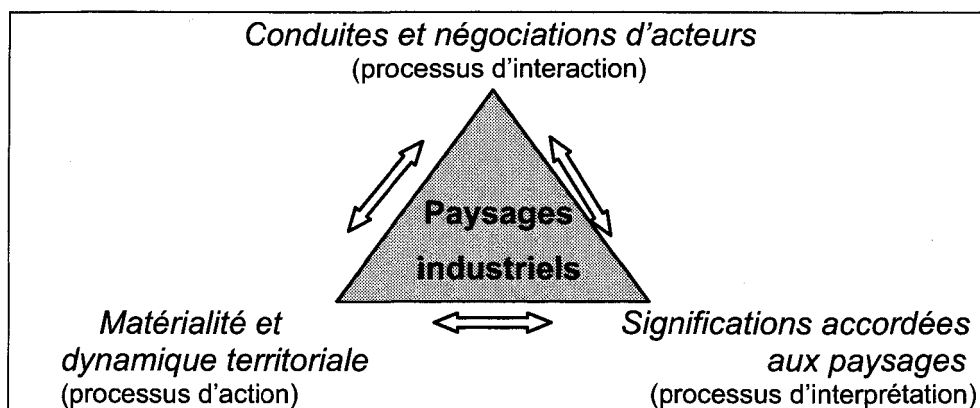
Dans sa théorie de l'interactionisme symbolique, Blumer suggère trois entrées principales pour comprendre les processus sociaux d'objectivation. Il s'agit de 1) l'action, 2) l'interaction et 3) l'interprétation. Nous les avons traduites par rapport à notre objet d'étude, les paysages industriels, dans trois notions qui structurent notre cadre d'observation (voir figure no 4). Il s'agit de :

- 1) la matérialité et la dynamique territoriale (processus d'action);
- 2) les conduites et négociations d'acteurs (processus d'interaction);
- 3) les significations accordées aux paysages (processus d'interprétation).

Ces notions font également référence aux trois paradigmes dégagés des écrits sur le paysage, respectivement territorial, politique et culturel (chapitre 2, point 2.1). Elles sont considérées comme fondamentalement complémentaires et même interdépendantes dans une conception globale et intégrée du paysage, posée dans une perspective humaniste et critique de développement durable (*cf.* chapitre 2, point 2.3). Enfin, ce cadre d'observation guide la démarche de recherche. Celle-ci est structurée en cinq étapes, décrites à tour de rôle dans les pages suivantes et résumées en fin de chapitre (tableau no 4).

**Figure no 4**

Cadre d'observation *interactionniste* des paysages industriels selon une perspective de développement durable et de justice environnementale



### 3.3.1 PREMIÈRE ÉTAPE : ÉLABORATION D'UN PORTRAIT DE LA DYNAMIQUE TERRITORIALE

La première étape de la recherche a consisté à dresser un portrait de la dynamique territoriale. Cette étape avait pour but de situer le contexte et de comprendre la dynamique territoriale de développement dans laquelle se déroule l'action sociale. Un tel exercice de mise en contexte est un principe particulièrement important dans les théories interactionnistes et également reconnu dans la littérature en évaluation des impacts sociaux (Burdge, 2002; ICGP, 1994; Vanclay, 2002). Les experts estiment ainsi qu'un même phénomène peut être vécu et perçu différemment par les acteurs (individus, groupes, collectivités), selon leur situation sociale, historique et géographique.

Pour les raisons évoquées antérieurement (point 3.2.2), cette étape a été particulièrement documentée en ce qui a trait au cas d'Alma<sup>86</sup>. En lien avec la problématique étudiée, le portrait avait pour but de préciser les demandes sociales de paysage exprimées sur la portion du territoire almatois qui accueille le mégacomplexe de production d'aluminium primaire d'Alcan. Après une brève mise en situation «régionale», eu égard aux dynamiques économiques, l'échelle locale, voire «micro» a été retenue pour saisir de telles demandes. Les conclusions du portrait sont rapportées de façon exhaustive dans l'annexe B.

Plusieurs outils, traditionnellement utilisés par les géographes, ont été mis à contribution. Entre autres, l'analyse cartographique comparant deux séries de photos aériennes (1961-1991) ainsi que la cartographie des propriétés foncières d'Alcan ont permis de dégager les tendances historique de l'occupation du territoire (agriculture, industriel, résidentiel). La revue des outils de planification locale et régionale (plan d'urbanisme et schéma

---

<sup>86</sup>Pour le cas de Dunkerque, Des entrevues individuelles ont servi de première source d'information pour cerner la dynamique territoriale. Elles ont été réalisées avec des représentants d'Aluminium Dunkerque (N= 2), du milieu institutionnel (agence d'urbanisme, DRIRE, ministère de l'Environnement, etc.) (N= 8), du milieu associatif (N=3) et d'élus (N=2). Ces treize entrevues ont par la suite été complétées par une revue documentaire ciblée sur les thèmes de l'environnement et des rapports de cohabitation entre industrie et ville. Le corpus est constitué principalement de compte-rendus de réunions du comité de liaison mise en place par Péchiney, de réunions du SPPPI, d'article de journaux recensés par le SPPPI et de documents produits par l'Agence d'urbanisme.

d'aménagement) a offert une entrée pour comprendre les volontés institutionnelles concernant l'occupation future de cette partie de l'île d'Alma. L'examen de données statistiques provenant de recensements de Statistique Canada (à l'échelle des secteurs de dénombrement) a révélé, en parallèle, le profil des résidents habitant dans cette zone d'Alma particulièrement prisée depuis 30 ans. L'analyse de contenu d'entrevues individuelles et collectives réalisées avec des résidents a pour sa part servi à cerner des « motifs » de localisation résidentielle. Divers projets d'aménagement ont été examinés pour mieux saisir les intentions de promoteurs ainsi que les rapports au territoire « contemporains » s'affirmant sur cette partie d'Alma. Enfin, une analyse de contenu des mémoires et échanges tenus lors des audiences publiques tenues sur le projet Usine Alma a été faite pour dégager les demandes sociales entourant ce mégaprojet industriel. À cette fin, 273 énoncés émis par une quinzaine d'intervenants ont été compilés dans une base de données informatisée.

Soulignons d'emblée que le discours retenu ne fait pas forcément référence, de façon explicite, au mot « paysage ». En effet, le corpus englobe toute affirmation ayant un lien avec la conception globale du paysage adoptée dans la recherche, entendue comme l'expression d'un rapport réflexif au territoire s'appuyant sur un amalgame de faits matériels et de perceptions et référant à la qualité du territoire telle que connue, perçue et vécue par les acteurs (voir 2.3). Sont ainsi intégrés les énoncés se rapportant à d'autres termes traditionnellement associés au paysage (esthétique, environnement visuel, impacts visuels, aménagement paysager). De même, sont ajoutés ceux abordant l'aménagement du territoire, la qualité de vie (cadre de vie, infrastructures), la qualité de l'environnement (rejets, pollution, qualité du milieu récepteur), la représentation du site comme une aménité (attrait touristique) ou tel un patrimoine (histoire), ainsi que la représentation territoriale du projet industriel. L'encadré suivant détaille comment un tel corpus a été constitué à partir des données de seconde main rendues disponibles lors des audiences publiques tenues sur le projet d'Alcan en 1997.



### **Encadré no 6**

Note méthodologique sur la constitution du corpus : au-delà de la demande explicite de paysage. L'exemple des audiences publiques tenues sur Usine Alma

L'examen minutieux des mémoires et du *verbatim* de la transcription des audiences montre que seulement quatre acteurs utilisent le mot «paysage» de façon explicite dans leurs propos. Il s'agit d'un citoyen (DM12), du représentant du complexe touristique Dam-en-Terre (DM31), de la municipalité régionale de comté de Lac-Saint-Jean-Est (DM7) et du promoteur Alcan. Ce dernier est même celui qui l'utilise le plus souvent. En élargissant le corpus pour englober les propos d'acteurs faisant référence à d'autres termes ou notions traditionnellement associés au paysage (esthétique, environnement visuel, impacts visuels, aménagement paysager), moins d'une dizaine d'intervenants *«parlent»* de paysage. S'ajoutent un groupe d'anciens travailleurs d'Alcan (DM24), le Comité des citoyens d'Isle-Maligne (DM23) et un individu (DM28).

Pour que l'analyse repose sur la conception *globale* du paysage adoptée dans la recherche qui est conçue comme un rapport réflexif au territoire s'appuyant sur un amalgame de faits matériels et de perceptions et se rapportant à la qualité du territoire telle que connue, perçue et vécue par les acteurs (voir 2.2), le corpus doit encore être élargi. Dans cette perspective, sont alors ajoutés d'autres propos, qu'ils portent sur des enjeux d'aménagement du territoire (cohabitation, transport), la qualité de vie (cadre de vie, infrastructures), la qualité de l'environnement (rejets, pollution, qualité du milieu récepteur), la représentation du site comme une aménité (attrait touristique), tel un patrimoine (histoire) ou encore sur la représentation territoriale du projet industriel. Quelques interventions formulées par d'autres acteurs sont ainsi intégrées, provenant de trois citoyens (DM2, DM21, DM34), de la municipalité régionale de comté Domaine-du-Roy (DM20), d'un organisme de loisirs (DM36), du Syndicat national des employés d'aluminium d'Alma (DM32), de groupes environnementaux (Zone d'intervention prioritaire DM26, Conseil régional de l'environnement DM35) et du milieu économique surtout (SIDAC centre-ville DM-3, SADC DM5, Association des hôteliers du Saguenay-Lac-Saint-Jean DM-19). Les interventions des commissaires du BAPE sont aussi ajoutées. Au total, 273 énoncés émis par une quinzaine d'intervenants sont compilés dans une base de données informatisée pour faire l'objet d'une analyse de contenu.

### **3.3.2 DEUXIÈME ÉTAPE : EXAMEN DE LA DYNAMIQUE DE NÉGOCIATION SOCIALE**

La deuxième étape de recherche visait à répondre à la première question spécifique, à savoir : quelles sont les contributions et les limites de l'évaluation environnementale à encadrer les négociations sociales tenues sur le paysage dans une perspective de nouvelle gouvernance territoriale? Encore une fois, cette étape ne concerne que le cas d'Alma. Globalement, elle a consisté à documenter, sur le plan empirique, la dynamique de négociation entre l'entreprise privée, les collectivités locales, leurs représentants et l'État, et se déroulant lors de l'implantation du mégaprojet industriel d'Alcan (phases de planification, construction et démarrage).

La négociation sociale est ici entendue comme l'ensemble des interactions entre acteurs sociaux participant à l'élaboration des compromis et des choix de développement. Pour documenter ces interactions et négociations, la chercheuse a assisté, à titre d'observatrice, à dix réunions tenues par le *Comité d'aménagement et de suivi environnemental* (CASE) entre 1998 et 2002. Ce comité multipartite, officiellement mis en place par la Ville d'Alma au début de la phase de construction, regroupe des représentants d'Alcan, de la municipalité (élus, fonctionnaires), des milieux agricole, touristique, associatif ainsi que des citoyens vivant à proximité<sup>87</sup>. Un protocole d'entente avait été préalablement signé entre le comité et la direction du programme de recherche MSIAA pour y autoriser les observations. L'entente prévoyait aussi l'accès à la documentation fournie par Alcan aux membres du CASE ainsi que l'autorisation d'enregistrer les réunions. Des observations ont été également faites lors de cinq réunions d'information thématiques organisées à l'intention de résidents par le promoteur ou le comité CASE. Une série d'entrevues semi-dirigées a été conduite auprès de sept représentants des milieux associatif et para-public ayant eu des expériences de négociations récentes avec la multinationale. Enfin, les notes d'observation, les *verbatim* des réunions ainsi que divers documents – surtout produits par la compagnie et le ministère de l'Environnement – complètent le corpus (voir tableau no 4, étape 2).

Une limite importante quant aux résultats obtenus dans cette étape est que les négociations ne se sont pas entièrement déroulées à l'intérieur du comité multipartite CASE. En effet, nombre d'interactions et de démarches ont relevé de l'initiative d'acteurs et se sont jouées en parallèle du comité. De ce fait, les données sont plus restreintes sur certains thèmes (ex. : la poursuite d'activités traditionnelles liées à la nature), sur certains temps de l'action (phase de planification historique)<sup>88</sup> ainsi que sur les interactions entre certains acteurs (particulièrement entre le promoteur et le ministère de l'Environnement, absent du comité).

---

<sup>87</sup>Les mandat et mode de fonctionnement du comité sont décrits plus en détail au chapitre 6 (point 6.4.1.1).

<sup>88</sup>Par exemple, la ville d'Alma s'est investie fortement pour attirer le promoteur sur son territoire et ce, bien en amont de la mise en place du comité de suivi. Cette phase historique ne devient accessible que le biais d'une revue documentaire et d'entrevues avec des acteurs clé.

### 3.3.3. TROISIÈME ÉTAPE : INTERPRÉTATION DES PAYSAGES INDUSTRIELS

La troisième étape de recherche, quant à elle, était liée à la seconde question spécifique demandant si les ententes conclues lors des négociations et les mesures réalisées sont satisfaisantes pour éviter la création de *paysages de risques*. Selon Andrew Blowers, les paysages de risques sont ceux «*reflétant*», dans leurs dimensions matérielles et visibles, «*les mécanismes qui produisent les iniquités*» (1999 : 243, traduction libre). De tels paysages seraient particulièrement présents dans les communautés fragiles subissant des impacts négatifs, matériels et symboliques, d'activités à risque dont elles sont souvent dépendantes économiquement (Blowers et Leroy, 1994). La notion de paysage de risques insiste donc sur la problématique de l'équité et sur la question du pouvoir, rejoignant en cela la perspective critique de la justice environnementale.

Dans cette perspective, la deuxième question de recherche vise à dégager les contributions substantives apportées par l'évaluation environnementale. À cet effet, la stratégie de recherche privilégiée fut d'investiguer cette problématique du pouvoir et de l'équité par le biais du regard des acteurs affectés. En lien avec la perspective critique de développement durable adoptée, l'investigation a porté sur deux groupes d'acteurs potentiellement plus affectés : des résidents habitant à proximité des complexes d'Alcan et de Pechiney et, à Alma, des promoteurs menant des projets d'aménagement sur ce même territoire.

Au moyen d'entrevues<sup>89</sup> semi-dirigées individuelles ou collectives, les deux groupes d'acteurs affectés ont été invités à donner leurs points de vue sur divers paysages locaux, certains incluant la présence des usines d'alumineries. Les entrevues visaient donc à documenter leurs perceptions relativement à la présence industrielle, les effets concrets vécus dans le quotidien (perspectives d'emplois, pratiques et projets modifiés, impacts visuels, etc.), de même que leur sentiment quant à la capacité du milieu local à maîtriser ces changements. Dans les deux cas, les entrevues ont été enregistrées avec le consentement des

---

<sup>89</sup>Il semble que le sens des termes entrevue et entretien soient inversés au Québec et en France, c'est-à-dire que le premier terme réfère à un échange plus formel au Québec alors que ce serait l'inverse en France.

participants, puis retranscrites dans leur intégralité<sup>90</sup>. La méthode de recrutement et le profil des répondants sont décrits plus avant, ainsi que les limites méthodologiques des entrevues.

### 3.3.3.1 LES RÉPONDANTS : RECRUTEMENT ET PROFILS

Dans les deux cas, le recrutement des personnes interrogées s'est fait à partir d'un échantillonnage intentionnel, comportant aussi une part d'aléatoire (Krueger, 1998). En effet, les participants ont été sélectionnés dans la population visée à partir de critères définis par la chercheuse. Pour ce qui est de l'entrevue collective utilisée à Alma, un des principes reconnu pour guider le choix des répondants est celui-ci : les participants doivent se ressembler suffisamment pour se sentir en confiance et s'exprimer. C'est en ce sens qu'on parle de groupes «homogènes». Mais, comme le rappelle Morgan, l'homogénéité ne se construit pas forcément à partir de données démographiques traditionnelles (âge, scolarité, revenus, etc.). *«Dans nombre de cas, les expériences des participants comptent plus que leurs ressemblances sociodémographiques»* (Morgan, 1998b : 60). D'autres facteurs peuvent influencer *«comment les participants conçoivent et expérimentent le sujet»* (*ibid.* : 64) et ceux-ci doivent guider la composition des groupes. Rappelons d'ailleurs que la littérature ne reconnaît pas de liens causaux entre le rapport au paysage (valorisation, perceptions) et des facteurs sociodémographiques déterminés. Dans cette perspective, le premier facteur retenu pour sélectionner les répondants, à Dunkerque et à Alma, a donc été la proximité spatiale ou visuelle du lieu de résidence avec le complexe industrielle.<sup>91</sup>

<sup>90</sup>La transcription totalise 101 pages de *verbatim* pour le cas d'Alma (385 195 caractères, espaces compris).

<sup>91</sup>Lors du recrutement pour les entrevues collectives à Alma, nous avons tout de même essayé, au départ, de respecter certaines caractéristiques du profil sociodémographique des quartiers étudiés. Pensons particulièrement à l'existence d'un lien d'emploi avec le milieu industriel, à l'âge et à la scolarité. Les difficultés rencontrées lors du recrutement de participants nous ont incitée à reléguer ces critères au second rang. Malgré cela, en bout de piste, la composition des groupes s'avère relativement diversifiée par rapport à ces critères sociodémographiques. Enfin, comme l'objectif n'est pas de généraliser les résultats à l'ensemble de la population, cette relative conformité est considérée comme satisfaisante.

### Profil des répondants de Dunkerque

À Dunkerque, des entrevues individuelles ont été réalisées avec dix-neuf résidents<sup>92</sup>, du 1<sup>er</sup> au 7 juin 2001. Toutes les personnes ont été sollicitées au hasard (à leur domicile, sur la rue, dans un jardin ouvrier), à l'intérieur d'un rayon de quatre kilomètres du complexe *Aluminium Dunkerque*, la majorité (N=11) habitant à moins de deux kilomètres. Le profil des répondants est décrit de façon détaillée dans le tableau suivant (no 2). Dans l'ensemble, notons la diversité des personnes interrogées, en termes d'âge, de niveau de scolarité et de revenus. Plus de femmes ont été interrogées, soit douze, comparativement à sept hommes. La majorité des répondants a un lien d'emploi direct avec le milieu industriel, actuel ou passé (retraités), ce qui leur confère une connaissance particulière de ce milieu (familiarité, culture, etc.). Cependant, aucun des répondants ou un des membres de leur famille proche (enfants, frère, neveu) n'est à l'emploi direct de *Pechiney*. Seulement le tiers des interviewés connaît une personne travaillant chez *Pechiney* et faisant partie de son réseau de connaissance. Enfin, malgré nos efforts pour trouver des personnes pouvant apercevoir le complexe *Aluminium Dunkerque* depuis leur résidence, seulement trois avaient une vue partielle sur celui-ci.

Les entretiens, d'une durée variant entre 30 et 120 minutes, étaient de type semi-directif. Nous commençons généralement l'entrevue en demandant à la personne de relater sa trajectoire résidentielle (nombre d'année de résidence, motifs de localisation, etc.) pour ouvrir progressivement sur les effets de la proximité de grandes industries sur le quotidien et le territoire de vie. Cette problématique était d'ailleurs souvent soulevée de façon spontanée par les résidents, et même très tôt dans l'entrevue, à notre surprise. Les thèmes de l'environnement et de la santé émergeaient également «naturellement». Nous demandions aux répondants ensuite de préciser leurs perceptions concernant l'aluminerie de Pechiney (impacts sur l'emploi, l'environnement et autres, mesures de suivi, aménagement, architecture, etc.). Lorsque les personnes disaient connaître peu cette entreprise – ce qui était souvent le cas –, les questions étaient alors posées par rapport à d'autres entreprises connues

ou par rapport à l'ensemble du tissu industriel. La question des paysages locaux et régionaux était généralement introduite par le biais d'un de ces thèmes de discussion. L'entrevue était conclue en abordant les projets de vie des répondants (ex. : projet de déménager, perceptions de l'avenir) et des données plus factuelles. Le schéma d'entrevue est disponible en annexe.

**Tableau no 2**

Profils des résidents interrogés à Dunkerque

Nombre de répondant	Distance entre lieu de résidence et aluminerie		Usine visible depuis la résidence		Âge (ans)			Études supérieures (bacc.)		Revenus du ménage (net FF/ mois)		Lien d'emploi avec l'industriel		Connaît une personne travaillant chez Pechiney		
	-2 km.	2 à 4 kms	Oui	Non	18-35	36-60	+60 ans	Oui	Non	-14 000	+14 000	Oui	Non	Famille	Amis	Aucun
19	11	8	3	16	7	8	4	7	12			11	8	0	6	13

### Composition des groupes de discussion à Alma

Pour le cas d'Alma, la technique des entrevues collectives a été retenue. L'utilisation de cette technique ayant été positive dans une autre expérience de recherche<sup>93</sup>, la chercheuse voyait la recherche doctorale comme une autre occasion de tester cet outil encore peu utilisé sur les problématiques de paysage au Québec et en France. Quatre groupes de discussion ont été formés. Trois groupes l'ont été sur la base de la proximité géographique du site d'Alcan, réunissant des personnes habitant à proximité spatiale, respectivement au nord (groupe du quartier de Dam-en-Terre, à un peu plus d'un kilomètre du site) et au sud (groupe du secteur du rang Melançon, entre 600 mètres et deux kilomètres du site), et à proximité visuelle (secteur du rang Scott, environ 3 kilomètres<sup>94</sup>). Un quatrième groupe a été composé de représentants de diverses organisations actives sur le territoire, en environnement et en récréotourisme, que nous désignons par l'expression «promoteurs territoriaux».

<sup>92</sup>Plus exactement des communes de Gravelines et Loon-Plage. Afin d'alléger l'écriture, nous utilisons le terme de Dunkerque, tout en étant bien consciente que la référence identitaire ne se situe pas forcément à cette échelle de l'agglomération urbaine, comme l'ont rappelé plusieurs répondants.

<sup>93</sup>Pour une recherche portant sur les paysages identitaires ruraux (voir Fortin 2001; et *al.* 2002).

<sup>94</sup>Dans une partie de ce rang d'Alma, le complexe d'Alcan est particulièrement visible. Malgré nos efforts de recrutement axés sur cette dimension, seulement trois des neuf participants ont une vue directe sur le complexe depuis leur maison, alors que les autres voient le complexe lors de déplacements dans le quartier.

Les entrevues ont eu lieu au mois de mars 2003, soit lors de trois soirs pour ce qui est des résidents (5, 11, 12 mars) et en après-midi pour ce qui est des promoteurs (19 mars)<sup>95</sup>. D'une durée variant entre 2h05 et 3h00, les rencontres ont réuni entre six et neuf personnes, rejoignant un des critères reconnus dans la littérature scientifique pour assurer la validité des discussions<sup>96</sup>.

Au sujet de la composition des groupes, le tableau no 3 regroupe les principales caractéristiques décrivant le profil des participants. Soulignons que trois groupes étaient équilibrés sur le plan du genre – sauf dans celui des résidents de Melançon où il n'y avait qu'une seule femme. Concernant l'âge des répondants, des «tranches» étaient sur-représentées dans tous les groupes (majorité de jeunes de moins de 35 ans ou de personnes âgées entre 35-64 ans). Dans deux groupes (résidents Dam-en-Terre et promoteurs), on observait une forte proportion de personnes plus scolarisées (études collégiales ou universitaires). Soulignons aussi que, dans chacun des groupes, environ la moitié des répondants avait un lien d'emploi direct (le répondant ou son conjoint) dans le milieu industriel – dont quatre étaient à l'emploi d'Alcan. Enfin, remarquons que pratiquement tous les répondants connaissent une personne de leur entourage proche (famille, amis) travaillant pour la compagnie Alcan – ce qui constitue une différence notable avec le cas de Dunkerque.

**Tableau no 3**

Composition des groupes de discussion à Alma

Groupe de discussion	Distance entre le lieu de résidence et le complexe d'alumineries	Voit l'usine depuis sa résidence	Genre		Âge (ans)			A fait des études supérieures (collège et plus)	A un lien d'emploi dans le milieu industriel	Connaît une personne travaillant chez Alcan
			F	H	20-35	36-64	65 et +			
Résidents au nord du site, secteur Dam-en-Terre (N= 8)	un peu plus d'un kilomètre	1	3	5	4	2	2	6	5	7
Résidents au sud du site, secteur Melançon (N= 6)	Entre 600 mètres et deux kms.	0	1	5	0	6	0	3	3	6
Résidents au sud du site, secteur Scott (N = 9)	Environ 3 kilomètres	3	5	4	1	6	2	3	4	8
Promoteurs territoriaux (N= 8)	n.a.	n.a.	5	3	4	3	1	7	4	7

<sup>95</sup>Nous tenons à remercier Nicolas Rousseau pour son assistance précieuse au bon déroulement de ces entrevues, autant pour l'organisation logistique que sur le plan du contenu.

<sup>96</sup>Selon les auteurs, le nombre idéal de participants par groupe de discussion varie entre 6 et 12. Par exemple, Morgan (1998b, p. 71) estime que six à dix participants constituent la norme, alors que Simard (1989, p. 16) suggère qu'il y en ait six à douze, dix étant considéré comme le nombre idéal.

Un trait original de l'entrevue voulait que les discussions soient stimulées par un diaporama présentant des photos de paysages locaux et régionaux. En lien avec la problématique, près des deux tiers des 34 images présentées incorporent des infrastructures industrielles diverses (barrages, lignes électriques, complexes d'alumineries). Les photos étaient utilisées à la manière d'un canevas d'entretien semi-directif.

### **3.3.3.2 LIMITES DES ENTREVUES**

La stratégie de recherche retenue, misant sur l'interprétation faite par des acteurs affectés, comporte une limite certaine concernant la problématique des risques et des capacités de développement durable. En effet, les risques ont une dimension factuelle que ne couvre pas la collecte des données. Pensons aux effets de certaines émissions atmosphériques découlant de la production d'aluminium sur la qualité de l'air et sur la santé publique. Seul un travail en équipe multidisciplinaire aurait pu permettre de considérer toutes les boucles de rétroaction possibles entre les effets des activités industrielles, la qualité des écosystèmes et les impacts sociaux.. Malgré cette limite importante, soulignons que les données recueillies lors des entrevues ne portent pas seulement sur les perceptions. Elles se rapportent aussi à certains «faits» territoriaux pouvant être générés par certaines perceptions du risque. À titre d'exemple, un milieu de vie perçu comme potentiellement «dangereux» pour la santé pourrait inciter des résidents plus mobiles à déménager, ce qui, à plus long terme, pourrait modifier le profil démographique, le tissu social ainsi que les capacités de mobilisation sociale et de développement local. En ce sens, si certains impacts ne sont pas examinés dans la recherche (taux d'exposition à la pollution, santé), d'autres sont tout de même «inventoriés» dans une perspective synergique (ex. : pratiques sociales, modes de vie, appartenance territoriale). La recherche précise donc des liens possibles entre des chaînes d'incidences (impacts cumulatifs), mais sans toutefois les documenter et «mesurer» de façon exhaustive à ce moment-ci.

Le recours à des instruments différents pour recueillir les perceptions des acteurs peut être vu comme une seconde limite potentielle. En effet, les deux types d'entrevues, individuelle et collective, génèrent des données plus riches sur des thèmes spécifiques. Ainsi, dans les



premières, les répondants tendaient à détailler davantage leurs pratiques et expériences individuelles. Les données sur le «vécu» découlant de la présence industrielle – associée au pôle de la dynamique territoriale dans notre cadre d'observation – sont alors plus exhaustives grâce à cet instrument. Les entrevues de groupe, quant à elles, permettent de mieux comprendre la construction des compromis sociaux et les représentations collectives du développement, ce qui relève du pôle de l'interprétation (signification). Par ailleurs, dans les deux cas, certains constats sont similaires, concernant par exemple les préoccupations (environnement, santé) ou la perception du faible pouvoir local. C'est pourquoi nous considérons les deux techniques d'entrevues comme étant complémentaires<sup>97</sup>.

Enfin, une troisième limite a trait à la capacité de généraliser les résultats obtenus à l'ensemble de la population ou à d'autres cas. Les auteurs émettent des avis partagés sur cette question. Ainsi Simard, en s'appuyant sur Babbie, estime cette généralisation est possible à la condition que «*les critères de recrutement retenus s'approchent des caractéristiques structurelles de la population*» (1989 : 17), assurant une plus grande représentativité de la méthode. Au contraire, Geoffrion rappelle pour sa part que puisque «*les participants ne sont pas statistiquement représentatifs de l'ensemble de la population étudiée*» (1993 : 314), la généralisation est impossible. Morgan (1998a, p. 62-63) et Krueger (1998b, p. 69) abondent dans le même sens, du moins à l'effet que les résultats obtenus ne peuvent ni être traités de façon statistique, ni être étendus à la population dans son ensemble. Ils ne peuvent pas non plus servir à faire des prédictions pour d'autres cas. Morgan (*ibid.*) insiste pour dire que la contribution des entrevues collectives est de l'ordre de la profondeur et de la perspicacité. Quant à Krueger, à la suite de Morgan, il explique que si la généralisation des résultats n'est pas possible, il faut plutôt parler de «*transférabilité*» des concepts. L'idée, développée par Guba et Lincoln (1989, cité dans Krueger, 1998b : 70), est que ce sont les concepts théoriques générés par l'analyse qui sont potentiellement exportables d'une situation à l'autre – selon que les contextes sont suffisamment similaires – et non les comportements spécifiques des acteurs (*ibid.*). C'est cette idée<sup>98</sup> qui est retenue dans notre recherche

<sup>97</sup>C'est d'ailleurs ainsi que nous les avons utilisées comme expliqué plus avant (*cf.* encadré no 5).

<sup>98</sup>Idée qui rejoint celle de Prus concernant les contributions des interactionnistes (*cf.* point 3.1.2).

alors que l'analyse vise à dégager les facteurs déterminants de la construction des significations attribuées au paysage par les acteurs affectés (question spécifique no 3). Cet exercice de «modélisation» est réalisé lors de la cinquième étape de recherche. De même, au regard du nombre restreint de répondants, lors du rendu des résultats, nous avons fait référence à ce groupe en utilisant des expressions comme «les répondants», «les personnes interrogées», «les Almatois rencontrés», etc.

Après avoir complété la collecte des données, les deux étapes de recherche subséquentes ont consisté à traiter et à analyser ces données.

### **3.3.4 QUATRIÈME ÉTAPE : LA DESCRIPTION ET L'ANALYSE DES DONNÉES**

La quatrième étape est celle de l'interprétation des données. Cette étape délicate est structurée en deux temps : la description et l'analyse.

#### **3.3.4.1 LA DESCRIPTION : PREMIER NIVEAU D'ANALYSE**

Dans l'étude de cas, la description est considérée comme une étape fondatrice menant vers l'explication et la conceptualisation. Un tel exercice permet d'opérer le passage de l'objet d'étude à l'état «brut», soit du point de vue des connaissances empiriques, vers une sorte de théorisation. En ce sens, la description est plus qu'un simple résumé. Elle sélectionne et organise les données pertinentes, propres à un événement ou à un phénomène, afin «*de faire ressortir les éléments de l'événement aptes à constituer l'objet de l'étude*» (Hamel, 1997 : 79). L'objectif principal est donc de construire des catégories d'analyse, à partir d'une démarche inductive, en s'appuyant sur les différents points de vue des acteurs. «*Ces catégories (...) permettent le recueil plus rigoureux de données et la présentation de descriptions précises et systématiques, et non vagues et anecdotiques*», estime Chapoulie (1985 cité dans Hamel, 1997 : 83).

Les anthropologues et les géographes ont nourri la réflexion sur l'exercice de la description. Pour sa part, le célèbre anthropologue Clifford Geertz rappelle que «*nos données sont notre propre construction des constructions produites par d'autres personnes [celles observées, interrogées] sur ce qu'elles et leurs compatriotes font*» (1973 : 9). Dans cette perspective, la description n'est *pas* la réalité mais une reconstruction de celle-ci. La description est «*une forme de performance écrite*» qui a pour objectif, estime l'interactionniste Denzin, de «*permettre à un lecteur de partager indirectement les expériences qui ont été saisies*» (2001 : 99). Empruntant à Gilbert Ryle, Geertz distingue deux types de description : une première dite «*mince*» (*thin*) et une seconde dite «*dense*» (*thick*). La description mince, selon lui, est celle qui se limite aux faits. La description dense, quant à elle, s'attardera aussi aux significations accordées à ces faits par les acteurs, aux émotions vécues, à leurs intentions et aux «détails». Pour Geertz et Denzin, il est clair que c'est cette dernière qui est plus appropriée pour comprendre le point de vue d'acteurs. Pourtant, elle serait plus rarement produite, estime ce dernier qui se montre critique des pratiques en sciences sociales : «*trop de théories, pas assez de descriptions*» (Denzin, 2001 : 103).

En lien avec notre recherche visant à documenter les perceptions relatives à de grands complexes industriels et les significations accordées aux paysages locaux, cette perspective de la description «dense» semble pertinente. Toutefois, la recherche ne prétend pas, dans son ensemble, produire une telle description «dense» au sens privilégié par Geertz et Denzin, mais tente de le faire pour certains sujets. Il s'agit de sujets «sensibles» du point de vue des acteurs affectés, dans le sens où les répondants ont témoigné, de façon explicite et détaillée, d'émotions intenses vécues face à certaines situations<sup>99</sup>. Cette orientation méthodologique explique donc certains choix faits dans le «rendu» de la description qui, entre autres, reprend de larges extraits de *verbatim* et rapporte, de façon détaillée, les émotions relatées par les individus affectés.

---

<sup>99</sup>Comme les témoignages d'un homme témoin oculaire de l'accident d'alumine et étant fortement préoccupé pour la santé de ces enfants (cf. point 6.4.2.1), d'un second affirmant avoir pleuré en constatant la coupe d'une forêt (point 6.3.2) ainsi que celui d'une dame souffrant de la «perte» de son paysage (point 6.2.2.1).

### **Description des négociations et des interprétations à partir de cinq objets de paysage**

La description, rapportée pour le cas d'Alma, est structurée autour des deux axes de la recherche que sont 1) les conduites d'acteurs et les dynamiques de négociations sociales menées sur le paysage et 2) l'interprétation de paysages locaux faite par des acteurs affectés (chapitre quatre).

Un premier constat de la recherche est que les négociations examinées ne sont pas menées sous le thème explicite du paysage. Elles portent plutôt sur ce que nous appellerions des *objets* de paysage, c'est-à-dire des thématiques ciblées pouvant, de façon individuelle ou cumulative, modifier le paysage dans ses dimensions matérielles ou symboliques. Tout en étant consciente que ces «objets» peuvent traduire une rationalité particulière par rapport au paysage<sup>100</sup>, nous les avons utilisés pour «structurer» la description des négociations observées. Les données du cas d'Alma, décrites au chapitre quatre, sont donc structurées autour de cinq «objets» de paysage, soit :

- 1) la localisation du complexe industriel,
- 2) les impacts visuels,
- 3) la poursuite d'activités traditionnelles liées à la nature,
- 4) le suivi environnemental et
- 5) l'aménagement des terrains en périphérie des usines.

La description du cas d'Alma est organisée en deux temps, pour chacun des cinq objets. Dans un premier sous-point, la description tente de reconstruire le déroulement et la dynamique des négociations concernant un objet donné. La description résulte d'une analyse qualitative du contenu manifeste, saisi dans divers corpus provenant de données de première main (observations, entrevues) et de seconde main (revue documentaire) (voir tableau no 4, étape 2). La grille d'analyse est «mixte» au sens proposé par Landry, c'est-à-

---

<sup>100</sup>En effet, le fait que les négociations ne sont pas menées sous l'idée de «paysage» est significatif. Cela pourrait être interprété comme étant une réflexivité «limitée» des acteurs à articuler les problématiques territoriales en termes de paysage. Le terme «objet» implique aussi que l'ensemble du paysage ne se résume pas à un seul de ces thèmes, mais à leur superposition et imbrication telles que conçues par les acteurs.

dire «où une partie des catégories analytiques dérive d'une théorie alors qu'une autre partie émerge du matériel observé» (1993 : 344). Ainsi, en lien avec la littérature sur la gouvernance territoriale (chapitre 2, point 2.2.3), l'analyse porte entre autres sur les enjeux soulevés par les acteurs (ex. : qualité de l'environnement, cadre de vie, etc.), sur les forums et réseaux utilisés pour faire évoluer et négocier ces enjeux, sur les acteurs qui y sont présents, sur ceux ayant une influence sur les décisions, ainsi que sur les savoirs et expertises retenues dans les délibérations et recherches de solutions. La description resitue les négociations étudiées sous l'angle des conduites d'acteurs (leurs demandes explicites, arguments, positions, stratégies d'influences et interactions) posées, lorsque pertinent, à l'intérieur d'un cadre temporel (chronologie d'événements, de décisions, de réalisation de mesures d'aménagement).

Le second sous-point présente les données recueillies lors des entrevues tenues sur l'interprétation et les significations attribuées à des paysages et ayant fait l'objet d'une analyse de contenu qualitative. Les transcriptions d'entrevues ont été codées à l'aide du logiciel NUD\*IST, selon la technique de la théorie ancrée (*grounded theory*). C'est dire que les catégories d'analyse ont été construites et raffinées au fur et à mesure de l'analyse, dans un mouvement combinant l'induction (terrain) et la déduction (hypothèses inspirées de la littérature sur la culture paysagère et des travaux sur la perception du risque). Parmi ces catégories, mentionnons la trajectoire résidentielle (motifs de localisation, projets d'avenir), le vécu de la cohabitation avec la proximité industrielle (pratiques sociales significatives modifiées, conflits perçus), la qualité de l'environnement (observations, perceptions), les rapports de pouvoir (avec les entreprises, la collectivité, les capacités de gouvernance, les expériences de participation), les représentations du développement, les champs de préoccupations, la perception du risque, la représentation des paysages locaux (qualificatifs utilisés, nature).

La description resitue les résultats d'analyse des entrevues en lien avec un objet de négociation donné et sous deux angles particuliers : d'une part, les incidences de la présence industrielle telles que vécues et perçues par les acteurs affectés et, d'autre part, les principaux

arguments qui «expliquent» l'interprétation des acteurs par rapport à chaque objet<sup>101</sup>. La description ainsi faite propose donc un premier niveau d'analyse. Celle-ci sera ensuite raffinée à l'aide des concepts d'analyse.

#### **3.3.4.2 L'ANALYSE DES PROCESSUS ET DES RÉSULTATS DE NÉGOCIATIONS :** **GOVERNANCE TERRITORIALE ET DES PAYSAGES DE RISQUES**

Rappelons brièvement que la recherche a comme objectif principal de cerner la capacité de l'évaluation environnementale à intégrer l'enjeu social du paysage. Également, la recherche s'inscrit dans le paradigme humaniste de développement durable, combiné à une perspective critique de justice environnementale (chapitre 2, point 2.2). Ce paradigme reconnaît, d'une part, la *dimension construite et politique* (ou négociée) du développement. Il implique, d'autre part, une obligation de *résultats* dans le sens où les ententes négociées doivent conduire à la formulation de mesures concrètes visant à donner forme à certains principes reconnus (ex. : soutenabilité écologique, viabilité sociale, justice, solidarité). En ce sens, l'analyse examine les deux objets d'investigation, en lien avec deux concepts spécifiques. Il s'agit :

- 1) des conduites d'acteurs et processus de négociation sociale qui sont analysés par rapport au concept de gouvernance territoriale, puis,
- 2) des résultats substantifs des négociations qui sont, eux, analysés à partir de la notion de paysage de risques.

Après un bref rappel des deux concepts, décrits plus amplement au chapitre précédent (respectivement aux points 2.2.3 et 2.2.2.2), les critères d'analyse retenus sont précisés.

---

<sup>101</sup>Par exemple, sur la négociation de la localisation spatiale du mégacomplexe, tout en ressentant la proximité spatiale et visuelle entre l'industriel et le résidentiel comme un conflit, les acteurs ne s'opposent pas publiquement au choix retenu par les décideurs. Ils situent leur relative «acceptation» par rapport à la forte acceptabilité sociale dont bénéficiait le projet d'Alcan et à la pression sociale exercée par la collectivité. La description tente donc de faire ressortir comment cette acceptabilité sociale a été construite progressivement lors des diverses phases de l'implantation et comment divers groupes d'acteurs y ont participé.

### **L'analyse sous l'angle de la *gouvernance territoriale***

La gouvernance territoriale est présentée comme un mode renouvelé de coordination et de régulation «*qui mise sur l'apprentissage collectif et sur la concertation entre diverses catégories d'acteurs engagés dans des processus négociés d'action publique*» (Hamel, 2003 : 380). Le processus d'évaluation environnementale est considéré comme offrant potentiellement un tel cadre de coordination et de régulation.

Quatre critères, tirés de la typologie des approches de gouvernance proposée par Jacques Theys (2003), sont retenus pour guider l'analyse (point 2.2.3.4). En nous inspirant du modèle de l'*expérimentalisme démocratique* suggéré par Latour et Sabel et tel que développé par Mormont, Mougenot et Dasnoy (2001), nous définissons une série de questions relatives à chacun des critères pour répondre à la première question spécifique de recherche, à savoir : quelles sont les contributions et les limites de l'évaluation environnementale dans l'encadrement des négociations sociales engagées sur le paysage relativement au cas de l'usine Alma, dans une perspective de nouvelle gouvernance territoriale?

Le premier critère concerne la coordination. Selon Theys, la nouvelle gouvernance mise sur le développement de «*mécanismes non autoritaires de coordination et de régulation de l'action collective*» afin de «*gérer la pluralité et la mobilisation*» des acteurs (2003 : 15). Pour ce faire, le modèle de l'*expérimentalisme démocratique* suggère une articulation entre des forums publics et des réseaux de discussion plus restreints, vus comme complémentaires. Le passage entre les deux faciliterait l'exploration de solutions nouvelles et adaptées à des situations spécifiques, complexes et changeantes (Mormont, Mougenot et Dasnoy, 2001). Dans le cas étudié d'Alma, quels sont les forums et réseaux utilisés par les acteurs sociaux pour mener leurs négociations? Sont-ils prévus dans la procédure d'ÉE?

Le second critère a trait à la légitimité des résultats des négociations. Ce critère stipule que les ententes et solutions négociées doivent être soumises aux acteurs concernés, dans une sphère large et publique, afin d'être validées par eux. Seule cette validation permettrait aux ententes d'acquérir une légitimité politique suffisante pour ensuite jouer un rôle de «*régula-*

*tion adéquate et acceptée»* (Mormont et al. 2001, n.p.). La question est de savoir si, dans les négociations concernant Usine Alma, de telles sphères publiques ont été prévues par l'ÉE et utilisées comme telles par les acteurs.

La rationalité utilisée dans les délibérations et recherches de solutions constitue un troisième critère d'analyse de la nouvelle gouvernance territoriale. Afin de «*gérer l'incertitude et la complexité*», la nouvelle gouvernance sous-tend un modèle de politique publique basé sur l'expérimentation, l'apprentissage et l'évaluation continus qui vise à étendre «*la rationalité réflexive ou procédurale*» (Theys, 2003). Pour ce faire, la diversité des points de vue, savoirs et expertises des divers acteurs serait reconnue lors de la définition des problèmes. Plus encore, les conduites de nouvelle gouvernance intégreraient ces savoirs dans la recherche de solutions adaptées, notamment en faisant circuler les idées et les informations lors des dynamiques de négociation sociale depuis la mise en débat, l'exploration de solutions, la validation de celles-ci et la réalisation des ententes. Dans cette suite, nous nous demandons si la procédure d'ÉE favorise l'introduction de la diversité des préoccupations et évaluations concernant le paysage dans l'exercice de délibération et dans la recherche de solutions?

Le quatrième et dernier critère est celui du pouvoir des acteurs responsables dans la prise de décision. La nouvelle gouvernance territoriale se caractériserait par l'interaction d'un plus grand nombre d'acteurs sociaux, selon des modes partenariaux impliquant un partage des responsabilités. Outre l'État et l'entreprise privée, traditionnellement présents dans les partenariats, de nouveaux acteurs provenant de la société civile, comme les citoyens, les associations et groupes d'intérêts, seraient impliqués plus activement dans la négociation et dans la prise de décision. La recherche tente donc de vérifier qui sont les acteurs présents dans les négociations et qui sont ceux ayant une influence décisionnelle sur l'orientation du projet et son inscription matérielle et symbolique dans le paysage.



### **L'analyse sous l'angle des *paysages de risques***

L'analyse porte ensuite sur les résultats concrets découlant des négociations sociales entourant le paysage. Dans une perspective critique de la justice environnementale et s'inspirant de la proposition de Blowers (1999), la notion de *paysage de risques* cible la problématique de l'équité et la question du pouvoir. Elle rejoint le paradigme politique adopté dans certains travaux (voir chapitre deux, point 2.1.3). Le paysage, dans ses dimensions matérielles, est considéré comme étant le résultat temporaire de pratiques sociales promues par une diversité d'acteurs qui sont en situation de concurrence. Certains groupes, soit l'État, les grandes firmes productives, les syndicats, l'élite locale et les experts, dominent traditionnellement les décisions et les pratiques relatives au paysage (Mitchell, 1996). Par le biais de diverses pratiques institutionnalisées, ces acteurs peuvent participer à créer ou reproduire des situations d'iniquité sociale et environnementale, c'est-à-dire des *paysages de risques*. Comme suggéré par Luginbühl (2003b : 102), la recherche doit donc s'attarder à comprendre les «*relations*» existant entre les «*formes*» du paysage et «*les processus sociaux et écologiques*» qui leur donnent vie. C'est comprendre le système qui assure une relative «*permanence*» au paysage, selon Mitchell (1996).

Eu égard à la gestion des activités industrielles comportant des risques pour la qualité de l'environnement, la sécurité et la santé humaine, les trois considérations suivantes sont utilisées comme critères pour évaluer les résultats des négociations sociales et la capacité de l'ÉE à prévenir les paysages de risques.

- 1) La procédure d'ÉE a permis d'intégrer les préoccupations des résidents et promoteurs affectés dans la négociation sociale, lors de la délibération et de la recherche de solutions;
- 2) Les stratégies adoptées et les mesures réalisées pour influencer le devenir du projet et du paysage, dans ses composantes matérielles ou symboliques, répondent aux préoccupations et besoins des acteurs affectés;
- 3) L'ÉE a favorisé le renforcement des capacités d'acteurs vulnérables. Les négociations conduites dans le cadre de l'ÉE ont stimulé la construction d'une identité chez les acteurs impliqués, tel un «*collectif d'engagements*» (Mormont et al., 2001) qui se sent «*solidaire*» vis-à-vis des acteurs affectés. Plus précisément, à la suite de l'expérience de négociation sociale, ces derniers ont le sentiment de pouvoir modifier et maîtriser le projet industriel et ses effets négatifs.

### 3.3.5 CINQUIÈME ÉTAPE : «MODÉLISATION» ET PROPOSITIONS APPLIQUÉES

Enfin, la dernière étape de la recherche vise à dégager les enseignements des deux études de cas qui pourraient être transférés à l'étude d'autres dynamiques territoriales. Une série de propositions appliquées à l'évaluation environnementale est avancée en ce sens. Mais, d'abord, sous un angle plus théorique, un exercice de modélisation est réalisé pour dégager les principaux facteurs déterminants de l'évaluation du paysage par les acteurs affectés (question no 3).

La modélisation, selon Gumuchian et Marois, «*est un moyen d'explicitier la représentation de la réalité*» (2000 : 189). Comme «*construction consciente*», elle ne prétend donc pas ni s'y substituer, ni la représenter dans sa totalité. Elle «*rend possible une certaine lecture et interprétation de l'espace étudié*» (*ibid.*). Elle consiste, expliquent les géographes, à trier «*dans les informations celles qui apparaissent les plus pertinentes par rapport aux hypothèses initiales*» (*ibid.*). Dans une perspective de recherche qualitative, axée sur la compréhension en profondeur des phénomènes, il s'agit de remonter du particulier au général :

Le but consiste à élaborer, progressivement, un modèle fondé sur les observations, permettant de formuler des propositions d'interprétation (plutôt que d'explication) des phénomènes observés. On se situe alors dans une logique qui remonte du particulier au général grâce à la mise en rapport de cas particuliers (...) qui privilégie les sujets (...). (Gumuchina et Marois, 2000 : 302)

Ainsi, cette étape a pour but de «modéliser» le processus de construction des significations du paysage. Dans la problématique étudiée, un tel processus est le cheminement utilisé par l'acteur pour interpréter et juger la présence industrielle (ex : ses effets sur le territoire ou la quotidienneté, sa capacité à s'intégrer ou non à la dynamique territoriale). L'objectif de recherche est donc de dégager, sur le plan théorique, les facteurs qui sont déterminants dans l'interprétation que font des acteurs affectés des paysages industriels présents dans leur territoire de vie. De tels facteurs pourraient ensuite, selon nous, être utilisés pour guider un éventuel suivi social et environnemental, au regard de la thématique du paysage.

**Tableau no 4**

La démarche de recherche en cinq étapes :  
questions, outils méthodologiques et corpus traité pour le cas d'Alma

Étape / objectif ou question de recherche	Outils méthodologiques utilisés : corpus traité
<b>Étape 1</b>	<b>Élaboration d'un portrait de la dynamique territoriale (annexe B)</b>
Objectif : Situer le contexte géographique et historique et comprendre la dynamique territoriale de développement dans laquelle se déroule l'action sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue de presse à titre exploratoire (1997-2005)</li> <li>• Revue documentaire : plan d'urbanisme de la ville d'Alma (1988); schémas d'aménagement de la MRC (1987, 1997); projets de «paysage» et d'aménagement du territoire</li> <li>• Revue iconographique : photos historiques d'Alma; calendriers promotionnels (ville d'Alma, Alcan)</li> <li>• Analyse cartographique : photos aériennes de 1961 et 1991, propriétés foncières d'Alcan</li> <li>• Examen de données statistiques de recensement (Statistique Canada, 1996) à l'échelle de quatre secteurs de dénombrement</li> <li>• Analyse de contenu de discours d'acteurs dans : <i>verbatim</i> et mémoires déposés lors des audiences publiques tenues au sujet de l'Usine Alma;</li> </ul>
<b>Étape 2</b>	<b>Examen de la dynamique de négociation sociale entourant l'implantation du mégaprojet industriel</b>
Question spécifique no 1 : Quelles sont les contributions et les limites de l'évaluation environnementale à encadrer les négociations sociales tenues sur le paysage dans une perspective de «nouvelle gouvernance territoriale»?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire : étude d'impacts et annexes; compte-rendu de 25 réunions du comité de suivi CASE produits par Alcan et Extraits de transcription de réunions (<i>verbatim</i>) (1998-2002); documents d'information du promoteur destinés à groupes cibles ou au grand public; politiques et rapports d'accidents du ministère de l'Environnement; études produites par l'équipe de recherche MSIAA;</li> <li>• Observation directe de dix des 25 activités du comité CASE (réunions, visite de chantier, soupers «des fêtes») tenues de 1998 à 2002;</li> <li>• Observation directe de cinq réunions d'information organisées par le promoteur ou le comité CASE à l'intention de citoyens concernés, portant sur les travaux de dynamitage de roc (19 septembre 1998), les lignes électriques et champs magnétique (10 novembre 1998, 31 mars 1999); l'émissaire vers la rivière Petite-Décharge (17 novembre 1999) et le démarrage de la production (2 mai 2000)</li> <li>• Entrevues individuelles semi-directives avec sept représentants du milieu associatif et para-public, certains ayant été interrogés à plusieurs reprises et ayant en commun de négocier avec la compagnie Alcan sur des dossiers de nature diverses, liés ou non au projet Usine Alma (durée variant entre 45 et 90 minutes)</li> </ul>

Étape 3	Recensement des qualifications et significations accordées à des paysages locaux par des acteurs affectés
<p>Question spécifique no 2 :</p> <p>Dans une perspective de DD et de justice environnementale, les ententes conclues et les mesures réalisées suite aux négociations sont-elles satisfaisantes pour prévenir les paysages de risques, révélateurs d'iniquités sociales et environnementales?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entrevues individuelles semi-dirigées avec 19 résidents de Dunkerque (1-7 juin 2001) (durée variant entre 25 et 90 minutes)</li> <li>• Entrevues collectives semi-dirigées avec des résidents de proximité (N=3) et des promoteurs territoriaux (N=1) à Alma (hiver 2003) (durée moyenne de 2h25)</li> <li>• Entrevues exploratoires avec 54 citoyens lors d'une visite de chantier organisée par Alcan (29 août 1999), la moitié résident dans le proche voisinage du futur complexe (Six questions, durée moyenne de 10 minutes)</li> <li>• Entretiens informels non-directifs avec divers individus impliqués ou affectés (résidents, milieu agricole, experts, représentants du milieu associatif) réalisées lors de visites de terrain, d'assistance à diverses réunions liées ou non au projet d'Alcan, etc. (durée variable)</li> </ul>
Étape 4	Description et analyse
<p>Question spécifique no 1 :</p> <p>Quelles sont les contributions et les limites de l'évaluation environnementale à encadrer les négociations sociales tenues sur le paysage dans une perspective de «nouvelle gouvernance territoriale»?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Description des conduites d'acteurs documentées concernant le paysage à partir de cinq «objets» de négociation : localisation du site, présence visuelle, poursuite des pratiques traditionnelles, suivi environnemental et aménagement du site (chapitre 4)</li> <li>• Analyse des conduites d'acteurs observées par rapport à quatre critères de «gouvernance territoriale» (coordination, légitimité politique, rationalité réflexive, pouvoir) (chapitre 5, point 5.1)</li> </ul>
<p><b>Question spécifique no 2 :</b></p> <p>Dans une perspective de DD et de justice environnementale, les ententes conclues et les mesures réalisées suite aux négociations sont-elles satisfaisantes pour prévenir les paysages de risques, révélateurs d'iniquités sociales et environnementales?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Description des discours tenus par les acteurs affectés concernant les paysages locaux et industriels : à Alma, structuré selon les cinq «objets» de paysage (chapitre 4) et à Dunkerque, selon les thèmes du schéma d'entrevue (annexe C)</li> <li>• Analyse de contenu des discours à partir de thèmes relatifs à la notion de <i>paysages de risques</i> (perceptions de l'équité et du pouvoir par les acteurs affectés) (chapitre 5, point 5.2)</li> </ul>
Étape 5	Modélisation
<p>Question spécifique no 3 :</p> <p>Comment se construisent les significations accordées aux paysages industriels?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Synthèse des facteurs les plus déterminants du processus de construction de la signification sociale des paysages industriels (chapitre 6, point 6.1)</li> </ul>
<p>Question spécifique no 4 :</p> <p>Quelles sont les conditions méthodologiques pour que les analyses paysagères soient utiles au suivi social et environnemental de grands projets industriels?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposition de principes méthodologiques appliqués pour les analyses paysagères et le suivi social en évaluation environnementale (chapitre 6, point 6.2)</li> </ul>

## **PARTIE II :**

### **DESCRIPTION EMPIRIQUE : LES CAS FRANÇAIS ET QUÉBÉCOIS**

## CHAPITRE QUATRE

### LES PAYSAGES DE DUNKERQUE (FRANCE) : L'INTERPRÉTATION DE RÉSIDENTS DE PROXIMITÉ

Voilà donc l'énigme sur laquelle nous débouchons : des lieux urbains inconsistants, sans véritable texture parce que comme dégrammaticalisés, privés de sens et qui bégayent. (...) Il faut prendre acte de la difficulté que rencontrent tous les chercheurs qui y ont travaillé – et ils sont nombreux – à seulement nommer, de noms communément identifiables, les lieux sociaux de cette zone étrange, ni ville, ni terroir, ni banlieue, ni métropole à part entière.

Michel Péraldi (1989)

La visite du littoral de Dunkerque, en bordure de la mer du Nord, peut être une expérience déroutante pour l'étranger. La zone industrialo-portuaire s'y étire sur près de 20 kilomètres de côte et couvre plus de 6 000 hectares (Lesort et Dubuis, 1996). Depuis les années 50, divers grands projets étatiques, axés successivement sur la sidérurgie, la construction navale, la production d'énergie nucléaire et le transport maritime, ont consacré la vocation industrielle du territoire (voir figures 5, 6 et 7<sup>102</sup>). Au fil des ans, de nombreuses entreprises se sont implantées dans la zone industrielle, à un rythme plus intense depuis le début années 90. En 1996, des unités de production de très grand gabarit y côtoient des usines de plus petite taille, parmi lesquelles on notait 15 entreprises classées à risque (*ibid.*). Des mouvements sociaux ont réagi à cette industrialisation rapide du territoire. Pour leur répondre et pour tenter de réguler les effets de la proximité industrielle sur les lieux habités, les autorités se sont dotées d'outils originaux de planification et de concertation.

Pour saisir comment est perçue cette présence industrielle, 19 résidents vivant à proximité de l'aluminerie de Pechiney ont été interrogés. Le paysage a été utilisé pour stimuler les discussions et pour structurer l'analyse. Leurs propos sont rapportés en trois parties, soit : 1) l'interprétation des paysages industriels, 2) le vécu des impacts découlant de la proximité des industries et de l'habitat et 3) les rapports expérimentés avec les grands producteurs et leurs sites. D'abord, situons à grands traits la dynamique territoriale de Dunkerque.

---

<sup>102</sup> À moins d'indications contraires, les photos ont été prises par l'auteur.



**Figure no 5.** Une partie de la zone industrielle.



**Figure no 6.** Le mégacomplexe sidérurgique Sollac, ayant employé plus de 12 000 travailleurs par le passé.



**Figure no 7.** Les dunes devant la centrale nucléaire de Gravelines, la plus importante d'Europe.

## 4.1 DYNAMIQUE SOCIOTERRITORIALE DE DUNKERQUE : REPÈRES

Dunkerque fait partie de la région administrative du Nord-Pas-de-Calais (voir figure no 3, p. 124). Sa localisation géographique, aux limites nord de la France et sur le littoral de la mer du Nord, a fortement influencé son développement historique. La citadelle de Gravelines et la destruction de la ville lors de la Deuxième Guerre mondiale rappellent son rôle militaire stratégique. Plus récemment, sa proximité avec l'Angleterre et le bassin industriel de la mer du Nord a été reconnue comme un atout pour développer le créneau du transport maritime et faire de Dunkerque le «troisième port de commerce de France» (MÉFI, 2001 : 339). Enfin, des investissements publics, injectés sur plusieurs décennies, ont stimulé l'implantation de grands producteurs industriels. Bref, Dunkerque pourrait être considérée comme une région géographiquement éloignée<sup>103</sup> des centres décisionnels mais qui, en même temps, a été très investie par l'État au cours de son histoire. Avant de mieux définir ce qu'est devenue son économie locale contemporaine, rappelons quelques données démographiques.

### 4.1.1 DÉMOGRAPHIE

La Communauté urbaine de Dunkerque (CUD), la première créée en France (1972), regroupe 18 communes. La population était estimée à 208 705 habitants en 1999<sup>104</sup> et considérée comme l'une des plus urbanisées et des plus denses de France<sup>105</sup>. Les personnes que nous avons interrogées habitent soit à Gravelines (12 430 hab.) ou Loon-Plage (6 510 hab.), une des communes accueillant le complexe d'aluminerie de Péchiney dans leurs limites administratives. La population a peu augmenté dans ces deux communes entre 1990 et

---

<sup>103</sup> Soulignons par ailleurs que la région est de plus en plus «accessible», se trouvant près des axes de transport routier et ferroviaire liant la France et l'Angleterre (autoroute, tunnel sous la Manche à Calais), ainsi que sur les voies maritimes liant les Pays-Bas et la Belgique. De fait, «90 % des communes se trouvent à moins de 20 km d'un accès autoroutier» (MÉFI, 2001 p. 339)

<sup>104</sup> Les données démographiques proviennent du recensement de 1999 produit par l'INSEE, (CCID, n.d.). Il s'agissait des données les plus récentes au moment de la cueillette réalisée en 2000.

<sup>105</sup> En 1990, 86,2 % de la population de la région Nord-Pas-de-Calais était considérée «urbaine», ce qui était supérieur à la moyenne nationale de 75 % (données citées dans Giblin-Delvallet, 2000, p. 283). La densité de population est également forte : en 1999, on comptait 321,9 habitants par kilomètre carré dans la région, alors que la moyenne nationale était de 107,6 hab./km<sup>2</sup> (Giblin, 2000).



1999, avec des croissances respectives de 0,76 % et 1,12 % mais, tout de même plus, proportionnellement, que la communauté urbaine (0,06 %) ou la région (0,04 %) <sup>106</sup>. Soulignons que cette dernière affiche pourtant le plus haut taux de fécondité de France. C'est donc dire que la région éprouve actuellement des difficultés démographiques, ce qui contraste fortement avec les croissances urbaines phénoménales observées dans les années 70. De fait, les mouvements de populations ont évolué au gré de la dynamique économique, dont il importe de rappeler les grandes spécificités.

#### 4.1.2 ÉCONOMIE RÉGIONALE : LA PART DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

Historiquement, le Nord-Pas-de-Calais est reconnu pour ses mines de charbon. Suite au déclin du bassin minier, plusieurs reconversions industrielles ont été réalisées : chantiers de construction navale, sidérurgie, pétro-chimie, nucléaire, chimie fine. Mais, comme le souligne Damette, «*Dunkerque reproduit le modèle industriel qui fut celui du bassin minier : industrie lourde et la main-d'œuvre*» (cité dans Économie et humaniste, 1999 : 2).

Le Nord-Pas-de-Calais (NPDC) est la troisième région offrant le plus grand nombre d'emplois dans le milieu industriel en France – après l'Île-de-France et Rhône-Alpes – avec plus de 233 655 emplois industriels en 1999 (MÉFI, 2001, p. 10). Le tissu industriel régional se caractérise par la présence de «*grandes unités de production*» employant plus de 500 personnes. Sur les 2 728 entreprises qui œuvrent dans le secteur industriel, 52 grands employeurs embauchent, à eux seuls, 30 % de la main-d'œuvre régionale industrielle (MÉFI, 2001, p. 12-13). Dans la région, Dunkerque constitue la cinquième plus importante zone d'emploi, avec un total de 17 481 effectifs industriels. Près de la moitié de ceux-ci sont employés par un des cinq grands producteurs industriels que sont : l'entreprise de production sidérurgique Sollac (5 430 emplois), la centrale nucléaire de Gravelines (1 515), G.T.S. Industrie (sidérurgie) (652) et Aluminium Dunkerque (570) (CCID, 2000).

---

<sup>106</sup>En comparaison, la population française augmentait de 3,6 % pendant cette même période pour passer le cap des 60 millions.

Le milieu industriel est donc un secteur d'activité important dans la région. Il occupe 27% de la population active en 1999, soit plus que la moyenne nationale (24,9 %) (Giblin-Devallet, 2000 : 283). Le secteur est cependant en forte diminution : en 1982, il représentait 41 % des emplois régionaux (*ibid*). Pourtant, il y a eu nombre de nouvelles implantations dans les années 90, soit plus de 50 à Dunkerque, en cinq ans (Économie et humanisme, 1999, p. 3).

De fait, la modernisation de grands établissements a provoqué de lourdes pertes d'emplois. Le cas le plus frappant est certes celui de Sollac (anciennement Usinor) : les besoins de main-d'œuvre ont diminué de moitié depuis les années 70, où elle embauchait 12 000 travailleurs. Dans la région, les grands établissements industriels ont vu leurs effectifs réduits de 35 %, passant de 105 429 à 68 821 salariés entre 1993 et 1999 (MÉFI, 2001). À l'inverse, du côté des petits et moyens établissements, on observe plutôt une augmentation de 16 % des effectifs salariés, passant de 133 569 à 154 834 travailleurs. Tous ces mouvements d'entreprises ont des incidences sur la «santé» des populations.

#### 4.1.3 SANTÉ DES POPULATIONS

À Dunkerque, le taux de chômage est inférieur à la moyenne régionale. Également, il a connu une baisse de 1996 à 1999, passant de 15,5 % à 14 %. Ce taux demeure toutefois toujours supérieur d'environ 3 % par rapport à la moyenne nationale (voir tableau no 5). La situation d'emploi est particulièrement difficile pour les femmes et encore plus pour les jeunes. Leur taux de chômage régional s'établit respectivement à 18,5 % et 35,5 % en 1999 (Giblin-Devallet, 2000 : 283).

**Tableau no 5**

Taux de chômage en France, dans le Nord-Pas-de-Calais et à Dunkerque (1982-1999)

Unité spatiale / année	1982	1990	1996	1997	1998	1999
France			12,7	12,2	11,5	10,6
Nord-Pas-de-Calais	10,6	11,8	16,6	16,1	15,3	14,6
Dunkerque			15,5	15,1	14,4	14

Source : Giblin-Devallet, B. 2000, p. 283-289

L'importante concentration d'industries lourdes, à fortes émissions polluantes, a aussi probablement des répercussions sur la qualité de l'environnement et, incidemment, sur la santé humaine. Les études sur la santé n'établissent cependant pas de lien causal à ce sujet. Elles font tout de même des constats importants, par exemple, sur le taux de mortalité et certaines maladies :

(...) la région [NPDC] a une mortalité plus (voire beaucoup plus) forte que la moyenne française pour la plupart des localisations importantes (en particulier cancers du poumons, des voies aéro-digestives supérieures et de l'œsophage, chez l'homme); ceci souligne le poids de certains facteurs de risque comme l'alcool et le tabac, également responsables d'autres pathologies (...). Les autres facteurs de risque (alimentation, profession) ne doivent pas être négligés. (Declercq et Lacoste, 1998 : 78)

Cette même étude fait ressortir le caractère très localisé du phénomène : *«les secteurs littoraux, ultra-littoraux pourrait-on dire, sont très nettement des territoires d'élection pour les cancers. Des surmortalités anormalement fortes marquent très explicitement les secteurs de Dunkerque, Calais et Boulogne-sur-Mer.»* (ibid., p. 26). Enfin, l'espérance de vie est aussi moindre dans la région (76,0 ans) qu'à l'échelle nationale (78,5 ans) en 1997 (Giblin, 2000, p. 283). Les populations locales n'ont pas attendu ces sombres statistiques pour manifester leur mécontentement.

#### 4.1.4 LE VIRAGE VERS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : PLANIFICATION, CONCERTATION

La région des «mines» est reconnue pour son militantisme syndical. L'amélioration des conditions de travail a été un combat historique. Plus récemment, l'environnement a été inscrit dans les revendications locales. Les groupes écologistes se sont mobilisés, appuyés par les populations qui s'opposaient à l'industrialisation rapide du début des années 90<sup>107</sup>. Dans cette dynamique de contestation, *«[l]es implantations d'Aluminium Dunkerque et de Dupont de Nemours [usine de production de pesticides] jouent le rôle de révélateur»* (Économie et humanisme, 1999 : 4).

<sup>107</sup> La chef des Verts, Marie-Christine Blandin, a même été élue présidente de la région NPDC.

Pour répondre à ces mouvements sociaux, les élus et décideurs publics et privés ont misé sur l'approche du «développement durable»<sup>108</sup>. Plus concrètement, de nouveaux outils de planification et de concertation ont été expérimentés qui intègrent davantage la question environnementale. La liste des innovations est exhaustive. Soulignons seulement l'existence du *Réseau de surveillance de la pollution atmosphérique* (le premier créé en France, en 1976), du *Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles* (SPPPI) et ses cinq commissions techniques (1990), de la *Charte pour la qualité d'environnement* (1990), du *Schéma d'environnement industriel* (1993), ainsi que de comités de liaison associés à des sites industriels – celui de la centrale nucléaire de Gravelines date de 1987. En plus de ces pratiques institutionnelles, axées sur la planification, la concertation et le suivi, des entreprises se sont lancées «dans la lutte anti-pollution», surtout dans des «investissements spécifiques, (dits de bout de chaîne), destinés essentiellement au traitement des nuisances (qualité de l'eau, de l'air, lutte contre le bruit, traitement des déchets)» (MÉFI, 2001 : 48). Entre 1997 et 1999, ces investissements totalisaient 525 millions de Francs dans la région, ce qui représentait 11,8 de tous ceux faits en France. Enfin, soulignons que le paysage est une thématique présente, inscrite d'abord dans le schéma d'aménagement et de paysagement, développé par l'Agence d'urbanisme et adopté par le Port autonome, l'agence responsable de la zone industrielle (AGUR, 1990). Elle a par la suite été introduite dans le *Schéma d'environnement industriel* et aux travaux du SPPPI.

Ces divers efforts semblent porter fruit, du moins sur le plan institutionnel. Dunkerque a en effet reçu un des cinq prix européens attribués aux *villes durables*, en 1996. Par ailleurs, il reste à voir comment ces outils sont perçus par la population concernée. C'est entre autres ce que les 19 entrevues individuelles réalisées avec des résidents de Gravelines et de Loon-Plage<sup>109</sup> tenteront de vérifier.

<sup>108</sup>Encore aujourd'hui, le «Nord-Pas-de-Calais se veut la Région de l'environnement et du développement durable. Cet objectif est affiché clairement dans le contrat du Plan État-Région 2000-2006.» (MÉFI, 2000: 340)

<sup>109</sup>Pour connaître le profil détaillé de ces résidents, voir le tableau no 3 (chapitre trois, point 3.3.3).

## 4.2. INTERPRÉTATION ET QUALIFICATION DES PAYSAGES «INDUSTRIELS»

Dans l'ensemble, les résidents interrogés décrivent les paysages de leur région en utilisant spontanément des termes négatifs. Du moins est-ce le cas lorsqu'on leur pose la question directement<sup>110</sup>. *«Y'a pas grand chose par ici, question de paysage. C'est pas merveilleux!»*. Selon eux, les *«beaux paysages»* sont ailleurs, notamment dans la région limitrophe de Boulogne. Deux facteurs ressortent particulièrement pour expliquer cette première qualification spontanée : la topographie très plane et, surtout, la forte présence d'industries.

De fait, les paysages de Dunkerque *sont* industriels. De façon catégorique et unanime, les résidents les qualifient négativement, d'abord selon une perspective esthétique (*«pas joli»*, *«pas beau»*) ou à l'aide d'expressions comportant une dimension morale (*«affreux»*, *«villain»*). Les industries *«défigurent»* et *«gâchent»* le paysage. Pour plusieurs, il semble impossible de qualifier leur présence autrement : une usine *«ça peut pas s'intégrer dans le paysage»* (ER-15). Par la suite, le discours ouvre sur d'autres dimensions intégrées à la qualification paysagère. Ce n'est pas la question environnementale qui domine mais, plutôt, la contribution économique des entreprises : *«on peut pas dire que c'est joli. Mais enfin, c'est le boulot»* (ER-12). La qualification paysagère révèle parfois le sentiment de dépendance économique envers les entreprises et la difficulté de critiquer : *«Personnellement je trouve que c'est dommage sur le plan esthétique mais c'est nécessaire. C'est quand même le gagne-pain de nos maris... (...)On peut pas trop critiquer quelque part, on en a besoin pour vivre. Mais d'un autre côté c'est vrai que...»* (ER-16).

Du point de vue des répondants donc, la notion de paysage, qui renvoie spontanément à une certaine représentation du «beau», ne colle pas à la réalité locale où s'affirme la présence industrielle. Pourtant, certains propriétaires publics et privés ont fait des efforts pour aménager leurs sites. Examinons comment les répondants évaluent ces efforts, en commençant d'abord par ceux de Péchiney (points 2.1 et 2.2). Leurs propos révèlent l'existence de paysages valorisés, mais avec lesquels la présence industrielle entre parfois en conflit (2.3).

---

<sup>110</sup> La question était : *«Parlez-moi des paysages de votre région?»*

#### 4.2.1 INTÉGRATION PAYSAGÈRE DU COMPLEXE DE PECHINEY

Pour la compagnie Pechiney, l'intégration au paysage était un des «*trois objectifs essentiels*» du nouveau complexe. La «*volonté de Pechiney est de porter une attention particulière à l'insertion de sa future usine dans l'environnement. Un travail sur un aménagement et un paysagement de qualité ainsi que sur une intervention architecturale forte est par conséquent engagé*» (AGUR, 1989 : n.p.). Pour ce faire, deux architectes industriels ainsi qu'un paysagiste renommé en France (Michel Corajoud) furent retenus. Concrètement, l'architecture des bâtiments a été développée, en façade surtout. Le revêtement extérieur de la majorité des bâtiments aurait été conçu expressément pour ce projet. Il s'agit, explique un représentant, d'une tôle en aluminium ayant de «*grandes ondulations*» et qui a été posée à l'horizontale afin que «*l'usine accentue les dominantes fuyantes horizontales du site et [que] ça s'intègre bien dans ce pays plat du nord de la France*» (entrevue, 20 octobre 2000). La couleur grise du revêtement veut sciemment rappeler le climat brumeux de la région (cf. figure no 8). Le poste d'accueil et la passerelle, que les visiteurs doivent franchir pour accéder aux usines et aux bâtiments administratifs, sont faits de verre et d'acier, dans un langage raffiné (cf. figure no 9). Concernant les aménagements paysagers, ils sont concentrés à proximité du bâtiment d'accueil, selon une composition formelle composée d'arbustes, et ils sont visibles depuis la passerelle les surplombant (cf. figure 10).

Avec ces divers investissements dans l'architecture et l'aménagement paysager, Pechiney a-t-elle réussi à «intégrer» son complexe de 65 hectares, *Aluminium Dunkerque*<sup>111</sup>, au paysage local? Il semble que non, du moins du point de vue de la majorité des 17 répondants<sup>112</sup>. Les deux principaux éléments expliquant leur évaluation négative se renvoient l'un à l'autre, soit 1) la forte présence visuelle du complexe et 2) le manque d'arbres aux abords pour «*camoufler*» les bâtiments. Soulignons que le travail architectural est apprécié par près du tiers des répondants, même s'ils considèrent que cela n'est pas suffisant pour

<sup>111</sup>Le site de Pechiney est situé à l'extrémité ouest, dans les limites administratives des communes de Gravelines et de Loon-Plage. Le complexe, qui a nécessité un investissement de 5,5 milliards de Francs français, produit 230 000 tonnes d'aluminium par année, ce qui représente 50% de la production française du groupe.



**Figure no 8.** Le complexe de Pechiney depuis la nationale.



**Figure no 9.** Le poste d'accueil et la passerelle de verre.



**Figure no 10.** L'aménagement paysager visible depuis l'accueil.

---

<sup>112</sup>Quelques expressions utilisées : trop «*tape-à-l'œil*» (ER-12); «*un mastodonte*» (ER-6); «*vraiment la masse*» (ER-8); «*un beau bâtiment mais rien autour*» (ER-14B)

«intégrer» le complexe au paysage. De même, plusieurs sont sensibles au fait qu'il n'y a pas de fumée noire s'échappant des cheminées comme c'était le cas pour les anciennes usines, ce qui les incite à croire qu'il y a moins de pollution. Sachant que d'autres promoteurs privés et publics ont aussi fait des efforts sur le «paysage», comment les répondants perçoivent-ils ces efforts?

#### **4.2.2 AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS PAR LES VILLES ET LES INDUSTRIELS**

Les communes et villes limitrophes de la zone industrialo-portuaire de Dunkerque sont particulièrement actives en matière d'aménagement urbain. Depuis le milieu des années 90, elles semblent se livrer une véritable «course» aux investissements publics : boulevards nouvellement plantés, promenades redessinées, ronds-points fleuris, mobilier urbain et affichage récent. Les nombreux chantiers observés lors de notre séjour, en juin 2001, témoignent aussi de ce mouvement d'aménagement et d'embellissement des petites localités dunkerquoises. Aux entrées des villes, des îlots fleuris illustrent des pages de la culture locale actuelle et passée. Les autorités de la zone portuaire misent sur l'aménagement paysager. Un programme de plantation a été lancé, conjointement avec l'*Agence d'aménagement urbain de la communauté urbaine* (AGUR), et dans lequel les nouvelles entreprises sont invitées à s'impliquer. Les résidents rencontrés observent ces divers aménagements et expliquent comment ils contribuent à leur qualité de vie.

#### **Les contributions des aménagements paysagers à la qualité de vie**

Selon les propos recueillis, les aménagements paysagers jouent trois rôles dans la qualité de vie des résidents. Un premier rôle est de type psychosocial. Quelques-uns affirment ainsi que la présence de plantations dans leur ville agit sur leur «*humeur*», comme une forme de «*compensation*» face au climat régional, souvent «*gris*» et «*moché*», et aussi par rapport aux nombreuses grandes unités de production. La forte prégnance du tissu industriel dans le territoire revient souvent dans le discours, qu'elle soit physique, visuelle ou cognitive. Dans cette perspective, les écrans d'arbres en diminuent sa présence visuelle, ce qui aurait des incidences «*psychologiques*» positives même si, dans la réalité, il occupe toujours autant de territoire et est toujours aussi près. «*C'est psychologique, je suis sûre que ça ne change*



rien, explique cette jeune professionnelle, *mais quand on voit des arbres, c'est vrai qu'on a l'impression de ne plus la [zone industrielle] voir. Donc, inconsciemment, on se sent mieux.*» (ER-14B). En d'autres termes, une ville bien «*fleurie*» aide à faire «*oublier*» les usines et la «*pollution*» présentes dans le quotidien.

Un second rôle attribué explicitement aux aménagements paysagers concerne leur contribution environnementale. Les arbres situés près des usines permettraient, selon certains, de «*capter des gaz*» ou autres rejets ou encore de freiner les poussières, comme celles provenant du quai de Pondéreux. Enfin, les aménagements jouent un troisième rôle, celui de «*bio-indicateur*»<sup>113</sup>. Pour plusieurs résidents, l'aspect de la végétation présente autour des usines et de leur domicile est révélateur de l'état de l'environnement. À l'inverse, une absence d'arbres éveille leurs soupçons : si rien ne pousse, c'est que la pollution s'avère probablement trop importante.

### **Aménager les villes et zones industrielles : deux appréciations**

Généralement, les opérations d'aménagement réalisées dans la trame urbaine par les municipalités sont qualifiées de manière positive : «*bien fait*», «*agréable*», «*bien fleuri*», «*beau*», «*joli*». Certains répondants sont particulièrement fiers que leur ville soit si coquette. Ils perçoivent même une sorte de «*petite bataille*» entre les communes, à savoir laquelle obtiendra les plus beaux projets d'aménagement, les «*plus beaux lampadaires*». Quelques-uns, plus rares, expriment toutefois des réserves. Entre autres, ils estiment que des dépenses trop importantes sont consacrées à ces grands projets urbains. Elles ne correspondent ni à la capacité de payer de leur petite municipalité, ni à la représentation qu'ils en ont. Ainsi, sur le plan symbolique, les opérations d'aménagement urbain semblent cristalliser les changements démographiques et sociaux survenus depuis deux décennies dans leur localité. Ces aménagements confèrent dorénavant l'image de «*ville*» à leur lieu de résidence au détriment de celle, passée et préférée, de «*village*». Tous apprécient cependant les

<sup>113</sup>Rappelons que la Ville de Gravelines, à l'initiative du conseiller responsable de l'environnement monsieur Jean Leroy, avait mis en place un programme de plantation massive de glaïeuls lors du démarrage de l'aluminerie de Pechiney (entrevue 20 octobre 2000). Les glaïeuls sont en effet reconnus pour être sensibles aux rejets de fluor et donc, de bons «*bio-indicateurs*».

opérations de plantations d'arbres réalisées en périphérie des quartiers urbains et aux frontières des zones industrielles<sup>114</sup> qui, un jour, «cacheront» les usines.

Concernant les aménagements paysagers réalisés par des industriels sur leurs propriétés privées, les avis sont plus partagés. D'un côté, les efforts sont bien accueillis, mais certains considèrent qu'il s'agit là d'un minimum, *«qu'ils pourraient faire mieux»* (ER-8). De l'autre côté, des résidents n'observent tout simplement pas de changement dans l'intérêt des entreprises à faire des aménagements paysagers. Ils estiment, plutôt, que ce sont les autorités publiques qui mènent les projets de plantation. De même, ils relient la réalisation de tous ces travaux aux motivations des promoteurs.

### **Trois motivations pour aménager : le risque du paysage «décor»**

Selon les personnes interrogées, les aménageurs seraient motivés par trois types de finalités. D'abord, les opérations d'aménagement souscriraient à un mouvement plus large, auquel la population participe aussi, celui de la *«mode du jardinage»*. Une seconde finalité des opérations de plantation consisterait à *«cacher»* les usines derrière un écran de verdure. Enfin, un troisième objectif poursuivi par les aménageurs serait de l'ordre de l'image. Il s'agirait soit de conserver une image de marque pour les touristes et les investisseurs, soit d'essayer de renverser une image négative associée aux zones industrielles, surtout liée à la pollution : *«Je pense qu'ils font ça pour donner une impression de netteté au niveau de l'usine»*. Cette stratégie d'image s'appliquerait aussi à certaines villes. Celle de Grande-Synthe est citée comme une des références en matière d'aménagement paysager. Son image de «ville fleurie» contraste avec les problèmes sociaux (chômage, délinquance) que l'on attribue à cette localité enclavée dans la vaste zone industrialo-portuaire.

Ces opérations d'aménagement paysager dans les villes et les zones industrielles, quoique généralement appréciées, ont leurs limites. Comme le laisse entendre ce travailleur de EDF, elles visent à *«améliorer la qualité de vie des gens. Mais je veux dire, on ne peut pas cacher la réalité non plus»* (ER-7). Ainsi, des répondants demeurent critiques. Les aménage-

---

<sup>114</sup>Ils mentionnent la «ceinture verte» de Loon-Plage et les plantations réalisées le long de la route

ments paysagers ont des impacts positifs, mais ne suffisent pas toujours à modifier l'esthétique des industries et, plus largement, la perception plus globale que les résidents ont de leur territoire. Dans cette suite, ils ne confondent pas «*paysagement*» et réduction de pollution. Néanmoins, malgré ces limites, un constat trivial demeure : les aménagements paysagers aux abords des industries, «*c'est plus beau!*».

#### 4.2.3 LE LITTORAL : PAYSAGES VALORISÉS MAIS CONFLICTUELS AVEC L'INDUSTRIE

Certains paysages locaux sont fortement valorisés. Cependant, ceux-ci sont rarement nommés spontanément par les répondants. Ils émergent plutôt lors des entretiens, lorsqu'il est question 1) des lieux à faire visiter aux gens de passage (famille, amis, touristes), 2) des endroits fréquentés pour des activités ludiques ou qui sont liées à la nature, 3) de ceux méritant d'être préservés ou encore 4) des territoires qui sont le théâtre de conflits. Au total, une vingtaine de paysages et lieux sont ainsi désignés. Il s'agit surtout de paysages de proximité, associés à des pratiques signifiantes dans le mode de vie des répondants, notamment liées à la récréation, à la détente, à la découverte de la nature et ce, en solitaire ou en famille<sup>115</sup>. Parmi eux, les paysages maritimes remportent largement la faveur.

Les paysages du littoral occupent une place bien à part. La côte boulonnaise, avec ses caps et falaises, se distingue comme étant l'endroit à visiter puisqu'elle a été nommée le plus souvent, soit par la moitié des répondants. Située à quelques 37 kilomètres de leur commune, cette région est facilement accessible. Pourtant, très peu d'entre eux disent fréquenter l'endroit personnellement. En fait, les résidents interrogés ne vont pas si loin pour admirer les paysages du littoral.

---

express et près d'Aluminium Dunkerque.

<sup>115</sup> Les lieux nommés le plus souvent sont : la Réserve naturelle du *Platier*, les petites routes rurales, les sentiers de randonnées cyclable locaux, surtout, et national (sentier des douaniers longeant le littoral), les canaux et écluses, la pépinière aux pieds des remparts de Gravelines, les villes fortifiées (Gravelines, Bergues), des territoires de l'arrière-pays (marais, rivières, forêts) et enfin, des terrains vagues dans leur voisinage.

Dans cette région d'anciens villages de pêcheurs, les répondants mentionnent que le littoral de Dunkerque offre en effet des kilomètres de bord de mer, facilement accessibles en quelques minutes à partir de leur résidence. Ils se rendent ainsi aux plages aménagées de *Petit-Fort* (figure no 11) ou de *Malo-les-Bains* (quartier limitrophe du centre-ville de Dunkerque), à celle du *Clipon* longeant la zone industrielle (figure no 12), ainsi qu'aux dunes derrière la centrale nucléaire. Ces plages ont des caractères différents, du plus naturel au plus anthropique (voir photos), et sont propices à toutes sortes d'activités. Pour cause, tous les répondants<sup>116</sup> vont à la plage sur une base régulière. Ils y vont pour se promener seul-e, avec un ami ou avec le chien, pour faire de l'exercice, pour «*sentir la mer*», pour passer les dimanches en famille, pour pique-niquer en amoureux, pour lire, se baigner, ramasser des «*coques*», se détendre après le travail. Par ailleurs, cette plage si hautement valorisée est aussi associée à des conflits découlant de la proximité de la zone industrielle.

### **Conflits d'usages, d'accessibilité, de représentation et d'appropriation**

La zone industrialo-portuaire à l'étude s'étire sur une vingtaine de kilomètres entre les localités de Dunkerque à l'est et de Gravelines à l'ouest. Les usages résidentiels et agricoles traditionnels ont progressivement décliné depuis les années 60 pour faire place à de grandes usines de production. Dans les années 70, l'État a exproprié des maisons pour relocaliser les chantiers navals de France et pour construire le canal des Dunes en vue d'accueillir l'arrivée des bateaux «modernes» nécessitant un fort tirant d'eau. L'industrialisation de ce territoire est vécue difficilement par tous les usagers de la plage du Clipon interrogés (N=9), ce qui en a conduit plusieurs à ne plus y aller. On distingue quatre types de conflits.

D'abord, il y a des conflits d'usages. Certaines pratiques traditionnelles ont été progressivement interdites. Au début, les nouvelles entreprises tolèrent la présence des «visiteurs» sur leurs terrains mais, à moyen ou long terme, les sites sont de plus en plus fermés au public et les usages, contrôlés. Des amateurs de pêche observent ainsi une diminution progressive des lieux où ils peuvent s'adonner à ce loisir, près de la centrale nucléaire ou dans certaines sections donnant sur des canaux. Il est difficile, expliquent-ils, de s'opposer for-

---

<sup>116</sup>Sauf une dame âgée qui dit ne plus sortir de chez elle.

mellement à ces interdictions car les industriels ont des droits de propriété. Aussi, certains affirment leur opposition de façon «clandestine», soit ne respectant pas les interdictions de pêche. Au sujet de la pêche ou des promenades, d'autres répondants ont soit cessé de fréquenter ces sites au profit d'autres plages de la région, ou soit carrément abandonné ces pratiques.



**Figure no 11.** La plage aménagée de Petit-Fort, à l'ouest de la centrale nucléaire de Gravelines.



**Figure no 12.** Vue depuis la plage du Clipon : au loin, la mer et de chaque côté, les industries.

Parfois, même si les usages sont autorisés, les pratiques sont modifiées à cause de la nouvelle organisation du territoire. Ainsi, un second type de conflit est lié à la privatisation du territoire et à la réduction de l'accès aux paysages valorisés. Il est surtout caractéristique de

la plage du *Clipon*, en bordure de la zone industrialo-portuaire. Le canal des Dunes, construit dans les années soixante-dix pour le passage des grands navires et adossé à la digue du *Braek*, sépare aujourd'hui la plage de la terre ferme. Sur cinq kilomètres, il n'existe qu'un seul endroit pour franchir le canal, ce qui crée un effet de «coupure» et oblige à faire un long «détour». Ainsi, si la plage est toujours fréquentée, c'est la façon de s'y rendre qui a changé : l'utilisation de la voiture semble maintenant incontournable. Pourtant, des résidents, jeunes et moins jeunes, expliquent le plaisir qu'ils avaient de se rendre à la plage à bicyclette en empruntant les petites routes de campagne. Le fait que le trajet soit devenu plus long, plus compliqué et plus dangereux (présence de camions sur ces mêmes petites routes) les a incités à «*ranger leur vélo*»<sup>117</sup>.

Dans cette suite, l'industrialisation a des incidences sur les représentations des paysages. Pour certains répondants, la qualité de l'environnement s'est dégradée à cause des rejets des industries : celle de l'air, de l'eau et de la nature en général. La nature, tout en paraissant «*encore à son état sauvage, (...) à l'air quand même de souffrir de la pollution*» (ER-17). Le caractère du lieu se trouve fortement modifié par la présence industrielle: d'un côté, il y a la mer, de l'autre, les usines. L'expérience paysagère aussi est différente. C'est ce qui incite cette femme à concentrer son regard droit devant, vers la mer, où «*c'est beau*», pour ne pas voir les usines.

La plage est perçue par certains comme faisant désormais partie d'une zone industrielle, ce qui est ressenti comme une forme de désappropriation territoriale, quatrième conflit. Le littoral est considéré «*morcelé*» et «*envahi*» par les activités industrialo-portuaires. Même si des industries ont amélioré leurs performances environnementales, elles occupent toujours une place importante dans le territoire, qui s'exprime entre autres dans le paysage :

---

<sup>117</sup>Plusieurs répondants déplorent l'insécurité découlant de l'utilisation mixte des petites routes de campagne de la zone portuaire par les camions et les cyclistes. En contrepartie, le tiers fréquente le réseau de pistes cyclables développé par la ville. Notons que les pratiques s'en trouvent tout de même modifiées; elles sont désormais circonscrites au réseau alors qu'auparavant, elles se déroulaient sur des circuits plus spontanés et diversifiés, sur les routes rurales. Une dame affirme ainsi se sentir «*enfermée*». En ce sens, on peut parler d'une forme d'institutionnalisation de la pratique.

Au nord de Gravelines, la côte, elle est prise par les industries jusqu'à Dunkerque. Y'a rien à voir. C'est moche. (...) Même les nouvelles usines, moins polluantes, comme les activités portuaires industrielles, ... (...) Il y a peut-être moins de pollution qui en sort mais, c'est tout aussi important, ça prend tout le littoral. Tout ce qui est pétrolier aussi tout ça. C'est peut-être pas que ça pollue beaucoup, mais, je sais pas, ça fait quand même des grandes tours, ça fait de l'industrie.. ça fait... c'est pas beau à voir quoi et puis bon ben... ça sacrifie tout le littoral de Gravelines à Dunkerque. (ER-6)

Ces changements sont vécus comme une «*coupure*» et une perte de «*patrimoine*». D'autres sont encore plus catégoriques : pour eux, les plages ont «*disparu*». La situation est encore plus frustrante pour les résidents qui estiment que plusieurs changements territoriaux (expropriation, canal) ont été réalisés «*pour rien*», certains grands projets planifiés ne s'étant finalement pas concrétisés. Ils soulignent combien la «*perte*» de la plage est incongrue pour leur localité, alors que le nom même de Loon-Plage est associé à celle-ci. Ils souhaiteraient vivement pouvoir «*retrouver la plage*» mais en doutent.

#### 4.3 IMPACTS DE LA PROXIMITÉ INDUSTRIELLE SUR LA QUOTIDIENNETÉ ET LES PRATIQUES TERRITORIALES

Habiter à proximité de grands sites industriels a des incidences sur le cadre de vie et les activités quotidiennes. Ces effets ou «*impacts*», vécus et nommés par les répondants, s'avèrent nombreux et surtout négatifs<sup>118</sup>. Nous les avons regroupés dans une quinzaine de catégories, résumées dans l'encadré no 7. Du nombre, trois se situent nettement en tête de liste, ayant été nommés par plus des trois quarts des répondants. Il s'agit 1) des nuisances découlant des envolées de poussières de minerai entreposé sur un quai, 2) de la pollution, surtout de l'air, générée par les usines et 3) de la modification, la limitation ou l'interdiction des pratiques et usages sur le territoire. Le thème de la santé arrive au quatrième rang, mentionné par plus de la moitié des répondants. Des effets positifs sont aussi perçus, surtout associés à la vie économique, qui sont discutés plus bas.

<sup>118</sup> Les réponses données à la question ouverte posée à ce sujet ne couvrent pas l'ensemble des impacts ressentis. L'analyse de contenu doit porter sur l'ensemble des propos recueillis en entrevue.

### **Encadré no 7**

Catégories d'impacts vécus et nommés par les résidents de proximité  
interrogés à Dunkerque

- |     |  |
|-----|--|
| 1.  | Nuisances dues aux poussières                                    |
| 2.  | Pollution, surtout de l'air                                      |
| 3.  | Usages modifiés, limités ou interdits                            |
| 4.  | Santé  |
| 5.  | Emplois directs et indirects                                     |
| 6.  | Végétation (arbustes fruitiers, fleurs)                          |
| 7.  | Risques d'accidents et pour la santé                             |
| 8.  | Odeurs   |
| 9.  | Revenus fonciers pour la municipalité                            |
| 10. | «Pollution visuelle»   |
| 11. | Accessibilité limitée de certains sites et parties de territoire |
| 12. | Services publics (activités et équipements sportifs)             |
| 13. | Champs magnétiques   |
| 14. | Démographie  |
| 15. | Bruit  |
| 16. | Déchets  |
| 17. | Choix de localisation résidentielle                              |

Source : corpus des 19 entrevues réalisées en juin 2001.

De façon générale, il est difficile d'isoler les thèmes les uns des autres pour procéder à l'analyse de contenu et à la description. En effet, le discours des répondants ne se fait pas ainsi. Ceux-ci les situent plutôt dans une perspective synergique, les uns par rapport aux autres, ainsi que par rapport à leurs milieu et mode de vie. Dans leurs propos par exemple, les effets de la pollution sur la qualité de l'environnement sont associés aux emplois et renvoient aussi à la santé et aux pratiques territoriales. En ce sens, les impacts apparaissent comme étant liés, de leur point de vue, dans une sorte de chaîne de relations. Or, une description forcément «linéaire» et «compartimentée» de ces impacts déforme la réalité vécue et perçue par les populations locales<sup>119</sup>. L'exercice est tout de même fait en deux temps :

<sup>119</sup>Ce constat rejoint certaines observations formulées dans le cadre de travaux sur la perception du risque industriel, par Irwin et *al.*(1999, p. 1323) ou encore Coanus et *al.*. Ces derniers soulignent la difficulté posée pour la description et le risque inhérent de perdre le sens des propos des habitants : «*Au plan de la restitution écrite, ce caractère diffus et mobile des représentations «habitantes» n'est pas le moindre des défis rencontrés. La linéarité obligée du texte écrit contraint à découper le*



d'abord, en rapportant les impacts perçus relativement à la problématique des poussières de minerais, soulevée par pratiquement tous les résidents interrogés (point 4.3.1), puis en examinant de plus près la question des risques (points 4.3.2 et 4.3.3).

#### 4.3.1 DES IMPACTS SYNERGIQUES : POUSSIÈRES, SANTÉ, PRATIQUES, QUALITÉ DE L'AIR

Les onze répondants de Gravelines<sup>120</sup> sont unanimes à dire que les envolées de poussières de minerais provenant de sites d'entreposage à ciel ouvert du quai de Pondéreux, situés à moins de 2 kilomètres de leur propriété, sont un effet de la présence d'usines dans le voisinage. Plusieurs se montrent littéralement exaspérés par la situation. «*C'est la calamité de la région*». La présence de poussières a des incidences sur certaines pratiques de leur quotidien. D'une part, l'accumulation de poussières sur les vitres et châssis des fenêtres, sur les meubles de jardin, sur l'herbe et les végétaux crée un effet de malpropreté. Cela implique des activités d'entretien (peinture du crépis de la maison) et de nettoyage fréquentes, ou même de couvrir ou ranger les meubles du jardin chaque soir. Aussi, il n'est pas possible, selon plusieurs, d'étendre les vêtements à sécher à l'extérieur. La situation est évaluée par certains comme étant encore plus dramatique dans d'autres communes, comme Grande-Synthe ou Fort-Mardyck, où il serait impossible de pouvoir manger à l'extérieur à cause de la poussière provenant dans ces cas d'autres sites industriels (ex. : Sollac). La qualité de vie dans ces quartiers s'en trouve affectée : «*Ah, c'est sûr, ils ont des avantages, ils paient pas d'impôts ! Mais la vie, elle est dure !*» (ER-13).

Sur le plan environnemental, les poussières de minerais sont considérées comme un des types de rejets émis par les industries (comme le fluor) et une forme de *pollution* de l'air. Dans cette suite, plusieurs estiment que la présence de tels rejets a des incidences sur la *santé* des populations locales et sur les causes de morbidité (taux de cancer élevé, cas de

---

*propos, faute de mieux, en plusieurs thématiques qui, pour être connexes, n'en sont pas moins forcément disjointes à l'arrivée, pour le rédacteur comme pour le lecteur.*» (Coanus et al., 1999 : 370)

<sup>120</sup> Les répondants de Loon-Plage connaissent aussi la problématique vécue dans diverses communes, sans pour autant la vivre de façon aussi aiguë (avis plus partagés). La plus grande distance par rapport au quai, ainsi que les conditions microclimatiques (direction, force des vents) feraient en sorte que les impacts y sont moindres.

maladies respiratoires, allergies). Ils entrevoient, à plus long terme, des problèmes pour les générations futures : *«ceux qui ont des enfants en bas âges et qui vont rester ici toute leur vie ici, c'est dommage hein. On aura d'autres statistiques dans 20 ans, c'est sûr. (...) Un enfant ira pas jusqu'à 80 ans avec ça dans les poumons.»* (ER-6). Une étude de l'Observatoire régional de la santé Nord-Pas-de-Calais (Declercq et al., 1998), rendue publique peu avant notre passage dans la région, est citée par certains résidents pour appuyer leurs dires et ce, même si elle ne fait pas de lien explicite avec la présence industrielle<sup>121</sup>. Au-delà des statistiques, le tiers des répondants évoque des problèmes de santé vécus sur le plan personnel, par leur conjoint, leurs enfants, d'autres familles ou par des travailleurs. Ils sont attribués à la pollution atmosphérique surtout<sup>122</sup>.

Enfin, toutes ces perceptions liées à la pollution et aux risques pour la santé ont des effets sur l'appartenance territoriale. Sur les neuf résidents affirmant en effet avoir l'intention de déménager dans les années à venir, cinq expliquent leur intention en évoquant ces raisons, ce qui représente près du tiers des répondants (N=17).

---

<sup>121</sup> *«Ici y'a beaucoup de pollution. J'ai lu un article y'a pas longtemps. On est la région où y a le taux de mortalité par cancer le plus élevé de France. On est 15% au-dessus de la moyenne nationale. Et ça, c'est toutes les usines de Boulogne, disons jusqu'à la frontière belge. Y'a beaucoup d'usines classées Seveso. Il doit y avoir 15 sites classés Seveso, dont la centrale qui en fait partie. Mais on a encore de la chance que les vents, ils vont souvent de l'autre côté. Ceux qui sont à Mardyck, avec Sollac, toutes les usines, la raffinerie, tout ça. C'est rare que ça vient par ici. Ça part plutôt vers la Belgique avec le vent dominant. Mais quand ça vient par ici...»* (ER-7)

<sup>122</sup> Une mère de famille estime que les bronchites à répétition vécues lors de son arrivée à Gravelines étaient occasionnées par la présence des poussières de minerai (ER-3). Une autre femme de Loon-Plage, dans la cinquantaine, explique que son mari souffre de l'asthme, pour ensuite avouer avec émotion qu'elle a elle-même souffert d'un cancer (ER-12). Pour sa part, un résident de Gravelines dit moins bien respirer certains jours et associe cela aux émissions de fluor de l'aluminerie de Pechiney, située à proximité, qu'il considère comme la *«plus polluante»* de toutes les usines (ER-5). Deux jeunes mères de famille disent connaître des amis dont les enfants éprouvent des problèmes divers : asthme, allergie. Une d'elles s'estime chanceuse de ne pas avoir eu de tels problèmes *«jusqu'à présent»* (ER-17). Une troisième mère remarque un changement dans la *«mine»* de ses deux enfants lorsqu'ils séjournent chez leurs grands-parents, qui habitent une trentaine de kilomètres à l'intérieur des terres : *«ils partent là-bas une semaine, ils ont une mine resplendissante par rapport à ici»* (ER-14A). Elle explique ce changement par le fait qu'il y ait une piètre qualité de l'air à Dunkerque, en raison de la forte industrialisation et de la pollution. D'autres répondants observent aussi des changements similaires sur leur état de santé lorsqu'ils séjournent à l'extérieur de la région pour quelque temps (ex. : vacances, travail), dans le sens où ils disent respirer plus facilement.

#### 4.3.2 DES ZONES DE QUESTIONNEMENT FACE AUX POLLUTIONS

Les résidents interrogés comparent différents types de pollutions. Il y a celles que l'on voit et celles que l'on ne voit pas. Il y a celles dont on ressent les effets maintenant, au quotidien, comme c'est le cas pour les poussières de minerai, et celles dont on présume les effets à plus long terme. Le récent complexe de Pechiney, *Aluminium Dunkerque* (AD), est perçu comme une «industrie propre» en comparaison d'autres, plus anciens, qui «crachent de la fumée noire». Ce complexe demeure tout de même source de questionnements : «du fluor, on ne les voit pas. Bon, est-ce que c'est bon, est-ce que c'est pas bon? (...) On sait pas» (ER-2A).

La préoccupation dominante semble être en rapport avec la pollution qui affecte le quotidien. Tous les répondants se disent concernés par les poussières de minerai. Certains résidents se questionnent aussi face aux «pollutions invisibles». Ils pressentent des risques potentiels à plus long terme, qui restent toutefois plus difficiles à anticiper : «on mesure les conséquences souvent une fois que c'est installé (...)», concluent-ils.

Les résidents interrogés cherchent des explication logiques et raisonnables pour répondre à leurs incertitudes concernant les effets possibles de la pollution sur la flore et sur la santé humaine surtout. Dans ce second cas, plusieurs établissent des liens directs avec la présence industrielle. En cela, ils n'attendent pas les conclusions des scientifiques qui, eux, n'établissent pas toujours de tels liens causals (*cf.* point 4.1.3 précédent). Dans d'autres cas, généralement des incidents et événements inhabituels, les résidents ne sont pas catégoriques mais présumant une association probable.

#### 4.3.3 VIVRE AVEC L'INCERTITUDE ET LES RISQUES INDUSTRIELS

Les recherches empiriques réalisées sur la perception du risque montrent qu'il est difficile de faire parler les acteurs «ordinaires» (habitants, salariés) de ce sujet sensible (Coanus et al., 1999; Irwin et al., 1999). Dans notre schéma d'entrevue, nous n'avons pas prévu de questions traitant du «risque». Le thème est plutôt apparu alors qu'il était fait état des préoccupations que les résidents pouvaient avoir relativement à la proximité d'industries. De

plus, leurs propos sur le sujet n'étaient pas beaucoup développés. Ils étaient cependant affirmés et précis. Notons enfin que, dans le langage courant, le terme «risque» semble davantage associé aux possibilités d'accidents, alors que les risques pour la santé, eux, ne sont pas toujours désignés par cette notion<sup>123</sup>.

Au quotidien, la plupart des résidents interrogés affirment ne pas penser aux accidents possibles. Leurs discours montrent comment ils rationalisent les risques. Plus exactement, ils comparent les unités de production entre elles. Sur le littoral dunkerquois, la centrale nucléaire, appelée familièrement «*la centrale*»<sup>124</sup>, se démarque en ce qu'elle représente «*la possibilité d'accident la plus grosse*». Plus de la moitié des résidents interrogés (N= 10/17) y font référence à un moment ou l'autre de l'entrevue et y lient la problématique du risque.

Les résidents comparent aussi les territoires à risques, aux échelles locale et plus globale. Par rapport à d'autres régions, le risque est perçu comme étant plus important à Dunkerque à cause de la concentration d'un grand nombre d'industries «classées» à risques, ce qui pourrait aggraver un accident potentiel. Mais à l'intérieur même de l'agglomération, certaines zones sont jugées plus à risques. Ainsi, des résidents mettent en perspective leur localisation résidentielle par rapport à d'autres communes et ils estiment être dans une position «intermédiaire». Par ailleurs, ils soulignent que les pollutions n'ont pas de frontières et que, ce faisant, les effets d'un accident nucléaire se feraient sentir aussi bien à Paris et à Londres qu'à Dunkerque. Dans cette suite, plusieurs comparent ce que seraient leurs souffrances par rapport à celles de résidents plus éloignés. Cette jeune femme explique en ces termes la pensée rapportée par plusieurs : «*je me dis qu'après tout, si elle saute, j'aurai sûrement moins mal qu'eux [les habitants de Boulogne]... Alors qu'à soixante kilomètres, ils seront peut-être encore vivants, mais ils en profiteront plus longtemps.*» (ER-1). Face à cette réali-

<sup>123</sup> Les liens entre pollution et santé semblent évidents pour les répondants. En ce sens, ils ne sont plus conçus comme un «risque» mais plutôt comme une réalité bien concrète.

<sup>124</sup> Dans une étude ethnologique de la péninsule de la région du Havre, dans le Nord de la France, Zonabend (1989, 1995) remarque comment les habitants locaux ne nomment pas la centrale nucléaire. Ils utilisent d'autres expressions, ce qui, selon l'anthropologue, constitue une forme de neutralisation symbolique des risques perçus.

té, certaines mesures d'urgence sont jugées dérisoires par les habitants du voisinage, même par d'anciens travailleurs du nucléaire :

Le nucléaire c'est peut-être zéro. Je dis peut-être hein, parce que, même si on nous rabâche que c'est zéro, on n'est jamais convaincu. Enfin, quand je vois BASF en face, eux ils font des engrais pesticides. Donc euh, dangereux. Péchiney, qui nous bombarde un peu de fluor, et puis avec son magnétisme incessant, c'est pas terrible non plus. Donc on se dit «ben, si il y en a une qui pète, on n'aura pas le temps de souffrir quoi» (rires). (...) Non, non, mais bon (rires), quand on voit que si y'a un risque nucléaire, les gens ils sont concernés jusqu'à Lille, euh...nous donc, on est à quoi, on n'est même pas à 500 mètres de la centrale. Euuuh... je pense qu'on n'aura pas le temps de le voir arriver. C'est tout. C'est pas.. C'est pour ça que ça nous fait sourire quand ils font un peu leur truc d'alerte, etc. Bon ben pour nous, l'alerte, trop tard! (ER-4)

Enfin, au-delà de cette rationalisation du risque, certaines expressions révèlent une acceptation fataliste. À défaut de pouvoir changer quelque chose à cette menace, on l'accepte : «*De toute façon on ne peut rien y faire*» (ER-11), «*Mais que voulez-vous faire? On est bien obligé de vivre avec le progrès aussi, hein?*» (ER-12). Bref, le risque demeure présent au quotidien, mais de façon latente. Plus encore, il se situe, comme les autres impacts, à l'intérieur de rapports d'intersubjectivité vécus avec les grands producteurs.

#### **4.4 LES RAPPORTS D'INTERSUBJECTIVITÉ VÉCUS AVEC LES GRANDS PRODUCTEURS ET LES SITES INDUSTRIELS**

Pour comprendre comment s'expérimentent les rapports d'intersubjectivité avec les unités de production, l'analyse du discours des résidents de proximité a porté sur deux grands thèmes soit les sources de connaissances (point 4.4.1) et la perception du pouvoir des citoyens (point 4.4.2).

##### **4.4.1 LE DÉSIR DE CONNAÎTRE LES USINES : TROIS SOURCES DE CONNAISSANCES**

Plusieurs répondants souhaiteraient connaître les unités de production, ce qu'elles produisent, comment elles le font, ce qu'elles rejettent dans l'environnement. Un tel besoin n'est pas forcément associés à des craintes mais, plutôt, à un désir de connaître ce qui se passe

dans leur milieu de vie<sup>125</sup> : *« Quelque part, au niveau de la pollution, c'est vrai que tout le monde se pose plein de questions. Est-ce que c'est vraiment polluant ou pas ? »* (ER-17). Le besoin est encore plus ressenti lorsqu'il y a un incident, un événement jugé anormal (ex. : fort brouillard, modification de la végétation, etc.). Dans leurs propos, il est possible de préciser trois principales sources de connaissance utilisées par les résidents interrogés pour satisfaire ce besoin, soit : 1) les liens d'emplois dans les unités de production, 2) la fréquentation des sites industriels lors de diverses pratiques territoriales et 3) les mécanismes et lieux institutionnels.

### **Le lien d'emploi et les réseaux de connaissance**

La première source de connaissances renvoie aux liens d'emplois vécus avec Pechiney et, plus généralement, avec le secteur industriel. Il peut s'agir de l'emploi direct du répondant ou de son conjoint, de celui d'un membre de sa famille élargie (père, beau-frère, etc.) ou encore de celui d'une personne appartenant à ses réseaux de connaissance (amis plus ou moins proches, voisins). Il s'agit de la première source ou, du moins, de celle utilisée le plus spontanément si l'on se fie au fait que les répondants y font presque toujours référence lorsqu'on leur demande s'ils savent ce qui se déroule dans telle ou telle usine.

Autre indice de l'importance de cette source de connaissance, plusieurs des résidents qui ne connaissent personne travaillant dans ces usines affirment avoir peu d'information, certains n'osant même pas se faire une opinion. Par exemple, un retraité de l'entreprise sidérurgique Sollac n'ose qualifier la gestion de la compagnie Pechiney : *« On connaît pas du tout. On n'a pas travaillé. On n'a pas d'enfants qui travaillent. On a un gendre qui travaille à la centrale. Et la fille et l'autre beau-fils sont sur Sollac. »* (ER-2A). Ou encore, cette jeune femme qui fait référence à une amie qui est *« fille d'EDF »*, c'est-à-dire dont le père travaille à la centrale nucléaire. Ses propos montrent ainsi comment les réseaux familiaux sont utili-

---

<sup>125</sup> Certains surveillent le va-et-vient autour des usines : *« On a quand même toujours tendance à se dire qu'il y a des choses qui se passent par exemple, même à la centrale, puis qui nous sont cachées. Hein y'a des fois où on aperçoit plusieurs voitures de pompiers qui passent derrière la maison, on dit « tiens », quand y en a une, y en a deux, on se dit « y'a un accident ». Mais quand il y en a plusieurs, « y doit y avoir une alerte ou quelque chose de plus grave ».* (ER-16)

sés pour transmettre les connaissances, presque de génération en génération. Plus encore, elle estime que l'ensemble de ces connaissances constitue une sorte de culture spécifique qui, elle, permet de comprendre les activités de production: *«Moi j'ai pas la culture EDF, donc je sais pas ce qu'ils font précisément à la centrale»* (ER-1).

De fait, les très grandes entreprises comme EDF (qui gère la centrale nucléaire) ou Sollac semblent plus accessibles du fait que leurs employés se comptent par milliers. Il est alors plus probable que les résidents en fréquentent quelques-uns dans leurs réseaux. Dans l'ensemble d'ailleurs, les personnes qui ont des liens personnels avec le monde industriel sont nombreuses dans notre échantillonnage. Plus de la moitié des répondants (ou leur conjoint) ont un emploi dans une entreprise, ce qui est supérieur aux statistiques régionales<sup>126</sup>. À l'opposé, les liens d'emploi avec Pechiney sont plutôt rares. Aucun des 19 résidents interrogés (ou leur conjoint) n'y occupe un poste et seulement quatre y connaissent des travailleurs, essentiellement des personnes côtoyées dans le cadre d'activités sociales (club sportif, association communautaire).

### **L'observation des sites industriels... à «distance»**

L'observation des sites industriels constitue une seconde source de connaissances qui permet, sinon de connaître, du moins d'essayer de déduire les effets des activités des usines. Ainsi, lors de leur déplacement sur le territoire, les résidents de Gravelines et de Loon-Plage doivent fréquemment circuler à proximité de la zone industrielle qui jouxte leur commune. Ils doivent emprunter les routes locales et nationales que ce soit pour aller d'une commune à l'autre, pour aller faire les courses, se rendre à des lieux de récréation (la plage surtout) ou au travail.

Par ailleurs, même si les répondants sont par le fait même obligés de se rendre près des usines, l'accès physique aux sites de production est limité à plusieurs égards. Bâtiments, terrains et routes sont contrôlés par divers moyens : réglementation, clôture ou personnel de surveillance. En ce sens, les populations locales sont tenues à distance des sites industriels.

Même pour l'épouse qui va reconduire son mari à son lieu de travail soir et matin, l'industrie demeure un lieu fermé et inconnu. Certes, certaines entreprises offrent des visites aux familles mais, comme le raconte cette jeune femme, *«on nous montre ce qu'on veut bien nous montrer»* (ER-16). Le grand public n'a généralement la possibilité de voir les sites qu'à distance.

L'état de la faune et de la végétation, surtout, leur sert alors d'indicateur pour évaluer les impacts des activités des usines. Les effets sur les arbres, arbustes et fleurs sont particulièrement observés, voire scrutés par les résidents, ceux situés à proximité des usines et aussi ceux dans leurs propres jardins. Certains résidents peuvent associer tout événement insolite à la pollution atmosphérique ou à un accident technologique. Lors des entretiens, six cas ont été mentionnés où le feuillage de végétaux avait été affectés, de façon soudaine<sup>127</sup>.

### **Les mécanismes institutionnels : multiples mais peu connus et objets de scepticisme**

Plusieurs mécanismes institutionnels diffusent des informations sur les unités de production de Dunkerque, troisième source de connaissance. La région est même très active en la matière comme décrit précédemment (*cf.* point 4.1.4). Mais comment les résidents de proximité perçoivent-ils ces mécanismes institutionnels de concertation, et plus spécifiquement, le comité de liaison de Pechiney pour le site Aluminium Dunkerque?

<sup>126</sup>Un peu plus du quart de la main-d'œuvre (27%) est active dans le secteur industriel (point 1.2).

<sup>127</sup>Entre autres, une dame de Loon-Plage dit que les *«jardiniers»* ont observé que des fleurs situées près d'une usine de pesticides *«étaient bizarres»* (ER-12, ligne 389). Elle présume que cela serait dû à une émission de gaz ou autre. Suite à cet incident, la dame a décidé de ne plus planter de légumes dans son propre jardin pourtant situé à une certaine distance du lieu affecté. Une autre femme (ER-6) dit observer de grosses taches noires sur les feuilles des arbres à partir d'août et septembre. Elle estime que ce ne sont pas des poussières mais un résultat de la pollution, sans savoir exactement laquelle. Un jeune homme (ER-4) déclare avoir vu les boutons de fleurs de ses framboisiers se faner en une semaine. Il présume que ce sont les conséquences d'une émission de fluor d'AD, sans pouvoir l'affirmer avec certitudes. Une autre dame de Gravelines affirme que son pommier ne produit plus de fruits. Son père, qui habite à Loon-Plage, a observé le même phénomène dans son jardin. Elle cherche à comprendre : *«C'est comme ça je pense. (...) Je sais pas, est-ce qu'il y a quelque chose dans l'air qui fait qu'on ne peut plus avoir de fruit?»* (ER-15). Enfin, un couple de retraités mentionne comment l'arbre de leur jardin a jauni soudainement un des étés précédents. Bien que le tout soit rentré dans l'ordre, ils se questionnent toujours sur l'origine de ce changement soudain.



Dans l'ensemble, les comités de liaison sont mal connus. Entre autres, ils ne sont pas nommés spontanément par les résidents interrogés. Lors d'une vérification systématique, personne n'a prétendu connaître le comité de liaison de Pechiney. Tout au plus deux travailleurs connaissent-ils l'existence d'un comité similaire dans leur entreprise, tout en ne pouvant confirmer si Pechiney possède son propre comité. D'autres mesures d'information destinées aux habitants (dépliants d'information reçus à la maison, sondages d'opinions effectués avant l'implantation d'Aluminium Dunkerque ou enquête publique tenue avant l'implantation) sont un peu plus connues. Il semble que ces outils ne soient pas toujours récurrents, certains répondants ayant eu de l'information lors des implantations mais moins par la suite, sinon plus du tout. Les médias (journaux locaux et régionaux, journal de la Ville, reportages à la télévision, etc.) constituent une autre source pour glaner de l'information. Soulignons qu'à ce sujet, les réunions du *Secrétariat permanent de prévention à la pollution industrielle* (SPPPI), ouverte à la presse, font généralement l'objet d'un compte-rendu par le représentant de la *Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement* (DRIRE) qui est par la suite diffusé dans les médias locaux. Les répondants ne mentionnent toutefois pas ces réunions et articles de façon spécifique.

Une autre initiative importante dans la région Dunkerquoise est la mise en service d'un réseau de suivi de la qualité de l'air. Son fonctionnement implique que les entreprises prennent des mesures de différents rejets atmosphériques sur leurs propriétés, alors que l'organisme *Opal'air* fait de même à l'aide de plusieurs capteurs à différents endroits sur le territoire. Les capteurs constituent un maillon important du système de surveillance des émissions atmosphériques et un lieu stratégique d'échanges entre les membres des comités de concertation. Pourtant, peu de résidents font allusion à ce suivi. De fait, un seul mentionne l'existence d'un de ces capteurs, localisé près de chez lui. Il confond cependant le type de rejets atmosphériques mesurés, croyant à tort que les poussières de minerais font l'objet d'un suivi.

Outre le fait qu'il soit peu connu, ce type de structures de concertation se heurte au scepticisme des résidents interrogés. Leurs propos révèlent de sérieux doutes quant à leur effica-

cité en termes de résultats concrets pour leur qualité de vie : *«Donc maintenant qu'il y ait des comités pour ça [minera], bon ben, ils avancent pas là, ils font que discuter.»* (ER-14A). Les processus de concertation ont aussi leurs limites, dans le sens où ils ne permettraient pas l'expression de toutes les préoccupations et points de vue, les répondants étant contraints par le contexte social et économique. Comme l'explique ce jeune travailleur, il est difficile, lors des enquêtes publiques, de s'opposer à de nouvelles implantation, considérant les emplois promis : *«Ben au départ, ça change rien parce que c'est toujours pareil. On dit rien. On va pas rouspéter en mairie quand il y a les enquêtes publiques alors que c'est des usines qui ramènent 2000, 3000 emplois»* (ER-4).

Les structures de concertation sont également perçues comme étant dominées par les intérêts financiers et politiques. Même si, dans leur forme actuelle, les comités multipartites regroupent une diversité d'acteurs (entreprises, État, élus, associations), la majorité des résidents pressentent une domination de la part des deux groupes que sont les entreprises et les élus. Ils se sentent exclus de ces lieux, même si des associations de citoyens y sont présentes. *«La majorité des gens ce sont des politiques.(...) Alors comme la politique, heuuuu... nous ne sommes pas partie prenante...»* (ER-2A). Cette autre jeune femme explique comment, selon elle, les comités travaillent en *«circuit restreint»*, que *«tout se fasse dans un petit coin»* (No 14B). Enfin, certains dénoncent ce qu'ils associent à des conflits d'intérêt et au pouvoir de l'argent : *«Derrière, l'argent, hein (...). Tout est une manipulation pour l'argent»* (ER-5).

Cette perception des répondants, voulant que les comités soient appropriés par les élus et le pouvoir financier, contribue à les démobiliser relativement à ces mécanismes de concertation. Certains se montrent particulièrement sévères. Ils considèrent que les processus de consultation qui entourent les implantations industrielles ne sont que *«du cinéma»* ou *«du vent»*, manipulés par les élus : *«le commun des peuples, il sait pas ça [les impacts]... Mais y savent faire hein les politiques, les administrations, y savent faire pour que ça passe»* (ER-6).

#### 4.4.2 POUVOIR ET CAPACITÉ CITOYENNE

Concernant le pouvoir des associations et de la mobilisation citoyenne, les avis sont partagés. D'un côté, des répondants sont convaincus que les manifestations et revendications des citoyens contribuent à faire changer les choses. De l'autre côté, le pouvoir des associations et des citoyens est perçu comme étant très limité, sinon inexistant face aux intérêts du grand capital. Certains résidents vont jusqu'au cynisme concernant les manifestations et revendications des citoyens, qu'ils qualifient de « *perte de temps* ». Dans les deux camps, les luttes entourant les émissions de poussières provenant du quai de Pondéreux et les mesures de mitigation adoptées à ce titre sont souvent citées en exemples pour appuyer leurs opinions.

#### **Des mesures d'atténuation jugées peu déterminantes pour la qualité de vie**

Les répondants sont d'accord sur un point : les luttes menées par l'association locale *Stop poussières* ont contribué à forcer la mise en place de mesures d'atténuation visant à limiter les envolées de poussières de minerai entreposées au quai de Pondéreux. Essentiellement, des arbres ont été plantés pour former un écran et les tas de minerai sont arrosés. C'est concernant l'efficacité de ces mesures à réduire les nuisances pour les riverains qu'il y a désaccord. La majorité estime que les mesures sont nettement insuffisantes, ne percevant pas ou trop peu de changements dans son quotidien. Certains citoyens interrogés sont d'avis que les mesures de mitigation ne sont pensées que pour « *calmer les esprits* ». Plusieurs observent que le quai de Pondéreux a augmenté ses activités, ce qui a comme conséquence que les gains procurés par les mesures d'atténuation ont été « *annulés* ».

Les coûts élevés sont perçus comme un des freins à l'implantation de mesures suffisantes. Plusieurs connaissent la rhétorique des entreprises concernant les coûts importants associés à ces mesures. Enfin, les répondants saisissent bien que les industries sont synonymes de revenus fiscaux pour les municipalités, ce qui peut mettre leurs élus dans une situation ambiguë. Plusieurs estiment, à ce sujet, que les élus sont plus intéressés aux revenus qu'au bien-être de leurs citoyens : « *il [le maire] disait non d'un côté pour nous faire plaisir et puis, de l'autre côté, il disait oui, pour dire d'avoir de l'argent supplémentaire à la fin de l'année* » (ER-4). Plusieurs des résidents interrogés ont fini par développer une attitude fata-

liste. Lorsque l'usine est en marche, il est difficile de faire modifier ses activités, *«faut faire avec»*. C'est avant la construction que les citoyens doivent manifester.

### **Trancher le paradoxe de la dépendance économique**

Plus généralement, les Dunkerquois interrogés se retrouvent dans un paradoxe : ils sont pris entre le désir d'arrêter industrialisation et la dépendance à l'emploi<sup>128</sup>. Près du tiers des répondants affirment, à un moment ou l'autre de l'entretien, la nécessité d'arrêter l'industrialisation du littoral. Parmi eux, certains travaillent en milieu industriel. Mais cette expression est immédiatement suivie d'une autre affirmation concernant l'importance des industries pour l'emploi. Nombre de répondants rappellent la nécessité de la présence des industries pour la création d'emplois dans la région. Plusieurs notent ainsi le fort taux de chômage qui joue en faveur de l'acceptation des nouvelles implantations industrielles et sont d'avis qu'il devient difficile de s'y opposer compte tenu de ce facteur : *«(...) je sais pas moi, pourquoi dire à une entreprise d'aller s'implanter ailleurs alors qu'il y a tant de gens qui ont besoin de travail?»* (ER-17). La situation est encore plus délicate quand sa propre famille tire sa subsistance de la présence industrielle. *«On peut pas trop critiquer»* expliquent deux jeunes mères de famille dont le conjoint travaille en industrie.

Par ailleurs, font remarquer certains, les retombées en termes d'emploi ne sont souvent pas aussi importantes qu'escompté. Les technologies modernes requièrent moins de main-d'œuvre. Celle-ci doit par ailleurs être plus qualifiée. Ces deux facteurs expliquent, selon certains, que le chômage est particulièrement important pour les travailleurs sans formation. Ils expliquent aussi pourquoi le recrutement se fait à l'extérieur de la région et que les emplois ne sont pas forcément occupés par des gens de la localité. Cette répartition spatiale inégale des avantages économiques et des désavantages environnementaux est vécue par certains comme une déception et une situation inéquitable.

---

<sup>128</sup>Une seule fois, la problématique de la forte concentration industrielle a été posée en des termes d'équité territoriale relativement aux risques potentiels, soit par un travailleur du nucléaire : *«Y'a des régions en France qui ont pratiquement pas d'usines à risques, alors que nous, sur le littoral, c'est un paquet»* (ER-7).

Enfin, au-delà des individus, c'est la survie même de la région qui serait en jeu selon certains. La présence d'usines est vitale, sinon c'est la «mort» de la région. Ce retraité de Sol-lac s'exclame spontanément : *«Faut quand même pas cracher dans la soupe, ça nous a fait vivre. Y'a pas que du bien, y'a la pollution, y'a tout ça, mais d'un autre côté, ça nous a fait vivre hein. On peut pas tout avoir»* (ER-2A).

Ce mouvement de balancier, entre les avantages et les désavantages apportés par les industries, semble justifier une forme de *statu quo*. Par exemple, ce jeune chef d'équipe affirme, dans un premier temps : *«Non, mais moi je dis qu'ils devraient arrêter maintenant les usines, quoi les... la zone dunkerquoise, tout le littoral il est bombardé d'usines (...).»* Dans un second temps, il conclut : *«les usines, on ne pas trop se plaindre, c'est quand même elles qui nous donnent à manger, qui nous font travailler. Si il n'y avait pas d'usines, il y aurait juste des chômeurs. Donc, on ne peut pas trop parler»* (ER-4). La relation de dépendance aux industries vécue par certains les conduit certains à ne pas revendiquer l'amélioration de leurs conditions de travail ou la réduction des nuisances dans leur cadre de vie. La crainte que les employeurs, dont plusieurs sont des entreprises internationales, *délocalisent* leurs activités est présente.

Enfin, dire qu'il faut cesser l'industrialisation apparaît presque comme une forme de transgression d'un vaste compromis social. En effet après une telle affirmation, généralement, le répondant nuance lui-même ce propos en rappelant les retombées économiques<sup>129</sup> (emplois, revenus fiscaux) ou en affirmant ne pas être «contre» telle ou telle activité. Quand l'entrevue met en présence deux répondants, on observe une sorte de rappel à l'ordre. C'est le cas par exemple de ce couple, où le jeune homme reprend sa conjointe qui disait souhaiter la fin de l'industrialisation. Pourtant, à la fin des échanges, il finit tout de même par rejoindre l'avis initial de sa conjointe. Bref, le sentiment de dépendance économique joue clairement dans les rapports avec les grands sites industriels.

#### 4.5 L'INDUSTRIE LOURDE, COMPOSANTE STRUCTURANTE DE LA DYNAMIQUE TERRITORIALE DUNKERQUOISE

En somme, les industries lourdes occupent une place déterminante dans l'interprétation que font des résidents des paysages de Dunkerque. De leur point de vue, les paysages locaux *sont* industriels. La qualification, spontanément exprimée dans des termes esthétiques et négatifs, intègre plusieurs facteurs qui jouent sur les perceptions. La réalité matérielle des industries est au premier plan : leur envergure et le nombre d'unités de production, leur concentration sur le littoral, la présence d'infrastructures connotées de manière négative (lignes électriques, cheminées et fumées noires) et leur aspect (sales, rouillées, entretenues), l'état de la végétation et de la «nature» présente aux abords des sites. Les efforts faits pour aménager les sites, les plantations surtout, sont généralement appréciés. Ils demeurent cependant insuffisants pour réussir à «intégrer» ces grandes industries au paysage.

Les résidents interrogés rapportent entre autres plusieurs conflits vécus au sujet de certains paysages fortement valorisés. Ceux qui ont trait aux plages du littoral, fréquentées de façon soutenue par pratiquement tous les répondants, sont particulièrement dénoncés. Ces conflits, suscités par la proximité de la présence industrielle, sont de différentes natures, portant sur les usages, les pratiques, les représentations et le sentiment d'appropriation territoriale. Leur cumul a incité des usagers interrogés à carrément abandonner la fréquentation de certaines plages locales.

Plus largement, les résidents identifient nombre d'impacts découlant des diverses activités de production et qui touchent la qualité de leur cadre de vie et de l'environnement (qualité de l'air surtout), leurs pratiques quotidiennes, leurs loisirs, leur santé et autres. L'évaluation de ces impacts n'est cependant pas simple. Les résidents les mettent en relation et en perspective : les négatifs par rapport aux positifs, le lieu de résidence par rapport à un autre quartier, etc. Sont ainsi pesés, dans la balance, la pollution, les revenus fonciers, les risques d'accidents, les emplois, etc.

---

<sup>129</sup> Cette réaction était particulièrement perceptible lorsque que la question du risque était soulevée.

Également, l'évaluation des impacts est difficile notamment parce que les résidents connaissent relativement peu les unités de production. Leurs trois principales sources de connaissance (liens d'emplois dans les unités de production, fréquentation des sites industriels lors de diverses pratiques territoriales et mécanismes et lieux institutionnels) ne suffisent pas à combler le besoin d'information.

En fait, la forte présence industrielle fait partie de la réalité territoriale des Dunkerquois interrogés et elle est perçue comme difficile à modifier. Les mécanismes de planification, de concertation et de suivi ne suffisent pas à leur redonner un sentiment de pouvoir face aux grandes firmes productives. Les rapports d'intersubjectivité vécus avec ces firmes reposent sur un paradoxe soit, d'un côté, un désir d'arrêter l'industrialisation du territoire et, de l'autre, l'affirmation de la nécessité d'accueillir les nouvelles implantations industrielles créatrices d'emplois, considérées comme vitales pour assurer le développement de la région.

## **CHAPITRE CINQ**

### **PORTRAIT DE LA DYNAMIQUE TERRITORIALE D'ALMA (QC.) : INDUSTRIALISATION ET DEMANDES SOCIALES DE PAYSAGE**

Un même projet peut générer des impacts différents selon le territoire où il est réalisé. Voilà un principe de plus en plus reconnu par les experts de l'évaluation environnementale (Storey, 2003, p. 105; Vanclay, 2002, p. 188). Il implique que le «contexte» d'accueil doit être bien documenté (Gagnon, 2002). C'est dans cette perspective que nous avons dressé un portrait détaillé de la dynamique territoriale du cas québécois. En lien avec notre problématique, un des objectifs était de saisir les demandes sociales exprimées par rapport aux paysages almatois et de déterminer les enjeux potentiels de la cohabitation à construire entre les divers acteurs présents sur le territoire.

D'entrée de jeu, précisons que le complexe industriel projeté par Alcan, *Usine Alma*, se situera à l'est du lac Saint-Jean (voir figure no 2, p. 124). Quatre kilomètres séparent le site industriel de 80 hectares du centre-ville d'Alma. De même, nombre de résidences se situent dans le voisinage immédiat du site choisi par Alcan, la plus proche étant à 600 mètres de distance. Le complexe d'Alcan serait donc construit dans un milieu habité, caractérisé par une forte mixité des vocations territoriales. Pour comprendre comment se déroule l'implantation du complexe d'Alcan, le portrait du territoire d'accueil a été réalisé selon une série d'échelles emboîtées qui structurent les quatre parties de ce chapitre.

- 1) D'abord, les grandes étapes de la trajectoire historique du développement de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean sont situées à l'échelle régionale, ainsi que l'influence déterminante qu'y ont eue de grands promoteurs industriels.
- 2) Par la suite, l'évolution historique des vocations du territoire d'Alma, où s'implante le nouveau mégacomplexe d'Alcan, est observée à l'échelle locale.
- 3) Ensuite, la dynamique territoriale contemporaine est décrite, toujours à cette échelle locale, à partir de trois entrées que sont : les formes actuelles de l'occupation industrielle sur l'île d'Alma, le profil des résidents habitant à proximité et les projets de paysage menés par diverses associations locales.
- 4) Enfin, un examen des demandes sociales de paysage exprimées lors des audiences publiques tenues sur le projet d'Alcan termine le portrait.



## **5.1 TRAJECTOIRE DE DÉVELOPPEMENT: L'INFLUENCE DE GRANDS INDUSTRIELS AU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**

Localisée au nord de la partie méridionale du Québec, la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean est «jeune». Elle fut ouverte à la colonisation il y a moins de deux cents ans<sup>130</sup>. La partie habitée se situe en pourtour de deux grands plans d'eau, le lac Saint-Jean et la rivière Saguenay, et est enclavée par le Bouclier canadien, au relief accidenté. Les limites administratives contiennent plus de 104 000 km<sup>2</sup> de territoire, ce qui en fait la troisième plus vaste région du Québec. Historiquement, le développement de la région a été axé sur l'exploitation des ressources naturelles, de la fourrure, du bois et de l'hydroélectricité. Au début du vingtième siècle, le fort potentiel de production d'énergie hydraulique et les avantages consentis par les gouvernements centraux ont été des facteurs déterminants dans l'implantation de deux grandes entreprises, l'une œuvrant dans le domaine de la fabrication des pâtes et papiers et l'autre, dans celui de l'aluminium (Igartua, 1996; Girard, 1997).

Cent ans plus tard, la présence de deux multinationales, Abitibi-Consolidated et Alcan, et l'importance du secteur manufacturier et de la transformation des matières premières marquent le paysage régional de multiples façons. C'est d'ailleurs cette influence économique déterminante qui vaut au Saguenay—Lac-Saint-Jean l'appellation de «région-ressource». Examinons rapidement quelques-unes des influences de l'industrialisation, 1) sur l'urbanisation et la démographie, 2) sur l'économie régionale et l'emploi et enfin 3) sur l'occupation du territoire et la dynamique sociospatiale.

### **5.1.1 URBANISATION ET DÉMOGRAPHIE**

L'urbanisation est reconnue comme un des premiers corollaires de l'industrialisation. En effet, au début du XX<sup>e</sup> siècle, les grandes unités de production nécessitent une main-d'œuvre abondante, qui s'établit ensuite à leur proximité. Le phénomène est particulière-

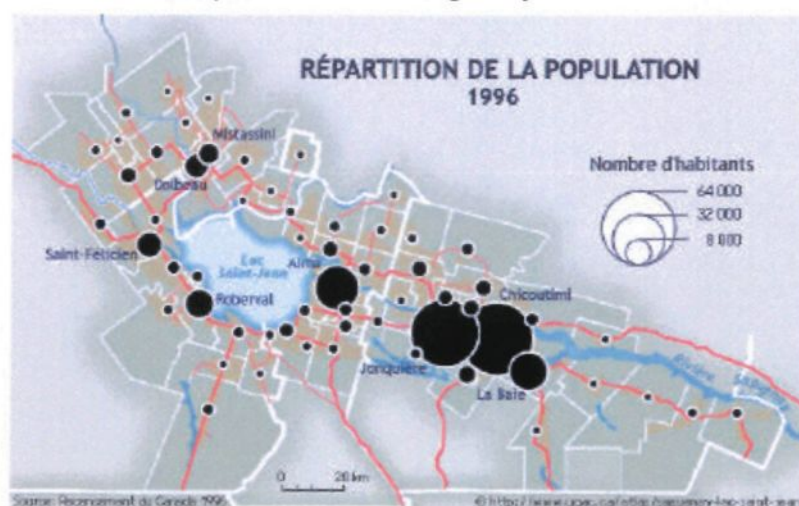
---

<sup>130</sup>Évidemment, il faut souligner que le territoire était habité par des communautés autochtones avant l'arrivée «officielle» des colons blancs. De même, remarquons que le gouvernement avait antérieurement cédé des droits d'exploitation sur la fourrure (dès 1652), le bois et l'eau à des industriels étrangers.

ment visible aujourd'hui au Saguenay–Lac-Saint-Jean (SLSJ). Les villes les plus peuplées accueillent toutes soit une usine de pâte et papier, soit un complexe de production d'aluminium (voir figure no 13). L'attractivité des principaux centres urbains régionaux que sont Chicoutimi (63 326 h.), Jonquière (57 013 h.), Alma (26 939 h.)<sup>131</sup> se fait toujours sentir comme le montrent de récentes données de recensement du Bureau de la Statistique du Québec (cf. journal *Le Réveil*, 20 janvier 2002, p. 3). Il faut aussi remarquer, en parallèle, l'attrait de la population pour le milieu rural, comme en témoigne l'urbanisation des rangs de la MRC Lac-Saint-Jean-Est et la croissance de petites localités.

**Figure no 13**

Carte des pôles urbains du Saguenay–Lac-Saint-Jean



Source : Statistique Canada (1996) Auteur : Atlas du SLSJ ([www.uqac.ca/atlas/saguenay-Lac-Saint-Jean](http://www.uqac.ca/atlas/saguenay-Lac-Saint-Jean))

En plus de ces deux mouvements de migration intrarégionaux, on observe aussi des déplacements de populations vers d'autres régions du Québec. Le mouvement est particulièrement affirmé chez les «jeunes» qui quittent le Saguenay-Lac-Saint-Jean (SLSJ) principalement pour les études<sup>132</sup>. Cette migration pose un double défi : démographique et politique. À l'instar d'autres régions périphériques du Québec, on observe une diminution de la po-

<sup>131</sup> Ces chiffres sont cités dans un portrait publié par le Gouvernement du Québec (2001).

<sup>132</sup> Le phénomène a été particulièrement documenté par un groupe de recherche dirigé par Madeleine Gauthier. Voir le numéro spécial publié à ce sujet par la revue *Recherches sociographiques* (2003).

lation du SLSJ et de son poids démographique par rapport à l'ensemble de la province depuis une vingtaine d'années. En 1961, les 262 426 Saguenéens et Jeannois représentaient presque 5% de la population québécoise (cité dans Girard, 1997, p. 27). En 1984, la population de 309 000 habitants, quoique plus importante, ne représentait plus que 4,73% (*ibid.*). Près de vingt ans plus tard, en 2000, la situation s'aggrave : la région compte moins d'habitants, soit 286 665, et ne regroupe plus que 3,9 % des Québécois (Québec, 2001).

Certes l'activité industrielle n'est pas l'unique cause des difficultés de la région sur le plan démographique. Néanmoins, on peut soutenir que les pôles urbains vivent en partie au rythme de la production et des investissements alloués dans ces grands complexes industriels, comme le révèlent les données sur l'économie régionale et l'emploi.

### 5.1.2 ÉCONOMIE ET EMPLOIS

Dans l'économie régionale, Alcan occupe une place à part dans l'imaginaire social. «*Si Alcan tousse, la région a le rhume*» soutient le dicton populaire. Avec plus de 6 000 travailleurs, elle est effectivement le plus important employeur privé du SLSJ. Dans les faits cependant, le domaine d'activités de la forêt (bois et papier) est tout aussi important, avec plus de 8 121 emplois directs en 1996<sup>133</sup>. Une première caractéristique importante de l'économie régionale est donc qu'en 2000, près d'un emploi sur cinq est associé à l'exploitation des ressources naturelles, soit presque trois fois plus que la moyenne provinciale<sup>134</sup>. Une seconde caractéristique est que ces emplois se situent majoritairement dans «*la première transformation*» : «*les secteurs de la fabrication du papier, de la première transformation des métaux et de la fabrication des produits en bois représentaient, en 2000, 12,2 % du total des emplois, soit un pourcentage plus élevé que ceux de l'ensemble du Québec (3,5 %) et des régions ressources (9,0 %)*» (Québec, 2001 : 16).

<sup>133</sup>Données tirées de : Conseil régional de l'environnement (CRE), bilans des États généraux de l'environnement, section forêt, faits saillants.

<sup>134</sup>Ces emplois «*représentaient 18,0 % du marché total en 2000 au Saguenay-Lac-Saint-Jean, comparativement à 6,5 % dans l'ensemble du Québec*» (Québec, 2001 : 16).

Or, ces secteurs traditionnels ont connu de profondes mutations. La modernisation des technologies, la mondialisation des marchés et des capitaux, ainsi que des fermetures et «délocalisations» d'entreprises ont entraîné, depuis le début des années 80, la perte de près du tiers des emplois liés à la première transformation du bois, du papier<sup>135</sup> et de l'aluminium<sup>136</sup>. Ces pertes massives d'emplois bien rémunérés occasionnent, dans certaines villes, des taux de chômage parmi les plus élevés au Canada.<sup>137</sup> À l'échelle régionale, il est cependant en régression importante depuis le milieu des années 90, passant de 15,7% en 1993 à 10,4% en 2000, tout en demeurant toujours plus élevé que la moyenne provinciale, soit de 2,7 points selon des estimations (Québec, 2001, p. 11). De même, la région affiche parmi les moins bonnes performances aux chapitres des revenus et du taux d'emploi :

Bien que les conditions du marché du travail se soient améliorées au cours des dernières années, le Saguenay-Lac-Saint-Jean affiche toujours des écarts structurels de revenu, d'emploi et de chômage par rapport à la moyenne québécoise. Selon un indice des disparités régionales de développement combinant les deux indicateurs que sont le revenu personnel disponible par habitant et le taux d'emploi de la population âgée de 15 à 64 ans, la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean se classait l'an dernier au treizième rang des [17] régions du Québec, à 89,8 % de la moyenne québécoise. (Québec, 2001 : 12)

Tout en souhaitant une diversification de l'économie, les leaders régionaux s'appuient encore sur ces créneaux traditionnels du bois et de l'aluminium, mais en favorisant les deuxième et troisième transformations<sup>138</sup>. Bref, l'importance des activités industrielles structure les dynamiques économiques régionales, tout comme l'occupation du territoire.

<sup>135</sup> À partir des données citées dans CRE, États généraux, section forêts, pt. 2.2

<sup>136</sup> À partir des données citées dans les *Guide de presse. Alcan au SLSJ*, produits pour les années 1993 et 2000. Le rapport du BAPE mentionne qu'il ne restait plus environ que 5 500 emplois en 1997, sur les 12 000 du début des années soixantes-dix (1997, p. 105).

<sup>137</sup> La plus grande agglomération urbaine de la région, Chicoutimi-Jonquière (160 454 hab.), détient ainsi le haut du palmarès canadien depuis de nombreuses années. Lors du recensement national de 1996, le taux de chômage y était de 13,4%, comparativement à 11,8% à l'échelle du Québec.

<sup>138</sup> Lors de la Conférence socio-économique régionale tenue en 1984, les intervenants économiques ont défini la filière de l'aluminium comme un créneau d'avenir. Depuis, diverses actions sont lancées dans l'objectif de développer les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> transformations au SLSJ. Sur le plan de la recherche, les institutions privées et publiques sont nombreuses : le Centre de recherche et de développement d'Alcan, deux Chaires de recherche à l'UQAC, le Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium (CQRDA) et enfin le nouveau Centre des technologies de l'aluminium du Conseil national de la recherche du Canada. Au chapitre de la formation de la main-d'œuvre, un

### 5.1.3 OCCUPATION DU TERRITOIRE ET DYNAMIQUE SOCIOSPATIALE

Une troisième influence de la présence industrielle est son inscription matérielle dans les territoires. En effet, les activités de production lourde nécessitent des infrastructures nombreuses et d'envergure. Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, elles ont été mises en place par le biais de «grands travaux», lors de trois phases historiques importantes, soit 1) la première phase d'industrialisation des années 20, avec l'érection de la première centrale hydroélectrique d'Isle-Maligne, la construction de la papeterie de Price à Alma et du complexe de production d'aluminium d'Arvida, 2) la phase d'expansion des années 40 et 3) la période actuelle de modernisation, entreprise dans les années 80 et où plusieurs alumineries de remplacement ont été construites.

À la fin du 20<sup>e</sup> siècle, ces infrastructures industrielles composent une véritable «toile», bien imbriquée dans l'espace régional et qui structure l'occupation du territoire. Il y a d'abord les grandes *infrastructures*: 324 barrages dont 61,4 % sont détenus par des intérêts privés, 104 scieries, sept usines de pâtes et papiers et quatre grandes alumineries (CRE, 1996)<sup>139</sup>. Ces grands équipements sont ensuite liés entre eux par des réseaux de lignes électriques, de voies ferrées et d'accès routiers. Enfin, les grands producteurs ont des activités de transport (maritime, ferroviaire et routier) et de production d'hydroélectricité, et assurent la gestion privée du réseau hydrographique régional.

---

programme professionnel, issu d'un consortium entre trois collèges, s'ajoute depuis 2001 aux cours de l'option « métallurgie » dispensés dans le cadre du programme de génie (UQAC).

<sup>139</sup>En 1998, les complexes d'Arvida (1926), d'Isle-Maligne (1943), de Grande-Baie (1982) et de Laterrière (1989) produisaient 709 000 tonnes métriques d'aluminium de première fusion, ce qui représentait près des deux tiers (63,4%) de la production canadienne et près de la moitié (44,6%) de la production mondiale d'Alcan (Alcan, 1998). Le projet du complexe *Usine Alma*, qui prévoit une capacité de production annuelle de 370 000 tonnes, vise à remplacer celui d'Isle-Maligne (74 000 t/a). Depuis, la multinationale canadienne a procédé à des fusions, en acquérant notamment Alusuisse et la compagnie française Pechiney, ce qui a modifié considérablement le portrait des activités d'Alcan ainsi que la place stratégique occupée traditionnellement par ses installations du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

Cette forte occupation du territoire a des incidences, à son tour, sur la dynamique sociospatiale<sup>140</sup>. Les producteurs inscrivent leurs activités dans un territoire où sont déjà présents d'autres acteurs, ayant leurs propres besoins et projets. Historiquement, la réalisation de ces ouvrages au SLSJ, décrits comme étant les plus grands au monde à leur époque, ne s'est pas fait sans heurts. Le passage au «monde moderne», par le biais de l'industrialisation, a été vécu difficilement par certains groupes sociaux au début du siècle<sup>141</sup>. Cinquante ans plus tard, il existe toujours des rapports de cohabitation difficile. Gagnon (1994) en a étudié trois, opposant Alcan à des groupes de citoyens et d'acteurs régionaux. Les nuisances et impacts causés par la production industrielle, que ce soit sur la qualité de l'environnement, le cadre de vie ou la qualité de vie, sont au cœur des litiges.

En somme, la grande industrie est bien présente dans la région «ressource» du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Alcan y occupe une place particulièrement importante depuis plus de trois quarts de siècle, autant sur le plan économique que de l'occupation du territoire. Les décideurs régionaux ont «renouvelé» leur adhésion en faveur de la filière de l'aluminium. La venue du complexe de remplacement *Usine Alma*, proposé par Alcan, s'inscrit dans un contexte régional marqué du sceau de la restructuration industrielle. L'inscription de ces grands projets dans l'espace régional a toutefois des incidences. En effet, l'implantation industrielle s'effectue dans un contexte où des dynamiques territoriale et historique particulières existent déjà. Une des questions est alors de savoir comment cohabiteront les acteurs sociaux ayant des attentes différentes par rapport à un même territoire. Pour aborder cela, la dynamique territoriale de cette partie d'Alma, désignée par l'expression «ouest de l'île», est examinée.

---

<sup>140</sup> «L'entreprise industrielle, intégrée territorialement et exploitant des ressources naturelles, influe directement sur la dynamique sociospatiale d'une région donnée» soutient Gagnon (1996 : 61).

<sup>141</sup> Nous faisons ici référence au rehaussement du niveau des eaux du lac Saint-Jean à des fins de production d'hydroélectricité, en 1926, qui a causé l'inondation d'une partie des plus belles terres en pourtour du lac Saint-Jean et mis fin aux pratiques de certains agriculteurs. Ceux-ci ont vainement tenté de faire valoir leurs droits devant les plus hauts tribunaux. Un documentaire sur cette lutte historique, intitulé «Le combat d'Onésime Tremblay», a été produit par l'Office national du film du Canada.

## 5.2 ÉVOLUTION HISTORIQUE DU TERRITOIRE ALMATOIS : INDUSTRIALISATION PROGRESSIVE D'UNE ÎLE HABITÉE

La perspective historique est une autre approche utile pour comprendre les dynamiques territoriales. La seconde partie du portrait retient cette perspective, en examinant l'*évolution historique* des vocations du territoire où s'implante le nouveau mégacomplexe d'Alcan. Ce territoire est formé de la partie ouest et «rurale» de l'île d'Alma qui concentre, tel un microcosme, certaines des grandes pages de l'histoire régionale. Le choix de l'échelle locale pour observer cette évolution s'avère cohérent avec la conception privilégiée du paysage, qui est défini comme le rapport au territoire perçu, vécu et représenté par des résidents de proximité. Sur une période d'un siècle, neuf phases de la dynamique territoriale sont distinguées et résumées dans les pages suivantes<sup>142</sup>.

### 5.2.1 COLONISATION : AGRICULTURE, TOURISME ET HYDROÉLECTRICITÉ

Le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle marque les débuts de la colonisation de cette partie de l'île. De premiers colons achètent des terres à la Couronne en vue de les cultiver. Parallèlement, le lac Saint-Jean s'avère une destination recherchée par les Américains pour la pêche de la ouananiche ou saumon d'eau douce. Plus précisément dans le secteur d'Alma, deux lieux sont privilégiés pour cette pratique à la fin du siècle. Il s'agit de l'extrémité est de l'île d'Alma<sup>143</sup>, au confluent des rivières *Petite-Décharge* et *Grande-Décharge*, ainsi que d'un endroit situé à l'ouest de l'île, sur un îlot situé à l'embouchure de la rivière Grande-Décharge. L'américain Beemer achète cette petite île et lui donne son nom. Il y construit une maison, l'*Island House*, où il emmène les touristes américains en bateau depuis son célèbre et chic *Hôtel Roberval*, situé à l'autre extrémité du lac Saint-Jean. Pour asseoir son «*empire touristique*», Beemer acquiert les droits de pêche dans plusieurs secteurs du lac et cours d'eau (Hébert, 1998).

---

<sup>142</sup>Le but de l'exercice n'est pas de produire un historique détaillé. À ce sujet, des historiens qualifiés ont déjà publié des ouvrages spécialisés et complets, sur la région (Girard et Perron, 1989) ou sur la ville d'Alma (Côté, 1997; Tremblay, 1967; Gravel et Martel, 1987). Il s'agit plutôt ici de brosser un portrait pour dégager quelques faits pertinents par rapport à notre problématique.

<sup>143</sup>Par la suite dénommée la *Pointe des Américains*.

Quelques décennies plus tard, des promoteurs industriels s'intéressent aussi au territoire. L'américain Duke est du nombre. Dès sa première visite dans la région, en 1912, il pressent son important potentiel énergétique. Il a comme projet de construire une centrale hydroélectrique à la chute à Caron, plus en aval sur la rivière Saguenay. Cependant, l'ampleur du projet est telle que Duke devra attendre quelques années afin de trouver un partenaire financier (Igartua, 1996).

### **5.2.2 DÉBUT DE L'INDUSTRIALISATION ALMATOISE : LA «CENTRALE»**

William Price, déjà présent sur le territoire almatois en tant qu'industriel lié à l'exploitation de la forêt, accepte de tenir le pari lancé par Duke. La première phase du projet est enclenchée au début des années 20, avec l'érection d'une centrale hydroélectrique à l'île *Maligne*, localisée sur la rivière *Grande-Décharge*. La centrale est décrite comme étant «*le plus grand ouvrage du genre au monde*» à cette époque (Igartua, 1996: 28). Avec la mise en place d'autres digues, les industriels contrôlent le débit des eaux du lac Saint-Jean qui devient ainsi un immense réservoir utile à la production d'hydro-électricité. Le 24 juin 1926, l'inauguration de la centrale marque le début de la montée des eaux du lac Saint-Jean et du coup, l'inondation des terres de plusieurs agriculteurs pionniers. Un long combat s'amorce alors entre ceux-ci et les industriels, qui se poursuivra devant les plus hautes instances judiciaires de l'époque et se conclura en faveur des derniers. Par contre, localement, les terres de l'île d'Alma auraient été épargnées, protégées par leur topographie plus élevée (Tremblay, 1979). Le premier client de la centrale Isle-Maligne est l'usine de pâtes et papiers construite par Price sur la rivière Petite-Décharge et dont les activités démarrent en 1925.

### **5.2.3 AFFIRMATION DE LA VOCATION INDUSTRIELLE : L'ALUMINERIE ISLE-MALIGNE**

Duke intéresse la compagnie *Alcoa*<sup>144</sup>, productrice d'aluminium de première fusion, au potentiel hydroélectrique de la région. La compagnie américaine s'installe d'abord au Saguenay. Elle y construit son complexe Arvida en 1923 ainsi qu'une «ville de compagnie». Ces deux projets sont décrits comme étant parmi les plus ambitieux de l'époque à l'échelle

---

<sup>144</sup>La compagnie canadienne Alcan est née de cette compagnie américaine.



mondiale (Morisset, 1998). Les besoins découlant de la Deuxième Guerre mondiale poussent la compagnie à ouvrir une deuxième aluminerie sur le territoire régional. En 1943, le complexe *Isle-Maligne* débute ses opérations à Alma avec seulement une salle de cuve. Conçue d'abord comme une usine temporaire, trois salles sont par la suite ajoutées (no 404 à la fin des années 40; no 405 en 1952; no 406 en 1956)<sup>145</sup>. Au plus fort de la production, au début des années 70, le complexe embauche des milliers de travailleurs, ce qui en fait l'un des deux plus importants employeurs privés d'Alma, avec la papetière Price.

#### 5.2.4 BATAILLE DU FLUOR ET RESTRUCTURATION AGRICOLE

Les années 50 sont le théâtre d'un nouveau combat opposant, encore une fois, des agriculteurs et des industriels. Des fermiers du secteur d'Alma observent des problèmes de santé chez leurs animaux. Ils les associent aux retombées atmosphériques de fluor provenant de l'usine *Isle-Maligne*. Ils engagent alors une bataille contre l'*Aluminium Company of Canada* – qui deviendra plus tard *Alcan*. À la fin de la décennie, des ententes sont finalement conclues qui prennent la forme de dédommagements financiers et/ou d'achats de terrains par la compagnie. Par le biais de ces acquisitions, celle-ci devient un propriétaire terrien important dans l'île d'Alma. Elle se porte également acquéreur de la ferme de M. Joseph Turcotte, dans le rang Mistook, dans le but de l'utiliser comme ferme «témoin». La multinationale ayant modifié les cheminées de son usine *Isle-Maligne*, elle souhaite faire le suivi de la santé des animaux.

Malgré ces changements au chapitre des propriétés foncières, Alcan offre la possibilité aux agriculteurs de poursuivre leurs activités agricoles traditionnelles. Selon un agriculteur interrogé (entrevue, 1998), il semble que la bonne qualité des sols ait été un, sinon le facteur déterminant dans le choix de se prévaloir de cette offre. De fait, dans les années qui suivent, les terres de meilleure qualité situées dans le secteur Mistook continuent d'être cultivées, alors qu'une bonne partie de celles de moindre qualité, situées à l'est du chemin de la Traverse, sont progressivement abandonnées à la friche. La mécanisation de la production a aussi des incidences sur la restructuration du secteur agricole. En 1998, il ne reste que trois

---

<sup>145</sup> Alcan. Mai 2000. *Nouvelles de l'Isle*. Édition spéciale. 8 p.

entreprises agricoles en activité à l'ouest du chemin de la Traverse, dont deux dans le rang Melançon, et qui cultivent de grandes superficies de terres. Une de ces entreprises étend même ses activités en achetant des terres en friche et en procédant à leur «remembrement».

#### **5.2.5 ATTRAIT DU BORD DE L'EAU: VACANCES ET VILLÉGIATURE**

En parallèle de la bataille du fluor, la vocation récréotouristique de l'île se renforce dans les années cinquante. D'une part, le caractère récréatif du site de la *Colonie Notre-Dame*, situé à l'extrémité ouest de l'île, commence à être exploité. Des activités de plein-air sont offertes aux enfants d'Alma par ses propriétaires, les *Pères du Saint-Sacrement*, une congrégation religieuse établie à d'Alma. Quelques années plus tard, les familles s'approprient ce site à leur tour. D'autre part, la villégiature se développe sur les berges du lac Saint-Jean et de la rivière Grande-Décharge avec l'établissement progressif de modestes résidences secondaires. Ce phénomène prend de l'ampleur lors des décennies suivantes, à tel point qu'il engendrera un phénomène de spéculation foncière : la valeur des chalets double entre 1987-1997 (MRC, 1997). Selon les spécialistes, cette tendance devrait continuer de s'accroître (BAPE, 1997). Bref, la demande pour l'habitat en bordure des lacs et rivières est soutenue.

#### **5.2.6 L'ÎLE COMME LIEU PRIVILÉGIÉ DE RÉSIDENCE À ALMA**

À partir des années 70, la vocation résidentielle de la partie ouest de l'île d'Alma s'affirme de façon marquée. Les habitations résidentielles sont réparties en différents secteurs. Il y a le rang Melançon, qui attire de nouveaux résidents permanents, puis les rives de divers plans d'eau: rivière Grande-Décharge (secteur Dam-en-Terre surtout), lac Saint-Jean (à l'extrémité ouest de l'île), et lacs Sophie, Thivierge et des Harvey). Dans le cas des plans d'eau, il s'agirait souvent de reconversion de chalets existants en faveur de résidences permanentes, mais aussi de nouvelles constructions (dans les baies, au bord du lac Saint-Jean). Par rapport à l'ensemble de la ville, la popularité de l'ouest de l'île d'Alma comme cadre de vie est grande et se maintient au fil des années. De fait, pendant plus de 20 ans, soit entre

1971 et 1990, les données de recensement indiquent qu'il s'agit d'un des secteurs où il y a le plus de nouvelles constructions sur le territoire almatois<sup>146</sup>.

### 5.2.7 DÉTERMINATION DES POTENTIELS RÉCRÉOTOURISTIQUES LOCAUX

Parallèlement aux pratiques individuelles valorisant le rural et les plans d'eau, les municipalités et les organisations publiques commencent aussi à s'intéresser au créneau récréotouristique, envisagé comme ayant un potentiel économique certain. À Alma, un important centre touristique se développe progressivement en bordure de la rivière Grande-Décharge. Baptisé « Complexe de la *Dam-en-Terre* », il porte le nom de la digue de terre no 8 construite pour fermer le passage des eaux de la rivière. Pendant longtemps ce site, situé au nord du futur complexe d'Alcan, sera le seul produit d'appel touristique de la ville.

Plusieurs études sont réalisées dans les années 80, notamment pour déterminer les potentiels récréotouristiques locaux. Édifices à valeur patrimoniale, sites archéologiques ou historiques, paysages naturels particuliers sont formellement inscrits dans le plan d'urbanisme de la Ville (1988a). La majorité est concentrée en périphérie de l'île d'Alma. Les voies d'eau que sont les rivières Petite et Grande-Décharge sont au cœur des lieux valorisés pour le développement récréotouristique. Le concept proposé dans le plan vise à intégrer les attraits et potentiels dans un réseau de circuits nautiques et cyclables. La Ville appuiera davantage le créneau du tourisme à partir du milieu des années 90, dans la perspective de créer de nouveaux emplois. Divers projets prendront alors réellement forme, tel que décrit plus loin (point 3.3, projets de paysage).

### 5.2.8 PLANIFICATION INSTITUTIONNELLE DE LA VOCATION « INDUSTRIE LOURDE »

En parallèle de cette diversification des vocations du territoire, plusieurs gestes institutionnels sont posés à la fin des années 80 afin d'y inscrire aussi l'industrie. En 1987, la MRC

---

<sup>146</sup>Ce secteur de l'île comprend les rives du lac Saint-Jean, les berges de la rivière Grande-Décharge (quartier *Dam-en-Terre*) et la partie ouest du rang Melançon. Il correspondait au secteur de dénombrement (SD) numéro 114 de Statistique Canada en 1991. Sur l'ensemble des 29 SD rattachés à Alma, il se situait en 7<sup>e</sup> position de 1971 à 1980, en 5<sup>e</sup> position de 1981 à 1985 et en 6<sup>e</sup> position de 1986 à 1991.

Lac-Saint-Jean-Est crée une nouvelle aire à affectation «*grande industrie*» dans son Schéma d'aménagement. Située dans le prolongement de celle qui existe déjà, cette nouvelle aire augmente la superficie disponible, aux grandes industries, de 400 hectares (Ville d'Alma, 1988a: 117). Cette aire<sup>147</sup> correspond en grande partie aux propriétés acquises par Alcan à la fin des années 50 pour régler son conflit avec les agriculteurs. En 1988, le plan d'urbanisme de la Ville d'Alma désigne cette aire comme «*site d'industrie lourde*», comme c'est le cas pour les usines d'Alcan et d'Abitibi-Price déjà présentes à Alma. Enfin, en 1990, la compagnie Alcan achète trois lots supplémentaires (20, 21 et la moitié du lot 22), à l'est du chemin de la Traverse qui totalisent «*un peu moins de 150 hectares*» (SNC: 4.56). Comme ces lots sont situés à l'intérieur du périmètre de la zone agricole permanente de l'île d'Alma, la compagnie doit faire une demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) pour qu'une partie des lots soit utilisée à des fins non-agricoles (1990). La CPTAQ y répond favorablement.

#### **5.2.9 CONSTAT SUR L'ÉVOLUTION TERRITORIALE : UNE MIXITÉ D'USAGES**

En somme, l'évolution historique de l'occupation du territoire almatois, et plus particulièrement de la partie ouest de l'île d'Alma, concentre, tel un microcosme, parmi les grandes pages de l'histoire régionale. Des acteurs, tant endogènes (locaux/régionaux) qu'exogènes (entrepreneurs, multinationales), ont agi sur ce territoire tout au long du siècle dernier, parfois de façon planifiée et parfois de façon plus spontanée. Leurs interventions ont été regroupées dans huit grandes phases (voir encadré no 8). L'eau a été un facteur de localisation déterminant dans l'orientation historique des vocations et de l'occupation du territoire, par les agriculteurs et les industriels d'abord puis, depuis les années 50, par les résidents et récréationnistes.

---

<sup>147</sup> Elle couvre le territoire compris entre l'avenue Boudreault à l'est, le chemin de la Traverse à l'ouest, la rue de la Dam-en-Terre au nord et le rang Melançon au sud (en excluant le quartier Saint-Georges).

### **Encadré no 8**

#### **Huit phases de l'évolution historique des vocations du territoire de l'ouest de l'île d'Alma**

- 1- Colonisation agricole, foresterie, tourisme américain et découverte du potentiel hydroélectrique (mi-XIXe siècle - 1915);
- 2- Début de l'industrialisation almatoise: construction de la centrale hydroélectrique d'Isle-Maligne (1923) et de la papetière Price (1925);
- 3- Affirmation de la vocation industrielle: implantation du complexe Isle-Maligne d'Alcan (1943);
- 4- Attrait du bord de l'eau: naissance de la Colonie Notre-Dame et de la villégiature (années 50);
- 5- Conflit entre Alcan et agriculteurs locaux concernant les émissions de fluor, achat de terrains par Alcan et restructuration des activités agricoles (fin des années 50);
- 6- Choix de l'île comme lieu privilégié de résidence: rang Melançon, rives du lac Saint-Jean et petits plans d'eau (années 70);
- 7- Détermination des attraits touristique locaux (années 80) et développement de «projets de paysage» par les secteurs para-public et associatif (années 90)
- 8- Planification institutionnelle de la vocation industrielle lourde

Des différentes actions, quatre tendances sont observées, soit:

1. une diminution de la superficie totale de terrain consacrée à l'agriculture et du nombre d'exploitants;
2. une demande soutenue pour l'île d'Alma comme cadre de vie, de manière saisonnière ou permanente, qui stimule le développement de l'habitat près des plans d'eau (rivière Grande-Décharge, rives du lac Saint-Jean), qui crée un mouvement de spéculation sur la valeur des terrains riverains et qui favorise l'urbanisation du milieu (rang Melançon, secteur Dam-en-Terre, petits lacs);
3. un intérêt croissant pour le récréotourisme, y compris la valorisation des plans d'eau, de la faune, des paysages; et, enfin,
4. une présence industrielle qui s'inscrit toujours de plus en plus dans le temps et l'espace par le biais des activités (barrages, gestion du lac, achat de propriétés, projet d'usine) et des outils de planification (schéma et plan d'urbanisme).

L'évolution de l'occupation du territoire de l'île d'Alma présente une grande mixité d'usages : agriculture, résidentiel permanent ou secondaire, récréation. De même, cette partie d'Alma possède la majorité des «*zones à potentiel récréo-touristique*» et plusieurs projets d'envergure y sont planifiés. Or, plusieurs de ces usages sont habituellement considérés

comme incompatibles avec l'industrie lourde. Cela n'empêche cependant pas les acteurs de la planification institutionnelle et la multinationale Alcan de consacrer une vocation industrielle dans cette partie du territoire almatois. L'insertion d'un second complexe de production d'aluminium d'importance par Alcan, quatre kilomètres à l'ouest de celui plus ancien d'Isle-Maligne (1943), confirme l'expansion de l'usage industriel sur le territoire de l'île. Cette expansion s'inscrit dans un processus continu de changements qui sont plus ou moins marqués dans le temps. L'implantation du mégacomplexe Usine Alma constituera une autre page importante de l'histoire locale et régionale et modifiera la dynamique territoriale. Pour comprendre ces changements, il importe d'abord de mieux connaître la dynamique existante. C'est ce qui est fait dans le point suivant.

### **5.3 DYNAMIQUE TERRITORIALE CONTEMPORAINE : PRÉSENCES INDUSTRIELLE, HABITANTE ET ASSOCIATIVE**

Pour aborder la question de la cohabitation, la dynamique territoriale est examinée en trois temps, soit : 1) les formes contemporaines de la présence industrielle, 2) le profil des populations habitant à proximité du futur site d'Alcan et 3) les principaux projets de paysage.

#### **5.3.1 PRÉSENCE INDUSTRIELLE AVANT LA CONSTRUCTION DU COMPLEXE USINE ALMA**

Tel que vu précédemment, l'occupation de l'île d'Alma par l'industrie remonte au début de la colonisation. Au tournant du troisième millénaire, la présence industrielle s'y manifeste de différentes façons. Les formes d'occupation du territoire des deux principales grandes entreprises qui s'y sont établies, soit Alcan et Abitibi-Consolidated, sont examinées brièvement dans les lignes qui suivent.

#### **L'occupation du territoire par Alcan**

Quatre principales formes d'occupation du territoire par la multinationale Alcan sont distinguées. Une première a trait à ses infrastructures industrielles, principalement situées dans la partie nord de l'île d'Alma et sur la rive nord de la Grande-Décharge, aux limites du tissu urbain. En 1998, elles comprennent :

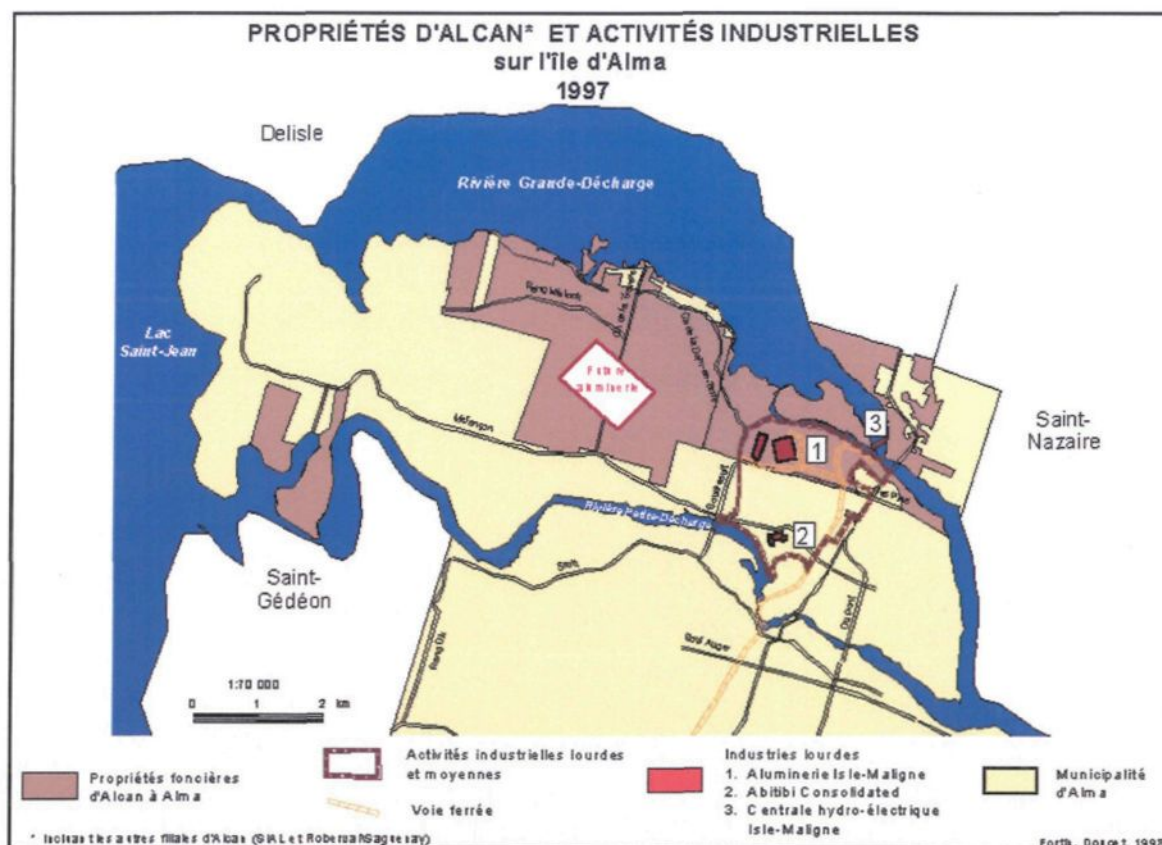
- l'usine Isle-Maligne ;
- la centrale hydroélectrique Isle-Maligne ;
- deux digues et six déversoirs situés sur les rivières Petite et Grande-Décharge ;
- un réseau de voies ferrées ;
- un site de déchets dangereux (fermé);
- un réseau de transport d'énergie qui inclut quatre postes de transformation situés aux postes d'Isle-Maligne (161 kV) et de Delisle (345 kV), deux lignes à haute tension (345 kV) et plusieurs lignes de 161 kV.

Une seconde forme d'occupation du territoire renvoie aux propriétés foncières de la compagnie Alcan. Elles sont très significatives sur l'île d'Alma, représentant une superficie équivalente à près du tiers de l'île comme le montre la figure no 14.

Une troisième forme d'occupation industrielle du territoire concerne la gestion du niveau d'eau du lac Saint-Jean. Depuis plus de 70 ans, la compagnie Alcan utilise le lac comme réservoir pour la production d'hydroélectricité de même que les rivières Petite-Décharge et Grande-Décharge comme déversoirs naturels. Elle détient également des servitudes de baignage (droits d'exhaussement) sur les rives du lac Saint-Jean, dont elle est en plus propriétaire à environ 66%. Sur les 4 300 riverains, plus du tiers (35%) ont des ententes de location avec Alcan. Les problèmes d'érosion liées à la gestion du lac ont suscité la mise en place d'un programme de stabilisation des berges dont les travaux (enrochement, épis, etc.) en ont modifié la qualité visuelle (MRC, 1997).

Enfin, il faut rappeler l'existence de l'ancienne ville de compagnie d'Isle-Maligne, quatrième forme d'occupation industrielle historique. Aujourd'hui, ce quartier constitue une signature dans la trame urbaine almatoise et régionale, qui se distingue sur les plans urbanistique et architectural (Côté, 1997 ; MRC, 1997). Le quartier s'inscrit dorénavant dans un vaste projet de mise en valeur multidisciplinaire (récréotouristique, patrimonial, historique) (*cf.* point 5.3.3, musée de site).

Figure no 14



Auteures : M.J. Fortin et C. Doucet, à partir des données du Service immobilier d'Alcan (1997).

### Autres occupations industrielles

Abitibi-Consolidated est la seconde grande entreprise présente à Alma. Elle concentre ses activités de production lourde dans le secteur sud de l'île, en bordure de la rivière Petite-Décharge, à 1,3 kilomètre du centre-ville. Le complexe industriel regroupe la papeterie et diverses installations (site d'entreposage des boues usées, réservoir d'ammoniac, bassin d'épuration, etc.). Jusqu'en 1997, la compagnie monopolisait l'usage de la rivière Petite-Décharge et de ses rives pour ses activités de flottage du bois prélevé plus en amont (ou transport par voie d'eau). Comme dans le cas d'Alcan, la compagnie Price a laissé sa marque dans tissu urbain avec la création d'une ville de compagnie, Riverben, en 1925.



Enfin, plus d'une centaine d'autres unités de production, de gabarit plus ou moins important, sont regroupées dans le parc industriel situé entre les deux grands complexes de d'Alcan et de Price. Depuis quelques années, il s'est ajouté un second parc industriel au sud de la ville, qui regroupe des entreprises de services.

### **Constat sur la présence industrielle : importante mais diffuse**

Cette brève description de l'occupation industrielle permet quelques constats généraux. D'abord, elle est très importante sur l'île d'Alma. Ensuite, ses différentes formes *visibles* (infrastructures des usines, des déversoirs, des lignes électriques, des postes de transformation) marquent le territoire. Elle emprunte aussi des formes moins *visibles*, mais non moins déterminantes dans l'occupation du territoire, comme les propriétés foncières des grandes compagnies, la gestion des eaux du lac Saint-Jean ou les droits de baignage. À la veille de l'implantation du mégacomplexe d'Alcan, en 1997, ces formes d'occupation du territoire mettent en évidence que pour l'ensemble de l'île d'Alma:

- les infrastructures les plus importantes et visibles sont concentrées dans un secteur bien délimité, entre les avenues du Pont et Boudreault, et sont intégrées au tissu urbain;
- ces infrastructures sont localisées à des endroits stratégiques dans la ville d'Alma, soit à l'entrée nord de la ville, dans des secteurs où le relief est plus élevé, ou encore à proximité de lieux de passage obligés pour les Almatois (ex. pont *Jean F.-Grenon*), les résidents du quartier Dam-en-Terre et les villégiateurs (route située devant l'aluminerie);
- les grandes et moyennes entreprises du parc industriel occupent une superficie de 3,5 km<sup>2</sup>;
- la compagnie Alcan est un propriétaire foncier important dans cette partie du territoire almatois, car elle possède près du tiers de l'île ;
- les activités de production industrielle et connexes se font aussi sentir par la présence, occasionnelle ou permanente, de fumée, de brouillard, d'éclairage intense, d'odeurs et de bruits.

Cette occupation territoriale affirme le caractère indéniable des usages industriels dans le paysage urbain almatois et ce, depuis plusieurs décennies. Plus spécifiquement, concernant Alcan et le territoire ouest de l'île, la gestion des propriétés foncières et du niveau du lac

Saint-Jean par des intérêts privés a des incidences sur d'autres usages dont le récréotourisme, la villégiature et le résidentiel. En 1997, avant l'implantation du mégacomplexe Usine Alma, les infrastructures industrielles sont dispersées sur le territoire et ont un gabarit relativement restreint. Les propriétés foncières existantes d'Alcan ne sont pas délimitées de manière formelle et, ce faisant, elles sont peu perceptibles pour un observateur. Ces terrains, du fait qu'ils ne sont pas occupés par l'industrie, sont même disponibles pour d'autres activités et pratiques. C'est notamment pourquoi des résidents du voisinage fréquentent les propriétés d'Alcan dans le cadre d'ententes formelles (agriculture, villégiature) ou de façon spontanée pour des activités de loisirs (ski de fond, VTT, marche), donnant ainsi l'impression que les terrains privés de la compagnie ont une vocation mixte (voir photo VV). Le point suivant dresse un portrait plus précis des populations habitant à proximité du futur site industriel.

### **5.3.2 POPULATIONS RÉSIDENTES : PROFILS ET MOTIFS DE LOCALISATION**

Depuis les années 70, la vocation résidentielle de la partie ouest de l'île d'Alma s'est développée de façon marquée. Dans le texte qui suit, quelques données statistiques précisent le profil socioéconomique de ses habitants. Par la suite, des motifs de localisation sont exposés à titre d'hypothèses de travail. Mais d'abord, situons géographiquement les foyers actuels de l'habitat.

Les habitations sont essentiellement réparties dans quatre secteurs : le rang Melançon au sud, les rives de la rivière Grande-Décharge (secteur Dam-en-Terre surtout) au nord, les rives du lac Saint-Jean, à l'ouest, et divers petits lacs (Sophie, des Harvey, Thivierge, etc). Ces secteurs, ajoutés au quartier Saint-Georges, regroupent les résidents vivant à proximité du futur site industriel. Pour ce qui est du nombre de propriétés, on en dénombre «370 [...] sur le rang Melançon, incluant la rue Boudreault, le quartier Saint-Georges et le secteur des petits lacs périphériques (Sophie, Thivierge, Girard et des Harvey), 18 [...] dans le rang Mistook» et une centaine sur le chemin de la Dam-en-Terre (SNC-Lavalin, 1997: 3.67). Également, plus de 268 chalets sont situés dans cette partie de l'île (Sommaire du

rôle d'évaluation foncière, Ville d'Alma). Les résidences les plus près du futur complexe industriel sont situées sur le rang Melançon, à quelque 600 mètres du complexe.

### **Profil socioéconomique des résidents**

Les données de recensement offrent un portrait plus précis du profil socioéconomique des résidents de l'île d'Alma mais comportent toutefois certaines limites<sup>148</sup>. Elles sont donc présentées comme des indications générales du profil socioéconomique des résidents de «proximité».

Quatre secteurs de dénombrement (SD) sont retenus pour définir le territoire à l'étude, dans lesquels sont regroupés les habitants vivant à proximité spatiale ou visuelle du futur complexe. Il s'agit des SD :

- no 24030122, qui inclut les résidents habitant le plus près du site, au sud une partie du rang Melançon et au nord le quartier de Dam-en-Terre, dans ce que nous désignons comme le «centre de l'île»;
- no 24030114, situé en bordure ouest du futur site et incluant la partie ouest du rang Melançon ainsi que des secteurs où l'on retrouve des résidences permanentes et secondaires autour de divers lacs, ici dénommé «ouest de l'île»;
- no 24030053, dit le «rang Scott», incluant celui-ci de même qu'une partie d'un quartier urbain; et enfin,
- no SD 24030125, qui englobe la partie sud<sup>149</sup> du quartier «Saint-Georges», situé à l'est du site industriel.

<sup>148</sup>En effet, le découpage fait par *Statistique Canada*, en «secteurs de dénombrement» ne correspond pas aux dynamiques territoriales. Par exemple le rang Melançon, originalement à vocation agricole puis résidentielle, est coupé deux parties, dont une est fusionnée au quartier de Dam-en-Terre, historiquement composé de chalets se transformant progressivement en résidences permanentes. De même, le quartier plus ancien de Saint-Georges est coupé en deux, la partie nord étant intégrée au quartier ouvrier de Naudville, situé à plus de trois kilomètres à l'est. Enfin, les résidents du rang Scott sont regroupés avec ceux d'un quartier plus urbain. Ces deux entités sont pourtant physiquement séparées puisqu'il n'y a pas de lien (routier ou autre) entre elles.

<sup>149</sup>Dans ce portrait, nous n'avons pas retenu le SD couvrant la partie nord du quartier. Ce choix nous semblait plus pertinent au regard de la problématique de «proximité», étant donné que ce SD incluait un quartier situé à plus de trois kilomètres (Naudville). De plus, la population de ce SD représente la moitié de l'ensemble des autres SD (N=1039 en 1996) ce qui aurait créé une sur-représentation du quartier Naudville par rapport aux autres quartiers limitrophes.

Sur le plan démographique, 1 923 personnes habitent en permanence dans cette zone avant la construction du complexe, dont les trois quarts dans les secteurs «ouest de l'île» et «rang Scott» (Statistique Canada, 1996). Ceux-ci, en plus du quartier Saint-Georges ont des populations relativement «jeunes». En effet, environ le tiers de la population y est âgée de 19 ans et moins d'une part et, d'autre part, la proportion de personnes de 50 ans et plus y est inférieure à la moyenne municipale. Le profil socioéconomique de la population de l'île d'Alma n'est cependant pas homogène, comme le montrent les données relatives à certains indicateurs pour chacun des secteurs, regroupées dans le tableau no 6, ainsi que celles de la Ville d'Alma<sup>150</sup>.

Globalement, les résidents du centre de l'île, habitant le plus près du site d'Alcan, de même que ceux du rang Scott, sont plus favorisés sur le plan de économique que ceux des deux autres secteurs et même que la moyenne des Almatois. Trois indicateurs les démarquent positivement : 1) sur le plan des études, une plus faible proportion de résidents n'ont pas complété leur 9<sup>e</sup> année, 2) le rapport emploi / population ainsi que 3) le revenu moyen par ménage, sont tous deux très supérieurs à la moyenne municipale. Au contraire, considérant ces trois indicateurs, les deux autres secteurs (Ouest de l'île et Saint-Georges) se situent en position défavorable par rapport à la moyenne almatoise. Les populations du centre de l'île et du rang Scott sont également moins «dépendantes» de l'emploi associé à l'industriel lourd (respectivement 20 % et 27 %) comparativement aux deux autres secteurs où quatre à six (41,4 et 63,6%) emplois sur 10 y sont liés. Le quartier Saint-Georges se démarque aussi des trois autres secteurs, souvent dans une perspective moins favorable. Le très fort pourcentage de locataires, de même que la faible scolarité (9<sup>e</sup> année non complétée) sont particulièrement à souligner. Soulignons aussi le profil ouvrier de ce quartier plus ancien, avec près de deux emplois sur trois (63,6%) liés à l'industrie lourde.

---

<sup>150</sup> Les données sont tirées d'un rapport réalisé par Mercier et Gagnon (2002) qui décrit le profil socioéconomique des résidents habitant la zone de voisinage du complexe Usine Alma. Notons deux différences par rapport à ce rapport. 1) Les limites géographiques de la zone retenue dans notre cas sont plus restreintes. 2) La dénomination des secteurs de dénombrement n'est pas la même,

**Tableau no 6**

Indicateurs socioéconomiques des populations habitant à proximité du futur site d'Alcan industriel par secteur de dénombrement (1996)

<b>Secteurs</b> (numéro de Statistique Canada) / <b>Indicateurs</b>	«Centre de l'île» (Rang Melançon E Dam-en-Terre) (SD 24 030122)	«Ouest de l'île» (Rang Melançon O. et villégiature) (SD 24030114)	«Rang Scott» (et partie Alma) (SD 24030053)	«Saint-Georges» (partie sud) (SD 24030125)	Municipalité d'Alma
Population totale	300	760	685	178	26 121
Population de 19 ans et moins (%)	22,4	32,7	40,3	33,3	28,7
Population de 20 à 49 ans	46,6	46,4	41,2	41,0	45,1
Population de 50 ans et plus	31,0	20,9	18,5	25,6	26,2
Population sans une 9 <sup>ie</sup> année (%)	9,3	18,0	11,4	24,0	16,4
Population détenant un diplôme de métiers (%)	9,3	13,5	11,4	8,0	7,7
Populations ayant fait des études universitaires (%)	14	7,2	11,4	n.d.	15,4
Rapport emploi/ population (%)	74,4	48,6	67,6	44,0	50,8
Emplois dans l'industrie lourde <sup>151</sup> (%)	20,0	41,4	27,0	63,6	25,5
Revenu moyen du ménage (\$)	51 149	35 992	48 206	n.d.	42 023
Valeur moyenne du logement (\$)	74 692	71 207	74 922	71 580	75 133
Proportion de locataires (%)	4,5	5,8	5,6	30,8	19,9
Taux de déménagement (%)	21,7	35,5	24,1	28,1	10,5

Source : Données de recensement de Statistique Canada, citées dans Mercier et Gagnon (2002).

mais les données et les numéros des secteurs correspondent. Par conséquent, certaines conclusions du rapport de Mercier et Gagnon peuvent différer des nôtres.

<sup>151</sup> Indicateur bâti par Mercier à partir de données de Statistique Canada sur les catégories d'emplois, en regroupant ceux des domaines de : construction, transport lourd, mines et secteur manufacturier (1e, 2e transformation).

Les quatre secteurs ont cependant certains traits communs. Sur le plan de la formation, une plus forte proportion de leur population détient un diplôme de métier par rapport aux Almatois alors qu'au contraire, une plus faible proportion a entrepris des études universitaires. La valeur moyenne du logement est un peu inférieure à celle d'Alma. On observe une très forte mobilité des résidents, plus de deux résidents sur dix (jusqu'à trois) ayant emménagé à leur domicile depuis moins de cinq ans, ce qui représente plus du double de la moyenne des Almatois (10,5%).

### **La filiation, la ruralité et l'eau comme motifs de localisation résidentielle**

Les données de recensement ne permettent pas de saisir les motifs de localisation résidentielle pour ce qui est de l'île d'Alma. Tout de même, diverses sources de données fournissent l'occasion de formuler quelques hypothèses. D'abord, sur le plan historique, on observe le passage d'une population d'agriculteurs à une population n'ayant pas de lien avec la production agricole. Nos diverses entrevues nous ont cependant permis de constater que plusieurs résidents, surtout dans les rangs Melançon et Scott, appartiennent aux grandes familles colonisatrices des Harvey, Lavoie, Turcotte. La filiation constitue un premier facteur potentiel pour expliquer le choix de certains de s'installer dans ce secteur d'Alma. Plus largement, il semble que le phénomène s'inscrit dans des tendances plus générales de valorisation du milieu rural et de la proximité de l'eau.

À l'échelle microrégionale, l'urbanisation des rangs de la municipalité régionale de comté de Lac-Saint-Jean-Est témoigne de l'attractivité du rural. De façon encore plus marquée, la proximité de l'eau constitue un facteur de localisation constant depuis plusieurs décennies. La transformation de chalets en résidences permanentes a entraîné une spéculation foncière notable sur les propriétés limitrophes au lac Saint-Jean, observable depuis la fin des années 80 (MRC, 1997). Cela peut expliquer, entre autres, la popularité de certaines petites municipalités riveraines comme Saint-Gédéon, qui a vu sa population augmenter de 2,5% de 1996 à 2001, alors que celle de la ville d'Alma stagne.

À l'échelle locale, l'attrait de la campagne et de l'eau est aussi manifeste. Ainsi, le secteur rural de l'île d'Alma situé à l'ouest du chemin de la *Traverse* – sur lequel sera construite la nouvelle usine d'Alcan – est particulièrement bien doté en plans d'eau. Comme mentionné précédemment, il est un des secteurs les plus recherchés dans la ville depuis le début des années 70. En entrevues, l'attrait de l'eau, la tranquillité, les grands espaces, la proximité de la verdure (champs, forêt) ou de plans d'eau, le coût et la disponibilité des terrains ressortent comme des facteurs ayant incité les résidents à choisir ce secteur de l'ouest de l'île. Lors des entrevues collectives (hiver 2003), ceux-ci exprimaient leur fort attachement à cette forme de campagne habitée. L'accessibilité de la nature au quotidien était un élément très significatif dans leur mode de vie.

Les résultats d'une enquête sur la qualité de vie, réalisée auprès des Almatois juste avant la mise en chantier du projet Usine Alma (Dubois, 1999), donnent aussi quelques indications sur les choix de localisation. Entre autres, la qualité de l'environnement y apparaît comme une des premières raisons soit de déménager (31%) ou soit de demeurer au même endroit (21%). Également, nombre d'Almatois perçoivent les activités industrielles comme étant la plus importante source de pollution à l'échelle de leur ville. Plus largement, l'enquête montre que la notion de qualité de vie dépasse le simple décor. Elle renvoie à un ensemble de facteurs où les conceptions de la nature, les conditions de logement, les préoccupations pour la santé, la qualité de l'environnement physique et social jouent un rôle déterminant. En 1998, juste avant la construction du complexe Usine Alma, une très forte majorité d'Almatois (98%) se disaient satisfaits de leur qualité de vie (*ibid.*).

Enfin, il faut souligner que les résidents interrogés ne sont pas les seuls à valoriser ce milieu rural Almatois. En effet, plusieurs groupes associatifs y sont très actifs et travaillent à mettre en valeur ce territoire.

### **5.3.3 PROJETS DE PAYSAGE : DES ASSOCIATIONS DYNAMIQUES**

Alma est reconnue pour sa vie associative dynamique autant dans le milieu communautaire que dans les milieux écologiste et artistique (Klein et Gagnon, 1989). Par le passé, plusieurs

groupes et leaders locaux se sont mobilisés autour d'enjeux territoriaux et environnementaux<sup>152</sup>. Trois mobilisations régionales ont été particulièrement importantes et soutenues. Une première, portée sur une dizaine d'années (1982-1990), contestait un projet de la compagnie d'État Hydro-Québec visant visait à «*harnacher*» la rivière Ashuapmushuan pour des fins de production d'hydroélectricité. Une seconde mobilisation concerne l'opposition menée contre un projet de champ de tir militaire, promulgué par le gouvernement fédéral. Enfin, les Jeannois ont participé activement, en 1985, au processus d'évaluation environnementale concernant le programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean proposé par la compagnie Alcan. Par ailleurs, sous un mode pro-actif, plusieurs initiatives originales à caractère environnemental sont nées. Soulignons-en trois faisant figure d'actions innovatrices à l'échelle québécoise soit : la création du premier *Conseil régional de l'environnement* au Québec, le programme de gestion efficace de la demande énergétique *Négawatts* et le *Centre québécois de développement durable*.

Depuis une dizaine d'années, divers groupes d'acteurs ont investi de nouveaux champs, axés sur la qualité et le cadre de vie. Ils ont travaillé ce qui pourrait être qualifié de «*projets de paysage*». Il s'agit de projets d'aménagement prenant en compte les intentions des acteurs sociaux «*de façon à rendre cohérentes la globalité et les parties du territoire en transformation*», explique Donadieu, en vue de rendre ce dernier plus «*habitable*» (dans Berque et *al.*, 1999 : 80). Cinq projets sont exposés brièvement, associés respectivement au récréotourisme, au patrimoine et à l'art.

### **Rivière et véloroute: rencontrer une nature ludique et hédoniste**

Dans les années 90, deux projets de paysage se concrétisent de façon quasi simultanée. La mise en valeur de la rivière Petit-Décharge est un premier projet local d'importance. L'année 1997 marque la fin d'une activité historique à Alma, le transport du bois sur l'eau, appelé familièrement «*flottage de bois*». La multinationale Abitibi-Consolidated cède les droits historiques qu'elle a obtenus au début du XX<sup>e</sup> siècle à la Ville d'Alma. La rivière a

---

<sup>152</sup>Pour plus de détails sur les pratiques participatives à Alma, voir Côté (1999, p. 95-108), de même que les études de cas de Gagnon (1994, p. 61-92) portant sur des enjeux environnementaux.



un caractère unique, notamment parce que ses rives sont demeurées «sauvages», c'est-à-dire exemptes de résidences. De surcroît, elle coule en plein cœur de la ville. Comme l'exprime le maire, les Almatois retrouvent enfin leur rivière après plus de 150 ans et ils souhaitent se la réapproprier : «*Alors la rivière va être libérée pour la première fois depuis que la population l'habite. Alors c'est vraiment la possession de la rivière*»<sup>153</sup>.

Une corporation spéciale est mise sur pied, en janvier 1998, afin de redonner un accès collectif à la rivière Petite-Décharge. La *Corporation d'aménagement de la Petite-Décharge*, la CAP, regroupe divers «partenaires» du milieu, concernés par le territoire : des leaders écologistes reconnus, un groupe environnementaliste (*Zone d'intervention prioritaire*), l'Association des propriétaires riverains, la multinationale Abitibi-Consolidated et des citoyens. De façon concertée, la CAP assure la définition d'un programme d'activités jugées compatibles avec une conception d'une nature sauvage apprivoisée. Entre autres, les embarcations motorisées seront interdites sur le plan d'eau dans un souci de préserver la tranquillité du secteur, jugée indispensable à la qualité de l'expérience du lieu. Cette affirmation est significative au regard de la présence généralisée de tels engins dans la région. Plus en aval, alors que la rivière glisse au centre de la ville, la CAP souhaite réaménager ses abords selon des principes d'écologie urbaine.

La mise en place d'un réseau cyclable régional, nommé la *Véloroute des Bleuets*, constitue le second vaste chantier. Ce grand projet d'infrastructure récréotouristique, totalisant un investissement de huit millions de dollars (*cf.* Journal Le Lac-Saint-Jean, 2 juillet 2000), mobilise les acteurs institutionnels (municipalités, MRC, associations touristiques régionales) du Lac-Saint-Jean. Selon un de ceux-ci, il constituerait même un des rares projets «*unificateurs*» dans la région (entrevue 19 mars 2003). À l'échelle locale, la Ville d'Alma investira de façon importante dans la construction du réseau. La question du paysage revêt une importance particulière dans la conception du circuit, celui-ci étant conçu comme un attrait déterminant de l'expérience touristique offerte. Il s'agit même d'une première, suite à plusieurs décennies de pratiques d'urbanisme «modernistes» (entrevue janvier 2001). Un

---

<sup>153</sup>Audiences publiques du BAPE sur le projet Usine Alma, *verbatim* de la soirée du 7 août 1997.

trait original du circuit local est qu'il emprunte, grâce à des ententes négociées entre l'organisme responsable de son développement et Alcan, certains ouvrages et propriétés de la compagnie. L'art a aussi été mis à contribution pour animer le circuit almatois, de façon temporaire ou plus permanente. Par exemple, une œuvre représentant un vol d'oiseaux migrateurs a été intégrée à un nouveau pont piéton et cyclable.

Au terme de l'été 2000, date de son ouverture officielle, plus de 90 000 cyclistes avaient roulé sur le réseau régional, dont 60% provenant de l'extérieur de la région (*cf.* Journal le Lac-Saint-Jean, 17 septembre 2000). Les Almatois fréquentent aussi en grand nombre les pistes locales. Par le fait même, ils découvrent certaines parties de leur territoire demeurées jusqu'ici pratiquement inaccessibles, comme les abords de l'île d'Alma et l'île Maligne, des ouvrages hydrauliques industriels (déversoirs, barrages, usine de production hydroélectrique) et, même, le chantier Usine Alma, visible depuis un belvédère d'observation intégré au circuit cyclable. En plus d'assurer des retombées économiques liées au tourisme, de constituer une nouvelle aménité et d'améliorer la qualité du cadre de vie, le circuit cyclable est devenu un véritable lieu social pour nombre d'Almatois selon ces promoteurs (entrevue, janvier 2003).

### **Musée de site : l'industrie comme patrimoine et attrait touristique**

Un troisième projet de paysage vise à mettre en valeur diverses infrastructures liées à la présence industrielle à des fins touristiques et d'interprétation muséale. Sous le leadership de la Société d'histoire du Lac-Saint-Jean (SHL), ce vaste projet de «*musée de site*» mise sur la présence de deux villes de compagnie, Riverbend (1925) et Isle-Maligne (1923) et de la centrale hydroélectrique Isle-Maligne. À la suite de premières études et publications sur le sujet (Côté, 1997), l'ancien hôtel de ville d'Isle-Maligne est racheté par la Ville d'Alma et restauré pour loger les bureaux de la SHL et son musée. Dans ces nouveaux murs, la Société d'histoire prend de l'expansion. En 2003, l'exposition muséale permanente raconte les grandes étapes du développement local, par le biais des formes d'appropriation successives de l'eau : comme ressource économique par les industriels, comme cadre de vie, lieu de nature et d'identité par les populations locales.

Le siège social de la Société d'histoire se situe au cœur d'un nouveau pôle institutionnel touristique, dont les investissements totaux sont estimés à près de trois millions de dollars (SHL, 1998, p. 23). En face, de l'autre côté de la route 169, un nouveau poste d'accueil abrite les bureaux de *Tourisme Alma*. Cet organisme para-public, fondé récemment par la Ville pour planifier le développement du secteur touristique, est à la tête d'un projet de réhabilitation de l'ancien réservoir d'eau de la ville de compagnie. La haute structure est utilisée comme tour d'observation pour découvrir le panorama local comprenant les divers ouvrages industriels et comme lieu de projection d'un film multimédia sur l'expérience de l'eau. Enfin, le bâtiment adjacent, une ancienne église protestante de la ville de compagnie, a été restaurée pour accueillir les bureaux de l'organisme Véloroute des Bleuets.

### **Projets d'aménagement urbain : l'art pour représenter les Almatois**

Enfin, l'inscription de l'art dans la trame urbaine constitue un cinquième et dernier projet de paysage. Précisons tout d'abord que la communauté artistique a toujours été très active à Alma, surtout par le biais d'événements culturels d'envergure. Dans la dernière décennie, certaines œuvres s'inscrivent désormais de façon permanente dans l'espace public en étant intégrées à des infrastructures urbaines. Soulignons-en deux où les œuvres d'art, faisant référence au territoire, sont le fait d'une même artiste, Claire Maltais. Celle-ci a mis au point une technique particulière de gravure sur la pierre de granit, de concert avec une entreprise almatoise de renommée internationale, *Béton préfabriqué du Lac*.

Le premier projet est celui du garde-corps installé en bordure de la rivière Petite-Décharge en 1995, dans la section urbaine du centre-ville. Les noms des 113 cours d'eau alimentant la rivière ont été inscrits dans cet ouvrage de béton. De même, des tableaux sont gravés dans chacun des 40 piliers, qui représentent «une scène d'eau racontant la vie quotidienne des gens d'ici qui côtoient la rivière et le lac Saint-Jean depuis toujours». Pour l'artiste, cet ouvrage «devient une poésie urbaine, un grand livre qui accompagnera le marcheur dans une réflexion sur notre histoire écologique et économique» (*ibid.*). Le second projet est celui de *Place Festivalma*, un amphithéâtre construit en 1997. Vingt-huit tableaux ont été intégrés à ses murs extérieurs. Regroupés dans le concept de l'*Almanach*, ils se rapportent à

des «repères» naturels qui rythment la vie sociale des Almatois<sup>154</sup> ou à des légendes traditionnelles. Également, ils rappellent des événements qui ont marqué l'histoire locale lointaine ou récente, dont plusieurs mobilisations populaires s'appuyant sur des démarches artistiques.

### **Constat : le projet comme lieu de négociation avec l'industrie**

Le dynamisme du mouvement associatif almatois a donné lieu à diverses mobilisations historiques, sous formes contestataires mais aussi, partenariales. La présence et l'implication soutenue de leaders provenant du milieu écologiste, culturel ou touristique et porteurs de valeurs alternatives a donné naissance à des projets de paysage originaux tant sur les plans récréatif et patrimonial qu'artistique. Les cinq projets présentés affichent au moins trois points communs qui renvoient plus largement à la cohabitation avec les activités industrielles.

Premièrement, ces projets de paysage témoignent d'une volonté certaine, exprimée par les acteurs, de se réapproprier des portions du territoire local. La réappropriation emprunte diverses formes mais, globalement, elle révèle différents rapports au territoire qui se succèdent et se superposent dans l'histoire locale. Conçu par le passé dans une perspective instrumentale, telle une ressource à exploiter, le territoire est aujourd'hui un cadre de vie, s'appuyant sur un rapport hédoniste lié à la qualité du cadre de vie, aux expériences de loisirs et de nature, et sur un rapport réflexif associé à la question identitaire.

Deuxièmement, tous les promoteurs doivent négocier, à un moment ou l'autre, avec la présence industrielle sur le territoire, que ce soit sur le plan matériel, comme pour le passage du circuit cyclable sur les terrains d'Alcan, ou sur le plan symbolique, comme pour les choix d'interprétation des traces de l'industrie, conçue comme un patrimoine. En ce sens, les projets montrent que les rapports contemporains avec la grande entreprise se construi-

---

<sup>154</sup>Par exemple, le tableau intitulé «*Le lac qui cale*» fait référence à la fonte des glaces du lac Saint-Jean, un événement naturel qui marque l'arrivée de l'été dans la région et l'imaginaire collectif.

sent à partir d'autres domaines que celui plus traditionnel de l'économie, pour englober la qualité du territoire.

Enfin, troisièmement, ces projets ont tous des incidences sur la vie des Almatois et ce, à plusieurs niveaux: vitalité économique, qualité du cadre de vie, dynamique sociale, sentiment d'appartenance. Ils contribuent à animer le milieu et à lui donner une certaine couleur. Mais, plus encore, ces initiatives proposent un «nouveau» regard sur l'histoire locale et le territoire, parfois matérialisés dans des représentations iconographiques. Ces mises en scène, patrimoniales, récréotouristiques ou artistiques, contribuent toutes à façonner des discours sur ce que serait, sur le plan existentiel, la communauté almatoise.

Pourrait-on voir dans la récurrence de certains thèmes choisis, l'articulation de discours identitaires en émergence ou du moins s'affirmant, dans lesquels la nature et le territoire occupent une place importante? Par exemple, le thème de l'eau semble incontournable. Mais si ces représentations sont portées par quelques groupes d'acteurs (leaders associatifs, organisations, artistes), jusqu'à quel point rejoignent-elles les populations locales? De même, au-delà de la diversité des projets portés par les groupes, existe-t-il des lieux communs qui seraient significatifs et partagés leur permettant de fonder une «*expertise sociale*» (Donadieu dans Berque *et al.*, 1999 : 64), c'est-à-dire une capacité à articuler un point de vue original et formuler un projet de territoire global et intégrateur? L'implantation du complexe industriel d'Alcan, moment historique de l'évolution du territoire, semble propice pour aborder ce questionnement. Le mégaprojet industriel ayant des incidences certaines sur la dynamique territoriale et la qualité concrète et perçue du milieu, les promoteurs territoriaux devront préciser leurs demandes pour construire la cohabitation entre celui-ci et les projets de paysage porteurs de valeurs et de rapports particuliers à la nature. Les audiences publiques tenues sur le projet d'Alcan offraient une première occasion en ce sens. Examinons quelles ont été les demandes de ces promoteurs, ainsi que celles d'autres acteurs locaux.

## 5.4 LES ATTENTES DE PAYSAGE DEVANT LE PROJET D'ALCAN

Lorsque nous nous rapportons aux audiences publiques tenues sur le projet d'Alcan, nous constatons que les préoccupations économiques dominent les échanges<sup>155</sup>. Sur la question du paysage, il n'y a pas de débat et le sujet ne se situe pas à l'avant-plan des préoccupations. Néanmoins, les interventions formulées sur ce thème, dans les mémoires et lors des échanges avec les commissaires, montrent la richesse et la complexité de la demande en la matière. Les acteurs régionaux présents<sup>156</sup> expriment même leurs attentes élevées à l'endroit du projet et de son promoteur. Leurs demandes peuvent être regroupées dans trois grands enjeux qui relèvent, globalement, d'une logique de l'intégration, décrite plus bas.

### 5.4.1 UNE LOGIQUE DE L'INTÉGRATION TERRITORIALE : TROIS ENJEUX

Lors des audiences du BAPE, nombre de demandes et préoccupations sont exprimées au moyen d'énoncés larges et relativement vagues. Elles dénotent cependant des attentes très élevées à l'endroit du projet *Usine Alma* et de son promoteur, Alcan. Globalement, les demandes des Jeannois s'appuient sur une forte logique d'*intégration* : ils souhaitent que le promoteur conçoive un complexe industriel s'intégrant au milieu d'accueil et à la dynamique territoriale et économique existante (DM-1). Le futur complexe est comparé à l'ancienne usine Isle-Maligne qu'il doit remplacer. Pour mieux intégrer l'usine Alma, des améliorations sont souhaitées surtout sur le plan environnemental, mais aussi concernant sa «*capacité plus grande à s'associer au paysage*». Cela constituerait pour certains «*une innovation environnementale*» (mémoire DM-31).

Le paysage est également vu comme un indicateur des performances environnementales. D'anciens travailleurs et résidents rappellent les effets concrets observés sur la végétation aux environs de ces anciennes usines et causés par leurs rejets importants. Il était alors «*impensable*» de réaliser un aménagement paysager autour de celles-ci :

<sup>155</sup>Le chômage est alors important à Alma, soit de 14,5% selon les données de recensement (1996).

<sup>156</sup>Il faut en effet souligner l'absence de groupes d'acteurs importants, ce qui constitue une limite pour cette source de données. Par exemple, peu de résidents de proximité sont présents et des lea-

(...) je me rappelle, au début, l'usine ici [Isle-Maligne], il poussait pas un arbre, ni la pelouse; ils faisaient la pelouse à tous les printemps, ils la changeaient. Ils l'enlevaient et ils en mettaient de la neuve, pour que ça paraisse mieux. Mais ce qu'on rêve, c'est que ça pousse, à la nouvelle usine, qu'on ait des beaux arbres et qu'on ait un bel environnement. Je pense que c'est ça qu'on souhaiterait le plus. (Club des retraités Alcan, Alma, transcription des audiences, 5 août 1997)

Globalement, le paysage est conçu comme un nouveau lieu d'innovation des entreprises. De façon plus spécifique, les énoncés (voir les exemples cités dans l'encadré no 9) peuvent être regroupés autour de sept axes qui structurent l'intégration paysagère du projet d'Alcan, soit :

- 1) le maintien de la qualité de vie des Almatois;
- 2) la conservation d'un patrimoine collectif;
- 3) la qualité environnementale du projet;
- 4) des risques faibles pour la santé humaine;
- 5) la cohabitation territoriale avec l'industrie locale du tourisme;
- 6) la qualité esthétique des installations de production; et
- 7) des rapports partenariaux avec la multinationale renouvelés.

Parmi ces sept axes d'intégration, certains apparaissent comme étant fortement imbriqués les uns aux autres. Nous les avons ainsi regroupés dans trois grands enjeux potentiels, soit :

- 1) le maintien de la qualité du cadre de vie,
- 2) l'intégration du site d'Alcan à l'offre touristique locale, et
- 3) le renouvellement des rapports avec Alcan.

Ces trois enjeux sociaux comportent des attentes plus pragmatiques (ou objectifs) de la part des personnes s'étant exprimées aux audiences et des moyens plus opératoires, résumés dans les points suivants.

### **Encadré no 9**

Six axes de l'intégration paysagère du projet Usine Alma  
selon des intervenants aux audiences publiques du BAPE (1997)

#### **Intégration par le maintien de la qualité de vie des Almatois :**

«(...) faire de ce projet un modèle d'intégration industrielle dans un milieu où il nous faut régulièrement composer afin de conserver un développement économique viable et essentiel pour notre survie, sans toutefois y sacrifier une qualité de vie à laquelle nous sommes tous très attachés.» (Ville d'Alma, DM-1, p.9);

#### **Intégration par la conservation d'un patrimoine collectif :**

«La terre est une oasis de vie dans tout l'Univers. (...) Chacun d'entre nous a le devoir de faire tout en son pouvoir pour conserver ce patrimoine céleste. Voici donc une occasion idéale qui s'offre à votre entreprise pour une implication de fond auprès des communautés humaines là où elle est implantée. Une occasion aussi de montrer le chemin aux autres entreprises capitalistes de ce que doit être notre avenir commun. (...)» (Citoyen, DM-2, n.p.)

#### **Intégration par la qualité environnementale du projet :**

«on pourrait affirmer que la nouvelle usine aura valeur de symbole au plan environnemental : la consommation d'énergie par tonne d'aluminium produite sera significativement réduite par la technologie utilisée (une énergie produite de manière propre – hydroélectricité- sans émanations de gaz à effet de serre ), ce qui rencontre directement les objectifs d'efficience et d'efficacité à la base du concept de développement durable pour lequel le Saguenay\_lac-Saint-Jean agit comme région-laboratoire.» (SADC, DM-5, p.8)

#### **Intégration par la diminution des risques pour la santé humaine :**

«(...) un beau projet qui, de par sa qualité, devrait servir de référence future et ce, au niveau international. En outre, nos travailleurs qui y œuvreront, pourront le faire à faibles risques pour leur santé, ce qui est une amélioration considérable par rapport à la situation actuelle.» (SIDAC, DM-3, n.p.);

#### **Intégration par la capacité de cohabiter avec d'autres industries, dont le tourisme :**

«Pour que nos deux industries cohabitent sereinement, il est primordial que le projet « Alcan », respecte les normes environnementales et fasse preuve d'une grande vision, non seulement dans sa propre sphère d'activité, ce qu'il fait avec justesse, mais aussi dans les sphères d'activités qui les côtoient et qui peuvent être influencées par la réalisation d'un tel projet. Une usine peut être construite, détruite, reconstruite sur une période relativement longue, mais une montagne, un lac, une rivière qui subit des transformations, c'est pour l'éternité.» (Complexe touristique Dam-en-Terre, DM-31, p. 13)

#### **Intégration par la qualité esthétique des installations de production :**

«Mais pour moi, ce qui est encore plus important, c'est que là, pour Alcan, ça, l'usine d'Alma, ça devrait être l'occasion de dire, bon bien, Alcan, maintenant, quand on s'implante en quelque part, l'esthétique, c'est important. On fait ça beau.» (Un citoyen, transcription 7 juillet 1997)

Source : extraits de transcriptions et de mémoires déposés aux audiences publiques  
du BAPE (1997)



### Enjeu 1 : le maintien de la qualité du cadre de vie

Le maintien de la qualité du cadre de vie est un premier enjeu social. Cette qualité s'appuie principalement sur l'esthétique du territoire, d'une part et sur la qualité de l'environnement, d'autre part. Lors des audiences, la question esthétique ne domine pas les échanges. Néanmoins, la notion de «*beauté*» revient dans les propos de quelques intervenants. Entre autres, le maire d'Alma en parle comme d'une condition de l'acceptabilité sociale. Ainsi, lors de la présentation du mémoire de la MRC, il affirme clairement que la qualité du paysage, ou de «*l'environnement visuel*» pour reprendre ses mots exacts, «*fait partie du tout, de l'acceptation du projet*». Le projet Usine Alma est en ce sens perçu comme une occasion de «*mettre en valeur*» cette partie du territoire local :

Les gens veulent avoir un plus, et on peut profiter justement de la construction d'une usine pour avoir un *bel environnement* dans tout ce secteur-là, dans tout ce plateau-là, puis faire vraiment une mise en valeur de toute l'île d'Alma avec un immense complexe industriel au centre et des aménagements. On voit ça très beau, là! (transcription des audiences publiques, soirée du 8 juillet 1997).

Un des rares citoyens ayant présenté un mémoire est particulièrement soucieux de l'esthétique, son thème central (DM-12). Pour lui, il ne s'agit pas d'une question «*mineure*», au contraire, c'est «*extrêmement important*». Il porte des jugements sévères sur la qualité esthétique de diverses installations régionales d'Alcan. L'accès à la «*beauté*» du cadre de vie est même considéré comme une sorte de *droit civique*, voire comme une question d'équité. Sur ce point, il estime qu'Alma «*est en reste*» par rapport à d'autres villes régionales. En relatant son enfance vécue à Arvida, il explique comment la «*beauté*» du cadre de vie était accessible, même aux ouvriers moins nantis :

(...) c'est une entreprise [Alcan] qui devrait donner le goût aux gens de faire du beau. Ça se fait. À Arvida, moi en tout cas, j'ai connu ça, j'ai vécu dans ça. On a vécu dans le beau, puis c'était des maisons, la majorité des gens, c'était pas du monde riche, désespoir, c'est une ville d'ouvriers, puis ils gagnaient pas des gros salaires dans le temps, mais c'était beau. Puis ça peut être encore beau. (transcription audiences, 7 juillet 1997)

Il lie directement la question esthétique à celle du développement de la région. L'entreprise aurait une responsabilité en ce sens : «*Du développement durable, et esthétique autant que possible, ne se réalise qu'avec des personnes responsables*» (DM-12). Le Comité des citoyens du quartier d'Isle-Maligne profite quant à lui des audiences pour rappeler la filiation

de cette ancienne ville de compagnie avec Alcan, et jusqu'à quel point elle a déjà fait la fierté de l'entreprise. Il souhaite que celle-ci s'y investisse à nouveau, dans le cadre d'un projet de valorisation historique.

La question environnementale représente le second axe déterminant pour l'enjeu du maintien de la qualité du cadre de vie. Elle très affirmée dans le contexte spécifique de l'implantation du mégacomplexe Usine Alma. Lors de la tournée de préconsultation du promoteur, la problématique des émissions atmosphérique et de leurs conséquences sur la qualité de l'air et la santé publique a été soulevée, surtout par des «voisins», des intervenants du milieu de la santé et des groupes environnementaux, ces derniers ayant alors demandé qu'un *«bilan air»* soit produit (SNC, 1997b : 14). Lors des audiences, divers acteurs, citoyens et groupes environnementalistes surtout, se questionnent à nouveau sur la capacité des technologies de production à assurer le maintien de la qualité de l'air et de l'eau (BAPE, 1997, p. 32-37). Du côté des acteurs du milieu économique, sans faire de demandes spécifiques, la Conférence des chambres de commerce du Saguenay s'est déclarée *«solidaires du travail des groupes locaux et régionaux qui cherchent à approfondir cette question [environnementale] pour s'assurer que toutes les mesures appropriées seront prises pour le respect de l'environnement»* (DM-25).

Plusieurs requêtes explicites sont également formulées en matière de suivi environnemental. Le Syndicat national des employés d'aluminium d'Alma inc., notant les préoccupations concernant les impacts sur la nappe phréatique, demande *«à la Commission de mettre sur pied un mécanisme afin de vérifier à court, à moyen et à long terme, les chiffres et les visions d'Alcan sur l'environnement»* (mémoire DM-32, p. 7). Pour leur part, la MRC Lac-Saint-Jean-Est et l'organisation environnementaliste *Zone d'interventions prioritaires* (ZIP) souhaitent qu'un programme de suivi environnemental soit mis en place pour la rivière Petite-Décharge et ses *«secteurs sensibles»* faisant l'objet d'une mise en valeur. Le *Conseil régional de l'environnement* (CRE) fait quant à lui des propositions concernant le suivi des émissions atmosphériques, incluant la transmission rapide des données à la population et l'examen de leurs effets sur *«les habitats environnants»* par un expert indépendant. De

plus, le représentant du CRE exprime son désir que les données soient traitées et suscitent des «*interventions correctrices*» (BAPE, 1997 : 38). Le suivi environnemental devrait donc, selon divers groupes sociaux d'Alma, permettre de documenter et mieux connaître les effets réels des activités industrielles par rapport à ceux prévus dans les études, pour qu'il soit possible d'apporter les correctifs nécessaires s'il y a lieu.

Certaines demandes sont formulées dans des termes plus explicites, tels des objectifs pouvant être associés à cet enjeu du maintien de la qualité du cadre de vie. De même, des moyens plus opératoires sont parfois suggérés, tel que résumé dans l'encadré suivant.

#### **Encadré no 10**

Objectifs et moyens proposés par des intervenants  
pour préserver la qualité de leur territoire de vie

1. Améliorer l'intégration paysagère du complexe par rapport à celle existante (usine Isle-Maligne) :
  - Favoriser la mixité d'usages sur le site industriel notamment en y intégrant une vocation récréative et touristique;
  - S'assurer qu'il y ait des liens entre les usages et sites limitrophes;
  - Choisir un design raffiné à tous les niveaux du projet dont la localisation des lignes électriques, le choix de pylônes se «marient le mieux possible», l'architecture (couleurs du bâtiment) et l'aménagement du site (clôtures) et les aménagements paysagers aux entrées de tous les sites de la compagnie;
  - Faire un traitement paysager des infrastructures urbaines (routes de transport), aménagement routiers et entrées de ville;
2. Assurer le maintien de la qualité environnementale du milieu de vie (résidents du voisinage) et de territoires valorisés (baie Trépanier, rivière Petite-Décharge) :
  - Recourir aux meilleures technologies pour réduire les rejets atmosphériques et dans l'eau;
  - Réduire certains impacts sonores;
  - Aménager le site (orientation de l'usine et des talus) et les surfaces boisées ou cultivées de manière à favoriser la dispersion des gaz;
  - Récupérer et disposer les matériaux d'excavation pour les utiliser dans d'autres projets locaux;
  - Faire un entretien «mécanique» des espaces situés sous les lignes électriques.
3. Réduire «le plus possible» les impacts visuels générés par le complexe et les lignes électriques :
  - Réaliser la plantations de «beaux arbres», dont les effets s'étendraient sur quatre saisons;
  - Réduire le délai de réalisation en choisissant des arbres matures et en effectuant la plantation en début de projet (DM-7)
4. Réhabiliter le complexe de remplacement Isle-Maligne :
  - Remettre le site en état et y faire un aménagement paysager

Source : mémoires déposés aux audiences publiques du BAPE (1997)

## **Enjeu 2 : intégration du complexe à l'offre touristique locale**

Le tourisme industriel constitue le second grand lieu d'enjeu associé à la problématique du paysage. Lors des audiences publiques, le sujet est soulevé par des représentants de la communauté d'affaires (Association des hôteliers du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Complexe touristique Dam-en-Terre), le Comité des citoyens du quartier d'Isle-Maligne ainsi que par la Ville d'Alma. Comme exposé précédemment, cette dernière a choisi, depuis le milieu des années 90, d'investir de façon plus importante dans l'industrie récréotouristique, conçue comme un créneau de diversification de l'économie locale et un nouvel axe de création d'emplois. Cette industrie est en pleine expansion et mise entre autres sur l'interprétation du patrimoine industriel. Dans cette foulée, le mégaprojet d'Alcan est perçu comme une occasion de la développer à double titre. D'abord, les retombées fiscales attendues permettront d'accélérer la réalisation de projets d'infrastructures locales (mémoire DM-7). Puis, le complexe industriel en soi, *«le plus moderne au monde»*, est considéré comme un attrait potentiel supplémentaire dans l'offre touristique locale. Comme le résume le maire : *«pour ces nouveaux touristes qui seront dans le secteur, (...) une usine de classe mondiale de cette ampleur-là sera évidemment extrêmement intéressante à faire visiter, à montrer, à contourner»* (transcription du 8 juillet 1997, PM). L'intégration du complexe d'Alcan constitue donc un enjeu économique de premier plan pour divers groupes.

À prime abord, la proximité industrielle n'est pas perçue comme conflictuelle par les intervenants touristiques lors des audiences. Une cohabitation serait possible. Les demandes qu'ils formulent à ce chapitre peuvent être regroupées en quatre grands objectifs, soit :

- 1) Rendre le complexe accessible visuellement et physiquement pour certains groupes (curieux, touristes) et à partir d'endroits choisis;
- 2) Bonifier l'offre récréotouristique locale en offrant des expériences inédites misant sur l'industrie;
- 3) Intégrer le projet industriel à la dynamique de mise en valeur du territoire; et
- 4) Mettre en scène le site industriel et le territoire local.

Des moyens concrets sont suggérés pour atteindre ces objectifs (encadré no 11). Du nombre, plusieurs relèvent d'une stratégie de mise en valeur paysagère. La *«capacité beaucoup*

*plus grande*» du site industriel d'Alcan à «*s'associer au paysage*» local est conçue comme un gage de succès pour les sites touristiques voisins. «*Cela nous permettrait sûrement de maintenir nos performances*», explique le représentant du principal site local (*Complexe Dam-en-Terre*) (DM-31).

#### **Encadré no 11**

Moyens concrets suggérés lors des audiences publiques pour «intégrer» le complexe d'Alcan à l'offre touristique

- Améliorer la qualité des routes d'accès, dont le chemin menant au site de Dam-en-Terre, selon le concept de «portes d'entrées environnementales» (DM-31);
- Intégrer les sites touristiques locaux et le projet Usine Alma par le biais du réseau cyclable (DM-31);
- Assurer l'accessibilité de sites industriels pour offrir des expériences inédites (visuel, odeurs, sensation) (DM-31);
- Faire de l'animation entre les sites et le projet Usine Alma (visites industrielles d'installations d'Alcan, dont Usine Alma) (DM-31);
- Assurer l'accessibilité du site et de l'intérieur du complexe Usine Alma et infrastructures connexes pour des fins d'usages mixtes (récréotouristiques, observation) (DM-31);
- Aménager le hall d'entrée du complexe (musée, photos) (DM-31);
- Faire l'interprétation du «patrimoine industriel» local d'Alcan et du «bassin hydrographique» (DM-31);
- Réaliser des aménagements extérieurs «originaux» sur le site d'Usine Alma, dont des sentiers de marche et une piste cyclable (DM-31);
- Démolir les cheminées de l'Usine Isle-Maligne (DM-31);
- Construire un belvédère d'observation permettant une découverte du territoire (site ancien dépotoir, rang Melançon, offrant une vue sur les chutes du barrage et sur la faune locale) (citoyen, DM-28)

Source : mémoires déposés aux audiences publiques du BAPE (1997)

### **Enjeu 3 : harmonie des rapports entre le promoteur et la «région»**

La question économique retient l'attention des médias lors des audiences publiques. Les acteurs régionaux sont en effet soucieux de voir ce grand projet industriel se réaliser sur leur territoire. Celui-ci est perçu par plusieurs comme un moyen de redynamiser l'économie et freiner certains problèmes sociaux importants dont l'«exode» des jeunes.

Les attentes portent également sur la manière de faire et la qualité du projet. Plusieurs intervenants, essentiellement la Ville, des organismes à vocation économique et un citoyen, émettent ainsi l'idée que le projet d'Alcan devrait devenir un lieu d'«*innovation*» (DM-31), un «*modèle*» (DM-1), une référence internationale (DM-3), un «*symbole*» (DM-5). Pour ce faire, ils souhaitent que la multinationale agisse comme un leader, qu'elle travaille dans une perspective d'excellence et qu'elle montre «*le chemin aux autres entreprises capitalistes*» (DM-2, n.p.).

Ce faisant, les attentes à l'endroit du promoteur débordent le cadre du seul projet Usine Alma pour englober l'ensemble des relations vécues entre la multinationale et les acteurs régionaux, troisième enjeu perceptible lors des audiences publiques. Ainsi, Alcan devrait travailler avec transparence avec ses «*partenaires*» régionaux et agir comme une corporation socialement responsable. Dans cette perspective, plusieurs intervenants souhaitent que l'entreprise se responsabilise face aux dynamiques régionales (incluant les problèmes sociaux) et s'implique dans le développement de la région. Un citoyen souhaite que l'entreprise se sente dans un rapport d'interdépendance par rapport à la région :

(...) il faut qu'eux autres, ils finissent par avoir l'idée qu'ils ont autant besoin de la région que la région a besoin d'eux autres. L'Alcan, s'ils avaient pas la région, c'est une compagnie en faillite puis en peu de temps. C'est vrai que la région, s'ils partaient d'ici, ce serait un désastre, mais à l'inverse, le désastre est aussi vrai. (Transcription des audiences publiques du BAPE, 7 juillet 1997)

Dans cette suite le paysage, même s'il n'apparaît pas comme un thème majeur dans les attentes exprimées lors des audiences publiques, pourrait être conçu comme un symbole manifeste d'un partenariat renouvelé et réussi entre la multinationale et la région.

#### **5.4.2 LE PAYSAGE INDUSTRIEL, LIEU D'INNOVATION ET SYMBOLE D'UNE INTÉGRATION SOCIOTERRITORIALE RÉUSSIE**

Pour résumer, les audiences publiques prévues dans la procédure formelle d'évaluation environnementale offrent une tribune aux acteurs régionaux pour ce qui est de leurs préoccupations, attentes et demandes. Dans le cas d'Usine Alma, peu de demandes sont exprimées dans des termes explicites de «paysage» par les acteurs régionaux. Néanmoins, divers

intervenants (citoyens élus, promoteurs touristiques, hommes et femmes d'affaires) expriment de grandes attentes, aux contours flous mais ambitieux, notamment en ce qui concerne la qualité du projet Usine Alma. Des acteurs locaux présentent des demandes plus précises, sous formes d'objectifs à atteindre ou de moyens à mettre en place autour de deux autres enjeux, soit celui du maintien de la qualité du cadre de vie et celui de l'intégration du complexe Usine Alma à l'offre touristique locale. Leurs attentes ne se limitent pas au projet comme tel, mais s'étendent aux rapports entretenus entre la communauté régionale et la compagnie. On souhaite que celle-ci se sente solidaire du développement de la région, s'y investisse à travers des relations harmonieuses avec les autres intervenants du milieu. Le projet Usine Alma est attendu comme un «*modèle*», une référence «*internationale*» qui serait une forme d'expression tangible de telles relations et qui traduirait de façon concrète son intégration réussie au territoire et à la communauté d'accueil.

Selon cette perspective, le paysage est conçu comme un nouveau lieu d'*innovation* des entreprises et participe aux rapports entre les grandes firmes et les populations locales. Les acteurs s'attendent à ce que la compagnie s'investisse dorénavant dans ce domaine, plus que par le passé. Dans l'histoire locale, le complexe Isle-Maligne sert de point de référence à ce titre. En ajoutant les aménagements d'autres sites industriels, le bilan est vécu négativement, voire comme une iniquité par certains. De par ses dimensions matérielles perceptibles par les Jeannois, le paysage devient ainsi une sorte d'indicateur tangible de l'amélioration des performances sociales et environnementales des entreprises par rapport aux générations précédentes d'industries. Bref, pour des acteurs régionaux, le paysage satisfaisant d'Usine Alma serait un symbole visible de la qualité du projet industriel, de son intégration à la dynamique socioterritoriale et de même que des bonnes relations entre la multinationale et les acteurs régionaux.

## 5.5 UNE MÉGA-USINE DANS UN ÉCRIN DE NATURE HABITÉE : LE DÉFI DE LA COHABITATION

Le site choisi pour l'implantation du complexe industriel *Usine Alma* se situe à l'est du lac Saint-Jean, vaste plan d'eau dont les effluents servent, depuis plus de 80 ans, à la production privée d'hydroélectricité. De manière plus précise, le site se localise dans l'ouest de l'île d'Alma, couvre une superficie d'environ 80 hectares et est décrit comme une «*extension*» de l'aire industrielle existante que l'on retrouve plus à l'est (SNC-Lavalin, 1997: 3.10). Du point de vue juridique, le zonage du secteur a été modifié à la fin des années 90 en prévision de l'implantation d'une industrie lourde. Quatre kilomètres séparent le site industriel du centre-ville d'Alma et nombre de résidences se situent dans son voisinage immédiat, la plus proche étant à 600 mètres de distance.

Au regard de la dynamique territoriale, le nouveau complexe industriel s'inscrit dans un milieu traditionnellement agroforestier où, depuis 30 ans, le résidentiel, la villégiature et le récréotourisme sont de plus en plus présents (voir figure no 15). Les activités industrielles (parc industriel, usines, infrastructures) sont concentrées aux limites de ce territoire, soit à l'est de la rue Boudreault. Le nouveau site industriel de l'aluminerie constitue un ascendant indéniable sur le développement et les usages à venir de cette partie du territoire almatois.

La revue de l'évolution historique des grandes occupations du territoire révèle que plusieurs groupes d'acteurs agissent déjà sur cette partie de l'île d'Alma. Cela suppose que les attentes et les regards portés à son égard soient différents, mais non irréconciliables jusqu'à présent. Les acteurs négocient continuellement l'occupation de ce territoire qui, même s'il est en partie privatisé, s'inscrit dans un ensemble patrimonial collectif. Sur plus d'un siècle, des changements importants sont survenus. Sur le plan des vocations planifiées du territoire, les grands acteurs de la planification en aménagement du territoire (MRC, Ville d'Alma), de concert avec le promoteur Alcan, ont inscrit une orientation d'industrie lourde au centre de l'île d'Alma. Le choix de ce site représente certes un avantage pour la compagnie, du point de vue fonctionnel (proximité d'infrastructures et services existants), mais aussi financier. Il permet de faire fructifier les investissements consentis pour l'achat de



terres, dans les années 50, en guise de règlements à des agriculteurs incommodés par les retombées atmosphériques de fluor. Mais, en parallèle, dans une perspective plus large, une demande sociale différente s'exprime, qui pourrait s'avérer conflictuelle avec cette orientation institutionnelle et privée misant sur la vocation industrielle lourde.



**Figure no 15.** Photo aérienne de la partie ouest de l'île d'Alma avec, au centre, le nouveau site industriel d'Alcan (source : Alcan).

Entre autres, des résidents et des groupes manifestent un rapport au territoire bien contemporain, tel que révélé par les phénomènes de migration résidentielle et les projets de paysage. Fondamentalement instrumental lors des premiers efforts de colonisation et d'industrialisation, ce rapport est devenu davantage hédoniste et réflexif. Les populations locales valorisent ainsi certains attributs du territoire qui deviennent des motifs de localisation résidentielle, des aménités pour le cadre de vie, des composantes de leur qualité de vie ou des référents identitaires. La «nature», l'eau et plus largement le paysage s'inscrivent dans les discours et iconographies proposés par divers *promoteurs territoriaux* qui sont issus des milieux associatifs de l'environnement, du patrimoine, de la pratique artistique et du monde municipal.

Un examen de la dynamique territoriale montre que plusieurs initiatives lancées depuis de nombreuses années se concrétisent sur une courte période et, qui plus est, sur un territoire relativement restreint. La partie ouest de l'île d'Alma fait ainsi l'objet de multiples mouvements d'appropriation conduits en parallèle par divers groupes d'acteurs : circuit cyclable, aménagement d'une rivière à des fins récréatives, musée de site, aménagements urbains. Cette petite partie du territoire almatois est donc investie par de nouveaux promoteurs territoriaux, porteurs de valeurs alternatives. En son centre, se situe le site retenu par Alcan pour construire son mégacomplexe industriel. L'espace / temps y est en quelque sorte «comprimé». Cette dynamique accélérée pose de grands défis aux acteurs sociaux, dont ceux de l'intégration et de la cohabitation socioterritoriales. Plusieurs types d'interactions entre le promoteur industriel et les autres usagers du territoire sont à prévoir, que ce soit sur le plan visuel, fonctionnel (ex. : gestion du niveau de l'eau de la rivière), environnemental (ex. : le suivi des rejets industriels dans les eaux de la Petite-Décharge) ou symbolique (ex. : les perceptions du risque, de la qualité de vie, de l'environnement). Ces interactions sont autant d'enjeux et sources de conflits potentiels pouvant prêter à des négociations sociales.

Le complexe d'Alcan sera donc construit dans un milieu habité, caractérisé par une forte mixité des vocations territoriales. Le défi est grand pour le promoteur, qui inscrit son mégacomplexe industriel dans une sorte d'«écran» de nature habitée, fortement valorisé. Bref, le grand enjeu d'une cohabitation harmonieuse entre Alcan et les autres acteurs territoriaux passe, entre autres, par le partage et le maintien de la qualité du territoire.

## CHAPITRE SIX

### NÉGOCIATIONS ET INTERPRÉTATIONS SOCIALES DES PAYSAGES D'USINE ALMA

Les implantations de grands complexes industriels constituent des moments historiques pour les communautés locales et les firmes productives. En effet, ces implantations offrent l'occasion, pour des acteurs sociaux, de re-négocier le partage et l'occupation d'un même territoire. Des procédures formelles ont été mises en place pour encadrer de telles négociations sociales. Du nombre, l'évaluation environnementale propose un examen systématique des incidences environnementales et sociales des projets.

La pratique de l'évaluation environnementale, théoriquement, reposerait sur une conception globale et intégrée du développement durable et sur une approche renouvelée de la gouvernance valorisant la participation soutenue de la société civile. La recherche s'interroge sur les effets positifs et les limites des pratiques de l'ÉE, particulièrement dans le contexte de région-ressources où des groupes sociaux vivent, de longue date, une relation de dépendance avec de grandes entreprises. Une des questions est de savoir si ces groupes parviennent à négocier des ententes qui soient satisfaisantes pour éviter la création de *paysages de risques* sous-tendant des iniquités sociales et environnementales (*cf.* chapitre 1).

Le présent chapitre s'attarde à décrire les dynamiques de négociations ayant eu lieu autour de l'implantation du plus récent complexe d'Alcan, *Usine Alma*, et se déroulant entre divers acteurs sociaux (multinationale Alcan, État central, élus locaux, groupes locaux, individus). La négociation sociale est ici entendue comme l'ensemble des interactions entre des acteurs qui participent à l'élaboration des rapports sociaux et des compromis de développement. Plus exactement, sont examinées les négociations concernant le paysage, défini dans une perspective élargie et constructiviste, soit comme un rapport sensible et réflexif au territoire s'appuyant sur des pratiques sociales, des représentations, de relations d'intersubjectivité et la matérialité (*cf.* chapitre 2, point 2.3.1).

Dans le cas d'Usine Alma, des demandes ont été exprimées relativement au paysage, par des acteurs locaux, résumées dans le chapitre précédent (*cf.* point 5.4). Les négociations examinées n'ont toutefois pas été menées sous ce thème, mais plutôt autour d'«objets». Cinq ont été retenus et qui constituent les sections du chapitre :

- 1) la localisation du mégacomplexe,
- 2) sa présence visuelle,
- 3) la poursuite de pratiques traditionnelles liées à la nature,
- 4) le suivi environnemental, et
- 5) l'aménagement du site industriel.

Chaque section est construite en deux points. Dans un *premier*, pour chacun des objets de paysage, les moments décisifs de la négociation sociale sont resitués par rapport à l'ensemble du processus d'implantation industrielle, découpé en quatre phases (planification historique, planification récente, construction, démarrage). La perspective diachronique est privilégiée pour mieux saisir les négociations qui se déroulent en amont, en parallèle et en aval de la procédure formelle d'ÉE, notamment lors de la phase dite du «suivi», encore peu développée. Sont ainsi décrits les moments où émergent des préoccupations, les lieux d'«exploration» de solutions et de prise de décision, les acteurs impliqués dans les négociations, leurs prises de position, la construction progressive d'enjeux qui s'imposent ou qui sont négligés, les stratégies adoptées par certains acteurs pour tenter d'en influencer d'autres ainsi que le devenir du projet industriel et enfin, la réalisation des ententes conclues. Dans un *second* point, nous décrivons les interprétations faites par certains acteurs concernant les décisions découlant de la négociation, les mesures adoptées ainsi que leurs conséquences relativement à chacun de ces objets de paysage. En lien avec l'approche privilégiée de développement durable et de justice environnementale (*cf.* point 2.3.2), les interprétations de deux groupes d'acteurs affectés ont été retenues, soit des résidents de proximité et des promoteurs territoriaux actifs en périphérie du nouveau site d'Alcan<sup>157</sup>.

---

<sup>157</sup> Rappelons que la description est rapportée de façon exhaustive dans ce chapitre, en lien avec l'approche méthodologique privilégiée (*cf.* point 3.3.4). La description «dense», proposant une lecture détaillée des données colligées concernant des faits comme des perceptions et des émotions, y est considérée comme une condition essentielle pour «reconstruire», au mieux, la réalité observée.

## 6.1 LA LOCALISATION

La localisation d'un grand complexe industriel soulève des enjeux multiples. En effet, ses activités de production ont de nombreuses conséquences sur l'organisation du territoire, la qualité environnementale, la sécurité, les risques, la qualité de vie des citoyens et l'économie d'une région<sup>158</sup>. À ce dernier sujet, le nombre d'emplois créés par l'industrie est moins élevé que par le passé en raison de la modernisation des modes de production. Les retombées fiscales demeurent toutefois toujours très appréciables, ce qui rend les mégacomplexes industriels attractifs du point de vue des municipalités et autres organisations territoriales hôtes. Le choix de localisation devient donc un enjeu stratégique pour elles. Le complexe d'Alcan ne fait pas exception à la règle et il est fortement convoité par les villes du Saguenay–Lac-Saint-Jean mises en concurrence. Les stratégies mises en place par la Ville d'Alma autour de l'objet de la localisation du futur complexe d'Alcan sont décrites dans un premier point (6.1.1), de même que celles de la compagnie. Car, faut-il le rappeler, le choix de localisation représente aussi des enjeux certains pour cette dernière même s'ils ne sont pas forcément explicités comme tel, dont les coûts de localisation et l'acceptabilité sociale considérés ici.

Le second point (6.1.2) présente quant à lui l'évaluation que font des groupes d'acteurs affectés, soit des résidents de proximité et des promoteurs territoriaux, de ce choix de localisation. Il est alors possible de voir que les enjeux sociaux et environnementaux découlant de la proximité du futur complexe sont mis en perspective par rapport à l'enjeu collectif de la «survie» de la communauté et, surtout, qu'ils s'inscrivent dans des compromis bâtis progressivement.

---

<sup>158</sup>Voir un résumé de ces incidences au chapitre précédent, point 5.2.

### 6.1.1 NÉGOCIATIONS SOCIOPOLITIQUES ET STRATÉGIES COMMUNICATIONNELLES

Dans un premier temps, les négociations entourant la localisation du complexe d'Alcan se déroulent dans une sphère restreinte, aux niveaux politique et institutionnel, mettant surtout en présence les instances politiques (État central, municipalité) et la compagnie. La négociation se joue d'abord à l'échelle supra-locale, dont il importe de rappeler les grands termes avant de porter notre attention sur les stratégies locales.

L'action se concentre dans les années 80. Dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean (SLSJ), cette époque est caractérisée par la restructuration des grandes entreprises œuvrant dans les secteurs économiques traditionnels du bois, du papier et de l'aluminium. Les changements technologiques et la mécanisation entraînent des pertes massives d'emplois bien rémunérés, occasionnant des taux de chômage parmi les plus élevés au pays. Les décideurs se mobilisent pour s'assurer que les multinationales investissent dans leurs unités de production locales. Alcan possède déjà trois usines dans cette région «ressource» qui constitue son berceau historique (Arvida, 1924; Isle-Maligne, 1943; Grande-Baie, 1980) et où se concentre la majorité de ses activités de production primaire d'aluminium. L'approvisionnement énergétique étant un facteur clé de la production, le gouvernement du Québec négocie secrètement une entente<sup>159</sup>, connue sous le nom de *Bail de la Péribonka*. Celle-ci oblige la compagnie à augmenter sa capacité de production annuelle à un million de tonnes d'aluminium au Québec avant l'an 2015, en échange de droits de production d'hydroélectricité à coût compétitif pour une durée de 50 ans. Rappelons que le réseau hydroélectrique privé d'Alcan est un des seuls à ne pas avoir été nationalisé dans les années 60. Des projets d'usines de remplacement sont donc prévisibles suite à la signature de cette entente.

---

<sup>159</sup>Les négociations se déroulent en privé sur la question des tarifs d'utilisation des ressources hydrauliques par Alcan à des fins de production énergétique et ce, alors que se préparent des audiences publiques sur la gestion des eaux du lac Saint-Jean, utilisé comme réservoir (Gagnon, 1991, point 5.7.3 et 6.2.2).

Pour les localités du SLSJ, l'enjeu est de se rendre attractive pour convaincre la compagnie de réaliser son mégaprojet sur leur territoire. La négociation se déplace alors sur la scène régionale et locale. La perspective de retombées économiques sur l'emploi local et sur les finances de la ville-hôtesse incite le conseil municipal d'Alma, ville industrielle d'un peu plus de 26 000 habitants, à entreprendre les démarches décrites ci-dessous pour «accueillir» le projet industriel. Les négociations sociales se déroulent aussi sur un autre front, alors que la compagnie met en place nombre d'initiatives pour bâtir des relations privilégiées avec ses futurs «voisins».

#### **6.1.1.1 STRATÉGIES POLITIQUES ET JURIDIQUES : FIXER LE SCÉNARIO DE LOCALISATION**

Le consensus politique est fort à l'hôtel de ville d'Alma. *«Tout le monde travaillait dans le même sens, c'était d'avoir une usine. Puis il n'y avait pas personne qui allait aller parler contre»*, comme le décrit un ancien élu (entrevue, mars 2003). L'intérêt pour une nouvelle aluminerie est d'autant plus grand que celle qui existe déjà dans la localité, Isle-Maligne (1943), risque éventuellement de fermer, à cause de sa technologie devenue désuète. La Ville essuierait alors des pertes fiscale de l'ordre de un million et demi de dollars<sup>160</sup>. Le projet est d'autant plus alléchant que des retombées fiscales encore plus élevées y seraient rattachées – le chiffre de six millions de dollars sera avancé plus tard. Des emplois locaux seraient aussi menacés ou, à tout le moins, délocalisés. Les élus ont déjà vécu la perte de cinq cents emplois lors de la diminution des activités à l'usine Isle-Maligne, de 1975 à 1977<sup>161</sup>. L'étude d'impact prévoit la consolidation de 425 emplois permanents et la création de 250 nouveaux, en plus de 1500 emplois temporaires liés au mégachantier. Le projet d'aluminerie d'Alcan, en remplacement de l'ancienne usine, devient donc doublement *«essentiels»* du point de vue des élus, soit pour consolider des emplois locaux et les finances municipales. Ces enjeux économiques motivent les élus, qui s'activent sur plusieurs fronts.

<sup>160</sup> Donnée citée dans l'annexe M.1 de l'étude d'impact (SNC, 1997).

<sup>161</sup> Comme stipulée dans une demande adressée à la CPTAQ pour l'inciter à recommander une modification de zonage (SNC, 1997, annexe M, n.p.).

### **Accommodement au zonage pour le futur grand projet industriel**

La stratégie des élus consiste d'abord à arrimer la planification et l'aménagement du territoire au projet industriel d'Alcan. Cela est fait, d'une part, en faisant passer le zonage d'un secteur de l'île d'Alma d'«*agricole*» à «*industriel lourd*», ce qui le rend conforme pour une future implantation. D'autre part, les infrastructures urbaines requises pour les besoins du complexe (routes, station de pompage) sont mises à niveau. Ce secteur est situé dans l'île d'Alma, à deux kilomètres et demi à l'ouest de l'ancien complexe *Isle-Maligne*, et à quatre kilomètres du centre-ville (voir figure no 16). Plusieurs gestes à portée légale, posés successivement sur une dizaine d'années, inscrivent la vocation industrielle dans cette partie du territoire almatois.

En 1987, la Municipalité régionale de comté (MRC) Lac-Saint-Jean-Est, où Alma détient la majorité des sièges en tant que ville la plus peuplée, crée une nouvelle aire à affectation «*grande industrie*» dans son Schéma d'aménagement. Située dans le prolongement de celle existante<sup>162</sup>, cette nouvelle aire de 419 hectares augmente la superficie disponible aux grandes industries (Ville d'Alma, 1988b: 4). Elle couvre le territoire compris entre l'avenue Boudreault, à l'est, le chemin de la Traverse, à l'ouest, la rue de la Dam-en-Terre, au nord, et le rang Melançon, au sud (en excluant le quartier Saint-Georges et les résidences de Melançon). Cette aire correspond, en grande partie, aux propriétés acquises par Alcan lors des ententes conclues avec les agriculteurs à la fin des années 50. Ces ententes visaient à régler un conflit relatif aux impacts d'émissions de fluor, provenant de l'ancienne aluminerie Isle-Maligne, sur les troupeaux de vaches (voir chapitre 5, point 5.2.4). En ce qui concerne l'utilisation du sol, outre la présence d'une carrière, elle est décrite comme étant constituée à 80% de «*friche arbustive*» et d'«*arbres adultes d'essences diverses*» (Ville d'Alma, 1988b : 5).

---

<sup>162</sup>Le parc industriel nord couvre une superficie de 52,6 Ha (Ville d'Alma, 2004, p. 72).



Figure no 16. - Localisation du mégacomplexe d'Alcan sur l'île d'Alma



Source : BAPE, 1997, p. 6

L'objectif avoué de cette extension est «*l'implantation future d'un autre complexe industriel*» (Ville d'Alma, 1988a: 117). Dans cette suite, en 1988, le plan d'urbanisme d'Alma désigne cette aire «*site d'industrie lourde*», comme pour les autres usines d'Alcan (aluminium) et d'Abitibi-Price (papetière) présentes à Alma. Conformément à la Loi sur l'urbanisme, la modification est annoncée dans les journaux et tout citoyen autorisé peut demander la tenue d'un référendum pour la contester. Il n'y aura pas de telle demande et la vocation est entérinée et intégrée aux règlements.

### **La promotion du seul site «*apte*» et «*prêt à construire*»**

La Ville fait ensuite la promotion de son site, misant sur des avantages fonctionnels et sur le climat politique favorable. Elle fait valoir l'ouverture qui prévaut : «*la ville d'alma (sic) ouvre ses portes à la grande entreprise et se présente comme un partenaire intéressé au développement socio-économique de sa collectivité*» (Ville d'Alma, 1988b : 14). Un document est produit à l'intention d'investisseurs potentiels mettant en valeur ce qui est devenu le «*seul site apte à accueillir une grande entreprise*» dans la micro-région (Ville d'Alma, 1988b : 2). Le «*consensus politique qui s'est établi autour du site d'Alma entre les autorités locales, régionales et provinciales*» (*ibid.*, p. 1) est souligné.

En 1989, la compagnie annonce qu'elle construira une usine de remplacement à Alma. Mais elle revient plus tard sur son intention, prétextant un marché défavorable. Quoique déçus, les décideurs almatois se préparent pour le prochain tour, poursuivant la promotion de leur site «*prêt à construire*» et s'appuyant sur le «*consensus politique sans équivoque*» établi (1988b : 3). La compagnie semble ouverte à cette perspective puisqu'elle entreprend diverses démarches dont l'acquisition de terrains et des demandes de modification de zonage.

### **Vagues historiques d'acquisitions foncières par Alcan**

Historiquement, la multinationale est un propriétaire terrien important au Saguenay-Lac-Saint-Jean. À Alma, ses propriétés sont majoritairement situées sur le versant nord de l'île d'Alma, depuis les abords de la centrale Isle-Maligne, à l'est, jusqu'au centre de l'île, plus

à l'ouest. En 1997, elles représentaient une superficie équivalente à près du tiers de l'île (voir figure no 14, p. 205). L'acquisition de ces propriétés s'est échelonnée sur plusieurs décennies, au fil des phases d'expansion des activités de la compagnie.

Les années 20, avec la mise en place du réseau de digues et de déversoirs ainsi que la construction de la centrale Isle-Maligne servant à la production d'hydroélectricité, marquent un premier repère historique. Celui-ci est suivi, en 1943, de la construction de la première salle de cuve au complexe Isle-Maligne<sup>163</sup> prévu pour soutenir l'effort de guerre. Une deuxième vague importante d'acquisition de terrains remonte aux années cinquante. Alcan avait alors acheté les terres d'agriculteurs actifs sur l'île, en guise de compensation des impacts causés par les émissions atmosphériques de fluor, rejetées par le complexe Isle-Maligne, sur la santé de leur bétail (voir point 5.2.2). La construction du complexe Usine Alma amène une troisième vague importante d'acquisitions par la compagnie, trente ans plus tard, dans les années 90.

Les premières esquisses du projet, produites dans les années 80, situent le complexe industriel sur les propriétés d'Alcan qui sont limitrophes à celles du complexe Isle-Maligne. Ces propriétés sont zonées «*industriel lourd*» et intégrées au parc industriel d'Alma, selon les modifications demandées par la Ville en 1988. Par ailleurs, des forages additionnels dans ce secteur concluent à «*de mauvaises conditions géotechniques (...) [qui] impliqueraient pour Alcan des coûts additionnels de construction de plusieurs dizaines de millions de dollars*» (SNC, 1997 : 3.1.2.1)<sup>164</sup>. De telles données incitent la compagnie à relocaliser le futur complexe plus à l'ouest, en partie sur des terres que la compagnie ne possède pas et au-delà du zonage industriel. Elle doit donc acquérir ces terres pour implanter son complexe et s'assurer d'une «*zone tampon*» suffisante.

<sup>163</sup>Devant être «*temporaire*» à l'origine, l'aluminerie prendra de l'envergure avec l'ajout progressif de trois autres salles de cuves dans les années 40 et 50 (ALCAN, 2000, p. 2).

<sup>164</sup>La capacité portante des sols serait aussi problématique et coûteuse pour ce qui serait de reconstruire dans le secteur de l'usine existante d'Isle-Maligne, comme stipulé dans sa demande présentée à la CPTAQ. Le chiffre de 70 millions de dollars est mentionné (SNC, 1997, ann. M, n.p.).

L'étendue de cette zone tampon, qui sépare le complexe d'autres usages limitrophes (agricole, résidentiel), est définie par des normes gouvernementales. Celles-ci portent sur des concentrations de fluorures d'hydrogène (HF) fixées dans le fourrage. Des aires «théoriques» de dispersion des émissions atmosphériques de HF sont «modélisées» en se basant sur les conditions météorologiques et topographiques du site (voir figure no 24, p. 317). Pour satisfaire ces exigences, Alcan devra acheter 911 acres (368 hectares) de terrain supplémentaires<sup>165</sup>, ce qui représente presque l'équivalent de la superficie déjà zonée industrielle (419 hectares). Ces acquisitions sont réparties en deux temps. Treize transactions sont conclues de 1990 à 1993. Trois autres ententes sont négociées entre 1997 et 1999<sup>166</sup> (source : Service immobilier d'Alcan).

Cette troisième vague de transactions se solde par la relocalisation résidentielle de six ménages. Pour l'agriculture, la transaction de plus de 100 hectares est très significative pour une entreprise, puisqu'elle concerne plus de 85% de ses terres (ALCAN, 1990, p. 5.15). Concernant l'utilisation de ces lots, ces terres vendues à Alcan étaient en partie cultivées et faisaient l'objet de travaux de remembrement agricole depuis une vingtaine d'années. Suite à la vente, Alcan offre aux agriculteurs la possibilité de louer les terres et de poursuivre leurs activités agricoles et ce, jusqu'à l'annonce officielle d'un projet d'aluminerie. Les agriculteurs se prévalent de cette offre et poursuivront leurs activités, même lorsque la construction sera amorcée. En période d'exploitation, ils doivent toutefois revoir leurs pratiques agricoles, qui se déroulent à l'intérieur de la zone tampon, en limitant «des types de culture» (Alcan, 1990 : 5.13). Par ailleurs, la possibilité d'un développement industriel futur incite les agriculteurs à mettre fin aux travaux de remembrement agricole dès que les transactions sont conclues (entrevue, 1998).

### **Le consensus politique pour l'autorisation d'un usage non-agricole**

Certaines terres acquises dans les années 90 ne sont pas situées dans le récent périmètre zoné «industriel». C'est pourquoi l'entreprise doit faire une demande auprès de la *Commis-*

---

<sup>165</sup>Source : *Sommaire des acquisitions de terrains*, Service immobilier d'Alcan, 21 décembre 1999.

*sion du territoire agricole du Québec* (CPTAQ) pour qu'une partie des lots situés à l'intérieur du périmètre de la zone agricole permanente de l'île d'Alma soit utilisée à des fins non-agricoles (SNC, 1997, annexe M). La demande, datée de 1990, fait alors mention d'un projet d'aluminerie ayant une capacité de production de 200 000 tonnes par année. La multinationale expose les motifs l'ayant conduite à retenir ce site, par rapport à d'autres dans la localité, notamment sous l'angle des incidences pour l'agriculture. Elle fait aussi valoir que son choix reçoit l'appui formel de la Ville d'Alma, de la MRC de Lac-Saint-Jean-Est et du Conseil économique d'Alma et de Lac-Saint-Jean. Tous reprennent «sensiblement» les motifs évoqués par la Ville concernant : les retombées économiques attendues et nécessaires pour la Ville et la micro-région, l'affectation du territoire déjà prévue au schéma d'aménagement, la modification au zonage effectuée et l'existence des infrastructures nécessaires dans le secteur.

L'appui politique semble un facteur déterminant de la décision favorable rendue par la CPTAQ quant à la requête d'Alcan. Par cette décision, l'organisme provincial souligne que la *Fédération de l'Union des producteurs agricole* (UPA) de la région avait exprimé des réticences face aux pressions de l'industrialisation et de l'urbanisation sur les bonnes terres tout en reconnaissant «*les outils d'aménagement et d'harmonisation déjà en place et approuvés par le monde agricole*» (*ibid.*, n.p.). En 1997, dans une lettre adressée à Alcan, l'UPA rappellera que «*la demande (...) était difficilement recevable à cause des préjudices majeurs occasionnés à l'ensemble du secteur agricole*». Son appui au changement de zonage était conditionnel à ce que des mesures de mitigation soient mises en place (suivi de la santé animale, zone tampon minimale, autorisation de culture). Il se situait aussi dans le cadre du «*consensus d'ordre social*» établi autour du site choisi :

Compte tenu des infrastructures existantes (électricité, chemin de fer, alimentation en eau, etc.) et qu'il nous faut reconnaître les retombées économiques d'un tel projet, la Fédération de l'UPA du Saguenay-Lac-Saint-Jean a fait les représentations nécessaires dans cette optique lors des audiences devant la CPTAQ. (UPA SLSJ)<sup>167</sup>

<sup>166</sup>Certaines transactions sont longues à conclure, comme celle où des négociations se déroulent pendant près de dix ans entre la compagnie et un important propriétaire terrien.

<sup>167</sup>Lettre déposée à la commission du BAPE (pièce no DA-34).

En somme, pendant près de dix ans, la dynamique de négociation menée autour de la localisation du site s'est déroulée dans une sphère restreinte, mettant surtout en présence des instances politiques et institutionnelles (État central, municipalité, MRC, CPTAQ) et la compagnie Alcan. La négociation entre la ville-hôtesse et la compagnie s'effectue bien en amont de la procédure formelle d'évaluation environnementale qui ne débute officiellement qu'en 1996. Dès les années 80, dans la suite de la signature d'une entente «secrète» conclue entre la multinationale et le gouvernement du Québec, les élus locaux se mobilisent pour attirer le promoteur Alcan sur leur territoire. Les actions concertées des deux acteurs sur l'aménagement du territoire (services, zonage, achat foncier) font en sorte de consacrer un scénario de localisation, au centre de l'île habitée d'Alma qui devient, du point de vue légal et politique, le «*seul site apte à accueillir une grande entreprise*» dans la micro-région (Ville d'Alma, 1988b : 2). Cette localisation est intéressante financièrement pour la compagnie pour deux raisons. Elle réduit les coûts d'implantation étant donné la proximité de certaines infrastructures de services, déjà existantes à l'ancien complexe de limitrophe. De plus, Alcan possède déjà une partie des terres nécessaires. Mais outre les avantages fonctionnels et financiers du site, la compagnie doit faire face à un enjeu stratégique, celui de l'acceptabilité sociale de ce choix.

#### **6.1.1.2 STRATÉGIES COMMUNICATIONNELLES : CONSTRUIRE L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE**

La localisation constitue également un enjeu majeur du point de vue des citoyens qui devront subir les incidences des activités de production situées à proximité. Comment réagissent-ils face à la dynamique de négociation et à ce choix de site arrêté lors de la phase de planification historique? Officiellement, ils sont représentés par leurs élus. Ils ne se sont pas prévalus, à la fin des années 80, de l'opportunité légale de contester les décisions le changement de zonage en demandant un référendum, comme le permet la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Faut-il conclure qu'ils accordent leur appui au projet?

La compagnie ne prend pas pour acquis une telle acceptabilité sociale. Au milieu des années 90, lorsque le projet devient plus concret, elle travaille à bâtir des relations privilégiées avec différents publics stratégiques dont ceux qu'elle désignera comme ses «voisins», soit

les résidents de l'île d'Alma habitant à proximité du futur site industriel. Pour ce faire, Alcan met en place divers mécanismes de communication, en parallèle de la procédure formelle d'évaluation environnementale. Ces mécanismes sont exposés brièvement dans ce point, regroupés selon trois phases de l'implantation industrielle (planification récente, construction, démarrage). Les interactions entre les «voisins» et la compagnie sont également décrites, sous la forme des préoccupations émises par les premiers et des réponses dispensées par la seconde, toujours à l'intérieur de ces mécanismes. Enfin, la dynamique sociale entourant ces moments de la planification est exposée, montrant comment se construit progressivement l'acceptabilité sociale autour du projet d'Alcan.

### **La préconsultation : élargir l'auditoire à des publics cibles**

Pendant la phase de planification récente, juste après avoir soumis son avis de projet (automne 1996), Alcan entreprend une tournée dite de préconsultation<sup>168</sup>. Cet exercice vise à présenter le projet à différents groupes d'acteurs, à recueillir leurs préoccupations, puis à intégrer celles-ci dans l'étude d'impact. La pré-consultation s'adresse à un groupe restreint d'acteurs, soit des «publics cibles» qui ont des intérêts particuliers par rapport au projet Usine Alma. Du nombre, les résidents de proximité sont identifiés par la compagnie comme un des deux groupes stratégiques, «*traités de manière prioritaire*»<sup>169</sup> (SNC, 1997b : 9).

Ce groupe est défini sur une base géographique. Une aire de «voisinage» est délimitée en périphérie du site industriel et aux limites de l'île d'Alma. Près de 600 ménages<sup>170</sup> sont alors répertoriés dans cette aire et, ce faisant, invités à assister à l'une des six rencontres d'information planifiées à leur intention. Les résidents se montrent très intéressés par le projet : 181 personnes répondront favorablement à l'invitation<sup>171</sup>, soit l'équivalent de près du tiers des ménages invités. Leurs questions et préoccupations, ainsi que celles des autres

<sup>168</sup>Ce type de processus est d'ailleurs recommandé par le ministère de l'Environnement.

<sup>169</sup>Les employés représentent le second groupe stratégique.

<sup>170</sup>Le nombre de ménages diffère selon les phases du projet, mais il se situe à plus de six cents.

<sup>171</sup>Au total, la pré-consultation d'Alcan comptera 45 rencontres d'information auxquelles 2 181 personnes assisteront et qui soulèveront 839 questions ou préoccupations, tel que recensé par la firme de consultants. Pour plus de détail sur les préoccupations soulevées par l'ensemble des personnes, voir Côté (2004).

publics cibles, sont regroupées sous 12 principaux thèmes par le consultant (SNC-Lavalin, 1997B), tous groupes d'acteurs confondus. Certaines préoccupations ayant fait l'objet de plus de questions sont néanmoins considérées par le consultant comme plus importantes.

Tel est le cas pour «*un problème de sécurité publique*» découlant de la perte du chemin de la Traverse, sur lequel sera construit le complexe industriel (35% de toutes les questions). Les résidents du secteur Nord craignent de se retrouver enclavés sur l'île d'Alma si un accident survenait sur la seule route qui serait désormais disponible dans leur secteur. La qualité de l'air constitue leur second lieu de préoccupation. Elle est soulevée par 111 des 181 résidents ayant assisté aux diverses rencontres<sup>172</sup>. Les questions relatives aux émissions atmosphériques, plus particulièrement leur nombre et leur «nature», font dire au consultant d'Alcan que pour ces résidents «*la présence d'aluminerie dans leur voisinage est un élément familier*» (SNC-Lavalin, 1997B : 14). Leurs questions portent «*principalement sur les poussières de l'usine et l'effet des vents sur leur dispersion ainsi que sur la nature des principaux rejets*» (ibid.). Les résidents ont aussi des questions concernant l'esthétique du complexe et son intégration au paysage, qui sont rapportées au point 6.2.

Les autorités proposent des réponses aux préoccupations énoncées. Pour sa part, la Ville s'engage plus tard à reconstruire, plus à l'ouest, le lien routier sur lequel sera construit le complexe<sup>173</sup>. Quant à la compagnie, elle répond aux questions lors de la pré-consultation, en s'appuyant sur les prévisions faites dans le cadre de l'étude d'impact, alors en rédaction. Concernant la qualité de l'air, des énoncés sont formulés pour divers types d'émissions pris individuellement (SO<sub>2</sub>, fluorures, PFC, CF<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub> et particules en suspension) (SNC, 1997b, p. 15), sans que soient précisés les effets sur l'ensemble de la qualité de l'air.

---

<sup>172</sup>Donnée citée par un représentant du ministère de la Santé aux audiences du BAPE (soirée 12 juin 1997).

<sup>173</sup>La ville fera aussi d'autres travaux pour modifier ou améliorer le réseau routier en lien avec Usine Alma (Caron et Simard, 2001, p. 28-31). L'ensemble de ces travaux occasionne des coûts totaux de 5,6 millions de dollars, en partie financé par une subvention de trois millions du gouvernement du Québec (ibid., p. 32).



Pour le promoteur, la pré-consultation est donc l'occasion d'établir un premier contact direct avec les résidents vivant à proximité du futur site industriel. La compagnie veillera à entretenir ces rapports lors des phases subséquentes, à l'aide d'autres mécanismes de communication.

### **Des audiences cristallisant le consensus social dans l'espace public**

La nouvelle aluminerie d'Alcan, Usine Alma, est un des premiers grands projets industriels à être soumis à la procédure complète d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement du Québec. Comme prévu par la procédure, des audiences publiques sont susceptibles d'avoir lieu si une demande formelle est adressée en ce sens au ministre de l'Environnement. Fait inusité, dans ce dossier, le promoteur lui-même fait une telle requête.

Le processus d'audiences débute le 9 juin 1997, sous l'égide du Bureau des audiences publiques en environnement (BAPE)<sup>174</sup>. Les audiences sont bien couvertes par la presse régionale, en plus d'être retransmises à la télévision communautaire. Cela permet de faire connaître le projet d'Alcan, à l'extérieur du cercle des décideurs et des publics «invités». Ainsi, divers groupes d'acteurs aux intérêts variés, y compris des résidents potentiellement affectés mais non inclus dans la zone de voisinage, seront désormais informés du projet.

Malgré l'importance du projet industriel et des enjeux, la participation est relativement faible. Quarante mémoires sont déposés en tout<sup>175</sup>. Cette faible participation tient en partie à l'absence volontaire de leaders écologistes. L'un de ceux-ci en explique les raisons :

Les acteurs de contestation ne sont pas allés. (...) Deux milliards de dollars. L'usine d'Alma c'était une chose acquise. Dans la poche depuis très longtemps. La preuve, regarde ce qu'ils sont allés chercher au syndicat. (...) La stabilité opérationnelle, c'est un coup de force qui est basé sur un rapport de force qui était existant de la part d'Alcan. (...) C'était trop gros. Il n'y avait rien à faire. Le dossier d'Alcan, ici tout le monde était à genoux. C'est l'adoration totale. (cité dans Côté, 2004 : 161).

<sup>174</sup>Le moment de la tenue des audiences, soit au début de la saison estivale, constitue un enjeu pour certains groupes sociaux qui l'estiment non propice. Ils demanderont au ministre de retarder la seconde partie à la fin de l'été. Elle sera finalement coupée en deux moments (7-8 juillet et 4-5 août).

<sup>175</sup>En comparaison, 107 mémoires avaient été déposés lors d'audiences ayant eu lieu douze ans plus tôt, portant sur les impacts causés par une autre activité d'Alcan, soit la gestion du niveau des eaux du lac Saint-Jean à des fins de production d'hydroélectricité (BAPE, 1985).

Seulement quatre groupes environnementaux présentent finalement un mémoire. Également, peu de résidents de proximité interviennent aux audiences. Une des explications plausibles tient possiblement au fait qu'ils estiment avoir déjà transmis leurs préoccupations au promoteur lors de sa tournée de pré-consultation, quelques mois auparavant. De fait, les groupes du milieu économique, privé et public, sont les plus présents. Ils déposent plus du tiers des mémoires, soit 15 sur 40.

La question économique est d'ailleurs à l'avant-plan. Elle est abordée par trois quarts des mémoires (31/40) (Côté, 2004, p. 163). Pour plusieurs, comme le Conseil économique de Lac-Saint-Jean-Est, le projet d'Alcan représente une sorte de «*baume sur une économie atrophiée*», «*la lumière au bout du tunnel*»<sup>176</sup> ou encore «*un souffle d'espoir*» (SIDAC, DM-3). Les attentes sont très grandes. Elles débordent la sphère économique et sont revendiquées par une diversité d'acteurs. Elles sont reliées à des effets cumulatifs potentiellement générés par le projet qui, entre autres, mettrait fin au phénomène d'exode des jeunes attribué au contexte économique difficile. En ce sens, les acteurs régionaux souhaitent un projet «*modèle*» et «*innovant*» qui, sous divers aspects, deviendrait «*une référence internationale*» et serait signe d'un renouvellement des relations établies entre la multinationale et la région «*partenaires*». La stratégie généralement adoptée par les groupes d'acteurs régionaux est de tenter de négocier des conditions pour faire en sorte de décupler les effets positifs générés par le projet. Les organisations du milieu économique sont désireuses que les retombées sur l'emploi découlant de la construction se répercutent le plus possible à l'échelle locale. La question du partenariat est un second thème important, abordé dans 26 des 40 mémoires selon l'examen de Côté (2004, p. 164). Seulement 14 mémoires traitent de l'environnement (*ibid*).

Dans l'ensemble, personne n'exprime une forme quelconque d'opposition au projet d'Alcan, ni aux audiences, ni dans les médias. De surcroît, presque tous les participants

---

<sup>176</sup>Le Conseil économique écrit dans son mémoire : «*on sent d'ailleurs une complicité unanime des gens en faveur de la réalisation de ce mégaprojet, tel un baume sur une économie atrophiée par diverses restructurations, Alcan représente pour la communauté la lumière au bout du tunnel.*» (DM-11, BAPE, 1997c : 9).

affirment leur soutien à ce projet. Même le Conseil régional de l'environnement (CRE) appuie le choix de localisation du futur complexe : *«on pense que le site choisi par Alcan est un endroit idéal où il ne dérangera personne, ni au niveau environnement, ni au niveau qualité de vie des citoyens dans l'environnement»* (verbatim audiences, 7 juillet 1997). L'organisme soulèvera tout de même des questions relatives aux impacts environnementaux, décrites plus avant (point 4.4). Il faut dire que dès sa tournée de pré-consultation, la multinationale avait explicitement affirmé que l'acceptabilité sociale était une *condition requise* pour réaliser le projet, que ce soit à Alma ou ailleurs : *«l'appui du milieu au projet»* est un des *«trois éléments essentiels»* devant mener à la *«décision finale»* (Alcan, 1997 : 5).

La commission du BAPE souligne la forte acceptabilité sociale dont bénéficie le projet d'Alcan. Dans la lettre qui accompagne le rapport final, la présidente note *«l'enthousiasme»* entourant le projet eu égard à ses impacts économiques possibles (BAPE, 1997, n.p.). La commission retient que les *«principales préoccupations sociales exprimées lors des audiences»*, sont *«[l]e besoin d'une relance économique, le désir de développer une expertise régionale dans le domaine de l'aluminium et la volonté d'assurer aux jeunes un accès accru au marché du travail»* (ibid.). En ce sens, des recommandations sont suggérées pour maximiser les retombées économiques. Plus globalement, le projet est considéré comme *«acceptable dans son ensemble»*. La commission ajoute tout de même une série de *«mesures supplémentaires afin d'assurer une protection accrue du milieu»* (ibid.).

### **Maintenir le suspense et poursuivre les négociations**

Après le BAPE, c'est au ministère de l'Environnement<sup>177</sup> de remettre un avis favorable suite à son analyse environnementale. Dans cette suite, Alcan obtient les autorisations légales du gouvernement du Québec par le biais d'un décret (no 1557-97), voté le 3 décembre 1997. La compagnie laisse tout de même durer le suspense avant d'annoncer la réalisation de son projet. Elle négocie plutôt encore deux autres conditions essentielles pour

---

<sup>177</sup>En quelques années, le ministère a changé de nom à quelques reprises. Au moment des événements, il était dénommé ministère de l'Environnement et de la Faune. Aujourd'hui il est devenu le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Dans le texte, le terme ministère de l'Environnement sera privilégié pour faciliter la lecture.

l'exploitation, soit l'obtention d'un bloc énergétique à un tarif préférentiel, de même que la signature d'une paix syndicale pour une période exceptionnellement longue de 18 ans.

Lorsqu'elle a en main toutes ces conditions, Alcan annonce enfin officiellement que son mégaprojet, alors évalué à 1,6 milliard de dollars, sera réalisé à Alma (février 1998). La nouvelle est accueillie dans un climat de quasi euphorie. Les Almatois estiment vivre un «*moment historique*», un «*tournant*» par rapport à une période sombre (cf. journal Le Lac-Saint-Jean, 22 février 1998). Certains ont le sentiment d'avoir été «*choisis*» (*ibid.*). Les élus sont en liesse. Le maire est convaincu que c'est «*la volonté commune et l'unité de toute notre population*» (*ibid.*), de même que le fonctionnement «*en échange, en partenariat*» (*ibid.*) qui ont convaincu la compagnie de construire son complexe à Alma. Confiants en l'avenir, les élus accéléreront dès lors certains investissements consacrés à des projets d'infrastructures récréotouristiques, spéculant sur les revenus fonciers à venir provenant de l'implantation d'Usine Alma, estimés à plus de six millions de dollars par année.

### **La construction : un programme de communication volontaire destiné aux «voisins»**

La construction de l'Usine Alma, troisième phase d'implantation, s'étire sur plus de trois ans (1998-2001). La présence d'un tel mégachantier dans une zone habitée est susceptible de perturber la quiétude des résidents, surtout ceux habitant à proximité du site, des routes et des sablières. Les mouvements de travailleurs, le transport lourd nécessaire pour approvisionner le site en matières premières<sup>178</sup>, le dynamitage et le concassage de la pierre génèrent nombre de nuisances.

Le passage de la planche à dessin au chantier constitue une phase majeure dans l'établissement de la cohabitation entre la future activité industrielle et son milieu. En ce sens, la gestion des nuisances découlant des activités de construction représente un enjeu de

---

<sup>178</sup>Pour illustrer les quantités requises en matières premières, après 15 mois de construction : lors des activités quotidiennes de dynamitage et de concassage de pierre sur le chantier (1 600 000 t.m.) et lors du transport sur les routes de sable (1 515 000 t.m.), de concassé (125 000 t.m.) de béton (87 650 m<sup>3</sup>) et d'acier (8 131 t.m.) (Sources : Alcan. *Le chantier de l'île*. Brochures d'information; et Projet Usine Alma, 29 mai 2000).

taille pour la compagnie. Celle-ci se montre très pro-active pour y faire face. Une des premières initiatives consiste à mettre sur pied un *Service des communications et des relations communautaires* (SCRC) dès le début du chantier. Cela constituerait une innovation par rapport aux autres alumineries<sup>179</sup>, car dans le cas d'Usine Alma, «[d]epuis le tout début du projet de construction (...), la communication avec les citoyens a fait partie des objectifs de l'organisation» (Alcan, 2000 : 7). Le SCRC a comme mandat d'assurer le «maintien» des relations établies lors des phases précédentes. Il travaille globalement sur trois types d'actions volontaristes, c'est-à-dire non requises par la procédure d'ÉE.

D'abord, une panoplie de moyens de communication est mise en place. Ils sont destinés à divers publics cibles, incluant les résidents de proximité. Un site Internet, qui comprend des données et des photos aériennes actualisées montrant l'avancement du mégachantier, tout comme un «journal de chantier» bi-mensuel, édité à 4000 exemplaires et distribué gratuitement aux voisin<sup>180</sup>. Une série de visites de chantier, faites sur invitation, leur permet aussi de constater de *visu* l'ampleur des travaux. Parmi la cinquantaine de visiteurs rencontrés lors d'une visite (entrevues, 29 août 1999), plus d'un se montre fasciné par le gigantisme du chantier. Ils expriment une forme de fierté à l'endroit du projet industriel, décrit comme une «belle usine», la «plus moderne du monde».

Une autre mesure consiste à créer une ligne téléphonique spéciale (ligne 669-ALMA) pour répondre aux diverses demandes provenant d'entreprises, de citoyens et autres intervenants au sujet du projet Usine Alma. Agissant telle une porte d'entrée principale, la ligne téléphonique canalise les appels vers le Service des communications, qui fournit directement les informations ou transmet les appels aux personnes ressources appropriées. Pendant deux ans et demi de la vie du chantier, soit de 1998 à mai 2000, plus de 2000 appels sont ainsi comptabilisés par le Service téléphonique. Plus de la moitié (61%) concernait l'emploi et

---

<sup>179</sup>Il s'agirait d'une innovation selon un représentant d'Usine Alma (entretien informel, 22 août 2001). L'entreprise aurait «appris» de l'expérience de Laterrière où le service n'a été mis en place que lors de l'exploitation, ce qui expliquerait, selon lui, les relations difficiles développées avec la population locale.

<sup>180</sup>Compte rendu de réunion du CASE, 28 janvier 1998, p. 3.

13%, l'hébergement<sup>181</sup>. Une centaine d'appels (N=96) portait sur des nuisances découlant de diverses activités du chantier (dynamitage, transport lourd, poussière, bruit et environnement). La première année du chantier (1998) semble avoir été particulièrement perturbatrice pour les résidents si l'on se fie au nombre plus élevé d'appels faits pendant cette année, surtout concernant les activités de dynamitage et de transport lourd. Les appels proviennent principalement de résidents de forte proximité, répartis dans un rayon de moins de deux kilomètres, et habitant surtout au nord du chantier (voir figure no 17).

Une autre initiative concerne le traitement individualisé et personnalisé des appels téléphoniques reçus par le Service des communications. Ainsi, lorsqu'un citoyen téléphone pour se plaindre d'une nuisance, le personnel consigne l'appel, puis tente de répondre au citoyen en donnant plus d'information, en le rencontrant à son domicile si nécessaire. Si le problème persiste, le dossier est transféré au Service d'Immobilier d'Alcan, qui le traitera comme une plainte formelle. Des plaintes ont ainsi été adressées au promoteur par des résidents, notamment pour des dommages causés à leurs puits d'eau potable. Une compensation financière est parfois négociée – comme ce fut le cas suite au déversement d'alumine ayant causé des bris de peinture (*cf.* point 6.4.4).

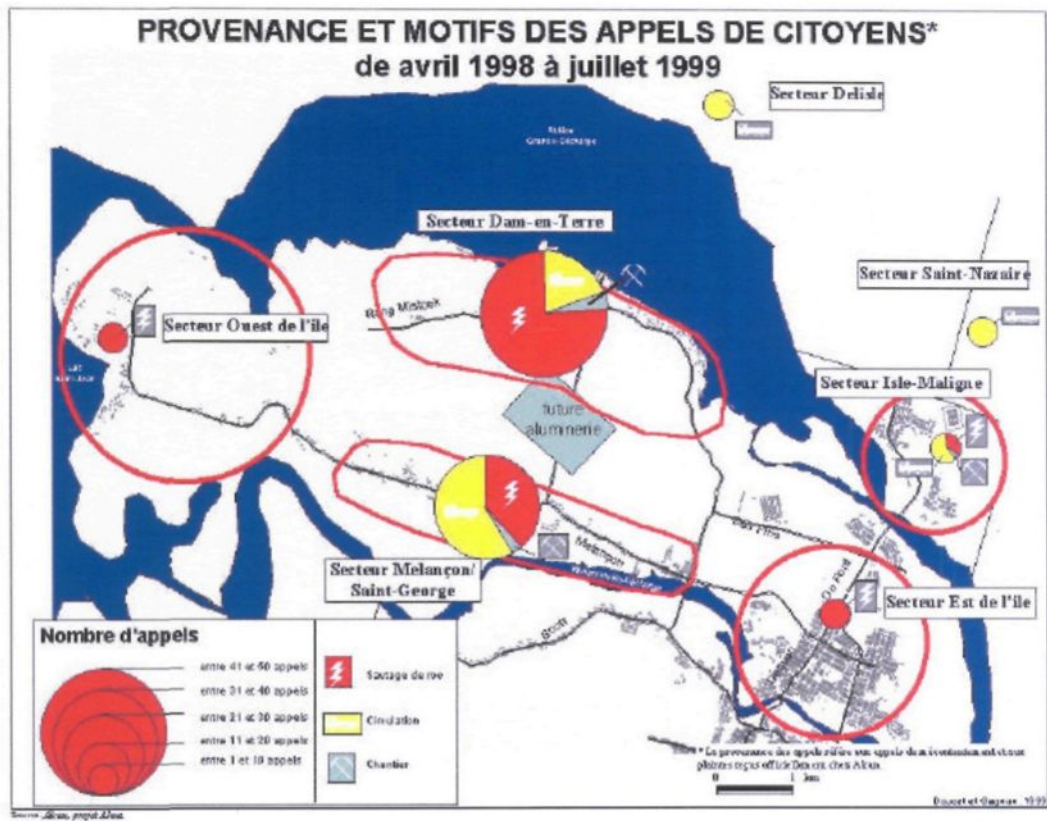
Le Service des communications se montre aussi pro-actif en ce qui a trait à certains sujets «sensibles». En plus d'envoyer des lettres pour annoncer le début de travaux, des soirées d'information sont conçues à l'intention de groupes ciblés parmi les «voisins». Officiellement organisées par le comité de suivi multipartite CASE, les réunions sont animées par le SCRC. Elles portent sur certains travaux imminents (lignes électriques, émissaire), sur des activités litigieuses (dynamitage) et sur le démarrage des premières cuves.

---

<sup>181</sup>Source : Statistiques des appels téléphoniques fournies par Projet Usine Alma (30 mai 2000).

**Figure no 17**

Carte de localisation des appels téléphoniques de mécontentement adressés par des résidents chez Alcan (avril 1998-juillet 1999)



Source : données sur les appels téléphoniques fournies par équipe «Projet Usine Alma» d'Alcan

Auteurs : Doucet et Gagnon

### Anticiper les craintes de l'étape «critique» du démarrage

La période de démarrage constitue une étape «critique» de l'implantation industrielle, particulièrement lorsqu'il y a des technologies nouvelles comme c'est le cas pour Usine Alma. Les expériences passées montrent que les émissions atmosphériques sont généralement plus élevées à cette étape qu'en période d'opération «stable». Des résultats similaires sont attendus pendant cette période de «rodage» et d'«ajustement»<sup>182</sup> qui se déroule sur un an et demi.

Alcan craint qu'il y ait des réactions de la part de certains Almatois. La compagnie anticipe plus particulièrement le regard des «voisins» face à la «fumée noire» qui pourrait être visible au-dessus des cheminées lors du démarrage des cuves (transcription, CASE, 15 décembre 1999). Des craintes sont effectivement exprimées, alors que l'avancement des travaux permet de mieux saisir l'envergure du futur complexe industriel et son emprise sur le territoire (entrevues, août 1999). Il s'agit essentiellement des mêmes craintes que celles ayant été exprimées lors de la pré-consultation, soit concernant le bruit et les retombées atmosphériques surtout (voir encadré no 12). Les répondants situent tout de même leurs appréhensions par rapport aux effets positifs attendus sur l'économie et au contexte historique. Plusieurs ont retenu le message de la compagnie voulant que la nouvelle technologie soit plus «performante» sur le plan environnemental, que celle utilisée à l'ancienne aluminerie Isle-Maligne. Toutefois, contrairement à ce dernier cas, le nouveau complexe sera situé beaucoup plus près de leurs propriétés. Pour leur part, deux représentants des résidents au comité CASE situent ces inquiétudes par rapport au compromis déjà consenti : «*Comment peuvent-ils dire non à quelque chose qu'ils ont déjà accepté? (...) Il faut bien qu'elle parte un jour cette usine*» (entretien informel, CASE, 19 avril 2000).

---

<sup>182</sup>Termes utilisés par Alcan lors de présentations faites aux résidents du voisinage (2, 3 mai 2000).



### Encadré no 12

#### Préoccupations exprimées par des résidents habitant à proximité du futur complexe avant le démarrage

- La pollution m'inquiète un petit peu. Je sais toutes les normes sont respectées et c'est beaucoup mieux que les anciennes (...). La pollution de l'air on ne la voit pas, mais on reste proche, ça ça m'inquiète un petit peu. (Résidente demeurant à plus de trois kilomètres)

- En tout cas, c'est pas un aspect positif c'est sûr, mais heuu... bon. J pense pas que ça nous dérange ben, ben. Mais heu, on verra quand ce sera en fonction. Le bruit, pis la fumée, pis etc. Tsé, on aimerait mieux avoir rien en arrière, qu'une usine. On fait avec, oui. C'est pas la fin du monde. J'suis bien content du projet pareil, parce que pour la région, c'était essentiel. On peut rien dire contre ça. (Résidente d'un chalet demeurant à un peu plus d'un kilomètre)

- Au début, j'ai trouvé ça un petit peu envahissant. Pour dire la vérité (...) Y sort très haut, pis là, c'est pas fini encore, ça va sortir encore plus haut. Pis c'est le bruit que j'ai hâte de voir. Oui, il y a un talus, mais... On n'avait rien avant. (Résidente d'un chalet, environ un kilomètre)

- À prime abord, présentement, elle ne nous dérange pas beaucoup, mais je ne sais pas quand elle va être en fonction, quel sera l'impact du bruit et tout ça. Mais d'après ce qu'on nous dit, avec les murets de terre qu'ils ont fait, on ne devrait pas avoir aucun dérangement versus cette usine, comparé à l'autre. (Résident demeurant à un peu plus d'un kilomètre)

Source : Extraits d'entrevues individuelles réalisées auprès de 54 personnes lors d'une visite de chantier organisée par Alcan, le 29 août 1999.

Pour prévenir les «voisins», deux séances d'information sont organisées les 2 et 3 mai 2000, officiellement par le comité CASE. Sur les 668 invitations lancées, une cinquantaine de personnes assiste aux séances. Outre des questions relatives au transport, les résidents réitèrent leurs préoccupations concernant les émissions atmosphériques. Ils se questionnent au sujet du retrait d'une station d'échantillonnage de la qualité de l'air, jusque là présente dans le secteur sud (rang Melançon), ainsi que sur la disponibilité des données du suivi environnemental. Ils souhaitent aussi comprendre les impacts *globaux* sur l'environnement : «la nouvelle aluminerie sera-t-elle plus polluante» que celle d'Isle-Maligne qu'elle remplacera? La compagnie répond à cette question dans les termes suivants :

(...) pour chaque tonne d'aluminium produite, la nouvelle aluminerie rejettera moins de contaminants et respectera largement les normes gouvernementales. Des baisses importantes sont prévues pour les rejets de poussières et HAP. Les charges totales de l'usine sont fonction du fait que l'usine produira cinq fois plus d'aluminium.<sup>183</sup>

<sup>183</sup>Source : *Compte rendu des rencontres avec les résidents autour de l'Usine Alma – démarrage graduel des opérations. Les 2 et 3 mai 2000*, Alcan, 4 mai 2000, p. 2.

Les premières activités de production débutent dans l'usine de fabrication des anodes, au printemps 2000 puis, plus intensément, avec le démarrage progressif des salles de cuves à partir du 21 octobre 2000, à minuit dix (Compte-rendu du CASE, 7 novembre 2000, p. 2).

#### L'absence de contestation publique ou des contentieux maintenus dans le privé

Les moyens de communication mis en place par Alcan à l'intention de résidents de proximité semblent généralement appréciés. Ainsi, parmi les «voisins» rencontrés, certains soulignent la qualité du processus : *«ça s'est bien fait. Ça s'est fait civilement»* (EC-1). D'autres estiment que ce processus a contribué à teinter leurs perceptions du projet Usine Alma. Un homme décrit ainsi ce qu'il a vécu comme un processus d'«*apprivoisement*» :

Ce que je vois, dans notre perception de l'Usine Alma, c'est que Alcan ont pris soin de nous apprivoiser bien d'avance. On a eu bien des rencontres. Ils nous appellent «leurs voisins». Dernièrement, on a reçu le calendrier de cette année. (...) Ils ont pris soin de nous apprivoiser. Le temps de les accepter, le plus possible. Parce que sûrement, ça influence notre compte-rendu à soir. [EC-1, lignes 2223 - 2233]

À l'opposé, des personnes affectées, mais n'ayant pas eu droit aux mesures conçues pour les «voisins» car ne résidant pas dans la zone officielle délimitée par la compagnie, expriment leur ressentiment. Tel est le cas pour des résidents interrogés dans le rang Scott.

Plus globalement, les efforts d'Alcan semblent porter fruit puisque les «voisins» ne nuisent pas à l'avancement du chantier et cela, même lorsqu'ils sont très affectés, comme le rappelleront à l'occasion leurs représentants (CR CASE, 12 décembre 2001, p. 5). Pourtant, leur patience est mise à l'épreuve lorsque des prévisions faites dans l'étude d'impact, entre autres concernant le nombre de travailleurs, l'intensité des activités de transport lourd et la durée du dynamitage, doivent être révisées considérablement à la hausse<sup>184</sup>. Même si cer-

<sup>184</sup>Le nombre de travailleurs requis sur le chantier aura presque doublé pour atteindre 3900 en période de pointe. De même, les quantités de sable nécessaires pour les fondations des usines auront triplé suite à une meilleure connaissance des conditions des sols, occasionnant, du coup, plus de pression sur les sources d'approvisionnement (sablières) et plus d'activités de transport lourd sur les routes locales. Enfin, les activités de dynamitage devant *«se limiter à dix à douze explosions, sur une période d'environ deux semaines»*, tel qu'annoncé aux audiences publiques (transcription, BAPE, soirée du 10 juin 1997), s'étireront finalement pendant plus de deux ans.

tains sujets sont préoccupants, devenant même parfois litigieux pendant la construction (dynamitage, puits artésiens), ils ne font pas l'objet de contestations publiques, sauf une exception notable que nous soulignons brièvement.

Une controverse éclate sur la place publique, portée par un groupe de résidents du rang Scott voisins d'un site d'extraction de sable<sup>185</sup>. Ce site étant la principale source d'approvisionnement, les activités de camionnage nécessaires pour transporter le sable de cet endroit jusqu'au chantier sont très intenses sur la petite route rurale. La circulation des camions, qui se fait au rythme moyen de un passage aux 30 secondes ou de 118 passages à l'heure au maximum de son intensité (Côté, 2001, p. 21), cause plusieurs nuisances le long des corridors routiers empruntés. L'augmentation de la circulation, du niveau sonore, ainsi que des poussières en suspension occasionne la perte de tranquillité et la modification des habitudes de vie (ex : fenêtres fermées tout l'été, entretien plus important, impossibilité de manger à l'extérieur), perturbent les heures de sommeil, génèrent de l'inquiétude, notamment quant à la sécurité des enfants et modifient l'humeur (impatience, agressivité). Ce sont autant d'impacts sociaux ressentis plus vivement par les résidents de maisons situées le plus près de la route, qui ne sont pas d'ailleurs documentés dans l'étude d'impact (Gagnon, 2004, pt. 2.3)<sup>186</sup>. Mais puisque ce secteur géographique n'est pas inclus dans la zone de voisinage définie par Alcan, ces résidents ne sont pas représentés au CASE, comité de suivi local. La compagnie renvoie aux entrepreneurs le soin de trouver une solution au problème (voir Côté, 2001, point 3.3.1). Les résidents devront porter leur cause sur la scène politique locale, soit devant le conseil municipal. Même le bureau du ministre de l'Environnement sera saisi de l'affaire car les entrepreneurs contreviennent aux normes établies dans leur permis d'extraction<sup>187</sup>. Les entrepreneurs accepteront finalement de construire une voie de contournement.

---

<sup>185</sup> Les données de cette controverse ont été extraites d'un rapport produit par Gilles Côté (2001).

<sup>186</sup> Pour en connaître davantage sur les impacts sociaux découlant potentiellement du transport, ainsi que ceux documentés dans le cas de Scott, voir Caron et Simard (2001, pt. 3.3 et pt. 6.3.3).

<sup>187</sup> L'intensité de l'extraction dépasse de loin les limites permises par les certificats d'autorisation du ministère de l'Environnement. Ce dernier prévoit qu'un maximum de 17 000 tonnes de sable peut être extrait en une année, alors que plus de 500 000 tonnes le seront sur une période de quelques mois (Côté, 2004, p. 207).

Nonobstant cette controverse, les résidents de proximité n'entravent pas la bonne marche du chantier d'Alcan. L'absence de contestation se poursuit, même lors de la période critique du démarrage. Pourtant, quatorze incidents «*ayant des répercussions à l'extérieur des limites de l'usine*» ont été déclarés pendant les six premiers mois de l'année 2000 (CR CASE, 30 mai 2001, p. 80). Il faut dire, cependant, que plusieurs incidents sont invisibles à l'œil nu et ne sont pour ainsi dire pas connus des résidents<sup>188</sup>. D'ailleurs, lorsqu'un de ceux-ci sera *visible*, soit un déversement d'alumine fluorée, les citoyens s'exprimeront plus fortement. Mais encore là, les préoccupations et contentieux sont gérés lors de négociations privées, soit entre l'entreprise et les individus affectés qui se manifestent. Il n'y a pas de revendication sur la place publique comme telle, ni dans les médias tel que décrit dans le suivi environnemental (*cf.* point 6.4.1.2).

Bref, les mécanismes volontaires mis en place par Alcan à l'intention des «voisins», un des publics cibles, semblent efficaces. Au moment de la planification et de la construction, personne ne conteste publiquement le choix de localisation. Que disent ces voisins aujourd'hui? Leurs propos tenus lors des entrevues collectives nous informent à ce sujet.

### 6.1.2 INTERPRÉTATIONS SOCIALES : LE POIDS DES COMPROMIS SOCIAUX

La cohabitation entre usages résidentiel et industriels constitue un enjeu de taille du point de vue des résidents, que ce soit concernant le maintien de leur qualité de vie (bruit, odeurs, poussières), de leur cadre vie, de la qualité de l'environnement ou de l'expérience paysagère. La présence historique d'industries lourdes dans leur ville fait en sorte que les Alma-tois ont une connaissance «vécue» de ce type de cohabitation. Malgré tout, elle ne va pas de soi. Ainsi, lors des entrevues collectives, ils déplorent de façon quasi unanime ce type de proximité observé dans des cas similaires (Laterrière, Arvida), qu'ils considèrent comme relevant de pratiques d'un autre temps : «*Ça c'est une autre époque, ça passerait plus att-*

---

<sup>188</sup> Certes, la compagnie diffuse cette information au comité CASE, donc aux représentants de résidents, mais il n'y a pas, comme tel, de mécanisme de prévu pour s'assurer que l'information se rende jusqu'aux citoyens.

*cher des maisons avec l'usine. Ça passerait plus dans les mentalités*». Pourtant, mis dans cette situation aujourd'hui, eu égard à l'implantation du mégacomplexe d'Alcan dans leur proche voisinage, ils ne réagissent pas aussi vivement. Personne ne conteste le site retenu par la compagnie. Comment expliquer ce qui semble comme un double discours? La mise en contexte de leurs propos par rapport à la dynamique sociale entourant le projet apporte un premier éclairage à cette question. Une série de compromis sociaux apparaît comme un facteur déterminant de leur évaluation.

#### **6.1.2.1 LE GRAND CONSENSUS SOCIAL : UN COMPLEXE INDUSTRIEL POUR LA SURVIE ÉCONOMIQUE**

L'interprétation des répondants repose fortement sur la lecture qu'ils font du projet par rapport au contexte économique régional difficile. Comme leurs élus, de nombreux résidents soulignent l'importance stratégique du mégaprojet d'Alcan pour l'avenir de leur collectivité. D'abord sur le plan de sa vitalité économique : *«Si Alcan ne s'était pas rebâtie, peut-être que la vieille usine serait fermée. (...) À Alma, ça aurait baissé l'économie en maudit*». Pour plusieurs, il en allait presque de la survie de la localité. Un retraité scolarisé résume : *«Alma sans l'usine, c'était une ville en déperdition*». Pour un jeune homme nouvellement employé à l'usine d'Alcan, les perspectives d'avenir étaient encore plus sombres sans la réalisation de ce mégacomplexe. Il projetait, pour sa ville, un avenir similaire à celui que connaissent d'autres villes mono-industrielles du Québec, tel que relayé par les médias au moment des entrevues. En ce sens, les choix offerts étaient clairs : soit le mégaprojet d'Alcan se réalisait ou soit Alma devenait une ville «fantôme», à l'image de Val-Jalbert, village de compagnie du Lac-Saint-Jean fermé dans les années 20.

Ainsi, le mégaprojet d'Alcan s'inscrit dans une perspective difficile à contourner : celui de la «survie» de la communauté d'accueil. Usine Alma devenait une nécessité pour stabiliser l'économie locale et, par extension, assurer la pérennité du tissu social. Comme l'explique un homme scolarisé : *«ça fait partie des raisons qui font qu'on accepte la présence de l'usine*». Dans cette suite, les attentes étaient élevées. En entrevue collective, les résidents se rappellent comment les retombées économiques, sur l'emploi et leurs taxes surtout, do-

minaient leurs perceptions à l'époque où l'on parlait du projet d'Alcan. Les autres incidences du mégaprojet industriel leur étaient alors inconnues, notamment celles qui touchent le paysage du quotidien : *«on avait hâte qu'elle [l'usine] arrive, pour baisser nos taxes puis donner de l'emploi. Parce qu'on ne savait pas que ça allait faire ça... on ne savait pas qu'on allait voir ça en arrière de chez nous comme ça»*. Comme le résume cette femme : *«On a juste vu les emplois»*. Ces perceptions expliquent en partie pourquoi *«personne ne s'objectait»* au projet d'Alcan à cette époque.

Ce vaste consensus social, voulant la construction du mégacomplexe industriel soit nécessaire pour la survie collective, se traduit ensuite dans d'autres compromis sociaux que doivent respecter, notamment, les résidents de proximité lors des travaux de construction.

#### **6.1.2.2 LE COMPROMIS DES «VOISINS» : ACCEPTER LES NUISANCES TEMPORAIRES AU NOM D'INTÉRÊTS SUPÉRIEURS DE LA COLLECTIVITÉ**

Les activités du chantier, s'étirant sur plus de trois ans, ont éprouvé la quiétude des Almatois vivant à proximité. Lors des entrevues tenues deux ans après que la construction de la nouvelle usine soit terminée, ces nuisances ne sont pourtant pas mentionnées spontanément. Un tel mutisme semble d'autant plus étonnant que les citoyens des trois secteurs concernés (Dam-en-Terre, Melançon, Scott) avaient pourtant été éprouvés par diverses activités (transport lourd du sable, concasseur, dynamitage). Plusieurs avaient même alors exprimé leur mécontentement sous diverses formes : appels auprès de la compagnie (un propriétaire sur dix dans Dam-en-Terre), représentations faites dans le rang Melançon et controverse dans le rang Scott. De fait, les nuisances associées au chantier sont abordées sous l'angle des compromis à accepter pour les bénéfices futurs.

Les Almatois rencontrés se montrent pragmatiques. Ils estiment qu'un tel chantier suscite forcément des inconvénients. *«Ça dérange toujours, (...) mais il faut l'accepter si on veut avoir quelque chose»*, comme résume une sexagénaire affectée par le transport lourd (en-

trevue 29 août 1999<sup>189</sup>). En ce sens, il y aurait un «prix à payer» pour que le mégaprojet se réalise et génère ses effets positifs tant attendus. Certains résidents du voisinage se disant affectés par les nuisances du chantier se montrent tout de même prêts à les accepter, au nom des retombées économiques futures et de la solidarité avec le reste de la communauté ou en pensant à l'avenir de leurs enfants<sup>190</sup> :

Quand on s'en vient ici c'est parce qu'on veut avoir la tranquillité. Mais, t'sais, quand on regarde le pour et le contre, faut arrêter de penser à soi. Moi, j'en ai pas besoin pour vivre, ni mon mari, parce qu'on travaille ni un ni l'autre pour l'Alcan, mais si on se met à penser aux autres, pis tout ce que ça crée comme emploi, ben là, on dit dans l'fond, moi... (une résidente, entrevue 29 août 1999)

Moi, je suis dans le rang Melançon. J'ai entendu les sautages de roc presque tous les soirs. Personnellement ça ne me dérange pas. J'ai des enfants, qui vont avoir besoin de travailler un jour et moi, je suis très favorable à l'usine, très contente. (une résidente, entrevue 29 août 1999)

Ces Almatois ont fini par interioriser une sorte de compromis : les nuisances temporaires de la construction, vécues par une minorité, soit des résidents de proximité, se trouvent reléguées au second plan face aux intérêts supérieurs de la collectivité<sup>191</sup>. Lorsque ce compromis est brisé, entre autres par les résidents contestataires des activités intenses de transport lourd dans le rang Scott, leurs demandes sont banalisées, voire marginalisées par des résidents non affectés. «*On ne peut quand même pas transporter le sable par hélicoptère*» répète-t-on dans le milieu. Plus encore, leur comportement est sanctionné. Ils se font qualifiés de «*chiâcleux*» et, même, se font dire qu'ils ne veulent pas «*que l'Alcan se construise*»<sup>192</sup>.

<sup>189</sup> Les entrevues ont été réalisées par l'auteure et un autre membre de l'équipe de recherche MSIAA (Lise Plourde que je remercie), avec 54 personnes choisies de façon aléatoire parmi les 876, alors qu'elles terminaient le circuit de visite guidée du chantier.

<sup>190</sup> Des constats similaires avaient été faits lors d'une enquête téléphonique sur la controverse entourant le transport intense du sable (voir Côté, 2001, p. 34).

<sup>191</sup> La chercheuse ressent d'ailleurs que ce compromis joue un certain rôle au moment de la construction, notamment lorsque sont recueillis les commentaires de visiteurs du chantier (août 1999). L'exercice est difficile, alors que des personnes préoccupées hésitent à élaborer ou à se confier, comme intimidées par la présence d'autres personnes, même des intimes (mari, amis).

<sup>192</sup> Source : enquête téléphonique sur la controverse entourant le transport du sable (cf. Côté, 2001, p. 36, 39).

Ce compromis d'accepter les incidences temporaires du chantier au nom des retombées positives futures se prolonge ensuite au-delà de la phase de construction, pour englober les impacts permanents liés à l'exploitation.

### **6.1.2.3 UNE CONVENTION INTÉRIORISÉE : ACCEPTER OU DÉMÉNAGER**

Lorsqu'il est question de la proximité spatiale entre des complexes industriels et des résidences, plusieurs Almatois insistent, lors des entrevues collectives, sur le droit de préséance de celui qui s'est implanté le premier. Ainsi, ils constatent que si, par le passé, *«les gens sont venus se construire près des usines»*, aujourd'hui, tel n'est pas le cas. Souvent, notent-ils, les résidents se sont installés avant l'industrie, comme dans le cas d'Usine Alma. Toutefois, même si cet argument est invoqué pour donner une forme de légitimité aux résidents, il ne semble pas leur conférer de véritable pouvoir pour autant.

Ainsi, il est entendu que ceux qui ont refusé de déménager ou de vendre leur propriété à Alcan doivent désormais composer avec cette réalité: *«il y en a qui ne voulaient pas s'enlever, ben ils sont restés là. Mais il faut qu'ils endurent l'usine aussi»* (EC-3). La même logique vaut pour l'ensemble des résidents de proximité, qu'ils aient eu ou non la possibilité de négocier leur départ au préalable avec la compagnie.

Bref, dans la suite du premier consensus social élargi voulant qu'Usine Alma soit nécessaire pour assurer la survie de la collectivité, et du compromis stipulant que les intérêts supérieurs de la collectivité prévalent sur les impacts négatifs vécus par la minorité, les résidents de proximité ont intériorisé une sorte de «convention». Ceux qui sont affectés ou qui ont des appréhensions concernant la présence du complexe industriel dans leur voisinage doivent soit *«faire avec»*, soit déménager.

Cette idée, partagée par nombre d'Almatois rencontrés, s'inscrit en continuité avec la perception qu'ils ont de leur pouvoir face aux grands projets, aux grandes compagnies et à la communauté. Les entrevues collectives ont été propices à mieux comprendre leurs rationalités à ce sujet.



#### 6.1.2.4 LE POUVOIR DES GRANDS COMPAGNIES ET LE POIDS DE LA PRESSION SOCIALE

Pour expliquer l'absence de mobilisation, les résidents insistent sur les ressources dont disposent les grandes compagnies «*multinationales*». Leurs moyens sont perçus comme étant trop importants par rapport à ceux des citoyens ordinaires<sup>193</sup> : «*Quand ces compagnies-là arrivent avec leurs millions, ils sont durs à tasser.*» Pendant la discussion, divers exemples sont évoqués comme autant de luttes menées avec plus ou moins de succès et démontrant le manque de pouvoir de groupes locaux dans de grands combats<sup>194</sup>. L'implantation du projet d'Alcan est perçue dans cette continuité des rapports historiques.

Les Almatois rencontrés témoignent de leur sentiment d'impuissance à savoir qu'il était impossible de s'opposer à la construction de la nouvelle usine : «*Quand tu te bats contre une machine de cette grosseur-là... C'est pas des petits citoyens autour qui vont arrêter le projet*». De fait, un seul des 23 résidents rencontrés exprime sa dissidence de façon affirmée face à la localisation du mégacomplexe d'Alcan. Particulièrement préoccupé par les effets potentiels sur la santé, il exprime sa frustration devant les réponses obtenues. Il aurait souhaité déménager, estimant qu'il ne pouvait «*les empêcher de s'installer là*». Il explique être resté parce que sa femme refusait de quitter, «*trop attachée à son coin*». Même à l'intérieur des familles, les opinions divergent parfois<sup>195</sup>. Cet homme, quoique fortement contrarié, ne se montre pas prêt à entreprendre une lutte pour autant.

<sup>193</sup>La recherche ne s'attarde pas au pouvoir institutionnel local. Tout au plus, soulignerons-nous le fort consensus politique et la mobilisation des élus pour accueillir le projet d'Alcan sur leur territoire, cela en accommodant la compagnie plus qu'en lui imposant des conditions. Le discours de certains élus semble paradoxal alors qu'un ex-conseiller municipal affirme que la compagnie s'est «*conformée à beaucoup de choses*» et qu'elle a réalisé des changements «*demandés par la Ville*», évoquant la modification au zonage, la relocalisation d'une route rurale – tous deux changements faits par la Ville – et l'achat de terres et de propriétés résidentielles. Mais du même souffle, il laisse entendre que la compagnie avait le dernier mot : «*quand la Ville avait des demandes, (...) ou ils l'acceptaient ou ils ne l'acceptaient pas (...)*» (mars 2003).

<sup>194</sup>Ils citent la lutte des agriculteurs s'opposant à l'inondation de leurs terres pour la production d'hydroélectricité, au début du siècle, ou celle plus récente menée par le syndicat local pour assurer l'avenir de la papetière menacée de fermeture par la multinationale propriétaire.

<sup>195</sup>Nous avons observé ce phénomène lors d'entrevues menées pour l'enquête sur la qualité de vie.

Des résidents rencontrés, un seul se montrait prêt à se mobiliser, notamment s'il devait y avoir d'autres émissions atmosphériques accidentelles comme celle dont il avait été un des rares témoins dans son quartier (*cf.* point 6.4.2.1). Tout en assurant son appui à la réalisation du projet et tout en reconnaissant le peu de pouvoir des citoyens, il tentait vainement de convaincre les autres de l'importance de dire leur mot au sujet des manières de faire de la compagnie :

Non, non, on n'est pas obligé d'être d'accord avec leurs manières de faire. On est d'accord pour avoir un projet, on est d'accord pour accepter, parce que c'est notre économie, qui est très importante, mais moi, ils ne me feront jamais dire que la compagnie va s'installer de la manière qu'ils voudront, comme ils voudront, puis que les citoyens on n'a rien à redire. Ça, je suis contre ça. Je suis contre le fait qu'on n'ait jamais rien à redire là-dedans. (EC-3, lignes 2141-2177)

Par ailleurs, le sentiment d'impuissance ne provient pas uniquement du rapport de force perçu, comme étant asymétrique entre les citoyens et la multinationale. La communauté d'appartenance est un autre acteur déterminant, comme relevé dans les propos des résidents du secteur Scott, où a eu lieu la seule controverse publique pendant la construction.

Ceux-ci discutent abondamment de la pression sociale expérimentée lors des phases de planification et de construction du mégacomplexe d'Alcan<sup>196</sup>. Lorsqu'on leur demande s'ils pouvaient s'exprimer pour essayer d'améliorer le projet comme citoyen ou encore si leurs élus pouvaient le faire, les réponses sont sans équivoque. «*Moi, personnellement, je n'ai pas senti qu'on avait grand-chose à dire là-dedans*». Immédiatement, ils expliquent comment cela «*aurait été bien mal vu*» par la communauté, surtout pour des questions de perte de «*qualité visuelle*», jugées mineures par rapport aux bienfaits économiques attendus du projet.

Même lorsqu'ils étaient affectés par les nuisances du chantier, les résidents du rang Scott pouvaient difficilement manifester leur mécontentement. Ils se souviennent de ceux qui ont

---

<sup>196</sup>À l'opposé, la question du pouvoir est rarement abordée de front dans le groupe de Dam-en-Terre. Elle se situe plutôt en filigrane. Même lorsque posée directement, à savoir s'il était possible d'affirmer une opinion autre sur le projet Usine Alma ou même de poser des questions, les réponses sont peu nombreuses et évasives.

osé contester les activités de camionnage intenses ayant eu cours pendant les premières années du chantier : *«ça a été très, très mal vu. Hey, c'est pas drôle, une usine de trois milliards et demi.»* Les autres abondent dans le même sens, insistant sur la pression subie par des contestataires mis sous les feux de la rampe par les médias. Un travailleur voit des similarités avec d'autres situations, comme celle vécue à son usine : *«Puis quand même qu'on n'est pas pour ça, t'es obligé d'être pour ça, tu comprends? Les médias arrivent, ils viennent te filmer, puis ils viennent te... tu sais. Tu peux pas être contre ça.»* Bref, le fait d'être en minorité renforce le sentiment d'impuissance. Le risque d'être marginalisé rend difficile toute forme d'expression critique ou même de questionnement du projet.

Enfin, les nuisances permanentes de l'usine sont peu discutées. Les résidents qui les évoquent spontanément parlent des nuisances anticipées, surtout le bruit, les odeurs, les impacts visuels. Plusieurs se disent agréablement surpris de ne ressentir aucune de ces nuisances suite à l'implantation du nouveau complexe industriel dans leur quartier. Un retraité résume ainsi :

Elle [Usine Alma] est importante. Mais je trouve que comme modèle d'usine moderne c'est un sommet, c'est même un « top » dans le monde, en termes d'aménagement, pour éviter la pollution... c'est le maximum. On vit à côté nous puis on a aucun dérangement, ni bruit ni senteur, ni... ça a rien touché à nos vies. Ça aurait pu être menaçant une usine comme ça, et puis en tout cas, il y a eu un effort. Puis c'est pas laid dans le paysage. (Dam-en-Terre, lignes 936-947)

Une exception est cependant à souligner, soit concernant l'environnement sonore. Ainsi, tous les citoyens rencontrés habitant le plus près du site – approximativement moins d'un kilomètre au Nord ou au Sud –affirment entendre les *«basses fréquences»* de l'usine, décrites *«comme un grondement»*, ainsi que le sifflement du train qui approvisionne le complexe. Lorsqu'on leur demande s'ils sont incommodés pendant leur sommeil, leurs réponses donnent lieu à des échanges ponctués de rires, où les blagues tournent le phénomène en dérision. Devant ce nouveau bruit, ils préfèrent rire de la situation, jugeant qu'il est impossible de faire changer quoi que ce soit.

Bref, une minorité des résidents rencontrés dit éprouver des nuisances concrètes provenant de l'exploitation des usines (odeurs, bruit, paysage visible depuis sa résidence). Toutefois, ils sont plus nombreux à avoir des préoccupations concernant des nuisances moins tangibles, comme la valeur marchande de leur propriété, les effets des émissions atmosphériques sur leur santé ou encore la représentation qu'ils se font de leur milieu de vie, tel que discutés dans les points suivants.

### **6.1.3 EN SOMME... NÉGOCIER L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE DE LA LOCALISATION**

En définitive, la localisation du mégacomplexe d'Alcan est fixée par un cercle restreint d'acteurs politiques et institutionnels, à l'échelle nationale puis locale, bien avant que ne débute, en 1996, la procédure officielle d'évaluation environnementale. Près de dix ans plus tôt, suite à la signature d'une entente «secrète» conclue entre la multinationale et le gouvernement du Québec au sujet de l'exploitation du réseau hydrographique régional, les élus locaux se mobilisent pour attirer le promoteur sur leur territoire. Les actions concertées des deux acteurs sur l'aménagement du territoire (services, zonage, achat foncier) font en sorte de consacrer un scénario de localisation, au centre de l'île habitée d'Alma qui devient, du point de vue juridique et politique, le «*seul site apte à accueillir une grande entreprise*» dans la micro-région (Ville d'Alma, 1988b : 2). Cette localisation est financièrement intéressante pour la compagnie à plusieurs égards. Elle réduit les coûts d'implantation étant donné la proximité de certaines infrastructures de services, déjà existantes à l'ancien complexe *Isle-Maligne*, et étant donné le fait qu'Alcan possède déjà une partie des terres requises. En plus, elle permet de transformer en «actif» ce qui était jusqu'ici comptabilisé comme un «passif», soit les dépenses faites pour fins de règlements avec les agriculteurs dans les années 50. Enfin, elle permet à la compagnie d'éviter un phénomène de spéculation foncière qui aurait pu découler de son besoin d'acheter de grandes superficies de terrains dans la micro-région. Mais au-delà des avantages fonctionnels et financiers du site, la compagnie doit faire face à un enjeu stratégique, celui de l'acceptabilité sociale de ce choix.

À cette fin, pour présenter son projet à divers publics cibles, incluant les «voisins» de proximité, Alcan investi de façon importante dans une panoplie d'outils de communications. Les résidents ne s'opposent pas à ce choix de localisation du mégacomplexe industriel, ni lors de la planification, ni lors de la construction ou du démarrage. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils n'ont pas de préoccupations. Ils en ont même exprimé plusieurs aux tribunes rendues disponibles dans le cadre de l'ÉE et en parallèle. Les questions sur la qualité de l'environnement, de l'air surtout, ont été particulièrement nombreuses. Cependant, la position des résidents s'inscrit dans le cadre d'une dynamique sociale plus vaste de laquelle a émergé une série de consensus et compromis. Le premier, cristallisé au moment des audiences publiques, est que la réalisation du projet d'Alcan est nécessaire pour assurer la pérennité de leur communauté.

Les retombées économiques sont attendues. Quant aux impacts sociaux et environnementaux, ils sont moins connus. Lorsque ceux-ci se concrétisent lors des phases suivantes de l'implantation, il devient difficile, pour les résidents affectés, de faire valoir des préoccupations et points de vue divergents dans un contexte où le projet bénéficie d'un appui très fort, perçu comme étant unanime. Ceux qui seraient tentés de le faire ressentent la pression de leur communauté, même parfois de leurs proches voisins. Les rares qui osent contester publiquement des nuisances relatives à la construction du complexe sont considérés comme brisant le compromis voulant que les intérêts de la collectivité se situent à un niveau supérieur par rapport aux inconvénients temporaires du chantier vécus par des individus.

Ce compromis se prolonge ensuite lors de la phase d'exploitation. Les individus affectés doivent se résigner à accepter les incidences négatives de la présence du site industriel dans leur proche voisinage, à défaut de quoi, il est entendu qu'ils doivent déménager. En bout de piste, les impacts sociaux négatifs vécus par les citoyens affectés sont marginalisés par rapport à ceux positifs attendus pour la collectivité. Puisqu'elle assure le maintien de compromis sociaux conçus comme nécessaires à la réalisation du mégaprojet industriel à Alma, la communauté d'appartenance s'avère un acteur déterminant de cette dynamique sociale entourant l'implantation.

Les diverses stratégies communicationnelles déployées par la compagnie participent aussi à cette dynamique sociale. Conçues pour des publics cibles et décrites par des voisins comme un processus d'«*apprivoisement*», elles font en sorte que les rapports entre la compagnie et les groupes potentiellement affectés sont contenus dans une sphère restreinte. Les discussions entourant certains litiges sont pratiquement toujours maintenues à l'intérieur d'échanges quasi privés avec la seule compagnie. Les nuisances et impacts sont peu connus à l'extérieur du cercle des citoyens affectés et jamais médiatisés. Coupés de l'appui potentiel que pourrait leur fournir leur communauté, les contestataires se retrouvent dans une position isolée pour faire valoir leurs préoccupations face à une multinationale perçue comme toute puissante.

Bref, il n'y a pas vraiment de négociation au sujet de la localisation du site industriel d'Alcan. Les acteurs politiques et institutionnels travaillent plutôt à attirer l'investissement sur leur territoire, en rendant conforme un site stratégique pour la compagnie. C'est plutôt sur l'acceptabilité de ce choix, par les résidents de proximité risquant de subir des impacts sociaux et environnementaux, qui représente un enjeu à négocier. Les stratégies de communication et la dynamique sociale, qui s'inscrit dans un contexte économique difficile, jouent un rôle déterminant à cet égard.

## **6.2 LA PRÉSENCE VISUELLE DU MÉGACOMPLEXE INDUSTRIEL**

Très tôt dans le processus d'implantation, les Almatois ont posé des questions relativement à la présence du complexe d'Alcan dans le paysage local. Leurs demandes sont larges, comme relatées au chapitre cinq (point 5.4.4). Par ailleurs, elles ne sont pas construites comme relevant d'un enjeu à défendre de façon prioritaire, au contraire d'autres enjeux comme la maximisation des retombées économiques régionales. La première partie de cette section (6.2.1) décrit comment les autorités responsables (État, compagnie, BAPE) négocient entre elles pour répondre à ces demandes sociales larges. La seconde partie (6.2.2) expose l'interprétation que font les acteurs affectés de la présence visuelle du complexe telle qu'elle se manifeste, dans la réalité de leur paysage local.

### **6.2.1 NÉGOCIATIONS DANS DEUX ARÈNES : ADMINISTRATION CENTRALE ET CONCERTATION LOCALE**

Les négociations entourant la présence visuelle du complexe d'Alcan dans le paysage local se déroulent dans deux arènes successives. Elles se font d'abord au gouvernement central (6.2.1.1), au sujet des impacts visuels. Elles se déplacent par la suite à l'échelle locale, lors de la pré-consultation, des audiences publiques et des réunions du comité CASE (6.2.1.2).

#### **6.2.1.1 NÉGOCIATIONS INSTITUTIONNELLES AUTOUR DE L'ÉTUDE D'IMPACT**

La visibilité des infrastructures d'aménagement est un objet de négociation traditionnellement intégré à la pratique de l'évaluation environnementale. C'est même l'essentiel de la question du paysage qui est ainsi cadrée, généralement en termes d'impacts visuels. Pour le projet Usine Alma, la négociation relative à la visibilité du complexe met en présence, à la phase de planification récente, la Direction de l'évaluation environnementale (DÉE), qui relève du ministère de l'Environnement et de la Faune (Direction générale du développement durable) et le promoteur Alcan. Ceux-ci négocient dans le cadre de la réalisation de l'étude d'impact. Les échanges débutent lors de l'émission de la directive ministérielle.

### Directive de la DDÉ et réponses du promoteur

Suite au dépôt, par le promoteur, d'un avis de projet annonçant son intention de réaliser Usine Alma, la DDÉ émet une directive ministérielle qui stipule un ensemble d'obligations à inclure dans la réalisation de l'étude d'impacts (ÉI)<sup>197</sup>. Celle émise en septembre 1996 pour le projet Usine Alma est de type générique, c'est-à-dire définie en fonction du type d'infrastructures, ici un projet industriel, sans égard au contexte d'accueil. C'est l'analyse qui doit, elle, faire cette mise en contexte et montrer les interactions entre le projet annoncé et le milieu.

En ce qui concerne le paysage, les cinq demandes du ministère sont formulées de façon très générale (voir tableau no 7). Dans trois cas, il s'agit de descriptions du milieu d'accueil ou des nuisances causées par le complexe. Quant aux deux autres demandes relatives aux impacts, notons que la directive distingue les impacts sur les milieux visuels, associés au milieu naturel, des impacts sur le paysage qui sont, eux, associés aux impacts humains. Le promoteur est libre de choisir les méthodologies d'analyse de son choix, pourvu qu'elles soient «*objectives, concrètes, reproductibles et reconnues*» (MEF, 1996 : 12). Une seule demande plus précise est adressée, qui requiert des représentations graphiques (vue en plan, perspective) pour montrer «*l'intégration de l'ensemble des composantes dans le paysage environnant*» (ibid., p. 6).

Une série d'échanges entre la DÉE et Alcan suit le dépôt d'une première version de l'étude d'impact réalisée par la firme de consultants engagée par Alcan. Concernant le paysage, la DDÉ formule deux demandes. Dans une première, elle souhaite obtenir des précisions sur les buttes qui doivent être aménagées en pourtour du site, en guise de mesure d'atténuation visuelle. En guise de réponse, Alcan renvoie la DDÉ à certaines sections spécifiques de l'ÉI, sans ajouter d'informations supplémentaires : «*Cette mesure d'atténuation visuelle est traitée à la section 4.3.11. Enfin, la section 4.4 mentionne que le talus est une mesure d'atténuation au plan visuel et sonore.*» (Alcan Aluminium ltée, 1997, n.p.).

---

<sup>197</sup> «*La directive du ministre indique à l'initiateur la nature, la portée et l'étendue de l'étude d'impact sur l'environnement qu'il doit réaliser*» (DÉE, 2000 : avant-propos).



**Tableau no 7**

Demandes relatives au paysage formulées dans la directive ministérielle émise pour Usine Alma

Rubrique de la directive	Demande formulée (page)
2.3 Description des rejets et des nuisances	«Tant pour les activités d'aménagement et de préparation du site que pour les activités en période de construction et d'exploitation, l'étude fournit l'identification et la caractérisation des rejets liquides, solides et gazeux à l'environnement et les sources de nuisance (bruits, odeurs, nuisances visuelles et autres) provenant des procédés de production.» (p. 4)
2.3 Description des rejets et des nuisances (Tableau : Principales caractéristiques du projet)	«le plan d'ensemble des composantes du projet à une échelle appropriée et un plan en perspective de l'intégration de l'ensemble des composantes dans le paysage environnant» (p. 6)
3.3 Description des composantes pertinentes (Tableau : Principales composantes du milieu)	«l'utilisation actuelle et prévue du territoire en se référant aux politiques, schémas et règlements municipaux et régionaux de développement et d'aménagement : (...) les aires naturelles vouées à la protection et à la conservation ou présentant un intérêt pour leurs aspects récréatifs, esthétiques, historiques et éducatifs (...) les paysages et les éléments visuels d'intérêt local et touristique (...).» (p. 11)
4.1.1 Principaux impacts anticipés sur le milieu naturel	«L'étude identifie les impacts sur le milieu biophysique en considérant, entre autres, les effets sur (...) et les milieux acoustiques et visuels.» (p. 13)
4.1.2 Principaux impacts anticipés sur le milieu humain	«L'initiateur considère également les impacts sur la qualité de vie de la population concernée tels que la modification des habitudes de vie (...) de même que les impacts sur le patrimoine et le paysage.» (p. 13-14)

Source : MEF, 1996 (souligné par nous).

La seconde demande de la DDÉ rappelle que «[l]'étude d'impact doit inclure un plan en perspective de l'intégration visuelle de l'ensemble des composantes du projet dans le paysage environnant étant donné leur proximité de quelques routes et d'un plan d'eau navigable à caractère récréatif» (MEF, 1996 : 13). À cette fin, deux représentations visuelles sont demandées. Une première devrait être faite à partir d'un point d'observation terrestre et une seconde à partir du plan d'eau navigable de la rivière Grande-Décharge. Comme réponse, la compagnie rappelle avoir fourni une «vue à vol d'oiseau» et refuse de fournir les deux perspectives supplémentaires demandées, prétextant que le complexe «ne sera pas visible» de ces points d'observation :

Une vue à vol d'oiseau est présentée à la figure 2.18. Par ailleurs, puisque l'objectif de présenter un plan en perspective est de montrer comment le projet s'harmonise au milieu par l'agencement de ses structures ou de ses couleurs et que l'usine ne sera *pratiquement pas visible*, il n'est pas nécessaire de présenter l'usine sous deux angles (observateur terrestre et observateur à partir du plan d'eau). En effet, compte tenu de la mise en place d'un talus boisé et de l'aménagement qui sera réalisé, l'usine même ne sera pas visible sous ces angles. Seules les cheminées le seront (...). (Alcan, 1997 : n.p.)

## L'étude d'impact : prévisions pour le paysage

Malgré les réponses partielles sur le paysage fournies par le promoteur, l'étude d'impact est acceptée. Son contenu est décrit de façon exhaustive dans ce point et cela, pour quatre motifs. D'abord, ce document revêt une importance politique. En effet, l'étude d'impact constitue une des principales références communes pour divers acteurs impliqués. De plus, elle a valeur légale en tant que «condition» d'autorisation<sup>198</sup>, tel que stipulé dans le décret gouvernemental. Puis, l'ÉI est conçu comme un outil de planification qui «aide l'initiateur à concevoir un projet plus soucieux du milieu récepteur» (DÉE, 2000 : point 1)<sup>199</sup>. Enfin, les méthodes adoptées dans de telles études sont reconnues comme un lieu d'enjeu potentiel, car elles reposent sur un ensemble de savoirs et de valeurs, pas toujours explicites, qui s'imposent dans le processus menant vers la décision, cela parfois au détriment de savoirs et valeurs alternatives (Guay, 2004). Sont donc résumés tour à tour, dans ce sous-point: 1) le contenu de la description du «milieu récepteur», 2) la méthode d'évaluation utilisée, 3) les mesures de mitigation annoncées, 4) les impacts «résiduels» anticipés.

### Description du «milieu visuel» almatois : contraste entre nature et industries

Dans l'étude d'impact, le thème du paysage s'inscrit dans la grande catégorie «milieu humain»<sup>200</sup>, sous la rubrique «milieu visuel». La description, présentée comme «un inventaire visuel des lieux», repose sur des observations directes du territoire réalisées en parcourant les routes et des «sites stratégiques d'observation» tels «les sommets topographiques, les étages supérieurs de bâtiments publiques (sic) et les berges de cours d'eau» (SNC, 1997), de même qu'en consultant des photos d'archives, cartes et études portant sur le territoire. L'exercice consiste à décrire des «unités de paysage» considérées comme «caractérisant»

<sup>198</sup> «Condition 1 : Qu'Alcan aluminium ltée construise et exploite une aluminerie à Alma conformément aux mesures et modalités prévues dans les documents suivants (...)» (Gouvernement du Québec, 1997 : 8354).

<sup>199</sup> L'ÉI «est un instrument privilégié dans la planification du développement et de l'utilisation des ressources et du territoire. Elle vise la considération des préoccupations environnementales à toutes les phases de réalisation du projet (...) et aide l'initiateur à concevoir un projet plus soucieux du milieu récepteur, sans remettre en jeu sa faisabilité technique et économique» (DÉE, 2000 : pt. 1).

<sup>200</sup> L'étude d'impact, comme le veut la pratique courante au Québec, divise ce qui relève de l'écologie et des sciences sociales en trois catégories (milieux biophysique / biologique / humain).

le territoire almatois et la zone d'étude, celle-ci officiellement circonscrite à un rayon de cinq kilomètres autour du site choisi. Une typologie de neuf vastes unités est dégagée, reposant principalement sur la vocation dominante et visible du territoire, la topographie et les expériences visuelles offertes. Les traits les plus marquants de la topographie, de la végétation, des utilisations du sol et des types de vue sont décrits pour chacune.

Au regard de l'ensemble du territoire, le consultant note que la «*structure variée*» du paysage offre «*souvent des contrastes frappantes (sic) entre tissus rural et urbain ou entre zone industrielle et milieu naturel*» (SNC, 1997 : point 3.5.8.3). Divers «*éléments*» sont également déterminés comme contribuant à la «*dégradation*» de l'«*harmonie visuelle*» des paysages. Il s'agit essentiellement d'infrastructures liées aux activités industrielles : «*infrastructures hydroélectriques*», activités de «*flottage du bois sur la rivière Petite-Décharge*», «*sites d'entreposage*», «*dépotoir de matériaux secs*», «*sablières et gravières*». Enfin, concernant les «*traits particuliers de la zone d'étude en relation avec le projet*», l'étude souligne l'attrait important des grands plans d'eau présents dans la zone d'étude, soit les rivières Petite et Grande-Décharge, autant pour les résidents saisonniers que pour les touristes. Il est prévu que certains points de vue panoramiques qualifiés d'«*exceptionnels*» soient «*exploités à court terme*» dans divers projets récréotouristiques locaux. De même, la rivière Petite-Décharge est décrite comme possédant «*une valeur symbolique importante aux yeux de la population locale*», notamment à cause de son caractère «*naturel*» (*ibid.*). Après cette description du «*milieu visuel*», l'étude esquisse la méthode d'analyse privilégiée pour évaluer les impacts prévus sur le paysage.

#### Une méthode d'évaluation d'impact dominée par le visuel

Sur le plan de la méthode, des prévisions d'impacts sont faites à deux niveaux soit 1) sur le caractère du paysage local et 2) sur «*l'accessibilité visuelle du complexe industriel*» (SNC, 1997 : 4.76). Celles portant sur le second niveau, la dimension visuelle, dominant nettement la méthode, en ce qui a trait au choix des techniques d'enquête et des grilles d'analyse.

D'abord, l'*impact* est déterminé au moyen de trois critères. Il s'agit de:

- 1) la *distance* entre un observateur potentiel et la nouvelle infrastructure industrielle (complexe, lignes électriques) selon deux zones (rapprochée / éloignée);
- 2) le *contexte d'usages* dans lequel s'inscrit le mégacomplexe (vocation industrielle ou autre); et
- 3) l'existence d'éléments physiques ou d'«*écrans*» naturels (topographie, végétation surtout) pouvant soustraire les infrastructures au regard des observateurs (SNC-1997, p. 4.79).

Dans cette suite, l'objectif principal de l'étude est de définir à partir de quels endroits sur le territoire le complexe sera visible. Pour ce faire, comme dans l'étape précédente de description du «*milieu visuel*», l'observation directe est retenue comme principale technique d'enquête<sup>201</sup>. Les «*zones visuellement affectées*» par le projet industriel sont délimitées par des «*ballons*» aériens, placés sur le futur site et à la hauteur des cheminées à construire (*ibid.*, 4.80).

Dans l'exercice d'identification des impacts, l'étude considère que trois sources d'impacts peuvent affecter le paysage, soit : 1) les bâtiments du site industriel, 2) les lignes de transport d'énergie et 3) en période nocturne, l'éclairage du site. Les infrastructures industrielles sont certes d'une envergure imposante : deux bâtiments d'électrolyse ayant chacun près d'un kilomètre de façade (800 mètres) et dont le toit s'élève à 16 mètres de hauteur, quatre cheminées de 40 mètres de haut et un bâtiment – l'usine de fabrication des anodes – dont la hauteur de 76 mètres, soit l'équivalent de 25 étages, n'est cependant pas mentionnée dans l'étude d'impacts. Une hauteur «*moyenne*» de 16 mètres pour les bâtiments, et de 40 mètres pour les cheminées, est plutôt utilisée comme référence dans les prévisions sur le paysage.

Quant à l'évaluation de l'importance de l'impact, la grille d'évaluation fait référence aux cinq critères utilisés pour les autres types d'impacts documentés dans l'étude (*cf.* SNC-1997, annexes, fiches de l'annexe F, p. 4). Il s'agit : 1) de la valeur environnementale, qui inclut la valeur écosystémique et la valeur sociale, 2) du degré de perturbation, 3) de

---

<sup>201</sup> Pour les lignes électriques à haute tension, l'analyse de cartes topographiques est privilégiée.

l'étendue de l'impact (régionale, locale ou ponctuelle), 4) de son intensité et 5) de sa durée<sup>202</sup>. Dans l'analyse, les critères opératoires mentionnés sont essentiellement :

- le nombre d'individus qui voient le paysage modifié;
- le temps pendant lequel ils y sont exposés (selon que l'observateur est dans une position stationnaire ou en déplacement, sur une route par exemple);
- l'évaluation de la perte d'«*intégrité*» de l'unité paysagère eu égard aux modifications visuelles et aux usages retrouvées sur le territoire et enfin,
- la «*valeur sociale*» attribuée au paysage.

Ce dernier critère, la valeur sociale, est particulièrement déterminant dans l'exercice d'évaluation puisque, comme le précise le ministère de l'Environnement, «*plus une composante de l'écosystème est valorisée par la population, plus l'impact sur cette composante risque d'être important*» (2000 : 16). Malgré la dimension stratégique, le critère n'est pour ainsi dire pas documenté dans l'étude du consultant d'Alcan. Seule l'existence d'un statut réglementaire (protection légale) est utilisée comme critère explicite. En l'absence d'un tel statut, l'expert fait allusion à la valorisation du paysage dans des énoncés vagues, sans par ailleurs préciser sur quelles données elle repose et par quels groupes d'acteurs elle est exprimée<sup>203</sup>.

Divers facteurs feraient en sorte de réduire l'importance des impacts tels que décrits dans l'étude. Premièrement, les consultants se réfèrent au contexte socioculturel d'insertion pour déduire quels sont les impacts perçus. Ils estiment généralement que l'impact sera moindre du fait qu'il y a présence historique d'infrastructures industrielles dans le territoire local. Par exemple, comme les nouvelles lignes de transport d'énergie de 161 kV empruntent en bonne partie un corridor de transport existant, ils considèrent qu'elles remplacent celles qui sont en place, même si ces dernières sont de moindre envergure. Ou encore, le nouveau site

<sup>202</sup>Remarquons que les 4 derniers critères retenus sont inspirés de ceux suggérés par le ministère dans sa directive pour la *détermination* des impacts et non pour leur *évaluation* (MENV, 2000 : 15).

<sup>203</sup>Par exemple : «*La rivière Petite Décharge a quant à elle une valeur symbolique importante aux yeux de la population locale*» (SNC, 1997, point 3.5.8.3). Ou encore : «*La valeur sociale de la composante visuelle est considérée comme moyenne puisqu'elle est valorisée par une portion significative de la population concernée*» (SNC, 1997 : 4.80)

d'implantation localisé à l'ouest du parc industriel existant – situé de fait en milieu rural, à plus de 2,5 kilomètres – est décrit comme une «*extension*» de la zone industrielle et une «*substitution*» de l'aluminerie locale d'Isle-Maligne, ce qui, du point de vue des experts, réduirait les impacts notamment pour les usagers de la route longeant l'ancienne aluminerie. Bref, les experts tentent de mettre en contexte les changements possibles pour déterminer l'ampleur des impacts sur le paysage.

Deuxièmement, il y a les mesures de mitigation devant diminuer les impacts sur le paysage. Deux mesures concrètes sont annoncées pour l'Usine Alma. Elles visent à créer un «*écran visuel*». Il s'agit d'un talus, formé des matériaux provenant des travaux d'excavation, et d'un programme de plantation d'arbres tolérants aux émissions de fluor<sup>204</sup>. Ces mesures sont intégrées à l'analyse qui, par la suite, précise les impacts «*résiduels*» prévus.

#### Les prévisions : impacts faibles en zone éloignée et à long terme

En conclusion de l'étude d'impact, les prévisions portent sur la *visibilité* du complexe et le *caractère* du paysage tel que perçu par les acteurs locaux. D'une part, les experts estiment qu'à long terme, les hauteurs cumulées du talus (prévu à 4 m) et des plantations à maturité (15 m) seraient supérieures à la hauteur «*moyenne*» des bâtiments (16 m). Dans cette suite, ils prévoient que : «*l'usine (sauf ses cheminées) sera pratiquement non visible en zone rapprochée et en zone éloignée, tout au moins en période estivale dans le contexte de l'utilisation de feuillus, et en tout temps dans le cas de plantations de cèdres*» (SNC, 1997 : 4.79). D'autre part, le caractère du paysage serait modifié à cause de la visibilité des infrastructures industrielles dans le paysage existant, à dominance agro-forestier. Ainsi, les experts reconnaissent que l'«*aluminerie d'Alma induit une nouvelle emprise massive sur le territoire*» (*ibid.*, p. 4.76) et sera une «*composante marquante du paysage*» (*ibid.*, p. 4.79). Le paysage serait donc transformé «*par la construction projetée et l'accessibilité visuelle du complexe industriel*» (*ibid.*, 4.76). L'importance des impacts varie cependant selon la localisation des observateurs.

---

<sup>204</sup>Soulignons qu'à certains endroits la compagnie n'est pas aussi affirmative, par exemple en écrivant «*Alcan envisage de planter autour de l'usine*» (SNC, 1997 : pt. 2.2.8.1, souligné par nous).

L'étude distingue ainsi les résidents selon qu'ils habitent plus ou moins près du futur site. Pour la zone dite «*rapprochée*» du site – c'est-à-dire le long des rangs sur l'île d'Alma et le quartier Dam-en-Terre –, les effets de topographie et la présence de boisés matures feraient en sorte que le site ne serait visible que par «*un faible nombre d'individus*». Malgré une réduction «*de la qualité visuelle de l'unité de paysage agro-forestier*», le consultant estime que son «*intégrité*» ne serait pas compromise et, donc, que l'impact global sur le paysage serait «*moyen*». Pour les résidents des zones éloignées du site, soit nommément ceux habitant sur la rive nord de la rivière Grande-Décharge et dans le rang Scott, «*l'impact de la présence de l'usine s'avérera faible*» car seules les cheminées devraient être visibles. Les consultants soulignent néanmoins que leur «*présence [des cheminées] (...) sera incongrue dans le paysage.*» (*ibid.*, p. 4.81). Globalement, ils estiment que l'impact résultant de la présence visuelle des cheminées sera «*moyen*». Les impacts les plus importants sur le paysage devraient affecter les sites les plus en altitude à Alma, soit l'hôpital et le site récréotouristique en développement de *Tour Alma*. Enfin, la modification déposée peu de temps avant les audiences publiques, soit une réorientation géographique des bâtiments davantage dans l'axe des vents dominants, ne modifie pas les prévisions faites dans l'étude d'impacts.

La négociation entourant la présence visuelle du mégacomplexe se déroule donc, jusqu'à ce moment de la planification, entre le gouvernement central et l'entreprise privée, par l'intermédiaire de l'étude d'impact. Elle se déplace ensuite sur la scène régionale, dans les consultations.

#### 6.2.1.2 NÉGOCIATION POLITIQUE : LE CADRE DES «CONSULTATIONS»

Lors de la préconsultation menée par Alcan, à l'automne 1996, des Almatois soulèvent des questions sur le paysage. Les experts estiment que ces préoccupations, formulées «*principalement par les voisins*», n'étaient pas «*majeures*»<sup>205</sup>, tout en observant «*certaines inquiétudes*». Concernant plus particulièrement «*l'aspect visuel de l'usine*», leur rapport résume :

<sup>205</sup> La question «visuelle» est classée par le consultant à l'intérieur du sixième des douze champs de préoccupations, tous les groupes d'acteurs étant confondus.

*«On s'inquiète du choix des couleurs retenues, on se demande si l'usine sera visible de plusieurs points du secteur, si les lignes de transport d'énergie seront très apparentes et si elles traverseront la Grande-Décharge» (SNC, 1997B : 17).*

Les experts répondent à cette problématique du paysage, en faisant part des prévisions d'impacts. Celles-ci sont principalement formulées sous l'angle de la visibilité des infrastructures (cheminées, usine et lignes électriques), ainsi que des aménagements paysagers et des couleurs des bâtiments qui seront conçus pour *«assurer l'harmonisation optimale de l'usine dans le paysage»* (SNC, 1997B : 18) (voir encadré no 13). De plus, la compagnie annonce la tenue d'un *processus* misant sur la concertation pour définir l'aménagement du site : *«[e]n parallèle à la réalisation du projet, Alcan entend élaborer avec le milieu, un plan directeur d'aménagement des terrains entourant l'usine. La municipalité d'Alma et plusieurs organismes du milieu seront impliqués»* (*ibid.*, p. 17)<sup>206</sup>.

Des acteurs locaux expriment à nouveau des préoccupations sur le sujet quelques mois plus tard, soit lors des audiences publiques tenues par le BAPE à l'été 1997<sup>207</sup>. En résumé, la présence visuelle du complexe dans le paysage soulève des questions relatives à la «beauté», entendue par certains comme un droit civique. Rappelons seulement que le maire d'Alma, lors de sa présentation du mémoire de la MRC, exprime l'idée que le projet d'Alcan est une opportunité pour créer un *«bel environnement»* dans le secteur. Il affirme même que *«l'environnement visuel»* fait partie *«de l'acceptation du projet»*. Globalement, les propos révèlent des attentes à savoir que l'esthétique paysagère du complexe d'Alcan deviendrait un symbole d'une intégration territoriale réussie et des rapports harmonieux vécus entre une région «partenaire» et la multinationale.

<sup>206</sup> Cet engagement se concrétisera plus tard dans un des mandats du comité multipartite CASE, dont les travaux sont discutés aux points 6.4.1 et 6.5.1.

<sup>207</sup> Ces préoccupations sont résumées au chapitre cinq, point 5.4.



**Encadré no 13**

Réponses fournies par le promoteur à des Almatois relativement à  
«l'aspect visuel de l'usine» lors de la pré-consultation

«Il y aura une accessibilité visuelle des cheminées pour certains résidents et usages (sic) du chemin de la Dam-en-Terre. Elles seront un repère visuel pour les secteurs nord-est et nord de la zone. L'usine sera visible de l'Hôtel-Dieu d'Alma et du site de Tour Alma. Selon le point de vue de l'observateur, cet aspect pourrait aussi bien positif que négatif (...).

Afin d'assurer l'harmonisation optimale de l'usine dans le paysage, Alcan prévoit des aménagements paysagers, des modulations du relief et des plantations ainsi qu'un choix de couleurs approprié pour l'usine.

La ligne de transport d'énergie en provenance du poste de Delisle empruntera le corridor existant et ne modifiera pas le paysage visuel. Quant à celle du Poste d'Isle-Maligne jusqu'à l'usine, le corridor retenu aura un faible impact. Les pylônes seront situés le plus loin possible de la route et une frange boisée sera conservée à l'intersection des routes.»

Source : Extraits tirés de SNC-Lavalin, 1997B : 18

Le promoteur Alcan répond à ces préoccupations des citoyens en présentant les grandes lignes de son projet. Concernant les impacts prévus sur le paysage, son représentant reprend essentiellement ceux décrits dans l'étude d'impact. Il réaffirme que le complexe sera pratiquement invisible, en s'appuyant cette fois sur une simulation informatique, faite à partir d'une photo aérienne prise à une hauteur de 500 pieds d'altitude, montrant le complexe et le territoire environnant (voir figure no 18). Cette hauteur aurait été retenue, explique-t-il, parce qu'«on ne pouvait pas prendre des photos plus bas que ça, l'usine est pratiquement invisible de tous les points» (transcription d'audiences du BAPE, soirée du 11 juin 1997).

Par ailleurs, les audiences permettent de connaître un peu plus les intentions du promoteur quant aux deux mesures de mitigation des impacts sur le paysage annoncées dans l'étude d'impact. Le talus de quatre à six mètres de hauteur, première mesure, sera «*aménagés en pente douce (...) [qui] se confondront avec le paysage*», explique le représentant d'Alcan (*ibid.*). Les talus ont aussi deux autres fonctions, soit de diminuer l'impact sonore associé aux activités industrielles et de récupérer près de la moitié des matériaux d'excavation du chantier, dont le total est alors anticipé de 700 à 800 000 m<sup>3</sup> (*ibid.*).

**Figure no 18**

Simulation informatique du futur complexe Usine Alma perceptible dans le paysage local depuis une vue aérienne



Source : Document déposé par Alcan et reproduit dans BAPE, 1997, p. 99.

La seconde mesure de mitigation consiste en un programme de plantation d'arbres tolérants aux émissions de fluor qui, à maturité, devraient atteindre une quinzaine de mètres de hauteur. Lors des audiences publiques, le promoteur précise que les arbres à croissance «*relativement rapide*», seraient plantés «*dès le début*» du chantier, ce qui ferait en sorte que «*lorsque l'usine sera en opération, les arbres seront déjà d'une bonne longueur, nous l'espérons*» (*ibid.*). À long terme, les hauteurs cumulées du talus et des plantations seraient supérieures à la hauteur «*moyenne*» des bâtiments (16 mètres). Enfin, les plantations devraient être faites en utilisant des essences diversifiées, pour éviter un effet de «*monoculture*», tel qu'expérimenté dans d'autres «*secteurs*» (*ibid.*). Le promoteur souligne aussi le rôle environnemental joué par cette plantation<sup>208</sup>. Avec la végétation existante, elle permet de capter certaines émissions atmosphériques, dont le CO<sub>2</sub> et «*une partie des fluorures émis par l'usine*» (*ibid.*). De même, comme relevé par les commissaires du BAPE, la végétation – surtout les conifères et les fleurs de glaïeuls – constitue un «*bon indicateur au niveau de l'impact des fluorures sur la végétation*» (*ibid.*). C'est dire que la végétation existante et nouvelle représente un enjeu potentiel certain sur les plans visuel et environnemental. Dans cette perspective, Alcan s'est engagé d'une part à aménager une «*nouvelle plantation (...) autour de la nouvelle usine*» (Alcan Aluminium ltée, 1997 : 45) et, d'autre part, à assurer un suivi de la végétation «*sensible*» présente à proximité du site industriel, surtout des conifères (pins blancs, sapins) (*ibid.*, p. 49). Enfin, le promoteur annonce son intention de concevoir le plan d'aménagement de façon concertée avec des intervenants du milieu : «*[l]e principe, c'est d'intégrer l'usine dans son environnement et élaborer un plan d'aménagement avec le milieu* » (transcription d'audiences du BAPE, soirée 11 juin 1997).

L'étape des audiences publiques se conclut par le dépôt du rapport de la commission d'enquête. Quatre recommandations sont formulées sous la rubrique «*environnement visuel*» (voir encadré no 14). Ces recommandations ont trait à certaines dimensions matérielles du projet d'aménagement (formes des talus, architecture), en lien avec des visées esthétiques. Cette esthétique est traduite dans la notion d'«*harmonie*» : avec le milieu naturel, avec le milieu urbain, avec l'activité économique (tourisme).

<sup>208</sup> Argument aussi mis de l'avant lors des échanges avec la DDE (Alcan Aluminium ltée, 1997, p. 45).

**Encadré no 14****Recommandations du BAPE concernant «l'environnement visuel»**

No 47 – «Afin que le talus entourant l'usine s'intègre harmonieusement au paysage, il serait souhaitable, estime la commission, qu'Alcan s'assure de lui donner une forme d'apparence naturelle et prévoit la plantation d'espèces forestières qui permettraient d'obtenir l'atténuation visuelle escomptée tant en hiver qu'en été.»

No 48 – «La commission estime qu'il est important qu'Alcan accorde une attention particulière au concept architectural de l'usine projetée pour refléter l'intégration d'une technologie de pointe dans un environnement de qualité, où l'aspect humain revêt une importance capitale.»

No 49 – «La commission considère qu'Alcan devrait contribuer à la conversion de l'usine Isle-Maligne en un incubateur industriel, qui pourrait se faire dans un souci d'esthétisme et d'intégration urbaine.»

No 50 – «La commission suggère d'exploiter le potentiel touristique des installations d'Alcan à Alma et d'intégrer ainsi un volet relatif à l'industrie de l'aluminium aux activités touristiques déjà existantes.»

Source : BAPE, 1997, pp. 98 et 100.

La phase de planification se termine avec les recommandations du BAPE. Les prévisions et les engagements du promoteur sont ensuite mis à l'épreuve des faits, alors que s'amorce la construction du mégacomplexe Usine Alma et que les impacts prévus se concrétisent.

### **6.2.1.3 LA CONSTRUCTION : PRÉVISIONS ERRONÉES ET MISE EN SCÈNE**

Comme stipulé dans le décret gouvernemental, l'autorisation de construire et d'exploiter l'aluminerie à Alma doit se faire «conformément aux mesures et modalités prévues» dans divers documents, dont l'étude d'impact. En matière de paysage, six mesures de mitigation et de suivi ont été annoncées (*cf.* encadré no 15). Quatre ont pour but de réduire les impacts visuels. Ce sous-point expose comment celles-ci sont réalisées<sup>209</sup>. Puis, les impacts visuels sont décrits, tels qu'ils se concrétisent suite à la phase de construction. Enfin, devant les impacts s'avérant plus importants que prévu, la stratégie offensive adoptée par la compagnie pour mettre en scène son mégacomplexe dans le paysage local est exposée.

<sup>209</sup>La réalisation de la sixième mesure, c'est-à-dire la conception participative du plan d'aménagement, est documentée dans une autre section du présent chapitre (point 6.5).

**Encadré no 15****Mesures de mitigation des impacts visuels et de suivi  
annoncées par le promoteur**

- Mise en place, autour du site industriel, d'un talus de quatre à six mètres de hauteur;
- Aménagement de talus «boisés», «en pente douce», qui devraient «se confondre avec le paysage»;
- Programme de plantation d'arbres tolérants aux émissions de fluor qui, à maturité, devraient atteindre une quinzaine de mètres;
- Arbres de croissance «relativement rapide» plantés «dès le début» du chantier;
- Suivi de la végétation sensible existante à proximité du site industriel;
- «élaborer un plan d'aménagement avec le milieu»

Source : Extraits de la transcription des audiences du BAPE (soirée du 11 juin 1997) et synthèse de l'étude d'impact (SNC, 1997).

**La plantation : réalisation partielle du programme annoncé**

La plantation est un élément important du programme d'aménagement du site industriel à double titre, soit pour réduire les impacts visuels et environnementaux (en captant les émissions atmosphériques de CO<sub>2</sub> et de fluorures). Dans cette perspective, Alcan avait pris l'engagement, dans son étude d'impact et aux audiences publiques, de planter des arbres de bon calibre, sans toutefois donner plus de précision sur la quantité et leur disposition. Le contenu du programme de plantation doit donc être précisé dans les étapes ultérieures.

La plantation ne fait cependant pas partie comme tel du programme de suivi environnemental négocié avec le ministère de l'Environnement pendant la construction. Elle relève pour ainsi dire de l'initiative du promoteur. Le programme de plantation est conçu par une firme d'architectes paysagistes, engagée par Alcan. Le ministère de l'Environnement et le centre de recherche d'Alcan à Arvida y collaborent, notamment dans la détermination des essences d'arbres plus résistantes au fluor (CASE, 15 avril 1998). Les informations diffusées à titre informatif au CASE, permettent de suivre l'évolution du dossier.

Lors de la seconde réunion du comité, le promoteur présente une première esquisse. Le consultant explique l'avancement des plans : «*les formes de talus sont définies, le type de*

*plantation, l'ingénierie détaillée est à peu près complétée*» (transcription, CASE 15 avril 1998). Des travaux de plantation d'arbres matures sont prévus dans des endroits «*stratégiques*», par exemple aux abords du nouveau tracé du chemin de la Dam-en-Terre. On prévoit aussi de planter de jeunes «*pousses*» d'arbres dans des endroits comme les carrières<sup>210</sup>. De même, un programme de plantation ambitieux est annoncé, prévoyant «*au-delà de 25 000 arbres autour de l'usine*» (*ibid.*). Deux ans plus tard, le 19 avril 2000, des chiffres plus précis sont fournis. Plus de 20 000 arbres et 5 700 arbustes seront plantés, annonce le promoteur (Compte-rendu CASE, 19 avril 2000, p. 7).

Mais à l'automne 2000, alors que le chantier tire à sa fin, le programme est «*révisé à la baisse*» (Compte-rendu CASE, 13 septembre 2000, p. 2). En effet, la compagnie «*prévoit*» désormais planter «*de 13 à 15 000 arbres, boutures et arbustes*» (transcription CASE, 13 septembre 2000), ce qui représente moins de la moitié du programme initial annoncé. Les calibres sont aussi considérablement réduits. Le promoteur parle désormais de «*boutures*» : «*Ce n'est (sic) pas des arbres matures de 15 pieds de haut*» (*ibid.*). Au moment de cette annonce, 7 200 végétaux sont déjà plantés, arbres et arbustes confondus<sup>211</sup>. Entre autres, cela est le long du chemin d'accès menant au complexe touristique Dam-en-Terre, où les deux nouvelles lignes d'électricité à haute tension sont particulièrement visibles, seulement la moitié de la plantation initialement prévue serait réalisée.

Le représentant d'Alcan explique que cette réduction du programme se situe dans un contexte plus général de coupures qui touche «*l'envergure générale des aménagements périphériques de l'usine*» (Compte-rendu CASE, 13 septembre 2000, p. 2). Il justifie ces diverses coupures en raison «*des coûts plus élevés du projet Usine Alma*» (*ibid.*). De fait, l'équipe de construction transfère la responsabilité, pour la suite des travaux de plantation,

<sup>210</sup> Sont également proposés des travaux de réhabilitation de quatre anciens sites d'extraction de matériau. L'ensemencement est une autre intervention importante car de grandes surfaces sont à traiter, dont une ayant servi à extraire de l'argile et représentant l'équivalent 35 à 40 terrains de football. Enfin, une opération de nettoyage de boisés existants prévoit des coupes sélectives afin «*d'améliorer la régénération des espèces*» ainsi que l'enlèvement de véhicules abandonnés.

<sup>211</sup> Tout au plus savons-nous que lors de la réunion du 19 avril 2000 (annexe), il avait été déclaré que 2500 arbres et 1400 arbustes avaient été plantés en 1999.

à l'équipe d'exploitation d'Usine Alma qui *«évaluera d'années en années les interventions requises en ce qui concerne les aménagements périphériques» (ibid.)*. Les représentants de celle-ci préviennent d'emblée que les budgets seront beaucoup moindres : *«on n'a pas des enveloppes comme le projet évidemment. C'est pas mal plus réduit comme possibilité. On ne peut pas faire des choses de très, très grande envergure»* (transcription CASE, 13 septembre 2000).

Le programme de plantation d'arbres était présenté comme une des principales mesures de mitigation pour diminuer l'importance des impacts visuels du complexe Usine Alma. La réalisation partielle de cette mesure aura-t-elle des conséquences sur la visibilité effective du complexe?

### **Le complexe industriel : une forte présence visuelle**

*Usine Alma* est visible de nombreux endroits sur le territoire local. L'usine de fabrication des anodes, familièrement appelée *«la tour à pâte»*, est particulièrement présente dans le paysage local et au-delà<sup>212</sup>. Mais sous plusieurs angles, c'est le complexe presque dans sa totalité qui est visible (voir figure no 19).

La localisation du complexe, au sommet d'un promontoire naturel d'une faible dénivellation de 35 mètres, le rend particulièrement visible dans cet environnement peu accidenté. De même, de nombreux espaces ouverts en périphérie du site créent de grands bassins visuels permettant de voir le complexe depuis des kilomètres à la ronde. Pensons à celles associées aux zones agricoles, aux friches dont le couvert est peu dense, aux plans d'eau de la rivière Grande-Décharge large de plusieurs kilomètres. Enfin, le site est exposé aux regards de nombreux observateurs à partir de divers endroits du territoire almatois : routes, quartiers résidentiels, sites touristiques, rivières, etc.

---

<sup>212</sup>Cette usine peut être aperçue depuis les eaux du lac Saint-Jean, situé à quelques kilomètres.

### Mise en scène paysagère : travailler la présence symbolique

Face à des tels impacts visuels qu'il est impossible de nier, la compagnie prend les devants. Au lieu de tenter de camoufler son complexe dans le paysage, elle travaillera à le mettre en scène. C'est notamment ainsi que peuvent être interprétées diverses initiatives menées par le *Service des communications et relations communautaires*.

À l'automne 2000, juste avant le démarrage des premières cuves et un peu après l'annonce des coupures budgétaires, un concours de photos de paysages est proposé aux amateurs de la région, en partenariat avec la Ville et le club de photo d'Alma<sup>213</sup>. Ayant pour thème «*L'Usine Alma intégrée dans son milieu*», l'entreprise sollicite «*la prise d'images mettant en valeur l'Usine Alma dans son environnement*» (journal *Le Progrès-Dimanche*, 22 octobre 2000, p. A47). Par ce concours, l'entreprise «*souhaite établir une collection (...) pour des fins d'illustration et de décoration intérieure de ses installations*» (*ibid.*). Plusieurs des photos soumises seront ensuite intégrées dans un calendrier produit pour l'année 2003 qui, lui, sera remis gracieusement aux 670 ménages reconnus comme «voisins». Cette mise en scène du nouveau paysage local, par l'intermédiaire de la photographie, s'inscrit donc à la suite de plusieurs autres mesures<sup>214</sup> visant à promouvoir le projet Usine Alma et son chantier auprès de divers publics cibles au moment de sa construction.

Deux autres mesures permettent de saisir *de visu* l'importance du chantier. D'abord, des visites sont organisées à l'intention des familles des travailleurs et des «voisins». La popularité de cette activité sera telle que les Almatois et même des résidents provenant d'autres villes de la région se procureront les «*invitations*» requises. Lors de la fin de semaine des 28 et 29 août 1999, plus de 876 personnes défilèrent sur le site (source : Alcan, comité CASE, 14 septembre 1999). Un an plus tard, plus de 12 000 personnes auraient profité d'une autre série de visites (transcription CASE, 13 septembre 2000). En 1999, alors que

---

<sup>213</sup>Notons que ce concours est lancé quelques mois après une présentation que la chercheuse avait faite, à Paris, lors d'un colloque sur l'évaluation environnementale (voir Fortin, 2000). La présentation soulevait la question de l'interprétation future que les Almatois pourraient faire du «nouveau» paysage. Des responsables de la compagnie avaient alors réagi à cette présentation, considérée comme «*non-objective*» dans le «*ton*».



les structures d'acier laissent deviner l'envergure du complexe industriel futur, les quelques 50 visiteurs interrogés se montrent fascinés par l'ampleur des travaux et par l'orchestration de ce ballet mettant en scène des milliers de travailleurs et de machines. Le gigantisme du chantier domine le regard de plusieurs (voir encadré no 16).

#### **Encadré no 16**

##### Réactions suite à la visite du mégachantier d'Alcan

«Je savais que ce serait immense, que ce serait énorme, mais je ne pensais pas que ce serait si gros!»

«Je pensais jamais que c'était gros comme ça. C'est vraiment gigantesque. Des bâtiments de 1 kilomètre de long, quatre fois. J'ai jamais vu ça. Très impressionnant!»

«Non, je ne pense pas qu'on puisse voir, mettre en idée que c'est aussi grand, aussi gigantesque. Faut se mettre en tête, c'est la plus grosse usine au monde! À quelque part, c'est quelque chose...»

«On ne s'imaginait pas que ce serait aussi énorme que ça. On ne peut pas s'imaginer la grandeur de ça, c'est formidable.»

Source : Extraits des entrevues avec des visiteurs de chantier, 29 août 1999

Enfin, une dernière mesure sert à faire la promotion du chantier, soit un belvédère d'observation situé aux limites nord du site. Quelques bancs et un panneau d'interprétation donnant des informations générales sur le projet Usine Alma y sont installés (*cf.* figure no 20). Construit au début de la période de pointe des travaux, il est ouvert au grand public, les fins de semaine surtout, et accessible par tout type de véhicules (automobiles, autobus) ainsi qu'aux cyclistes. Il est fréquenté par des Almatois et des visiteurs qui suivent avec intérêt la progression du «*plus grand chantier privé en Amérique du nord*», devenu objet de curiosité. Son aménagement a fait l'objet d'échanges au CASE, décrits au point 6.5.1.

Ces initiatives de communication semblent très populaires auprès des Almatois en général, mais qu'en est-il des résidents de proximité? Comment vont-ils interpréter les impacts visuels «résiduels» qui se concrétisent, parfois dans leur quartier? Ces questions sont abordées dans la partie suivante.

<sup>214</sup>Entre autres, le site Internet et un journal d'information, *Le Bulletin de l'île*, illustré de photos.

**Figure no 19**

Le complexe d'Alcan depuis la rive nord de la rivière Grande-Décharge



Auteure : Marie-José Fortin

**Figure no 20**

Le belvédère aménagé en périphérie du complexe d'Alcan



Auteure : Marie-José Fortin

### 6.2.2 INTERPRÉTATIONS SOCIALES : LORSQUE LA PROXIMITÉ VISUELLE RENFORCE LA PRÉGNANCE COGNITIVE DE L'INDUSTRIE

Un des premiers commentaires spontanés des Almatois interrogés porte sur la forte prégnance visuelle du nouveau complexe d'Alcan dans le territoire, autant dans des quartiers habités que dans des sites récréotouristiques. Presque tous se disent très surpris de cet état de fait. Même trois ans après la construction, le changement étonne toujours : *«je m'attendais pas à ça. Je suis toujours estomaqué quand je passe à Saint-Coeur-de-Marie»*. Ils soulignent combien, à certains endroits particuliers, l'effet est saisissant : *«l'usine est puissante, elle frappe»*. L'envergure du complexe en impressionne plus d'un.

Des résidents ayant assisté aux réunions d'information d'Alcan constatent l'écart entre la situation réelle et les propos tenus alors par la compagnie. Ils s'attendaient à ce que le complexe soit rendu invisible grâce aux talus. Le choc est d'autant plus difficile à absorber pour des individus affectés du rang Scott : *«d'abord, je ne savais pas qu'elle allait être là. Quand ils ont commencé à construire, (...). Quand j'ai vu monter ça, j'étais très déçu au niveau du paysage.»* Le travail des experts fait l'objet de critiques. Des répondants se souviennent entre autres de la simulation informatique présentée aux audiences publiques et de l'usine des anodes *«qui devait être moins haute»*. Les écarts entre les prédictions et les impacts réels sont vécus par des intervenants touristiques comme un non-respect du promoteur à l'égard de ses engagements.

Au-delà de ces constats généraux sur la visibilité du complexe, sa présence dans l'ensemble n'est pas interprétée de la même façon selon qu'elle est faite dans un contexte résidentiel ou d'un site touristique.

#### 6.2.2.1 CONTEXTE RÉSIDENTIEL : UNE PROXIMITÉ VISUELLE JUGÉE INACCEPTABLE

*A priori*, les Almatois interrogés estiment tous que la visibilité d'une industrie depuis une résidence n'est pas souhaitable. C'est ainsi que de façon unanime, ils affirment ne pas vouloir vivre une proximité visuelle similaire à celle montrée sur certaines photos d'autres

alumineries que celle d'Alma. *«Moi, tu vas rire : je voudrais pas voir ça dans ma cour. (...) C'est terrible!»*. Une photo montrant une résidence récente à proximité du complexe moderne de Laterrière fait réagir vivement (cf. figure no 21). La maison y est perçue comme étant dans la cour de l'usine ou, inversement, l'usine étant dans la cour de la maison. Le paysage résultant est qualifié de *«triste»*, *«décevant»*. Pour certains, la proximité entre l'industrie et les résidences apparaît comme tellement incompatible qu'elle ne peut devenir un paysage : *«Bien je trouve ça triste de voir une chose d'aussi imposant (sic) près de la maison. C'est pas un paysage»*. Il s'agirait même d'un facteur suffisant pour ne pas construire une propriété dans un secteur donné. Certains soupçonnent aussi que cela aurait des incidences négatives sur la valeur marchande d'une propriété.

**Figure no 21**

Une résidence à proximité du complexe d'Alcan de Laterrière



Auteure: Christiane Gagnon

En définitive, la présence visuelle de l'activité industrielle lourde dans le paysage quotidien de l'habitat n'est pas acceptable dans les sociétés actuelles. Usine Alma ne fait pas exception à la règle. Comme le résume un homme : *«On veut tous l'Alcan, mais on ne veut pas la voir.»* Malgré la forte visibilité actuelle du complexe Usine Alma, plusieurs se montrent

néanmoins conciliants, entre autres parce qu'ils attendent l'effet «*futur*» des plantations, principale mesure de mitigation annoncée par Alcan. Ils sont nombreux à parler des «*petites forêts*». Ils estiment que les impacts visuels diminueront dans l'avenir avec la croissance des arbres plantés. Mais plusieurs croient, à tort, que des travaux de plantation seront faits sur le talus du côté sud de l'usine alors que cela n'a jamais été prévu dans les plans d'aménagement originaux. Également, personne ne semble savoir que le programme de plantation a été réduit. Par ailleurs, les résidents constatent les différences notables perceptibles sur le territoire.

### **Des impacts d'ampleur variable sur le territoire**

Les impacts visuels n'ont pas la même ampleur partout sur le territoire. Les répondants sont conscients de ce fait et constatent les impacts différents d'un quartier à l'autre. Pour certains, la réalité s'avère moins dramatique que ce qu'ils appréhendaient. Ainsi, les citoyens interrogés habitant au nord du site (Dam-en-Terre) étaient particulièrement inquiets de voir l'usine depuis leur propriété. Mais plusieurs maisons, orientées vers la rivière au nord, tournent pour ainsi dire le dos au site industriel, localisé au sud. En plus, l'effet d'écran créé par une forêt mature de conifères située le long du chemin séparant leur quartier du site industriel fait en sorte que le complexe n'est pas visible. Il faut dire que leur association de quartier avait fait des représentations auprès de la compagnie pour que cette forêt soit préservée (entrevue, juillet 1998). Ces habitants constatent aujourd'hui que l'usine, située à un peu plus d'un kilomètre, demeure invisible. Un seul parmi ceux interrogés voit les toits de l'usine depuis le deuxième étage de sa résidence.

Dans le rang Melançon, certains habitants, généralement ceux dont la maison voisine un champ ou est située sur un point élevé, sont affectés par la visibilité du complexe. Une photo prise à proximité de la nouvelle route *Alexis-le-Trotteur* et offrant une vue sur le complexe industriel fait réagir. Les résidents du secteur rencontrés considèrent cette photo comme étant non représentative de leur milieu de vie, car ils n'aperçoivent pas le complexe depuis leur propre propriété, pourtant parmi les plus proches. Dans leur cas, c'est la topographie qui crée un effet d'écran naturel pour les maisons situées en contrebas.



Du côté du rang Scott, situé à plusieurs kilomètres au sud sur un vaste plateau de même altitude que le complexe d'Alcan, la situation est très contrastée. À l'est du rang, le complexe est généralement peu visible. Mais dans une portion de la route, la forêt de conifères s'éloigne pour laisser place à de vastes champs qui s'ouvrent sur l'horizon. En fond de scène, Usine Alma apparaît dans toute son envergure avec son kilomètre de façade (figure no 22). Quelques dizaines d'habitations ont ainsi une vue directe sur le complexe d'Alcan. Mais sur ce même tronçon, les impacts visuels peuvent se révéler nettement différents d'une résidence à l'autre. Il suffit de la présence ponctuelle d'une zone boisée ou d'un bâtiment pour dissimuler le complexe industriel du regard.

À l'intérieur même des quartiers, donc, les impacts visuels sont différents. Des Almatois interrogés, seulement quatre ont une vue sur le complexe d'Alcan depuis leur propriété.

**Figure no 22**

Soleil couchant sur le complexe d'Alcan dans le rang Scott



Auteure : Marie-José Fortin

### Pragmatisme et poids du paysage perdu

Pour trois résidents du rang Scott, le site industriel est visible depuis l'intérieur de leur maison. Ils sont particulièrement ébranlés par le changement majeur induit dans le paysage de leur quotidien. D'abord, ils estiment que les photos ne rendent pas justice à ce qu'ils perçoivent depuis leur demeure. *«C'est plus que ça: elle est dans ma cour»*. Ils expliquent ensuite comment ils perçoivent aujourd'hui leur paysage. Les trois personnes ont adopté des stratégies différentes face à la présence de l'usine.

Un premier, travailleur du milieu industriel, fait preuve de pragmatisme. D'une part, il considère que peu importe l'endroit *«au Québec»* où serait situé le complexe, il dérangerait nécessairement des résidents. D'autre part, il fait valoir le complexe comme source de revenus nécessaire : *«il y a une réalité, puis ça, c'est l'économie. Ça prend de l'argent pour vivre»*. Par ailleurs, il note aussi comment son regard a évolué depuis le début de la construction. Après le premier choc subi en constatant la localisation du site qu'il n'avait pas estimée *«si près»* de sa maison, la déception a suivi. Presque quatre ans après les premiers travaux, il considère *«les deux côtés de la médaille»* opposant l'économie au *«sentiment du paysage»* et affirme *«moins»* la voir :

Quand j'ai vu monter ça, j'étais très déçu au niveau du paysage. Il faut toujours prendre les deux côtés de la médaille : soit le côté économique, puis le côté vraiment sentimental du paysage puis de la nature. C'est sûr que si on prend notre côté sentimental du paysage puis de la nature, on ne peut pas être d'accord avec ça, c'est évident. Mais si on veut être réaliste et pratique, bien à ce moment-là on dit : *«écoute, je ne la vois plus»*. Maintenant, je la vois moins que je la voyais. (un résident du rang Scott)

Les deux autres personnes affectées, des femmes, se montrent quant à elles toujours profondément marquées par la transformation du paysage. *«Moi, je suis triste quand je la vois, à toutes les fois»* lance une première. La seconde évoque avec nostalgie le paysage *«perdu»* qui l'avait incitée à venir habiter le rang Scott. Plus de trois ans après l'implantation de l'usine, cette dame demeure insensible aux ambiances et effets spéciaux, comme celui suggéré sur une photo montrant un coucher de soleil sur l'aluminerie et un champ près de chez elle (figure no 22). Le paysage du passé se superpose encore à celui du présent :

Il y a des matins, c'est spécial aussi : tu as comme un nuage de brume qui coupe la tour en deux, fait que ça fait spécial. Il y a des matins, je me dis : « je suis une des rares qui voit ça comme paysage ». Mais moi, je me souviens toujours de ce qu'il y avait avant. (une résidente de Scott, lignes 1728-1733)

La transformation du paysage se répercute dans la vie intérieure de ces résidentes, dans leurs activités quotidiennes, domestiques, ludiques ou sociales. Une des deux femmes raconte comment maintenant, où qu'elle soit dans sa maison, à tout moment du jour, elle voit le complexe d'Alcan : depuis la salle à manger lors des repas en famille, depuis la cuisine en faisant la vaisselle, depuis le patio arrière lors des moments de détente et des réceptions avec les amis. Elle ressent cette perte plus vivement en été lorsque, assise à l'extérieur, elle n'a plus la «*chance*» de pouvoir «*profiter de son paysage*» perdu.

Après avoir essayé vainement de convaincre ces femmes de modifier leur regard en pensant au complexe comme à un «*gros bateau*», un voisin décrit à son tour cette «*partie de paysage*» qui leur a été «*enlevée*» :

C'est parce que, au lieu de voir ça avant, on voyait la montagne des Pins. (...) Puis après ça on avait nos petites forêts, tu sais, qui venaient coiffer le paysage, tout ça. Là, ils nous ont enlevé une partie du paysage pour nous mettre ça. Fait que là, c'est sûr qu'il faut composer avec ça. (Scott, lignes 1750-1763)

Si la visibilité du complexe industriel n'affecte qu'une minorité des résidents rencontrés, un changement s'impose pour la plupart d'entre eux, soit dans la représentation de leur milieu de vie.

### **Représentation du milieu de vie : urbanisation ou industrialisation?**

Les Almatois rencontrés valorisent fortement leur milieu de vie, considéré comme la campagne. Celle-ci n'est pas tant agricole que synonyme d'un cadre de vie entouré d'une nature hédoniste (cf. point 6.3). L'implantation, dans leur proche voisinage, du mégacomplexe d'Alcan qu'il soit visible ou non, peut-elle faire en sorte de transformer cette représentation du milieu de vie? Cela n'est pas forcément le cas. Comme le constatent des résidents rencontrés, leur milieu de vie n'est pas statique et, depuis quelques décennies, leur «*campagne*» se transforme.



Pour la plupart, cette transformation se produit avec l'urbanisation progressive des rangs. Ils observent la construction progressive de maisons de plus en plus nombreuses le long de la route, de même que l'augmentation de la circulation automobile. La ville se rapproche tranquillement. Parfois, aussi, les changements sont plus rapides, comme ceux suscités par l'implantation d'Usine Alma. Dans l'ensemble, ces divers changements semblent incontournables : *«Faut vivre avec le progrès»*. Ainsi, ceux associés à la venue du complexe industriel semblent davantage vécus comme une forme supplémentaire d'urbanisation du milieu. Ils se situent dans un mouvement continu et ne sont pas forcément vécus comme une rupture soudaine par rapport à la représentation qu'ils se font de leur cadre de vie, toujours considéré comme la campagne.

Pour d'autres cependant, ces transformations sont suffisamment importantes pour modifier la représentation qu'ils se font de leur cadre de vie. Trois profils se distinguent. D'abord, il y a ceux qui habitent le plus près du site. Ainsi, dans le groupe du rang Melançon, ils sont quasi unanimes à constater comment l'île d'Alma, *«leur»* île, a changé. *«Ah bien, avec l'usine, le paysage a changé, c'est sûr. Notre île n'est plus la même. Il faut oublier ça»*. Certains sont encore plus touchés, affirmant ne plus *«reconnaître leur île»*. Les changements possibles, à plus long terme, sur la valeur marchande de leur propriété les préoccupent. Comment les autres percevront-ils leur milieu de vie? *«Est-ce que les gens ne voudront pas acheter les maisons parce qu'on est trop près de l'usine d'Alcan? Ou... tu sais... est-ce que ça va nuire au marché, nos résidences?»* demande un retraité.

Les personnes très préoccupées par l'environnement forment un deuxième groupe. Par exemple, une jeune femme habitant le rang Scott, à près de trois kilomètres de l'usine, décrit le cumul des changements vécus : *«C'est vrai qu'on est charcuté d'un bord et de l'autre»*. Elle explique avoir pris soudainement conscience d'habiter *«autour d'une usine»*. Surtout, elle s'étonne aujourd'hui du fait qu'elle *«ne déménage pas»* pour autant :

(...) j'avais vu un reportage, (...) c'était des gens qui restaient autour d'une usine, c'était pollué. Bon, il y avait des maladies avec ça. Je me disais : «pourquoi ces gens-là ils restent-là ?». Là je me rends compte qu'on reste autour d'une usine nous autres. On reste là, on ne déménage pas. Puis il y a des maladies, que c'est prouvé, que c'est dû à des fumées. (résidente de Scott)

Enfin, les personnes particulièrement préoccupées de santé décrivent aussi les changements perçus concernant leur milieu de vie, tel ce résident de Dam-en-Terre ayant expérimenté les émissions accidentelles d'alumine (cf. 6.4.2). La venue possible de l'usine l'avait déjà fait hésiter à acquérir sa maison, dans les années 80. Il est aujourd'hui inquiet de la proximité de l'usine pour sa propre santé et celle de sa famille. Il souligne les changements observés entre le cadre de vie adopté à l'origine et ce qu'il est devenu. Tout en reconnaissant les retombées en emplois pour la localité, il met dans la balance les impacts négatifs vécus personnellement :

Moi, j'aurais aimé mieux... c'est sûr que pour tout le monde du secteur c'est un gros avantage, ça fait travailler plein de monde, mais moi, pour le milieu, l'entourage que je recherchais, c'était pas moi, pour le milieu, l'entourage que je recherchais, c'était pas avec l'usine proche de même. Parce que depuis qu'elle est en fonction, c'est sûr qu'on entend du bruit, puis c'est de l'inquiétude. Avec des enfants là, les enfants ça joue dehors. (...) J'ai tout le temps une crainte là, des produits qui sortent que... Ils nous disent pas tout. Ils peuvent pas tout dire, c'est sûr. Mais c'est de l'emploi. (Dam-en-Terre)

Il ne mentionne par ailleurs pas l'éventualité d'un déménagement, contrairement à un autre résident du secteur Melançon qui s'inquiète aussi de sa santé. Ce dernier est d'ailleurs le seul, parmi tous les résidents rencontrés, à évoquer la possibilité de déménager lors des échanges. Tous les autres affirment *«avoir l'intention de continuer de résider à Alma dans les dix prochaines années<sup>215</sup>»*.

Bref, la représentation du cadre de vie est certes modifiée par l'implantation du mégacomplexe d'Alcan au centre de l'île d'Alma, mais cela n'est pas forcément vécu comme une rupture soudaine par la majorité des répondants. Pour eux, la venue du complexe s'inscrit dans un contexte plus large de transformations marquées par l'urbanisation lente et progressive de leur «campagne».

---

<sup>215</sup>Tel que formulé initialement dans le questionnaire écrit (cf. annexe B). Le déménagement n'a pas été retenu comme pouvant se faire à l'intérieur de la ville, ce qui aurait été plus instructif par rapport à notre problématique axée sur la proximité spatiale avec le mégacomplexe industriel.

### **La campagne «industrielle» : un paysage dévalorisé et réfuté**

La campagne des Almatois ne serait donc pas devenue «industrielle». Pourtant, lorsque certains traits «nouveaux» et visibles de leur campagne sont mis à l'avant-plan, ils soulèvent de vives réactions. En effet, tous les groupes réagissent vivement à la vue d'une photo où l'on voit des vaches paître dans un champ voisinant Usine Alma. Leurs propos sont en général tranchés.

La proximité visuelle entre les animaux, symboles de nature, et l'activité industrielle pose problème : «*Pauvres p'tites [vaches]! (...) La nature, avec la pollution, pas pantoute, ça ne va pas ensemble ça*». Nombre de résidents sont particulièrement sensibles à cet assemblage jugé «incompatible» : «*on parle pas d'emplois encore tu sais, c'est coup d'œil là, ça va pas ensemble l'usine avec les animaux...*» Le contraste apparaît comme insupportable pour plusieurs, comme cette femme qui souhaiterait «*couper la photo en deux*». La photo rappelle à certaines personnes de mauvais souvenirs, datant de plus de 50 ans, ceux de vaches rendues malades par les émissions de fluor provenant de l'aluminerie d'Isle-Maligne.

Des répondants distinguent l'image du paysage. Ils situent l'image dans une perspective de communication d'entreprise. Le contraste peut alors être intéressant estime un intervenant touristique et l'image pourrait être utilisée sur un dépliant pour illustrer une «bonne cohabitation avec agriculture» et «l'écologie» : «*dans le fond, on peut brouter, on peut manger à côté de l'usine!*». Des résidents perçoivent aussi des intentions derrière cette photo : «*Par contre, si tu veux prouver que l'usine ne pollue pas, c'est une belle photo*». Même s'ils saisissent un message derrière ce paysage-image, les répondants ne se l'approprient pas nécessairement. Sans dire que la cohabitation est impossible, elle semble jugée difficile par plusieurs.

Pour plusieurs, le paysage de campagne présenté reste une image promotionnelle. Même si la photo a été prise dans leur voisinage, ce qu'elle montre n'est pas considéré comme représentatif de leur milieu de vie. Leur «campagne» est autre. Comme les répondants le soulignent explicitement et comme ils l'ont fait devant d'autres paysages industriels, l'industrie

compose certes une de leurs réalités, mais pas toutes. Ils distinguent l'*image* du *paysage*. La première est perçue comme un médium pour véhiculer un message alors que le second renvoie davantage au territoire vécu et aux rapports de cohabitation perçus comme étant compatibles ou non. Les photos de paysages incluant une présence industrielle ne sont pas privilégiées pour présenter Alma. Elles ne décrivent pas bien leur territoire de vie, notamment parce qu'elles n'évoquent pas les beaux endroits existants qui comprennent des lieux de nature. Malgré les changements amenés par l'implantation d'Usine Alma, la représentation du milieu de vie telle qu'affirmée par la plupart des Almatois interrogés ne se cristallise donc pas au niveau de l'industrie.

Bref, les résidents déplorent, de façon consensuelle, la présence visuelle de l'activité industrielle lourde dans le paysage de l'habitat et cela, qu'ils l'expérimentent personnellement ou non. Plusieurs dévalorisent aussi fortement l'association entre les animaux de ferme et l'industriel. Leurs opinions sont cependant plus partagées lorsqu'il s'agit du contexte récréatif et touristique.

#### **6.2.2.2 CONTEXTE RÉCRÉOTOURISTIQUE : LA VISIBILITÉ MODIFIANT L'ATTRACTIVITÉ**

Pour l'industrie touristique, le paysage constitue une ressource stratégique. Il est un des facteurs déterminants qui motivent les clientèles dans leurs choix de destination. C'est pourquoi les promoteurs investissent dans des projets d'aménagement et dans la mise en scène des paysages (ex : publicité, cartes postales). De même, toute modification non souhaitée au paysage peut affecter la qualité des projets de promoteurs touristiques et leur potentiel attractif. Dans le cas d'Alma, le nouveau complexe d'Alcan est visible partiellement ou dans son ensemble depuis plusieurs sites récréotouristiques locaux. Est-il un irritant pour autant? Les résidents et les promoteurs touristiques ont des avis partagés concernant les paysages perceptibles depuis les sites du complexe de Dam-en-Terre, de la marina de Delisle et de la rivière Grande-Décharge.

### **Complexe Dam-en-Terre : déceptions mais peu de réajustements**

Le sommet du bâtiment le plus élevé, l'usine de fabrication des anodes haute de 76 mètres, est visible depuis la rive nord de la baie qui accueille le complexe de Dam-en-Terre. Le paysage, perceptible depuis la marina, le théâtre d'été, les derniers étages des condominiums tout récents et les bâtiments administratifs, a ainsi été modifié.

Pour les résidents, la visibilité de l'infrastructure à partir du site de Dam-en-Terre ne pose pas ou peu de problèmes. Mais pour les promoteurs touristiques rencontrés, le sujet est d'une importance majeure. Les intervenants ayant suivi le processus de planification expliquent combien ils ont été surpris de voir apparaître ce bâtiment. Selon leurs sources, la compagnie l'aurait surélevé par rapport aux premières esquisses, à cause de problèmes techniques. La différence, considérée comme importante, est conçue comme un manquement aux engagements : *«Ils n'ont pas respecté ce qu'ils avaient dit aux audiences publiques»*.

Il demeure toutefois difficile d'évaluer les conséquences à long terme de ces changements sur la clientèle touristique. Au moment des entrevues, aucun visiteur n'avait fait de commentaire à ce sujet. Mais des plaintes avaient été formulées concernant des activités bruyantes du chantier<sup>216</sup>.

### **Circuit navigable de la rivière Grande-Décharge : Usine Alma, élément de curiosité**

Le complexe d'Alcan est également visible depuis les eaux navigables de la rivière Grande-Décharge. En de nombreux endroits, ses façades de 800 mètres de long sont pratiquement visibles dans leur ensemble pour les amateurs d'activités nautiques. Il en est de même pour les visiteurs du bateau de croisière *La Tournée*, opéré par le complexe Dam-en-Terre. Les dirigeants ont réagi au «nouveau» paysage en apportant quelques modifications au contenu de l'excursion dans un souci de répondre aux touristes curieux d'en connaître plus sur ce mégachantier. Ainsi, tout en conservant son parcours original sur la rivière, le circuit

d'interprétation a intégré le projet industriel dans son propos pendant la construction. Le pôle récréotouristique de la marina de Saint-Cœur-de-Marie semble plus problématique.

### **La rivière Grande-Décharge : un paysage «altéré à jamais»**

Plusieurs répondants notent comment la construction du complexe Usine Alma a modifié le paysage «magnifique» et «fantastique» de la rivière Grande-Décharge et ses îles. Les résidents interrogés, eux, sont généralement plus conciliants à l'endroit du nouveau paysage, visible notamment depuis le site du camping de Saint-Cœur-de-Marie. La majorité semble d'avis que «l'usine ne jure pas trop» dans ce paysage ou ne le «gâche» pas. Leurs propos se rapportent alors spontanément aux nuisances vécues au quotidien et à la question environnementale<sup>217</sup>. Ils distinguent toutefois leur propre regard de celui d'autres usagers du site, étrangers à leur milieu de vie. Ils sont partagés quant à l'effet que ces changements auront sur les visiteurs et touristes. Alors que quelques-uns considèrent que la vue sur l'usine peut être un attrait pour les touristes, la majorité est convaincue du contraire. Pour ceux-ci, la présence visuelle du complexe industriel est considérée comme une «contrainte» à la fréquentation du site de camping : «tu pars de Québec, Montréal, c'est tout des gros buildings, des usines. Tu viens pas te camper dans une place pour avoir encore une usine en avant, puis voir la grosse fumée sortir.» Selon eux, le site est destiné à une clientèle «passante», peu exigeante et qui ne se préoccupe pas du paysage.

Cette seconde opinion rejoint l'avis de promoteurs touristiques qui estiment le changement sur le paysage comme étant plus qu'une question de visibilité. C'est le caractère même du paysage qui a été «altéré à jamais». Ce changement est si important qu'il les oblige à réorienter le développement du site. Et l'exercice n'est pas simple, comme l'explique un des dirigeants présents. Des réflexions importantes étaient en cours au moment des entrevues (hiver 2003), visant à redéfinir le créneau touristique du site de façon «très, très pointue». On tentait alors d'identifier une nouvelle clientèle qui pourrait «vivre mieux avec un [tel]

<sup>216</sup>Le bruit du concasseur de pierres, situé près du site touristique et opérant à des heures tardives, avait troublé la quiétude de campeurs qui auraient même écourté leur séjour, comme rapporté par un responsable du site siégeant au comité CASE.

<sup>217</sup>Propos rapportés aux points 6.1.2.5 et 6.4.2.

*environnement*». Par la suite, une promotion auprès de la nouvelle clientèle était prévue. Enfin, l'aménagement du site serait revu en conséquence. Les intervenants travaillaient à trouver des mesures concrètes visant à amoindrir la présence visuelle du complexe industriel. La création de «*fenêtres*» sur la rivière, permettant de cadrer le paysage en dissimulant le complexe derrière des écrans d'arbres, était notamment envisagée. Mais, selon eux, il s'agit «*d'artifices*» ajoutés SUR le paysage «*altéré*».

Enfin, ces mesures ont à leur tour des incidences. En effet, l'expérience paysagère originale sera modifiée car la vue panoramique tant valorisée disparaîtra.

### **6.2.3 EN SOMME... UNE PRATIQUE INSTITUTIONNALISÉE EN AMONT MAIS SANS SUIVI**

La visibilité des infrastructures et projets d'aménagement constitue un objet de négociation de la pratique traditionnelle de l'évaluation environnementale. Concernant le complexe industriel d'Alcan, la négociation se déroule essentiellement lors de la phase de planification, au niveau institutionnel. L'étude d'impacts agit comme une interface entre la Direction de l'évaluation environnementale (DÉE) du ministère de l'Environnement, centralisée à Québec, et la compagnie. Rappelons que celle-ci a une valeur importante dans la procédure, son contenu étant considéré comme une condition d'autorisation. Les impacts prévus pourraient, en ce sens, être considérés comme un «engagement» pour les divers acteurs sociaux impliqués dans la négociation. Quels sont-ils pour Usine Alma?

En gros, les experts d'Alcan prévoient que les impacts sur le paysage suscités par l'implantation du complexe Usine Alma sur l'île d'Alma seraient «*moyens*» en zone rapprochée. Ils devraient être plus importants en zone éloignée, mais seraient réduits grâce à la mise en place d'un talus planté d'arbres. L'examen détaillé de la méthodologie des experts fait ressortir quatre constats. 1) Les prévisions découlent d'une conception du paysage comme étant fondamentalement une expérience matérielle, voire visuelle. Si les usagers ne visualisent aucun changement matériel, à cause de la topographie existante ou de la pré-

sence d'un écran boisé par exemples, il n'y aurait alors pour ainsi dire pas d'impact sur le paysage, selon les experts. 2) Les dimensions culturelles (représentations symboliques) et politiques du paysage sont mentionnées dans l'étude, mais elles demeurent en marge d'une analyse rigoureuse. Entre autres, la «valorisation sociale», un indicateur important pour évaluer l'importance des impacts, n'est pas appuyée par des sources de données explicites et reconnues, ni traitées de façon systématique. Tout au plus, les législations locales (zonage) servent-elles de références explicites et quelques éléments du contexte social et culturel sont-ils mentionnés, ce qui conduit au troisième constat. 3) Les prévisions relatives aux impacts découlent davantage de l'appréciation et de l'interprétation des experts et il n'y a pas, comme telle, de prévisions de faites du point de vue des groupes d'acteurs locaux. Enfin 4) comme les dimensions symboliques et sociopolitiques du paysage n'entrent pas ou peu dans l'exercice d'évaluation des impacts, le savoir des experts fait en sorte de cadrer le paysage sous des considérations étroites et «techniques» (visuelles surtout). Ce savoir n'est par ailleurs pas remis en question dans la négociation conduite avec le ministère de l'Environnement.

L'action se déplace ensuite à l'échelle locale, avec la tenue des audiences publiques du BAPE. À cette occasion, il n'y a pas, comme tel, de négociation sur le thème du paysage. Essentiellement, le promoteur réitère son engagement à concevoir le plan d'aménagement en concertation avec le milieu. Il affirme que le complexe sera «*pratiquement invisible*» dans le paysage local. Il appuie ses dires sur l'étude d'impact et sur une simulation visuelle faite à partir d'une vue aérienne, et non sur des points de vue terrestres comme l'avait pourtant demandé le ministère. Dans cette perspective, les audiences agissent comme un lieu de validation publique, dans le sens proposé par Mormont et *al.* (2001) : les solutions négociées ailleurs, soit lors de la réalisation de l'étude d'impacts, sont exposées et soumises aux différents groupes d'acteurs concernés qui doivent statuer sur leur recevabilité et leur légitimité. Les prévisions et engagements annoncés par le promoteur dans son étude d'impacts servent à sceller le contrat social dans des termes larges. Les modalités opératoires restent à préciser et sont ouvertes à la négociation lors d'étapes ultérieures.



Cependant, il n'y aura pour ainsi dire pas, par la suite, de négociation avec les acteurs locaux. Ainsi, les deux principales mesures de mitigation que sont les talus et le programme de plantation sont définies lors de la construction du complexe, essentiellement par le promoteur, le consultant en architecture de paysage et le ministère de l'Environnement. La compagnie refuse de soumettre ce projet à la négociation locale, cet axe de l'aménagement du site n'étant pas officiellement inclus dans le mandat du comité de concertation CASE. Le programme de plantation y est plutôt présenté à titre informatif. Cette dynamique se poursuit lorsque la compagnie décide unilatéralement de ne réaliser qu'à moitié le programme de plantation annoncé. Par ailleurs, les acteurs locaux ne s'opposent pas à cette façon de faire ni aux décisions. Ils tentent surtout de s'assurer qu'un dialogue est toujours possible. Le ministère de l'Environnement n'intervient pas non plus, la plantation ne faisant pas partie du programme de suivi réglementé. En l'absence d'obligation légale et de pressions sociales, la décision de réaliser ou non le programme de plantation semble donc laissée à la discrétion du promoteur, en sa qualité d'investisseur privé.

Les coupures effectuées dans le programme de plantation sont annoncées comme faisant partie d'un contexte plus général de rationalisation budgétaire, affectant l'ensemble du projet. Elles surviennent aussi au moment où il devient évident que, *de facto*, le complexe sera très visible dans le territoire local, peu importe que le programme de plantation soit réalisé dans son entièreté ou non. Des investissements financiers sont tout de même destinés à diverses stratégies de communication dont certaines utilisent le paysage.

Dans cette perspective, Alcan modifie sa stratégie relative au paysage et fait preuve d'une attitude pro-active. Initialement axées sur la matérialité (talus, plantation) et prévues pour camoufler le complexe, les actions de la compagnie jouent désormais sur les dimensions symboliques du paysage. Concours de photos, calendrier, visites de chantier et belvédère mettent ainsi littéralement en scène les paysages locaux transformés par l'imposant complexe Usine Alma. Elles visent à stimuler une représentation positive du nouveau paysage et, plus largement, du site industriel d'Alcan. La négociation se transporte donc ici dans l'enjeu de la signification du changement.

Le promoteur réussit-il à imposer ses représentations positives et à faire en sorte que les nouveaux paysages soient jugés satisfaisants par les acteurs locaux et ne nécessitant pas d'autres interventions matérielles?

Les stratégies communicationnelles sont certes appréciées par la majorité des répondants. Elles rencontrent cependant des limites : elles ne parviennent pas à déstabiliser certaines représentations symboliques fortes, particulièrement celle qui est liée à la cohabitation entre industrie lourde et habitat. En effet, la proximité spatiale des deux est jugée, par tous les répondants, comme relevant d'une autre époque, d'une autre «*mentalité*» (voir point 6.1.2). Dans cette suite, le paysage, dans ses dimensions visibles et matérielles, amplifie ce conflit symbolique. C'est pourquoi les répondants affirment d'emblée et de façon unanime ne pas vouloir voir une industrie depuis leur maison.

Bref, la visibilité d'un site industriel est un élément particulièrement sensible dans le contexte lié à l'habitat résidentiel. Le cas du complexe d'Alcan, que l'on peut voir depuis de nombreuses résidences situées à plusieurs kilomètres à la ronde, souligne les liens entre les dimensions visuelle et symbolique de l'expérience paysagère. Les premières agissent comme révélateur des secondes, c'est-à-dire que la proximité visuelle renforce la présence cognitive du grand complexe dans le quotidien et le sentiment vécu de proximité spatiale avec le cadre de vie. L'étude d'impact et le suivi n'ont pas considéré comme tel ce facteur déterminant de l'évaluation paysagère.

### 6.3 PRATIQUES TRADITIONNELLES LIÉES À LA NATURE

Dans le contexte d'une petite ville comme Alma, la «nature» occupe une place importante. La proximité de celle-ci dans le cadre de vie est très valorisée et constitue, même, un motif de localisation résidentielle (voir chapitre 5, point 5.3). En ce sens, les paysages liés à une idée de la nature conçue comme étant à son état sauvage sont très valorisés par nombre des Almatois rencontrés<sup>218</sup>. Leurs propos tenus en entrevue à l'égard de ces paysages ont permis de mieux connaître certaines pratiques significatives dans leur mode de vie. Ces paysages, côtoyés lors d'activités de loisirs et de récréation de proximité, renvoient à un tout autre registre que celui du quotidien et de ces contraintes. Ils sont plutôt associés à des moments d'évasion, à des expériences de ressourcement, de contemplation, de rêverie. Champs, forêts et plans d'eau, fréquentés souvent de façon quotidienne, sont décrits comme des «*coins de plaisirs*». De telles expériences traduisent un fort rapport esthétique, voire hédoniste au territoire de vie. Ces paysages hédonistes font ainsi partie du mode de vie de nombre de résidents et constituent un facteur d'ancrage au territoire. L'enjeu, pour eux, est donc d'intégrer les activités industrielles dans ces paysages de proximité construits autour de l'idée de «nature», sans pour autant perdre la qualité de l'expérience tant valorisée. Pour ce faire, des ententes sont conclues avec certains groupes d'utilisateurs (6.3.1). Malgré cela, des changements sont tout de même vécus par des résidents (6.3.2).

#### 6.3.1 NÉGOCIATIONS D'ENTENTES LÉGALES FORMALISANT DES USAGES TERRITORIAUX

Un souci important de tout promoteur industriel est de maîtriser les usages limitrophes au site industriel pour ainsi tenter d'éviter les conflits d'usages potentiels. Dans cette perspective, deux principales stratégies de type légal sont mises en place par Alcan.

---

<sup>218</sup>Le diaporama comportait plusieurs photos de tels paysages qui se démarquaient de l'ensemble par la forte valorisation quasi-unanime. Cinq photos de paysages étaient particulièrement prisées (nos 1, 4, 11, 16, 27).

La première consiste à acquérir de grandes superficies de terrains. Comme l'explique un représentant d'Alcan lors des audiences publiques, l'entreprise acquiert suffisamment de propriétés terriennes pour se sentir «chez elle» et contrôler les usages limitrophes aux lieux de production, surtout lorsque, comme c'est le cas pour Usine Alma, le complexe est en partie à l'extérieur de la zone industrielle officielle :

(...) quand on installe une usine comme celle qu'on envisage, et comme vous voyez, elle n'est pas dans une zone dite industrielle, alors on s'achète une bande de terrain tout le tour pour, si vous voulez, recréer comme une zone industrielle. Disons, l'usine à Bécancour est dans une zone industrielle, l'usine de Lauralco aussi est dans une zone industrielle, alors nous, on achète suffisamment grand pour dire, on n'aura pas personne qui va venir se construire alentour de nos clôtures, donc on est chez nous. (transcription des audiences publiques, soirée du 11 juin 1997)

Une seconde stratégie adoptée par la compagnie consiste à négocier des ententes avec des groupes d'acteurs concernant certains usages autorisés sur ses propriétés. Les ententes juridiques encadrent ainsi les responsabilités et pratiques de tiers ayant accès aux propriétés de la compagnie. En plus du volet agricole, trois principales ententes sont conclues avec autant d'intervenants concernant des activités récréatives et touristiques, cela alors que le complexe est en construction. Le caractère privé de l'ensemble de ces négociations, menées entre Alcan et les individus (propriétaires) et groupes concernés, rendent difficile de saisir leur déroulement. C'est pourquoi, seul leur contenu explicite est rapidement énoncé dans ce point.

Une première entente autorise la circulation des membres de l'*Union des motoneigistes Lac-St-Jean-Est* sur les propriétés d'Alcan, à l'intérieur de pistes aménagées à cette fin. Un tronçon du circuit régional est situé au nord du complexe industriel Usine Alma, en partie sous l'emprise de lignes électriques. L'entente précise entre autres que l'Union est tenue responsable de tout accident pouvant survenir à un de ses membres empruntant ces pistes et, en conséquence, qu'elle doit se prévaloir d'une police d'assurance couvrant la responsabilité civile.

Une seconde entente est également négociée avec l'*Association des propriétaires de Dam-en-Terre* qui autorise les résidents à poursuivre leurs activités de ski de fond, de randonnée pédestre et de vélo de montagne dans un sentier situé au nord du site industriel. L'association est responsable de l'entretien du sentier. Comme pour l'Union des motoneigistes, une assurance est contractée au nom de l'association, mais celle-ci réussit à s'entendre avec Alcan pour que la compagnie en assume les coûts. Dans les deux cas, l'entente stipule que les activités de la compagnie ont priorité en tout temps et que la convention peut être modifiée ou prendre fin à la discrétion d'Alcan.

Enfin, une troisième entente est conclue avec la Ville d'Alma qui, globalement, s'engage à entretenir la route menant au site d'observation et aux pistes cyclables, de même qu'à en assumer les responsabilités civiles.

### **6.3.2 INTERPRÉTATIONS SOCIALES DES PERTES DE «NATURE» DE PROXIMITÉ**

Les entrevues ont permis de relever certains changements découlant de la présence de l'Usine Alma, soit sur les possibilités et les pratiques de récréation de proximité pour les résidents. Les principaux changements et pratiques décrits dans ce point sont associés à deux types de paysages hédonistes de proximité, ceux forestiers et ceux liés aux plans «d'eau».

#### **6.3.2.1 LA COUPE DE BOISÉS : UNE PERTE RESSENTIE VIVEMENT PAR DES RANDONNEURS**

La construction d'Usine Alma exigeait de très grandes quantités de matériaux. Pour combler ses besoins, de nouvelles carrières et sablières ont été ouvertes ou agrandies pour l'extraction dans le périmètre d'Alma. Dans la foulée, deux boisés ont été détruits, un premier dans le secteur Dam-en-Terre et un second dans le rang Scott.

Quelques résidents de ces deux secteurs expriment leur déception face à la perte de ces «*coins de plaisir*» et de «*rêve*». Un quinquagénaire se montre particulièrement inconsolable. Il explique comment il a littéralement pleuré en constatant qu'il perdait «*sa*» forêt, une perte qu'il ressent encore vivement, même trois ans après la coupe: «*Tu sais, on avait bien plein de beaux petits sentiers. Puis moi, j'allais marcher là aussi. Moi, ça, là, ça ne sert à rien... j'ai pleuré même. J'ai pleuré... ah moi, c'était terrible, je perdais ma forêt*». Il tente de se raisonner : «*C'est désolant, mais il faut vivre avec ça. Ce n'est pas facile.*» L'homme, pourtant pragmatique face à d'autres changements, revient souvent sur le sujet lors de la rencontre et insiste sur la perte de cet endroit «*extraordinaire*», propice à la rêverie.

D'autres opportunités et portions de nature ont également été perdues dans leur voisinage, dont le territoire aujourd'hui occupé par l'usine. Le mégacomplexe d'Alcan se situe sur d'anciennes terres agricoles, en partie retournées en friche. Ces terres étaient appropriées à des fins récréatives par des résidents du secteur et, même, du grand Alma. Ainsi, le chemin de *La Traverse*, sur lequel a été construit le complexe, était un lieu de promenade pour plusieurs résidents des secteurs de Melançon et de Dam-enTerre. Les boisés étaient fréquentés pour l'observation de la nature, la cueillette de fruits sauvages, la chasse du petit gibier et les ballades en véhicules tout terrain (VTT). Enfin, une ancienne carrière de pierres était propice à la baignade et aux rendez-vous nocturnes. Les propos des résidents laissent croire qu'ils ne souffrent cependant pas trop de la perte de cette nature de proximité. Tout au plus mentionnent-ils la fin de la fréquentation des lieux. Certains pratiquent désormais leurs activités ailleurs ou encore les ont abandonnées.

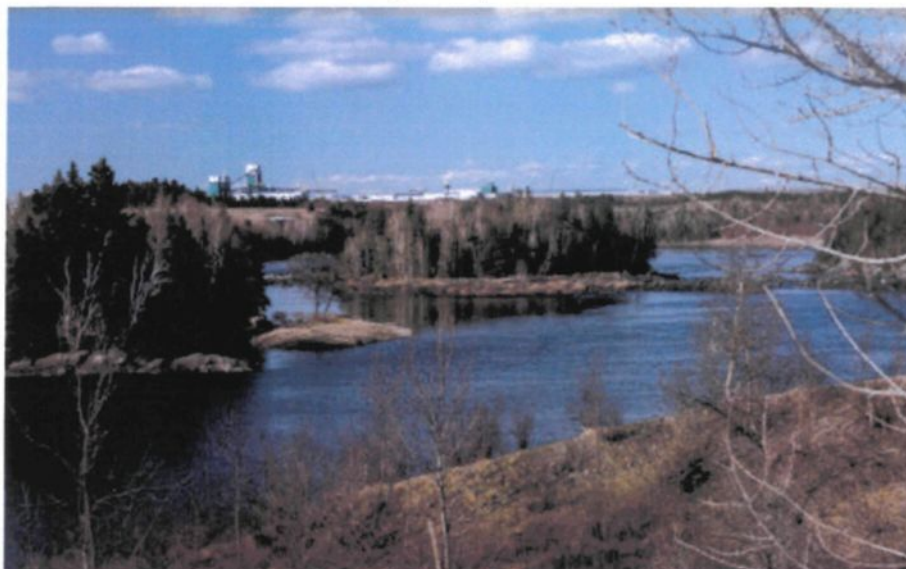
### **6.3.2.2 PLANS D'EAU : PAYSAGES HAUTEMENT VALORISÉS**

Un second type de paysages «*hédonistes*» a été modifié par l'implantation du mégacomplexe d'Alcan. Il s'agit de ceux comportant un plan d'eau, très présents dans ce secteur de l'île d'Alma et très valorisés par les répondants. Trois photos de ce type leur sont présentées qui comportent, en fond de scène, le complexe Usine Alma. Les deux premières sont reconnues comme des aires de nidification pour la faune ailée et ont reçu un statut d'aires protégées dans le plan d'aménagement de la MRC. Il s'agit d'une baie de la rivière Grande-

Décharge, à proximité du village de Saint-Cour-de-Marie et du marais St-Georges, devant le quartier du même nom, au sud du site industriel. La troisième photo présente un bras de rivière Petite-Décharge, dans le secteur de la baie Trépanier (voir figure no 23).

**Figure no 23**

Le bras de la Rivière Petite-Décharge depuis le rang Scott avec, en fond de scène, le complexe Usine Alma



Auteure : Marie-José Fortin

Les avis sont partagés par rapport à l'importance du changement apporté par la présence visible de l'usine dans ces paysages. Personne ne fait de commentaires négatifs<sup>219</sup>. Certains ne mentionnent même pas la présence du complexe. Plusieurs semblent considérer que l'usine *«fait partie du paysage maintenant»* et qu'elle n'est pas *«laide»*. Des promoteurs soulignent que le paysage *«illustre le monde industriel»*. Il véhicule le message à l'effet *«que l'usine peut être intégrée au côté naturel»*. Ils insistent cependant sur la différence entre une photo et la vue perceptible depuis un contexte résidentiel, alors jugée inacceptable.

<sup>219</sup>Soulignons cependant que s'il n'y a pas de propos en ce sens, il y a tout de même des notes très négatives d'attribuées par écrit, sur l'échelle quantitative.

Un répondant se distingue avec une évaluation nettement plus positive. Il explique son point de vue particulier sur le paysage de rivière Petite-Décharge, en faisant référence à ses activités de kayak qui n'ont pas été affectées par la proximité du complexe. Lors de ses excursions en kayak, il concentre son regard sur la beauté de cette rivière à portée de main, «*l'une des plus belles au Québec*», et sur le plaisir qu'elle lui procure, reléguant au second-plan la présence de l'usine :

Je suis sur l'eau, je ne m'attarderai pas à regarder l'usine; je vais regarder l'île, je vais regarder là-bas. Puis si je décide de regarder l'usine, là, je vais la regarder dans son ensemble. Je dirai pas : « ça gâche le paysage », parce que moi, elle est là, elle va rester là. Je l'ai intégrée. (entrevue avec les promoteurs territoriaux)

À ces propos, une autre participante renchérit, insistant sur l'expérience possible en région par rapport à la vie dans les grandes villes :

Bien moi, je le comprends... comme il a de l'agrément... Oui, il y a un désavantage de peut-être avoir une usine, mais tu serais à Montréal, tu aurais une usine, des édifices en hauteur, mais t'en ferais pas de kayak. (Rires). Fait que là, bon bien, tu peux avoir du plaisir, faire l'activité que tu aimes, puis elle est proche de ta maison. Mais cela s'adonne qu'il y a une usine aussi. (*ibid.*, lignes 1235-1242)

À l'instar du kayakiste, les résidents de Melançon se projettent aussi dans la baie Trépanier qu'ils connaissent bien pour la fréquenter régulièrement. Tout comme lui, ils pensent à leur promenade en bordure de la rivière. De l'endroit, situé plus bas que le point de vue suggéré sur la photo, le complexe n'est pas visible car il est enclavé entre les collines. En ce sens, ils expliquent leur évaluation modérée parce que la photo ne rend pas justice à la beauté du paysage tel qu'ils le connaissent. Tout en insistant n'avoir «*rien contre l'usine*», plusieurs notent que celle-ci a modifié le paysage de «*leur île*». Pour plusieurs résidents, les changements apportés par l'implantation du complexe d'Alcan semblent donc davantage ressentis au niveau de la représentation du milieu de vie<sup>220</sup> et pas tant au niveau des pratiques liées à la nature.

---

<sup>220</sup>Ces changements sur les représentations ont été exposés au point 6.2.2.1.



### 6.3.3 EN SOMME... DES PERTES, MAIS «*TOUJOURS DE L'AGRÉEMENT*»

Les Almatois habitant en périphérie de la ville peuvent profiter de plusieurs lieux de «nature», à quelques pas souvent de leur résidence. Ils sont nombreux, parmi ceux interrogés, à fréquenter les champs, boisés et rivières, qui font partie de leur mode de vie. Devant une telle valorisation, il est possible de se demander comment s'intègrent les activités industrielles dans ces paysages «hédonistes» construits autour de l'idée de «nature»?

La réponse n'est pas unanime. La présence d'infrastructure ou activité industrielle peut parfois être bien perçue et même oubliée, alors qu'à d'autres moments, elle est jugée incongrue et choquante. De fait, les infrastructures liées à l'industrie et à la vie moderne ne sont pas toutes équivalentes à ce titre. C'est en ce sens que chacun des paysages présentés fait l'objet d'une interprétation particulière, s'appuyant sur des préoccupations spécifiques.

Concernant l'Usine Alma, les personnes rencontrées, surtout les résidents, observent des changements survenus dans ces paysages de proximité depuis la construction du complexe. Des boisés ont été détruits. Les terrains désormais occupés par l'industrie sont aussi devenus inaccessibles. Les usagers ont dû soit relocaliser leurs pratiques (promenades, observation de la nature, chasse du petit gibier), soit les abandonner (cueillette de petits fruits). Certains plans d'eau ont aussi été modifiés. Toutefois, plusieurs se montrent pragmatiques, concentrant leur regard sur le paysage proche, au lieu de l'horizon plus lointain, où l'usine est visible. De même, ils estiment qu'ils ont encore la possibilité de poursuivre leurs pratiques et qu'ils sont toujours privilégiés par rapport aux citadins des grandes métropoles. Bref, des paysages de plans d'eau sont certes modifiés, mais comme la «nature» est toujours accessible et procure «*toujours de l'agrément*», le changement est mieux toléré que dans le cas des boisés perdus de manière définitive. Somme toute, les changements se produisant sur les paysages hédonistes sont mis en perspective par rapport à ceux touchant le cadre de vie, associés à l'univers de l'habitat et du quotidien, où la présence du complexe demeure intolérable. Un autre type d'incidences apparaît comme plus préoccupant et déterminant dans l'interprétation des paysages. Il s'agit de celui de l'environnement.

## 6.4 LE SUIVI ENVIRONNEMENTAL

L'environnement est un champ de préoccupations soutenu pour de nombreux Jeannois et Almatois. Depuis les années 70, ils se sont investis de façon importante afin de mieux maîtriser la qualité de leur environnement, que ce soit par le biais de contestations ou sous un mode plus partenarial<sup>221</sup>. La question environnementale soulevait alors plusieurs enjeux relatifs, notamment, au maintien de la qualité du territoire et du cadre de vie, à la sécurité, à la santé et au patrimoine<sup>222</sup>. Dans le contexte spécifique du mégacomplexe Usine Alma, divers groupes d'acteurs (citoyens, milieu associatif, monde syndical) ont fait part de leurs préoccupations face à l'environnement à divers moments du processus de planification. Plusieurs avaient formulé des demandes pour que des activités de suivi soient réalisées (voir chapitre 5, point 5.4, enjeu 1). Pour eux, le suivi environnemental était un moyen de mieux connaître les effets réels des activités industrielles par rapport à ceux prévus et face à certaines zones d'incertitudes. Dans cette suite, le suivi devrait offrir une marge de manœuvre pour agir en cas de problèmes ou effets non prévus.

La première partie de la section (6.4.1) présente les négociations menées entre les acteurs pour définir le contenu et la forme des mécanismes de suivi, puis le fonctionnement de ceux-ci. La seconde partie (6.4.2) porte sur l'interprétation sociale faite par les promoteurs et résidents sur la question environnementale.

---

<sup>221</sup>Le lecteur intéressé à connaître des expériences de mobilisation et de partenariat au Saguenay–Lac-Saint-Jean pourra se référer aux ouvrages de : Gagnon (1991, 1994), Klein et Gagnon (1989).

<sup>222</sup>Gagnon (1994) a documenté trois mobilisations de citoyens habitant à proximité de lieux d'activités d'Alcan qui avaient pour but de faire modifier certaines pratiques de la multinationale afin qu'elles tiennent davantage compte de leurs préoccupations.

#### 6.4.1 NÉGOCIATIONS SUR LE CONTENU, LA FORME ET LE FONCTIONNEMENT DU SUIVI ENVIRONNEMENTAL

La négociation sociale menée autour du suivi environnemental est examinée en deux temps.

- D'abord, les négociations conduisant à définir les modalités du suivi environnemental (*contenu* et *formes*) sont résumées;
- Ensuite, le *fonctionnement* du suivi est décrit en examinant de façon détaillée la gestion d'un incident environnemental survenu lors de la période critique du démarrage.

##### 6.4.1.1 LE CONTENU ET LA FORME DU SUIVI ENVIRONNEMENTAL : POSITIONS PUBLIQUES ET NÉGOCIATIONS PRIVÉES

Le suivi environnemental est une pratique récente à travers le monde. Au tournant de l'année 2000, encore bien peu d'expériences concrètes étaient documentées (Turcotte, 2004, p. 38). Un examen de premières recensions et descriptions d'expériences de suivi multipartite montrait, entre autres, que les différents groupes d'acteurs présents ont des motivations différentes pour s'y impliquer<sup>223</sup>. Sans être forcément incompatibles, ces motivations d'acteurs influencent les objectifs des activités du suivi, les types de questionnement retenus, les types de savoirs reconnus et autres aspects de la vie des comités, qui, eux, peuvent susciter des conflits dans leur fonctionnement. En ce sens, la définition même du contenu et de la forme du suivi environnemental constitue un premier enjeu pour les acteurs sociaux. Pour comprendre comment ceux-ci sont progressivement définis pour le cas d'Usine Alma, les négociations ayant lieu dans deux arènes sont observées : lors des audiences publiques et lors de pourparlers entre Alcan et le ministère de l'Environnement.

##### Prises de positions et engagements publics

Lors des audiences publiques, tenues entre autres à sa demande, Alcan répond aux différents groupes d'acteurs locaux ayant demandé des modalités de suivi environnemental. Pour ce faire, la compagnie affirme son engagement pour l'environnement. Lors de cette

---

<sup>223</sup> Nous avons dégagé trois approches différentes de suivi soit : 1) de surveillance, 2) de gestion flexible et 3) de gouvernance environnementale (voir annexe A).

même étape prévue par le processus d'ÉE, la commission du BAPE nuance les propos d'Alcan et fait une série de recommandations sur le suivi.

#### Alcan : le suivi pour assurer l'expansion industrielle et les relations avec le milieu

La multinationale Alcan affirme que l'environnement est une préoccupation, voire une «valeur» importante et ce, à tous les niveaux d'opération de l'entreprise. Elle en fait même un des trois éléments clés de sa politique de protection de l'environnement. Mais comment se concrétise cette «valeur», notamment en ce qui concerne la qualité de l'air? Trois composantes sont examinées : les choix technologiques, les ressources humaines et le suivi environnemental.

Dans le cas particulier de l'usine d'Alma, la valeur environnementale se concrétise d'abord dans les choix technologiques liés à la production. Sur plusieurs tribunes, les représentants de la compagnie affirment avoir «*en main les meilleures technologies disponibles (...) dans le monde*» (BAPE, 1997 : 46). Les comparaisons entre les alumineries, anciennes et modernes, sont mises de l'avant. Les performances environnementales des unités régionales plus récentes sont soulignées : «*l'usine Grande-Baie est la plus performante de toutes les usines d'alumineries au monde (...) et Laterrière est très près derrière en matière de HF.*» (*ibid.*). Plus précisément, le procédé d'électrolyse à anodes précuites<sup>224</sup>, mis au point par la multinationale française Pechiney, remplace le procédé plus ancien *Söderberg*, utilisé dans la région dans les complexes d'Arvida (1926) et d'Isle-Maligne (1943). Le recours à des épurateurs à sec, en remplacement des épurateurs humides, pour «contrôler» les émissions de contaminants atmosphériques, constitue une autre innovation technologique des complexes modernes. Selon l'entreprise, les avantages liés aux changements technologiques du procédé permettraient de réaliser des améliorations notables quant à différents types d'émissions atmosphériques et au rendement énergétique : «*Cette technologie à anodes précuites réduit le taux d'émission atmosphérique de fluorures, ne génère pratiquement pas d'émissions de HAP et de poussières, et est beaucoup plus efficace au point de vue énergé-*

---

<sup>224</sup>Dans la région, les usines de Grande-Baie (1980) et de Laterrière (1989) utilisent aussi cette technologie.

tique» (SNC, 1997: 2.1). Les comparaisons entre les émissions atmosphériques de l'usine Isle-Maligne devant être remplacée, qui utilise le procédé *Söderberg*, et celles émises à Laterrière, qui utilise des anodes précuites, montrent des améliorations par tonne d'aluminium produite entre les deux procédés, surtout concernant les particules, les fluorures totaux et les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (BAPE, 1997, p. 46). L'étude d'impact souligne l'amélioration notable relatives aux HAP comme étant un gain pour les Almatois :

Au point de vue des HAPs, l'opération de la nouvelle usine et la fermeture de l'usine d'Isle-Maligne aura un impact significatif et positif. En effet, l'usine Isle-Maligne met environ 71 tonnes/an de HAPs à l'atmosphère à proximité de zones résidentielles comparativement aux émissions d'environ quatre (4) tonnes de l'usine d'Alma. (SNC-Lavalin Environnement, 1997 : 4.15)

Les ressources humaines constituent un deuxième facteur d'amélioration des performances environnementales, entre autres, concernant les d'émission des fluorures particuliers et gazeux (HF). À ce sujet, les événements de toiture (lanterneaux) des salles d'électrolyse constituent de loin la source la plus importante d'émission des fluorures en période d'exploitation<sup>225</sup>. Ces émissions sont générées lors des manœuvres d'ouverture des capots des cuves, effectuées par les opérateurs. Le *«temps d'ouverture des portes»* devient alors un *«enjeu particulier»* du démarrage des cuves reconnu par Alcan<sup>226</sup> et, en ce sens, les travailleurs sont considérés comme *«une clef pour avoir une bonne performance environnementale»*<sup>227</sup> et qu'ils reçoivent une formation spéciale à ce sujet. Leurs pratiques sont encadrées par un système de gestion environnementale, basé sur la certification ISO 14 001.

Le suivi environnemental, enfin, est un troisième moyen pris par Alcan pour concrétiser l'affirmation de sa «valeur» accordée à l'environnement. Les objectifs poursuivis pendant l'exploitation visent à s'*«assurer du respect des normes et des objectifs d'Alcan qui, affirme le représentant, souvent sont beaucoup plus élevés que les objectifs gouvernementaux, et*

<sup>225</sup>De fait, 84% selon les données fournies dans l'étude d'impact au tableau 2,2 (SNC-Lavalin Environnement, 1997 : 2.40). Le chiffre de 75% sera utilisé lors d'une réunion du comité CASE (19 avril 2000).

<sup>226</sup>Comme affirmé dans la présentation faite aux «voisins», les 2 et 3 mai 2000, intitulée *Usine Alma. Démarrage graduel Usine Alma. Mai 2000*.

*des engagements pris durant la consultation publique»* (transcription d'audiences, 12 juin 1997). Par ailleurs, la séance d'audiences tenue sur les émissions atmosphériques (11 juin) permet de faire ressortir comment le suivi des performances environnementales d'Alcan sont d'une importance stratégique pour le développement futur du complexe Usine Alma. En effet, la compagnie doit démontrer que les impacts «réels» qui seront mesurés lors de l'exploitation sont inférieurs à ceux *prévus* dans l'étude d'impacts. Plus particulièrement, les concentrations de fluorures relevées dans le fourrage, à l'extérieur des propriétés d'Alcan, doivent se situer sous les normes prévues dans le Règlement sur la qualité de l'atmosphère, tout comme les fluorures gazeux (HF) émis à l'atmosphère et relevés dans quatre stations d'échantillonnage de la qualité de l'air. Les conclusions du suivi permettraient alors de considérer que la zone tampon délimitée par les modèles théoriques est suffisante pour permettre éventuellement l'ajout d'une quatrième salle de cuves et l'augmentation de la capacité de production<sup>228</sup>. Or, de telles performances ne sont pas évidentes comme le montre le suivi de l'usine Laterrière (1989) qui révèle que l'importance et l'étendue des retombées de HF ont été sous-estimées<sup>229</sup>. De plus, dans le cas d'Alma, les limites théoriques de la zone tampon sont déjà situées tout près des quartiers résidentiels, avec seulement trois salles de cuves (voir figure no 24). Le suivi constitue donc, comme outil de surveillance et de régulation, un enjeu de taille pour la compagnie.

---

<sup>227</sup>Transcription CASE, 8 juin 1999

<sup>228</sup>Confirmé à nouveau lors de l'exploitation alors que le surintendant des Services techniques «explique que la modélisation des émissions de fluorures dans la zone tampon détermine la capacité de production de l'usine. Le défi pour l'Usine Alma sera de démontrer que le modèle utilisé pour délimiter la zone tampon a été surestimé.» (CR CASE, 6 novembre 2001 : 3).

<sup>229</sup>Dans une étude ex-post, Gagnon décrivait ainsi la situation : «il s'est avéré que le modèle prévu (1982) ne correspond pas à la dispersion réelle des retombées de fluorures sur le territoire laterrois. En effet, le MENVIQ [ministère de l'Environnement] a communiqué à la municipalité de Laterrière le 17 mai 1993 une représentation graphique, elle-même produite par Alcan, des suivis mensuels des concentrations du fluor gazeux dans les stations de mesures urbaines de l'usine de Laterrière pour les années 1990 et 1991. Cette représentation montre pour la station 4 (...), des dépassements entre janvier et mai 1991 allant jusqu'à 2,4 fois la limite de 0,25 ug/m<sup>3</sup>. Les résultats en 1992 indiquent une moyenne de 0,44 ug/m<sup>3</sup> (ce qui peut supposer des pointes atteignant 1,5 ug/m<sup>3</sup> [mai 1992, données Alcan]). Mais, selon Alcan, ce dépassement devait être réglé en 1993. Or, pour les trois premiers mois de 1993, la moyenne se situait toujours à 0,45 ug/m<sup>3</sup>. Et comme le MENVIQ obtenait des résultats différents, c'est-à-dire supérieurs à ceux d'Alcan, le ministère a tout simplement décidé d'arrêter ses prélèvements, jusqu'à ce qu'une méthodologie commune soit trouvée (communication avec Ville de Laterrière, février 1994).» (1994b : 35-36).

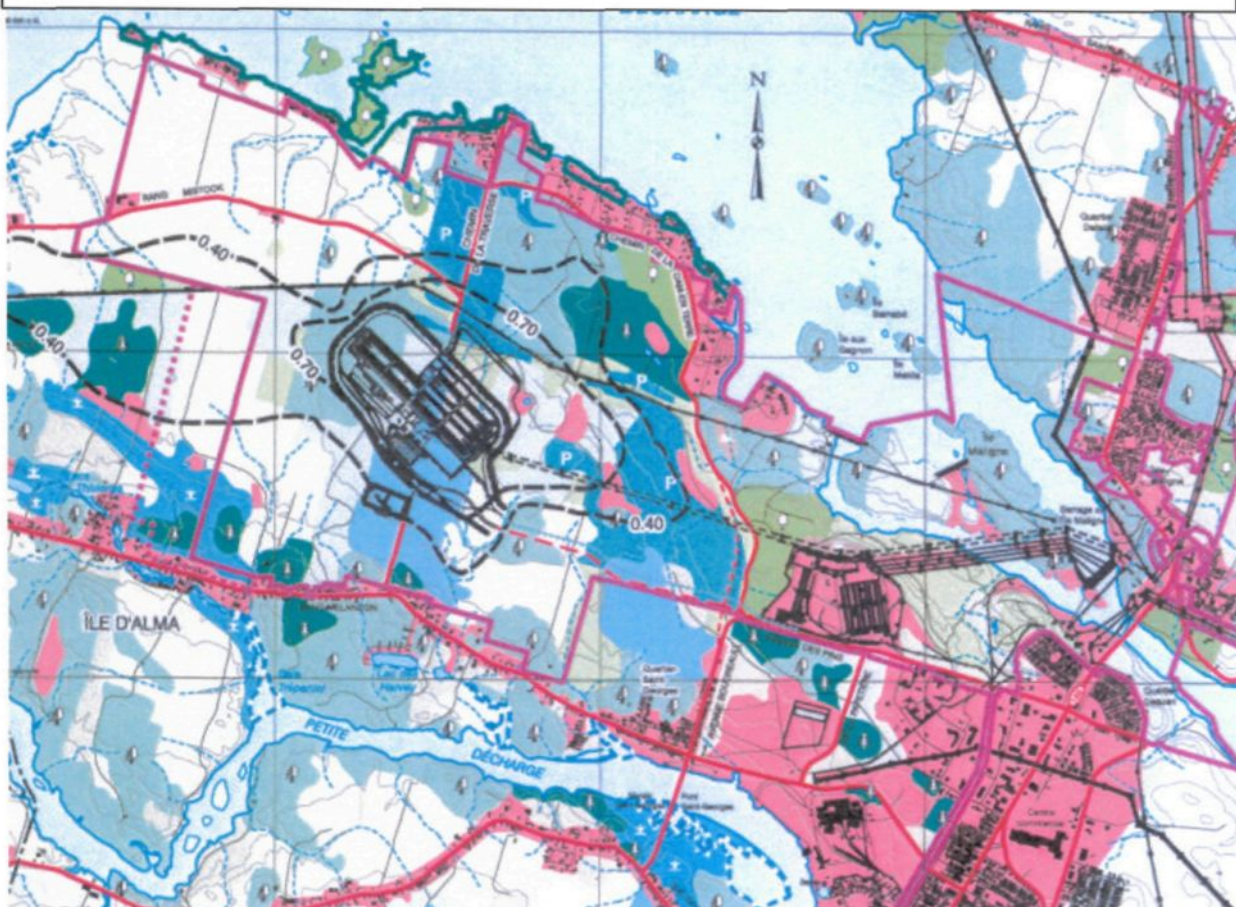
Le suivi joue aussi, pour Alcan, un rôle de médiation sociale. Il s'inscrit comme un mécanisme utile pour «*informer*» et «*consulter*» les «*publics cibles*» prioritaires, dans la suite de la démarche amorcée lors de la phase de consultation (SNC, 1997, p. 3.94). D'ailleurs, alors que se déroulent les audiences publiques, la compagnie discute avec divers représentants du milieu pour mettre en place des mécanismes de suivi sur différentes thématiques. Des échanges ont lieu avec le *Conseil régional de concertation et de développement* sur la question des retombées économiques, avec la Ville d'Alma sur le suivi environnemental et l'aménagement du site ainsi qu'avec l'UQAC qui propose un suivi intégré (social, environnemental, économique). Des ententes sont même signées avant la fin des audiences.

Le promoteur s'engage publiquement, lors des audiences, sur le contenu des divers programmes de suivi. «*On va l'aborder au niveau de l'air, la végétation, le suivi des cheptels laitiers et bovins, l'eau, les résidus, les sols et les bruits communautaires*». Certains de ces suivis se feront sur une base volontaire, à la suite de demandes de résidents. Par exemple, pour répondre aux préoccupations de propriétaires concernant l'approvisionnement en eau et la contamination possible de leurs puits, Alcan s'engage à inventorier et à suivre la quantité et la qualité de l'eau de 275 puits répertoriés dans le voisinage. De même, le suivi sur la santé des cheptels laitiers et bovins découle d'une entente conclue avec la CPTAQ, à la suite de la demande d'usage non agricole de terres, formulée au début des années 90 (voir point 5.1.1.1). Enfin, la compagnie se montre ouverte à faire possiblement du suivi sur d'autres lieux de préoccupations soulevés, comme les potagers de résidences proches et la «*végétation riveraine*», plus particulièrement sur les conifères reconnus comme étant sensibles aux émanations de fluor.

Concernant la diffusion des résultats du suivi, autre lieu de préoccupation de groupes locaux, la compagnie est réticente à faire une diffusion élargie, tout en affirmant que le suivi est «*public*» : «*On les rend disponibles dans les rapports, mais il n'est pas encore dans la politique de l'entreprise d'utiliser Internet pour ces réseaux-là, pour ces systèmes-là. Il y a le dossier des berges qui est là-dedans, mais en tout cas, on n'est pas encore rendu là. Mais c'est public*» (transcription des audiences du BAPE, 12 juin 1997)

**Figure no 24**

Carte des isocontours des retombées de HF utilisés pour délimiter la zone tampon autour d'Usine Alma



Source : Document déposé par Alcan au BAPE, 1997, p. 51



Avec tous ces moyens en place, la compagnie a comme objectif affirmé de faire d'Usine Alma la «*meilleure usine au monde*» tel que véhiculé dans la «*vision*» de l'entreprise<sup>230</sup>. Lors des audiences, le représentant d'Alcan se montre très optimiste quant aux performances attendues :

Pour l'usine projetée d'Alma, nous avons retenu les meilleures technologies, en considérant les performances environnementales. Les résultats environnementaux de cette usine pourront se comparer et même surpasser n'importe quelle usine moderne, y compris les nôtres. (transcription des audiences, 8 juillet 1997)

Le BAPE vient pour sa part nuancer certaines affirmations de la compagnie.

#### La commission du BAPE : comparaisons nuancées et recommandations

Dans son rapport, la commission d'enquête du BAPE compare les émissions atmosphériques produites par les usines d'Isle-Maligne et d'Alma pour l'ensemble de la production et non seulement par tonne produite (cf. tableau no 8). D'un côté, l'exercice confirme «*une réduction importante des émissions totales de particules et de HAP*» (BAPE, 1997 : 47). De l'autre côté, il fait ressortir une «*hausse des émissions totales pour les fluorures gazeux (HF), le CO<sub>2</sub> et le SO<sub>2</sub>*» (ibid.), respectivement de l'ordre de 330%, de 136% et de 432% par rapport à la production annuelle annoncée de 370 000 tonnes. Au regard de ces données, la commission conclut que «*la performance de l'usine d'électrolyse projetée sur le plan des émissions atmosphériques serait comparable à celle des alumineries les plus récentes*» (BAPE, 1997 : 46).

Les audiences permettent aussi de faire ressortir comment la période de démarrage constitue une étape «*critique*» de l'implantation industrielle, particulièrement lorsqu'il y a des technologies nouvelles. Les expériences montrent que les émissions atmosphériques sont généralement plus élevées au moment du démarrage des activités qu'en période d'opération «*stable*»<sup>231</sup>. Or, traditionnellement, les émissions et les normes sont prévues pour être suivi

<sup>230</sup>CR CASE, 30 avril 2002, p. 13.

<sup>231</sup>Par exemple, un ingénieur de SNC-Lavalin, firme responsable de la réalisation de plusieurs études d'impacts sur des alumineries au Québec, décrit ainsi l'évolution historique des émissions de fluorures gazeux (HF) : «*De façon générale, on observe une tendance à la baisse des émissions de*

lorsque les opérations sont «*stables*». Au complexe Usine Alma, où de nouvelles technologies sont expérimentées, des résultats similaires sont attendues pendant cette période de «*rodage*» et d'«*ajustement*»<sup>232</sup>. Dans cette perspective, le BAPE formule une recommandation sur la période du démarrage.

**Tableau no 8**

Comparaison entre les émissions atmosphériques annuelles produites par l'usine Isle-Maligne et l'usine Alma (en tonnes)

Usine / Contaminant	Isle-Maligne (mesuré) (production annuelle de 73 000 tonnes)	Alma (estimé) (production annuelle de 370 000 tonnes)	Différences
Particules	999	348	- 651
Fluorures totaux	222	278	+ 56
HAP	77	4,7	- 72
HF	43	185	- 142
SO <sub>2</sub>	1 579	8 400	+ 6 821
CO <sub>2</sub>	300 000	710 000	+ 410 000

Source : Adapté de BAPE, 1997, p. 47

En conclusion de son enquête, le BAPE estime «*que le projet est acceptable dans son ensemble*», tout en suggérant l'ajout de «*mesures supplémentaires afin d'assurer une protection accrue du milieu*» (1997 : 131). Plusieurs recommandations sont formulées concernant un suivi «*participatif et évolutif*». Six sont liées au suivi de la qualité de l'air et concernent la comparaison entre les données théoriques (modélisation) et empiriques, le démarrage, l'arrimage des suivis de la compagnie et ceux du ministère de l'Environnement et l'ajout de mesures de suivi de potagers, des particules respirables, des sulfates et des HAP.

---

HF citées dans les études. En effet, les émissions de HF prévues sont passées de 0,78 kg HF/t Al en 1979 à environ 0,4 à 0,5 kg HF/t Al, pour les études réalisées dans les années 1990. Ces émissions sont représentatives des performances obtenues lors des premières années de mise en service des nouvelles usines. En général, les performances des usines sont meilleures après quelques années alors que les opérations sont parfaitement rodées, les émissions observées se situant entre 0,3 et 0,4 kg HF/t Al.» (Auger, 1998 : 6)

<sup>232</sup>Termes utilisés par Alcan lors de présentations faites aux résidents du voisinage (2, 3 mai 2000).

### **Encadré no 17**

#### **Recommandations du BAPE sur le suivi de la qualité de l'air pour Usine Alma**

- «(...) dans le but de valider les limites de la zone tampon définie à l'aide des modèles de dispersion, Alcan devrait comparer de façon régulière les résultats des simulations de la dispersion atmosphérique du HF et les concentrations de fluorures mesurées dans l'air ambiant et le fourrage.»
- «Compte tenu des difficultés inhérentes à l'implantation de nouvelles technologies, la commission estime qu'une attention toute particulière devrait être apportée au suivi des émissions atmosphériques lors de la période de démarrage de l'usine.»
- «(...) le suivi de la qualité de l'air proposé dans le cadre du projet d'implantation d'une usine d'électrolyse mériterait d'être associé ou intégré à ceux déjà assurés par Alcan et par le MEF. Cette intégration devrait viser le nombre et la localisation des stations, le choix des paramètres et les fréquences d'échantillonnages. Le suivi devrait en outre tenir compte des phénomènes d'inversion thermique.»
- «(...) le suivi de l'état de la végétation proposé par Alcan devrait être complété par la caractérisation des potagers situés sur l'île d'Alma.»
- «(...) inclure dans le programme de suivi de la qualité de l'air un volet propre au suivi des particules respirables et des sulfates dans l'air ambiant.»
- «(...) le programme de suivi de la qualité de l'air devrait être complété en incluant l'échantillonnage des HAP dans l'air ambiant, notamment en milieu urbain.»

Source : Extraits du rapport du BAPE, 1997, pp. 50, 55, 56, 57, 83 et 84.

### **Les formes et modalités négociées en privé : deux modes de suivi environnemental**

En lien avec les demandes et positions des divers acteurs, plusieurs mécanismes sont finalement adoptés pour assurer le suivi de mégacomplexe Usine Alma. Deux concernent le suivi environnemental. Le premier correspond à l'approche de *surveillance* et le second à celle de *gestion flexible*, selon notre typologie (voir annexe A, tableau no 13). Ces suivis s'appuient respectivement sur un mode de régulation légale et sociopolitique.

#### **Suivi de surveillance réglementé du ministère de l'Environnement**

Le premier mode de suivi, de type *surveillance*, met en présence le ministère de l'Environnement et le promoteur industriel. Il vise à assurer le respect des conditions d'autorisation négociées entre l'État et le privé. Le *programme de suivi environnemental* stipule les obligations *légales* de l'entreprise qui doit en répondre au ministère pendant la phase d'exploitation. Le contenu du programme précise les aspects techniques du suivi. Citons en exemple les quantités maximales autorisées par jour, mois et/ou année pour divers types de rejets dans l'eau ou l'air et selon les normes établies ou critères négociés. Les

procédures entourant la prise des mesures et des échantillons sont aussi spécifiées : paramètres, endroit, nombre, fréquence, durée, méthodes. De même, le programme prévoit le contenu et les dates de remise des rapports à produire sur les opérations courantes ou les incidents.

Au Québec, le contenu du programme de suivi n'est pas uniforme d'un complexe industriel à l'autre. Il est plutôt précisé pour chacun, en fonction des technologies employées, au fur et à mesure de l'avancement du projet. Ainsi, à l'étape de la planification récente, le promoteur doit présenter les grandes lignes du programme dans son étude d'impacts, tel qu'exigé par la directive du ministère (MENV, 2000 : 21). Le contenu opératoire et technique du programme de suivi est précisé à une étape ultérieure.

Pour Usine Alma, le programme fait l'objet d'une longue négociation entre la haute direction provinciale du ministère de l'Environnement et le promoteur qui dure plus de deux ans, alors que le complexe est en phase de construction. Il faut souligner qu'en même temps, la compagnie demande la réouverture du décret autorisant l'exploitation. Au projet initial annoncé dans l'étude d'impact et soumis aux audiences, la compagnie souhaite ajouter d'autres activités industrielles, soit un centre de coulée, et augmenter la capacité de production (de 370 000 à 407 000 tonnes).

À la fin de la négociation, la direction régionale du ministère de l'Environnement prend le relais. Elle s'assure pour que le programme est respecté, en recevant les rapports annuels et en prenant des actions lors d'incidents particuliers. Chez Alcan, la gestion courante du programme de suivi relève du *Groupe environnement hygiène laboratoire*<sup>233</sup>, faisant partie des *Services techniques*. Les deux organisations travaillent en étroite collaboration. Un représentant d'Alcan en parle comme étant «*presque un travail d'équipe*» (compte-rendu CASE, 6 novembre 2001 : 5).

---

<sup>233</sup> Dans le texte, l'expression «*Groupe environnement*» est utilisée pour faciliter la lecture.

La période de démarrage de la production, plus instable et s'échelonnant dans ce cas sur un an et demi, ne s'inscrit pas officiellement dans le programme de suivi environnemental négocié avec le ministère. Celui-ci débute officiellement le 1<sup>er</sup> octobre 2001, alors que toutes les activités sont en marche et que l'exploitation est plus stable<sup>234</sup>. Les données recueillies sont tout de même colligées pendant les deux premières années d'exploitation «*afin de bâtir un historique*» (CR CASE, 6 novembre 2001 : 3). Elles sont ensuite discutées avec le ministère pour des fins de révision possible du programme.

#### Suivi sociopolitique au CASE : un suivi local fortement balisé par la compagnie

En plus de ce premier suivi réglementé par le ministère de l'Environnement, la compagnie Alcan s'implique volontairement dans un second type de suivi à l'échelle locale, soit au *Comité d'aménagement et de suivi environnemental (CASE)*<sup>235</sup>. Ce comité regroupe des représentants d'Alcan, de la municipalité (élus, fonctionnaires), des milieu agricole, touristique et associatif, ainsi que des citoyens vivant à proximité. Ce type de suivi relève d'une approche *de gestion flexible*. Ce suivi local repose sur un mode de régulation *sociopolitique* alors que la compagnie et des représentants de la communauté d'accueil délibèrent au sein d'un comité multipartite. Ce mode de suivi apparaît comme une nouvelle forme de gouvernance environnementale locale, en continuité avec le virage amorcé dans les années 80 en faveur d'une approche partenariale. Selon les retours d'expérience et la littérature recensée, un des objectifs avoués de ce type de suivi, du moins pour les représentants locaux, serait de pouvoir gérer les impacts en temps réel, tels qu'ils se produisent (ceux prévus et non prévus) et d'ajuster, voire d'ajouter les mesures de mitigation selon les besoins<sup>236</sup>. Quant

<sup>234</sup>Entre temps, seules les mesures prises dans le milieu récepteur, soit par les stations d'échantillonnage installées en pourtour du site industriel, font l'objet d'un suivi. Les mesures prises aux événements, source principale d'émissions des fluorures gazeux, ne sont cependant pas disponibles selon la réponse formulée par le Surintendant des services techniques. Lorsque nous soulevons la question, il affirme d'abord que les instruments d'échantillonnage ne seraient pas livrés à temps, puis que les travailleurs ont fort à faire avec la prise de possession des nouveaux équipements et doivent se «*concentrer*» sur la production (entretien informel, réunion du CASE, 19 avril 2000).

<sup>235</sup>La compagnie s'investit aussi dans deux autres programmes de suivi volontaire, portant respectivement sur les potagers et les puits d'eau potable de résidents habitant à proximité du site industriel.

<sup>236</sup>Un tel objectif était souhaité pour le complexe d'Alcan, notamment par le Conseil régional de l'Environnement qui demandait que les données suscitent des «*interventions correctrices*» (BAPE, 1997 :38).

aux promoteurs, leurs motivations face à ce type de suivi seraient de maintenir de bonnes relations avec les populations limitrophes, de prévenir les conflits et de maintenir l'acceptabilité sociale à l'endroit de l'activité de production.

Officiellement, le CASE est une initiative du conseil municipal d'Alma qui adoptait une résolution en ce sens le 2 mars 1998 (no 109-06-98). Mais un mois plus tôt, soit le 28 janvier, une première réunion avait déjà eu lieu, où le mandat du comité, sa composition et ses objectifs avaient alors été précisés. Le promoteur y avait alors affirmé ses attentes et fortement délimité le cadre de la négociation au sein du comité CASE.

D'abord, le mandat du comité CASE est modelé au rythme du mégaprojet. Comme spécifié d'entrée de jeu par le directeur de la construction d'Alcan, *«le comité évoluera donc dans le temps et s'adaptera selon les étapes de l'évolution du projet»* (CR, 28 janvier 1998, p. 2). Le mandat se trouve ainsi structuré en deux *«étapes»*, associées à deux phases de l'implantation du mégacomplexe, soit celles de construction et d'opération. La première étape concerne, d'une part, le suivi des activités du chantier et de ses impacts potentiels *«en fonction du contenu de l'étude d'impacts et du contenu du certificat d'autorisation»* et, d'autre part, l'aménagement du site qui consiste à *«participer à la planification et à la mise en œuvre des travaux d'aménagements paysagers de la zone périphérique de l'usine d'Alma»* (CR, 28 janvier 1998, annexes, p. 8). Quant à la deuxième étape du mandat, elle fait référence aux activités de suivi environnemental. Dans les deux phases, le comité assume un rôle de relais d'informations entre le promoteur et divers acteurs. Il doit *«faciliter les communications avec les publics voisins du site»* lors de la phase de construction et faire de même avec les *«publics concernés»* en phase d'opération. Cinq objectifs précisent le mandat (voir encadré no 18).

Puis, au regard de sa composition initiale, le comité CASE multipartite regroupe douze membres. Ils proviennent de la Ville (2 élus et un fonctionnaire), de l'entreprise Alcan (2), du milieu touristique (1), associatif (1), environnementaliste (2). Il est complété par trois

citoyens habitant l'île d'Alma, dans la zone de voisinage définie par Alcan<sup>237</sup>. La composition est diversifiée, sans qu'aucun groupe d'acteurs ne domine. Dans la pratique, l'équilibre est toutefois rompu fréquemment avec une sur-représentation des intérêts du promoteur, notamment lorsque des experts de la compagnie ou ses consultants sont présents pour discuter de sujets litigieux ou spécialisés (dynamitage, lignes électriques, suivi environnemental)<sup>238</sup>. Un décompte des présences aux réunions montre qu'Alcan était représentée par plus de deux personnes - parfois jusqu'à cinq ou six – lors de 12 réunions sur 16 tenues de 1998 à 2000. En tenant compte des absences, Côté souligne que lors de la moitié des réunions *«l'assistance était composée dans une proportion de plus de cinquante pour cent (50%) de représentants ou de mandataires du promoteur»* (2004 : 180).

#### **Encadré No 18**

##### **Objectifs du Comité d'aménagement et de suivi environnemental (CASE)**

- 1) Participer à la planification de l'aménagement du site (territoire périphérique de l'usine d'Alma)
- 2) Contribuer à minimiser les impacts négatifs des travaux de construction
- 3) Recevoir de l'usine d'Alma, les informations relatives au «suivi environnemental»
- 4) Partager ces résultats avec les publics concernés
- 5) Proposer le cas échéant les mesures d'atténuation des impacts qui pourraient être requises

Source : Compte-rendu CASE, 28 janvier 1998, p. 5.

Enfin, en plus de sa forte présence en nombre de représentants au comité CASE, la compagnie fait sentir sa présence dans la conduite des réunions. La présidence du comité est officiellement assurée par le conseiller municipal responsable de l'urbanisme. Mais le responsable du *Service des communication et des relations avec la communauté* (SCRC) d'Alcan occupe une place importante dans l'animation des rencontres. Il assure la transmission des

<sup>237</sup>Un premier dans le secteur nord du complexe (Grande-Décharge) et les deux autres au sud du complexe (rang Melançon). Un de ces derniers siège à titre de *«représentant du milieu agricole du secteur»*. Pour en savoir plus sur la composition du comité et ses travaux, voir Côté (2004).

<sup>238</sup>Soulignons que l'équilibre a parfois aussi été rompu par des chercheurs de l'UQAC, alors que des membres de l'équipe du programme de recherche MSIAA – incluant l'auteure –, assistent à des réunions à titre d'«invités» pour faire des observations sur le comité ou pour présenter des résultats de leurs travaux.

informations en provenance du promoteur, notamment dans le point «*suivi des travaux de construction*»<sup>239</sup>, recueille les commentaires des membres et les relaie aux autorités d'Alcan concernées. Enfin, Alcan s'implique dans le fonctionnement du CASE à l'extérieur des réunions, l'équipe du SCRC assumant les services de secrétariat pour produire, notamment, deux documents stratégiques, soit les compte-rendu de réunions et «*les publications des rapports de suivi environnemental*» (CR CASE 28 janvier 1998, p. 7). Pourquoi la compagnie investit-elle autant dans ce comité local multipartite? Les attentes élevées qu'elle entretient à l'égard du comité offrent une piste de réponse.

Alcan a manifesté son intérêt pour un tel comité à plusieurs reprises. La compagnie exprime des attentes certaines par rapport au comité CASE et les énonce d'entrée de jeu aux autres membres. Dans la foulée de la vision d'Alcan de «*faire du Projet Usine Alma la meilleure usine au monde du point de vue environnemental (...) le comité des voisins établi par Ville d'Alma, semble un bon moyen pour atteindre l'objectif "d'une usine dans un parc!"*», résume le directeur de la construction (CR, 28 janvier 1998, p. 2). Dans une perspective plus opérationnelle, le comité CASE est vu par la compagnie comme une occasion d'«*assurer une continuité des communications*», dans la suite de celles ayant antérieurement eu lieu avec des publics cibles lors de la tournée de préconsultation et des audiences publiques (CR CASE, 27 août 1998, p. 28). À la différence de ces derniers mécanismes, le comité est une structure permanente qui assure des communications en continu, et, plus encore, qui est composé d'un groupe restreint de personnes considérées comme représentatives de leur milieu. Pour l'entreprise, le comité devient «*le*» lieu pour discuter avec un public limité, notamment des résultats du suivi et de l'aménagement du site :

Par rapport à l'aménagement de la zone périphérique, nous on considère que notre interlocuteur avec le milieu, c'est ce comité-ci. (...) On est prêt à donner de l'information aux citoyens si vous nous le demandez, on va y aller. On va se rendre disponible. Mais on considère que les discussions par rapport à l'aménagement de la zone périphérique c'est avec ce comité-ci que ça se fait. Ce n'est pas dans des séances d'information de citoyens. Le comité d'aménagement CASE a été établi justement pour que Alcan ait un interlocuteur et non (...) 650 voisins. Alors, nous, c'est par le biais des membres ici que nous voulons tenir ces discussions-là et la Ville a créé le comité justement pour favoriser cet échange-là. (transcription, CASE, 14 mai 1998)

<sup>239</sup>Dans sa thèse, Côté estime que ces activités ont occupé les 2/3 du temps de réunion (2004 : 180).



Pour répondre à ces attentes, un «*comité proactif*» est souhaité. Le directeur de l'équipe de construction d'Alcan précise sa vision : «*Les membres de ce comité auront un rôle de coopération, de consultation et de participation. Ce comité devra travailler avec des contraintes et trouver des solutions acceptables pour tous*» (CR, 28 janvier 1998, p. 2).

Plusieurs de ces contraintes sont introduites par la compagnie elle-même, notamment lorsqu'elle délimite le cadre d'intervention du comité et, incidemment, les objets soumis à la négociation. Sur le plan spatial, le représentant d'Alcan circonscrit le territoire d'intervention du comité aux limites de ses propriétés dès la première réunion. «*Ce comité doit considérer uniquement le site de la nouvelle usine (terrains d'Alcan) dans son mandat*» (CR, 28 janvier 1998, p. 2). Du coup, elle exclut toute discussion pouvant porter sur des travaux ne se déroulant pas sur le site même dont les sablières, qui poseront problème. Même à l'intérieur du site, la multinationale délimite à nouveau le cadre de la négociation en ne soumettant au comité qu'une partie des travaux d'aménagement du site, pourtant un des grands mandats du comité<sup>240</sup>.

Le cadre des négociations est ainsi balisé dès la première réunion. Les membres ne semblent par ailleurs pas offusqués de cet arrangement promu par Alcan, ne soulevant aucun commentaire ou critique à ce sujet. Soulignons toutefois que lors de réunions subséquentes, la diffusion des informations et données posera problème à quelques uns d'entre eux, qui souhaiteraient une transmission plus large des informations<sup>241</sup>. Il n'y a cependant pas de débat dans le comité. Finalement, peu de données sont transmises spontanément par la compagnie à l'extérieur du comité, si ce n'est sous des formes très synthétisées comme dans les rapports annuels et «*sur demande*». Du point de vue de la compagnie, le CASE est son «*interlocuteur privilégié*» et c'est là que sont rendus «*publics*» les résultats du suivi.

<sup>240</sup> Cette négociation est examinée de façon détaillée dans le point 6.5 sur l'aménagement du site.

<sup>241</sup> Par exemple, un membre qui se questionne sur ses responsabilités à «*consulter les gens*» et sur sa «*représentativité*» pour se prononcer sur le plan d'aménagement, aurait souhaité que ce plan soit présenté à la télévision communautaire (transcription réunion CASE, 14 mai 1998). Le représentant de la compagnie n'était pas fermé à cette proposition. Du même souffle, il soulignait que le projet pourrait être annoncé dans les journaux après discussion au CASE et lorsqu'il serait «*figé dans le béton*» (*ibid.*).

Après avoir déterminé le cadre du suivi, examinons son mode de fonctionnement. L'examen détaillé de la gestion d'un incident environnemental permet de mieux comprendre comment ces deux types de suivi interviennent dans la réalité.

#### **6.4.1.2 LE FONCTIONNEMENT DU SUIVI : L'EXEMPLE DE LA GESTION D'UN INCIDENT ENVIRONNEMENTAL**

Le fonctionnement des activités de suivi est observé par le biais de la gestion d'un accident technologique – ou d'un «*incident environnemental*» selon les termes utilisés par Alcan. Il s'agit d'une émission incontrôlée dans l'atmosphère d'alumine fluorée, ayant eu lieu lors du démarrage (août 2001) et dont les résidents du proche voisinage ont été les témoins oculaires. Cette situation a été retenue pour plusieurs raisons. D'abord, elle permet de tester un des objectifs du suivi, tel qu'attendu par des groupes locaux, à savoir que celui-ci permet de réagir aux imprévus et, en ce sens, s'avère un outil de gouvernance environnementale. De même, il s'agit d'un des rares moments mettant en présence quatre groupes d'acteurs (résidents, comité CASE, compagnie, ministère de l'Environnement) de façon quasi simultanée, qui plus est, lors de la période du démarrage considérée comme «critique». Ce cas permet ainsi de voir comment ces acteurs interagissent et tentent d'influencer le cours des événements, cela depuis leurs points de vue respectifs et leurs capacités et à travers les deux différents mécanismes de suivi. Surtout, le cas permet de saisir le rôle du suivi environnemental dans la résolution de problèmes et la construction des rapports entre firme productive et populations résidentes, en insistant sur les préoccupations de ces dernières. Enfin, rappelons que les émissions atmosphériques sont le premier champ de préoccupation environnementale des Almatois, exprimé à toutes les phases d'implantation du mégaprojet.

La description de la gestion de l'accident environnemental est décomposée en trois temps :

- 1) l'émission incontrôlée est décrite brièvement dans ses dimensions techniques<sup>242</sup> (caractéristiques de l'alumine, toxicité, etc.) et dans ses dimensions vécues, tel que relaté par des citoyens affectés;

---

<sup>242</sup>La description de cette partie paraîtra peut-être lourde au lecteur, mais elle s'avérerait essentielle selon nous pour lui permettre de saisir l'importance de l'accident technologique d'une part, et aussi, d'autre part, pour montrer le niveau de difficulté auquel font face les acteurs impliqués dans le suivi

- 2) la gestion qui en est faite au niveau local, par le biais du suivi sociopolitique du CASE;
- 3) et enfin, la gestion de l'accident faite par le mécanisme de suivi légal du ministère de l'Environnement.

### **Émissions incontrôlées d'alumine : composantes techniques et vécues d'un incident environnemental**

La période de démarrage constitue une étape «critique» de l'implantation industrielle, du point de vue environnemental, particulièrement lorsqu'il y a des technologies nouvelles. Le démarrage se déroule sur une période d'un an et demi. Les premières activités de production débutent dans l'usine de fabrication des anodes, au printemps 2000, puis, plus intensément avec le démarrage progressif des salles de cuves à partir du 21 octobre 2000, à minuit dix, jusqu'à un an plus tard (Compte-rendu CASE, 7 novembre 2000, p. 2). Lors d'une réunion du CASE, un représentant du Groupe environnement d'Alcan explique comment les «*standards*» seront respectés et devraient être améliorés l'année suivant le démarrage :

(...) au niveau des émissions atmosphériques, les premières semaines du démarrage des cuves sont plus critiques, les *standards* sont toutefois respectés. Après le démarrage complet des cuves, les efforts seront faits en vue d'améliorer ces *standards*. L'usine atteindra une période de stabilité un an après le démarrage de la première cuve. (Compte-rendu CASE, 7 novembre 2000 : 2)

La compagnie doit obligatoirement rapporter tout accident technologique au ministère de l'Environnement dans une déclaration téléphonique au service central Urgence Environnement Québec, puis dans un rapport écrit, remis à la direction régionale responsable du suivi. À l'interne, le personnel de la compagnie consigne systématiquement tout événement insolite dans les registres internes de l'entreprise, désigné sous le vocable d'«*incident environnemental*». Ils sont catégorisés selon une typologie basée sur leur gravité.

---

qui doivent obtenir des données, se les approprier et, plus globalement, maîtriser ce type de savoir technique. De même, au lecteur / lectrice qui trouverait le propos trop éloigné du sujet, le paysage, nous rappellerons la définition globale adoptée dans la recherche qui intègre aussi les dimensions matérielles liées à la question environnementale (chapitre deux, point 2.3)

- Le type I, le plus grave, est défini comme un «*incident grave ayant des impacts en dehors des limites de l'usine*»;
- Le type II est décrit comme un «*incident mineur ayant des répercussions à l'extérieur des limites de l'usine*»; et
- Le type III renvoie à un «*incident mineur confiné dans les limites de l'usine*» (CR CASE, 21 février 2001, p. 3, souligné par nous).

Les incidents environnementaux sont présentés au CASE sous une forme synthétique, lors de bilans annuels et en décalage temporel par rapport aux événements. Dans les deux premières années d'opération du complexe, aucun incident de type I, le plus grave, n'est survenu. Par contre, plusieurs incidents de type II et III sont dénombrés. Seulement pour les six premiers mois de démarrage de l'année 2000, quatorze incidents de type II – «*ayant des répercussions à l'extérieur des limites de l'usine*» – sont recensés. Les trois quarts sont des émissions de fluorures et de poussières provenant du centre de traitement des fumées (CTF) du secteur des anodes. Ces émissions se sont produites lors d'arrêts de fonctionnement d'épurateur dont la durée variait entre 3 minutes et 1h45, arrêts en majorité «*attribuables aux pannes électriques*» (CR CASE, 30 mai 2001, p. 80). Le bilan de l'année 2001<sup>243</sup>, année où la majorité des cuves sont en démarrage, révèle un total de 74 incidents, dont douze sont de type II<sup>244</sup>.

Les incidents environnementaux sont rarement connus d'un large public. De fait, deux seulement le seront pendant la période de démarrage. Tous deux sont définis comme des incidents de type II. Un premier concerne un déversement accidentel de 7000 litres de glycol dans la rivière Petite-Décharge. Il est rapporté dans la presse régionale (*cf.* Le Quotidien, 1 fév. 2001). Le second incident environnemental retenant l'attention est l'émission incontrôlée de plus de 70 tonnes d'alumine dans l'air, dont une partie est fluorée. Les résidents ha-

<sup>243</sup>Présenté au CASE (CR CASE, 30 avril 2002, p. 53). Ce même bilan montre aussi que pour les quatre premiers mois d'opération de 2002, il y avait 10 incidents de type III et trois de type II.

<sup>244</sup>L'information présentée ne permettait pas de déterminer les causes de ces incidents. Tout au plus savons-nous qu'au moment d'une réunion précédente, neuf incidents de type II avaient eu lieu, trois étant en lien avec des émissions de glycol et les six autres avec des dépoussiéreurs (CR CASE, 6 novembre 2001, p. 62).

bitant à moins de deux kilomètres au nord du complexe sont les témoins oculaires de cet incident qui, par ailleurs, ne sera pas mentionné par les médias.

Avant d'examiner comment cet incident environnemental a été géré par les autorités concernées, situons quelques préalables nécessaires à sa compréhension. D'abord, des informations techniques sur l'alumine sont données, dont son rôle dans le procédé technologique et les risques qui y sont associés. Puis, les grandes lignes de l'incident sont brièvement décrites à partir du témoignage de résidents concernés et d'informations données par la compagnie.

### **L'alumine, son rôle dans le procédé et les risques pour la santé**

L'alumine, ou l'oxyde d'aluminium ( $\text{Al}_2\text{O}_3$ ), est la principale matière première qui entre dans la fabrication de l'aluminium. Près de deux tonnes d'alumine (1 920 kg) sont dissoutes par réduction électrolytique pour produire une tonne (1 000kg) d'aluminium coulé (BAPE, 1997, p. 12).

L'alumine est aussi utilisée à des fins «environnementales», soit dans un système d'épuration à sec à injection d'alumine. Il s'agit d'une technologie d'épuration des gaz utilisée dans les alumineries modernes, qui remplace celle basée sur l'utilisation de filtres humides. Le principe de cette technologie est que des particules d'alumine pures sont injectées dans des cheminées spéciales qui recueillent diverses émissions générées par les procédés. Les particules d'alumine captent une partie des particules gazeuses de produits chimiques plus réactifs, tels que les fluorures gazeux (HF) et les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). L'alumine «chargée» est retenue par les filtres (ou sacs) présents dans les épurateurs, pour ensuite être redirigée dans le procédé, vers les salles de cuves.

Ce système d'épuration à sec est utilisé à divers endroits dans le complexe Usine Alma, dont les trois centres de traitement des gaz (CTG-1, 2, 3) des salles d'électrolyse, le centre de traitement des fumées (CTF) du four de cuisson des anodes et le centre de traitement des gaz du traitement des mégots-bain (CTG-B). Ces centres de traitement ont des gabarits très

différents. Les trois CTG du secteur électrolyse comportent 30 000 filtres (ou «sacs») alors que celui qui s'avérera défectueux, au traitement des mégots, en possède une centaine.

En soi, l'alumine n'est pas une matière toxique, mais elle possède tout de même des propriétés abrasives. L'exposition aux poussières peut provoquer des effets aigus comme de l'*«irritation possible des yeux, des muqueuses et des voies respiratoires supérieures»*, selon les termes du Service du répertoire toxicologique mis au point par la Commission de santé et sécurité au travail (CSST)<sup>245</sup>. De même, *«si inhalé en fortes concentrations»*, le répertoire mentionne la *«toux et [des] difficultés respiratoires»* comme effets aigus possible. Enfin, la *«fibrose pulmonaire»* est un des effets chroniques reconnus. Concernant les effets cancérogènes, *«les données ne permettent pas de faire une évaluation adéquate»* de ceux-ci. Pour ces raisons, prévient la CSST, les travailleurs manipulant cette matière doivent *«porter un appareil de protection des yeux et en cas de ventilation insuffisante, un appareil respiratoire approprié»*.

Par ailleurs, à cause de son utilisation dans le système d'épuration d'Usine Alma, certains des gaz qui s'accrochent aux particules d'alumine (dont le fluor) peuvent, eux, être toxiques. C'est surtout celui-ci qui préoccupe les résidents et les autorités.

#### Le fluor : effets de la contamination et normes

Certains fluorures sont naturellement présents dans l'environnement, notamment dans les roches et les sols. Les fluorures sont aussi utilisés dans diverses activités humaines. Entre autres, du fluorure de sodium est utilisé dans l'eau potable. Les alumineries constituent une des principales sources anthropiques d'émission de fluorures. Les trois quarts des émissions atmosphériques au Canada leur étaient attribuables au début des années 90, selon une étude d'Environnement Canada (1993, citée dans CRDA, 2001, annexe 1).

Le fluor, dû à sa grande réactivité chimique (très forte électronégativité), ne se retrouve pas à l'état élémentaire. Il peut être présent sous deux formes : gazeuse (HF) ou particulaire

(Fp). Sous forme gazeuse, les HF se dispersent dans l'atmosphère, poussés par les vents, jusqu'à des dizaines de kilomètres de distance<sup>246</sup>. Concernant la toxicité et les normes, les commissaires du BAPE expliquent dans leur rapport :

Peu de gouvernements établissent des normes pour les concentrations de fluorures gazeux dans l'air ambiant puisque, aux environs des alumineries qui constituent la principale source anthropique de ce contaminant atmosphérique, les niveaux de fluorures se retrouvent à des concentrations bien inférieures aux niveaux de référence proposés pour la protection humaine. (BAPE, 1997 : 49).

L'ingestion alimentaire constitue la source la plus probable de contamination. Lorsqu'ils sont en fortes concentrations, les fluorures peuvent causer des problèmes de dentition, de décalcification osseuse et d'anémie chez les animaux. Des effets similaires sont aussi attendus sur les humains (voir encadré no 19), mais ils sont plus probables chez les animaux. En effet, sous forme solide, les particules de fluorure se déposent sur les végétaux et les sols à proximité de la source d'émissions. Les plantes ont tendance à absorber les fluorures. Dans la chaîne alimentaire, les troupeaux de bovins et de vaches laitières ingérant ces plantes absorbent à leur tour les fluorures. C'est ce processus qui explique que la norme gouvernementale de suivi porte sur le taux de fluorure contenu dans le fourrage situé près des alumineries. Le règlement québécois sur la qualité de l'air établit à 40 particules par million (ppm) (moyenne sur 12 mois) la concentration de fluorures dans le fourrage. Cette norme ne s'applique par ailleurs pas «à l'intérieur des zones industrielles établies ou de la propriété de l'établissement industriel» (BAPE, 1997 : 50). Une autre norme, générique cette fois, existe aussi pour les concentrations de fluorures que l'on retrouve dans les sols. Selon que ceux-ci se trouvent en zone industrielle, résidentielle ou autre, des critères de concentration maximale de fluorures disponibles ( $F^-$ ) dans les sols sont déterminés, soit respectivement 2000, 400 et 200 mg/kg (MENV, 1998 cité dans CRDA, 2001, annexe 1). Lorsque des concentrations supérieures à ces seuils sont observées, les sols sont alors considérés comme contaminés. Suite à cette description technique, décrivons brièvement le déroulement de l'accident.

<sup>245</sup>Source : Service du répertoire toxicologique de la CSST. [www.reptox.csst.qc.ca/produit.asp](http://www.reptox.csst.qc.ca/produit.asp)

<sup>246</sup>Trente kilomètres selon des études réalisées en Norvège (CRDA, 2001, annexe 1).

### **Encadré no 19**

Effets de fortes concentrations de fluorures sur la végétation, les animaux et les humains

●«*Sur la végétation*: Suite à la concentration dans les plantes, il y a d'abord chlorose (jaunissement des feuilles de l'extrémité vers la base) puis nécrose (flétrissement des feuilles et changement de couleur, chute des vieilles feuilles et diminution du rendement de la photosynthèse). La nécrose affecte surtout les conifères. Les effets sur la végétation peuvent provoquer un enrichissement du sol en fluorures et modifier les espèces végétales résidant sur le site et affecter la composition de la faune.

●*Sur les animaux*: La principale source sont les fourrages ingérés. Le fluorure va dans l'urine et l'os par l'entremise du sang. Par l'urine, il est faiblement déposé dans les reins et largement éliminé hors de l'organisme par son excrétion. Il est par contre fixé dans les os et les dents. Dans les tissus osseux, l'ion  $F^-$  se substitue à l'ion  $OH^-$ , ce qui engendre une formation du minéral osseux à solubilité et réactivité moindre. Apparaissent alors des anomalies osseuses (ostéopore, ostéoclorose, et calcification anormale d'autres tissus). Pour les dents, les molaires deviennent inégalement usées, les incisives se couvrent de tâches noires et tombent et les mâchoires peuvent avoir d'autres lésions. L'anémie suit les manifestations dentaires et osseuses.

●*Sur les humains*: Même que pour les animaux, sauf que chez les enfants en période de croissance, la fluorose dentaire peut être observée (tâches foncées).»

Source : Extraits tirés de Simard C., 2000, p. 15-16.

### **«Petite neige» en août: lorsque la «meilleure technologie au monde» fait défaut<sup>247</sup>**

Samedi 4 août 2001, des citoyens du quartier de Dam-en-Terre, situé au nord de l'usine Alma, constatent à leur réveil la présence d'une poussière blanche inusitée sur leur terrain. Certains réalisent comment cette poussière est présente dans le voisinage depuis plusieurs semaines :

Samedi matin, c'était rendu blanc. Là on s'est aperçu que c'était trop, samedi, là. Mais ça faisait au moins trois semaines, un mois que y avait des petites poussières qui tombaient. Mais on n'en tenait pas compte, on savait même pas c'était quoi. Mais le samedi matin, je me suis levé à sept heures le matin... mon truck était blanc là. J'me suis posé des questions. (...) ç'a a pas été long, j'me suis rendu direct à l'Alcan. (résident, transcription réunion no 2, 22 août 2001)

Plusieurs résidents du voisinage logent des appels auprès de la compagnie Alcan pour signaler le phénomène. Au total, une vingtaine de plaintes seront consignées lors des deux

<sup>247</sup> À moins d'indication contraire, les deux sources sont le document «bilan des actions faites», annexe 1, p.7 de CR CASE, 22 août 2001 et la transcription des réunions no 1 du CASE et no 2 avec des citoyens du 22 août 2001.



semaines qui suivent, dont les deux tiers les deux jours suivants (5 et 6 août)<sup>248</sup>. Le nombre est significatif si on le compare à la centaine d'appels comptabilisés pendant les deux ans et demi d'activité du chantier.

Pour sa part, la compagnie dit avoir observé pour la première fois un «*problème possible*» dans le secteur de fabrication des anodes dès le 23 juillet, soit 12 jours auparavant le phénomène observé par les voisins. Le secteur, «*livré avec un retard de sept, huit mois*», est alors en période de démarrage tout comme le reste de l'usine. L'équipe de production éprouve des difficultés dans le traitement des mégots d'anodes (TMB) : «*très difficile à démarrer*» selon le surintendant à l'environnement (transcription, CASE, 22 août 2001)<sup>249</sup>.

Dans le cadre de cet accident, la technologie des épurateurs à sec pose problème. Plus exactement, ce serait les «*sacs*» servant à filtrer les gaz au centre de traitement des gaz du traitement des mégots-bain (CTG-B) qui ne respecteraient pas les *standards* de conception. Prévus pour durer «*normalement*» de deux à trois ans, ils «*brûlent*» plutôt à un rythme de deux à trois mois. Entre le moment où la compagnie constate que tous les sacs sont brûlés (samedi 28 juillet), celui où une commande de nouveaux sacs est passée à l'extérieur du pays, et le moment de réception de ces sacs et de leur installation (mardi 7 août), dix jours se sont écoulés. Pendant ces dix jours, des sacs «*temporaires*», «*plus petits*» – devant être changés aux douze heures – sont installés sur la cheminée du secteur des anodes. Ils permettent de contenir au mieux les particules d'alumine injectée ainsi que les gaz censés être captés par les dites particules. Il est estimé que le système fonctionne alors à 70% de son

<sup>248</sup>Quatorze plaintes ont été compilées les 5 et 6 août et cinq autres s'échelonnent du 7 au 16 août.

<sup>249</sup>Le promoteur éprouve nombre de difficultés dans le secteur des anodes depuis son démarrage au printemps 2000. Tellement, qu'un an plus tard, l'usine ne parvenant toujours pas à approvisionner la production d'aluminium, des anodes devaient être achetées à des producteurs concurrents pour répondre aux besoins des salles de cuves (CR CASE, 21 février 2001, p. 2). De même, plus de la moitié des mégots d'anodes, c'est-à-dire celles ayant été utilisées dans le procédé, doivent être envoyées à d'autres usines pour être traitées (grattées, «*dégrafées*», broyées) (transcription CR CASE, 22 août 2001).

efficacité<sup>250</sup>. Des quantités importantes de particules d'alumine, dont certaines sont chargées de fluor, sont donc émises directement dans l'atmosphère depuis cette unité. La compagnie estime ces émissions à 66 tonnes, ce qui représenterait 5,3 % de la consommation hebdomadaire à ce moment<sup>251</sup>.

Par ailleurs, après leur émission dans l'atmosphère, les particules d'alumine prennent un certain temps à se déposer sur le sol : entre 10 et 1000 heures, selon les explications de la compagnie. Cela pourrait expliquer en partie le délai entre les premières observations faites en usine (23 juillet) et celles des résidents sur leurs propriétés. Au matin du samedi 4 août, sous la pression de vents de force quatre soufflant du sud, la présence de particules se disperse vers le quartier de Dam-en-Terre, concentré autour de la 7<sup>e</sup> avenue à l'est et jusqu'à la baie des 22 à l'ouest<sup>252</sup>.

Les résidents s'interrogent quant au contenu de ces poussières et, surtout, sur leurs effets potentiels sur leur santé. Rapidement, ils recherchent des informations. Outre les représentants de la compagnie, ils interrogent notamment des travailleurs de l'usine habitant le voisinage ou issus de leurs réseaux personnels. Ils entreprennent aussi des démarches auprès du ministère de l'Environnement où ils portent officiellement une plainte, dès lundi 6 août.

Examinons la gestion de l'accident réalisée dans le cadre des deux mécanismes de suivi existants, le comité local CASE et la direction régionale du ministère de l'Environnement.

---

<sup>250</sup> Donnée fournie par la compagnie au ministère de l'Environnement et citée dans son rapport d'accident (MENV. Urgence – Environnement. Accident technologique. 7110-98-1 T-02-2—1/08/03 – 262. p. 2).

<sup>251</sup> Notre estimation calculée sur la base du chiffre donné pour la production de l'usine d'Alcan à Alma, lorsqu'elle fonctionne à plein régime, soit «14 863 tonnes d'alumine par semaine sont nécessaires pour opérer 432 cuves» (CR CASE, 30 mai 2001, p. 44) et sachant que 361 cuves sont en opération lors de l'accident (transcription, réunion du CASE, 22 août 2001).

<sup>252</sup> Les retombées ne seraient peut-être pas limitées à ce secteur si l'on se fie à une plainte reçue dix jours plus tard, le 13 août, par un résident du quartier Saint-Georges, plus à l'est. Les vents soufflaient probablement selon leur direction habituelle, soit d'ouest en est à ce moment.

### LE SUIVI SOCIOPOLITIQUE LOCAL : SUIVI PERSONNALISÉ ET SOIRÉE D'INFORMATION

Dans les jours qui suivent les émissions d'alumine vers des propriétés situées au nord du site (fin de semaine du 4-5 août 2001), la compagnie s'active à «rassurer»<sup>253</sup> les citoyens. Des représentants des Services techniques d'Usine Alma et du Service immobilier d'Arvida visitent les lieux et rencontrent individuellement tous les plaignants<sup>254</sup>. Des échantillons de particules sont prélevés le jour même. Une première lettre est envoyée aux résidents du secteur le 8 août, les informant qu'il n'y a pas de trace de fluor dans l'alumine émise. Une seconde est expédiée, quelques jours plus tard (17 août), affirmant l'inverse. Dans cette même missive, les citoyens sont invités à assister à une réunion d'information le 22 août.

Officiellement, le comité CASE préside la réunion visant à désamorcer l'*imbroglio* et à discuter de «l'événement»<sup>255</sup> avec les «voisins». Mais, dans les faits, la plupart des membres du CASE ne reçoivent l'information que dans l'heure précédant la rencontre avec les résidents<sup>256</sup>. Au sortir de la réunion, ils ne semblent pas alarmés outre mesure par l'incident. Le représentant du CRE s'assure que le ministère de l'Environnement a été prévenu. Pour sa part, un des représentants du secteur concerné se montre soucieux de savoir si les propriétaires de potagers avaient été prévenus de l'incident. Le représentant de la compagnie répond par la négative, précisant que la présence du fluor était inconnue au moment de l'envoi de la première lettre, datée du 8 août, et sans donner d'explication pour ne pas l'avoir fait dans la seconde. Seulement trois membres assisteront à la réunion qui suit pour les citoyens, soit le représentant de la Ville et les deux des secteurs affectés.

---

<sup>253</sup> Compte-rendu du CASE, 22 août 2001, p.1.

<sup>254</sup> Le langage familier utilisé pendant la soirée dénote combien les individus se connaissent. Les représentants d'Alcan parlent à des résidents en utilisant leur prénom et ils se tutoient réciproquement.

<sup>255</sup> Les représentants d'Alcan ne parleront jamais des émissions d'alumine comme d'un «incident environnemental». Ils utiliseront plutôt le terme d'«événement».

<sup>256</sup> La réunion avec les membres du comité CASE a lieu à 18h30 alors que celle avec les résidents du quartier Dam-en-Terre doit débiter à 19h30, la même journée.

Les deux rencontres d'information organisées pour le CASE et pour les citoyens affectés permettent de comprendre en partie le déroulement de l'incident environnemental<sup>257</sup>. Elles sont surtout l'occasion de saisir les préoccupations respectives des différents groupes d'acteurs en présence, principalement la compagnie, les résidents affectés et leurs représentants membres du CASE. Trois types de questions préoccupent fortement les citoyens et leurs représentants :

1. La compagnie était-elle consciente du problème d'émission avant que des résidents ne le constatent et leur signalent?
2. La compagnie a-t-elle tenté de cacher le fait que des particules d'alumine contenaient du fluor? Aurait-elle prévenu les résidents s'ils n'avaient pas été témoins oculaires des émissions atmosphériques?
3. Quels sont les effets potentiels de ces émissions sur la santé des résidents?

Ces préoccupations sont exposées de façon détaillée dans les points suivants, de même que les réponses apportées par l'entreprise<sup>258</sup>. Les références aux activités de suivi font ressortir quatre limites du suivi tel que vu par des résidents affectés.

### **Qui a sonné l'alarme : la compagnie ou les voisins?**

La première question qui domine les échanges est de savoir *qui* a sonné l'alarme par rapport aux émissions atmosphériques? «*Est-ce que c'est Alcan qui vous en êtes rendu compte ou c'est les citoyens qui vous en ont informé?*» demande d'entrée de jeu le président du CASE lors de la première réunion avec le comité. Pour répondre à cette question, qui renvoie à la capacité de la compagnie à réagir aux événements imprévus, les représentants d'Alcan argumentent sur plusieurs fronts, et d'abord, par rapport au déroulement des diverses actions.

---

<sup>257</sup>Pour comprendre et décrire l'incident, un exercice plus laborieux sera nécessaire. En effet, au sortir des deux réunions du 22 août, à laquelle la chercheuse a assisté à titre d'observatrice, le déroulement de l'incident environnemental et ses suites paraissaient encore nébuleux. Pour les fins du présent exercice, la chercheuse a dû recueillir d'autres sources d'information, incluant des documents provenant du ministère de l'Environnement obtenus en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, puis les confronter.

<sup>258</sup>À moins d'indication contraire, les citations sont tirées de la transcription de l'enregistrement ayant été fait lors de cette réunion (22 août 2001). Pour alléger le texte, cette référence n'est pas reprise.

Schéma à l'appui, ils insistent sur «*le calendrier d'événements*» montrant que des «*gestes ont été posés avant*» le début de la période intense de réception des plaintes (samedi 4 août). «*Déjà les ingénieurs de procédé regardaient ce qui se produisait. Ils avaient déjà installé le capteur au-dessus de l'épurateur*» (31 juillet). Le déversement a été déclaré au ministère de l'Environnement la veille du samedi «*blanc*», soit le 3 août. Deux accidents sont effectivement signalés au ministère, respectivement les 1<sup>er</sup> et 3 août. Cependant, l'ampleur du déversement ne sera réalisée que tardivement, de fait deux semaines après, lors d'une journée d'«*analyse des événements*» tenue le 14 août. «*On a sous-estimé l'impact que ça pouvait avoir chez nos voisins*», conviennent les représentants d'Alcan.

Un second type d'arguments souvent invoqué est qu'il s'agit d'une «*conjoncture*» particulière. D'abord, l'usine était en période de «*démarrage*» : «*c'est un contexte particulier. On est en train de prendre possession de notre technologie (...)*» (transcription, 22 août 2001). Le surintendant des Services techniques se veut rassurant, ajoutant que ce n'est pas une situation «*normale*» qui serait susceptible de se reproduire «*une fois que l'usine va être démarrée*» (*ibid.*). En plus de la nouvelle technologie qui doit être apprivoisée lors du démarrage, d'autres facteurs ont contribué, selon la compagnie, à créer «*l'événement*». Sont mentionnés, l'absence de membres du personnel dû aux vacances estivales, la température élevée dans l'usine qui limitait l'accès à certains équipements, la direction des vents. Face à l'ensemble de ces circonstances «*particulières*», les capacités des équipements semblent limitées :

Effectivement, on a des équipements, on a tout ce qu'y faut pour prendre de l'avance, pour essayer de comprendre rapidement avant que y aille des événements qui se génèrent.

Mais il faut comprendre qu'on est en période de démarrage, on est était, dans cette période-là, en pleine période de vacances. (...) On était dans cette période-là, dans une période où y faisait excessivement chaud, donc c'était très difficile de circuler au niveau des équipements d'épuration où la température était excessivement élevée. Et on était dans une période où les vents étaient du sud.

Donc y a eu, moi j'dis qu'y a une conjoncture. Y a eu l'alignement des planètes qui ont fait que cet événement-là est arrivé. Mais y a eu plusieurs événements en ligne qui ont fait que c'était comme ça. (transcription, 22 août 2001)

Il rappelle aussi le caractère unique et innovateur de la technologie utilisée, soit l'épurateur de traitement des gaz de refroidissement des mégots. *«Il précise que l'utilisation de sac pour l'épurateur des gaz est une nouvelle technologie et que l'Usine Alma est la seule aluminerie au monde à traiter les gaz pour ainsi diminuer les pertes de HF»* (Compte-rendu CASE, 22 août 2001, p. 2). Il situe le problème rencontré, essentiellement de «conception», par rapport à l'ensemble du démarrage qualifié de «très propre».

Enfin, dernier élément de la «conjoncture» particulière, un cumul de trois incidents environnementaux se serait produit aux usines dans une courte période. Outre l'émission principale de 66 tonnes provenant du secteur des anodes, deux déversements d'alumine auraient eu lieu dans cette même période du début août, aux salles d'électrolyse cette fois. D'abord, il y en aurait eu un premier de 2,5 tonnes d'alumine *pure* lors du déchargement d'un convoyeur rattaché au centre de traitement des gaz (CTG) no 1, le mercredi 1 août. Puis, un second déversement de 3 tonnes se serait produit au CTG no 2, le 8 août, cette fois dû à des activités de manutention effectuées avec le pont roulant (trémis). Les représentants de la compagnie insistent sur la proximité temporelle de ces trois déversements qui a porté à confusion, tant dans l'usine qu'à l'extérieur.

Dans l'usine, les recherches intensives de la fin de semaine suivante, du 11 et 12 août, auraient d'abord été dirigées du côté des centres de traitement des gaz (CTG-1, 2, 3) de la salle d'électrolyse, ces centres étant considérés comme la source d'émission potentielle la plus importante avec plus de 30 000 sacs. Constatant que ces sacs étaient «parfaitement étanches» et qu'il y avait encore des poussières dans le voisinage, le 14 août le personnel aurait alors poussé son investigation dans un autre secteur, notamment vers l'épurateur défectueux du secteur des anodes. Les représentants d'Alcan affirment qu'à ce moment, cet épurateur était cependant déjà «fonctionnel à 100%» puisque les 100 filtres «brûlés» avaient été remplacés par des neufs, le 8 août.

C'est le bilan comptable des matières en transit, réalisé au cour d'une séance d'«analyse des événements» ex-post (mardi 14 août), qui permet de réaliser la grande quantité émise

par cette source, estimée à plus de 66 tonnes selon les calculs. Comme le souligne le surintendant aux CTG : *«on n'aurait jamais pensé qu'un dépoussiéreur de 100 sacs pourrait causer tous ces dégâts»*. Pour sa part, le surintendant résume :

Donc, on a trois événements et c'est clair qu'après analyse, après investigation, l'événement le plus important c'est le traitement-mégots-bain, l'épurateur, ça c'est clair. Mais avant d'aller chercher toute l'information, y faut analyser ce qui s'est passé, y faut interviewer les gens, comprendre. (transcription soirée du 22 août 2001)

À l'extérieur du complexe d'Alma, la confusion est également grande pendant les jours qui suivent le samedi 4 août. Dans ce contexte d'incertitudes, des résidents recherchent activement des informations supplémentaires. Ils se tournent vers d'autres sources accessibles, dont leurs réseaux interpersonnels. Ainsi, des employés du complexe Alma habitant dans le quartier leur font part des informations dont ils disposent. Celles-ci semblent parfois entrer en contradiction avec des informations officielles transmises par la compagnie. Même après les explications détaillées transmises dans la soirée du 22 août, des résidents demeurent convaincus que la compagnie n'a pas réagi la première à cet incident, mais qu'elle a plutôt été alertée par les résidents. Un homme ramène la question à la fin de la rencontre en ces termes tranchés :

Une constatation. Je déplore qu'Alcan ait investi des millions de dollars sur des principes environnemental (sic), et ait installé pour des millions de dollars dans leur usine pis c'est des citoyens qui constatent, qui font le cri d'alarme pour dire à l'Alcan vous avez un petit problème. (transcription, 22 août 2001)

Par ailleurs, certains propos de représentants de la compagnie, émis par bribes, confortent le rôle de vigile accordé aux citoyens. D'une part, les recherches semblent orientées en lien avec des appels de citoyens selon certaines explications. Ainsi, le surintendant des Services techniques affirme avoir incité le surintendant des trois CTG du secteur électrolyse à inspecter ceux-ci, suite à l'appel d'un résident qui pointait le CTG comme la source du problème, lui-même informé par des travailleurs de l'usine : *«Quand on s'est parlé, tout de suite j'ai parlé à [prénom]. J'ai dit [prénom], fais le tour de tes CTG, j'ai des indications comme quoi ça vient de là»*. De son côté, le surintendant des CTG explique comment les recherches débutent et se poursuivent en lien avec les appels des citoyens :

Dès qu'on nous appelle pour dire qu'il y a de la poussière, on est allé voir tout de suite là où on pense que c'est la plus grosse source. (...) C'est pour ça qu'on a fait toutes nos interventions sur le 30 mille sacs en premier [salle d'électrolyse]. Lorsqu'on a su que le 30 mille sacs sont parfaitement étanches et *qu'on avait encore des poussières*, c'est là qu'on a dit qu'il y a quelque chose qui se passe ailleurs. C'est là qu'on a fouillé, le mardi 14, pour chercher où est-ce que c'est ailleurs. C'est là qu'on est allé enquêter ailleurs que chez nous. (transcription, 22 août 2001, souligné par nous)

D'autre part, à la fin de la rencontre, tout en exprimant ses regrets, le surintendant des Services techniques explique la contribution des travailleurs et invite les voisins à leur «*signaler*» toute anomalie : «*Et puis, heureusement, y a des gens qui nous ont aidés. Des gens qui travaillent à l'usine qui nous ont aidés, pis à signaler pis à comprendre des choses. Pis on vous invite vous autres aussi, nos voisins, à nous signaler*»<sup>259</sup>.

Une autre source de confusion pour les résidents provient d'informations contradictoires émises par la compagnie par l'entremise de deux communiqués, concernant la présence ou non de fluor dans l'alumine.

### **La compagnie cache-t-elle des choses? La confiance ébranlée**

Un technicien en environnement prélève des échantillons de particules sur les propriétés de résidents le jour même où ceux-ci ont commencé à logger des appels à la compagnie (4 août), puis à nouveau le 16 août. Ce serait même la première action entreprise par la compagnie selon un représentant de l'équipe du Groupe environnement à qui un citoyen demandait ce qui avait été fait suite à sa plainte, déposée le samedi matin 4 août à sept heures. Les échantillons ont fait l'objet d'analyses par le Centre de recherche Alcan à Arvida. Les résultats d'analyse de deux échantillons sont présentés aux citoyens lors de la rencontre du 22 août.

<sup>259</sup>Un message similaire est lancé à nouveau lors d'une réunion ultérieure du CASE, par le directeur d'Usine Alma cette fois, qui «*rappelle l'importance pour les voisins de rapporter toute anomalie observée ou inquiétude, en communiquant l'information à Alcan; ainsi cette dernière pourra intervenir plus rapidement pour solutionner le problème*» (CR CASE, 12 décembre 2001 : 5).



Les dimensions des particules d'alumine sont d'abord exposées, suivi par leur composition. Les dimensions des particules d'alumine, similaires à celles produites par l'usine Vaudreuil, confirment qu'elles proviennent des activités d'Alcan. Une photo d'une analyse «*des masses*» montre la composition des particules, sans par ailleurs que la concentration en alumine soit précisée. Visuellement, les deux échantillons semblent indiquer des compositions différentes ou, à tout le moins, des proportions différentes des éléments contenus. Dans le premier échantillon, daté du 6-8 août, les bandes de fluor ne ressortent pas distinctement alors qu'elles sont davantage prononcées dans le second échantillon, prélevé dix jours plus tard, le 16 août. C'est ce qui expliquerait pourquoi la première lettre, datée du 8 août<sup>260</sup>, n'indique pas la présence de fluor. La seconde lettre, datée du 17 août, confirme quant à elle la présence d'alumine fluorée dans les émissions et invite les citoyens à une réunion d'information le 22 août.

Malgré que la présence de fluor soit officiellement confirmée, la relation de confiance avec la compagnie demeure ébranlée. Ainsi, plusieurs résidents se montrent inquiets à savoir si la compagnie les aurait prévenus de l'incident si eux-mêmes n'en avaient pas été conscients. Un homme fait remarquer comment l'incident aurait pu passer inaperçu s'il s'était produit en hiver, «*on aurait pensé que c'était une petite neige qui était tombée*». Une dame est particulièrement inquiète. C'est son beau-frère, employé à Usine Alma, qui a pu répondre à ses interrogations :

Ça faisait au moins quinze jours qu'on se posait la question «voyons, c'est quoi ça?» J'pensais que c'était du sable ou de la gravelle. C'est plus que de la poussière. Mais je connaissais pas ça. Si mon beau-frère n'avait pas travaillé à l'Alcan, j'aurais laissé passé ça là. (transcription, soirée du 22 août 2001)

---

<sup>260</sup>La correspondance avec le ministère de l'Environnement contredit cette affirmation de la compagnie. En effet, les deux rapports d'accident technologique du ministère, datés du 3 et du 8 août et rédigés suite aux appels téléphoniques d'Alcan, mentionnent la perte d'«*alumine fluorée*». Le premier mentionne que la perte est occasionnée par «*374 sacs filtrants [qui] seraient perforés*», situés dans le secteur de l'épurateur du centre de traitement du bain électrolytique (MENV. Urgence – Environnement. Accident technologique. 7110-98-1 T-02-2—1/08/03 – 262.). Le second rapport mentionne un bris d'équipement, soit «*sac avec filtre percé*», ayant eu lieu de 9h00 à midi (MENV. Urgence – Environnement. Accident technologique. 7110-98-1 T-02 – 1-08-08 – 269).

Une autre résidente témoigne du «service» reçu en relatant comment six représentants de la compagnie ont débarqué chez elle suite au dépôt d'une plainte<sup>261</sup>. Cela ne suffit cependant pas à la rassurer : *«Mais nous autres, on veut être rassuré, pis on veut plus que ça arrive, c'est sûr.»*

Certains citoyens soupçonnent même la compagnie d'avoir voulu cacher l'incident. Un résident est particulièrement convaincu que le surintendant des Services techniques lui a menti intentionnellement lors d'un appel téléphonique logé le vendredi 10 août. Le résident lui parlait alors des recherches en cours, réalisées sur des épurateurs du secteur électrolyse. Il affirme que le surintendant paraissait «surpris» du fait que ce résident détenait cette information concernant les épurateurs : *«Pis, y a presque nié mon allégation dans le sens que c'est pas ça qui s'est passé réellement»*. Il explique comment un ami, employé d'Alcan, «l'a informé de la situation», lui disant que le premier communiqué envoyé était «complètement faux». Pour cet homme, il est clair «que vous le saviez au départ qu'il y avait eu autre chose» que le déversement d'alumine pure au convoyeur du secteur électrolyse. Il est convaincu que le second communiqué, émis le 17 août pour convoquer la réunion et précisant la présence de fluor, a été en quelque sorte forcé par son appel du 10 août.

Des résidents souhaiteraient une contre-expertise. Ainsi, un homme aimerait comparer les résultats d'Alcan à ceux du ministère de l'Environnement. Un autre souhaite connaître la réaction du ministère à l'événement et les mesures prises par la compagnie. Les représentants de celle-ci répètent à plusieurs reprises que tous les incidents sont automatiquement communiqués au ministère. Ils s'appuient aussi sur le CASE : *«systématiquement à toutes les rencontres du comité CASE, on les [incidents] analyse un après l'autre. Ils sont tous présentés, sans exception»*<sup>262</sup>. La présence de fluor reconnue, les résidents s'interrogent ensuite sur les effets potentiels de celui-ci, notamment sur leur santé.

<sup>261</sup>Le suivi personnalisé de la compagnie est visible notamment lors de la soirée d'information alors que des représentants d'Alcan appellent certains résidents par leur prénom et les tutoient.

<sup>262</sup>Rappelons que les accidents sont généralement présentés au CASE sous forme synthétique, compilés dans des tableaux fournis lors de la présentation du bilan annuel. Ils ne sont pas «discutés» comme tel. L'accident d'alumine est le premier à faire l'objet d'une réunion spéciale.

### **Quels effets sur la santé? Quatre limites du suivi**

Plusieurs résidents présents soulignent que les poussières ont pénétré dans leur maison et qu'ils en ont *«ramassé pendant une semaine de temps»*. Certains constatent des irritations aux yeux et font un lien avec les retombées atmosphériques. Les représentants de la compagnie se veulent rassurants. Ils s'appuient sur les données fournies par les deux échantillons de particules prélevées et par les instruments de suivi présents dans le quartier. Mais les résidents font ressortir globalement quatre limites concernant ces derniers et le suivi.

#### **Première limite : non représentativité de la station d'échantillonnage du quartier**

Une première limite concerne la représentativité de la station d'échantillonnage présente dans le quartier. D'abord, un membre du Groupe Environnement rappelle la force *«relativement élevée»* des vents du sud lors de cette période, *«jugée pas anormale, mais presque»*. Carte à l'appui, il situe un cône de dispersion des particules théoriques, modélisé pour des vents sud. La station d'échantillonnage la plus près, dite 4A, se trouverait à l'extrémité est de ce cône théorique. Or, les citoyens mettent en doute cette affirmation en confrontant leurs propres observations empiriques. Ils soulignent que la station 4A, localisée sur la 2<sup>e</sup> avenue, dans la partie est du quartier, était à l'extérieur du corridor de poussières, plutôt concentré autour de la 7<sup>e</sup> avenue, plus à l'ouest. Un résident de la 4<sup>e</sup> avenue, située entre la station et la 7<sup>e</sup> avenue, affirme ne pas avoir reçu de poussières chez lui.

Le représentant réplique qu'*«évidemment nous, on n'a pas des stations tout le tour de l'usine.»* Il poursuit donc sa démonstration à l'aide des données disponibles, fournies par la station 4A. Il compare l'évolution des données concernant les *«particules en suspension»* et le *«fluor gazeux»* (HF) sur une période de respectivement quatre et sept semaines. Il insiste sur le fait qu'il s'agit d'un problème d'émission *«de poussière, de particules d'alumine»* et non de fluor gazeux, car les instruments ne montrent pas de variations :

Normalement, suite à cette émission-là, on ne devrait pas avoir d'effet significatif, d'augmentation du fluorure gazeux, étant donné que c'est des particules qui ont été émises dans l'atmosphère. C'est ce qui s'est produit effectivement. Alors on observe pour les dates du fin juin, disons 11, disons 18 et dans la période considérée, on voit vraiment qu'il n'y a pas d'effet significatif. (...) Le but de la présentation ici, c'était de vous montrer que le gaz n'a pas augmenté (...). C'est vraiment des particules sur lesquels on va travailler. (transcription, 22 août '01)

Concernant les particules, il souligne qu'une augmentation a été visible pendant les semaines du 30 juillet et du 5 août, alors que la station 4A mesurait près de 0,40 microgrammes par mètre cube ( $0,40 \mu\text{g}/\text{m}^3$ ) lors d'un échantillonnage de 24 heures. Toutefois, il importe, selon lui, de situer ces données dans un contexte «*historique*». C'est pourquoi il compare les données de ces deux semaines, par rapport à celles prélevées depuis un an et demi (janvier 2000), soit avant que l'usine ne soit opérationnelle, définies comme point de référence ou «*bruit de fond*» sans l'usine. Il fait remarquer le niveau de poussières de l'époque qu'il attribue aux «*activités urbaines, travaux de construction en tout genre*», sans toutefois mentionner le contexte exceptionnel de ce moment, alors que la construction de l'usine était dans sa période de pointe<sup>263</sup>. Comparativement à ces données historiques, il conclut qu'«*il n'y a aucun effet significatif, vraiment, sur ces deux points de mesures*».

Mais les résidents semblent peu préoccupés de ces données sur les particules et le fluor gazeux provenant de la station 4A, qu'ils considèrent en quelque sorte comme non représentatives de la réalité. Ils veulent plutôt connaître celles concernant «leurs» particules, soit celles prélevées sur les pare-brise d'auto. Ce qui conduit à la seconde limite.

#### **Deuxième limite : incapacité à lier l'incident environnemental et ses effets sur la santé**

Les résultats d'analyse de l'échantillon d'alumine daté du 16 août montrent la présence de fluor. «*Donc, c'est une alumine qui a été mise en contact un peu avec de l'acide fluorhydrique*» reconnaît le représentant de la compagnie. «*Mais, ajoute-il, on parle vraiment de trace. Donc c'est de l'alumine légèrement fluorée*». Les résidents s'interrogent sur les quantités émises et les risques qu'il peut y avoir pour leur santé. Mais, comme l'explique le représentant d'Alcan, les quantités sont inconnues : «*On n'a pas encore quantifié*».

Aux interrogations concernant les irritations aux yeux ressenties par certains, il estime ne pas pouvoir répondre : «*J'aurais de la difficulté à répondre à cette question-là, voir la cause à effet des particules dans l'atmosphère versus les observations qu'on fait. Ça, ça demanderait plus de données pour statuer sur ce phénomène-là*». Il explique plus tard que

---

<sup>263</sup> Les poussières générées par le chantier était même un objet de plaintes de résidents.

les quantités d'échantillons prélevées jusqu'à ce jour ne sont pas assez importantes : *«On peut pas faire de chimie analytique sur quelques milligrammes de particules.»*<sup>264</sup>

Le «plan d'action» est présenté comme une réponse à ce manque de données. En effet, outre les rencontres avec les citoyens (2) et le ministère (2), le plan s'appuie essentiellement sur la «poursuite de l'expertise», de prises de mesures et des analyses (voir encadré no 20). Pour ce faire, la compagnie entend installer de «nouveaux équipements dans le secteur», plus précisément au centre du corridor affecté, soit sur la 7<sup>e</sup> avenue, lors de la semaine suivant la réunion (31 août). *«Et on va vous assurer qu'on va récupérer toutes les particules qui peuvent retomber dans le secteur pour faire des analyses chimiques plus approfondies. Ce qui nous intéresse, c'est la concentration de fluorures. On va fouiller davantage sur les particules récupérées.»*

#### **Encadré no 20**

«Plan d'action» d'Alcan présenté aux résidents de Dam-en-Terre relativement à l'incident d'émission accidentelle d'alumine fluorée (août 2001)

- Mettre en place une route d'inspection à l'épurateur de nettoyage des mégots d'anode	14 août
- Rencontre avec le représentant du ministère de l'Environnement	15 août
- Faire l'analyse des particules retombées	15 août
- Envoi d'une convocation aux citoyens	17 août
- Installation d'un détecteur de fuite (passif et Goyen) à l'épurateur	18 août
- Installation d'une voie de contournement à l'épurateur en question	31 août
- Rencontre avec citoyens	22 août
- Poursuite de l'expertise en installant des équipements de mesure dans le secteur	31 août
- Communiquer les nouveaux résultats aux citoyens et au ministère	À déterminer

Source : Alcan, Usine Alma, tiré de CR CASE, 22 août 2001, p. 18

<sup>264</sup> Un représentant du MENV nous affirmait le contraire (entretien téléphonique, 17 février 2003).

Sur les neuf «actions» inscrites à son plan, huit ont trait à des activités de surveillance et de communication. Une seule des actions inscrites a des incidences concrètes sur les émissions atmosphériques, soit «*l'installation d'une voie de contournement*» pour rediriger les gaz vers un autre épurateur. Cette mesure ne devrait être effective que le 31 août, soit plus d'un mois après les premiers constats d'une possible défectuosité des équipements (23 juillet)<sup>265</sup>.

Aux résidents qui disent ressentir des irritations aux yeux depuis deux semaines<sup>266</sup>, le représentant d'Alcan se rapporte aux données connues sur les dimensions des particules et la toxicité. D'abord au regard des effets sur le système respiratoire : «*La grosseur des particules retombées est trop importante pour pouvoir être inhalée efficacement; par conséquent elles ne pénètrent pas dans les poumons*» (CR, 22 août 2001, p. 15). Plus précisément, il explique que «*pour être respirable, les particules doivent être de 10 microns, ici, on fait référence à des particules de 100 microns*». Plus tard, en réponse à un citoyen soucieux de savoir s'il y a aussi des particules plus grandes ou plus petites, il reconnaîtra toutefois que l'information du centre de recherche confirme que la «*distribution gaussienne (...) part effectivement alentour de 50 microns et ça se répartit jusqu'à grosso modo 130 microns*»<sup>267</sup>. Au sujet de la toxicité des particules, la compagnie affirme que l'«*alumine est une substance considérée inerte tant chimiquement que biologiquement et donc sans effet sur la santé. Tout au plus les caractéristiques abrasives peuvent irriter au contact avec la peau après contact vigoureux*» (CR, 22 août 2001, p. 15).

Revenant sur la question des irritations des yeux, le représentant de l'équipe environnement estime que le lien resterait encore à établir avec les émissions d'alumine : «*on dit on a mal aux yeux, donc un certain risque ici, c'est un risque d'abrasion. C'est une particule abrasive. Alors maintenant, est-ce que c'est cette particule-là qui a causé ce phénomène-là? Faudrait continuer l'expertise*». Les résidents, quant à eux, constatent que les deux événements sont une «*drôle de coïncidence!*».

<sup>265</sup>Notons que la compagnie explique avoir installé un «capteur de particules» dès le 31 juillet.

<sup>266</sup>«yeux rouges», «les yeux me chauffent», «je pleure des yeux».

<sup>267</sup>Le libellé officiel du transparent présenté stipule par ailleurs : «*les particules émises sont de l'ordre de 80 à 110 µg/m de diamètre (sable très fin)*» (CR 22 août 2001, p. 8)

Malgré l'argument invoqué précédemment, à savoir l'insuffisance de mesures pour évaluer les quantités, la compagnie compare tout de même le taux d'exposition des résidents à celui des travailleurs. Elle conclue à l'absence d'«*effet nocif pour leur santé*» :

Les particules d'alumine fluorées sont plus irritantes cependant la concentration est suffisamment faible pour ne pas observer ces irritations. En effet, l'exposition de la population a été environ 2 500 fois plus faible que celle à laquelle les travailleurs peuvent être exposés sans effet nocif pour leur santé. Il est donc *improbable* d'observer de telles irritations dans la population lors de cet événement. (CR, 22 août 2001, p. 16, souligné par nous)

Des citoyens réagissent vivement à cette comparaison qu'ils jugent inappropriée. «*Les travailleurs de l'usine ont des masques de poussières, (...) nous, dans nos quartiers, on se promène pas avec des masques de poussières dans le visage!*»

Un résident demande plus de précisions : quelles sont les concentrations de fluor pouvant être dommageables? La réponse est d'abord confuse, le représentant d'Alcan compare la «*concentration de 40 microgrammes par mètre cube qui a été émise dans l'atmosphère*» avec la «*norme au niveau de l'hygiène industrielle*» de la Commission de santé et sécurité au travail, de «*10 milligrammes par mètre cube*». Un collègue corrige en précisant que «*on ne parle pas de concentration dans l'air. On parle d'ingestion des aliments.*» Il insiste sur le fait que «*Tout le monde en consomme tous les jours avec l'eau potable. Il y en a dans l'eau potable. Qu'elle soit naturelle ou fluorée y en a déjà.*» L'eau potable des résidents du quartier provient de puits privés. La question d'une contamination possible des puits n'est cependant pas abordée lors de cette rencontre, ni par les résidents, ni par la compagnie qui en fait pourtant le suivi.

La question du risque d'ingestion de particules fluorées est plutôt abordée par la compagnie par rapport à la consommation des légumes cultivés dans les potagers du voisinage. Plus de 166 potagers ont été dénombrés dans un rayon de trois kilomètres autour d'Usine Alma, dont douze (12) font l'objet d'un suivi par la compagnie (CRDA, 2001, p.7). Le représentant du Groupe environnement se montre rassurant :

La présence de ces particules sur les plantes et les légumes du potager ne pose pas de problème quant à leur consommation, car les particules (dont la solubilité est faible ou nulle) sont éliminées facilement par nettoyage à l'eau. L'ingestion d'alumine est sans conséquence sur la santé et les fluorures demandent une consommation régulière, excessive et soutenue pour être dommageable. Le lavage normal des plantes potagères élimine donc la présence de fluorures et d'alumine. (CR CASE, 21 août 2001, p. 16)

En définitive, à ce moment, la compagnie refuse d'établir un lien causal entre les émissions d'alumine et des effets possibles sur la santé humaine. Le manque de données disponibles est notamment évoqué pour justifier cette position. Tout au plus s'excuse-t-elle pour les inconvénients qu'ont pu subir les résidents à cause de la présence de «*poussières*» dans l'atmosphère. *«Par contre, pour l'inconvénient, ben... on va s'excuser parce que on est un voisin (...) C'est de la poussière au même titre que si y a des autos qui passent dans la rue pis qui font de la poussière, on peut générer de la poussière»* affirme un représentant (transcription, CASE, 22 août 2001). Par ailleurs, elle reconnaît que le caractère abrasif de l'alumine a pu causer des dommages causés aux biens des résidents affectés mais pas à leur santé, se montrant ouverte à négocier ce qui concerne des bris sur les peintures des véhicules. Les citoyens sont invités à transmettre leur plaintes officielles à un autre service de la compagnie, le Service immobilier<sup>268</sup>.

### **Troisième limite : décalage temporel entre la «mesure» et la gestion des opérations**

Le dévoilement de données sur les émissions atmosphériques permet à des résidents présents de mieux saisir comment se déroulent les opérations du suivi environnemental<sup>269</sup>. Ils constatent alors le temps réel qui s'écoule entre le moment des prélèvements sur les instruments de mesures dans le milieu, leur analyse et la prise de connaissance par l'équipe de l'usine. Entre autres, l'espace de six jours séparant les lectures des particules en suspension à la station d'échantillonnage 4A leur apparaît comme nettement trop long pour permettre à

<sup>268</sup>Des propositions de règlements seront finalement proposées quelques mois plus tard. La compagnie consent à verser 150\$ (CDN) à chaque plaignant, plus 50\$ par véhicule (CR CASE, 30 avril 2002, p. 5).

<sup>269</sup>Certains semblent même prendre conscience que le complexe industriel rejette plus de HF en période de démarrage et, même, qu'il rejette diverses émissions atmosphériques en situation *normale* de stabilité opérationnelle. *«Ça veut dire qu'il y a plusieurs gaz qui s'échappent?»* s'exclame une dame.



qui de réagir rapidement. *«L'analyse se fait au bout de la semaine? (...) Ça veut dire que si ça va mal, tu en as pour six jours avant de le voir? C'est ça?»* Le fait que toutes les alumineries du Québec ont ces mêmes façons de faire, selon les exigences du ministère de l'Environnement, ne les rassurent pas. Ajouté aux temps requis pour effectuer les analyses, ils questionnent les *«temps de réaction»*. Ce décalage temporel entre la «mesure» dans le milieu et la gestion des opérations apparaît comme la troisième limite du suivi environnemental du point de vue des résidents.

#### **Quatrième limite : conceptions différentes du rôle des instruments de suivi**

À ce sujet, le surintendant des Services techniques tente de rassurer les résidents en expliquant que ce ne sont pas les instruments de suivi qui guident les opérations. Il y a plutôt d'autres programmes à l'usine qui jouent ce rôle : *«On regarde, on a des détecteurs de fuite sur les dépoussiéreurs, on sait ce qui se passe.»* Mais les résidents répliquent en soulignant comment lesdits équipements ne les ont pas prévenus du problème d'émission : *«Ils vous l'ont pas dit parce que c'est les voisins qui vous l'ont dit!»*. Plus tard, il ajoute : *«il faut comprendre que la station 4A est là pour mesurer l'air urbain. C'est pas une station pour nous dire si nos équipements vont bien»*. Le surintendant explique ainsi la conception du suivi environnemental privilégiée par la compagnie :

Généralement le suivi environnemental, c'est pas là pour voir si ça va mal. C'est un *traceur*. C'est pour voir les tendances dans le temps. Si ça va mal, généralement, on le sait, pis ... on l'a vécu récemment, les voisins nous appellent, pis les gens le voient... constatent que.. Mais à l'usine aussi on a des programmes.  
(Transcription CASE, 22 août 2001)

Mais cette conception du suivi, tel un traceur de tendances historiques, diffère de celle privilégiée par les citoyens qui souhaitent un lien direct entre les résultats du suivi sur le milieu et la gestion des opérations. L'absence d'arrimage entre les deux, du moins dans un temps rapproché, révèle une autre et quatrième limite du suivi environnemental, soit la conception différente du rôle du suivi pour les résidents et la compagnie.

Au regard de ces diverses limites, un groupe de résidents fera directement appel au ministère de l'Environnement pour obtenir d'autres informations.

### SUIVI LÉGAL DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT : DES DONNÉES CONTRADICTOIRES

En parallèle aux échanges avec Alcan, des résidents de la zone la plus affectée, sur la 7<sup>e</sup> avenue, entreprennent des démarches pour obtenir une contre-expertise indépendante. Ils portent officiellement plainte au bureau régional du ministère de l'Environnement. Un inspecteur visite les lieux résidentiels le 10 septembre 2001, soit plus de cinq semaines après les premiers jours où les accumulations d'alumine sont devenues plus visibles (3-4 août). Dans son rapport, il note que les résidents observent toujours des retombées d'alumine dans leur voisinage. Il constate de *visu* la présence de poussières à l'extérieur de résidences (sur un camion, sur la table du jardin) et dans la maison d'un plaignant, «*sur les rebords des fenêtres*» (MENV, rapport 7610-02-01-0144000 020008617, p. 2). Lors de cette visite, les résidents remettent à l'inspecteur «*un résultat d'analyse d'un échantillon d'alumine prélevé le 7 août 2001; il s'agit d'un échantillon composé résultant de prélèvements sur plusieurs résidences de la 7 ième avenue*» (*ibid.*). Les résidents ont assuré eux-mêmes les coûts de cette analyse, faite par un laboratoire privé. L'analyse de l'échantillon montre une concentration en alumine de «*12688 mg/Kg*» (*ibid.*, p. 2).

Le même jour (10 septembre), l'inspecteur rencontre des représentants d'Alcan pour les «*informer que le problème d'émission d'alumine vers le quartier de Dam-en-Terre semble persister*» (*ibid.*). Ceux-ci affirment alors «*qu'il n'y a pas eu d'autres déversements et que présentement ils sont conscients du problème (...)*» (*ibid.*). Ils informent l'inspecteur des «*actions entreprises*» soit les mêmes que celles précisées dans le plan d'action présenté aux résidents près de trois semaines plus tôt (le 22 août), mais en précisant les lieux d'installation des détecteurs de fuite, soit sur les 63 dépoussiéreurs des CTG-B (DBB-H), CTF, CTG-1, 2 et 3 (*ibid.*).

En attendant les «*résultats du suivi d'Alcan*» et de pouvoir «*procéder à l'analyse des résultats*», le ministère convient de procéder lui-même à une série d'échantillonnages sur un potager du secteur.

### Résultats d'analyse du ministère et d'Alcan : des écarts considérables

Le Règlement sur la qualité de l'air prévoit une norme sur les émissions atmosphériques d'alumine, donc sous forme gazeuse. Or, dans le cas litigieux, comme il s'agit de particules solides d'alumine, le dit règlement n'est pas d'utilité. C'est plutôt celui sur la qualité des sols qui est utilisé.

Le 4 octobre 2001 – deux mois après les premières plaintes –, le ministère procède au prélèvement d'échantillons dans le potager d'une résidence de la 7<sup>e</sup> avenue du quartier de Dam-en-Terre pour y analyser la présence de fluorures. Sont prélevés un échantillon de terre, de tomate et d'épinard. Un représentant d'Alcan est présent et reçoit la moitié des échantillons pour que la compagnie puisse faire ses propres analyses. Les résultats des analyses du laboratoire du ministère (CEAEQ) montrent les taux suivants de fluorures disponibles (F<sup>-</sup>) :

Terre du jardin	8,8 mg/kg
Épinard (ensemble de la feuille)	12 mg/kg
Épinard (dosage sur les eaux de rinçage)	0,35 mg/l
Tomate verte (ensemble de la tomate)	1,6 mg/kg
Tomate verte (dosage sur eaux de rinçage)	0,03 mg/l

Le rapport du ministère<sup>270</sup> compare les résultats avec les normes existantes pour les sols. Le taux obtenu dans la terre de jardin – 8,8 mg/kg – se situe nettement sous les critères de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés. Le critère B établit à 400 mg/kg de fluorures disponibles (F<sup>-</sup>) la concentration maximale admissible en zone résidentielle. Comme telle, il n'y a pas de critères de concentration de fluorures pour ce qui est des légumes destinés à la consommation. Un avis est tout de même demandé aux médecins experts en santé publique de la Régie régionale de la santé et des services sociaux (RRSSS).

Par ailleurs, les résultats de l'échantillon sont mis en perspective par rapport à ceux obtenus par la compagnie Alcan dans son suivi triennal de douze potagers. Le *Centre de recherche*

<sup>270</sup>MENV, Rapport d'inspection, 7610-02-01-0144000 300001892, rédigé le 17 janvier 2003, p. 2

*et de développement en agriculture* (CRDA), organisme public rattaché au Collège d'Alma, agit comme consultant pour Alcan dans ce dossier. C'est lui qui a retenu les douze potagers, parmi les 166 potagers répertoriés dans un rayon de moins de 3 kilomètres autour du complexe Usine Alma. Avec la collaboration de leur propriétaire, une équipe du CRDA vient prélever deux fois par an des échantillons de sol et de légumes pour des fins d'analyse des teneurs en fluorures et en HAP. Ce suivi a été mis sur pied suite à la demande de résidents du voisinage, mais il ne s'inscrit pas dans le suivi réglementaire du ministère.

Le rapport du ministère fait état de la grande différence qui existe entre ses propres résultats, provenant de la 7<sup>e</sup> avenue, et ceux du suivi des potagers fait par Alcan. Contre toute attente, les résultats obtenus pour l'échantillon de sol de la 7<sup>e</sup> avenue fait dans une situation «exceptionnelle» d'émissions d'alumine fluorée, en 2001, sont de loin inférieurs à ceux observés dans le suivi régulier pour les années 2000 et 2002, tel que relatés dans le rapport d'inspection du ministère (voir encadré no 21). Comme le stipule ce rapport : *«toutes les concentrations trouvées dans le jardin sont inférieures à celles que l'on retrouve dans les jardins faisant l'objet d'un suivi par Alcan»*. De fait, les concentrations de fluor disponibles dans le sol de trois jardins suivis par Alcan dépasseraient ou se situeraient près du critère B, établi pour les zones résidentielles.

#### **Encadré no 21**

Concentration en «fluorures disponibles» sur les sols et légumes de potager selon les résultats du suivi du ministère de l'Environnement (2001) et d'Alcan (2000, 2002)

	<b>Ministère</b> (un potager) (2001)	<b>Alcan</b> (concentration moyenne sur 12 potagers) (2000) (2001)	
Terre du jardin	8,8 mg/kg	302 mg/kg	
Tomate	1,6 mg/kg	24 mg/kg	49 mg/kg
Épinard	12 mg/kg		
Laitue		25 mg/kg	49 mg/kg

Source : MENV, Rapport d'inspection, rédigé le 17 janvier 2003, p. 2

Devant de tels écarts, une rencontre est tenue le 11 mars 2003, un an et demi après le déversement d'alumine, entre des représentants du ministère et Alcan *«pour discuter du suivi fait par le CRDA dans les jardins (sol + légumes) du secteur»*.<sup>271</sup> Les écarts s'expliqueraient par un problème méthodologique, attribué au CRDA, comme consigné au rapport du ministère. Plus exactement, il y aurait eu *«confusion»* dans la mesure, nous explique un représentant du ministère : *«les mesures portent sur les fluorures totaux ou extractibles, alors que la norme porte sur les fluorures «disponibles»* (entretien téléphonique, 17 février 2004). En conclusion de cette rencontre, *«il ressort que le rapport du CRDA est erroné quant aux termes utilisés (F- disponibles totaux plutôt que F- totaux). Cela fait en sorte que le critère A est respecté»* (ibid). Il était convenu que la compagnie fournirait un autre rapport. Ce rapport n'était toujours pas disponible au moment de notre enquête (février 2004), onze mois après la dite réunion et plus de deux ans et demi après l'accident technologique (août 2001).

#### **Avis sur la santé : des recommandations tardives pour les populations à risque**

Le ministère demande un *«avis sur la santé»* à un médecin de la Régie régionale de la santé et des services sociaux (RRSSS) le 4 décembre 2001 au sujet des déversements d'alumine fluorée. Le médecin estime que l'exposition par *inhalation* comme peu significative, ce qui rejoint la position de la compagnie. Cependant, contrairement à celle-ci, il voit un risque potentiel découlant l'exposition à l'alumine fluorée par *«voie de poussières déposées au sol»*. Ses conclusions sont rapportées dans le rapport du ministère dans les termes suivants :

- L'exposition à l'alumine fluorée par inhalation est peu significative pour un risque accru à la santé des adultes et des enfants.
- L'exposition par voie de poussières déposées au sol représente la plus grande part de l'exposition aux fluorures tant pour les adultes travaillant dans les champs ou à l'extérieur que pour les jeunes enfants.
- La proportion de l'apport global d'apport en fluorure occasionnée par les poussières fait grimper du double les niveaux recommandés d'exposition aux fluorures chez les enfants d'âge pré-scolaire.
- L'apport de fruits et de légumes du jardin pourrait être significatif pour un enfant qui en ferait un usage régulier. (Source : MENV, 7610-02-01-0144000 300001892, rédigé 17 janvier 2003, p. 2)

<sup>271</sup> MENV, Rapport d'inspection, 7610-02-01-0144000 300001892, rédigé 17 janvier 2003, p. 3

Ainsi, le médecin identifie deux groupes à risque, soit les travailleurs agricoles et les jeunes enfants. Il émet une série de recommandations (voir encadré no 22). Une recommandation porte sur le suivi de l'eau potable des puits privés du quartier. On observe une concentration de fluorures près des normes dans un de ceux-ci. Ces recommandations sont transmises aux plaignants le 29 janvier 2002, soit plus de cinq mois après que les déversements d'alumine se soient produits et, donc, trop tardivement pour que trois des cinq recommandations puissent être mises en application. Elles concernaient les habitudes de vie des jeunes enfants pendant la phase d'exposition.

#### **Encadré no 22**

Recommandations de la RRSSS suite aux émissions d'alumine fluorée (2001)

- Vérifier l'alimentation en eau potable; certains puits privés de Dam en Terre présenteraient des dépassement de norme pour leur concentration en fluorure. (La concentration en fluorure du puits de M. (...) est de 1.13 mg/L (norme 1.5 mg/L).
- Éviter les suppléments fluorés chez les enfants durant la période d'exposition.
- Changer les surfaces des aires de jeux en sable ou terre des jeunes enfants.
- Éviter d'utiliser les dentifrices fluorés durant la phase aigu (sic) d'exposition.
- Laver les aires de jeux en surface dure des jeunes enfants (patio, galeries, pavé, gazons, etc.) Éviter les applications dentaires de fluor durant cette période. (déversement)

Source : MENV, Rapport d'inspection, rédigé 17 janvier 2003, p. 2-3.

Pour conclure brièvement ce point, la gestion de cet accident environnemental révèle comment les deux modes de suivi environnemental évoluent en parallèle. Des résidents de proximité, préoccupés par les conséquences possibles sur leur santé, tentent en quelque sorte de forcer la rencontre entre les deux suivis. Cette négociation se déroule encore une fois dans un cercle restreint, soit les résidents témoins, la compagnie et le ministère. À l'extérieur de ce cercle, il reste à voir comment les autres Almatois perçoivent la gestion de l'environnement.

#### 6.4.2 INTERPRÉTATIONS SOCIALES : QUATRE SOURCES DE CONNAISSANCES

L'environnement est un champ de préoccupations majeur pour les Almatois, exprimés à toutes les phases du processus d'implantation d'Usine Alma. Les entrevues collectives vont dans le même sens, faisant ressortir combien l'environnement est un facteur déterminant dans l'évaluation qu'ils font du projet d'Alcan. Ainsi, dès que les répondants aperçoivent le complexe sur une diapositive présentée, ils s'interrogent à savoir «*si l'usine gâche ou non le paysage*». Ils réfèrent presque immédiatement aux effets des activités industrielle sur la qualité de l'environnement et aux incidences possibles sur leur santé.

Par ailleurs, si la santé constitue une forte de préoccupation commune, elle n'est pas toujours exprimée explicitement. Le thème se situe toujours comme en filigrane du propos, généralement évoqué sous forme de courts commentaires et de questionnements. La santé ne prend une place centrale dans la discussion qu'à deux reprises, soit lorsqu'un homme témoigne au sujet de l'incident d'alumine fluorée qu'il a vécu, et brièvement dans le groupe de résidents habitant le plus près du site (rang Melançon). Ceux-ci font surtout part de leurs inquiétudes concernant diverses sources de pollution menaçant la qualité de leur environnement et, à long terme, la santé humaine<sup>272</sup>. Usine Alma est une des sources de risques parmi plusieurs autres, locales ou mêmes internationales, parce que, font-ils remarquer, «*les pollutions se promènent*». Bref, la santé est une préoccupation omniprésente, peu discutée ouvertement et une grande source de questionnement.

Ce questionnement s'inscrit en continuité avec celui sur les impacts environnementaux réels occasionnés par Usine Alma. Le nouveau complexe pollue-t-il moins, également ou plus que l'ancien qu'il remplace? Les avis sont partagés et prêtent à débat. Les opinions divergent *dans* et *entre* les trois groupes où la question a été posée<sup>273</sup>. Pour une des rares fois de la rencontre, la discussion entraîne quelques échanges vifs entre certains participants

---

<sup>272</sup>Soulignons toutefois qu'un résident tenait des propos beaucoup plus tranchés, affirmant avoir noté des changements sur sa santé (allergie, rhumes plus fréquents) depuis la mise en marche du complexe d'Alcan.

dans deux groupes. La majorité des répondants des trois groupes confondus (N=25) sont partagés entre une pollution moindre ou équivalente. Seulement trois estiment que le récent complexe pollue davantage que l'ancien.

Mais sur quelles sources de connaissances et d'informations les Almatois s'appuient-ils pour évaluer ainsi les taux de pollution des deux complexes industriels? Quatre sources sont principalement utilisées, soit :

- 1) le vécu d'incidents environnementaux, récents ou historiques;
- 2) les référents historiques en matière de complexes industriels;
- 3) l'observation d'indicateurs concrets et visibles; et
- 4) les sources d'informations formelles et informelles.

#### **6.4.2.1 PREMIÈRE SOURCE DE CONNAISSANCE : VÉCU D'INCIDENTS ENVIRONNEMENTAUX**

Le vécu d'un incident technologique et de ses effets environnementaux marque fortement les perceptions. Cela, peu importe qu'il se soit déroulé récemment ou dans un passé lointain. Lorsqu'ils sont évoqués, principalement par les résidents de proximité, ces incidents sont immanquablement liés à des préoccupations de santé.

Le témoignage le plus vibrant provient d'un propriétaire du secteur de Dam-en-Terre ayant vécu la série d'émissions incontrôlées d'alumine fluorée (voir chapitre 5.3). Dans le reste du groupe, l'incident est pratiquement passé inaperçu, seulement une autre proche voisine ayant observé des poussières blanches sur le seuil de sa porte, mais sans en faire plus de cas. Au contraire, le premier a vu sa maison «*envahie*» à deux reprises par cette poussière blanche inconnue pendant la phase de démarrage du complexe. Il raconte comment la poussière est entrée par la porte patio du deuxième étage, alors grande ouverte :

Nous autres dans notre chambre on a une porte patio. C'était à la grandeur de la maison. (...) Dans la piscine, c'était bien plein. Quand tu sais pas c'est quoi qu'il y a dans ça. La première fois c'était vraiment de l'alumine, la deuxième ça a l'air qu'il y avait du fluor. (Dam-en-Terre, lignes 1002-1017)

---

<sup>273</sup>La question n'a pas été posée dans le groupe de Melançon.



Les explications fournies par la compagnie l'ont rassuré au départ. Mais plus tard, il s'est mis à souffrir de problèmes respiratoires, qu'il soupçonne être causés par l'alumine. *«À un moment donné j'avais de la misère, quand je respirais. J'avais un gros point.»* Il subit des examens médicaux qui ne s'avèrent pas concluants, du moins à court terme comme lui explique son médecin :

Après ça, j'ai consulté un médecin. J'ai été le voir, puis il m'a fait passer des prises de sang tout le kit parce que vu que je dors face vers la porte, peut-être bien que j'ai respiré du fluor ou je sais pas trop là. Dans mon sang, tout était correct, mais le médecin, il m'a dit que «même s'il y avait un risque qu'il y ait quelque chose là, tu le verras pas tout de suite, ça va être plus tard que tu peux avoir des problèmes dans... On peut pas détecter ça tout de suite». (*ibid.*)

Aujourd'hui, il se dit toujours inquiet pour sa santé, surtout en été parce que les fenêtres sont alors ouvertes. Il est aussi préoccupé de la santé de ses enfants et les incite à être prudents en leur donnant des consignes comme celle de *«ne pas manger de neige»*. Le complexe tout proche est devenu une source de crainte : *«J'ai tout le temps une crainte là, des produits qui sortent...»*.

Deux autres résidents présents ont aussi observés des phénomènes «anormaux» dans leur voisinage et qu'ils associent à Usine Alma. Dans le rang Scott, à plusieurs kilomètres du site industriel, un homme a remarqué la présence de *«poussières grises»* sur son patio et les fleurs de son jardin. Il s'étonne qu'aucun de ses voisins n'ait observé le même phénomène. Il se montre particulièrement déçu de ne pas avoir reçu aucun suivi de la part de la compagnie, contrairement aux résidents d'autres secteurs considérés, eux, comme des *«voisins»*. L'homme, jusqu'ici pragmatique face à l'implantation de l'Usine Alma et à sa contribution à l'économie locale, estime l'incident suffisamment *«sérieux»* pour se mobiliser si cela se reproduisait. Il insiste sur le *«danger»* potentiel. Dans le secteur de Melançon, un deuxième homme affirme avoir senti des odeurs suspectes à l'été 2002. *«Ça sentait peut-être bien un peu semblable à la combustion du charbon, quelque chose comme ça.»* Il explique avoir observé ce phénomène à plusieurs reprises, alors qu'il travaillait dans son potager, situé tout près du site. Toujours suspicieux, il n'a cependant pas modifié ces pratiques de jardinage par la suite, estimant qu'il *«n'y a pas grand-chose à faire!»*.

Enfin, les incidents environnementaux qui marquent ne sont pas toujours récents. Des événements historiques sont aussi évoqués, soit la période où les vaches laitières du secteur d'Alma subissaient les effets des retombées atmosphériques de fluor provenant de l'usine Isle-Maligne. Les images de vaches boitant et perdant leurs dents sont encore bien présentes dans la mémoire des résidents plus âgés, des témoins oculaires de cette époque. Même des plus jeunes, n'ayant pas connu cette époque, en ont entendu parlé. Aujourd'hui, près de cinquante ans après les événements, cette dame se questionne toujours sur les risques potentiels pour sa santé : *«parce qu'on a bu du lait... il y avait vraiment des problèmes, hein. Est-ce que c'est tout réglé, ces problèmes?»* (EC-2).

Bref, les incidents environnementaux, même s'ils constituent des événements «rares» et «isolés», marquent fortement les perceptions de ceux qui en sont témoins, et pour longtemps. Ils ramènent à l'avant-plan la question toujours latente de la santé et font émerger de nouveaux questionnements, par exemple relativement à la sécurité de l'industrie, et ébranlent le lien de confiance qui s'était établi entre la compagnie et les résidents.

#### **6.4.2.2 DEUXIÈME SOURCE DE CONNAISSANCES : LES RÉFÉRENTS HISTORIQUES**

Dans le contexte à l'étude, le filtre historique, deuxième source de connaissances, est particulièrement important. En effet, la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean accueillant de grandes alumineries depuis plus de 75 ans, lorsque les répondants évaluent *Usine Alma*, ils la comparent presque toujours avec d'autres, que ce soit celle dans la localité désormais fermée (Isle-Maligne), celles dans la région ou ailleurs dans le monde. Ils confrontent aussi les *générations* d'usines, soit celles plus récentes (Alma, 2000, Laterrière, 1989) à celles plus anciennes (Isle-Maligne, 1943, Arvida, 1926). Les premières, les «modernes», sont définitivement mieux perçues, principalement à cause de changements technologiques qui ont permis d'améliorer les performances environnementales. Toutefois, même si elles sont jugées favorablement, les nouvelles usines sont toujours considérées comme des sources d'émissions polluantes : *«Mais c'est pas la même pollution. Il reste quand même des déchets toxiques dans l'air...»*.

L'aluminerie locale Isle-Maligne sert souvent de référence pour comparer et évaluer le nouveau complexe Usine Alma qui la remplace. Tous semblent reconnaître que le *«procédé à été modifié»*, mais sans plus de précisions. La plupart s'appuie sur l'énoncé général promu par la compagnie, à savoir que les changements technologiques ont permis de réduire des émissions atmosphériques. Dans cette suite, plusieurs concluent que, globalement, Usine Alma *«pollue moins»*. D'autres, plus rares, mettent en relation la diminution par tonne produite par rapport à l'augmentation de production. Plusieurs évoquent des propos tenus par les représentants de la compagnie à l'époque, mais tous n'ont cependant pas retenus les mêmes chiffres ce qui crée de la confusion pour plusieurs.

Lorsque chacun est invité à préciser s'il estime que le récent complexe Usine Alma pollue plus, moins ou autant que l'ancien d'Isle-Maligne, l'exercice paraît difficile, voire déstabilisant. Certains s'estiment *«incompétents»* et d'autres ont une position mitigée. Plusieurs avouent s'appuyer sur les informations reçues, sans être tout à fait certains : *«ma perception... elle pollue moins. Parce que j'ai tellement entendu parler de tout le modernisme qui a été fait au départ. Je pense qu'elle pollue moins, mais je ne suis pas sûr»* (EC-4).

La présence historique des alumineries constitue donc un filtre important dans le contexte à l'étude pour aborder la question de l'environnement. Une troisième source de connaissance entre dans l'interprétation des impacts environnementaux d'Usine Alma qui renvoie à des indices concrets et visibles sur les usines mêmes ou dans l'entourage immédiat.

#### **6.4.2.3 TROISIÈME SOURCE DE CONNAISSANCES : INDICES CONCRETS ET VISIBLES**

Les répondants sont nombreux à noter la quasi disparition de ce qui apparaît comme deux véritables «symboles» de pollution, soit les cheminées et la fumée «noire». Le nombre restreint de cheminées de la nouvelle aluminerie d'Alma, par rapport à d'autres usines plus anciennes, constituerait pour certains un indicateur concret d'une amélioration des performances environnementales qui contribue à les rassurer. *«Mais pour une grosse usine comme ça, il n'y a pas beaucoup de pollution pareil. Il y a rien que deux petites cheminées... »*. De même, les Almatois interrogés observent de près les émissions atmosphériques

qui en sortent. Ils notent le peu d'émissions visibles à l'œil nu. Plusieurs s'estiment «*chanceux*» comparativement à ceux qui résident à proximité d'autres usines.

Ces améliorations concrètes et visibles concernant les infrastructures incitent certains à qualifier positivement le complexe. Prenant la parole au nom du groupe, un citoyen parle ainsi de la «*belle usine*» qu'il compare avec l'ancienne : «*Même la fumée en général, il y en a un petit peu mais... (...) Comparé à ce qu'on avait avant...*» (EC-1). Tous ne sont cependant pas aussi rassurés. Comme le laissent entendre plusieurs commentaires (voir encadré no 23), les émissions, quoique rendues presque invisibles à l'œil nu, demeurent tout de même préoccupantes.

#### **Encadré no 23**

Propos sur les émissions atmosphériques, source de questionnements et d'inquiétudes pour des résidents de proximité

— «(...) ils ont réussi à ne pas mettre de cheminée, à pas voir de boucane. Donc, ça ne pollue plus visuellement. *Mais qu'est-ce que cela cache ?* »

— «En fait, il en sort pas beaucoup de fumée... Comment ça se fait qu'elle fait autant de pollution que l'autre, mais on n'en voit quasiment pas?» (EC-1, lignes 980-982)

— «Ils ont enlevé ce qui était épeurant, *mais ils ont pas enlevé ce qui était l'inquiétude.* (...) Les grosses, grosses cheminées, les plus grosses. Quand tu es sur la butte, sur le site d'observation, puis tu regardes en plein jour, tu vois sortir la grosse chaleur. C'est propre ce qui sort, *mais on sait pas c'est quoi.*» (EC-1, lignes 2268-2280, souligné par nous)

— «on parle plus du paysage, moi ce qui m'inquiète, c'est les rejets. La fumée là, c'est sûr qu'on parle que ce n'est pas beau de voir l'usine, mais la fumée là, on ne s'en rend pas compte, puis on ne la sent pas.» (EC-3).

Source : Extraits d'entrevues collectives, 2003

Les répondants les plus préoccupés semblent appartenir à trois profils, soit 1) les plus proches résidents du site industriel, 2) ceux affirmant de fortes valeurs environnementales et, enfin, 3) ceux ayant été témoins d'incidents environnementaux. Tout en reconnaissant l'amélioration sur le plan visuel, on se demande ce qui en «*sort*», ce qu'elles peuvent bien «*cacher*». Pour certains résidents, qui se montrent généralement plus préoccupés que les promoteurs territoriaux, il faut sortir du discours sur l'esthétique du paysage pour entrer

dans les véritables questions, soit celle des rejets environnementaux, toujours sources de questionnement et d'inquiétude. De leur point de vue donc, environnement et paysage donc deux choses distinctes.

De telles préoccupations conduisent certains résidents à surveiller de près leur environnement de proximité et à y noter tout changement incongru. Ils font des associations et se montrent soupçonneux. Par exemple, un homme scrute avec minutie les plantes de son potager, surtout depuis qu'il y a observé des «*poussières grises*» suspectes. Ou encore cet autre, souffrant d'insomnie, qui se lève la nuit pour observer les activités provenant du complexe. Selon lui, les émissions semblent alors plus importantes que dans le jour. Il s'interroge : «*Je me demande si c'est par pur hasard, au niveau des productions, (...) ou si on emmagasine des impuretés que la nuit on laisse fuir?*». Il se questionne aussi concernant le fait que le tuyau évacuant les eaux du site industriel ait été enfoui aussi profondément pour se déverser dans la rivière Petite-Décharge : la compagnie aurait-elle des choses «à cacher»?

En somme, les changements matériels, visibles depuis l'extérieur des sites industriels et ce, au quotidien, constituent donc une troisième source de connaissance pour les Almatois interrogés. Le sens à donner à certains changements, comme la diminution du nombre de *cheminées* ou des *émissions* atmosphériques visibles à l'œil nu, n'est cependant pas univoque. Certains y voient un lien direct avec une diminution des impacts environnementaux, alors que d'autres y voient toujours matière à questionnement.

#### **6.4.2.4 QUATRIÈME SOURCE DE CONNAISSANCES : MÉCANISMES FORMELS ET RÉSEAUX INFORMELS**

Enfin, divers mécanismes sont généralement prévus pour diffuser de l'information au grand public. La procédure d'évaluation environnementale offre l'occasion de mieux connaître les projets, entre autres par le biais de l'étude d'impacts et des audiences publiques. Dans le cas de l'usine Alma, la compagnie a aussi beaucoup investi dans le domaine, en mettant en place avec une panoplie d'outils supplémentaires (voir programme de communication,

point 4.1.1.2). Jusqu'à quel point ces outils ont-ils été utilisés par les résidents de proximité et les promoteurs territoriaux? Et comment se comparent-ils à d'autres sources d'information plus informelles comme les réseaux interpersonnels? Les Almatois interrogés ont répondu par le biais d'un questionnaire écrit<sup>274</sup>. Sous réserve du nombre de réponses obtenues<sup>275</sup> et compilées dans le tableau no 9, il est possible de poser quelques constats.

D'abord, la forte majorité a tenté d'obtenir des informations sur le projet d'Alcan en recourant à plusieurs mécanismes mis à leur disposition pendant les diverses phases d'implantation du projet (planification, construction, démarrage). Les résidents du secteur Melançon, habitant le plus près du site, se démarquent comme étant ceux ayant utilisé le plus grand nombre de mécanismes différents. En effet, tous les répondants, sauf un<sup>276</sup>, ont eu recours à six sources ou plus. Dans les trois autres groupes, cette répartition est très variable : certains individus ayant eu recours à seulement une source alors que d'autres, à l'opposé, ont utilisé jusqu'à huit mécanismes différents.

Ensuite, certains mécanismes d'information s'avèrent nettement plus populaires. Tous groupes confondus, les cinq les plus utilisés sont, par ordre décroissant : les visites de chantier organisées par Alcan, les visites spontanées au belvédère, les discussions avec des employés connus de l'Usine Alma, le bulletin distribué par Alcan et les réunions d'information tenues par Alcan *avant* le début du projet. Tous ces mécanismes ont été utilisés par plus de la moitié – ou presque – des répondants. Par ailleurs divers facteurs «structurels» peuvent avoir restreint l'utilisation de certains mécanismes qui n'étaient accessibles qu'à des groupes désignés par la compagnie<sup>277</sup>.

<sup>274</sup> La question était posée dans les termes suivants : «*comment avez-vous reçu de l'information sur le projet d'Alcan?*». Onze choix étaient offerts, en plus d'une réponse ouverte.

<sup>275</sup> Au total, 24 répondants sur une possibilité de 31.

<sup>276</sup> Celui-ci n'a utilisé que deux sources, soit les réunions d'information en avant projet tenues par le promoteur et les audiences du BAPE, et s'est dit très insatisfait de ces sources.

<sup>277</sup> Pensons au bulletin d'information et au comité CASE couvrant exclusivement les territoires de Dam-en-Terre et de Melançon, ou encore aux réunions d'information tenues par le promoteur avant et pendant la construction qui étaient accessibles sur invitation et seulement à ces mêmes résidents.

**Tableau no 9**

Les sources utilisées par les répondants pour s'informer sur le projet d'Alcan

Sources d'information (formelle / informelle)	Total (N=24)	Résidents Dam-en- Terre (N=6)	Résidents Melançon (N=6)	Résidents Scott (N=7)	Promoteurs territoriaux (N=5)
Visité le chantier lors de visites organisées par Alcan (formelle)	16	4	5	4	3
Été sur le belvédère pour observer l'évolution du chantier (informelle)	15	4	5	3	3
Parlé à des employés que vous connaissez (informelle)	14	3	3	5	3
Lu le bulletin distribué par Alcan (formelle)	14	4	5	3	2
Assisté aux réunions d'information tenues par Alcan <i>avant</i> le projet (formelle)	11	4	6	1	0
Assisté à des réunions d'information organisées par Alcan <i>pendant</i> la construction (formelle)	8	3	5	0	0
Discuté avec un représentant de Ville d'Alma (informelle)	8	2	2	2	2
Visité le site d'Internet d'Alcan (formelle)	7	2	1	1	3
Participé aux audiences publiques tenues par le BAPE <i>avant</i> le projet (formelle)	4	1	2	1	0
Parlé à des représentants d'Alcan (informelle)	4	n.a. <sup>(1)</sup>	1	0	3
Discuté avec un membre du comité CASE (informelle)	3	0	2	0	1
Autres	2	1	0	0	1

<sup>(1)</sup> Ce choix de réponse n'était pas inscrit dans le questionnaire distribué à ce groupe de répondants.

Source : Compilation des réponses obtenues au questionnaire écrit (entrevues collectives, 2003).

Ces cinq mécanismes les plus populaires ont en commun d'être liés à Alcan, ce qui fait du promoteur une source d'information importante, troisième constat. À l'opposé, un des seuls mécanismes formels, plus «dialogiques» et indépendants, a été moins utilisé. Nous référons ici aux audiences publiques tenues par le BAPE qui permet aux Almatois de faire valoir leurs préoccupations et leurs points de vue sur le projet à l'intérieur d'une procédure sous la gouverne d'une autorité «neutre». Seulement quatre des 24 répondants y ont participé. De même, deux seulement ont parlé à leur représentant siégeant sur le comité CASE. De fait, peu répondants connaissent l'existence du comité, sauf dans le groupe de Melançon<sup>278</sup>.

<sup>278</sup> Dans le cas de Scott, ce constat n'est pas surprenant puisque ce secteur n'est pas formellement inclus dans la zone de voisinage définie par la compagnie et, donc, pas représenté au comité. Cette non inclusion est d'ailleurs vécue par certains résidents interrogés comme une iniquité face à d'autres citoyens d'Alma.

Dans l'ensemble, soulignons combien les réseaux interpersonnels s'avèrent une source d'information importante. En effet, si l'on considère les réponses au questionnaire, si on tient compte du fait que sept des Almatois interrogés ont (ou avaient) un lien d'emploi avec Alcan (eux-mêmes ou leur conjoint) et si on ajoute ceux ayant mentionné avoir discuté avec un ami ou membre de la famille qui travaille à Usine Alma, plus de la moitié des Almatois rencontrés (18/31) a eu recours à cette source d'information. Pour un répondant sur cinq, elle constitue une des rares sources utilisées, quand ce n'est pas la seule. Comme l'explique cet employé d'une autre grande industrie, on fait confiance aux connaissances des procédés et à l'«*honnêteté*» de ses personnes dont on est proche et qui y travaillent :

Bien moi, d'après ce que j'ai entendu dire, parce que j'ai des confrères, j'ai des amis qui travaillent là. Ils sont un peu dans le domaine. Si je me fie à ce qu'ils me disent, je pense que c'est des gens qui sont très honnêtes, ils disent que l'Alcan ne pollue à peu près pas. À peu près pas : ce n'est pas 20%. (...) Moi, je me fie à ce qu'on me dit. (EC-3, lignes 780-788)

En entrevue, la question de la qualité et de l'accessibilité de l'information fournie par le promoteur est peu abordée spontanément. Lorsque nous posons la question, les trois membres du CASE présents se disent tous satisfaits : *«Je pense qu'ils ont beaucoup, beaucoup de personnel pour nous répondre quand vient le temps de poser des questions pointues. Ils sont très ouverts, ils ne font pas de cachette<sup>279</sup>»*. De leur côté, les résidents sont partagés. Certains laissent entendre qu'ils doivent faire confiance à la compagnie : *«on se fie à ce qu'il nous disent, on veut bien croire»*. Mais d'autres personnes, soit celles ayant de fortes préoccupations au sujet de l'environnement ainsi que celles ayant observé des incidents environnementaux, se montrent beaucoup plus sceptiques : *«... ils nous disent pas tout. Ils peuvent pas tout dire, c'est sûr.»* Enfin, le conflit d'intérêt est soulevé par un seul répondant. Il estime important de pouvoir discuter avec une personne indépendante de la compagnie, car elle seule pourrait parler ouvertement.

---

<sup>279</sup>Soulignons que cette affirmation, tenue devant le groupe, est contradictoire avec une autre faite en entrevue individuelle quelques semaines plus tôt. Cette personne disait alors éprouver des difficultés à comprendre l'information transmise et même douter de la transparence de la compagnie.



### 6.4.3 EN SOMME... DEUX SUIVIS PARALLÈLES NE RÉPONDANT PAS AUX PRÉOCCUPATIONS CITOYENNES

L'environnement constitue un facteur déterminant de l'interprétation sociale du paysage d'Usine Alma. Dans ce contexte où les alumineries sont présentes depuis plusieurs générations, certains enjeux sont propulsés à l'avant-plan des préoccupations. La question est ici abordée sous l'angle des impacts des rejets atmosphériques sur la qualité de l'air et renvoie à l'enjeu de la santé des populations locales. Cette préoccupation est partagée par tous les répondants. Elle est cependant difficile à discuter, entre autres parce qu'elle soulève plus d'interrogations que de certitudes. La question environnementale prête à discussion. Entre autres, les opinions divergent quant à savoir si le nouveau complexe pollue davantage, également ou moins que celui d'Isle-Maligne qu'il remplace. La majorité des Almatois interrogés considèrent que la nouvelle situation est soit meilleure, soit équivalente à celle prévalant avec Isle-Maligne. Dans un contexte stable, les avis partagés prêtent à débat, mais sans plus. Mais dans un contexte instable, comme lors d'un accident technologique, l'incertitude pèse sur les rapports établis avec la compagnie, tout comme sur la représentation du «*bon*» projet.

Les avis et perceptions des répondants s'appuient sur quatre principales sources de connaissances. Les réseaux interpersonnels représentent celle utilisée par le plus grand nombre de répondants affectés et, ce, plus que les canaux d'information officiels mis en place par la procédure d'ÉE et la compagnie. Cette dernière demeure une source importante d'information. Les trois autres sources de connaissances également utilisées sont 1) les référents historiques disponibles dans le milieu pour fins de comparaison, 2) des indicateurs concrets et visibles depuis le quotidien et 3) le vécu d'accident environnemental ou l'observation d'impacts environnementaux plus anciens.

Cette dernière source s'avère particulièrement déterminante. Les accidents technologiques créent, en effet, un contexte d'incertitude au sujet des effets de la production industrielle sur l'environnement. Ils peuvent déstabiliser les représentations antérieures et les rapports de confiance établis avec l'entreprise. Enfin, ils remettent à l'avant-plan tout l'enjeu fondateur

de la santé. Bref, la question environnementale est fondatrice dans les rapports entre les populations locales et les activités industrielles.

Dans cette perspective, deux mécanismes ont été mis en place pour assurer le suivi environnemental du complexe Usine Alma. Un premier réglementé, de type surveillance, est encadré par le ministère de l'Environnement. Un second volontaire, de type sociopolitique, se déroule au comité multipartite CASE, où Alcan transmet diverses informations découlant de ses propres activités de suivi. La négociation autour du suivi environnemental se déroule en deux temps. Elle porte d'abord sur la définition des modalités du suivi. Le contenu et la forme des deux mécanismes de suivi retenus ont été négociés dans des arènes distinctes et par un groupe restreint d'acteurs, soit respectivement le ministère de l'Environnement et la compagnie, puis la Ville et la compagnie. Cette dernière délimite fortement le cadre d'intervention du comité local CASE, sans par ailleurs rencontrer d'opposition de la part des autres membres. La négociation se déplace ensuite vers le fonctionnement du suivi. Les acteurs présents tentent d'influencer les pratiques de suivi pour faire en sorte qu'elles concordent avec leurs attentes et leurs rationalités. Ces dernières se transposent notamment dans les savoirs qui sont valorisés et mis à contribution dans le suivi, ainsi que dans les logiques adoptées pour définir les problèmes et y répondre.

Afin d'examiner cette dynamique d'acteurs, la gestion d'un accident technologique a été documentée. L'accident consiste en une série d'émissions incontrôlées d'alumine dans l'atmosphère au cours du démarrage. Il ne s'agit pas du seul accident ayant eu des répercussions à l'extérieur du site industriel, mais il est un des rares à être connus du grand public. L'examen de la gestion de l'incident fait ressortir plusieurs constats. Un premier veut que les deux suivis, réglementé et volontaire, opèrent dans des sphères distinctes et ne se recoupent que rarement. L'absence d'échanges entre des acteurs comme le ministère de l'Environnement et des membres du CASE est particulièrement frappant. De fait, deuxième constat, la compagnie est le seul acteur qui soit présent dans les deux lieux de suivi à la fois. Ce faisant, elle est la seule à avoir en main toutes les informations générées par ces suivis, ce qui lui permet d'avoir une vision plus complète d'une réalité souvent complexe.

Un tel cloisonnement entre les deux mécanismes de suivi rend l'accès aux données laborieux pour des acteurs impliqués, comme les citoyens, les associations et même la Ville. Outre la «disponibilité» de l'information, sa nature et sa qualité, sont problématiques<sup>280</sup>. Ces difficultés renvoient respectivement aux questions des savoirs reconnus et des rapports de confiance entre les acteurs.

Ainsi, la majorité des données générées par les deux suivis adoptés sont de nature technique, requérant des connaissances spécialisées (procédés technologiques, écologie, chimie). Seuls les représentants de l'entreprise et du ministère ont, *a priori*, une formation leur permettant de comprendre ce type de données. Les autres acteurs du suivi<sup>281</sup>, y compris les résidents témoins de l'incident et leurs représentants siégeant au comité CASE, doivent acquérir ces connaissances. Sans être un obstacle insurmontable<sup>282</sup>, cela pose tout de même un premier décalage entre les acteurs sociaux. Il est difficile pour les «nouveaux» acteurs de saisir l'ampleur et la portée de certains événements.

Par ailleurs, la capacité de ces données à éclairer et à agir sur les problématiques est contestée par les citoyens. Ils font ainsi ressortir quatre limites du suivi environnemental du promoteur.

- Les deux premières ont trait à l'incapacité des instruments de mesure de rendre compte des phénomènes vécus et de répondre aux interrogations des résidents sur la santé. Ce sont la non représentativité des stations (nombre, localisation) et la quantité insuffisante de données permettant de prendre en compte les retombées de l'accident et d'évaluer leurs effets sur les populations humaines.

<sup>280</sup> Rappelons que pour obtenir des données du ministère de l'Environnement, la chercheuse a dû faire une demande officielle en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

<sup>281</sup> Comme le relève l'enquête de Côté sur ce même cas, des représentants de groupes environnementaux siégeant au comité CASE, qui sont *a priori* les plus «outillés» en la matière, sont «*parmi ceux qui se questionnent le plus sur leur capacité à comprendre les tenants et aboutissants du projet et la capacité du comité à jouer son rôle au-delà des relations avec le voisinage*» (2004 : 182).

<sup>282</sup> Divers auteurs ayant documenté des mobilisations environnementales ont ainsi rapporté comment des citoyens en viennent à maîtriser des connaissances et habilités (cités dans Freudenburg, 1993, p. 912). Un Dunkerquois impliqué dans le comité de suivi mis en place par Péchiney estimait que deux ans étaient nécessaires pour acquérir de telles connaissances et devenir un interlocuteur «crédible» (entrevue, 2000).

- La troisième limite du suivi concerne le décalage temporel, trop important à leurs yeux, entre le moment où il y a prise de conscience de l'incident, la prise de mesure technique et la réintégration de cette dernière dans la gestion des opérations. Pour les résidents, il est clair qu'il doit y avoir une intervention concrète et rapide face à des tels événements, ce que les pratiques actuelles ne semblent pas être en mesure de faire.
- Enfin, quatrième lacune, le recours à ce type de données techniques fait ressortir la différence entre les objectifs du suivi environnement poursuivis par la compagnie et ceux souhaités par les citoyens. Les premiers insistent sur l'intérêt de documenter les rejets dans une perspective historique, notamment pour comprendre et éviter que des incidents similaires ne se reproduisent dans l'AVENIR, alors que les seconds exigent une action rapide sur l'événement PRÉSENT.

Globalement, lors de la gestion de l'incident environnemental, deux conceptions du suivi s'affrontent, au lieu de se compléter tel que privilégié dans les modèles théoriques de gouvernance environnementale (*cf.* chapitre 2, point 2.3). Comme les groupes d'acteurs restent chacun sur leurs positions respectives, les résidents affectés ne trouvent pas de réponse satisfaisante aux questions sur la santé. De plus, la relation de confiance établie avec la compagnie est ébranlée car l'autre enjeu qui se construit, du point de vue des citoyens, est celui de la sécurité (ou du risque). Plus exactement, tel qu'exprimé lors de la rencontre d'information organisée par la compagnie, ils se demandent si Alcan maîtrise bien ses technologies, si elle a la capacité de réagir aux événements imprévus et, enfin, si elle est fiable et transparente dans ses rapports avec la population locale. De l'autre côté, la compagnie ne réussit pas plus à atteindre ses objectifs, qui sont de «rassurer» ses voisins et de maintenir des relations de confiance avec eux.

En résumé, la question environnementale reste indissociable de la qualification du complexe d'Alcan et elle médiatise fortement les rapports entre les résidents de proximité et les gestionnaires. Les mécanismes formels de suivi servent à la construction de ces rapports, mais les informations qui y sont générées sont toujours testées avec d'autres connaissances, provenant aussi d'observations empiriques, du vécu individuel ou historique. La qualité de l'environnement, du point de vue des citoyens, est donc un construit fait de connaissances, de perceptions et d'expériences vécues.

## 6.5 L'AMÉNAGEMENT DU SITE INDUSTRIEL

Les grandes industries ne constituent plus la locomotive d'autrefois en matière de création d'emplois. Aussi, depuis une dizaine d'années, Ville d'Alma mise davantage sur le créneau touristique pour diversifier l'économie locale. Les «*zones à potentiel récréo-touristique*» sont concentrées autour de l'île d'Alma, stipule le plan d'urbanisme (1989). Le nouveau mégacomplexe d'Alcan sera localisé au centre de ces «potentiels». L'arrimage entre cette industrie lourde traditionnelle et l'économie naissante du tourisme est donc à faire, notamment sous l'angle du paysage, ressource reconnue de cette dernière.

Les intervenants touristiques et les élus perçoivent cela comme possible, comme affirmé lors des audiences publiques. Dans une perspective de tourisme industriel, ils suggéraient de faire d'Usine Alma un nouvel attrait local. Ils avaient alors suggéré plusieurs moyens concrets pour y arriver (*cf.* chapitre 5, point 5.4). L'enjeu devient donc, de leur point de vue, l'intégration du site industriel d'Alcan dans l'offre touristique locale.

Le promoteur ne ferme pas la porte à ces demandes du milieu. Il prend l'engagement, répété sur plusieurs tribunes, d'«*élaborer un plan d'aménagement avec le milieu*», «*en accord avec le milieu*» (verbatim BAPE, 11 juin 1997). Ses modalités restent à définir pendant les phases subséquentes. Un comité multipartite, le Comité d'aménagement et de suivi environnementale (CASE), est mis en place à cette fin.

L'expérience de négociation conduite dans ce comité est examinée dans un premier point (6.5.1). Dans un second grand point (6.5.2), l'interprétation que font les promoteurs territoriaux et les résidents rencontrés des ententes, de même que leur satisfaction face aux réalisations, sont abordées.

### 6.5.1 NÉGOCIATIONS SUR L'AMÉNAGEMENT DU SITE : DANS LE COMITÉ CASE ET EN PARALLÈLE

Le *Comité d'aménagement et de suivi environnemental*, le CASE, est créé alors que le chantier d'Alcan démarre. Le paysage ne constitue pas un enjeu de négociation comme tel au CASE, ni même un thème de discussion pendant la période de constructio<sup>283</sup>. C'est plutôt une perspective d'aménagement du territoire qui est privilégiée dans le travail du comité. Le présent point s'attarde donc aux négociations entourant l'aménagement du site, un des grands mandats du comité, plus particulièrement au regard de l'enjeu du tourisme industriel. Mais d'abord, rappelons brièvement le cadre dans lequel se déroule la négociation.

#### 6.5.1.1 LE CADRE DE LA NÉGOCIATION : DES BALISES FIXÉES PAR LA COMPAGNIE

Le comité CASE était conçu comme un lieu de concertation. Un examen des échanges et des résultats invite cependant à s'interroger sur l'influence effective qu'a pu avoir le comité sur l'orientation et les décisions concernant l'aménagement du site et, donc, le réel niveau d'influence des acteurs impliqués au CASE.

D'abord, le cadre de la négociation au comité CASE est fortement délimité par Alcan, autant sur le plan de son organisation formelle (mandat, composition) que de son fonctionnement (cf. point 6.4.1.1). De plus, l'entreprise refuse de soumettre l'ensemble du projet d'aménagement au CASE. Celui-ci a été structuré autour de trois grands axes<sup>284</sup>. Le comité

<sup>283</sup>Sur les treize réunions tenues sur une période d'un an et demi, soit du 28 janvier 1998 au 13 septembre 2000, le paysage n'est ni inscrit à l'ordre du jour, ni même objet de discussion. Tou au plus quelques rares interventions sont faites concernant les *dimensions visuelles* d'infrastructures périphériques. Entre autres, le promoteur «*Alcan cherche la solution permettant de minimiser l'impact visuel*» découlant de l'installation d'une «*antenne émettrice d'une hauteur de 90 mètres dans les environs de l'usine Isle-Maligne*», infrastructure non prévue dans l'étude d'impacts (CR CASE, 19 avril 2000, p.2). Des discussions seraient en cours à ce sujet avec la Ville, mais il s'agit d'un domaine de juridiction du gouvernement fédéral comme le rappelle l'urbaniste d'Alma.

<sup>284</sup>Un premier, intitulé «*valorisation des terres agricoles*», concerne les activités de suivi de la qualité des sols et de proposition de cultures. Il est sous la gouverne du *Centre de recherche et de développement en agriculture*, du Collège d'Alma. Le second, «*construction de l'usine*» inclut les travaux relatifs aux infrastructures construites de l'usine (bâtiments, voies d'accès routier et ferroviaire), de même que le programme de «*revégétalisation du site et des talus acoustiques en pourtour*» qui inclut la conception des talus et du programme de plantation.

doit limiter ses discussions à un seul, dit *Aménagement paysager hors site*. Cela a comme conséquence d'exclure la conception des talus et du programme de plantation des travaux du comité. Or, il s'agit des deux principales mesures de mitigation des impacts visuels.

Même lorsque la compagnie accepte de soumettre certains éléments de son projet d'aménagement aux discussions du CASE, l'influence du comité demeure limitée et ce, pour diverses raisons. Ainsi, le promoteur peut presser les membres pour obtenir rapidement leur approbation qui, par la suite, s'avère peu déterminante dans la prise de décision et le devenir concret du projet, comme le montre la localisation du belvédère (1<sup>er</sup> exemple de l'encadré no 24). Parfois, la compagnie le fait si tardivement que les demandes et commentaires peuvent être difficilement intégrés pour modifier le projet d'une façon quelconque. C'est notamment le cas pour la clôture, discutée alors que le belvédère était déjà en construction (2<sup>e</sup> exemple, encadré no 24). À d'autres occasions, la présentation d'éléments du projet ne semble qu'un prétexte pour tester l'approche de communication pensée par la compagnie. Pensons à l'aménagement de l'émissaire présenté au CASE alors que les plans d'ingénierie sont très avancés (3<sup>e</sup> exemple). Dans ce cas, la vraie négociation se déroule ailleurs, soit avec le ministère de l'Environnement, et sur des considérations techniques.

Enfin, le processus d'échanges ne permet pas les interactions entre les membres du comité. Officiellement, l'esquisse proposée joue un rôle d'interface pour structurer les échanges. Mais ceux-ci prennent la forme de commentaires échangés sur plusieurs mois entre, d'un côté, le promoteur et, de l'autre, les membres, appelés à commenter sur une base individuelle. Cinq mois sont nécessaires pour compléter un «échange» sur la première esquisse d'aménagement, c'est-à-dire depuis sa présentation au comité (15 avril 1998), le recueil des commentaires des membres du comité (14 mai) et l'obtention des réponses d'Alcan aux commentaires précédents. De fait, des négociations privées se sont déroulées en parallèle du CASE, entre le consultant d'Alcan et certains groupes d'intervenants. En définitive, il n'y a pas de discussion de groupe comme telle sur le plan, et encore moins sur les orientations d'aménagement. Le déroulement des négociations sur l'aménagement du belvédère illustre ces constats.

### Encadré no 24

#### Trois exemples de l'influence limitée du CASE sur l'aménagement du site

Lors de la première présentation de l'esquisse (15 avril 1998), le représentant d'Alcan demande aux membres de donner leurs commentaires et approbation concernant la disposition des matériaux d'excavation sur le site. Cette disposition devrait fixer entre autres la localisation de certaines infrastructures importantes comme le belvédère et la piste cyclable. La localisation du belvédère est stratégique puisqu'elle permet de donner une vue sur le site et le bassin hydrographique, au cœur de la stratégie d'interprétation portée par le milieu. Mais, six mois plus tard (14 octobre 1998), la nouvelle esquisse présente le belvédère relocalisé «*plus au nord*», sans que ce changement n'ait été discuté au préalable dans le comité. Les membres sont mis devant un fait accompli.

Un second exemple s'avère encore plus révélateur. Le représentant d'Alcan demande les commentaires des membres sur une esquisse du belvédère au printemps 1999 (réunion du 27 avril). Ceux-ci se montrent préoccupés par l'absence de clôture autour du belvédère et par le problème de sécurité pouvant en découler, surtout pour les enfants. Finalement, lors de la réunion suivante (8 juin 1999), le coordonnateur du Service des communications annonce qu'Alcan accepte d'ajouter une clôture de mailles de chaîne en acier galvanisé. Face à cette proposition, le représentant de la Ville remet en question l'aspect non-esthétique de ce choix et suggère une autre option (garde-corps). La réponse du coordonnateur montre que les possibilités d'apporter des modifications au plan d'Alcan étaient plus que limitées et ce, dès sa première discussion en avril. «*Y'a une chose qu'il faut que je vous dise aussi, c'est quand on a parlé de la clôture, tout le muret ici avait déjà été coulé. Alors la marge de manœuvre de faire certains aménagements était limitée. Là Alcan a fait des choix.*» (transcription, CR CASE 8 juin 1999). Bref, les discussions, pourtant amenées au comité par Alcan, avaient lieu alors que les travaux de construction avaient déjà débuté sur le site.

Enfin, un troisième exemple où l'on observe une dynamique similaire concerne l'émissaire de la Petite-Décharge. Lors de la réunion du 8 juin 1999, le coordonnateur du Service des communications annonce que la compagnie aimerait «*échanger*» avec le comité concernant les plans d'ingénierie de l'émissaire : «*On veut faire ça avant d'aller en appel d'offres parce que si jamais avec nos discussions y'a des petites choses qui doivent changer, ben il faut pouvoir l'inclure éventuellement dans notre appel d'offres si c'est possible*» (transcription CASE, 8 juin 1999). Le projet est finalement inscrit à l'ordre du jour trois mois plus tard. D'entrée de jeu, le coordonnateur explique que les ingénieurs en sont à une étape de planification très avancée, «*pas finale mais pas mal sûr*» (transcription CASE, 14 septembre 1999).

De fait, la conception de l'émissaire est liée au centre de coulée, une infrastructure ajoutée à la demande du promoteur après les audiences publiques et l'obtention des autorisations gouvernementales pour le reste du projet. Le centre de coulée est alors l'objet de négociation avec le ministère de l'Environnement qui donne les autorisations légales. Des échanges ont aussi lieu avec le comité ZIP Alma-Jonquière, organisation à vocation environnementale dont un représentant siège au comité CASE. Mais leurs discussions et les ententes ne sont jamais rapportées au comité comme tel. Un spécialiste d'Alcan expose donc le projet dans ses dimensions techniques aux membres du CASE, sous réserve que celui-ci soit accepté par le ministère. Puis, il explique «*les modalités de construction*» devant débiter deux mois plus tard. Les travaux de dynamitage devant être réalisés près des résidences préoccupent particulièrement la compagnie. Le coordonnateur du Service des communications demande aux membres du comité si une réunion avec les résidents serait pertinente et quel devrait être son contenu, à savoir le même que celui qui vient de leur être présenté. Des membres s'informent sur divers points spécifiques du projet : sur la qualité de l'eau rejetée et réceptrice, sur la visibilité du tuyau, sur les incidences sur la zone de fraie. Ils font part de leur avis concernant la présentation aux résidents potentiellement affectés par les travaux. Aucune modification n'est apportée au projet comme tel. La présentation prévue pour les résidents sera ensuite annoncée comme étant une invitation du comité CASE.

Source : Observations directes et compte-rendu des travaux du comité CASE (1998, 1999)



### 6.5.1.2 NÉGOCIER LES INFRASTRUCTURES RÉCRÉOTOURISTIQUES : LE CAS DU BELVÉDÈRE

L'aménagement du site industriel est abordé au CASE principalement par le biais de l'esquisse d'aménagement proposée par Alcan. Les discussions portent surtout sur des infrastructures récréotouristiques (observatoire, piste cyclable, sentier de motoneige) avec, en toile de fond, tout l'enjeu de l'intégration du site d'Alcan à l'offre touristique locale. Pour examiner la négociation qui se déroule autour de cet enjeu, sont exposés tour à tour : 1) Le contenu de la première esquisse d'aménagement soumise par Alcan au comité, 2) les divergences de position qui émergent concernant le potentiel du site industriel perçu par Alcan et les autres membres du CASE et 3) l'évolution de l'esquisse sur papier et sur le terrain.

#### **Première esquisse: «*retour à la nature*» et «*parc de récréation extensive*»**

Une première esquisse d'aménagement est présentée par le promoteur pour fins de «*commentaires*» dès la deuxième rencontre du comité CASE (15 avril 1998). Le directeur de l'équipe Construction résume les deux grands objectifs du projet : «*Le but premier est de retourner ce site à la nature, d'éliminer les dommages du passage de l'homme, d'intégrer ce territoire à une zone touristique existante (...)*» (CR CASE, 15 avril 1998, p. 1). Concrètement, les interventions sont regroupées en deux grands volets.

Le premier volet, «*revégétalisation du boisé*», s'inscrit dans l'objectif du «*retour à la nature*». Il comprend des travaux de plantation d'arbres matures dans des endroits «*stratégiques*», par exemple aux abords du nouveau tracé du chemin de la Dam-en-Terre, et aussi de jeunes «*pousses*» d'arbres, comme dans les carrières. Sont également proposés des travaux de réhabilitation de quatre anciens sites d'extraction de matériau. L'ensemencement est une autre intervention importante car de grandes surfaces sont à traiter, dont une ayant servi à extraire de l'argile et représentant l'équivalent 35 à 40 terrains de football. Enfin, une opération de nettoyage de boisés existants prévoit des coupes sélectives afin «*d'améliorer la régénération des espèces*» ainsi que l'enlèvement de véhicules abandonnés.

Quant au second volet, il comprend les «*équipements récréatifs et touristiques*». Le consultant précise que «*ce programme d'activités*» a été «*établi en fonction d'une intégration optimale au potentiel récréatif et touristique du milieu de la ville d'Alma*» (ibid.). L'objectif est de créer «*une zone qui puisse servir de parc de récréation extensive*» en lien avec divers projets situés en périphérie immédiate ou plus éloignée du site. Nommément, il s'agit, au nord, du circuit cyclable régional de la *Vélo-Route des bleuets*, du projet d'interprétation de l'ancienne ville de compagnie Isle-Maligne et du réinvestissement de l'ancien hôtel de ville par la Société d'Histoire, du Complexe de la Dam-en-Terre décrit comme «*l'équipement touristique majeur sur les berges du lac Saint-Jean*» et, au sud, du projet de mise en valeur de la rivière Petite-Décharge alors en phase de planification. Six grandes interventions sont prévues :

- l'aménagement des abords du chemin Dam-en-Terre avec travaux de plantation,
- la construction d'un site d'observation permettant de voir l'évolution du chantier,
- la réalisation de tronçons de piste cyclable asphaltée se greffant au circuit régional,
- l'«*organisation*» de sentiers de ski de fond existants, fréquentés par les résidents de Dam-en-Terre,
- la fermeture de sentiers existants «*pour organiser adéquatement la circulation (...) et l'accès au site. L'organiser efficacement et sécuritairement*» et, enfin,
- l'aménagement d'accès stratégiques avec signalisation et paysagement.

Enfin, des échéanciers de réalisation et des prévisions budgétaires sont définis pour l'ensemble des interventions. Tous les travaux devraient être complétés au plus tard en 2002. Ils sont estimés à deux millions de dollars (\$CDN). À lui seul, l'aménagement du belvédère d'observation compte pour le tiers du budget (33%), suivi par les items «*piste cyclable*» (17%) et «*réhabilitation des sites extractifs*» (13%).

À la suite de la présentation de cette première esquisse d'aménagement (15 avril 1998, 2<sup>e</sup> réunion), la compagnie recueille les commentaires des membres du comité lors de la rencontre suivante (14 mai 1998, 3<sup>e</sup> réunion). Alcan répondra à ses commentaires lors de la septième réunion, tenue six mois après la première présentation (14 octobre 1998). Dans l'ensemble, les représentants du milieu se montrent relativement satisfaits de cette première esquisse. Mais des divergences d'opinion s'affirment rapidement entre les deux parties.

### **L'attraction du site industriel : potentiel temporaire ou permanent?**

Rapidement, le promoteur et des intervenants du milieu expriment des avis différents quant au potentiel d'attraction du site industriel d'Alcan. Ceux-ci se reflètent dans le niveau d'investissement et d'aménagement jugé nécessaire, notamment en ce qui concerne le niveau de services requis au belvédère d'observation.

Plusieurs membres, élus et intervenants touristiques surtout, sont convaincus du potentiel du site d'Alcan: *«la plus belle usine qu'il n'y aura pas dans le monde entier»* (transcription, 14 octobre 1998). Le belvédère devrait recevoir des *«centaines de personnes par semaine»* (*ibid.*) estime un représentant du milieu touristique. Dans cette perspective, ils estiment qu'un niveau de services important serait nécessaire au belvédère. Pour accueillir les visiteurs, il faudrait entre autres un kiosque, une lunette d'observation, des services sanitaires et des panneaux d'interprétation situant le complexe par rapport au bassin hydrographique et décrivant l'histoire du développement industriel. Des demandes auraient été formulées en ce sens au consultant d'Alcan, lors de rencontres tenues à l'extérieur des réunions du comité (observations CASE, 14 oct. 1998).

De leur côté, les dirigeants d'Alcan sont beaucoup moins convaincus de l'intérêt du site à long terme. Ils prévoient qu'il diminuera après le *«boom de la nouveauté»* (transcription, CASE, 8 juin 1999). La compagnie se dit tout de même prête à *«concilier»* les intérêts récréotouristiques, mais en limitant sa participation, à titre de producteur industriel : *«(...) Ce n'est pas des positions qui sont faciles. On essaie de concilier les vocations récréotouristiques du secteur, en même temps, il faut penser que c'est un site industriel. Puis, il y a des choix à faire qui ne sont pas toujours évidents»* (transcription de réunion, 14 octobre 1998). À quelques reprises, le représentant doit encore préciser la position de la compagnie qui ne souhaite *«pas devenir un exploitant touristique»* :

C'est un *attrait touristique*, mais Alcan ne veut *pas devenir un exploitant touristique*. Alcan veut mettre un *aménagement minimal* pour répondre au besoin du milieu, mais tout en se préservant de devenir quelqu'un qui entretient de façon importante, avec plusieurs éléments, une infrastructure touristique. (transcription du CASE, 14 octobre 1998, souligné par nous)

Un autre point de divergence concerne ce qui est intéressant à voir DEPUIS le belvédère. Pour les gens du milieu, c'est le panorama ouvert sur 360 degrés, car il permet de comprendre le site ET le territoire environnant. En ce sens, ils souhaitent greffer le projet d'aménagement du site industriel à une stratégie globale de mise en valeur du territoire, qui miserait notamment sur l'interprétation du bassin hydrographique et du patrimoine industriel. L'accès au site industriel et à l'intérieur<sup>285</sup> du complexe devient en ce sens un enjeu.

Pour la compagnie, l'intérêt du belvédère est qu'il permet de voir *son site*. Ainsi, dès la seconde rencontre, après la présentation de l'esquisse, le directeur de la construction, tout en rappelant l'importance du site, souligne son intérêt, à savoir : le chantier: «(...) *c'est pas nécessairement pour vraiment faire un site d'observation pour le lac ou pour les autres secteurs, c'est vraiment pour donner une opportunité au public de voir l'évolution et l'agrandissement du chantier*» (transcription, réunion 15 avril 1998). C'est pourquoi, explique-t-il, la compagnie accorde de l'importance à la construction *rapide* d'un site d'observation «*séparé*», «*indépendant*» des accès routiers réservés aux travailleurs, soit pour donner «*un accès libre au public où ils pourront [sic] vraiment voir l'évolution de ce chantier. Ça c'est la raison principale pourquoi nous insistons sur un site d'observation.*» (transcription CASE, 15 avril 1998). Le coordonnateur du Service CRC adoucit par la suite ce propos en affirmant qu'il y a «*deux raisons pour mettre un site. Et pendant la construction, le plus tôt possible comme vous dites, et après la construction avec le circuit intégré et tout le tralala.*» (*ibid.*) La suite du dossier, soit l'évolution de l'esquisse et la réalisation des aménagements, tend néanmoins à corroborer la première perspective annoncée.

### **Évolution du projet d'aménagement du site : de l'esquisse au terrain**

L'esquisse évolue au gré des rencontres avec les intervenants du milieu et des contraintes du chantier qui émergent. Le consultant joue un rôle de médiation, tentant de concilier les demandes. En présentant la première esquisse en avril 1998, le consultant soulignait comment la localisation du site d'observation, à l'est du futur complexe industriel, avait été

<sup>285</sup> Rappelons que parmi les moyens proposés aux audiences, figuraient des visites industrielles des installations, l'aménagement du hall d'entrée, avec photos, à des fins d'interprétation muséale.

choisie parce qu'elle correspondait à «*un des points culminants de la ville*». Le panorama perceptible de l'endroit est décrit comme étant «*assez magnifique*». Tout en permettant d'observer le chantier de la future aluminerie, premier «*prétexte*» du site, l'endroit offre l'occasion de saisir du regard le réseau hydrographique (rivière Grande-Décharge, lac Saint-Jean), son potentiel hydroélectrique et les industries qui s'y sont greffées : le barrage Isle-Maligne, la papetière Abitibi-Price, l'ancienne aluminerie Isle-Maligne. Selon le consultant, l'endroit permet de «*sentir*» et de comprendre «*la force de l'eau au cœur du développement régional*» (retranscription, réunion du 15 avril 1998). Quelques mois plus tard pourtant, la compagnie remet en question ce choix stratégique. Lors d'une réunion, on annonce que le belvédère d'observation est relocalisé plus au nord du site, entre autres pour s'ajuster «*aux exigences du chantier*» (CR CASE, 14 octobre 1998, p.5). Le consultant assure néanmoins que la nouvelle position «*permet de préserver notre panorama sur la rivière*» (transcription CASE, 14 octobre 1998).

Il a aussi pris note des demandes, exprimées lors de rencontres privées, relatives à un projet misant sur l'interprétation du territoire. Le panorama perceptible depuis le site d'Alcan permettrait cette interprétation du territoire local. Dans la seconde esquisse, il tente de les intégrer dans le projet d'aménagement qui n'a été jusque-là centré «*que sur l'usine*» : «*Le projet d'aménagement du site, effectivement, on était parti avec une vision d'un site très orienté comme en demi-lune, que sur l'usine et là, on s'est dit, si on est autour de 140 mètres [d'altitude], on peut jouir du panorama.*» (transcription CASE, 14 octobre 1998).

Les travaux débutent sur le site. Le belvédère d'observation est finalement prêt pour l'été 1999, juste au début de la période d'activités intenses du chantier. Il est conçu pour être accessible autant pour les autobus et automobilistes qu'aux cyclistes. La compagnie a refusé l'accès hivernal aux motoneigistes, malgré l'insistance d'un élu soucieux de maximiser les retombées du tourisme d'hiver<sup>286</sup>. Comme le chemin d'accès qui y mène est aussi emprunté par les camions, le site est ouvert au public seulement les fins de semaines. La res-

---

<sup>286</sup>En plus d'arguments sur une incompatibilité concernant la philosophie d'aménagement, Alcan évoque «*des raisons de sécurité et d'entretien*» (CR CASE, 14 octobre 1998 : 7).

ponsabilité de l'entretien du site est transférée à Ville d'Alma, selon une entente conclue en parallèle des réunions du CASE.

Le design du belvédère est clairement axé sur le chantier d'Alcan, comme préconisé par la compagnie. Sur le plan formel et concret, il reprend celui prévu initialement, c'est-à-dire basé sur une géométrie symétrique, soit un demi ovale, dont l'axe central est orienté vers le site industriel. De même, le panneau d'interprétation qui l'accompagne donne des informations uniquement sur le complexe d'Alcan et non sur le reste du territoire environnant, comme demandé par les intervenants locaux<sup>287</sup>. Mais les membres du CASE ne voient pas de problème à ce niveau. Ils insistent plutôt sur l'absence de services et d'un kiosque.

Les premiers propos et esquisse d'Alcan incluait un tel kiosque. Mais au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le promoteur se montre plus réticent à investir dans cette infrastructure. La construction du kiosque tarde. À la veille de l'ouverture du site d'observation, des membres du comité se questionnent sur les délais de réalisation. Ils font remarquer que l'envergure du projet initial diminue de plus en plus. Le représentant répond que l'entreprise est *«toujours en réflexion»* (CR CASE, 27 avril 1999 : 3). Une réponse similaire est encore fournie un an plus tard (observations, CASE, 19 avril 2000). Une réponse négative définitive viendra finalement à l'automne 2000 – plus d'un an après l'ouverture du belvédère –, alors que le chantier tire à sa fin.

La compagnie décide de ne pas investir davantage dans l'aménagement du site. Le représentant d'Alcan explique que cette réduction du programme se situe dans un contexte plus général de coupures qui touchent *«l'envergure générale des aménagements périphériques de l'usine (...)»* (compte-rendu CASE, 13 septembre 2000, p. 2). Concrètement, cela signifie que *«le sentier cyclable sous les lignes électriques ne sera pas construit, le petit abri sur la halte d'observation ne sera pas aménagé et la mise en place d'une couche d'asphalte sur le*

<sup>287</sup> Autre exemple témoignant de l'intérêt de la compagnie d'orienter le belvédère sur le complexe : juste avant l'ouverture officielle du belvédère, un croquis est présenté au comité CASE, montrant *«approximativement la vue que nous aurons sur le site»* (transcription, CASE, 8 juin 1999). Seul le complexe est visible dans cette prise de vue qui omet le reste du panorama.

*chemin d'accès à la halte d'observation est annulée» (ibid.).* Le principal argument invoqué pour justifier ces décisions est relié aux «*coûts plus élevés du Projet*» (ibid.). Tout en exposant ces coupures au comité, le représentant du Service des communications se veut rassurant. Le dossier est transféré à l'équipe d'opération du complexe qui «*évaluera d'année en année les interventions requises en ce qui concerne les aménagements périphériques*» (CR CASE, 13 septembre 2000 : 2). Du même souffle, il laisse entrevoir une ouverture de la part de la direction d'Alcan concernant des visites extérieures en autobus. Elles seraient organisées à l'intention du grand public pour l'automne et s'effectueraient pendant huit à dix fins de semaines. Elles se dérouleraient dans le même esprit que les visites organisées lors de la construction. Des membres se montrent très intéressés par ce projet de visites industrielles. Ils souhaiteraient que celles-ci aient un caractère permanent et s'inscrivent dans le réseau des visites industrielles des autres installations de la compagnie. Un membre demande même si un projet de musée ou de centre d'interprétation est envisagé. Mais le représentant d'Alcan ne peut répondre à ce sujet.

Pour conclure ce point, les négociations se déroulant entre le promoteur et des intervenants du «milieu», à l'intérieur et en parallèle du comité CASE, ne semblent pas très concluantes pour les seconds puisque ceux-ci n'ont pas réussi à orienter l'aménagement extérieur du site industriel en fonction de leurs demandes. Des évaluations exprimées par des promoteurs touristiques lors des entrevues collectives le confirment.

### **6.5.2 INTERPRÉTATIONS SOCIALES : DES PROMOTEURS CRITIQUES SOULEVANT LA QUESTION DU POUVOIR LOCAL**

Les résidents et promoteurs ont des positions très distinctes quant à leur satisfaction par rapport à l'aménagement du site d'Alcan. Les seconds se montrent beaucoup plus critiques à ce sujet, que ce soit concernant l'aménagement du site ou l'architecture des bâtiments (6.5.2.1). Ils portent aussi un regard réflexif sur la culture paysagère régionale ce qui les conduit, dans un second temps, à discuter de leur pouvoir d'influence sur les multinationales, perçu comme étant lié à des rapports personnalisés (6.5.2.2).

### 6.5.2.1 ARCHITECTURE ET AMÉNAGEMENT DU SITE

Les résidents et les promoteurs expriment des opinions partagées en ce qui concerne l'aménagement du belvédère. Les premiers sont généralement positifs. Ils ont profité du belvédère pour voir l'avancement des travaux lors de la construction et mieux connaître le projet industriel d'Alcan. Mais depuis la fin du chantier, ils fréquentent moins le lieu. S'ils le font, c'est notamment pour aller «*montrer l'usine*» aux gens de l'extérieur en visite et les initier au territoire régional par le biais de la vue panoramique. De fait, il y a un détournement de l'intérêt, originalement dirigé vers le site industriel, au profit de la découverte du paysage offert sur l'ensemble du territoire almatois. L'expérience paysagère vaut le détour selon plusieurs, «*de toute beauté*». Pour leur part, ceux rencontrés qui voient l'usine au quotidien, depuis leur résidence, restent insensible à ce paysage et affirment ne jamais fréquenter le lieu.

Parmi le groupe des promoteurs, ceux qui sont liés au milieu touristique sont encore plus critiques sur la question de l'accessibilité du belvédère. L'accessibilité est certes compromise par des heures d'ouverture réduites, mais aussi par la très forte pente menant au belvédère. Selon eux, la montée s'avère particulièrement pénible pour nombre de cyclistes. De plus, divers liens cyclables entre le belvédère et le circuit régional, prévus dans les plans originaux, n'ont pas été construits, diminuant encore l'accessibilité du site et compromettant son inscription dans le réseau récréotouristique régional. Ils jugent aussi insuffisants les infrastructures insuffisantes au belvédère (pas de kiosque, ni de pavillon de toilettes) et l'aménagement du site dans son ensemble.

#### **L'architecture de «tôle» : un matériau manquant de «noblesse»**

L'architecture est un autre sujet de préoccupation. Dans l'ensemble, les résidents font peu de commentaires spontanés à ce sujet. Tout au plus notent-ils que les volumes imposants de certaines composantes du complexe, principalement l'usine d'anodes, et de l'ensemble du site qui marquent fortement le paysage. Certains sont particulièrement positifs : «*Pour nous l'usine, c'est une belle usine. Moi je trouve qu'elle a du design beaucoup, elle est pas décevante*».



Dans le groupe des promoteurs territoriaux, au contraire, le sujet revient souvent dans la discussion. Plusieurs se montrent critiques, surtout concernant le choix du revêtement du complexe. Le matériau retenu, décrit comme une «*tôle*» d'acier galvanisé, est vivement désapprouvé par certains. Le choix de la couleur verte est peu discuté, si ce n'est que certains estiment qu'il n'aide pas à l'intégration du complexe au paysage. C'est plutôt l'acier, considéré comme un matériau manquant de noblesse, qui pose problème. Il est comparé à la brique, utilisée sur les bâtiments industriels plus anciens et perçue comme «*s'intégrant mieux à la nature*». D'autres solutions, plus contemporaines, auraient été préférées, comme la technique de béton préfabriqué conçue par une firme locale et reconnue mondialement. Le choix du matériau de «*tôle*» est ressenti comme un déséquilibre entre les investissements consentis à «*l'aspect esthétique*» par rapport à d'autres questions:

On sait que c'est le matériel à peu près le moins cher, la tôle. Puis quand tu dis qu'il y a des investissements énormes, que la technologie est avancée, on dirait que l'aspect esthétique, ça a passé en dernier, puis qu'ils n'ont pas voulu mettre de temps, de budget... (promoteurs, lignes 1623-1633).

Certains s'interrogent sur le regard qui sera porté sur le matériau et, plus largement, sur le complexe industriel dans les prochaines décennies. Prendra-t-il une «*valeur*» de paysage industriel avec les années? Ils craignent que le matériau ne «*vieillisse*» mal à long terme. Les promoteurs semblent par ailleurs d'accord à l'effet que la brique «*dégage une chaleur, plus que de la tôle*». L'acier neuf confère au nouveau complexe industriel une image certes «*plus propre, moins polluante*», mais aussi «*très froide*». Pour les intervenants plus critiques, la brique a des propriétés que l'acier ne possède pas. Des propriétés esthétiques d'abord. Dans cette perspective, une jeune environmentaliste expose ainsi son propre regard sur le complexe d'Arvida, qu'elle considère beau sous certains angles, tout en estimant que son regard est marginal. Elle poursuit en faisant un lien direct avec le sentiment d'appartenance. La brique aurait davantage cette capacité de stimuler un tel sentiment que l'acier n'aurait pas:

C'est peut-être une esthétique que c'est pas tout le monde qui aime ça, mais il y a un aspect noble, puis bien patrimonial, qu'on retrouve aussi à Shawinigan, quand ça fait le coin-là... où il y a l'espèce de sentiment d'appartenance de région industrielle qu'on n'a pas quand on regarde les grandes plaques de tôle. Peut-être qu'avec le temps, ça changera peut-être; mais en ce moment, moi, ça ne m'éveille absolument rien. (promoteurs)

Tous ne partagent pas ce point de vue. Pour cette autre jeune environnementaliste, il importe de distinguer les usines des centrales de production d'hydroélectricité. Les anciennes usines, même si elles sont en briques, auront toujours l'air «sales».

### **Le belvédère : du «rêve» à la réalité**

Dans son ensemble, le site ne répond pas, dans sa forme actuelle, aux attentes des promoteurs touristiques rencontrés. Il faut dire que plusieurs d'entre eux ont été impliqués, à différents moments, dans la conception du projet. Ils ont donc suivi de près son évolution. De même, plusieurs témoignent d'attentes importantes à l'endroit du complexe qu'ils perçoivent comme possédant un fort potentiel de mise en valeur. D'abord, grâce à sa technologie récente, «*parmi les plus modernes au monde*», il est conçu comme un attrait touristique. La zone en périphérie du site industriel est, elle, perçue comme une nouvelle «*zone d'expansion récréo-touristique*». Les propos tenus par la compagnie lors des audiences publiques et lors d'échanges avec la Ville, tout comme le plan d'aménagement présenté au comité CASE lors de la construction, les incitaient à considérer cette zone comme «*un immense terrain de jeu pour la municipalité*». Puis, à un second niveau, l'aménagement du site aurait, selon eux, un potentiel social soit celui de pouvoir stimuler un «*sentiment d'appartenance*» à l'endroit du complexe industriel. Comme l'explique une intervenante, la fréquentation du belvédère et toute l'animation mise en place autour du projet pendant la phase de la construction avaient permis aux Almatois et aux Jeannois de mieux connaître le chantier d'Alcan et, en quelque sorte, de se l'approprier.

Les promoteurs touristiques présents se disent très déçus des aménagements réalisés sur le site d'Alcan. Il y aurait un profond décalage entre leurs attentes et les réalisations. Leurs propos révèlent de profondes déceptions : «*ils nous ont fait rêver*». Plusieurs sont amèrement déçus des échanges entretenus ayant eu lieu la compagnie : «*Une grande liste de promesses, avec un petit bout de réalisations au travers de ça. C'est un flop complet, le concept d'aménagement récréo-touristique dans le périmètre de l'usine*». Certains témoignages sont particulièrement révélateurs du sentiment d'«*échec*» ressenti par plusieurs intervenants touristiques :

Je pense qu'avec tout ce qu'ils promettaient autour de ça, on avait rêvé qu'on avait l'usine la plus moderne au monde. Cette usine-là aurait pu faire un attrait touristique. (...) Ah bien là, ouais, on a échappé ça. Je suis convaincu que les retombées sociales auraient été très positives. (promoteurs, lignes 1865-1876)

Même si la compagnie affirme – notamment au CASE – que la réalisation de certains aménagements n'est que reportée à plus tard, des promoteurs territoriaux demeurent sceptiques. Selon eux, le contexte ne joue plus en leur faveur, leurs interlocuteurs dans la compagnie, ceux qui ont pris des engagements, ayant été mutés et remplacés par des «inconnus» (voir point 6.5.2.4). L'«*espèce d'ouverture*» de la compagnie, perçue pendant la construction, n'existerait plus.

### **L'esthétique : un enjeu difficile à négocier**

Quelques promoteurs portent un regard réflexif sur la culture paysagère<sup>288</sup> régionale et les demandes sociales sous-jacentes concernant le mégaprojet industriel Usine Alma. Selon eux, la question paysagère a été «*éclipsée*» par d'autres enjeux, notamment la santé, l'économie et les transports. Plus largement, les négociations s'inscrivent dans une culture paysagère régionale et une attitude pragmatique.

Une jeune environnementaliste fait des liens entre la conception de l'habitat résidentiel et la demande sociale à l'égard du projet industriel : «*Puis je pense qu'il y a aussi une question de culture. (...) Je regarde juste la quantité de maisons qui est en clapboard blanc. Je pense que les gens s'attendent à ça, en quelque part*». Elle souligne la différence entre les paysages conçus pour l'habitat et les autres : «*Mais ici, je pense que les gens voient le paysage comme étant un paysage naturel. Puis quand on arrive au niveau du paysage habité, leurs attentes ne sont pas les mêmes*». C'est ce qui expliquerait en partie, selon elle, l'attitude conciliante adoptée par la population à l'endroit des producteurs : «*Puis ils comprennent aussi que... c'est ça, une usine, c'est là pour produire, puis ils se disent : "bien, ils ne sont pas obligés de faire ça, donc on doit vivre avec ça"*».

---

<sup>288</sup>Rappelons que selon les auteurs associés à une conception du paysage comme représentation, la culture paysagère régionale intégrerait, de façon originale, des référents liés au vécu individuel, collectif et plus universels (cf. chapitre deux, point 2.1.2.4).

D'autres intervenants partagent cette opinion: la mission première de la compagnie est de produire de l'aluminium, qui plus est, à moindre coût : *«ils ne sont pas là pour faire des belles bâtisses»*. Ce qui se situe en marge de la production est conçu comme une sorte d'*extra* qu'il semble difficile de négocier. Dans cette suite, les populations locales développeraient une attitude fataliste à l'endroit de tels *«monstres»*, sentiment renforcé par l'absence d'autres modèles, d'autres façons de faire :

C'est comme un peu... (...) Pas une fatalité, mais je dirais que c'est une... «Bon, bien c'est ça, on ne peut rien faire pour ça». Fait qu'à ce niveau-là, les gens intègrent rapidement des éléments, des monstres au niveau architectural ou au niveau aménagement. Tu sais, en ne pensant pas que ça pourrait être fait d'une façon différente, ou être fait d'une façon mieux intégrée; on n'a pas été habitué à ça. (Promoteurs, lignes 2067-2075)

Cependant, comme le constate une autre intervenante, les façons de faire de la compagnie changent avec les époques. Ainsi, *«toujours avec les mêmes objectifs, de profit ou de développement»*, les investissements consentis dans le domaine architectural et, plus largement, esthétique, ont évolué depuis cent ans. Plus que des différences dans le choix des matériaux (brique, béton ou acier), selon elle, c'est le lien entre l'architecture, l'aménagement du site de production et la commercialisation du produit qui est perçu comme étant désormais dissocié.

C'est parce qu'on avait à vendre un produit, puis il y avait tout un aspect de commercialisation là-dedans, donc il y avait un souci, même jusqu'au niveau architectural, au niveau visuel du produit, qui était là, dans la vente de cet élément-là. (promoteurs)

La difficulté de négocier sur des enjeux relatifs à la qualité esthétique des installations et à l'intégration du site industriel dans une stratégie locale de développement touristique renvoie au pouvoir d'influence des acteurs locaux sur les multinationales.

#### **6.5.2.2 LE POUVOIR D'INFLUENCE DES ORGANISATIONS LOCALES SUR LES MULTINATIONALES**

La question du pouvoir local face aux grandes entreprises est soulevée dans toutes les rencontres. À ce sujet, les discours des résidents et des promoteurs diffèrent grandement. Dans le cas des premiers, ce sont principalement les individus affectés qui formulent les com-

mentaires les plus précis et le groupe du rang Scott qui discutent de la question, principalement sous l'angle de la pression sociale ressentie (cf. pt. 6.1.2). Chez les seconds, le sujet occupe une place importante dans la rencontre<sup>289</sup>.

La plupart des promoteurs territoriaux présents ont participé, de près ou de loin, à des négociations entre la multinationale Alcan et leur organisation respective. Certaines ont été très satisfaisantes, menant à des ententes fructueuses avec la compagnie. Décrites comme de *«belles collaborations»*, elles ont parfois une durée limitée dans le temps (commandites, échanges de services, accès aux archives de la compagnie, etc.). D'autres ententes ont par contre un caractère permanent, entériné dans des protocoles plus formels, voire légaux. Pensons à l'entente autorisant le passage du réseau cyclable régional sur les ouvrages de rétention d'eau de la compagnie, conclue alors que le projet Usine Alma en était à la phase de planification. Ce succès particulier fait dire à cet intervenant comment la compagnie a *«livré la marchandise»* dans ce dossier, *«tout ce qu'ils nous avaient promis, (...) Tout ce qu'ils nous ont dit, ils l'ont réalisé, puis ils ont mis les efforts pour le faire.»* D'autres négociations s'avèrent cependant plus ardues et suscitent de l'insatisfaction. Le cas de l'aménagement du site du complexe Usine Alma est une de celles-ci. Ces diverses expériences, positives et négatives, incitent ces promoteurs territoriaux à expliquer leur pouvoir qu'ils détiennent, comme organisations locales, face à la multinationale Alcan.

### **La force des rapports interpersonnels**

Quand la question du pouvoir est soulevée, les intervenants distinguent immédiatement le pouvoir légal du pouvoir politique. Ainsi, même s'ils reconnaissent avoir un relatif pouvoir avant la délivrance de certaines autorisations légales, mais plus après : *«C'est l'entreprise qui a le dernier mot. (...) une fois que la compagnie elle a son décret, puis qu'elle est prête à construire, je me demande quel pouvoir on a»*. Tout en estimant que des décisions très importantes, comme le choix de localisation du site, se prennent en amont du processus d'implantation des mégaprojets industriels, ils considèrent que leur implication est difficile

---

<sup>289</sup> Cela, autant au plan quantitatif (nombre de minutes de discussion) que qualitatif (propos affirmés et échanges intenses).

à ce niveau, faute de ressources. Certains insistent sur la portée limitée de mécanismes officiels disponibles, faisant remarquer que même des engagements pris par la compagnie lors des audiences du BAPE, sur les impacts visuels et l'aménagement du site, n'ont pas été respectés. C'est pourquoi, selon eux, leur pouvoir se situe davantage au niveau politique, qu'ils inscrivent dans une perspective particulière, celle des rapports de sociabilité.

En effet, les intervenants rencontrés sont majoritairement convaincus que leur pouvoir repose principalement, pour ne pas dire uniquement, sur la force des rapports personnels développés avec des représentants régionaux de la compagnie. *«C'est à un niveau régional, avec des contacts, des gens qui savent ce qu'on fait, qui croient en notre projet, etc.»* Il devient alors possible pour les différents acteurs de travailler dans la même direction. C'est ainsi qu'un intervenant explique le succès d'une récente entente conclue avec la compagnie : *«on avait toute une équipe qui était derrière ça, puis qui disait : "il faut que ça se réalise, on va y mettre des sous"»*.

Mais une telle dynamique ne serait pas toujours possible. Elle varierait selon les unités de production. Ainsi, certains promoteurs territoriaux distinguent les différentes filiales de la multinationale : *«tu as Alcan Exploitation, c'est eux autres l'usine; puis tu as Alcan Énergie Électrique. Ça, c'est deux compagnies complètement différentes»*. Selon eux, ce serait l'ancrage de des dirigeants de l'entreprise dans la communauté, c'est-à-dire le fait qu'ils soient citoyens de la région, qui leur conférerait une plus grande ouverture aux demandes du milieu:

La gang d'Énergie Électrique, eux autres, tu es capable de leur parler : les gars, ils restent à Jonquière, ils restent à Chicoutimi, ils restent à Alma. Ils vivent ici, puis c'est eux autres qui prennent les décisions pour gérer l'eau : ce n'est pas à Montréal. Alcan Exploitation, Notre-Dame-McGill à Montréal : c'est là que ça se passe.

Mais, tous ne partagent pas ce point de vue. Ainsi, un participant ayant connu de fortes résistances dans cette même division (Énergie Électrique) définit la culture de cette filiale d'Alcan comme en étant une du type *«venez pas sur mon terrain»*. Les récentes ententes concluantes pour la piste cyclable découleraient plutôt d'une attitude nouvelle, forcée par la

haute direction de la compagnie : *«ils ont changé leur mentalité, parce qu'il y avait des patrons qui disaient "il faut changer notre mentalité (...)»*. Selon lui, il y a encore des changements de mentalité à faire cependant. C'est en ce sens qu'il souhaiterait l'arrivée *«d'une personne forte»*, qui obligerait de tels changements :

Ça, ça prend juste quelqu'un, qui est assez haut placé, puis qui dise : «vous allez marcher. C'est comme ça que ça va se passer. Moi, je veux que les gens du milieu ils soient contents puis heureux, puis je veux redorer notre image». Alors c'est une volonté, à ce moment-là, d'entreprise. (promoteurs, lignes 2223-2230)

Par ailleurs, si les promoteurs concernés perçoivent avoir un certain pouvoir grâce aux relations personnalisées qu'ils entretiennent avec des dirigeants régionaux, ils constatent aussi les limites de ce type de pouvoir.

### **Limites des engagements «personnels»**

Des promoteurs rencontrés notent que le grand pouvoir se situe au siège social de la compagnie, à Montréal. Ils remarquent comment des représentants régionaux peuvent se situer en porte-à-faux par rapport à la haute direction, centralisée au siège social. De plus, le véritable pouvoir est *«dépersonnalisé»* : *«c'est à Montréal que ça se prend les décisions, par les actionnaires»*.

De même, ils estiment que certains *«contextes»* sont plus favorables à leurs demandes que d'autres. Ainsi, lors de la période entourant la planification et la construction du projet Usine Alma, plusieurs dossiers, liés ou non à l'aluminerie, ont avancé. Depuis la fin du chantier, plusieurs répondants constatent que le climat d'ouverture prévalant jusque-là a changé de façon notable : *«finalement, ce qu'on sait, c'est qu'en tout cas cet effort qui avait été mis là, aussitôt que le produit a été mis en place, toutes les promesses sont tombées»* (promoteurs). Dans cette suite, plusieurs estiment actuellement difficile de faire progresser leurs dossiers. Encore une fois, ils expliquent ce changement de climat par les relations personnelles nouées avec des représentants. Ils notent comment tous leurs interlocuteurs régionaux ont été remplacés en quelques années, depuis la fin du chantier : depuis le directeur régional, jusqu'au directeur de l'aluminerie locale en passant par les personnes responsables des communications avec la communauté et à l'environnement de l'usine d'Alma.

Ces changements ne sont pas l'effet du hasard selon eux. Ils émanent plutôt d'une stratégie planifiée de la compagnie visant à créer une distance entre les représentants régionaux d'Alcan et les acteurs régionaux. Leurs propos sont particulièrement cyniques :

P1– Alcan, actuellement, c'est rendu comme les banques. On les installe là pour dix-huit mois, trente-six mois, après ça on change. Quand tu commences à avoir des assises, quand tu commences à parler avec les élus, tu changes. (...) Tu changes les personnes, parce qu'elles sont très près de toi. (...) Ils connaissent trop le milieu, ils sont trop impliqués dans la communauté et c'est une mondialisation maintenant de l'Alcan.

P2 – C'est voulu de même hein : [nom], il a fait le démarrage, pfitt, envoie, un autre clown. (promoteurs, lignes 1763-1782)

Une des conséquences directes de ces changements du personnel cadre de l'entreprise est de retarder ou même de compromettre la réalisation d'engagements pris par leurs prédécesseurs, entre autres au sujet de l'aménagement du site industriel. C'est du moins ce que comprennent les promoteurs territoriaux rencontrés. L'expérience du comité CASE s'inscrit dans cette même logique.

La moitié des promoteurs territoriaux interrogés connaissent les travaux du comité CASE soit pour y avoir siégé comme membres ou pour avoir participé à des négociations en périphérie, en lien avec l'aménagement du site. Selon eux, le comité n'a pas été un moyen de faire avancer leurs demandes. Un de ceux-ci se montre particulièrement frustré de cette expérience : «*CASE : c'est un front. Ça sert absolument à rien*». Il constate comment les décisions se prenaient à l'extérieur du comité et comment l'information lui parvenait par l'intermédiaire de divers intervenants impliqués en dehors de réunions. Selon lui, le budget initialement destiné à l'aménagement du site – qu'il évalue comme étant très supérieur à ce qui était annoncé – aurait fondu progressivement pour être réaffecté au fonctionnement de l'usine:

– Moi, je dois te dire que c'était ficelé. (...) Et à la fin, il restait absolument rien. Il restait deux barrières, puis après ça, deux bancs de parcs ! Puis ça, c'était *can-né* dans le budget. Mais ça a été transféré pour des considérations, je dirais de fonctionnement... ç'a été transféré de budget. (Promoteurs, lignes 1921-1936)



D'autres promoteurs appuient cette explication. Tout en reconnaissant que les décisions finales relèvent d'Alcan, en sa qualité d'investisseur et de propriétaire foncier, ils portent un jugement sévère sur les négociations entourant l'aménagement du site, menées ou non à l'intérieur du comité CASE.

### **6.5.3 EN SOMME : L'AMÉNAGEMENT PAYSAGER DES SITES INDUSTRIELS**

Les activités industrielles lourdes sont considérées nécessaires pour assurer la vitalité économique et la vie de la communauté. Les Almatois rencontrés s'interrogent tout de même sur certaines façons de faire des entreprises. Entre autres, ils souhaitent que celles-ci intègrent davantage leurs activités dans le territoire de vie. Les investissements des industriels dans le domaine de l'aménagement paysager et, plus largement, de l'aménagement de sites, constituent un axe pour favoriser une telle intégration au territoire.

Concernant les interventions d'Alcan faites dans ces domaines pour Usine Alma, les promoteurs territoriaux sont généralement plus critiques que les résidents interrogés. Les intervenants touristiques surtout se montrent déçus de l'aménagement du site et du processus de concertation. Cette réflexion ouvre sur un autre sujet important, celui du pouvoir et de la capacité des organisations locales à négocier avec les grandes entreprises.

Plusieurs des promoteurs rencontrés ont eu à négocier avec Alcan dans divers dossiers. Généralement, ils perçoivent leur pouvoir comme étant de nature politique, qu'ils inscrivent dans une perspective particulière, celui des rapports de sociabilité, qui plus est, territorialisés. La perspective stratégique, liée au contexte et aux événements, ne semble pas être déterminante selon leur évaluation. C'est le fait d'avoir des rapports personnalisés avec un haut dirigeant présent dans la région qui permettrait d'influencer les décisions de la compagnie. Plus encore, de leur point de vue, c'est comme si les engagements d'Alcan annoncés par la voix de représentants tenaient à la présence de ces mêmes personnes. Comme si, à leur départ, la compagnie n'avait pas l'obligation de les respecter. L'éloignement géogra-

phique des centres décisionnels (Montréal), est perçu comme contribuant à affaiblir le pouvoir des petites organisations régionales. L'aménagement du site, négocié au comité CASE, s'inscrit dans cette perspective.

Le *Comité d'aménagement et de suivi environnemental* (CASE) constitue un lieu de négociation formel, opérant dès le début de la phase de construction. La création d'un tel comité avait été recommandée par le BAPE à des fins de suivi environnemental. De même, elle rejoint un des engagements importants du promoteur Alcan de mettre sur pied un processus de conception d'aménagement du site impliquant le milieu, engagement répété à plusieurs tribunes.

Officiellement mis en place par la Ville, ce comité multipartite s'inscrit dans la continuité des efforts de communication déployés par le promoteur lors d'étapes antérieures de planification du projet Usine Alma (pré-consultation et audiences publiques). L'entreprise manifeste des attentes importantes à l'égard du comité qu'elle souhaite «*pro-actif*». Par contre, elle limite fortement les possibilités d'interventions des membres – qui ne les contestent d'ailleurs pas – d'abord dans la définition même du mandat, puis celle du territoire d'intervention et, enfin, sur le plan du contenu, restreint à certains travaux d'aménagement (revégétalisation et infrastructures récréotouristiques). En sa qualité de propriétaire du site et investisseur, Alcan se réserve donc le droit de soumettre certains sujets à discussion au CASE et d'en retirer d'autres.

La négociation se déroule finalement autour des infrastructures concrètes et de l'esquisse d'aménagement. Pour plusieurs membres du CASE, élus et intervenants du milieu touristique surtout, le site industriel d'Alcan constitue un attrait potentiel qu'il importe d'intégrer dans l'offre touristique locale. Ils tentent d'infléchir les choix d'aménagement du promoteur concernant des équipements (piste cyclable, belvédère, sentier de motoneige) pour que ceux-ci soient plus liés aux usages limitrophes et aux orientations locales de développement récréotouristique. Ils négocient en parallèle des travaux du CASE, soit par des rencontres individuelles avec le consultant d'Alcan.

La première esquisse d'aménagement, présentée dès les premières réunions du CASE et dont les coûts sont alors estimés à deux millions de dollars, semble répondre aux demandes des acteurs locaux. Cependant, des divergences s'expriment au fur et à mesure que le chantier avance. Elles deviennent de plus en plus manifestes concernant le niveau d'investissement jugé pertinent. De fait, des points de vue opposés s'expriment quant à l'attractivité du site et au rôle du belvédère. Pour Alcan, l'intérêt du site est TEMPORAIRE, lié à la durée de vie du chantier et à la «nouveauité». Le belvédère, infrastructure clé pour la compagnie, devrait donc être conçu pour permettre au grand public de visualiser l'avancement du chantier. Pour des représentants du milieu, le site devrait s'inscrire comme un des éléments structurants et PERMANENTS d'un réseau local axé sur le tourisme industriel actuellement en développement. Le belvédère, en offrant une vue sur divers éléments du territoire (lac et rivières, usine Isle-Maligne, édifices de la ville d'Alma, etc.), devrait permettre l'interprétation du développement industriel de la région, historiquement lié au potentiel hydroélectrique des bassins hydrographiques.

Finalement, les réalisations ne correspondent pas à la première esquisse présentée. Les infrastructures sont réalisées selon l'approche initiale préconisée par Alcan. Elles desservent d'abord les intérêts du promoteur qui, lors de phases critiques, doit établir des relations privilégiées avec des publics cibles et entretenir l'acceptabilité sociale du site.

## 6.6 CONCLUSION : NÉGOCIER LA MATÉRIALITÉ ET LA SYMBOLIQUE DU PROJET INDUSTRIEL

L'implantation d'un mégacomplexe comme celui d'Alcan, *Usine Alma*, suppose de nombreuses négociations entre les acteurs sociaux. C'est ce que confirme la description détaillée de celles qui ont été documentées dans la recherche, qui concernent le paysage. Ces négociations sociales ne portaient cependant pas comme tel sur ce thème, mais plutôt sur des «objets» pouvant être associés à une définition globale du concept de paysage. Cinq «objets» de négociation ont ainsi été dégagés et décrits soit : 1) la localisation du site, 2) la présence visuelle, 3) les pratiques sociales liées à la «nature», 4) le suivi environnemental et 5) l'aménagement du site. Que retenir de cette description exhaustive? Six grands constats peuvent être posés.

D'emblée, la présence de nombreux acteurs est à souligner. Élus de tous les niveaux décisionnels (provincial, régional et local), porte-paroles de la multinationale Alcan, membres d'associations locales et citoyens sont tous présents à un moment ou l'autre du processus d'implantation. La présence soutenue et continue d'Alcan, sur tous les lieux de négociation, est marquante. Par ailleurs, il faut souligner que les liens entre certains acteurs sont très ténus, particulièrement entre la direction provinciale du ministère de l'Environnement, responsable de l'application de la procédure d'ÉE, et les résidents de proximité et leurs représentants au comité local de suivi environnemental (CASE).

Ensuite, la temporalité du processus est remarquable. Les négociations se déroulent sur plus de dix ans, bien en amont de la procédure formelle d'évaluation environnementale et aussi en aval des autorisations obtenues suite aux audiences publiques. De fait, les ententes conclues à ce moment sont plutôt larges. Les modalités concrètes du projet sont appelées à être définies lors des phases subséquentes, soit lors de la construction.

Dans cette suite, le «suivi» s'avère une des phases importantes des négociations. À cette fin, plusieurs mécanismes de «suivi» sont mis en place, liés à des thématiques «sectoriel-

les» : économie, formation, social, environnement et aménagement. L'entreprise se dit ouverte à de telles négociations, s'impliquant même dans la définition de ces mécanismes. Elle refuse toutefois d'y soumettre certains aspects de son projet, même s'ils s'avèrent déterminants pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux (ex. : programme de plantation, aménagement du site). Par ailleurs, elle s'investit fortement dans l'animation du suivi du CASE et dans un vaste programme de communications et de relations publiques.

En ce sens, quatrième constat, la négociation porte à la fois sur les dimensions matérielles du projet et sur ses dimensions symboliques. Par le biais de diverses stratégies communicationnelles, la firme tente d'orienter la signification accordée à son projet. Le paysage est, entre autres, mis à contribution en ce sens.

La représentation positive du projet participe d'ailleurs fortement à la dynamique de négociation, cinquième constat. L'idée que le projet d'Alcan est nécessaire pour assurer la survie de la communauté s'impose progressivement dans le milieu local et est renforcée par un contexte économique difficile. De plus, comme la multinationale a clairement fait valoir que l'acceptabilité sociale de son projet est une condition pour le réaliser à Alma, tout questionnement critique est sanctionné car perçu comme menaçant cette acceptabilité. Les acteurs affectés, dont les résidents de proximité interrogés, ressentent la pression sociale et «acceptent» les impacts négatifs au nom d'une «solidarité» avec le reste de la communauté.

Enfin, sixième constat, la signification du projet n'est pas acquise. En effet, la représentation du «bon» projet est déstabilisée lorsque des événements «imprévus» surviennent, comme un accident technologique au démarrage. C'est donc dire que la signification constitue un enjeu à maîtriser à toutes les phases du cycle de vie des complexes industriels.

Pour interpréter ces constats généraux dans une perspective plus globale et par rapport à nos questions de recherche, une analyse systématique est conduite au chapitre suivant, à partir des concepts de gouvernance territoriale et de *«paysage de risques»*.

## **PARTIE III**

### **ANALYSES ET PROPOSITIONS**

**CHAPITRE SEPT**  
**CONTRIBUTIONS DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE**  
**À L'INTÉGRATION DES DEMANDES DE PAYSAGE :**  
**ANALYSE DE L'IMPLANTATION D'USINE ALMA**

Aucun projet industriel n'est le fait d'un seul acteur. Il s'inscrit dans une vaste négociation sociale menant à la définition de compromis concernant le partage et l'occupation d'un même territoire. C'est notamment ce qu'illustre l'étude longitudinale et compréhensive sur l'implantation du dernier mégacomplexe de la multinationale Alcan, *Usine Alma*, rapportée en détail au chapitre quatre. Tentant de baliser et réguler ces négociations sociales, l'État met en place des procédures qui, dans la perspective du paradigme rationaliste de la planification, ont aussi comme visées d'organiser les débats et d'éclairer la prise de décision. L'évaluation environnementale (ÉE) est une de ces procédures, adoptées dans plus d'une centaine de pays (André et *al.*, 1999). Dans la perspective d'améliorer cette procédure, que faut-il retenir des observations faites sur ce cas d'implantation industrielle. Plus exactement, quelle est la capacité de l'évaluation environnementale et sa phase de suivi, à intégrer l'enjeu social du paysage et ce, particulièrement dans le contexte d'un territoire habité, situé dans une région «fragile»<sup>290</sup>?

Cette question générale de recherche sous-tend deux angles d'analyse complémentaires. L'analyse porte sur 1) les dynamiques d'acteurs et processus de négociation sociale et 2) les effets concrets résultant de ces négociations. Cette double articulation rejoint, d'une part, la littérature produite en lien avec le paradigme «politique» du paysage (chapitre 2, point 2.1.3). D'autre part, elle s'avère cohérente avec l'approche de développement privilégiée dans la recherche, celle humaniste et critique du développement durable et de la justice environnementale (point 2.2). Cette approche insiste sur la dimension construite (ou négo-

---

<sup>290</sup>Fragilisée par divers phénomènes : relocalisation industrielle, mondialisation, redéfinition du rôle de l'État.

ciée) du développement, pouvant se traduire par des principes partagés (ex. : viabilité écologique et sociale, justice et solidarité), des ententes, des façons de faire, et impliquant, aussi, une obligation de résultats, dans le sens où les ententes négociées doivent conduire à la réalisation de mesures qui concrétisent ces principes.

Dans cette suite, l'analyse est structurée en deux temps dans ce chapitre, correspondant aux deux premières questions spécifiques de recherche annoncées<sup>291</sup>. Dans un premier temps, sont dégagées les contributions et les limites de l'évaluation environnementale par rapport à sa capacité à encadrer les négociations sociales concernant la thématique du paysage, eu égard au concept de gouvernance territoriale (point 7.1). Dans un second temps, la question est de savoir si l'ÉE a favorisé l'intégration de demandes sociales du paysage et conduit à l'adoption de mesures satisfaisantes pour prévenir la formation de «*paysages de risques*» (point 7.2).

## **7.1 CONTRIBUTIONS SOUS L'ANGLE DE LA GOUVERNANCE TERRITORIALE**

L'implantation de grandes infrastructures et projets industriels donne lieu à de nombreuses négociations entre acteurs sociaux. À toutes les étapes de l'implantation industrielle s'étirant sur plusieurs années, État, grandes entreprises, syndicats, collectivités locales, associations et citoyens sont impliqués et interagissent constamment pour statuer sur divers aspects du projet. En tant que propriétaires terrien, investisseurs ou de responsables de l'application de lois et règlements, certains acteurs se trouvent en position d'autorité hiérarchique pour modifier le projet. D'autres acteurs ont plutôt un pouvoir d'influence, s'activant alors auprès des premiers décideurs.

---

<sup>291</sup>Ces deux questions étaient les suivantes : 1) Quelles sont les contributions et les limites de l'évaluation environnementale à encadrer les négociations sociales concernant la thématique du paysage, dans une perspective de nouvelle gouvernance territoriale? 2) Dans une perspective de



L'encadrement de ces multiples interactions pose des défis de coordination, d'autant que le nombre d'acteurs impliqués se multiplie, en lien avec la demande accrue de participation provenant de la société civile. Un tel contexte incite à remettre en question la prise de décision traditionnellement centralisée en faveur de modes de coordination plus souples et à adopter de nouveaux modes de participation (voir chapitre deux, point 2.2). La participation serait ainsi moins conçue comme une procédure formelle et centralisée que comme un ensemble de processus ouverts permettant l'«*association*» et la «*circulation*» de questions (Mormont, Mougenot et Dasnoy, 2001). Elle devrait favoriser l'apprentissage des acteurs sociaux et le renforcement leur capacité à s'impliquer activement dans un dialogue continu. Il y aurait donc lieu de repenser les pratiques de gouvernance pour répondre aux nouvelles exigences de la société industrielle avancée.

Les nouvelles pratiques de gouvernance, comme «*processus politique*» (d'Hewitt de Alcantar, 1998, p. 109) et comme exercice de coordination des activités d'acteurs interdépendants, sont déclinées sous diverses expressions : gouvernance citoyenne, environnementale, territoriale. De même, il existe différentes approches. Trois grands principes sont cependant récurrents, soit : 1) la révision de la place et du rôle de l'État (moins d'autorité, plus d'animation, de coordination et d'évaluation), 2) la participation plus soutenue de représentants de la société civile et 3) l'ajout de modes de coordination horizontaux et transversaux à ceux plus traditionnels du pouvoir législatif et du marché, incluant le partenariat pluraliste (Juillet et Andrew, 1999; Gagnon, 2001, Hamel, 1999; Jessop, 1998) (voir chapitre deux, point 2.2.3.2). La gouvernance est donc présentée comme un mode renouvelé de coordination des acteurs visant à structurer les pratiques de développement territorial en vue d'une conduite collective.

Dans cette suite, la procédure d'évaluation environnementale (ÉE) pourrait être interprétée comme une nouvelle pratique de gouvernance appliquée à la problématique environnementale. Comme le soulignent Gagnon et Fortin, cela ne signifie pas l'adoption d'une approche

---

développement durable et justice environnementale, les ententes conclues et des mesures réalisées suite aux négociations sont-elles satisfaisantes pour prévenir les paysages de risques?

«sectorielle», mais plutôt de considérer «*la qualité de l'environnement comme un substrat incontournable*» du développement (1999 : 95). L'ÉE agirait tel un cadre de régulation formelle, balisant les négociations sociales entourant de grands projets et visant l'atteinte d'objectifs appliqués du développement durable, comme la viabilité des écosystèmes naturels et humains. C'est du moins un postulat adopté dans la recherche.

Nous pouvons nous demander si la procédure d'ÉE favorise des pratiques qui correspondent aux principes de gouvernance territoriale. La question est particulièrement pertinente lorsque, d'une part, les négociations mettent en présence des acteurs sociaux vivant des rapports de pouvoir asymétriques, voire de dépendance économique, tels qu'expérimentés dans des régions fragiles entre certains acteurs (citoyens, associations locales, leurs représentants, l'État et les grandes entreprises), et lorsque, d'autre part, les négociations portent sur une demande sociale nouvelle et qualitative comme celle relative au paysage?

Pour répondre à cette première question spécifique de recherche, des négociations expérimentées lors de l'implantation du complexe Usine Alma ont été examinées. Plus exactement, celles concernant des demandes sociales de paysage ont été étudiées, en se basant sur une compréhension large du concept de paysage, défini comme le rapport sensible et réflexif d'acteurs à l'endroit de leur territoire de vie (*cf.* point 2.3). Dans le cas spécifique de l'implantation d'Usine Alma, le paysage, sans être au premier plan des revendications sociales, était tout de même présent dans les demandes de divers intervenants locaux<sup>292</sup>. Cela pose l'interrogation suivante : comment ces diverses demandes sociales ont-elles été prises en compte lors des négociations entourant l'implantation du complexe d'Alcan à Alma?

---

<sup>292</sup>Rapportées de façon détaillée au chapitre cinq, nous avons regroupé ces demandes dans trois principaux enjeux du point de vue des acteurs almatois, soit : le maintien de la qualité du cadre de vie, l'intégration du site d'Alcan à l'offre touristique locale et le renouvellement de rapports «harmonieux» avec la multinationale.

D'abord, premier constat de la recherche, il n'y a pas eu de négociations sur le «paysage» comme tel. Les négociations ont plutôt porté sur des «objets» de paysage<sup>293</sup>. Leur description détaillée, au chapitre précédent (six), propose un premier niveau d'interprétation des données. L'analyse est affinée, dans le présent point de ce chapitre, en resituant l'ensemble des négociations et conduites d'acteurs par rapport au cadre d'analyse de la *gouvernance territoriale*, envisagé dans une perspective de développement durable et de justice environnementale. Plus exactement, les observations empiriques du cas d'Usine Alma sont analysées à partir de quatre grands critères, retenus d'une proposition de Theys<sup>294</sup> (2003) décrite précédemment (chapitre 2, point 2.2.3.4), et qui structurent le texte, soit :

- 1) la coordination (7.1.1),
- 2) la légitimité (7.1.2),
- 3) la rationalité et les savoirs (7.1.3),
- 4) le pouvoir (7.1.4).

Avant d'élaborer les résultats d'analyse, précisons rapidement la démarche méthodologique privilégiée.

### **La démarche adoptée pour l'analyse**

Pour procéder à l'analyse, une synthèse des négociations sociales documentées a été produite. Les principales actions et stratégies d'acteurs documentées ont été compilées dans le tableau no 10. Ces actions ont été retenues sur la base que, à un moment ou un autre du processus d'implantation, elles tentaient d'influencer le devenir du projet industriel, autant dans ses dimensions matérielles (ex. : envergure physique, type de production, quantité d'émissions) que symboliques (ex : représentation du projet, qualification du paysage, etc.). Le choix de retenir ce deuxième type d'actions touchant la symbolique du projet, comme les stratégies de communication et de promotion, est conséquent avec la perspective de l'*interactionnisme symbolique* privilégiée. Celle-ci considère en effet que la perception des

---

<sup>293</sup>Nous les avons regroupées à l'intérieur de cinq objets, soit : 1) la localisation du complexe, 2) sa présence visuelle, 3) les pratiques de nature de proximité, 4) le suivi environnemental et 5) l'aménagement du site.

changements matériels suscités par l'implantation industrielle et le vécu des acteurs – et donc la nature et l'importance des impacts sociaux – peuvent être influencés par les rapports d'intersubjectivité expérimentés avec d'autres acteurs ou avec le projet même (*cf.* chapitre trois, point 3.1.2). En ce sens, la négociation sociale est entendue dans un sens large, soit comme l'ensemble des interactions entre acteurs sociaux qui cherchent à s'influencer mutuellement et à orienter le devenir du projet industriel, dans ses dimensions matérielles ou symboliques.

Au total, 35 stratégies d'acteurs ont été recensées<sup>295</sup>. Elles constituent autant de moments d'interaction propices à la négociation. Chaque stratégie est située dans le tableau 10 selon :

- 1) son inscription temporelle par rapport aux phases d'implantation (1<sup>e</sup>, 2 colonnes),
- 2) son inscription dans le cadre de la procédure prévue de l'ÉE (3<sup>e</sup> colonne),
- 3) les acteurs impliqués (4<sup>e</sup> à 11<sup>e</sup> colonne),
- 4) l'acteur se trouvant en position d'autorité (cellule grisée des 4<sup>e</sup> à 11<sup>e</sup> colonnes).

Ce tableau offre un premier portrait d'ensemble des négociations sociales observées, utile à l'analyse. Resituons maintenant ces conduites d'acteurs par rapport aux quatre critères de gouvernance territoriale retenus avec, d'abord, celui de la coordination.

---

<sup>294</sup>Ces dimensions caractérisent chacune des approches de gouvernance distinguées par Theys (point 2.2.3.4).

<sup>295</sup>Rappelons que toutes les négociations n'ont pu être documentées aussi finement, étant donné le caractère privé de certaines. En ce sens, notre enquête ne prétend pas couvrir l'ensemble des négociations, mais bien celles qui étaient plus «accessibles», par le biais d'écrits et d'observations (CASE) surtout.

**Tableau no 10**

Stratégies d'acteurs conduites par objet de paysage selon les phases de l'implantation industrielle et menées dans le cadre de l'ÉE ou sur une base volontaire

		OBJET DE PAYSAGE		ACTEURS						
PHA SE	AN (±)	Stratégies	Dans le cadre de l'ÉE	Entreprise	Gvnt. Québec, Ministères	Ville, MRC)	Résidents de proximité	Promoteurs territoriaux	CASE	Autres
OBJET 1 : LOCALISATION DU MÉGACOMPLEXE INDUSTRIEL (N=17)										
				3/3	1/6	2/7	0/4	0/2	4/8	
PH	1950s	Achat de terres agricoles par Alcan comme règlement de conflit avec agriculteurs		X			X			
PH	1984	Négociation sur la production d'énergie hydroélectrique («Bail de la Péribonka»)		X	X					
PH	1988	Changement du zonage «agricole» pour «industriel lourd», plan urbanisme &MRC				X				
PH	1990s	Promotion du site industriel				X				
PH	1990	Changement au zonage agricole (CPTAQ)		X						X
PH-PR	1990 - 1999	Achats de propriétés terriennes, incluant terres agricoles et six résidences		X			X			
PR	1996	Tournée de pré-consultation		X		X	X	X		X
PR	1997	Audiences publiques	Oui	X	X	X		X		X
PR	1997	Délivrance du Décret gouv. d'autorisation	Oui	X	X					
PR	1997 (±)	Négociation avec Hydro-Québec pour l'achat d'un bloc d'énergie de 350 MW		X						X
PR	1998	Négociation d'une entente de «stabilité opérationnelle» (paix syndicale) de 18 ans		X						X
PR	1998	Annonce officielle de la décision de réalisation du projet Usine Alma		X						
C	1998-2000	Mise en place du <i>Service des communications et des relations communautaires</i> et de moyens adaptés pour publics cibles		X		X	X	X	X	X
C	1998-2000	Promotion du chantier auprès du grand public (visites, bulletins, site web)		X			X	X		X
C - D	1998-2001	Gestion des nuisances du chantier (suivi des appels de mécontentement et plaintes, réunions d'information)		X			X			
C	1999	Contestation, par des résidents affectés, des impacts du transport lourd intense		X		X	X			X
C - D	1998-2000	Échange d'information au Comité multipartite CASE		X		X			X	

**Légende :** PH = Planification historique; PR= Planification récente; C= construction; D= démarrage

Tableau no 10 (suite)

PHASE	AN (±)	Stratégies	Intégrée à EE	Entreprise	Gvnt. Québec, ministères, etc	(Ville, MRC)	Résidents de proximité	Promoteurs territoriaux	CASE	Autres
<b>OBJET 2 : PRÉSENCE VISUELLE (N=5)</b>				2/5	3/3	0/2	0/1	0/2		0/2
PR	1996	Directive ministérielle pour contenu EI	Oui	X	X					
PR	1997	Réalisation et acceptation de l'EI	Oui	X	X					
PR	1997	Audiences publiques	Oui	X	X	X		X		X
C	1999-2000	Plantation d'arbres (mesure de mitigation)		X						X
C	1998-2000	Promotion du paysage (belvédère, visites de site, concours photos, calendrier)		X		X	X	X		
<b>OBJET 3 : PRATIQUES DE NATURE (N=1)</b>				1/1		0/1	0/1			0/1
PR	1999	Négociations d'ententes d'usages territoriaux du site industriel par des tiers		X		X	X			X
<b>OBJET 4 : SUIVI ENVIRONNEMENTAL (N=8)</b>				2/8	5/5		0/2	0/1	0/3	
C	1998-2000	Émission de certificats d'autorisation	Oui	X	X					
C	1998-2000	Négociation du programme de suivi	Oui	X	X					
C	1999	Modification du projet industriel (infrastructures, capacité de production)		X						
C	1999	Demande de révision du contenu du Décret		X	X					
D	2000	Formation des membres du CASE et diffusion d'information		X					X	
D		Suivi volontaire (potagers, puits et sociopolitique au CASE)		X		X	X	X	X	
D	2001	Gestion d'un incident environnemental		X	X		X		X	
E	2001	Suivi environnemental réglementé	Oui	X	X					
<b>OBJET 5 : AMÉNAGEMENT DU SITE (N=4)</b>				3/4		1/2		0/1	0/2	
C	1998	Délimitation du cadre d'intervention du CASE		X		X			X	
C	1998	Conception du plan d'aménagement des terrains en périphérie du site industriel		X						
C	1998-2000	Discussion sur certains aspects du plan d'aménagement (infrastructures)		X		X		X	X	
C	1998-2000	Réalisation des aménagements en périphérie du site industriel		X						
<b>TOTAL (N=35)</b>										
		N= 27	8	13/33	11/11	2/11	2/11	0/8	0/7	4/11

Légende : PH = Planification historique; PR= Planification récente; C= construction; D= démarrage

Sources diverses : documents, observations directes du comité CASE, entrevues (cf. chapitre six)

### 7.1.1 GOUVERNANCE ET COORDINATION

Les négociations sociales ayant eu lieu dans le cadre de l'implantation du grand projet industriel d'Alcan à Alma sont d'abord examinées sous l'angle de la *coordination*. Ce premier critère d'analyse de la gouvernance territoriale est décliné en deux temps : 1) les *temporalités* de la procédure d'évaluation environnementale et de l'implantation industrielle, 2) les *interactions* observées entre les acteurs sociaux.

#### 7.1.1.1 TEMPORALITÉS DE L'ÉE : DES NÉGOCIATIONS EN AMONT DE LA PROCÉDURE

Un premier aspect de la coordination des négociations s'intéresse aux temporalités du processus d'ÉE et de l'implantation industrielle. La question est de vérifier si la procédure couvre bien l'ensemble des phases de l'implantation du complexe d'Alcan à Alma qui s'étire sur plusieurs années.

L'ensemble du processus a été découpé en quatre grandes phases, correspondant au cycle de vie du complexe industriel. Trois phases sont incluses dans la procédure de l'évaluation environnementale, soit : sa planification récente (PR), sa construction (C) et son démarrage (D). Ces trois phases s'échelonnent sur une période de cinq ans, débutant officiellement avec le dépôt de l'avis de projet (1996-2001)<sup>296</sup>. Des actions déterminantes pour le devenir du projet industriel se déroulent toutefois bien en amont de ces trois phases plus récentes de l'implantation. C'est pourquoi nous avons ajouté une quatrième phase, dite de planification historique (PH) dans la première colonne du tableau 10.

Dans cette perspective, deux premiers constats s'imposent. Premièrement, des actions influençant le devenir du projet industriel sont menées avant le début de la procédure formelle d'évaluation environnementale (ÉE). C'est le cas de six des 35 actions recensées et synthétisées dans le tableau 10 (voir chapitre 6, point 6.3). Pour résumer, les actions sont concentrées au tournant des années 80. La municipalité modifie ses instruments légaux de planification (plan d'urbanisme, schéma d'aménagement), afin que le zonage du secteur

<sup>296</sup>Le suivi du programme MSIAA a également été structuré en fonction de ces trois phases.

ouest de l'île d'Alma autorise la tenue d'activités industrielles lourdes. Les terrains concernés dont déjà la propriété d'Alcan. La compagnie les avait en effet acquis dans les années cinquante pour régler un conflit environnemental (émissions de fluor et fluorose des vaches) avec des agriculteurs du secteur. En ce sens, un premier jalon de l'implantation industrielle est perceptible presque un demi siècle avant le début de la construction du complexe. Plus récemment, en 1990, la multinationale a agrandi ses propriétés terriennes en achetant des terres agricoles et des résidences contiguës.

Comme deuxième constat, ces actions portent essentiellement sur un objet de négociation concernant le paysage, soit le choix de localisation du mégacomplexe industriel. Celui-ci se trouve dès lors fixé, du moins sur les plans politique (consensus des autorités locales et microrégionales) et *juridique* (réglementation du territoire). Il devient difficile plus tard, lorsque débute la procédure officielle d'ÉE, d'envisager d'autres scénarios de localisation. Or, cette dernière constitue un facteur déterminant de l'importance des impacts environnementaux et sociaux. Les outils de planification territoriaux utilisés à ce moment (schéma d'aménagement, plan d'urbanisme) ne permettent pas de procéder à un examen des impacts aussi systématique que dans une ÉE complète.

Après ces premiers constats axés sur la temporalité des processus, l'analyse porte sur la conduite des acteurs pour juger la capacité de coordination de l'ÉE.

#### **7.1.1.2 IMPLICATIONS ET INTERACTIONS D'ACTEURS**

Le second groupe de paramètres retenus pour juger des performances de l'ÉE en matière de coordination porte sur l'implication de six groupes d'acteurs particulièrement présents dans les négociations. Il s'agit respectivement de : l'entreprise multinationale Alcan, le gouvernement central (Conseil des ministres, ministère de l'Environnement), le gouvernement local (élus, fonctionnaire), les résidents de proximité, les promoteurs territoriaux et les membres du comité CASE. Quelques autres acteurs ont aussi été considérés, même s'ils n'ont été impliqués que sporadiquement aux négociations (regroupés dans la catégorie «autres» du tableau 10). La description synthèse suivante précise ainsi :



- 1) le nombre de stratégies où le groupe d'acteurs est impliqué,
- 2) les objets de négociation pour lesquels il est présent,
- 3) les interactions nouées avec les autres parties prenantes,
- 4) leur pouvoir (décisionnelle ou d'influence) et
- 5) le type de stratégies entreprises.

Le **promoteur** Alcan est de loin l'acteur le plus présent, avec un total de 33 stratégies sur les 35 recensées, et ce, dans tous les objets de négociation observés et à toutes les phases de l'implantation industrielle. En sa qualité de propriétaire terrien, d'investisseur et de producteur, il est aussi l'acteur se trouvant le plus souvent en position décisionnelle (13 fois, soit le tiers des actions recensées). Il est également à la tête de plusieurs initiatives volontaires, c'est-à-dire qui ne sont pas rendues obligatoires par la procédure officielle d'ÉE. Il prend le leadership d'une campagne de relations publiques pour s'assurer de l'acceptabilité sociale de son futur site industriel (pré-consultation, service, moyens) (point 6.1.1.1). L'entreprise est aussi très pro-active quant aux questions relatives à l'aménagement du site (conception d'une esquisse, rencontre d'acteurs préoccupés), ainsi qu'à la présence visuelle de son site et la représentation symbolique du paysage (concours de photo, calendrier). Enfin, elle est très impliquée dans le comité local de suivi environnemental, en plus d'entreprendre des suivis concernant des préoccupations soulevées par des résidents de proximité (eau potable, potagers) en surcroît des suivis obligatoires.

Sur le plan des interactions, Alcan mène des actions auprès de pratiquement tous les acteurs impliqués, à un moment ou un autre du processus. Cependant, la plupart du temps, la compagnie négocie avec une seule organisation ou un seul individu à la fois, que ce soit avec les représentants du ministère de l'Environnement, son principal interlocuteur, Hydro-Québec, le conseil des ministres, le syndicat des travailleurs ou encore les individus et propriétaires affectés. Même lorsque des actions sont menées à l'intention de plusieurs groupes d'acteurs, ceux-ci sont généralement rencontrés en face à face, tels des «publics-cibles», et selon une perspective de communication unidirectionnelle (i.e. diffusion d'information sur-

tout)<sup>297</sup>. Deux exceptions sont toutefois à souligner, soit lors des audiences du BAPE et au comité CASE. Le promoteur interagit alors avec plusieurs autres acteurs du milieu dans un même espace / temps. Dans ces deux cas, remarquons que même si elle ne détient pas officiellement l'autorité décisionnelle, la compagnie influence les agendas : elle fait officiellement une demande pour que des audiences publiques aient lieu au moment jugé opportun pour ses échéanciers et elle s'implique de façon importante dans le comité CASE, dont le mandat est soumis au cycle de vie de son projet.

Un autre acteur d'importance concerne l'**État central** et ses **délégués**. Celui-ci est impliqué à onze moments de l'implantation. À chaque fois, il détient une autorité légale, ce qui en fait le second acteur ayant le plus de pouvoir décisionnel dans le processus, après la compagnie. Il est présent et décisionnel à des étapes clés pour le devenir du projet : d'abord, lors des négociations entourant le renouvellement du «Bail de la Péribonka» (conseil des ministres) et, par la suite, de façon plus continue, par l'intermédiaire du ministère de l'Environnement (Direction provinciale des évaluations environnementales surtout et Direction régionale). Il s'implique essentiellement dans des négociations se jouant à l'échelle provinciale et qui concernent deux objets de paysage encadrés par la procédure d'ÉE, soit la présence visuelle du complexe (point 6.2.1) et le suivi environnemental (point 6.4.1). L'État est très peu présent dans celles entourant la localisation spatiale du site (2 actions sur 17) et est absent de celles concernant l'aménagement du site et les pratiques de nature qui se déroulent à l'échelle locale. Tout comme le promoteur, le gouvernement central intervient avec un seul interlocuteur à la fois, de fait toujours le même, le promoteur. Deux exceptions sont à souligner. D'abord, les audiences publiques sur l'environnement mettent en présence tous les acteurs concernés, tel que prévu par la procédure d'ÉE. Puis, lors de la gestion d'un incident environnemental, des citoyens obligent l'inspecteur de la direction régionale du ministère de l'Environnement à interagir avec eux et la compagnie pendant une même période temporelle (semaines suivant les émissions d'alumine). Les trois groupes n'interagissent cependant pas en face-à-face dans un même lieu.

---

<sup>297</sup>Pensons à la pré-consultation visant à informer les publics sensibles, ainsi qu'aux activités menées par le *Service des communications* d'Alcan pour promouvoir le site pendant la construction.

Le **gouvernement local** est le troisième acteur du processus de négociations observé. Les élus et fonctionnaires de la Ville sont présents à onze reprises pendant les quatre phases d'implantation de l'Usine Alma. Ils se montrent pro-actifs au sujet de la localisation du complexe industriel. Leur implication y est surtout déterminante lors de la phase historique alors qu'ils sont en position décisionnelle pour autoriser certains changements dans la réglementation de l'aménagement du territoire touchant des propriétés d'Alcan. Par la suite, le Conseil municipal se fait le promoteur du site local, «*seul conforme*» à l'implantation d'une aluminerie de remplacement. Aux autres phases de l'implantation, soulignons que la Ville lance officiellement le comité CASE, destiné à la concertation et à l'information de divers intervenants locaux et qui n'a pas de pouvoir décisionnel. Des élus et fonctionnaires y sont présents, mais la compagnie balise fortement l'agenda du comité, ainsi ses modalités de fonctionnement et l'ensemble des contenus de discussion (*cf.* points 6.4.1 et 6.5.1).

Un quatrième type d'acteurs est constitué des **résidents de proximité**. Ceux-ci sont impliqués à plusieurs moments du processus, soit autant que les gouvernements provincial et municipal, (N=11/35). Ils ont cependant rarement un pouvoir décisionnel, sauf en phase de planification historique, en tant que propriétaires vendant leurs terrains à la multinationale (N=3). Une autre caractéristique est que les résidents ne se présentent pas comme un acteur collectif comme tel. En effet, ils agissent sur une base individuelle et non organisée, soit à titre de propriétaires ou de riverains affectés (ex : plaintes à la compagnie pour nuisances). Toutefois, une exception se présente, soit lorsque l'*Association des résidents de Dam-en-Terre* négocie avec la compagnie pour la poursuite de pratiques de loisirs liées à la nature (point 6.3). Comme plusieurs autres acteurs, ces citoyens interagissent presque toujours avec le promoteur sur une base individuelle, que ce soit concernant les négociations entourant la vente de leurs terrains, les ententes autorisant la poursuite d'usages récréatifs sur les terrains d'Alcan, la gestion des nuisances du chantier ou leur participation aux activités de promotion du site organisées par la compagnie. Celle-ci les courtise activement lors des phases de planification récente et de construction. De fait, avec le gouvernement central, les résidents de proximité potentiellement affectés constituent l'interlocuteur le plus fréquent pour la compagnie (onze étapes, soit le tiers des stratégies d'Alcan recensées). Ainsi, même

si ces résidents sont officiellement représentés au CASE, la compagnie met en place des moyens supplémentaires pour les rejoindre individuellement sur certains sujets «sensibles» (localisation du complexe, suivis de puits, potagers, accident technologique).

Les **promoteurs territoriaux** représentent un autre groupe d'acteurs impliqués, mais dans une moindre mesure, du moins en terme de fréquence. Ces groupes sont présents à partir des audiences publiques, où ils font part de diverses préoccupations liées surtout à l'environnement et au tourisme industriel. Ils participent aussi aux actions menées par d'autres acteurs (travaux du comité CASE, activités de promotion du chantier). Ils font aussi, en marge du comité CASE, des représentations auprès de la compagnie pour tenter d'influencer l'aménagement du site industriel. Dans ces diverses stratégies d'action, ils tentent d'influencer les décisions prises ailleurs. Enfin, comme les résidents, ils ne se présentent pas comme un acteur collectif, mais comme des groupes d'individus ayant leurs préoccupations propres.

Le **comité local multipartite** CASE est le sixième groupe d'acteurs. Officiellement, il est né d'une initiative de la Ville d'Alma, dans le but de négocier sur deux objets, soit l'aménagement du site et le suivi environnemental. Il est un public cible de la compagnie, qui y diffuse des informations concernant l'avancement du chantier et le suivi environnemental ou encore, qui y annonce ses intentions concernant l'aménagement du site. Les divers représentants de la compagnie et de la localité (élus, fonctionnaire municipal, agriculteurs, intervenants touristiques, environnementalistes, résidents) participent aux discussions du comité en tant que membres, mais ils ne se reconnaissent pas comme un acteur collectif comme tel. Ainsi, ils font part de leurs demandes et préoccupations sur une base individuelle, à la fois dans le comité et à l'extérieur, dans des rencontres privées avec le promoteur. Le comité ne mène pour ainsi dire pas d'actions de son propre chef. Par exemple, des réunions d'informations destinées aux résidents sont officiellement convoquées en son nom mais, de fait, leur tenue et leur contenu sont déterminés par l'entreprise. Le comité multipartite est donc un lieu d'interaction propice à la négociation, mais il sert surtout à maintenir le dialogue entre des groupes d'intérêts locaux et l'entreprise.

Enfin, quelques **autres acteurs** interviennent très ponctuellement, voire à seulement une reprise. Toutefois, leur contribution s'avère déterminante dans l'avancement et la concrétisation du projet Usine Alma et mérite d'être soulignée. Pensons principalement à trois d'entre eux : la CPTAQ autorisant le changement d'usage des terres agricoles en faveur de la production industrielle lourde, Hydro-Québec allouant le bloc d'énergie électrique requis pour la production, ainsi que le Syndicat signant une entente de «*stabilité opérationnelle*» pour une durée de 18 ans. Encore une fois, ces acteurs négocient avec la compagnie sur une base individuelle alors qu'ils détiennent un pouvoir de décision. Ils consentent toutes des ententes légales qui satisfont les besoins de la multinationale, qui a d'ailleurs présenté les deux dernières comme des «*conditions*» requises pour la réalisation du projet.

Pour conclure, que retenir de la capacité de l'ÉE à **coordonner** les négociations sociales sur le paysage entourant l'implantation de l'Usine Alma? L'analyse permet de dégager deux principaux constats sur ce premier critère de gouvernance territoriale.

- D'emblée, la négociation sociale se révèle complexe mais, plus encore, elle est éclatée et discontinue, autant sur les plans temporels, que sur la diversité des acteurs impliqués et par rapport aux objets distincts de négociation. Ainsi, des groupes entrent et sortent de la scène des négociations, étant impliqués dans certains objets et non dans d'autres, étant présents à certaines phases de l'implantation et pas à d'autres. De fait, seule la compagnie assure une présence presque continue dans l'ensemble des négociations.
- De plus, plusieurs négociations se déroulent en amont de la procédure d'évaluation environnementale, concernant notamment la localisation du futur complexe industriel. Les démarches faites par les autorités locales (réglementation territoriale) et la compagnie (propriétés terriennes) font en sorte de «fixer» un scénario de localisation duquel il semble difficile de sortir, dix ans plus tard, lors de l'examen complet et systématique des impacts sociaux proposé par la procédure d'ÉE. Or, la localisation constitue une décision fondamentale du point de vue des impacts sociaux et environnementaux.

Ce dernier constat sur la coordination introduit le second critère d'analyse de la gouvernance territoriale retenu, celui de la légitimité politique des négociations observées.

### 7.1.2 GOUVERNANCE ET LÉGITIMITÉ POLITIQUE

Le fait que des négociations aient lieu avant le début de l'ÉE ne surprend pas. L'envergure d'un mégaprojet industriel comme celui d'Alcan nécessite une longue planification. Cependant, même lorsque l'ÉE est commencée, des négociations se poursuivent en parallèle de la procédure formelle. En effet, les acteurs engagent de nombreuses stratégies sur une base volontaire, c'est-à-dire non-requises par l'ÉE. Dans le cas d'Usine Alma, les trois quarts des stratégies recensées (soit 27 sur 35) sur des objets de paysage se situent ainsi en marge de la procédure formelle. Cette façon de faire peut poser un problème de légitimité politique.

Que des négociations se déroulent à l'extérieur de la procédure et des forums de concertation prévus ne serait pas un problème en soi selon certains tenants de la théorie de l'«*expérimentalisme démocratique*» (voir chapitre deux, point 2.2.3.4). Comme l'expliquent Mormont, Mougenot et Dasnoy (2001), l'exploration des idées et la conception de solutions innovantes se feraient plus aisément à travers des réseaux de discussion plus souples que dans des cadres formels où les acteurs adoptent habituellement un comportement «stratégique» et reproduisent les normes sociales existantes. Cependant, comme le soulignent ces auteurs, les solutions retenues dans de tels réseaux doivent retourner dans la sphère publique, pour être soumises et validées par l'ensemble des acteurs concernés. Il s'agit là d'une condition requise pour que les ententes négociées acquièrent une légitimité politique et, par la suite, permettent une «*régulation adéquate et acceptée*» (Mormont et al. 2001, n.p.).

- Or, dans le cas d'Usine Alma, les négociations examinées ne satisfont pas ce critère. En effet, elles revêtent un caractère quasi privé alors que les négociations se déroulent généralement entre deux acteurs à la fois, en face-à-face – impliquant généralement la grande entreprise et un autre groupe. Surtout, les ententes négociées sont rarement explicitées<sup>298</sup> aux autres acteurs concernés, absents de la négociation, qui ne peuvent alors statuer sur leur contenu. En définitive, les ententes ne peuvent pas constituer un cadre de référence commun pour la conduite des divers acteurs impliqués dans le processus d'implantation.

<sup>298</sup> Même si les conclusions de l'entente sont rapportées, les modalités sont rarement présentées de façon détaillée, de même que les logiques et arguments sur lesquels elles reposent.

La procédure d'ÉE prévoit certes un mécanisme mettant en interaction un nombre important d'acteurs concernés notamment par les enjeux de paysage, pouvant jouer un tel rôle de validation publique. Il s'agit des audiences du BAPE, tenues à la phase de planification récente. Également, il existe divers comités de suivi multipartite instaurés sur une base volontaire, réunissant la compagnie et des acteurs régionaux concernés et affectés, incluant le comité d'aménagement et de suivi environnemental (CASE)<sup>299</sup>, qui pourraient jouer un rôle similaire. Cependant, ni les audiences du BAPE, ni le comité CASE ne peuvent prétendre jouer ce rôle de validation pour l'ensemble de l'implantation de l'Usine Alma : les premières parce qu'elles constituent un moment ponctuel dans le processus et que plusieurs négociations ont lieu en aval (ajout d'infrastructure, contenu des obligations de suivi environnemental)<sup>300</sup>, et le second, parce qu'il souffre de plusieurs limites. Résumées dans l'encadré no 26 (p. 418), elles rejoignent celles observées par Côté (2004) au sujet de ce même cas et celles rapportées dans d'autres comités existants au Québec (Gagnon et *al.*, 2001).

Dans l'ensemble, nos observations détaillées des dynamiques de négociation portant sur les deux mandats du comité, soit le suivi environnemental (point 6.4) et l'aménagement du site (point 6.5) font ressortir cinq lacunes. D'abord, les membres du CASE ne disposent pas de toutes les informations générées dans d'autres lieux de négociations – notamment celles qui se jouent entre l'entreprise et le ministère de l'Environnement sur l'expansion industrielle ou le suivi environnemental réglementé. Ils n'ont pas non plus les moyens de jouer un rôle critique de «représentants locaux» (ex : formation, accès à expertise indépendante dont le ministère de l'Environnement, moyens de diffusion des informations et d'échange avec leurs commettants et, plus largement, la population locale). Certains acteurs affectés ne sont pas représentés (ex : résidents du secteur Scott, Saint-Cœur-de-Marie). Également, le CASE n'a qu'un pouvoir restreint pour influencer le devenir du projet ou le cours des événements – par exemple il est quasi absent de la gestion de l'incident environnemental

<sup>299</sup> Aussi, le Comité de suivi sur les retombées économiques et celui sur la formation professionnelle.

<sup>300</sup> C'est d'ailleurs en ce sens que plusieurs commissaires insistent, dans leurs recommandations, pour que soit mis sur pied un comité de suivi qui agisse comme une structure permanente après les audiences et évite que les acteurs affectés ne fasse face à un «vide» après le départ du BAPE. C'est

d'alumine régulé par les grands acteurs (*cf.* point 6.4.1). Enfin, le comité est dominé par un acteur, l'entreprise qui exerce une influence déterminante sur son mandat, son fonctionnement et sa dynamique (ex : sur-représentation, production et diffusion des données reconnues comme légitimes pour la prise de décision, plus grande maîtrise du savoir technique) (*cf.* point 6.4.1.2). De plus, les résultats de certaines négociations laissent croire que la compagnie est peu ouverte à se faire influencer par les travaux du comité même si elle avait pris un engagement public en ce sens, entre autres sur l'aménagement du site (*cf.* point 6.5.1). Bref, toutes ces faiblesses du CASE font en sorte que ce comité ne peut prétendre constituer un lieu de validation publique des ententes négociées ailleurs et leur donner une légitimité politique pour assurer la régulation de la conduite des acteurs.

Pour résumer l'analyse des pratiques de gouvernance sous l'angle de la coordination et de la légitimité, notons que :

- le processus d'implantation de l'Usine Alma apparaît comme fragmenté sur le plan des objets de négociation, ainsi qu'éclaté et discontinu sur le plan des acteurs impliqués, ce qui induit des problèmes majeurs de coordination pour la conduite d'une action collective. De plus, le processus est caractérisé par des négociations à la pièce et des ententes conclues entre deux acteurs, dans des cadres «privés», et dont les modalités sont rarement resituées et explicitées aux autres acteurs ne participant pas à la dite négociation, ce qui entraîne des problèmes de légitimité politique pour la gouvernance territoriale. La procédure d'ÉE ne prévoit pas de mécanismes satisfaisants pour pallier ces faiblesses.

### 7.1.3 GOUVERNANCE ET SAVOIRS MULTIPLES

Le postulat sous-jacent à la gouvernance territoriale est que la participation d'un nombre élargi d'acteurs est susceptible d'introduire une diversité de rationalités et de savoirs dans le processus de négociation en lien avec les intérêts, valeurs et préoccupations de chacun. La rencontre de ces rationalités et savoirs multiples, à travers les interactions des acteurs, permettrait de renouveler les façons de concevoir un problème, dans une perspective plus

---

entre autres l'idée qu'émettait la vice-présidente du BAPE, Claudette Journault, lors du congrès annuel de l'Association québécoise en évaluation d'impacts (AQEI) de 2003.



globale et transversale, de fondre des savoirs différents (scientifique, territorial, stratégique) et de proposer des solutions plus adaptées aux réalités complexes (Juillet et Andrews, 1999, p. 78; Mormont et *al.*, 2001; Theys, 2003, p. 14). Dans le cas étudié d'Alma, les pratiques de gouvernance «fragmentées», axées sur des négociations à la pièce et «privées», ont trois principales conséquences en ce qui a trait à la rationalité et aux savoirs privilégiés, troisième critère d'analyse des conduites de gouvernance.

Premièrement, les négociations à la pièce portent sur des objets distincts qui ne sont jamais resitués dans une perspective globale. Ce faisant, il est pratiquement impossible pour les différents acteurs d'avoir une vue d'ensemble qui leur permettrait de saisir le devenir du projet industriel et d'articuler celui-ci dans une planification globale et intégrée. Seuls ceux qui sont impliqués dans toutes les négociations ont une vue plus complète, comme c'est le cas pour la compagnie. Deuxièmement, la négociation autour d'objets isolés favorise l'adoption de modes de pensée par essence sectoriels dans la négociation, ce qui conduit à reproduire les logiques traditionnelles d'intervention. Par exemple l'aménagement du site, dans lequel s'implique activement les promoteurs récréotouristiques, est pensé en fonction de leurs besoins. Le paysage devient alors une «ressource» au service de cette industrie, sans que le projet concerné soit arrimé à d'autres besoins sociaux plus larges que sont par exemples l'identité et le patrimoine. Troisièmement, les négociations sur des objets isolés favorisent le retranchement dans des savoirs spécialisés et rendent improbable un processus de «co-construction» de savoirs transversaux, plus complexes. Les négociations conduites sur la présence visuelle du complexe et sur le suivi environnemental illustrent bien ce constat (*cf.* encadré no 25).

Somme toute, sous l'angle des rationalités et savoirs privilégiés dans l'exercice de gouvernance territoriale, observés pour le cas d'Alma, les conduites d'acteurs révèlent un important décalage entre les savoirs portés par les acteurs traditionnels de la gouvernance (État, privé) et ceux de la société civile (représentants de citoyens impliqués, résidents affectés). Ce décalage devient particulièrement apparent lors de la résolution de problèmes posés par des situations non prévues et instables comme lors de la gestion de l'accident environne-

mental de l'alumine, et face à des enjeux complexes dont les connaissances sont à construire, comme celui de la santé<sup>301</sup>.

#### **Encadré no 25**

##### **Savoirs privilégiés dans les négociations sur la présence visuelle et le suivi environnemental du complexe Usine Alma**

Les négociations portant sur la présence visuelle du complexe Usine Alma se déroulent d'abord entre le ministère de l'Environnement et l'entreprise, à l'intérieur de la procédure d'ÉE et autour du contenu de l'étude d'impacts. Le savoir technique des experts est alors privilégié. Axé sur les impacts matériels induits par le mégacomplexe, il néglige les dimensions symboliques et sociopolitiques du paysage, autant sur les plans méthodologique (données recueillies et traitées) qu'épistémologique (paysage défini comme une expérience visuelle) (point 6.2.1). Par la suite, à l'échelle locale, le promoteur met davantage l'accent sur des savoirs stratégiques pour négocier avec les acteurs régionaux, à la fois dans l'exercice de concertation entrepris pour l'aménagement du site et à la fois lors de la campagne de promotion et de mise en scène du nouveau paysage (cf. 6.2.3).

Quant au suivi environnemental, les grands acteurs que sont la multinationale et le ministère privilégient tous deux le savoir scientifique positiviste pour aborder l'environnement, reconnu dans le programme de suivi réglementaire du ministère (cf. 6.4.1.2). Au comité multipartite CASE, les représentants de la société civile présents ne remettent pas en question l'adoption de ce savoir dans le suivi local, même s'il est plus difficile d'accès pour eux. La contestation provient plutôt d'acteurs extérieurs aux deux lieux officiels de suivi, soit des résidents de proximité ayant été témoins d'un accident technologique survenu au complexe d'Alcan (émissions atmosphériques incontrôlées d'alumine). Dans ce contexte d'incertitude, les résidents affectés testent le savoir scientifique « officiel » et les données techniques disponibles, en se basant notamment sur leurs propres observations « empiriques ». Ils soulèvent rapidement des limites associées au savoir scientifique, qui ne parvient pas à fournir des réponses satisfaisantes sur un enjeu considéré crucial, celui de la santé publique<sup>302</sup>. De fait, la multinationale et le ministère, tenants du savoir scientifique, refusent de déborder de la logique causale privilégiée et d'entrer dans ce qui serait un débat complexe, empreint d'incertitudes et dont l'issue inconnue risquerait de les confronter à de nouvelles responsabilités. En bout de piste, le suivi environnemental officiel, basé sur une logique positiviste et une compréhension étroite et sectorielle de l'environnement, ne répond pas aux demandes de citoyens préoccupés. Par exemple, la quantification de composantes de l'air (rejets de HF, CO<sub>2</sub>) ne fournit pas un *portrait global* sur l'évolution de la qualité de air – pourtant demandé par les groupes environnementaux lors de la pré-consultation –, et encore moins de ses effets sur la santé publique. Le décalage est marqué entre le savoir technique du suivi et la demande sociale.

Source : données du chapitre quatre.

<sup>301</sup> Godard décrit cette situation comme une « *prise de décision en univers controversé* » (Theys, 2003 : 8).

<sup>302</sup> Voir la description détaillée au point 6.4.1.2 (« Quels effets sur la santé? Limites des instruments de suivi »).

Ce n'est pas tant la rencontre entre les deux types de savoirs qui pose problème. C'est plutôt le fait que des acteurs refusent de reconnaître la légitimité d'autres savoirs ou, même, les limites de leurs propres savoirs. Tel est le cas pour les grands acteurs du suivi de l'Usine Alma (ministère de l'Environnement, entreprise) qui se réfugient derrière la relation causale (rejets / impacts), telle que privilégiée dans une conception positiviste de la science, pour refuser de répondre ou même de poser la problématique de la santé, préoccupante pour les citoyens. Il devient alors impossible d'établir un dialogue entre les acteurs concernés et, partant, un quelconque dépassement des rationalités individuelles (sectorielles) vers une rationalité holistique et globale, telle que privilégiée dans la gouvernance territoriale. En ce sens, les difficultés rencontrées dans l'exercice du suivi environnemental et de la gouvernance multipartite relèvent, en partie, d'attitudes sociales adoptées par des acteurs impliqués ne reconnaissant que les savoirs traditionnellement dominants des experts. En situation instable, ce type d'attitude fige les rapports entre les acteurs impliqués et affectés, supposés «partenaires» du suivi, et est susceptible de mener à une crise de confiance opposant deux «clans», porteurs de rationalités et savoirs différents (scientifique et technique / empirique, stratégique).

Ces difficultés sont également dues, en partie, à la procédure existante d'ÉE, qui «cautionne» de telles attitudes valorisant uniquement le savoir technique. En effet, dans la procédure, seul le suivi réglementé du ministère de l'Environnement donne lieu à des actions concrètes visant à modifier les activités industrielles *et* ce, lorsque des données et conclusions démontrent le lien causal entre la source de nuisances et des impacts. Les observations empiriques sont pour leur part traitées dans une perspective de communication et ne donnent lieu à aucune mesure d'action, sauf si les acteurs parviennent à les cadrer et les articuler selon les règles des connaissances scientifiques positivistes.

- Bref, si plusieurs types de savoirs co-existent dans les rapports sociaux, seul le savoir technique, reposant un paradigme scientifique positiviste est enchâssé comme tel dans le suivi et l'évaluation environnementale et reconnu par les autorités dans la régulation des activités de la production industrielle. En ce sens, l'ÉE pratiquée sur le cas d'Usine Alma montre une faible capacité concernant le troisième critère retenu, misant sur la valorisation et la mise en complémentarité de rationalités et savoirs divers.

#### 7.1.4 GOUVERNANCE ET POUVOIR DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le quatrième et dernier critère retenu pour analyser les pratiques de gouvernance concerne le pouvoir des acteurs, plus exactement celui de la société civile traditionnellement absente des pratiques traditionnelles centrées autour de l'État et du privé. Que montrent les négociations observées sur le cas d'implantation Usine Alma à ce sujet? D'entrée de jeu, la présence d'une diversité d'acteurs dans les dynamiques de négociations, incluant des représentants de la société civile, rejoint un des principes de la «nouvelle» gouvernance qui se veut «plurielle». Dans le cas étudié, des résidents de proximité et des organisations locales œuvrant en tourisme et en environnement sont impliqués à un moment ou l'autre dans le processus d'implantation. Mais, tel que postulé dans la quatrième approche de gouvernance, leur participation doit se traduire par une influence décisive sur la conduite des actions. Comme le souligne Theys, *«tous les acteurs concernés exercent collectivement cette responsabilité»* (2003 : 15). Il ne s'agirait ni plus ni moins que d'une *«redistribution des pouvoirs»*. Or, tel n'est pas le cas pour le processus entourant l'implantation d'Usine Alma.

Il est clair que, malgré cette présence de représentants de la société civile, leur pouvoir demeure faible. D'une part, ils ont une implication sporadique dans le processus, entrant et sortant des lieux de négociations sur la majorité des objets examinés. Ils répondent plus souvent qu'autrement aux stratégies menées par d'autres, souvent le promoteur, ou prévues par la procédure d'évaluation environnementale. D'autre part, même lorsqu'ils sont présents, leur influence sur la prise de décision demeure limitée. Entre autres exemples, ils ne peuvent pas obliger la compagnie à réaliser le programme de plantation annoncé pour diminuer les impacts visuels, cela même si ces derniers sont beaucoup plus importants que prévus dans l'étude d'impact (cf. 6.2.1.3). Mais le *Comité d'aménagement et de suivi environnemental* (CASE) illustre encore davantage ce constat relativement à ces deux mandats, comme stipulé dans sa dénomination même.

Rappelons que le comité CASE était présenté, par Alcan, comme le lieu permettant au «milieu» de «participer» à l'aménagement du site industriel. Un examen minutieux confron-

tant le déroulement des travaux du comité, le discours des acteurs et les réalisations concrètes d'aménagement montre cependant que l'influence des membres locaux sur les choix d'aménagement de la multinationale Alcan est limitée. Ces limites touchent des aspects de l'organisation et du fonctionnement du comité, décrites précédemment et synthétisées dans l'encadré 26. En bout de piste, les acteurs présents restent sur leurs positions respectives et ne trouvent pas de compromis acceptables. La scission est claire entre la position de la compagnie et celles des autres intervenants présents (élus, représentants touristiques, citoyens). La première ne se laisse pour ainsi dire pas influencer par les seconds, comme le montrent les aménagements réalisés conformément à ses objectifs initiaux (cf. 6.5.1.2).

#### **Encadré no 26**

##### **Limites à l'influence décisionnelle du comité CASE**

Structure du mandat : la compagnie circonscrit le territoire d'intervention et le contenu des aménagements soumis aux négociations. Les objets soumis à discussion le sont trop tardivement pour influencer le devenir du projet;

Composition du comité : le promoteur est sur-représenté par rapport à d'autres groupes, notamment lorsque ses experts assistent aux réunions sur des sujets litigieux;

Processus de discussion : Les échanges de commentaires et prises de position individuelles se déroulent sur des mois. Cela ne favorisent pas de discussions « interactives » ni dans le groupe, ni entre les membres et la compagnie, et encore moins la construction d'une perspective commune sur le projet d'aménagement.

Dynamique de négociations : Elles se déroulent en parallèle des travaux du comité, sur la base de rencontres individuelles entre la compagnie et divers groupes – dont certains siègent sur le comité CASE – et autour d'objets distincts. Les arguments et rationalités ayant conduits aux ententes ne sont pas rapportés au comité.

Pouvoir décisionnel : Les décisions ne relèvent ni du comité, ni des organisations locales représentées, mais de la compagnie ou encore d'autorités éloignées du milieu local (gouvernement central). Elles découlent donc d'obligations réglementaires ou du bon vouloir de la compagnie, notamment suite aux pressions exercées par les membres.

Sources diverses : procès-verbaux du CASE, observations directes sur le comité (voir chapitre six, points 6.4.1 et 6.5.1).

La question environnementale, deuxième axe du mandat du CASE, est encore plus patente. Le maintien de la qualité de l'environnement était ressorti comme un enjeu de première importance pour les acteurs locaux et ce, dès les premières étapes de la planification récente et de la pré-consultation. Lors des audiences publiques du BAPE, le suivi environnemental était défini comme un mécanisme de régulation de l'activité industrielle soutenu par tous les acteurs. Pour la société civile, le suivi était vu comme une sorte de «garantie» permettant d'agir sur la production industrielle en cas d'imprévu. Pour l'État, il était un outil nécessaire pour assurer le respect de la Loi. Enfin, pour la compagnie, le suivi environnemental permettait de démontrer les impacts «réels» de ses installations aux deux instances précédentes pour établir la confiance nécessaire avec les uns et se voir autoriser une expansion future possible par les autres. Cependant, le suivi environnemental n'a pu jouer ce rôle de lieu commun de régulation et, cela, pour plusieurs raisons. D'abord, il a été scindé en deux, correspondant à deux approches du suivi, respectivement de type *gestion flexible* et de *surveillance* (voir point 6.4.1.1) : d'un côté, le suivi local «volontaire» au CASE, de l'autre, le suivi «réglementé», centralisé au ministère de l'Environnement. Surtout, il n'y a pour ainsi dire pas de lien entre les deux modes de suivi, ni sur le plan des transferts des données et connaissances, ni entre des acteurs présents. Par exemple, aucun représentant de la société civile locale n'est présent dans le suivi environnemental du ministère de l'Environnement. Celui-ci est pourtant le seul à avoir une «prise» concrète sur l'activité industrielle et à pouvoir obliger que des actions soient prises relativement à la gestion des opérations. La participation de la société civile se limite à une forme de suivi «informatif» au comité multipartite CASE et, qui de plus, n'est pas arrimé au suivi réglementaire du ministère de l'Environnement. Dans l'autre sens, aucun représentant du ministère ne siège au comité local – sauf lors de rares réunions.

Cette absence de dialogue entre les deux mécanismes de suivi donne lieu à des situations incongrues. Entre autres, les nombreuses négociations entourant les conditions d'autorisation du projet industriel se déroulent à Québec, entre les hauts fonctionnaires du ministère de l'Environnement et l'entreprise. Les acteurs locaux sont informés au «compte-goutte». Ainsi, lorsque la compagnie demande à ouvrir le décret émis pour autoriser le pro-

jet soumis aux audiences – afin d’y ajouter des infrastructures et activités de production importante (centre de coulée, augmentation de la production) – les représentants locaux sont tout juste prévenus des intentions de la compagnie et que des négociations ont lieu avec le ministère de l’Environnement. Ils ne savent pas si les impacts sociaux et environnementaux de ces changements majeurs ont été pris en compte par le ministère et encore moins comment. Même en situation d’incertitude comme celle générée par le déversements d’alumine au démarrage, un des rares accidents technologiques à être connus, les informations et contre-expertises sont difficiles d’accès pour les résidents. Que ce soit pour les rassurer, pour rétablir la confiance envers la compagnie, pour assurer leur sécurité (comportements pour la santé) ou encore pour agir sur le cours des événements, le suivi environnemental du ministère de l’Environnement et le CASE ne leur sont pour ainsi dire d’aucune utilité (*cf.* 6.4.1.2). Bref, les conditions matérielles de la production industrielle (envergure du projet, infrastructures, activités et rejets autorisés) qui auront des incidences significatives et concrètes sur l’environnement et la qualité des territoires locaux sont essentiellement négociés de façon centralisée, à Québec, entre les grands décideurs traditionnels que sont l’État central et la grande entreprise.

Ce sont encore ces grands acteurs qui définissent le cadre de la régulation légale des activités de production, par le biais de la définition des modalités d’application de l’évaluation environnementale. Ainsi, le ministère de l’Environnement accepte ou non la conformité de l’étude d’impact, document ayant valeur de «condition» d’autorisation selon le libellé du Décret relatif à *Usine Alma*. L’étude d’impact constitue aussi un point de référence et devient une sorte de «contrat social» lorsque son contenu est diffusé auprès des autres acteurs lors des audiences publiques. De même, le contenu du programme de suivi environnemental, qui précise les quantités de rejets autorisées et les mesures de contrôle, est ensuite négocié avec l’entreprise, pendant plus de deux ans.

Dans une perspective de gouvernance territoriale, le fait d’être rarement en position d’autorité ne devrait pas expliquer l’absence de pouvoir. Cependant, une présence par trop discontinuée de nombreux acteurs de la société civile dans les dynamiques de négociation

limite leur pouvoir d'influence effectif sur la décision. L'analyse des pratiques de gouvernance du cas d'Usine Alma, cette fois sous l'angle du pouvoir de la société civile, peut se résumer ainsi:

- Les grands acteurs habituellement impliqués dans la gouvernance, l'État et l'entreprise privée, dominant la prise de décision, à la fois sur les plans d'une implication plus continue dans la dynamique de négociations et d'une influence plus déterminante sur le devenir matériel du projet (infrastructures, activités de production, rejets), ayant des incidences significatives et concrètes sur l'environnement et la qualité des territoires locaux, et à la fois sur le cadre de sa régulation (interprétation de l'ÉE, acceptation de documents, autorisations, mode et contenu du suivi environnemental). Ce faisant, des parties du projet industriel, devenues objets de négociation centralisée entre de grandes organisations, échappent à une influence décisive d'instances locales et de la société civile et, partant, à la gouvernance territoriale.

Pour conclure cette première partie de l'analyse, les constats précédents invitent à porter un regard critique sur les négociations sociales observées lors de l'implantation du mégacomplexe industriel d'Alcan à Alma, en partie encadrées par la procédure d'évaluation environnementale (ÉE). En lien avec les quatre critères d'analyse retenus, les nombreuses limites observées font dire que les conduites d'acteurs ne relèvent pas d'une pratique de gouvernance territoriale. Suite à cet examen du cas et de l'ÉE en tant que *processus*, la seconde partie de l'analyse porte, quant à elle, sur les *résultats* attribuables à l'ÉE dans une perspective de justice environnementale.



## 7.2 CONTRIBUTIONS À LA PRÉVENTION DE *PAYSAGES DE RISQUES*

*«Selon notre perspective, le risque n'est pas séparé de l'ensemble des relations sociales, des représentations du monde, des pratiques quotidiennes et des compréhensions partagées qui constituent la culture locale.»*

Irwin, Simmons et Walker (1999 : 1325, traduction libre)

Au-delà des conduites d'acteurs, la recherche s'intéresse aux performances de l'ÉE en termes de résultats concrets. Les dynamiques de négociations sociales entourant l'implantation de grands complexes industriels permettent-elles d'améliorer les conditions d'existence des populations locales? Plus exactement, la question spécifique était la suivante : est-ce que l'évaluation environnementale conduite dans le cas d'Usine Alma a favorisé l'adoption d'ententes et la mise en place de mesures permettant de prévenir la formation de «paysages de risques»?

La notion de *paysage de risques* est empruntée à Andrew Blowers. Cette notion insiste sur la question du pouvoir et sur la problématique de l'équité, considérée comme fondatrice dans la perspective humaniste et critique du développement durable et de la justice environnementale (voir chapitre 2, point 2.2.2). L'équité a même été reconnue par l'*International Committee on Principles and Guidelines for Social Impact Assessment* (2003, p. 233) comme un «principe» pour guider l'évaluation des impacts sociaux. Travaillant sur les collectivités accueillant des activités à risques, soit des sites de traitement de déchets nucléaires, Blowers utilise cette expression pour parler des «*paysages reflétant les mécanismes qui produisent les inégalités*» environnementales (1999 : 243, traduction libre). Selon Blowers et Leroy, «*l'inégalité environnementale est un résultat de l'inégalité sociale*» (1994 : 197) et elle compromet la pérennité des sociétés territoriales. Selon cette perspective critique, le paysage traduirait, dans ses dimensions matérielles et symboliques, les dynamiques et les rapports sociaux s'exerçant dans un territoire donné.

Nous reprenons donc cette notion de paysages de risques comme un ancrage conceptuel pour lier l'analyse de la problématique environnementale à celle de l'équité sociale, spatiale

et temporelle. Notre recherche s'est intéressée plus particulièrement à un groupe d'acteurs reconnus comme étant potentiellement parmi les plus affectés par la présence d'activités de production industrielle, c'est-à-dire les résidents habitant à proximité de deux grands sites de production d'aluminium primaire, à Alma (Québec) et à Dunkerque (France).

Eu égard à la gestion des activités industrielles comportant des risques pour la qualité de l'environnement, la sécurité et la santé humaine, nous avons définis trois types de résultats attendus suite à l'application de l'ÉE, inspirés de la littérature portant sur le développement durable et la justice environnementale et en lien avec notre corpus de données<sup>303</sup>. Il s'agit de vérifier si :

- 1) cette procédure d'ÉE a favorisé l'adoption de stratégies d'action et de mesures pour répondre aux préoccupations d'acteurs affectés;
- 2) les stratégies adoptées et les mesures réalisées répondent aux préoccupations et besoins des acteurs affectés;
- 3) l'ÉE a favorisé l'amélioration des capacités d'acteurs faibles, à savoir qu'ils ont maintenant le sentiment de pouvoir modifier le projet industriel d'Alcan et de maîtriser ses effets indésirables.

Ces résultats potentiels sont considérés comme des «critères» pour analyser les négociations sociales documentées à Dunkerque et à Alma et déterminer la capacité de l'ÉE à prévenir les *paysages de risques*. Ils sont définis plus précisément en introduction de chacun des trois points.

### **7.2.1 DES ACTIONS POUR RÉPONDRE À UNE PARTIE DES PRÉOCCUPATIONS SOCIALES**

Le premier critère d'analyse des performances de l'ÉE dans la prévention de *paysages de risques* stipule que le processus doit permettre d'intégrer les préoccupations d'acteurs affectés dans la négociation sociale, lors de la délibération et de la recherche de solutions,

---

<sup>303</sup> Idéalement, l'analyse devrait comporter une autre série d'indicateurs de résultats qui mesureraient les impacts observés sur l'environnement, sur la santé des populations, etc.

pour ensuite donner lieu à des stratégies d'actions réduisant les inégalités. Bref, des mesures sont adoptées en réponse à ces préoccupations.

Pour procéder à cette analyse, les données recueillies et décrites de façon détaillée dans le chapitre quatre ont été synthétisées à l'intérieur du tableau 11. Elles sont mises en relation avec les actions, les préoccupations sociales et la procédure d'ÉE<sup>304</sup>. Ainsi, ont été retenues les préoccupations exprimées par les résidents de proximité et promoteurs territoriaux, soit dans le cadre du processus formel prévu par l'ÉE ou soit en parallèle (1<sup>er</sup> colonne). Le terme «préoccupation» est utilisé dans un sens générique, pouvant référer, dans certains cas, à des demandes explicites, comme celles adressées lors de la pré-consultation du promoteur, des audiences publiques ou au comité de suivi CASE. Dans d'autres cas, il peut s'agir de craintes, préoccupations ou autres, formulées lors de nos entrevues, des enquêtes de l'équipe MSIAA, etc. Ces demandes sociales ont été regroupées dans une vingtaine de catégories, appelées «champs» de préoccupations. En parallèle, nous avons dégagé les stratégies d'actions et mesures adoptées par les acteurs en lien avec la thématique du paysage, tel que recensées et décrites au chapitre quatre, et les avons associées à ces préoccupations (2<sup>e</sup> colonne). Les stratégies d'actions peuvent aussi bien faire référence 1) à des ententes convenues entre les parties, 2) à des mécanismes de communication et de participation 3) qu'à des mesures de mitigation concrètes réalisées par les différents acteurs (l'entreprise, le ministère de l'Environnement, la Ville, etc.).

Bref, l'exercice de synthèse résulte d'une analyse de contenu qualitative. Son utilité n'est pas de permettre un décompte quantitatif précis, mais plutôt de fournir une estimation<sup>305</sup>, de dégager des tendances, ainsi que de faire ressortir des liens entre les données et les phénomènes observés.

<sup>304</sup> Cette stratégie d'analyse a été proposée, initialement, par la professeure Gagnon afin de structurer le programme de recherche sur le suivi des impacts sociaux du complexe d'Alcan. Pour la problématique sur le paysage, nous l'avons structurée en lien avec une perspective de justice environnementale.

<sup>305</sup> C'est pourquoi les constats d'analyse font référence à des proportions (majorité, moitié, etc.).

**Tableau no 11**

Champs de préoccupations d'acteurs affectés et stratégies d'acteurs recensées, menées dans le cadre de l'ÉE ou sur une base volontaire

Champs de préoccupations d'acteurs affectés	Stratégies d'acteurs et mesures de mitigation	Exigée par ÉE	Non-exigée
<b>Objet : Localisation du mégacomplexe de production industrielle</b>			
Proximité spatiale entre le résidentiel et l'industriel perçu comme un conflit d'usages	<ul style="list-style-type: none"> <li>Acquisition de terrains par Alcan</li> <li>Établissement d'une «zone tampon» entre les 2 usages, basée sur l'aire de dispersion d'émissions atmosphériques</li> <li>Délimitation d'une aire sociale d'influence basée sur la proximité spatiale de ménages reconnus «voisins»</li> <li>Mise en place d'une campagne de communication par la compagnie à l'intention des futurs «voisins» (pré-consultation, site web, lettres, soirées info.)</li> </ul>	X X	X  X
Sécurité découlant de la perte d'une route locale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reconstruction de la route, plus à l'ouest, par la municipalité</li> </ul>		X
Nuisances provenant d'activités du chantier (dynamitage, transport lourd, poussière, bruit et environnement) ou de la production industrielle (bruit surtout)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Érection d'un talus «acoustique» à partir des matériaux d'excavation du chantier</li> <li>Instaurations de mesures d'atténuation diverses (humidification des routes du chantier, ajout d'un silencieux dans usine des anodes, interdiction de travaux après 23h00)</li> <li>Adoption de mesures «préventives» diverses (signalement du dynamitage, sensibilisation de camionneurs et résidents à la vitesse sur les routes et prudence, etc.)</li> <li>Mise sur pied, par la compagnie, du <i>Service des communications et des relations communautaires</i> (SCRC) pour assurer le suivi des relations avec les «voisins»</li> <li>Mise en place de moyens de communication et de promotion par le SCRC pour des «voisins» (bulletin, visites de chantier, soirées information, ligne téléphonique, lettres, calendrier)</li> <li>Annonce anticipée d'activités susceptibles de générer plus d'impacts (certains travaux du chantier, démarrage)</li> <li>Réponse individualisée et personnalisée aux plaintes par le personnel du SCRC</li> </ul>		X  X  X  X  X
<b>Objet : Formes et Présence visuelle du site industriel</b>			
Esthétique des sites industriels	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aménagement paysager et couleurs des bâtiments pour «<i>assurer l'harmonisation optimale de l'usine dans le paysage</i>» (ÉI)</li> <li>Talus «boisés» prévus «<i>en pente douce</i>», plutôt réalisés en pentes fortes et moins de plantation</li> </ul>		X  X
Vues, panoramas et caractère des paysages du quotidien de l'habitat et de sites touristiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>Description du «milieu visuel» existant (identification d'«unités de paysage» considérées comme caractéristiques ou à valeur symbolique) (ÉI)</li> <li>Représentation graphique pour illustrer l'intégration du complexe au paysage existant, montrant une simulation informatique du futur complexe visible à partir d'une altitude de 150 mètres (audiences)</li> <li>Prévisions des impacts visuels (cheminées, usines, lignes électriques) concluant que seules les cheminées seraient visibles en zone éloignée (ÉI)</li> <li>Prévisions des impacts sur le caractère des paysages estimées sur la base des impacts visuels prévus</li> <li>Création partielle d'un écran visuel devant être plus haut que la hauteur «moyenne» des bâtiments (16 m.), en combinant un talus (4 m. de haut) et des arbres de 15 m. à maturité</li> <li>Réalisation partielle du programme de plantation d'arbres annoncé (quantité coupée d'approx. 50% et calibres diminués)</li> </ul>	X  X  X  X	     X  X

Tableau no 11 (suite)

Champs de préoccupations d'acteurs affectés	Stratégies d'acteurs et mesures de mitigation	Exigée par EE	Non-exigée
Potentiel d'attractivité touristique de paysages locaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Description du «milieu visuel» existant (identification de points de vue panoramiques «exceptionnels» et de leur rôle prévu dans l'offre touristique locale) sans prévision sur leur potentiel, ni sur la fréquentation touristique (ÉI)</li> </ul>	X	
Esthétique du paysage et qualité du territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lancement d'une campagne de promotion du site (visites de chantier, belvédère, concours amateur de photos sur les paysages locaux, distribution d'un calendrier aux «voisins» comprenant des photos primées)</li> </ul>		X
Expériences paysagères comme valeur existentielle du cadre de vie et facteur d'appartenance territoriale	Aucune stratégie recensée		
Forte présence visuelle et cognitive de l'industrie dans le quotidien renforçant le conflit perçu entre l'habitat (humain, animal) et l'industrie lourde	Aucune stratégie recensée		
Valeur marchande des propriétés	Aucune stratégie recensée		
<b>Objet : poursuite de pratiques traditionnelles liées à la nature</b>			
Disponibilité et accessibilité de paysages de «nature» de proximité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Négociations d'ententes légales avec des groupes d'usagers pour autoriser l'accès aux terrains et la poursuite de pratiques récréatives à certaines conditions</li> </ul>		X
Poursuite de pratiques sociales significatives liées à la nature (récréation, ressourcement)	Aucune stratégie recensée		
Qualité de l'expérience esthétique de la nature comme partie signifiante des modes de vie et facteur d'appartenance territoriale	Aucune stratégie recensée		
Représentations du territoire de vie («campagne», «nature hédoniste»)	Aucune stratégie recensée		
Nature identitaire / patrimoine	Aucune stratégie recensée		
<b>Objet : Suivi Environnemental</b>			
Maintien de la qualité du territoire et du cadre de vie, de la sécurité, de la santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Affirmation, par l'entreprise, de ses préoccupations pour l'environnement dans ses communications publiques («meilleures technologiques disponibles», amélioration des «performances environnementales» et énergétiques)</li> <li>Définition, par le ministère de l'Environnement, des quantités de rejets autorisées pour le complexe d'Alma, excluant démarrage</li> <li>Définition d'«objectifs» de performance par l'entreprise, et d'un programme de gestion environnementale interne pour le complexe d'Alma (ISO 14 001)</li> </ul>	X	X  X

Tableau no 11 (suite)

Champs de préoccupations d'acteurs affectés	Stratégies d'acteurs et mesures de mitigation	Exigée par ÉE	Non-exigée
Connaissance des impacts de la production industrielle sur l'environnement (qualité de l'air, rejets dans l'eau, nappe phréatique, approvisionnement en eau potable)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prévision des impacts diffusée dans l'étude d'impacts et lors des audiences publiques</li> <li>Instauration d'un programme de suivi environnemental «légal», supervisé par le ministère de l'Environnement,</li> <li>Mise en place d'un suivi «volontaire» sur des enjeux environnementaux locaux : puits privés, potagers, végétation (conifères)</li> <li>Diffusion de résultats des suivis par la compagnie, au comité CASE et par des mécanismes de communication (bulletins, lettres aux «voisins»)</li> </ul>	X X	 X X
Connaissance des impacts de la production industrielle sur la santé individuelle, familiale et publique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diffusion aux demandeurs d'information, au cas par cas, par des rencontres individuelles de résidents plaignants par la firme, le ministère de l'Environnement ou réunions spéciales du CASE (ex : avant démarrage, suite accident techno.)</li> <li>Demande d'expertise au min. Santé, par le ministère de l'Environnement, et transmission des informations aux résidents plaignants</li> </ul>	X	X
Gestion efficace des impacts prévus et imprévus et ajout, si nécessaire, de mesures de mitigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Remise d'un bilan annuel et des rapports d'accidents technologiques au ministère de l'Environnement</li> <li>Diffusion d'information aux résidents plaignants (explication de la chronologie des événements, actions)</li> <li>Inspection interne pour identifier source du problème, ajout de détecteurs de fuite, capteurs et analyse ex-post</li> <li>Ajustements aux équipements défectueux (changements de sacs, déviation des gaz, etc.) pour contrôler les rejets</li> <li>Prélèvements et analyses supplémentaires par le MENV</li> <li>Prélèvements et analyses supplément. par la compagnie</li> <li>Poursuite du suivi du MENV : rencontres avec la firme</li> <li>Négociation de compensations financières entre la compagnie et des résidents plaignants pour bris matériels (ex. : peinture de voitures)</li> </ul>	X X X X X	 X X X X
<b>Objet : Aménagement du site industriel</b>			
Articulation du projet et son site comme «attraction» structurante et permanente faisant partie de l'offre touristique locale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Discussion des parties du plan d'aménagement du site, devant être «élaboré avec le milieu», au comité CASE</li> <li>Négociations individuelles avec des organismes locaux</li> </ul>		X X
Accessibilité visuelle et physique des installations dans le réseau local	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aménagements extérieurs (pistes cyclables, belvédère d'observation)</li> <li>Aménagements intérieurs (visites sur invitation, exposition des photos prises lors du concours amateur dans le hall d'entrée de l'usine)</li> </ul>		X X
Mise en scène du site en lien avec le circuit local misant sur l'interprétation du patrimoine industriel	Aucune stratégie recensée		
Amélioration de la capacité du site à «s'associer au paysage» local pour maintenir les performances des sites touristiques limitrophes	Aucune stratégie recensée		

Que révèle ce tableau synthèse par rapport au premier critère d'analyse? À prime abord, l'ÉE semble relativement bien performer à cet égard dans le cas d'Alma. On constate en effet que plus d'une quarantaine de stratégies d'action ont été adoptées, associées à la moitié des champs de préoccupations identifiés par les résidents et promoteurs de proximité, soit une douzaine (*cf.* tableau no 11). Cependant, la question de recherche exige de savoir plus particulièrement si ce résultat est redevable ou non à la procédure d'ÉE. L'examen montre alors, premier constat, que la performance est beaucoup moindre : près des deux tiers des actions recensées n'étaient pas requises formellement par l'ÉE (29 actions / 44), elles ont plutôt été adoptées sur une base volontaire, en parallèle de la procédure formelle. Plusieurs mesures de mitigation relèvent de stratégies «classiques» adoptées dans de tels projets, comme le talus pour diminuer les impacts sonores et visuels. Certaines ont été adoptées de façon pro-active par le promoteur et qui relèvent surtout de stratégies de communications. Enfin, certaines mesures ont été mises en place suite aux préoccupations, voire aux pressions des acteurs sociaux.

Comment expliquer cette faible performance de l'ÉE? Une première piste de réponse réside probablement du côté des «objets» de négociation. En effet, on remarque que sur les 15 actions répondant à des exigences de l'ÉE, 13 sont liées à seulement deux objets de paysage : la présence visuelle du site industriel et le suivi environnemental. Dans cette suite, il est probable que les pratiques d'ÉE montrent une plus grande capacité à intégrer de tels champs de préoccupations liées à ces objets traditionnellement reconnus dans la procédure d'ÉE. À l'inverse, les actions concernant les trois autres «objets» de négociation sont menées presque essentiellement sur une base volontaire. Elles se rapportent à la localisation du mégacomplexe (10 actions/12), à la poursuite des pratiques traditionnelles liées à la nature (1/1) et à l'aménagement du site industriel (4/4). Dans les trois cas, notons que les actions relèvent presque toujours d'initiatives du promoteur privé (*cf.* tableau 11). Un tel investissement volontaire, de la part de la multinationale, laisse croire que les préoccupations sociales sur le paysage, concernant des enjeux locaux, sont reconnues comme étant importantes pour l'acceptabilité sociale. Elles ne trouvent cependant pas de place dans le cadre formel et légal de l'ÉE qui, elle, n'exige pas de mesures en ce sens de la part du promoteur.

Par ailleurs, l'examen montre aussi, deuxième constat, qu'aucune action n'a été entreprise en ce qui concerne le tiers des champs de préoccupations (soit 8 sur 23), ni dans le cadre de la procédure d'ÉE, ni par le biais d'initiatives volontaires. Ces champs, demeurés «sans réponse», se rapportent à trois «objets» de paysage, soit : la présence visuelle, la poursuite des pratiques liées à la nature et l'aménagement du site. Ils ont en commun de porter sur des préoccupations de nature plus qualitative, liées au domaine des perceptions et du vécu, et découlant souvent d'impacts cumulatifs. Prenons l'exemple de la présence visuelle du site industriel depuis de nombreuses résidences, détaillé dans l'encadré no 27. Pour résumer, le paysage, dans ses dimensions visibles et concrètes, amplifie un conflit symbolique vécu entre l'habitat et l'industrie lourde. Ce conflit se prolonge dans diverses préoccupations sociales fortes qui, pourtant, ne sont pour ainsi dire pas traitées, ni dans l'étude d'impacts en amont, ni lors des négociations subséquentes se déroulant lors de la construction et du démarrage. En ce sens, même certaines préoccupations liées à un objet «traditionnel», ici la présence visuelle, ne trouvent pas de réponses. Elles se buttent à la difficulté de saisir et d'évaluer les impacts cumulatifs, reconnue par ailleurs comme étant problématique, en général, dans l'ÉE.

- Pour ce premier critère de performance donc, l'ÉE a montré une faible capacité à stimuler la recherche et l'adoption de stratégies d'actions concrètes sur la thématique du paysage pour répondre aux préoccupations d'acteurs affectés, soit les résidents et les promoteurs de proximité, à Alma, par l'implantation du complexe d'Alcan.

Après ce premier examen sur la correspondance entre les préoccupations exprimées et les actions réalisées, le second critère d'analyse, quant à lui, interroge la qualité des réponses fournies aux acteurs.



### Encadré no 27

#### Le manque de mesures de suivi et de mitigation d'impacts sur le paysage

Même si elles vivent à des kilomètres de distance, les personnes affectées interrogées soulignent comment les impacts visuels, nettement plus importants que prévus, confèrent une forte prégnance cognitive à l'industrie : le complexe d'Alcan est omniprésent au quotidien, dans leur cadre de vie. Or, sur le plan symbolique, la proximité visuelle entre l'industrie lourde et le cadre de vie est ressentie comme conflictuelle pour tous les répondants, même ceux qui ne sont pas touchés personnellement. La cohabitation est conçue comme étant *a priori* difficile, voire impossible à vivre. Plus encore, une telle situation est jugée inacceptable dans la société actuelle. Selon eux, il est clair que de tels paysages «industriels» perceptibles depuis des résidences sont dévalorisés et, par extension, qu'ils pourraient contribuer à déprécier la valeur marchande de leurs propriétés.

L'insertion d'usines de grand gabarit dans les paysages du cadre de vie peut être porteuse de conflits vécus à divers niveaux, en termes d'accès, de pratiques sociales significatives et de représentations culturelles. Globalement, ces conflits peuvent affecter la «*valeur existentielle*» du cadre de vie qui, elle, fait référence aux valeurs non-marchandes d'un lieu ou d'une expérience, à «*la satisfaction indirectement expérimentée par des personnes en lien avec leur connaissance d'un lieu ou d'un objet*» (Vanclay, 2002 : 204, traduction libre). Or, dans les sociétés industrielles avancées, de telles valeurs associées à la qualité perçue des territoires sont de plus en plus considérées comme cruciales pour la qualité de vie et le bien-être social. Pour certains, la «*beauté*» du paysage constitue même un droit civique des populations locales, comme exprimé lors de controverses récentes (cf. chapitre 1, point 1.1.2).

L'implantation de l'industrie lourde a une incidence sur la représentation que le citoyen se fait de son milieu de vie. Et sa visibilité ne ressort pas comme le seul facteur d'explication. Par ailleurs, ce changement ne revêt ni la même signification, ni la même importance pour tous. Au moment de l'enquête à Alma, la majorité vivait le changement comme une continuité, soit comme une forme d'urbanisation de leur milieu de vie. Mais pour d'autres personnes<sup>306</sup>, le changement était ressenti comme une rupture, car associé à l'industrialisation de leur cadre de vie et vu comme un risque pour l'environnement et la santé. En comparaison, les Dunkerquois interrogés se sentaient généralement plus exposés aux risques environnementaux. Les unités de production industrielle, qui entourent littéralement leur quartier, comportaient un vécu paradoxal quasi-irréconciliable. D'un côté, elles étaient associées à une certaine richesse économique qui se traduit en termes d'emplois bien payés et de services publics. De l'autre côté, les répondants se sentaient inconfortables quant au prix à payer, soit la pollution et les risques technologiques, environnementaux et humains (santé). Des sentiments d'impuissance et d'envahissement assaillaient certains d'entre eux face à la présence industrielle, sa puissance et sa croissance, cela malgré l'existence de nombreux mécanismes originaux mis en place pour assurer le suivi environnemental et la concertation avec les grands producteurs. L'industrialisation à Dunkerque était vécue comme une désappropriation et une perte de maîtrise collective de leur territoire. Somme toute, ces répondants se montraient pris dans une sorte de balancier, entre un désir de protester et celui de la dépendance face à l'emploi.

<sup>306</sup> Les résidents ayant de fortes préoccupations pour l'environnement, ceux habitant le plus près du site, ceux ayant été témoins d'accidents environnementaux, ainsi que ceux ayant une vue directe sur le complexe depuis leur résidence.

### Encadré no 27 (suite)

Si vivre à proximité de grandes industries comme celles d'Alcan et de Pêchiney a une incidence sur les représentations du milieu de vie, cette situation conduit-elle pour autant à modifier l'appartenance territoriale? Les deux cas observés incitent à croire que oui, mais selon des dynamiques très différentes, concernant respectivement la cohésion sociale et les capacités de gouvernance. Dans le cas d'Alma, un tel impact était moins perceptible, un seul répondant affirmant clairement son désir de déménager. Il était toutefois plus marqué à Dunkerque, alors que la moitié évoquait des intentions de quitter la zone urbaine du littoral, principalement pour s'éloigner des sources de pollution considérées comme des risques la santé. Rappelons que l'appartenance des citoyens pour leur territoire et leur communauté est considérée par plusieurs spécialistes comme un facteurs importants pour expliquer les capacités de mobilisation locales et les dynamiques de développement local. Pour un, Juan-Luis Klein (2004) estime que ce serait même l'appartenance, voire une «*conscience territoriale*» commune qui permettrait aux différents acteurs locaux de dépasser leurs intérêts privés et sectoriels, en faveur d'une mobilisation collective<sup>307</sup>. Dans cette perspective, les divers changements sur les paysages du cadre de vie modifient, plus globalement, l'attractivité du territoire, un facteur de développement qualitatif, jugé crucial pour les économies du savoir et certaines industries, comme celles axés sur la haute technologie ou sur le tourisme.

La recherche montre que les changements sur le paysage ne se limitent pas aux impacts visuels. Plusieurs sont de nature qualitative, découlant d'impacts cumulatifs, liés à la «*valeur existentielle*» du cadre de vie, à la représentation du milieu de vie, à l'appartenance et à l'attractivité territoriale. Aucun n'a pourtant été documenté lors de l'évaluation environnementale entourant le complexe d'Alcan, ni dans les études d'impacts sur le paysage, ni dans les activités de suivi.

Ainsi à Alma, même lorsque les impacts visuels se concrétisent et sont clairement plus importants que ceux prévus dans l'étude d'impacts, aucune mesure d'action n'est prise pour répondre aux préoccupations sociales et pour «*ajuster*» les mesures de mitigation. Entre autres, aucun effort n'est fait pour au moins essayer de documenter la problématique de la visibilité «*non prévue*», même dans ses dimensions «*matérielles*», par exemple en termes de territoires affectés (superficie, lieux) ou de personnes affectées (nombre, profils). De fait, la problématique de la visibilité n'est même pas évoquée, ni dans le lieu de délibération multipartite prévu à cet effet à l'échelle locale (Comité d'aménagement et de suivi environnemental), ni dans la procédure formelle d'ÉE. Le suivi fait dans ce dernier cadre, par le ministère de l'Environnement, n'oblige même pas le promoteur à réaliser son ambitieux programme de plantation, pourtant annoncé comme principale mesure de mitigation.

<sup>307</sup> «*Les acteurs locaux développent ainsi une conscience collective délimitée territorialement, une conscience territoriale, qui oriente leur conduite et qui constitue une base pour le partenariat entre des acteurs sociaux et économiques, une base pour l'entrepreneuriat collectif. C'est cette conscience qui amène les acteurs à investir et à s'investir dans le développement de leur collectivité.*» (Klein, 2004 : 5)

### 7.2.2 DES STRATÉGIES D' ACTIONS PEU SATISFAISANTES POUR DES GROUPES AFFECTÉS

Le second critère retenu pour juger de la capacité de l'ÉE à éviter les *paysages de risques* porte sur le contenu des stratégies d'actions adoptées et des mesures de mitigation réalisées pour influencer le devenir du projet et du paysage, dans leurs composantes matérielles ou symboliques. Plus exactement, il s'agit de voir si ces actions, synthétisées au tableau 11, répondent aux préoccupations et besoins des acteurs affectés. L'évaluation est basée sur deux paramètres : 1) la satisfaction exprimée, de façon explicite, par les acteurs affectés par rapport aux mesures adoptées – par exemple dans leurs propos tenus lors des entrevues individuelles ou collectives – et 2) l'absence ou la persistance de préoccupations dans leur discours après la réalisation d'actions visant à y répondre.

Dans l'ensemble, la recherche montre que la satisfaction varie, en fonction des préoccupations certes, mais aussi en fonction de l'impact vécu par les individus. Ainsi, à l'intérieur même des groupes de résidents et de promoteurs de proximité, en règle générale, les individus qui subissent personnellement des impacts conservent leurs préoccupations insatisfaites, même après la réalisation des mesures de mitigation. Explicitons ce constat par trois exemples particulièrement instructifs à cet égard, liés à autant d'objets de paysage, soit 1) la localisation du complexe, 2) la santé environnementale et 3) l'aménagement du site.

En ce qui concerne la localisation du complexe, le promoteur s'est montré particulièrement pro-actif. Il a mis en branle une dizaine d'actions qui n'étaient pas requises par l'ÉE. Du nombre, six ont trait à des activités de type communicationnel, incluant la mise sur pied du *Service des communications et des relations communautaires* et d'une panoplie de moyens d'information (pré-consultation, bulletin, soirées d'information, etc.), destinés à divers publics cibles. Des résidents de proximité disent avoir apprécié ces efforts de la compagnie, décrits comme une «*campagne d'apprivoisement*». Certains se montrent toutefois plus sévères. Quoique généralement minoritaires dans les groupes rencontrés, ils ont en commun de subir personnellement des nuisances de la présence industrielle. Le mécontentement est plus affirmé par les résidents qui ne sont pas reconnus officiellement comme «voisins»

(ceux rencontrés habitant le rang Scott). À titre exploratoire, on peut associer ces résidents à quatre profils qui ne sont pas uniquement en rapport avec la distance spatiale, soit : 1) ceux qui habitent le plus près du site et qui ont expérimenté un changement dans leur environnement sonore, 2) ceux qui voient le complexe depuis leur propriété, 3) ceux qui ont été témoins oculaires d'accidents technologique récents (émissions d'alumine) ou de leurs effets plus anciens (vaches malades à cause des rejets de fluor) et 4) ceux qui sont très soucieux des questions environnementales en général et, en particulier, des impacts possibles de l'exploitation sur l'environnement et sur leur santé (personnelle, enfants, publique). Pour ces répondants personnellement affectés, les diverses mesures de mitigation adoptées ne suffisent pas à répondre à leurs préoccupations.

L'aménagement du site est un second exemple montrant les différents degrés de satisfaction, d'abord entre les groupes d'acteurs, puis à l'intérieur des groupes. Ainsi, la majorité des résidents se montre satisfaite des actions de la compagnie. Quelques résidents y demeurent cependant insensibles, affirmant ne pas vouloir visiter les lieux (belvédère), ni observer le panorama. Il s'agit souvent des mêmes profils de personnes que les précédentes, plus particulièrement les répondants qui voient le complexe depuis leur résidence et ceux qui ont des préoccupations pour leur santé. À l'inverse, les promoteurs touristiques sont beaucoup plus critiques envers les actions réalisées. Autant l'architecture des usines, que l'aménagement physique du belvédère, son accessibilité et, plus globalement, son intégration au circuit touristique local ne répondent pas aux préoccupations de la plupart d'entre eux, pourtant exprimées de façon explicite à divers moments du processus d'implantation (audiences publiques, comité CASE, négociations privées avec le promoteur).

Enfin, les actions entreprises dans le suivi environnemental constituent un troisième exemple montrant que les actions adoptées répondent mal aux préoccupations d'un certain nombre d'individus affectés. Soulignons d'abord que c'est sur cet objet de négociation du paysage qu'il y a le plus important nombre d'actions d'entreprises (N= 17/44) et que la moitié de ces actions se déroule à l'intérieur de la procédure formelle d'ÉE. Les actions peuvent être regroupées en quatre types, relatifs 1) à la régulation (définition de normes de

rejets, négociation de compensations), 2) à la construction des connaissances scientifiques (prises de mesures, échantillonnages), 3) à la communication (diffusion des résultats du suivi au CASE, à des plaignants) et 4) à la gestion des opérations (inspection, ajouts de capteurs). Tel que mentionné plus avant, le suivi environnemental représente, pour la société civile, une sorte de «garantie» permettant d'agir sur la production industrielle en cas d'imprévu et de préserver la qualité environnementale du cadre de vie. Cette dernière constitue un enjeu stratégique parce qu'elle renvoie directement à une question sensible, autant à Alma et à Dunkerque que dans d'autres régions du monde (Guay, 2004), soit celle des *risques* pour la sécurité et la santé des populations qui découlent potentiellement de la production industrielle. Au-delà de leur nombre, est-ce que ces diverses actions, réalisées pour le complexe d'Alcan, répondent aux préoccupations des Almatois, particulièrement celles des résidents de proximité?

La prise en considération des deux cas à l'étude semble pertinente pour éclairer cette question. En effet, dans les deux enquêtes, des répondants s'interrogeaient sur les effets des pollutions visibles et «invisibles». À Dunkerque, la moitié des répondants évoquait des problèmes de santé vécus dans leur famille ou dans la collectivité, qu'ils attribuaient directement à la qualité de l'environnement (surtout l'air), affectée par les rejets industriels. À Alma, les questions de santé ont été moins discutées par les résidents, la majorité des personnes interrogées ne percevait pas de risques environnementaux pour leur santé<sup>308</sup>. Néanmoins, les résidents ayant de fortes préoccupations pour l'environnement, ceux habitant le plus près du site, ainsi que ceux ayant été témoins d'accidents environnementaux se sentent généralement plus exposés aux risques et ont exprimé des inquiétudes.

Les diverses mesures adoptées dans le suivi environnemental, incluant celles ayant été ajoutées suite à l'accident technologique de l'alumine, demeurent cependant insuffisantes pour faire taire ces inquiétudes. D'une part, les données du suivi environnemental sont par-

---

<sup>308</sup>Cette perception est également partagée par une majorité de la population locale comme observé lors d'une enquête longitudinale sur la qualité de vie, réalisée dans le cadre du programme MSIAA (cf. Simard, 2002).

cellaires et demeurent difficiles d'accès pour les résidents sur les plans physique (les données sont la propriété du promoteur ou du ministère de l'Environnement) et cognitif (les savoirs sont spécialisés et il y a absence de contre-expertise)<sup>309</sup>. D'autre part, il n'y a pour ainsi dire pas de suivi continu de l'état de santé des populations, les données sanitaires étant fournies de façon sporadique. La santé psychologique, incluant les perceptions du risque, révélées en partie dans les discours sur le paysage, ne fait pas non plus l'objet d'un suivi systématique. De la faiblesse des mécanismes de suivi résulte une connaissance limitée des impacts environnementaux et sociaux et, plus encore, de la santé de la population. Même à Dunkerque, où des données longitudinales sont fournies par un réseau important de suivi de la qualité de l'air opéré par un organisme indépendant des producteurs industriels, et où des données sanitaires montrent des problèmes de santé particuliers à la région, les experts hésitent à établir un lien clair entre les sources de contaminants atmosphériques émis par les grandes industries et la santé publique<sup>310</sup>. En conséquence, les actions de suivi entreprises ne répondent pas aux questionnements apportés par des citoyens. La qualité de l'environnement et la santé demeurent toujours sources de fortes préoccupations pour les individus concernés et affectés.

La connaissance d'accidents technologiques ou le vécu associé à des impacts sur la santé, même très anciens<sup>311</sup>, apparaît comme un facteur déterminant fortement les perceptions liées à la qualité de l'environnement. Rappelons que ces accidents sont pourtant rarement connus<sup>312</sup>. Comme exposé précédemment (*cf.* chapitre 6, point 6.4.1), les accidents ques-

<sup>309</sup> Même lorsque les personnes entreprennent des démarches actives de recherche, l'accès à l'information demeure difficile, comme illustré lors de l'accident d'alumine (*cf.* chapitre 6, pt 6.4).

<sup>310</sup> Pensons à une étude de suivi réalisée auprès de jeunes enfants habitant à proximité de l'aluminerie de Péchiney. Tout en observant des taux élevés de fluor, les experts ne se prononçaient pas sur leur lien possible avec l'aluminerie.

<sup>311</sup> Outre la série d'émissions incontrôlées de quantités importantes d'alumine (60 tonnes) lors du démarrage, plusieurs répondants se reportaient à des événements ayant eu lieu près de 50 ans plus tôt, soit des vaches rendues malades par les émissions de fluor provenant de l'ancienne usine.

<sup>312</sup> Pour Usine Alma, hormis les représentants du CASE, à qui on distribue une liste des accidents s'étant produits dans l'année, seuls les témoins oculaires peuvent en connaître l'existence. Les impacts «visibles» étant généralement très circonscrits spatialement – lorsqu'il y en a – les résidents ne sont pas tous saisis de l'accident. Ainsi, dans le groupe habitant le quartier affecté de Dam-en-Terre, seulement deux des personnes rencontrées avaient observé le phénomène.

tionnent les représentations existantes de l'activité industrielle (est-elle sécuritaire? quels sont ses effets sur l'environnement?). Plus largement, ils ébranlent le lien de confiance établi avec la compagnie (cache-t-elle des choses?). Du point de vue des résidents, il y a donc une sorte de chaîne logique où sont associés santé, rejets industriels et qualité de l'environnement. En conclusion :

- les mesures et actions réalisées ne répondent que partiellement aux préoccupations des personnes affectées rencontrées à Alma, deuxième critère d'évaluation de la faible performance de l'ÉE pour prévenir les *paysages de risques*.

### 7.2.3 UNE FAIBLE MAÎTRISE DU PROJET INDUSTRIEL

Le troisième et dernier critère retenu pose la complexe question du pouvoir des acteurs vulnérables, considérée comme centrale dans une perspective de la justice environnementale. Il s'agit d'évaluer si la procédure d'ÉE a renforcé la capacité des acteurs affectés à se faire entendre soit, dans les deux cas étudiés, des résidents de proximité. Pour ce faire, deux paramètres sont définis. Ils s'inspirent de l'idée que, selon les principes de nouvelle gouvernance, les négociations conduites dans le cadre de l'ÉE devraient stimuler la construction d'une identité commune entre les acteurs impliqués dans le suivi, tel un «*collectif d'engagements*» (Mormont et *al.*, 2001). En lien avec les principes d'interdépendance et d'équité sociale, ceux-ci se sentent «solidaires» vis-à-vis des acteurs affectés et exprimer cette solidarité lors de la négociation sociale en recherchant des solutions adaptées à leurs besoins et préoccupations, premier paramètre. Dans cette suite, les acteurs affectés ont le sentiment de pouvoir modifier le projet industriel et, plus exactement, de maîtriser ses effets indésirables, deuxième paramètre. Qu'en est-il pour le cas d'Alma?

Lors de l'implantation du mégacomplexe de la multinationale Alcan, une certaine «forme» de solidarité a effectivement été observée, mais cela, dans le sens contraire à celui défini par le paramètre. En effet, au nom d'une «solidarité» pour leur communauté, ce sont les résidents de proximité qui ont accepté que leur qualité de vie soit modifiée, autant pendant la construction que lors de l'exploitation industrielle. Les résidents y font référence de façon explicite, particulièrement en lien avec le choix de localisation du site, dès le départ perçu comme problématique quant à la proximité des zones habitées (*cf.* chap. 6, pt 6.1.2). Il importe cependant de situer cette «solidarité» à l'intérieur d'une dynamique sociale plus large, où s'est construite progressivement une série de compromis sociaux, cristallisée dans des normes, d'une part et à l'intérieur, d'autre part, de rapports de négociation expérimentés avec la multinationale. Les grands aspects de cette dynamique observée à Alma, que l'on désigne habituellement comme la construction de l'*acceptabilité sociale*, sont résumées dans l'encadré no 28, qui situe où et comment intervient la procédure d'ÉE.

Cette observation longitudinale et compréhensive permet de poser cinq grands constats sur les pratiques de suivi et de gouvernance des acteurs privés et public, ainsi que la contribution de l'ÉE, relativement à la prise en compte des impacts sociaux vécus par ces Almatois.

Premièrement, la description fait ressortir la faiblesse du suivi projeté pour ce qui est de faire face aux impacts sociaux vécus par les résidents. En effet, le programme formel de suivi, négocié entre le ministère de l'Environnement et la compagnie, était centré sur le respect de normes appliquées essentiellement aux rejets environnementaux. Pourtant, la mise en place d'un suivi sur d'autres impacts, sociaux notamment, s'avérait pertinente étant donné que déjà, au moment de la planification, un certain nombre était prévu (*cf.* étude d'impacts, SNC 1997). Cette pertinence s'est renforcée lors de la construction du complexe alors que nombre d'impacts se sont révélés plus importants et nombreux que prévus<sup>313</sup>.

---

<sup>313</sup>Le suivi fait par le programme MSIAA a permis de dénombrer plus d'une centaine d'impacts sociaux non prévus (Gagnon, 2002, pt. 2).



### **Encadré no 28**

#### **La construction de l'acceptabilité sociale en région « fragile » : dynamique sociale et négociations autour du mégacomplexe d'Alcan**

L'insertion « harmonieuse » d'un mégacomplexe industriel, comme celui d'Alcan, dans un territoire habité constitue un enjeu majeur pour nombre d'acteurs : entreprise, autorités municipales, gouvernementales et citoyens. Sur l'île d'Alma, plusieurs vocations existantes pourraient être potentiellement conflictuelles avec l'importante production industrielle projetée : agriculture, habitat, récréation, tourisme. Les autorités considèrent la cohabitation socioterritoriale comme possible si l'on considère les démarches faites pour autoriser l'implantation. Le déroulement de l'ensemble du processus d'implantation semble leur donner raison. Lorsqu'une modification au zonage est annoncée, à la fin des années 80, personne ne requiert la tenue d'un référendum pour contester cette décision de la Ville, comme l'autorise la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. De même, personne ne s'oppose officiellement à la réalisation du projet d'Alcan, à aucune des étapes prévues à cette fin dans l'évaluation environnementale pendant la phase de planification récente, ni lors de la pré-consultation du promoteur, ni lors des audiences publiques menées par le BAPE. De plus, il n'y a pratiquement aucune contestation de la part des résidents de proximité, même lorsqu'ils sont fortement éprouvés par les nuisances du chantier, sauf une menée contre le transport lourd intense dans le rang Scott.

Une telle absence de critique ou de manifestation sur la place publique ne signifie pas que les résidents de proximité n'ont pas de préoccupations face au choix de localisation du site industriel. Au contraire, ils ont rappelé celles-ci aux autorités, de façon récurrente, à chacune des occasions rendues disponibles par le processus formel d'ÉE ou le promoteur. Celui-ci a d'ailleurs investi beaucoup de ressources pour mettre en place une panoplie de moyens de communications aux différentes phases d'implantation, destinés à des publics cibles, comme ses « voisins », ou au grand public. La persistance de certaines préoccupations (environnement et qualité de l'air au premier plan) montre que de leur point de vue, les enjeux sont multiples et globalement liés au maintien de la qualité de leur cadre de vie et à leur santé.

L'absence de critique de la part des résidents de proximité face au choix de la localisation du site d'Usine Alma s'inscrit plutôt dans le cadre d'une dynamique sociale plus large qui, elle, a évolué au rythme de l'implantation du projet. L'observation des interactions entre les acteurs ayant eu lieu lors des principales étapes permet de mieux comprendre comment se sont progressivement construites l'acceptabilité sociale et une série de compromis. Le premier compromis social a trait à la représentation que le projet d'Alcan est nécessaire pour assurer l'avenir, voire la « survie » de la société locale. D'abord présente dans la sphère politique, cette représentation se diffuse ensuite à travers les groupes sociaux. Elle se cristallise au moment des audiences publiques, premier moment où le projet est discuté à l'extérieur du cercle des initiés.

Aucun des groupes d'acteurs présents ne s'oppose alors au projet d'Alcan. Même les positions de groupes traditionnellement opposés convergent, soit celles du milieu des affaires et de l'environnement. L'absence d'opposition, rendue visible par la couverture médiatique (télévision communautaire, journaux) des audiences, tend à montrer une image d'unanimité autour du projet. Dans un contexte déjà difficile (taux de chômage élevé, migration des jeunes) et devant les risques de fermeture de l'ancien complexe et la perte de centaines d'emplois bien rémunérés, la question économique s'impose largement, tel un dénominateur commun et devient l'enjeu premier à négocier avec le promoteur. Les autres enjeux sont, sinon éclipsés, du moins relégués à l'arrière-scène du consensus social misant sur le complexe d'Alcan pour stimuler l'économie locale « atrophie » et générer des effets synergiques à plus long terme (ex. : retour de jeunes). Les audiences jouent donc un rôle de « validation publique » quant à l'acceptabilité sociale du projet, tel qu'entendu par Mormont, Mougnot et Dasnoy (2001). Comme personne ne s'oppose au projet ou aux modalités négociées dans d'autres réseaux parallèles, un « horizon commun » est défini autour du mégaprojet. Ce consensus s'étend ensuite dans une série de compromis, bâtis au fur et à mesure de l'avancement du projet, et qui pèsent sur les résidents de proximité.

### **Encadré no 28**

Ceux interrogés<sup>314</sup> partagent la représentation voulant que le projet soit nécessaire pour l'avenir de leur collectivité. Comme leurs élus, ils en attendent les retombées économiques, sans connaître exactement les autres impacts susceptibles de se produire. Lorsque ceux-ci se concrétisent lors des phases suivantes de l'implantation, il devient cependant difficile, pour ceux affectés, de faire valoir des préoccupations et points de vue divergents dans un contexte où le projet bénéficie d'un appui très fort, perçu comme étant unanime. Ceux qui seraient tentés de le faire ressentent la pression de leur communauté, même parfois de leurs proches voisins. On considère que les rares qui osent contester publiquement brisent le compromis voulant que les intérêts de la collectivité se situent à un niveau supérieur par rapport aux inconvénients temporaires du chantier, vécus par des *individus*.

Ce compromis se prolonge ensuite lors de la phase d'exploitation. Tous les résidents rencontrés – comme d'autres intervenants du milieu<sup>315</sup> – ont fini par interioriser ce qui est quasiment devenue une norme sociale, à savoir que les résidents de proximité doivent accepter les nuisances, changements et risques liés aux activités industrielles lourdes, au nom des retombées positives (surtout sur l'emploi) et que, sinon, ils doivent déménager. En bout de piste, les impacts sociaux négatifs vécus par les citoyens affectés sont minimalisés par rapport à ceux positifs attendus pour la collectivité.

En assurant ainsi le maintien de compromis sociaux conçus comme étant nécessaires pour que le mégaprojet industriel se réalise à Alma, la communauté d'appartenance joue un rôle déterminant dans la dynamique sociale entourant l'implantation industrielle. Quant à la compagnie, elle y participe aussi, globalement de deux façons.

Premièrement, Alcan fait jouer l'incertitude lors de la phase de planification s'étirant sur une douzaine d'années. Cette incertitude pèse sur la construction de l'acceptabilité sociale. En effet, Alcan affirme explicitement que l'appui du milieu est une des conditions à remplir pour réaliser son projet d'usine de remplacement. Déjà, la population almatoise garde en mémoire le projet annoncé à la fin des années 80 et qui a finalement avorté. Dans ce contexte, tout point de vue critique ou questionnement sur les conditions de réalisation du projet industriel sont perçus comme remettant en question l'acceptabilité du projet. Dans les faits, l'entreprise poursuit les négociations avec divers groupes d'acteurs, locaux et nationaux, pour obtenir des ententes déterminantes pour la production (approvisionnement énergétique avec Hydro-Québec, paix syndicale prolongée avec les employés). Ce n'est finalement qu'à la veille presque de la première pelletée de terre marquant le début des travaux et lorsqu'elle a en main toutes les conditions nécessaires, que la compagnie annonce enfin la construction de son mégacomplexe qui sera situé à Alma.

Deuxièmement, lors de la construction et du démarrage des opérations, les diverses stratégies communicationnelles déployées par la compagnie participent aussi à cette dynamique sociale. Conçues pour divers publics «cibles», dont les résidents de proximité, elles font en sorte que les rapports entre la compagnie et les groupes potentiellement affectés sont contenus dans une sphère restreinte, quasi privée. Les litiges sont pratiquement toujours maintenus à l'intérieur d'échanges avec la seule compagnie. Ils sont peu connus à l'extérieur du cercle des affectés et jamais relevés dans la presse locale. Pour ce qui est de faire valoir leurs préoccupations, les contestataires se retrouvent ainsi dans une position isolée pour face à une multinationale, perçue comme toute puissante, et ils sont coupés d'appuis potentiels de leur communauté.

<sup>314</sup> En entrevue collective (hiver 2003) ou individuelle lors de visites de chantier (été 1999).

<sup>315</sup> Tel que relevé lors de réunions du comité de suivi CASE, d'entrevues avec les visiteurs ou par des enquêtes réalisées par d'autres membres de l'équipe (Côté (2002) sur la controverse dans Scott).

Malgré cela, le suivi des impacts sociaux du complexe d'Alcan s'est inscrit dans un mode réactif et, dans l'ensemble, a relevé d'initiatives volontaires, deuxième constat. Le comité local multipartite CASE était certes pensé spécifiquement à des fins de suivi, notamment pour palier aux imprévus et ajuster les mesures de mitigation au besoin. Pourtant, ce n'est pas au comité qu'ont été discutées les préoccupations les plus importantes pour les citoyens affectés lors de la construction (circulation, dynamitage, puits artésiens) ou du démarrage (accident d'alumine). Tout au plus ces préoccupations y ont-elles été nommées, pour être par la suite réglées lors de rencontres privées, entre le promoteur et le / les citoyen(s) «plaignant(s)».

De fait, la prise en compte des impacts vécus par les résidents relève davantage de la médiation sociale, souvent entre deux acteurs de force inégale, troisième constat. En l'absence de mécanismes institutionnels, il revient au citoyen de faire la démonstration qu'il est affecté. Or, une telle démonstration est difficile pour plusieurs raisons. La première est d'ordre technique et scientifique : les changements ne sont pas documentés de façon indépendante mais par le promoteur (ex : mesures sur stations d'air, l'eau des puits, la terre des jardins, etc.). Une seconde raison est que au-delà de la reconnaissance scientifique des impacts, c'est le problème plus large de la reconnaissance politique qui se pose, quatrième constat. En effet, les acteurs affectés doivent faire reconnaître la légitimité du préjudice qu'ils vivent par les instances décisionnelles que sont le ministère de l'Environnement, la municipalité et la compagnie. Le déroulement des négociations dans des sphères privées n'aide pas en ce sens, puisque les impacts ne sont souvent pas connus du public en général, ni de groupes pouvant potentiellement soutenir leurs revendications. Même à l'intérieur d'un quartier, les voisins n'observent pas tous les mêmes impacts<sup>316</sup>. Par ailleurs, même si les citoyens réussissent à faire émerger la problématique sur la place publique, comme l'ont fait les résidents habitant à proximité de la carrière du rang Scott, la légitimité n'est pas acquise. En lien avec le compromis social noué sur la nécessité du mégacomplexe pour assurer l'avenir de la collectivité, le préjudice vécu par une «minorité» se trouve alors à être pesé par rapport aux retombées positives du projet, voire au bien-être collectif. Dans ce

contexte de région fragile comme celui à l'étude, les acteurs décisionnaires ont davantage privilégié le second. Dans les dossiers litigieux soumis à leur attention, leurs actions n'ont généralement pas remis en question l'intérêt supérieur du mégaprojet industriel face aux besoins des résidents. Dans l'ensemble, les activités de construction et de production ont poursuivi leur rythme, nonobstant des impacts sociaux émergents<sup>317</sup>. Au mieux, certains plaignants ont-ils reçu une indemnisation de la part de la multinationale (ex : pour la peinture de véhicules abîmée par les émissions d'alumine). Mais, plus souvent qu'autrement, ils ont dû «accepter» les impacts tels quels. Bref, cinquième constat, les préoccupations et besoins des résidents de proximité d'Alma, groupe minoritaire, tout comme les impacts sociaux vécus sont marginalisés par rapport aux intérêts (économiques surtout) de la majorité.

En conséquence, les résidents rencontrés estiment vivre plus d'impacts provenant du nouveau complexe industriel d'Alcan que d'autres citoyens d'Alma. Même à l'intérieur de leur voisinage, ils sont conscients que certains d'entre eux sont plus affectés que d'autres. Par exemple, des résidents aperçoivent le complexe depuis leur propriété et pas leur voisin immédiat. En ce sens, plusieurs reconnaissent la distribution différenciée, voire «inéquitable» des impacts, socialement et spatialement. Malgré cela, la plupart continue à exprimer son soutien au projet industriel, tout en affirmant, du même souffle, ne pas «avoir grand chose» à dire face à l'imposante «*machine*» pour en modifier les aspects négatifs. Ils assument le poids du vaste compromis social, établi lors de planification, compromis qui n'a été remis en question ni par les décideurs, ni par l'ensemble des citoyens d'Alma et ce, même si les

---

<sup>316</sup>Pensons aux émissions accidentelles observées seulement par une poignée de résidents.

<sup>317</sup>Deux exemples patents impliquent le ministère de l'Environnement. On retrouve d'abord la controverse entourant des activités intenses d'extraction de sable, alors que le ministère laisse les activités se poursuivre tout en sachant que les entrepreneurs ne respectent pas les conditions légales prévues dans leur permis (Côté, 2002). L'autre se passe lors de la gestion de l'accident technologique d'émission d'alumine, alors que le ministère tarde à fournir une contre-expertise aux résidents et des recommandations pour leur santé (cf. chapitre 6, point 6.4). Du côté du promoteur, rappelons que les soirées d'information organisées, parfois au nom du CASE, avant le début de certaines activités du chantier n'ont pas comme objectif de modifier les activités de l'entreprise comme telles, mais de prévenir les résidents des impacts à venir. Rappelons aussi comment la compagnie traite les impacts sociaux suite à la réception de «plaintes», soit par le biais de communications ou tel un litige méritant ou non une compensation financière.

impacts négatifs (notamment sur le paysage) se sont avérés être plus importants et plus nombreux que ceux qu'on avait annoncés.

- En conclusion, les activités de suivi prévues par l'ÉE, tout comme celles volontaires, n'ont pas donné lieu à des pratiques de gouvernance faisant preuve de «solidarité» à l'égard d'acteurs affectés qui se seraient concrétisées dans la réalisation d'actions et de solutions adaptées aux préoccupations et aux impacts vécus par les résidents de proximité. Elles n'ont pas plus réussi à procurer à ces derniers le sentiment qu'ils peuvent modifier le mégaprojet industriel d'Alcan et maîtriser ses effets indésirables.

### 7.3 CONCLUSION : DES CONTRIBUTIONS LIMITÉES DE L'ÉE

La pratique institutionnelle de l'évaluation environnementale (ÉE) souscrit aux visées du paradigme rationaliste. Considérée comme un outil utile à la gouvernance, l'ÉE est définie comme un *«processus systémique qui consiste à évaluer et à documenter les possibles (...) afin de faciliter la planification du développement durable et la prise de décision en général»* (André, 1999 : 297). Malgré les nombreuses démarches raisonnées et «objectivantes» qui la concernent, l'ÉE demeure toutefois une pratique politique, dans le sens où des négociations ont lieu entre les acteurs, à diverses étapes de la procédure. Ces négociations sont traversées par les valeurs sociales et les rapports de force en présence. C'est notamment ce que la recherche a souligné en documentant, de façon minutieuse, les dynamiques d'acteurs entourant le cas d'Usine Alma. L'intérêt de la recherche était de voir en quoi l'ÉE, comme procédure formelle de l'État, pouvait réguler les pratiques de négociations entre la multinationale et des citoyens de proximité, deux groupes d'acteurs aux rapports de force inégal, plus particulièrement concernant l'enjeu social récent du paysage. L'analyse a donc été produite en deux parties, pour répondre à nos deux premières questions spécifiques de recherche. Elle a d'abord été décrite sous l'angle des processus d'acteurs, puis sous celui des résultats obtenus.

En résumé, les processus et conduites d'acteurs ont démontré plusieurs limites lorsque nous les avons examinés sur la base de quatre critères liés au concept de gouvernance territoriale. La première limite concerne la coordination. Elle s'est révélée déficiente à plusieurs égards. De nombreuses négociations ont eu lieu à l'extérieur de l'ÉE, en amont ou en parallèle. De plus, les dynamiques de négociation avaient un caractère éclaté et fragmenté, portant sur des objets distincts, sans qu'il y ait un arrimage avec l'ensemble du processus. De fait, les négociations se sont généralement déroulées entre deux acteurs, dans une sphère privée. Les contenus des ententes qui y étaient conclues n'étaient pas explicités à l'ensemble des acteurs qui auraient pu ensuite les valider publiquement. Cela pose un problème de légitimité politique, deuxième limite des pratiques de gouvernance observées sur le cas d'Alma.

Cette façon de faire a comme conséquence que les acteurs impliqués se sont retrouvés à avoir une vision partielle du projet. Le fait que les négociations portaient sur des objets et enjeux distincts, non resitués par rapport à un ensemble (celui du projet, du territoire) a favorisé l'adoption de rationalités et savoirs spécialisés, ainsi que de solutions «sectorielles», au détriment de l'adoption d'une approche globale et intégrée des problématiques, troisième limite. Enfin, quatrième limite de gouvernance, les pratiques de négociations n'ont pas favorisé l'*empowerment* des représentants de la société civile. Les grands acteurs traditionnellement impliqués que sont l'État central et la compagnie ont continué à dominer la prise de décision.

- Pour toutes ces raisons, le processus d'évaluation environnementale, appliqué à l'implantation d'Usine Alma, n'a pas agi comme un cadre de régulation pour baliser les négociations sociales ayant eu lieu sur la question du paysage. Dans un contexte de région fragile, cette ÉE a eu une influence limitée pour ce qui est de favoriser des pratiques de négociation et de stimuler une conduite collective correspondant aux principes de gouvernance territoriale.

Par ailleurs, la perspective de développement durable et la justice environnementale obligent à revoir les pratiques, non seulement en termes de processus de négociation, mais également en termes de résultats obtenus. C'est ce qui a été examiné dans la seconde partie de l'analyse, à l'aide de la notion de *paysage de risques*.

En définitive, cette deuxième analyse présente aussi un bilan mitigé quant aux résultats concrets obtenus par la procédure d'ÉE pour prévenir la formation de «paysages de risques». Rappelons que cette notion se rapporte aux questions de la distribution équitable des impacts négatifs découlant de la présence industrielle, sur les plans social, spatial et temporel, ainsi qu'au pouvoir d'acteurs faibles. Notre recherche s'est intéressée au groupe d'acteurs affectés que sont les résidents habitant à proximité du grand site de production d'aluminium primaire d'Alcan, à Alma. Les contributions de l'ÉE ont été jugées faibles par rapport aux trois critères d'évaluation retenus.

Premièrement, seulement le tiers des actions adoptées pour répondre aux préoccupations liées au paysage et provenant des résidents est lié à la procédure formelle d'ÉE. Ces actions concernaient essentiellement les impacts visuels et le suivi environnemental, deux objets traditionnellement investis par l'ÉE. Plusieurs des préoccupations des résidents sont demeurées sans réponses, n'étant pas requis par l'ÉE et n'ayant pas fait l'objet d'initiatives volontaires. Ces préoccupations, souvent de nature «complexe», sont relatives aux domaines des perceptions et du vécu territorial et, de plus, à des impacts cumulatifs découlant potentiellement de la présence industrielle. Le suivi de ces préoccupations sociales s'est donc déroulé selon un mode réactif et qui n'était pas forcément encadré par l'État, relevant alors plus de la médiation sociale entre deux acteurs aux pouvoirs différents, soit les citoyens affectés et la multinationale.

Deuxièmement, les stratégies et mesures adoptées n'ont répondu que partiellement aux préoccupations et besoins des résidents, particulièrement de ceux qui étaient les plus affectés. Soulignons que même le suivi environnemental, programmé et encadré par l'ÉE, ne parvenait pas à répondre de façon satisfaisante à leurs questions concernant la santé, un champ de préoccupation particulièrement sensible. Ce constat d'analyse souligne, d'ailleurs, que même à l'intérieur de ce groupe d'acteurs des résidents de proximité, certains individus sont plus affectés que d'autres. La proximité spatiale n'apparaissait pas le seul facteur explicatif. À titre exploratoire, quatre profils pouvaient être distingués, soit : 1) les résidents qui habitaient le plus près du site et ayant expérimenté un changement dans leur environ-

nement sonore, 2) ceux qui voyaient le complexe depuis leur propriété, 3) ceux qui avaient été témoins oculaires d'accidents technologique récents ou d'impacts environnementaux plus anciens et 4) ceux qui étaient très soucieux des questions environnementales en général et, en particulier, des impacts possibles de l'exploitation sur l'environnement et sur leur santé.

Enfin, troisièmement, l'évaluation environnementale n'a pas réussi à donner aux résidents interrogés le sentiment de pouvoir modifier le projet industriel et de maîtriser ses effets indésirables. La «solidarité» collective, théoriquement attendue dans une perspective de gouvernance territoriale, a plutôt joué dans le sens inverse, soit en reléguant les impacts négatifs vécus par une minorité à l'arrière-plan des intérêts collectifs escomptés, surtout économiques. Dans la dynamique sociale entourant la construction d'une forte acceptabilité sociale, la procédure d'ÉE n'a pas permis de faire valoir les intérêts et besoins de ces acteurs affectés. Ces citoyens ont donc dû négocier avec la multinationale, individuellement et de gré à gré, même lorsque les impacts se sont avérés plus importants que prévus dans les études.

- Au regard de nos trois critères d'analyse donc, la recherche conclut que, dans le cas étudié d'Alma, les pratiques actuelles de l'évaluation environnementale n'ont pu prévenir la formation de *paysages de risques*.

Pour conclure, les contributions de l'ÉE aux pratiques de gouvernance territoriale et à la prévention des paysages de risques semblent limitées, du moins pour ce qui est du cas étudié d'Usine Alma, situé dans un contexte de région fragile et eu égard à cet enjeu social relativement nouveau que représente le paysage. Par ailleurs, ces limites doivent être situées par rapport au contexte plus général de la pratique en ÉE. En effet, comme souligné dans la problématique (chapitre un, point 1.2.2), le suivi est un champ de pratiques encore très récent. En ce sens, plutôt que de condamner cette nouvelle pratique sociale, il importe de proposer des pistes d'amélioration. C'est le parti adopté dans la recherche. À cette fin, à la suite de ces conclusions d'analyse, des propositions théoriques et appliquées sont suggérées au chapitre suivant.



## CHAPITRE HUIT

### ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SUIVI DE GRANDS PROJETS INDUSTRIELS : PROPOSITIONS POUR LE PAYSAGE

Étant donné que les impacts ne cessent pas d'exister simplement parce qu'ils sont ignorés, notre échec à traiter l'éventail plus large des impacts signifie que nous avons effectivement transféré les risques, déplaçant les fardeaux loin des principaux bénéficiaires du développement pour les imposer, souvent, aux communautés rurales et aux résidents de proximité. Trop fréquemment dans le passé, l'ensemble du champ des impacts sociaux n'a pas été tellement au-delà de notre *contrôle*, qu'au-delà de nos *concepts*.

Gramling et Freudenburg

La faiblesse de nos outils et concepts scientifiques peut avoir des conséquences sociales majeures. C'est ce que suggèrent Gramling et Freudenburg (1992 : 231, *cf.* citation précédente, emphase dans le texte original, traduction libre). Ces spécialistes de l'évaluation des impacts sociaux considèrent que le manque de connaissances peut entraîner le transfert de coûts et risques découlant de projets de développement vers des groupes sociaux plus vulnérables, comme des collectivités rurales et des résidents de proximité. Dans cette suite, travailler sur les lacunes des analyses paysagères constituerait une voie potentielle pour améliorer la capacité de l'évaluation environnementale à intégrer cet enjeu social s'affirmant dans nos sociétés industrielles avancées. La dernière étape de la recherche s'inscrit dans cette perspective, en avançant quelques propositions appliquées et théoriques, découlant des observations de la recherche.

Le chapitre est structuré en trois temps. Le premier resitue les principales observations empiriques dans une synthèse afin de dégager les «facteurs déterminants» du processus de construction des significations accordées aux paysages industriels (point 8.1). L'exercice nous incite ensuite à formuler, dans un second temps, quelques courtes propositions appliquées pour guider le suivi des paysages industriels (point 8.2). Enfin, le chapitre conclue avec quelques réflexions sur le débat théorique actuel concernant, d'une part, la place de l'environnement dans l'expérience paysagère et, d'autre part, une compréhension holistique du concept (point 8.3). Une définition de paysage est proposée à cette fin.

## 8.1 LA SIGNIFICATION DES PAYSAGES INDUSTRIELS : TROIS CHAÎNES DE RELATIONS

L'évaluation environnementale (ÉE) est un processus d'analyse visant à anticiper les effets possibles de projets d'aménagement, politiques et programmes, afin d'informer la prise de décision. Au Québec, le paysage occupe cependant une place marginale dans les pratiques de l'ÉE qui, formellement, sont axées sur les impacts matériels et visuels<sup>318</sup>. Notre proposition vise à donner plus d'amplitude à la question du paysage, reconnue d'une part comme un lieu de médiation structurant des rapports entre firmes productives et populations locales et, d'autre part, comme un enjeu de gouvernance s'affirmant dans nos sociétés industrielles avancées (*cf.* chapitre 1).

Quatre principales lacunes ont été identifiées dans la problématique. Dans ce chapitre, nous nous attardons à la seconde qui concerne le problème de la compréhension des significations accordées aux paysages par des acteurs sociaux<sup>319</sup>. Il s'agit d'un problème particulièrement important de l'évaluation environnementale, puisque la signification des changements générés par le projet, du point de vue d'acteurs sociaux (parties prenantes, populations d'accueil, groupes affectés), est utilisée comme un facteur pour évaluer l'importance des impacts (André et *al.*, 1999; Sadler, 1996). Ce problème renvoie à la difficulté de reconnaître et d'intégrer les valeurs dans l'ÉE.

La recherche s'est intéressée à ce problème par le biais de deux études de cas. Diverses méthodes ont été utilisées pour documenter les significations accordées à des paysages où étaient présents de grands complexes de production d'aluminium, en France (Dunkerque, région Nord-Pas-de-Calais) et au Québec (Alma, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean). La troisième question spécifique de recherche était de comprendre comment se construisent

---

<sup>318</sup>Par ailleurs, plusieurs experts travaillent dans une «perspective» de paysage, à divers moments du processus ÉE, mais cela de façon dispersée et isolée (Fortin, 2002).

<sup>319</sup>Rappelons les trois autres lacunes, soit la difficulté méthodologique d'intégrer les dimensions immatérielles du paysage dans les analyses (perceptions, valorisations), la portée limitée des analyses paysagères dans l'ÉE ainsi que les problèmes découlant d'une compréhension sectorielle du paysage (voir chapitre un, point 1.2.3).

ces significations. Des pistes de réponse sont offertes par les enquêtes menées auprès de deux groupes d'acteurs affectés, soit des résidents et des promoteurs territoriaux actifs à proximité des sites.

L'objectif visait à préciser les facteurs déterminants du processus de construction des significations attribuées au paysage, facteurs qui pourraient ensuite être utilisés pour structurer le suivi de paysages industriels. Cet objectif implique une forme de synthèse et de «modélisation» des résultats de recherche qui ont été rapportés dans une description détaillée, au chapitre quatre. L'exercice s'est cependant avéré infructueux, ne permettant malheureusement pas de répondre à l'objectif tel que formulé. En effet, il nous semblait difficile de dégager une série de facteurs ou, du moins, de les traiter de façon isolée. De fait, tout facteur considéré comme important renvoyait toujours à un autre, puis un autre et encore un autre. Nous avons donc retenu une autre stratégie.

Plutôt que de préciser des facteurs, nous avons dégagé des «chaînes» de facteurs qui semblaient liés entre eux et qui participaient, *ensemble*, à la construction des significations du paysage. Par rapport à notre problématique d'industrialisation, trois chaînes complémentaires ont été retenues comme recouvrant de façon plus complète, selon nous, les dynamiques observées. Ces chaînes de relations sont décrites tour à tour dans les pages suivantes, en s'appuyant sur les résultats de la recherche empirique<sup>320</sup>, et ce, à partir de trois entrées, soit :

- 1) la matérialité et les formes du paysage,
- 2) la dynamique territoriale et
- 3) les rapports sociaux

---

<sup>320</sup> La description qui suit est une version modifiée d'un texte à paraître (Fortin, 2006).

### 8.1.1 PREMIÈRE CHAÎNE : MATÉRIALITÉ ET FORMES VISIBLES

Une première entrée permettant d'aborder la construction des paysages industriels, mise en relief par la recherche, concerne les FORMES matérielles des unités de production. Rappelons que cette dimension est quasi incontournable dans les cas étudiés. Les complexes de production d'aluminium couvrent plusieurs hectares de superficie et comportent des bâtiments faisant près d'un kilomètre de longueur. De plus, à Dunkerque, la zone industrielle se déploie sur une vingtaine de kilomètres en front de mer.

Selon des courants théoriques du paradigme culturel, les dimensions formelles et plastiques seraient déterminantes dans l'expérience paysagère. Certains tenants de l'école culturaliste vont même jusqu'à concevoir les formes de façon autonome par rapport à d'autres dimensions du paysage (ex. : environnement). Même si une telle position ne fait pas l'unanimité, jusqu'à présent, les pratiques en évaluation environnementale ont été fondées sur ce postulat : les analyses paysagères sont toujours essentiellement basées sur les dimensions formelles et les impacts visuels. La recherche a voulu en quelque sorte tester ce postulat, en demandant à des résidents des deux collectivités de donner leur appréciation sur l'aménagement du site industriel, sur son architecture et son intégration au paysage. Les entrevues montrent que, du point de vue des répondants, la forme ne reste pas longtemps isolée d'autres considérations sociales.

#### **Les arbres pour oublier les usines mais pas pour «*cacher la réalité*»**

Les résidents et promoteurs rencontrés, autant à Dunkerque qu'à Alma, apprécient généralement les efforts déployés par les entreprises et les autorités publiques dans les grandes opérations de «paysagement» des zones et sites industriels. Les plantations d'arbres et autres aménagements paysagers permettent de diminuer la présence cognitive des industries : une ville bien «*fleurie*» aide à faire «*oublier*» les usines et la pollution présentes dans le quotidien. Plus largement, les aménagements paysagers sont perçus comme une forme de réinvestissement dans le territoire local d'une partie des profits générés par les grandes compagnies. Ils feraient partie d'une nouvelle «conscience» que devraient avoir les entre-

prises, en lien avec la «*mentalité*» d'aujourd'hui visant une meilleure intégration des sites de production au cadre de vie des populations locales. En ce sens, l'aménagement paysager des sites est considéré par les acteurs locaux comme un nouvel indicateur, manifeste et visible, de la responsabilité sociale des entreprises.

Par ailleurs, malgré divers effets positifs attribués aux opérations de paysagement des zones industrielles et des villes, les répondants anticipent les dérives possibles d'une approche qui serait par trop «cosmétique» et réductrice du paysage. Ainsi, de nombreux résidents interprètent ces opérations comme étant des stratégies mises de l'avant par les firmes productives pour soigner leur image ou pour influencer les perceptions locales. Le paysage aménagé est synonyme de «*propreté*». Par extension, il donne l'impression qu'il n'y aurait pas de pollution.

Toutefois, une telle stratégie peut être risquée car, préviennent-ils, les aménagements et les mesures de verdissement ne doivent pas être utilisés pour «*cacher la réalité*»<sup>321</sup>. Or, dans une problématique d'industrialisation et particulièrement dans ces régions, accueillant historiquement des industries lourdes, la question environnementale est une dimension fondatrice de cette réalité. Les résidents interrogés ne confondent généralement pas aménagement paysager et réduction de la pollution. La pollution peut être problématique, même dans un «*jardin de fleurs*», nous rappelaient-ils. Mais, sous certains aspects, les aménagements paysagers peuvent avoir des effets *concrets* sur la qualité de leur environnement. Par exemple, les arbres situés près des unités de production permettent de capter une partie des rejets gazeux émis par ces dernières. De même, la végétation était révélatrice de l'état de l'environnement pour des citoyens. C'est pourquoi, dans leur cadre de vie, ils scrutent leurs jardins, à la recherche de toute anomalie ou événement insolite (perte importante de feuilles en été, brunissement soudain, production fruitière moindre, poussière, odeur inhabituelle). L'aspect de la végétation existante aux abords des usines est aussi utilisé en ce sens, servant

---

<sup>321</sup>Les autorités préconisant des stratégies d'aménagement misant uniquement sur l'esthétique formelle pour aborder la question du paysage risquent fort de voir leurs efforts mal interprétés, soit comme des tentatives de manipulation et, partant, de stimuler des attitudes de méfiance de la part de population.

à distinguer les usines entre elles, selon la pollution plus ou moins importante qu'elles génèrent. Par exemple, l'absence de végétation ou des difficultés de croissance sont considérées comme des signes de l'existence d'une pollution empêchant la nature de croître.

- En ce sens, le paysage ne se limite pas à l'aménagement paysager. Chez les résidents à proximité de grands sites industriels, il y a refus d'un paysage cosmétique qui se laisserait enfermer dans une esthétique formelle négligeant des enjeux territoriaux plus larges. Les interventions sur le paysage devraient donc s'intégrer à d'autres considérations jugées essentielles au bien-être des populations et au maintien de la qualité de leur territoire. La question environnementale, dans ses réalités factuelles, perçues et vécues, est particulièrement importante par rapport à une problématique d'industrialisation. Et la végétation est utilisée comme un indicateur tangible de la qualité environnementale.

### **La présence visuelle révélant le conflit symbolique**

Ce premier constat est renforcé lorsqu'on considère les évaluations divergentes recueillies dans les deux cas face à des niveaux d'investissement sur l'architecture différents. Ainsi, à Dunkerque, Péchiney a beaucoup travaillé l'architecture de la façade du complexe ainsi que l'aménagement paysager. Le langage retenu est particulièrement soigné et raffiné, fait plutôt rare dans le cas d'unités de production lourde. Malgré cela, les résidents interrogés sont demeurés assez sévères. En effet, même si certains apprécient la qualité de l'architecture, la majorité estime que le complexe n'est pas bien intégré au paysage. Plusieurs déplorent le manque de végétation autour du complexe, ce qui le rend particulièrement visible et imposant dans le paysage local.

Dans le cas québécois, à l'opposé, Alcan n'a pas fait autant d'efforts pour ce qui est de l'architecture de ses usines. Leurs façades ont été recouvertes de feuilles d'acier blanc et vert. L'usine des anodes, haute de 75 mètres, a été ajoutée au projet initial. Enfin, le programme de plantation prévu pour diminuer les impacts visuels a été amputé de moitié. En définitive, le mégacomplexe s'impose dans le paysage d'Alma, étant visible depuis de nombreux endroits (routes, résidences, lieux de récréation, rivière navigable) et ce, à des kilomètres à la ronde. Tout en notant cette forte visibilité, la majorité des résidents et promoteurs rencontrés considèrent généralement le complexe industriel comme étant bien in-

tégré au paysage, sauf dans les cas où le complexe est visible depuis des lieux de résidence<sup>322</sup>.

Dans cette situation, les impacts visuels confèrent une forte prégnance cognitive au complexe d'Alcan dans le cadre de vie des résidents affectés. L'industrie leur semble plus «proche». Or la proximité spatiale entre l'habitat et l'industrie lourde est conçue *a priori* comme étant une cohabitation difficile à vivre et ce, par tous les répondants, personnellement affectés ou non. Cette proximité est jugée comme relevant d'une autre époque et comme étant inacceptable dans la société actuelle (voir point 7.1.2). Dans cette suite, le paysage, dans ses dimensions visibles et matérielles, amplifie un conflit symbolique vécu entre l'habitat et l'industrie lourde.

Pour conclure sur la première entrée du paysage, liée à la matérialité de ses formes, les observations de nos deux études de cas indiquent que les aménagements paysagers des sites industriels ont des effets bénéfiques et tangibles pour les populations locales. Ils sont même considérés comme un nouveau champ d'expression de la responsabilité sociale des entreprises. Cependant, les investissements sur les «formes» des complexes de production (architecture, aménagements paysagers, impacts visuels) ne suffisent pas à intégrer l'industrie au paysage local. En ce sens, le paysage ne doit pas, du point de vue des habitants, devenir une image vidée de sa substance, désincarnée par rapport à la réalité territoriale vécue.

Ce faisant, premier constat pour l'ÉE :

- les dimensions formelles et visibles du paysage, quoique importantes dans le processus de perception, n'expliquent pas à elles seules la signification accordée. C'est dans leurs liens avec d'autres dimensions du paysage qu'elles deviennent déterminantes.
- À ce sujet, la visibilité d'un site industriel apparaît comme un élément particulièrement sensible dans le contexte lié à l'habitat, cela parce qu'elle révèle un conflit symbolique fondateur. Plus exactement, la proximité visuelle renforce la

---

<sup>322</sup>Notons qu'une critique similaire était émise par les promoteurs de sites touristiques à partir desquels le complexe d'Alcan était très visible, ce qui avait obligé ces promoteurs à revoir l'orientation de leur produit (clientèle, aménagements) (voir chapitre six, point 6.2.2.2).

présence cognitive du grand complexe dans le quotidien et le sentiment de proximité spatiale expérimenté avec le cadre de vie, perçu comme n'étant pas acceptable dans les sociétés industrielles avancées. Les dimensions formelles et visuelles du paysage sont donc liées aux dimensions symboliques de l'expérience paysagère, particulièrement articulée autour de la question environnementale et, plus largement, de la qualité du territoire.

La matérialité du paysage (architecture, aménagements paysagers, impacts visuels, «santé» de la végétation), est ainsi mise en perspective par rapport à une dynamique territoriale plus large et aux rapports sociaux, deuxième et troisième entrées de la signification des paysages industriels.

### **8.1.2 DEUXIÈME CHAÎNE : LA DYNAMIQUE TERRITORIALE**

La dynamique territoriale constitue une deuxième entrée pour expliquer les «accueils» différents réservés aux deux mégacomplexes d'aluminium étudiés ainsi que les significations particulières attribuées aux paysages industriels. Du point de vue des acteurs affectés interrogés, elle se décline essentiellement selon deux échelles se renvoyant l'une à l'autre, soit micro et méso<sup>323</sup>.

L'échelle micro renvoie aux impacts sociaux et environnementaux découlant du projet industriel, expérimentés par des individus, groupes sociaux ou populations. En effet, habiter à proximité d'industries lourdes suppose des réalités territoriales particulières, entre autres en termes de pratiques sociales et de préoccupations. Les deux études de cas révèlent des différences importantes à ce chapitre, en lien avec leur dynamique territoriale respective.

Sur les pratiques territoriales par exemple, nombre de Dunkerquois interrogés sont particulièrement déçus des modifications apportées par l'industrie à l'accessibilité et à la qualité de lieux de «nature», fréquentés dans leurs moments de loisirs. À Alma, la proximité du mégacomplexe d'Alcan ne pose pas problème pour la majorité des répondants, qui estiment

---

<sup>323</sup>Sur les échelles d'environnement, micro, méso et macro, voir André et *al.*, 1999, p. 20.



avoir encore accès à la nature, ailleurs sur le territoire. Cependant des individus ont été fortement marqués par la perte de certains lieux de promenade (forêt) ou ont cessé certaines activités (petite chasse, cueillette de fruits). En termes de préoccupations, des thèmes similaires sont ressortis dans les deux régions sous enquête, concernant l'environnement, la santé, l'économie et les risques. Ils sont toutefois nettement plus affirmés en France qu'au Québec. Sur le littoral dunkerquois, les liens entre rejets industriels, qualité de l'air et santé marquent les discours. Près des deux tiers des résidents interrogés estiment que la qualité de l'environnement s'est détériorée depuis une dizaine d'années. Une même proportion de répondants affirment spontanément qu'eux-mêmes, ou certains de leurs proches, éprouvent des problèmes de santé découlant, selon eux, de la mauvaise qualité de l'environnement – de l'air surtout. À Alma, la question de la santé est généralement peu présente dans les discours, sauf dans ceux de résidents ayant été témoins d'accidents technologiques, ceux habitant le plus près du site et ceux exprimant de fortes préoccupations pour l'environnement.

La densité du tissu industriel peut expliquer en partie le contraste dans l'intensité des préoccupations relevées en France et au Québec. Ce faisant, la perspective micro de la dynamique territoriale, expérimentée par les acteurs, est mise en contexte par rapport à une échelle méso.

Le contexte structurel résultant de la trajectoire de développement, de la structure et de la vitalité économique, ainsi que de l'occupation du territoire apparaissent comme particulièrement importants. Au-delà des grandes similitudes qui permettent de définir les deux régions comme étant «périphériques», «fragiles» et à la recherche d'autres alternatives de développement, il y a aussi des divergences importantes, entre autres concernant la densité de l'urbanisation et l'occupation industrielle (ex. : nombre et envergure des industries, taux d'exposition aux pollutions, «densité» de risques). Dans le cas québécois, les unités de production essentiellement liées au bois et à l'aluminium sont dispersées sur la partie habitée d'un vaste territoire, relativement peu peuplé. Au contraire, le tissu industriel est très dense dans la communauté urbaine de Dunkerque, qui affiche une des plus fortes densités urbaines de France avec ses 210 000 habitants. En 1996, l'ensemble des sites (sidérurgie, chi-

mie, métaux) occupait la moitié des 6 000 hectares de terrains de la zone portuaire. En outre, quinze sites y étaient classés comme étant à risques majeurs (Loi Séveso), incluant la plus grande centrale nucléaire d'Europe (Lesort et Dubuis, 1996).

D'autres divergences existent entre les deux cas. Le premier concerne le degré de familiarité de la population locale avec la production d'aluminium primaire. Dans la région québécoise, la multinationale Alcan est historiquement présente, soit depuis plus de 75 ans, et y opère quatre alumineries. De plus, la filière tend actuellement à s'affirmer avec la création récente de divers programmes et institutions de formation et de recherche ayant pour but de stimuler la seconde et troisième transformation de l'aluminium, une avenue de développement favorisé depuis plusieurs décennies par les acteurs régionaux. Enfin, le projet d'Alcan visait à remplacer une usine plus ancienne qui était présente dans la localité il y a 50 ans, ce qui assurait la consolidation d'emplois existants, en plus d'en créer des nouveaux.

À Dunkerque, l'aluminerie de Pechiney est la première et seule aluminerie construite dans cette région en 1994. La filière de l'aluminium étant absente de la région, d'autres sites de production avaient servi de références pour les populations locales lors de son implantation. Il s'agit des sites plus anciens opérant dans la vallée de la Maurienne (Alpes françaises), berceau historique de la compagnie et surnommée la «vallée de la mort». Dans cette suite, de fortes craintes avaient été exprimées au promoteur lors de la présentation de son projet (Gravelines, 1990). Une dizaine d'années plus tard, alors que les usines étaient en opération, les répondants isolent rarement le complexe de Pechiney des autres activités industrielles présentes sur leur territoire. L'aluminerie est plutôt considérée comme une des usines de la zone industrielle. Elle perd en quelque sorte son individualité et se situe parmi un mouvement d'industrialisation soutenu, lui devenu préoccupant pour plusieurs. À ce premier «fait» territorial, concernant l'ampleur et le rythme de l'industrialisation, se greffe chez les répondants le sentiment d'avoir perdu la maîtrise du développement et, partant, de sentir la qualité du territoire menacée par le nombre toujours croissant d'industries. La gouvernance est donc directement mise en jeu par la présence industrielle.

Ainsi, se décline une seconde chaîne d'incidences permettant de comprendre les significations accordées aux paysages industriels.

- Les dynamiques territoriales micro et méso dans lesquelles s'insèrent les deux mégaprojets industriels, influencent les perceptions des résidents quant à l'intégration plus ou moins réussie du complexe de production d'aluminium dans leur paysage local. Les significations accordées au paysage seront influencées par les rapports personnels et collectifs, historiques et contemporains, expérimentés par les acteurs locaux par l'intermédiaire du territoire, autant avec le monde industriel de façon générale, qu'avec la filière de production concernée et le producteur.
- Certaines pratiques territoriales sont particulièrement importantes dans le mode de vie des habitants, comme celles de type ludique (récréation) et hédoniste (évasion, ressourcement, contemplation) liées à la rencontre avec la «nature». Celles-ci peuvent être compromises par une organisation territoriale (rythme et densité de l'urbanisation et du tissu industriel) ne prévoyant pas la pérennité des lieux de «nature» accueillant ces pratiques, autant en termes d'accessibilité que de qualité d'expérience.

### **8.1.3 TROISIÈME CHAÎNE : LES RAPPORTS SOCIAUX**

Les rapports avec le monde industriel se construisent certes via la dynamique territoriale, vécue et structurelle, mais aussi par le biais des rapports sociaux, troisième entrée pour comprendre la construction des paysages industriels. Plus particulièrement, les acteurs interagissent dans le contexte du projet industriel ainsi que dans l'exercice de la gouvernance territoriale.

Les grands producteurs déploient de nombreux efforts pour établir des rapports non-conflictuels avec les populations locales, tel qu'observé dans nos deux études de cas. Les stratégies de communication constituaient une stratégie privilégiée, autant en phase d'implantation que d'opération. Rappelons brièvement celles menées dans les deux cas étudiés.

En France, Péchiney a suivi la démarche habituelle pour obtenir les autorisations de construction de son aluminerie de Dunkerque. Les premiers contacts avec le grand public n'ont

eu lieu qu'un an et demi après le début de la construction. Le promoteur avait alors fait face à une salle bondée de centaines de résidents, inquiets des rejets atmosphériques (Gravelines, 1990). Les représentants de la compagnie avaient eu fort à faire pour renverser les opinions fortement négatives associées à la production de l'aluminium. Celle-ci ayant été jusqu'alors absente de la région, les opinions étaient basées sur les effets des installations centenaires des activités prenant place dans la vallée de la Maurienne. Une des stratégies adoptées par la compagnie avait été de mettre sur pied un «comité de liaison» réunissant divers représentants du milieu, incluant les plus contestataires. Ce comité avait pour but de diffuser des informations concernant le chantier et les opérations du complexe, dont des données sur le suivi environnemental.

Au Québec, Alcan s'est beaucoup investi de façon volontaire, en amont et en parallèle de la procédure formelle d'évaluation environnementale. Notre examen détaillé des phases d'implantation montre que les stratégies du promoteur passé ont participé à la construction progressive, dans le temps et à travers les groupes d'acteurs, d'une représentation positive à l'égard de ce grand projet industriel ainsi qu'à son acceptabilité sociale (*cf.* chapitre sept, point 7.1.2). En plus de s'appuyer sur les groupes traditionnellement favorables à de tels projets (élus municipaux, syndicats de travailleurs, entrepreneurs), la compagnie s'est investie pour développer de bons rapports avec des groupes stratégiques, comme les résidents vivant en périphérie du futur site. Pour cela, plusieurs moyens de communication ont été mis en place, depuis la phase de planification récente (pré-consultation), jusqu'à l'opération (comité de suivi CASE), en passant par la construction (réunion d'information thématiques, lettres personnalisées, visites de chantier, etc). Le paysage a également été mis à contribution pour promouvoir le chantier (belvédère) et le complexe (concours de photos et calendrier annuel).

Globalement, ce que souligne la recherche<sup>324</sup>, c'est que les multinationales sont soucieuses des rapports qu'elles développent avec divers groupes d'acteurs locaux, dont les propriétaires riverains. En cela, malgré un discours affirmant l'autonomie (ex : menaces de ferme-

ture, de délocalisation, etc.), les firmes manifestent une interdépendance relative avec le milieu dans lequel elles inscrivent leurs activités de production. De fait, l'enjeu de l'acceptabilité sociale de leur activité structure leurs rapports avec les populations d'accueil.

- Dans cette perspective, les négociations sociales entourant les nouvelles implantations industrielles ne portent pas seulement sur des dimensions *matérielles* de la production (approvisionnement énergétique, paix syndicale, autorisations environnementales), mais aussi sur d'autres relevant de la *symbolique* du projet (représentation, signification et acceptabilité sociale). C'est pourquoi les firmes productives mènent diverses actions visant à influencer la signification des changements apportés par le projet (sur l'économie, l'environnement, etc.). Le paysage, porteur de significations, devient donc un enjeu potentiel, parmi d'autres, que les entreprises cherchent aussi à maîtriser.

Par ailleurs, même si elles tentent fortement d'infléchir la signification du paysage, les grandes sociétés n'y parviennent pas toujours. Dans les deux cas étudiés, les stratégies de communication ont rencontré des limites. Celles-ci sont devenues particulièrement apparentes dans les cas de conflit ou de situation instable. Entre autres, un accident technologique expérimenté lors du démarrage d'Usine Alma a fait resurgir les préoccupations et questionnements des résidents témoins par rapport à la santé, a soulevé des inquiétudes et, enfin, a ébranlé leurs représentations antérieures de l'usine «sécuritaire», possédant la «*meilleure technologie au monde*» (cf. déversement atmosphérique d'alumine, point 6.4.2). De même à Dunkerque, le comité de liaison mis en place pour diffuser des informations sur le suivi environnemental et pour assurer un lien avec la population locale était peu connu de cette dernière: dans notre enquête, aucun des 19 résidents interrogés ne connaissait le comité. Certains étaient au courant de l'existence d'autres d'instances de concertation similaires<sup>325</sup>, mais plusieurs faisaient preuve de méfiance à leur égard. Elles étaient perçues comme étant dominées par des intérêts politiques et financiers. Bref, dans certaines circonstances, les communications ne suffisent pas à rétablir des rapports de confiance avec les firmes productives.

---

<sup>324</sup>Dans la suite de celles de Gagnon (1994) notamment.

En fait, ces interactions directes, vécues entre les entreprises et des groupes par le biais des projets industriels, s'inscrivent dans le cadre de rapports sociaux plus larges avec les communautés, où domine la question économique. À ce sujet, nos deux cas offrent des similarités. Dans ces régions industrielles, les citoyens interrogés entretiennent des rapports complexes avec les grandes firmes présentes et empreints de contradictions. D'un côté, on se dit heureux d'accueillir un nouveau grand complexe créateur d'emplois dans une région durement éprouvée par le chômage. Pour plusieurs, le grand projet industriel est nécessaire à la survie de la communauté : *«Alma sans l'usine, c'était une ville en déperdition»*. Vu telle *«la lumière au bout du tunnel»*, il devient même, pour certains, la panacée à tous les maux (ex : «exode» des jeunes à Alma). De l'autre côté, on déplore les effets néfastes sur l'environnement et les risques pour la santé.

Les citoyens interrogés estiment avoir peu de pouvoir pour arriver à faire modifier les projets et réduire leurs impacts négatifs. Les outils traditionnels de planifications ainsi que les structures de concertation mises en place pour favoriser le dialogue avec les grands producteurs ne suffisent pas à leur redonner un sentiment de pouvoir. À Dunkerque, où elles sont particulièrement nombreuses et originales, ces citoyens constatent que les industries se multiplient toujours sur leur territoire. Se greffe alors le sentiment d'avoir perdu la maîtrise du développement et, partant, de sentir la qualité du territoire menacée par le nombre toujours croissant d'industries. En bout de piste, la majorité des résidents de proximité se montrent raisonnables, se disant qu'il y a *«un prix à payer»* pour l'activité économique, *«qu'on [ne] peut pas tout avoir»*. Ils se perçoivent un faible pouvoir collectif et, en conséquence, ils se replient sur des stratégies et des comportements individuels. Entre autres, certains envisagent de déménager plutôt que de contester les impacts négatifs découlant de la présence industrielle (cf. point 7.1.2). De même des rationalités partagées sont également construites pour faire face à la présence des risques au quotidien<sup>326</sup>. Bref,

---

<sup>325</sup> Comme des comités liés à d'autres industries ou encore le Secrétariat permanent de prévention à la pollution industrielle (SPPPI), comité multipartite sous l'égide de la DRIRE (Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement).

<sup>326</sup> Par exemple, plusieurs Dunkerquois interrogés banalisent spontanément leur appréhension face à un accident pouvant survenir à la centrale nucléaire de Gravelines. Un tel accident aurait des réper-

- Les relations publiques et les structures locales de concertation sont les stratégies prisées par les entreprises pour interagir avec des groupes d'acteurs concernés et affectés. Les interactions qui s'y déroulent se situent toutefois dans le cadre de rapports sociaux plus vastes.
- Dans ces régions fragiles, ces rapports sont marqués du sceau de la dépendance économique et participent de la perception des collectivités locales voulant que leur capacité de gouvernance soit faible devant de grandes multinationales. C'est pourquoi, les mécanismes de concertation locale apparaissent insuffisants, du point de vue des acteurs affectés, pour modifier les projets industriels et leurs impacts et, dans certaines situations instables (démarrage, accident technologique) pour rétablir la confiance entre les acteurs.
- Les discours sur les paysages industriels demeurent, en ce sens, révélateurs des rapports sociaux spatiaux.

Pour résumer ce point, l'analyse synthèse précédente visait à déterminer les facteurs déterminants qui orientent l'interprétation et l'attribution de significations aux grandes unités de production industrielle, situées dans le contexte de régions «fragiles». Plutôt que d'isoler des facteurs, nous avons retenu trois chaînes de relations complémentaires qui participent à la construction de ces significations accordées aux paysages industriels. Ces chaînes ont été décrites à partir de trois entrées, à savoir : 1) matérialité du paysage 2) dynamique territoriale et 3) rapports sociaux.

Cette proposition nous semble correspondre davantage à la réalité documentée où les discours tenus sur le paysage englobaient une diversité d'éléments se renvoyant constamment l'un à l'autre. Cette proposition n'a cependant pas la prétention d'apporter une réponse définitive au problème de la compréhension des processus de construction des significations accordées aux paysages industriels. À ce point-ci des connaissances, elle se veut plutôt un premier effort pour transférer les résultats de la recherche vers les débats scientifiques actuels et la pratique de l'évaluation environnementale. C'est dans cette suite que des propositions appliquées sont suggérées.

---

cussions sur des centaines de kilomètres à la ronde, «*même Paris*» serait affectée. Et, affirment-ils, étant donné la proximité du site, les Dunkerquois auraient au moins la «*chance*» de ne «*pas souffrir longtemps*»!

## 8.2 PROPOSITIONS APPLIQUÉES POUR LE SUIVI DES PAYSAGES INDUSTRIELS

La compréhension théorique du processus de construction des paysages constituait une première étape de la recherche ayant des visées appliquées. En effet, rappelons que la quatrième question spécifique de la recherche était de déterminer quelles sont les conditions méthodologiques pour faire en sorte que l'analyse paysagère soit un outil flexible et utile dans l'exercice du suivi social et environnemental de grands projets industriels. Toute proposition comporte une dimension normative, issue d'une certaine conception de ce qu'est ou devrait être le suivi<sup>327</sup>. Or, il existe plusieurs conceptions et approches différentes du suivi qui coexistent dans ce nouveau champ de pratiques. Suite à un examen de la littérature, nous en avons distingué trois, nommées : suivi de surveillance, suivi de gestion flexible et suivi de gouvernance (annexe A, tableau no 13). Ces approches visent des objectifs axés respectivement sur le respect de la conformité, la résolution de problème et l'apprentissage social. En cela, de notre point de vue, elles sont complémentaires malgré qu'elles reposent sur des postulats distincts. Par conséquent, une stratégie efficace devrait intégrer ces divers objectifs. Deux courtes propositions sont avancées en ce sens.

### 8.2.1 CADRE DE SUIVI DES PAYSAGES INDUSTRIELS

Le paysage met en relation, des contextes, des événements, des réalités territoriales, des acteurs et leurs préoccupations. Ce faisant, il offre un cadre global intégré. Voilà, à notre avis, un potentiel pour le suivi social et environnemental. Mais comment transposer ce potentiel intégrateur dans un exercice de suivi? Le défi est grand. Nous risquons tout de même une proposition, inspirée des analyses précédentes, qui prend la forme d'un cadre de suivi.

Le cadre de suivi des paysages industriels est structuré en trois niveaux emboîtés (voir tableau 12). Au niveau le plus détaillé, se trouve une série de variables et d'indicateurs de

---

<sup>327</sup> Du moins c'est un postulat découlant de l'épistémologie constructiviste (voir chap. trois, pt 3.1).



résultats (3<sup>e</sup> colonne). Ces indicateurs se rapportent à des «réalités» empiriques, de nature matérielle (ex. : nombre d'unités de production, types et quantités de rejets), sociale (ex. : processus de coordination, sentiment d'autonomie) et symbolique (ex. : représentations de la qualité de vie, de l'environnement).

Le recours à des indicateurs est une stratégie classique des méthodes actuelles d'évaluation et de suivi. Cependant, les limites sont évidentes lorsqu'ils sont utilisés de façon isolée. Le suivi peut se trouver réduit à une gestion administrative et souffrir d'un manque de cohérence et de visée sociale. En matière de paysage également, cette gestion sectorielle contreviendrait à l'approche globale et intégrée préconisée actuellement, en lien avec les perspectives interdisciplinaire du DD. Pour contourner ces écueils, trois stratégies sont proposées.

La première stratégie concerne le rôle accordé aux indicateurs. Trois possibilités sont soulevées selon qu'ils reflètent un objectif à atteindre, un moyen de susciter un dialogue social ou une expression temporaire de la réflexivité des acteurs. En fait, selon nous, ces trois possibilités, qui correspondent aux trois approches de suivi, sont toutes pertinentes et, même, nécessaires à un suivi vraiment efficient. En tant que résultats, les indicateurs peuvent servir à «mesurer» les changements, les tendances. Ils constituent un des points de repère communs pour les acteurs et sont utiles dans l'exercice de délibération. Par ailleurs, ils doivent être ajustés conformément en lien avec les nouvelles connaissances et préoccupations. Bref, les indicateurs agiraient tels des points sur une «feuille de route» pour la gouvernance territoriale et le développement durable, dont le tracé relève du choix des acteurs sociaux.

Mais, pour assurer une «envergure» aux indicateurs, une deuxième stratégie consiste à les situer dans un cadre plus global, composé d'objectifs de développement et de principes éthiques explicites. Dans notre cadre, cela signifie que les indicateurs sont mis en relation avec des critères d'orientation et d'action (2<sup>e</sup> colonne), concernant l'aménagement du territoire et les mécanismes de gouvernance. Ceux-ci sont liés, à leur tour, à cinq principes de développement durable et de justice environnementale (1<sup>ère</sup> colonne). Il s'agit de : 1) la responsabilité sociale des entreprises, 2) du respect de la diversité socioculturelle, 3) de la

santé et la sécurité environnementale pour tous, 4) de l'*empowerment* des acteurs vulnérables et 5) du pouvoir des communautés locales.

**Tableau no 12**

Cadre de suivi pour le paysage à partir de trois chaînes de relations :  
principes, critères et indicateurs de résultats

Principes de DD et de justice environnementale	Critères d'orientation et d'action	Variables de suivi • indicateurs de résultats
<b>Chaîne de relations : Matérialité et formes du paysage</b>		
Responsabilité sociale des entreprises	Esthétisation des sites industriels et unités de production	Architecture des complexes, aménagements paysagers : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Montants investis dans ces travaux</li> <li>• Rôle environnemental des végétaux (indicateurs de suivi; capteurs d'émissions)</li> <li>• Interfaces avec sites limitrophes</li> <li>• Conception articulée en lien avec la culture paysagère locale</li> <li>• Appréciation exprimée par des groupes d'acteurs locaux, incluant ceux affectés</li> </ul>
Respect de la diversité socioculturelle (culture paysagère locale)	Revalorisation des pratiques territoriales importantes dans les modes de vie	Attractivité des lieux de nature et sites touristiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre et localisation des lieux significatifs pour les activités de loisirs, de rencontre avec la «nature» ou conçus comme «patrimoine»</li> <li>• Mesures adoptées dans les outils de planification pour préserver ces lieux</li> <li>• Accessibilité de ces lieux (taux de fréquentation, usages, profils d'utilisateurs)</li> <li>• Appréciation de la qualité de ces lieux par les usagers et la population locale</li> <li>• Ententes négociées avec les entreprises autorisant des usages sur leur site</li> </ul>
Respect de la diversité socioculturelle (culture paysagère locale)	Maintien des expériences paysagères valorisées dans le cadre de vie	Visibilité des infrastructures industrielles dans les paysages locaux valorisés <ul style="list-style-type: none"> <li>• Impacts visuels prévus / existants</li> <li>• Mesures de mitigation annoncées / réalisées</li> <li>• Localisation et nombre de résidences depuis lesquelles le complexe est visible</li> </ul> Représentation symbolique de la place des activités industrielles dans .... (ex. : continuité, conflit) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• ... l'expérience esthétique de la nature</li> <li>• ... l'identité collective et le patrimoine</li> <li>• ... la cohabitation territoriale avec d'autres usages</li> <li>• Appréciation, par des groupes d'acteurs affectés et selon leur vécu, de ces cohabitations d'usages</li> </ul>
<b>Chaîne de relations : Dynamique territoriale</b>		
	Harmonisation de l'occupation du territoire	Évolution du tissu industriel et de son inscription dans la trame urbaine : <ul style="list-style-type: none"> <li>• unités de production : nombre, gabarit et types, quantité et types d'émissions, nb. définis à risques</li> <li>• année et rythme d'implantation</li> <li>• localisation et distance entre unités et usages «sensibles» (ex. : résidences, «nature», hôpitaux, patrimoine)</li> <li>• densité urbaine à proximité et population «exposée»</li> </ul>

Tableau no 12 (suite)

Principes de DD et de justice environnementale	Critères d'orientation et d'action	Variables de suivi • indicateurs de résultats
	Appartenance territoriale des populations résidentes	Évolution des dynamiques dans les quartiers à proximité spatiale, visuelle ou cognitive des industries : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Profil socioéconomique des résidents des quartiers de proximité</li> <li>• Comparaison de la mobilité des ménages : dans les quartiers de proximité, dans la collectivité et dans la région d'appartenance</li> <li>• Valeurs marchandes des propriétés</li> </ul> Attractivité du cadre de vie <ul style="list-style-type: none"> <li>• Motifs de localisation résidentielle</li> <li>• Perception de l'évolution de la qualité du territoire p.r. à la présence industrielle de la part des individus affectés et des résidents (ex : qualité de l'environnement, du cadre de vie, perception du risque)</li> </ul>
Santé et sécurité environnementale pour tous	Préservation de la qualité environnementale du cadre de vie et du territoire	Portrait historique et bilan comparatif de la santé environnementale des quartiers exposés p.r. moyennes régionale et nationale : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb. et localisation des sources d'émissions industrielles (eau, air)</li> <li>• Bilan de la qualité de l'air dans les quartiers de proximité basé sur des mesures « dynamiques » des rejets normés et préoccupants pour la santé (ex : poussières fines) par un réseau de surveillance indépendant</li> <li>• Nb. d'accidents technologiques, de dépassements de normes et de « pics »</li> <li>• Suivi de la santé psychologique, sanitaire et socioéconomique des populations habitant à proximité visuelle et spatiale</li> </ul>
<b>Chaîne de relations : <i>Rapports sociaux</i></b>		
Participation et prise en compte des acteurs vulnérables (individus et groupes affectés, minorités, communautés locales)	Dynamiques d'interactions et de gouvernance territoriale	Coordination des processus de négociations : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mécanisme de coordination rassemblant tous les acteurs concernés et affectés de façon continue, à toutes les phases d'implantation (planification historique, récente, construction, démarrage, exploitation, fermeture)</li> <li>• Objets de nég. étant assujettis à l'ÉE et exclus</li> </ul> Légitimité politique des processus de négociations : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation et fonctionnement assurant l'autonomie du mécanisme de nég. p.r. au promoteur</li> <li>• Groupes d'acteurs concernés et affectés représentés</li> <li>• Groupes d'acteurs affectés utilisant les mécanismes de coordination pour faire valoir leurs préoccupations</li> <li>• Ententes conclues lors de négociations privées resituées de façon explicite dans les tribunes publiques et soumises à tous les acteurs pour approbation formelle</li> <li>• Les préoccupations d'acteurs affectés sont discutées et donnent lieu à des mesures concrètes modifiant projet</li> </ul> Rationalité et savoirs des processus de négociations : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ententes spécialisées resituées dans la planification pour offrir une vue d'ensemble du projet et de son articulation avec le territoire d'accueil</li> <li>• Formes et modalités du suivi définies par tous les acteurs impliqués</li> </ul>

Tableau no 12 (suite)

Principes de DD et de justice environnementale	Critères d'orientation et d'action	Variables de suivi • indicateurs de résultats
Participation et prise en compte des acteurs vulnérables (individus et groupes affectés, minorités, communautés locales) (suite)	Dynamiques d'interactions et de gouvernance territoriale (suite)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diversité de savoirs utilisés lors de la résolution de problèmes (nature scientifique / vécu territorial)</li> <li>• Connaissances et données produites par un acteur indépendant du promoteur et diffusées à tous les acteurs impliqués et la population locale</li> <li>• Groupes d'acteurs affectés et population connaissant et utilisant les mécanismes de connaissances disponibles</li> </ul> Capacités de régulation : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mécanismes disponibles pour recueillir les préoccupations sociales indépendantes du promoteur et assurant l'anonymat des acteurs</li> <li>• Ententes négociées et mesures adoptées contribuant à modifier le projet dans ses dimensions matérielles</li> <li>• Données fournies dans un délai approprié pour donner lieu à des actions sur la production (ex. : accident)</li> </ul>
Empowerment des acteurs vulnérables	Capacités de gouvernance territoriale	Sentiment d'équité des acteurs affectés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Satisfaction p.r. aux mesures adoptées en réponse à leurs besoins et préoccupations</li> <li>• Perception de ne pas subir les impacts négatifs de la présence industrielle, de façon disproportionnée par rapport à d'autres groupes d'acteurs</li> </ul> Sentiment d'autonomie des acteurs locaux p.r. à la présence industrielle : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Représentations des perspectives de développement</li> <li>• Représentations des unités de production (qualité, impacts positifs et négatifs, rôle dans dynamique de développement)</li> </ul> Sentiment de maîtrise de l'industrialisation : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Perceptions des acteurs affectés de pouvoir faire modifier les projets pour répondre à leurs préoccupations</li> <li>• Sentiment de pouvoir refuser un projet industriel estimé non satisfaisant</li> </ul>
Pouvoir des communautés locales	Renforcement de l'autonomie face à la présence industrielle	Trajectoire de développement et vitalité économique face à l'industrialisation : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage d'emplois liés : au promoteur, la filière industrielle, la structure économique</li> <li>• Taux de chômage</li> <li>• Cycles de modernisation de la production</li> </ul>

Enfin, le recours aux indicateurs devrait s'inscrire dans le cadre d'une *démarche* de suivi dont les principes de développement durable seraient choisis et reconnus par tous les acteurs impliqués, troisième stratégie proposée. Basée sur une approche qualitative et compréhensive et ayant comme objectif de comprendre les logiques sociales à l'œuvre, nous suggérons six principes méthodologiques pour structurer une telle démarche. Ils s'inspirent de divers auteurs associés aux paradigmes culturel et politique en paysage surtout, (Conan, 1994; Cosgrove, 1998; Luginbühl, 2003b<sup>328</sup>; Mitchell, 2003), ainsi que de principes fondateurs de la perspective humaniste et critique du développement durable et de la justice environnementale. Les principes s'énoncent comme suit :

1. Adopter une définition élargie du paysage. L'examen doit porter au-delà des formes visibles du paysage, pour identifier les forces et conditions sous-jacentes qui les produisent et qui assurent leur relative stabilité. Trois entrées concomitantes sont suggérées et qui sont considérées comme interdépendantes, soit : 1) les formes et la matérialité du territoire, 2) la dynamique territoriale et 3) les rapports sociaux.
2. Reconnaître la diversité des acteurs sociaux présents sur un même territoire (principe de reconnaissance de la diversité socioculturelle).
3. Documenter de façon systématique et rigoureuse les diverses significations accordées par ces acteurs, en insistant sur ceux qui sont minoritaires, marginalisés, non représentés, affectés<sup>329</sup> (principe d'équité et de prise en compte des acteurs vulnérables).
4. Lors de l'analyse, situer les diverses significations paysagères dans leur contexte singulier de production, tout en tenant compte des «connexions extensives» entre les échelles (micro, locale, globale) où se produisent les processus (principe de contextualisation);
5. Impliquer de façon soutenue et continue les acteurs sociaux dans l'exercice d'analyse des paysages (principes de participation et de reconnaissance des savoirs territoriaux).
6. Intégrer l'analyse paysagère et l'ÉE à une démarche plus large de développement et de mobilisation des populations locales (principes de participation et d'*empowerment*).

---

<sup>328</sup>Ce principe est inspiré d'une affirmation de Luginbühl : «(...) il [le chercheur] doit ainsi se saisir des relations qui existent entre ces formes et les processus sociaux et écologiques qui se nouent sans que l'un ou l'autre des domaines puisse se penser de manière autonome» (2003b : 102).

<sup>329</sup>La recherche sur le cas d'Alma faisait ressortir le critère de la proximité pour identifier les acteurs affectés : proximités spatiale, visuelle et cognitive (préoccupé environnement, vécu d'accident technologique).

En somme, le cadre de suivi des paysages industriels proposé contient une dimension normative. Il renvoie à un univers de valeurs, ici le nôtre, et à une certaine conception du suivi, bâtie en lien avec une certaine approche du DD. À ce titre, il ne prétend pas être approprié à toutes les situations, loin s'en faut. Il est plutôt présenté pour être discuté par les acteurs sociaux impliqués dans un suivi donné, qui le modifieraient conformément avec leurs propres valeurs et compréhension du DD. Enfin, un tel cadre de suivi sous-tend une certaine posture méthodologique et épistémologique, basée sur une compréhension particulière du paysage qui mérite d'être exposée. Une définition est proposée en ce sens, elle conclut ce chapitre.

### **8.3 RÉFLEXIONS ET PROPOSITION THÉORIQUES**

Le paysage est un champ de recherche particulièrement actif depuis une quinzaine d'années. Des scientifiques provenant de diverses disciplines se sont intéressés à ce thème, entre autres pour répondre à la forte demande sociale exprimée par la société civile. Leurs travaux nourrissent moult débats, particulièrement vifs en France, qui remettent en question des acquis de l'héritage scientifique. Les fondements de certaines définitions traditionnelles du paysage s'en trouvent déstabilisés. De même, ces débats mettent à jour des lacunes associées aux pratiques d'intervention en paysage. Les débats sociaux et scientifiques obligent donc à actualiser la compréhension du paysage.

La thèse participe de cette mouvance en recourant à une notion hybride encore peu abordée dans la littérature, celle de «paysage industriel». Quelques éléments de réflexion sont offerts ici, en deux temps. Ils sont liés à des questionnements théoriques distincts mais complémentaires. Ils concernent 1) la place de l'environnement dans l'expérience paysagère contemporaine et 2) la définition du paysage selon une conception globale et intégrée.

### 8.3.1 PAYSAGE ET ENVIRONNEMENT : POUR UNE CONCEPTION ÉLARGIE DE L'EXPÉRIENCE ESTHÉTIQUE

Quelles sont les distinctions entre paysage et environnement? Cette question a fait couler beaucoup d'encre dans la littérature scientifique depuis les années 80. D'emblée, notons que l'interrogation sous-tend l'idée que les deux ne s'équivalent pas. Plus récemment, la question a été reformulée dans le sens d'établir «*les liens entre les concepts de paysage et d'environnement*»<sup>330</sup>. Ce questionnement intéresse autant les scientifiques que les représentants de l'action publique<sup>331</sup>. Après avoir situé les contours des premiers efforts théoriques formulés sur cette distinction, nous esquissons une courte proposition découlant des résultats empiriques de la recherche.

#### 8.3.1.1 PAYSAGE «SENSIBLE» ET ENVIRONNEMENT «MATÉRIEL» : UNE DISTINCTION TOUJOURS PERTINENTE?

La distinction entre paysage et environnement a été fermement mise de l'avant, entre autres par Augustin Berque (1995) et Alain Roger (1978, 1997). Tous deux ont démontré comment l'expérience paysagère est avant tout un processus de médiation sociale et culturelle. Plus encore, le paysage serait, selon eux, fondamentalement de nature subjective (perceptions), alors que l'environnement serait constitué de faits objectifs (Berque, 1995, p. 346).

Roger (1997, p. 126-144) revendique aussi une telle dissociation, notamment pour limiter les prétentions des sciences de l'environnement qui se voudraient trop insatiable en tentant d'absorber le champ du paysage et de le réduire à sa dimension physique. Selon lui, la dimension esthétique représente la contribution originale du paysage et elle prendrait fondamentalement sa source dans l'art et la culture institutionnalisée. Roger (1997, p. 134) prend entre autres appui sur une proposition de Bernard Lassus qui affirme qu'un lieu pollué

<sup>330</sup>C'est notamment une interrogation posée par les organisateurs du colloque international tenu à Bordeaux, en décembre 2004. La présente proposition avait été présentée dans le cadre de ce colloque (cf. Fortin, 2006).

<sup>331</sup>Le besoin est particulièrement affirmé au ministère de l'Environnement, responsable de l'application de la procédure québécoise d'ÉE : «*Les besoins majeurs soulevés touchent avant tout le domaine des évaluations environnementales et la recherche d'une meilleure intégration environnement-paysage*» (Ducruc, 2004 : 43).

pourrait constituer un beau paysage. Selon de tels postulats, les considérations environnementales, par exemple les craintes concernant les effets sur la santé, pourraient être exclues de l'expérience esthétique associée au paysage. Dans cette logique, le paysage serait essentiellement une expérience sensorielle liée à des aspects concrets et formels de la matière.

Pour sa part, Berque (1995, p. 346) souligne que la dissociation entre l'environnement (comme «fait», objet de la géographie physique) et le paysage (comme rapport «sensible», objet de la phénoménologie) relève davantage d'une position cognitive, inspirée des traditions scientifiques basées sur l'ontologie moderne, que d'une réalité vécue. Selon lui, il s'agirait d'une phase de transition historique qui mènerait vers une nouvelle ontologie, liant environnement et paysage dans un rapport dynamique. Il avance en ce sens la théorie de l'écoumène, fondée sur la notion de *médiance* et dont le paysage serait une expression (2000, p. 124). Berque ouvre ainsi une voie intéressante. En cela, il rejoint un projet historique fondateur, souhaité par nombre d'autres chercheurs en paysage (Bertrand, 1978; Claval, 1994; Dansereau, 1995; Dearden, 1987; Décamps, 2000; Frémont, 1976; Luginbühl, 1998).

Cependant, lorsqu'il s'agit de préciser la notion de paysage, l'insistance de Berque sur une conception de l'expérience esthétique fortement appuyée sur l'art rejoint, en quelque sorte, la position de Roger et, surtout réduit, à notre avis, la portée de l'ouverture proposée. Par exemple, trois des cinq critères mis de l'avant comme condition d'existence d'une culture paysagère renvoient à des représentations artistiques (peinture, jardins, littérature) (2000, p. 160-161). Cette insistance est également exprimée lorsque Berque affirme que « (...) *le beau n'est pas dans la chose elle-même, mais dans le rapport entre la chose et un regard éduqué par l'art.*» (2000 : 164).

Ainsi, il semble que la voie vers une nouvelle théorie du paysage reste difficile à baliser hors des sentiers battus. De même, l'opposition entre la matérialité de l'environnement et la subjectivité du paysage demeure un postulat implicite qu'il semble difficile de dépasser. Mais cette opposition, entre matérialité et sensibilité, est-elle ce qui distingue fondamenta-



lement le paysage de l'environnement? Les recherches empiriques pourraient ouvrir de nouvelles pistes de réflexion à ce sujet. Celle menée sur les «paysages industriels», qui met en tension les notions de paysage et d'environnement, permet d'avancer quelques propositions en ce sens.

### 8.3.1.2 LA CONFRONTATION EMPIRIQUE : L'ENVIRONNEMENT, UNE DONNE FONDATRICE DE L'EXPÉRIENCE SOCIALE CONTEMPORAINE DU PAYSAGE

Dans la suite des efforts théoriques d'Augustin Berque et d'Alain Roger, nous estimons que le paysage est un construit, issu d'un processus de médiation sociale et culturelle. Cependant, ce n'est pas tant une supposée dichotomie entre subjectivité et matérialité qui distingue le paysage de l'environnement. Notre recherche sur les paysages industriels tend plutôt à démontrer comment l'environnement, du point de vue des acteurs sociaux (population, experts, scientifiques), est à la fois forgé de données objectives et de perceptions, en lien avec leurs savoirs, qu'ils soient techniques et / ou territoriaux. La *qualité* de l'environnement est évaluée à partir de perceptions et de connaissances factuelles, elles-mêmes construites par rapport à des savoirs et méthodes inscrits dans un contexte historique donné et, qui plus est, progressent rapidement<sup>332</sup>.

Par ailleurs, comme le postule Roger, est-ce qu'un paysage de grande industrie, dont les activités ont des effets négatifs sur l'environnement, peut être qualifié de manière positive, notamment par le biais de termes esthétiques? Oui, tel est le cas. Cependant, les fondements de cette qualification positive ne sont PAS celles mises de l'avant par Roger. Comme le montrent les discours des acteurs, le «beau» paysage n'est pas uniquement lié à ses qualités plastiques. Tel que discuté précédemment (*cf.* 1<sup>er</sup> chaîne de relations), les dimensions formelles de l'architecture et des aménagements paysagers peuvent être appréciées, mais elles ne suffisent pas à intégrer un «objet», ici l'usine, si celui-ci est considéré comme menaçant.

---

<sup>332</sup>Plusieurs sociologues de l'environnement ont montré en ce sens comment la conceptualisation des problèmes d'environnement évoluent, en lien avec l'avancement des connaissances et des «sensibilités» sociales. Citons seulement l'importance accordée aux problèmes liée à la croissance démographique et à la déforestation, dans les années 60, désormais relégués en arrière plan derrière ceux concernant l'effet de serre et le réchauffement climatique.

Dans un contexte d'industrialisation, la question environnementale devient particulièrement déterminante, liant qualité du territoire et santé des populations. Le beau paysage est donc celui qui contribue au bien-être individuel et collectif, actuel et futur.

Aussi, par rapport aux débats actuels, nous estimons que l'environnement, vécu, perçu et connu, est une donne fondatrice de l'expérience sociale contemporaine du paysage. La question environnementale peut cependant être *latente* dans cette expérience. Ce sont plutôt des contextes empiriques qui, exacerbant certaines tensions, font en sorte que cette question prend plus d'importance ou plus explicite. Pensons aux situations de changements et aux incertitudes causées par des accidents technologiques ou de nouvelles informations.

Dans cette suite, l'esthétique du paysage, comme expression réflexive du rapport au territoire et à la Nature, repose sur une combinatoire d'expériences visuelles, tactiles et cognitives, s'appuyant en partie sur l'environnement, dans ses dimensions matérielles et perçues. Pour ces raisons,

- il nous semble nécessaire de décroiser l'expérience esthétique paysagère du couloir de l'art pour l'enraciner davantage dans une pratique sociale élargie qui englobe la matérialité (l'en-soi des choses), le vécu, le perçu, les savoirs, les rapports sociaux

Cette courte réflexion théorique est enrichie dans le point suivant, à partir d'une proposition plus exhaustive sur une définition du paysage.

### **8.3.2 PROPOSITION : LE PAYSAGE, *SYSTÈME TERRITORIAL SIGNIFIANT***

Qu'est-ce que le paysage? Depuis une quinzaine d'années, cette question fondatrice s'inscrit, de façon persistante, en toile de fond des rendez-vous scientifiques. Elle sous-tend un profond bouleversement des fondements épistémologiques reconnus, traditionnellement ancrés dans des perspectives disciplinaires sectorielles. Dans le chapitre deux, nous avons ainsi dégagé neuf conceptions de paysage qui cohabitent dans la littérature, que nous avons

ensuite regroupées dans trois grands paradigmes (territorial, culturel, politique). Les limites de ces conceptions et paradigmes sont depuis longtemps décrites. Nombreux sont les scientifiques appelant une réconciliation de ce qui est perçu comme étant diverses parties d'un même objet paysage. La période actuelle semble propice à un renouveau paradigmatique fondé sur une approche holistique et intégrée du paysage, conçue comme une totalité indivisible. Malgré la récurrence de ces vœux, affichée depuis plus de 30 ans, les résultats sont encore minces.

Notre thèse tente tout de même une modeste contribution en ce sens et cela, en proposant une définition de paysage. «Une autre définition de plus», diront certains. Elle nous apparaît cependant nécessaire, tel un effort de synthèse supplémentaire pour intégrer les résultats obtenus et décrits précédemment, au sujet du problème de construction de la signification du paysage. Cette définition est également révélatrice de l'évolution de notre propre position, par rapport à l'objet paysage, entre le début et la fin de la thèse<sup>333</sup>. Dans cette suite, nous proposons la définition suivante.

- Le paysage est conçu comme un *système territorial signifiant*.

Cette définition tente de mieux rendre compte de la dimension «matérielle» du paysage, davantage traitée dans le paradigme territorial. Même si nos études de cas n'ont pas documenté les problématiques associées à la matérialité autant que cela aurait été souhaitable<sup>334</sup>, nos résultats d'enquête soulignent toute sa pertinence. En effet, autant du point de vue des acteurs que des enjeux de développement durable et de justice environnementale, les changements matériels apportés par l'industrialisation sont fondamentaux. Cela étant dit, notre définition est précisée à partir de six caractéristiques, résumées dans l'encadré 29.

<sup>333</sup> Rappelons la définition du paysage initialement adoptée, résolument ancrée dans les paradigmes culturels et politiques, soit la «qualification symbolique du territoire» (chapitre deux, point 2.3.1).

<sup>334</sup> Due à des limites disciplinaires, la question de l'environnement, pourtant cruciale du point de vue des acteurs, n'a pas été aussi documentée que l'aurait fait, par exemple, un spécialiste de l'écologie du paysage.

**Encadré no 29****Six caractéristiques du paysage comme «système territorial signifiant»**

- 1) Le paysage met en relation, tel un système.
- 2) Le paysage agit comme un cadre d'interprétation global et intégré.
- 3) Le paysage est construit à travers des rapports d'*intersubjectivité* liant les acteurs entre eux et avec le territoire de référence.
- 4) Le paysage est «contextualisé», attaché à des géographies, des rapports sociaux et des temporalités.
- 5) Le paysage résulte d'une démarche sensible et réflexive s'appuyant sur deux principales sources de connaissances, soit les formes et les savoirs des acteurs.
- 6) Le paysage est en équilibre dynamique, soumis aux tensions découlant des liens unissant l'action et les connaissances.

**8.3.2.1 DÉFINITION À L'AIDE DE SIX CARACTÉRISTIQUES**

La première caractéristique du paysage est qu'il met en relation. Cette caractéristique est introduite dans notre définition par le biais de la notion de système. Celle-ci sous-tend l'idée d'une mise en relation entre des parties, plus ou moins distinctes, dans un ensemble plus vaste et ayant un certain ordonnancement et une cohérence. Cette idée n'est pas nouvelle. Soulignons que plusieurs auteurs font référence à la notion de système, surtout du côté des sciences «dures» (écologie du paysage), mais aussi dans les autres paradigmes<sup>335</sup>. Sa pertinence, sur le plan intellectuel pour penser le paysage, est confirmée par les résultats empiriques de notre recherche. Décrire les paysages industriels oblige en effet à se rapporter à diverses dimensions de la réalité qui apparaissent comme indissociables. Les trois axes retenus dans la description précédente (matérialité des formes, dynamique territoriale et rapports sociaux) se déclinent dans de multiples variables qui se renvoient constamment l'une à l'autre dans la construction du paysage. Ils sont soudés de façon synergique dans un système très dense, liant faits et perceptions, et dont les parties semblent difficiles à séparer ou à délimiter clairement. C'est en ce sens que nous avons préféré parler de chaînes de relations, pour souligner ce rôle du paysage consistant à mettre en relation.

<sup>335</sup> Pensons au paysage de Mitchell, entendu comme «un moment complexe d'un système de reproduction sociale» (1996, cité dans 2003 : 240).

Dans cette suite, le paysage offre aux acteurs sociaux un cadre intégré et global d'interprétation, deuxième caractéristique. Ainsi, la recherche indique que quand ils qualifient le paysage, les résidents et promoteurs portent un jugement sur l'ENSEMBLE. Spontanément exprimé par une appréciation esthétique globale (beau, laid, triste, merveilleux), parfois tel un ordre moral (bon / mauvais), le paysage est, de leur point de vue, une concentration de différents facteurs SIGNIFIANTS, en lien avec leurs valeurs, préoccupations, expériences, etc. Cela explique les qualifications possiblement divergentes du citoyen, de l'écologue, du promoteur, de l'artiste ou de l' élu. De plus, la manière dont le paysage est qualifié s'inscrit dans une LOGIQUE de l'INTÉGRATION et de l'ANTICIPATION : sociale, territoriale, environnementale, culturelle et politique. C'est pourquoi l'usine reste un OBJET SUR le paysage, c'est-à-dire qu'elle n'y est pas intégrée, tant qu'elle pollue et menace la qualité de l'environnement, les pratiques sociales significatives (ludiques, identitaires) ou la santé des habitants! À l'inverse la «*belle usine*», dans une région fragile, si elle est bien intégrée au paysage local, est celle qui permet de redynamiser l'économie locale sans compromettre l'existence individuelle et collective (modes de vie, santé, bien-être, etc.). Le BEAU paysage serait ainsi celui où il n'y a PAS DE RUPTURE entre les dynamiques sociales et territoriales EXISTANTES et celles SOUHAITÉES pour le futur. Par le biais des formes matérielles, il rend manifeste un idéal implicite et il devient une référence tangible pour les sens, la raison et le discours social. Dans cette perspective, l'esthétique paysagère utilise le cadre matériel de la forme pour entrer dans la signification de la relation vécue avec le territoire et les autres acteurs présents. La représentation artistique (picturale, iconographique, littéraire) célèbre en quelque sorte de tels paysages, symboles d'harmonie entre l'homme et la nature, et aussi entre les hommes eux-mêmes (rapports sociaux), et source de plaisir corporel et cognitif<sup>336</sup>. Bref, le paysage agit comme un cadre d'interprétation pour les acteurs, testant les cohérences des parties par rapport à un ensem-

---

<sup>336</sup>C'est peut-être même une condition pour qu'il soit digne d'être représenté; seul le «beau» paysage méritant d'être célébré et transmis. Cela expliquerait pourquoi certaines sociétés proposent peu ou pas de représentations artistiques du paysage, lorsque celui-ci est pour eux plus synonyme d'oppression que d'épanouissement. C'est du moins notre hypothèse.

ble plus vaste, une totalité, et permettant ensuite de donner un sens au territoire<sup>337</sup>, synthétisé dans l'expression esthétique.

Une telle construction du paysage n'est cependant pas un donné naturel et universel. Elle est plutôt le fait d'acteurs sociaux (citoyens, experts, scientifiques). Ce sont eux qui tissent les relations entre des éléments / parties du territoire, leur associent des significations et créent le système «paysage». En ce sens, la construction du paysage découle fondamentalement d'un processus d'*intersubjectivité*, troisième caractéristique, qui lie les acteurs entre eux et qui les lie au territoire (Greider et Little, 1989). Le paysage industriel est le résultat temporaire de pratiques sociales promues par une diversité d'acteurs mis en concurrence et traditionnellement dominés par l'État, les grandes firmes productives, les syndicats, l'élite locale et les experts. Ceux-ci, à travers diverses pratiques institutionnalisées dans des conditions structurelles, des procédures et outils organisationnels ou des schèmes culturels, négocient le paysage, dans sa matérialité certes, mais aussi dans ses dimensions symboliques. Ainsi, comme le souligne la littérature associée aux paradigmes culturel et politique surtout, il est une manière de voir la concrétude des territoires. Tel un regard culturel «appris», le paysage normalise et banalise les processus sociaux à l'œuvre sur un territoire et joue ainsi un rôle de régulation sociale. Dans cette suite, il est utilisé par les acteurs comme un argument légitime pour imposer des solutions (Greider et *al.*, 1988; 1994) qui, elles, façonnent un système soutenant certains rapports sociaux (Mitchell, 2003). Né de rapports d'*intersubjectivité*, le paysage est un enjeu d'appropriation, matérielle et symbolique, que se disputent des acteurs sociaux.

Or, ces rapports d'*intersubjectivité* sont fondamentalement situés. Ils impliquent une forme de mise en contexte du paysage par rapport à des géographies, des temporalités et des rapports sociaux, quatrième caractéristique. La mise en contexte peut expliquer que certaines perceptions différentes aient été exprimées dans les deux cas étudiés, aux échelles micro et méso. Par exemples, trois situations «contextuelles» étaient relevées dans les enquêtes, qui semblaient expliquer, en partie du moins, des significations distinctes du paysage. Il s'agit

<sup>337</sup>Ce qui réfère au 3<sup>e</sup> terme de la définition de paysage proposée (système territorial signifiant).

du 1) contexte de la position sociale et spatiale d'acteurs, 2) contexte de la dynamique sociospatiale et 3) contexte du cycle de vie du projet<sup>338</sup>. Plus largement, les deux cas ont été retenus parce qu'ils constituent un «contexte» particulier à une échelle plus macro. Il s'agit de deux régions «fragiles», se trouvant en position de vulnérabilité et vivant des difficultés, en partie liées à leur trajectoire de développement historique.

Le processus d'interprétation du paysage et de construction des significations résulte, cinquième caractéristique, d'une démarche sensible et réflexive. En d'autres termes, l'expérience paysagère est foncièrement une «prise de conscience», voire une distance ontologique de l'acteur par rapport à son territoire. Cette prise de conscience s'articule sur deux fronts concomitants. Physiologique d'abord, les formes matérielles stimulent des expériences sensorielles : visuelles, tactiles (expérience de l'espace et des grands sites des mégacomplexes), auditives et même olfactives (odeurs). Le paysage sensoriel médiatise l'objet (ici, de grandes usines) et est révélateur pour l'acteur territorial. Première prise de contact, la matérialité demeure cependant une source de connaissances incomplète. En effet, comme le souligne notre recherche sur les paysages industriels, le paysage visible et tactile est rapidement mis à l'épreuve par d'autres sources de connaissances et de «faits» connus. Les «savoirs», résultant de connaissances formelles (savoirs des experts, scientifiques) ou informelles (pratiques et observations territoriales, expériences empiriques), offrent une seconde voie, complémentaire, pour révéler l'objet / territoire à la conscience de

---

<sup>338</sup>1) Contexte de la position sociale et spatiale d'acteurs. Différentes catégories d'acteurs présents sur un même territoire portent tout aussi un regard différent selon leurs intérêts et leur «réalité» vécue. Les élus et la population d'Alma étaient en général plus enthousiastes et positifs que les résidents de proximité interrogés, particulièrement ceux habitant le plus près du site, ceux ayant une vue directe sur le mégacomplexe d'Alcan, ceux ayant été témoin d'accidents environnementaux ainsi que ceux affirmant de fortes préoccupations pour l'environnement. 2) Contexte de la dynamique sociospatiale. Une même catégorie d'acteurs vivant *a priori* une situation micro «similaire» (ex : proximité de l'habitat p.r. au site industriel), mais celle-ci s'insère dans une dynamique sociospatiale différente. Les résidents interrogés à Dunkerque et à Alma vivaient tous à proximité d'un complexe d'aluminium mais ceux-ci s'inséraient dans des trames urbaine et industrielle distinctes, soit plus dense à Dunkerque, ce qui peut expliquer pourquoi les questions du risque et de la santé sont plus affirmées par ces résidents que par les Almatois interrogés. 3) Contexte du cycle de vie du projet. Les mêmes acteurs (individus, institutions) expriment des opinions différentes sur l'intégration du complexe au paysage selon les phases du projet. Entre autres, des résidents d'Alma

l'acteur. C'est notamment ce qui explique pourquoi, dans notre recherche sur les paysages industriels, les citoyens rencontrés sont si avides d'information. Autant à Alma qu'à Dunkerque, ils veulent connaître les complexes voisins, la nature des rejets et, surtout, leurs effets sur l'environnement, sur la qualité du territoire local et sur leur santé. Pour ce faire, ils mettent en œuvre diverses stratégies, plus ou moins formelles. Celles-ci vont de l'assistance à des réunions d'information dispensées par le promoteur, au questionnement d'amis et relations travaillant au complexe industriel, en passant par l'observation de leur milieu de vie (poussières suspectes dans les jardins, croissance de la végétation, odeurs et fumées provenant des usines). Les formes et les savoirs, deux grandes sources de connaissances du paysage, sont donc convoqués par les acteurs pour construire un cadre d'interprétation et donner une signification aux paysages industriels.

La réflexivité sous-tend une autre caractéristique du paysage, la sixième, soit sa nature dynamique. La réflexivité met en effet en tension l'action et les connaissances et crée un ÉQUILIBRE DYNAMIQUE. Cette pratique de nos sociétés modernes stimule, comme l'explique Anthony Giddens, *«l'examen et la révision constantes des pratiques sociales, à la lumière des informations nouvelles concernant ces pratiques mêmes»* (1994 : 45). En ce sens, la question des «savoirs» s'avère particulièrement importante dans la construction du paysage. Ils participent à la construction de significations et représentations partagées entre les acteurs qui, elles, fondent les compromis sociaux de développement. Mais étant amenés à changer, les savoirs peuvent devenir sources de conflits d'interprétation, de changements de pratiques et de tension sociale. Ainsi, leur cumul favorise ou non la construction de représentations stables de l'objet. D'un côté, la *convergence* entre les sources de connaissance permet de stabiliser un cadre d'interprétation, de construire une représentation de l'objet-usine, positive ou négative. Celle-ci peut être partagée par l'ensemble des acteurs qui reconnaissent comme légitimes ces mêmes savoirs. À l'opposé, s'il y a *divergence* entre les sources de connaissances (ex : formes visible / savoirs; types de savoirs scientifiques / empiriques), alors il y a incapacité pour l'acteur à accorder un sens global, positif ou négatif, à

---

affectés affirmaient avoir été plus positifs en phase de planification qu'en phase de construction ou d'opération, alors que des impacts négatifs, qui n'étaient pas attendus, s'étaient concrétisés.



une situation donnée, ce qui le conduit à rechercher d'autres informations. Cette divergence peut être occasionnée par des informations contradictoires, floues ou insatisfaisantes du point de vue de l'acteur quant à la qualité, la quantité ou de la crédibilité<sup>339</sup>.

La recherche de connaissances, et leur confrontation, est particulièrement intense lorsque la situation «initiale» change. Par exemple, lorsque est implanté un type de production jusqu'ici absent du tissu industriel (l'aluminium à Dunkerque), lorsque la «production» se rapproche du lieu de résidence comme à Alma (usine de remplacement relocalisée), à cause d'un événement insolite (poussières suspectes, accident environnemental) ou encore avec l'avancement des connaissances (ex : nouvelles données sur la santé publique, débats scientifiques). De telles situations ouvrent des zones d'incertitude et incitent les acteurs à mettre à niveau leurs connaissances, cela pour être à même de juger et d'interpréter le changement. Bref, les situations nouvelles, en partie visibles dans les formes du paysage et dans la dynamique territoriale, testent les connaissances établies et le lien de confiance existant entre les acteurs sociaux.

Par ailleurs, ce ne sont pas tant les situations «nouvelles» qui posent problème que le fait qu'elles révèlent des connaissances «nouvelles» qui entrent en contradiction avec les situations antérieures «connues». Cela fait basculer les représentations existantes jusqu'alors stables et rend difficile l'interprétation du paysage. Il y a également problème lorsque le caractère conflictuel et incomplet des connaissances et sources de savoirs n'est pas reconnu et encore moins pris en compte par les autorités responsables de la gestion des activités

---

<sup>339</sup>Prenons pour exemple, la gestion de l'accident environnemental survenue lors du démarrage d'Usine Alma et documentée (chapitre 6, point 6.4). Les formes du paysage, dans ce cas la présence de poussières d'alumine sur les pelouses de propriétés, ont fait prendre conscience à des résidents qu'une série d'émissions avaient été émises dans l'atmosphère de façon accidentelle. Inquiets, ils se sont alors mis à la recherche active d'informations provenant de diverses sources. Les réponses fournies par la compagnie ne répondaient pas à leurs questions, surtout celles relatives à la santé. Plus encore, elles entraient en contradiction avec les informations obtenues par d'autres sources (employés à l'usine) et leurs propres observations empiriques (ex : yeux irrités) (cf. chapitre 6, point 6.4.1.2). En bout de piste, pour ces résidents, ce sont les représentations de l'usine «sécuritaire» possédant les «meilleures technologies au monde» et de la compagnie «transparente» qui se trouvaient déstabilisées par l'événement et son mode de gestion.

industrielles, privées ou publiques (cf. accident technologique, point 6.4.1). Le lien de confiance établi avec les autorités peut alors se trouver ébranlé.

Dans cette suite, les savoirs sont un élément constitutif des rapports entre les firmes, les populations locales et les autorités publiques. Cela parce les pratiques de gouvernance de nos sociétés modernes s'appuient fortement sur eux (surtout sur les savoirs formels), comme celles documentées pour le suivi environnemental du complexe d'Alcan (cf. point 6.4.1). Or comme *«l'appropriation du savoir ne se fait pas de manière homogène»*, rappelle Giddens, il *«n'est souvent accessible qu'à ceux qui détiennent le pouvoir, et qui vont le mettre au service de certains intérêts»* (1994 : 50). Les savoirs, donne fondatrice de la pratique réflexive des paysages, sont donc intrinsèquement liés aux rapports sociaux et deviennent donc un enjeu de pouvoir.

Pour conclure ce chapitre, les réflexions et les trois propositions mises de l'avant ne prétendent pas résoudre l'ensemble des problèmes théoriques et méthodologiques soulevés en paysage. Tout au plus tentons-nous de poser quelques balises pour repenser les analyses paysagères réalisées dans le champ spécifique de l'évaluation environnementale.

**CONCLUSION**  
**LE PAYSAGE COMME ENJEU DE DÉVELOPPEMENT**  
**DURABLE DANS LES SOCIÉTÉS RÉFLEXIVES :**  
**LIER SIGNIFICATION, MATÉRIALITÉ ET POUVOIR**

La recherche s'intéresse à l'avenir des régions «ressources», qui sont actuellement fragilisées, entre autres par le renforcement de la mondialisation, la restructuration industrielle et la délocalisation d'entreprises. Elle part du constat que certains projets d'aménagement industriel, comme des usines, des barrages hydroélectriques, des lignes électriques ou des mégaporcheries, rencontrent souvent des oppositions. Même dans les régions fragiles, leur implantation ne va pas de soi. Que comprendre des oppositions à de tels projets, pourtant présentés au nom du développement régional et de la création d'emplois?

En situant ces contestations citoyennes dans une perspective historique et par rapport à des théories sociologiques sur la société post-industrielle, nous avons suggérée à titre d'hypothèse de travail que le paysage s'inscrit comme un nouveau champ de revendication sociale devant l'industrialisation, en continuité avec les champs traditionnels axés sur les conditions de travail et la qualité de l'habitat et de l'environnement. Arrimée à d'autres besoins sociaux récents «post-matérialistes» (Inglehart, 1995), relatifs à la qualité de vie, au patrimoine et à l'identité notamment, la demande de «beaux paysages» serait porteuse d'une demande plus vaste pour une certaine façon d'*habiter* et qui soulèverait l'enjeu de la qualité des territoires. Dans cette suite, le paysage comme construit d'une certaine qualité de territoire deviendrait un lieu de médiation dans les sociétés industrielles avancées. Les implantations industrielles représenteraient une occasion, pour certains acteurs, de remettre en question les effets de l'industrialisation et de re-négocier des compromis sociaux concernant l'occupation du territoire. Pour ces raisons, le paysage deviendrait un enjeu incontournable de la gouvernance territoriale et du développement durable des sociétés contemporaines réflexives.

D'emblée, l'hypothèse repose sur une compréhension élargie du concept de paysage qui intègre des dimensions matérielles, culturelles et politiques. En cela, elle se distancie d'une conception traditionnelle du «paysage-décor», limité à ses aspects visuels et plastiques. De plus, elle situe la problématique du paysage dans une perspective plus large de développement durable. Or, ces deux notions, de paysage et de développement durable, sont encore rarement liées, autant dans le domaine de l'action que de la connaissance. Leur articulation à construire pose entre autres le défi de l'interdisciplinarité. La thèse participe de ces efforts visant à penser, *ensemble*, les questions de paysage et de développement durable.

Pour explorer cette hypothèse de travail, la recherche s'est donc intéressée à comprendre comment des acteurs sociaux négocient les grands compromis concernant l'occupation d'un même territoire. Plus exactement, nous avons examiné, parfois *in vivo*, des négociations concernant la demande sociale émergente du paysage. Ces négociations prenaient place dans un contexte d'action particulier, soit celui de l'implantation et de l'opération de deux complexes de production d'aluminium. Le premier, *Aluminium Dunkerque* de Péchi-ney, était situé dans la région Nord-Pas-de-Calais (France), et le second, *Usine Alma* d'Alcan, se trouvait dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean (Québec). Ce dernier fut un des tout premiers grands projets industriels à être soumis, en 1997, à la procédure québécoise complète d'évaluation environnementale (ÉE). Ce précédent «historique» représentait une occasion de tester les capacités de l'ÉE à intégrer la problématique du paysage.

Dans cette conclusion, les principaux résultats empiriques de cette investigation sont rapportés, de même que les propositions appliquées et théoriques qui en découlent. Mais d'abord, il importe de rappeler le cheminement de la recherche. Pour ce faire, les questions de recherche sont réitérées. Par la suite, la situation sociale observée est rapportée ainsi que les grandes lignes de la démarche méthodologique. Pour terminer, nous ouvrons une brève discussion sur le rôle potentiel de l'État dans l'arbitrage de ce qui serait un nouveau «droit» au paysage, en situant celui-ci dans une perspective d'équité et de développement durable. Mais, dans un tout premier temps, définissons plus avant l'objet de recherche à partir de la notion de «paysage industriel».

### L'OBJET DU PAYSAGE INDUSTRIEL : LIER SIGNIFICATION, MATÉRIALITÉ ET POUVOIR

La littérature est pour ainsi dire muette en ce qui concerne le vocable de «paysage industriel». L'industrie semble antinomique avec l'idée du paysage, conçu *a priori* comme étant beau. Même les anthropologues enquêtant sur la perception habitante du risque industriel situent rarement la notion de paysage au centre de leurs travaux (Coanus et *al.*, 1999; Duchesne, 1999; Zonabend, 1995), sauf quelques exceptions (Epstein, 1995). Le paysage industriel apparaît, en ce sens, comme une catégorie mentale à construire pour notre recherche et, plus précisément, pour articuler le cadre d'observation et d'analyse dans une perspective de développement durable. C'est ce que nous avons fait, en puisant dans divers corpus théoriques provenant d'horizons disciplinaires variés.

Les écrits sur la *justice environnementale* ont d'abord nourri la recherche sur le phénomène de l'industrialisation et de ses incidences sociales et environnementales (chapitre deux, point 2.2). Rappelons que ce mouvement social, de type *grassroot*, et ce courant de recherche se sont développés aux États-Unis et qu'ils sont pour ainsi dire absents des scènes québécoise et européenne (Leroy, 2003). Nous les avons considérés comme une approche critique du développement durable. La justice environnementale aborde la question du développement à partir de la problématique de l'équité. Elle traite plus exactement de la distribution sociale et spatiale des impacts négatifs et des risques, tout en insistant sur les capacités des acteurs affectés (souvent vulnérables) et leurs rapports de pouvoir avec les acteurs traditionnels de la gouvernance (État, entreprise). Les travaux de recherche de Bullard (1994; et Wright, 1993), Gould et *al.* (1993; 1996), Taylor (1993) notamment, font ressortir que les situations d'iniquité découlent d'un ensemble de considérations qui doivent recevoir notre attention. Globalement, elles sont liées autant 1) aux conditions structurelles (économie, dépendance) et 2) aux rapports sociaux (intersubjectivité, processus de négociation), 3) qu'aux dynamiques culturelles (perceptions, significations, représentations). Dans cette suite, il nous a semblé pertinent de renforcer la dimension politique dans le cadre d'analyse. Pour ce faire, une place importante a été accordée à la gouvernance territoriale, considérée comme un quatrième pôle conceptuel du DD qui complète les pôles société, économie et écologie (Brodhag, 2001).

Des travaux en paysage, liés aux paradigmes culturel et politique, ont été utiles pour raffiner cette problématique du pouvoir «culturel» associée au phénomène de l'industrialisation (chapitre deux, point 2.1). Plusieurs auteurs ont ainsi fait valoir comment le paysage est une «manière de voir» la matérialité du territoire, culturellement et historiquement située, et qui relève d'un rapport social particulier à ce même territoire, voire d'une culture paysagère (Cosgrove, 1998; Luginbühl, 1993). Plus rares cependant sont ceux qui ont souligné le rôle de régulation sociale que joue cette manière de voir le paysage dans les dynamiques territoriales de développement. Greider et Garkovich (1994, p. 19-20), entre autres, décrivent bien la façon dont le paysage normalise et banalise les processus territoriaux à l'œuvre. Ils soulignent comment, dans nos sociétés actuelles fortement médiatiques, le paysage devient un enjeu de la mondialisation : de grands acteurs économiques tentent d'imposer leur conception du paysage par l'intermédiaire de divers médiums de communication, pour ensuite être à même d'orienter le devenir concret des ressources et territoires convoités. Le paysage, selon Mitchell, est «*un moment complexe d'un système de reproduction sociale*» (1996, cité dans Mitchell, 2003 : 240). Une telle perspective critique, envisageant le paysage comme étant le produit des rapports sociaux, invite à élargir l'analyse au-delà des formes visibles où elle a été confinée dans l'évaluation environnementale.

Enfin, la théorie de l'*interactionnisme symbolique* a permis d'enrichir la réflexion sur trois points (chapitre trois, point 3.1). À notre connaissance, cette théorie sociologique a rarement été retenue dans le domaine du paysage, sauf par Greider et Garkovich (1994) dans un article qui a fortement inspiré la recherche. Elle rejoint cependant un postulat reconnu par les auteurs en paysage adoptant une position constructiviste, à savoir que les acteurs investissent le territoire et souhaitent le modifier en lien avec la représentation qu'ils en ont. En d'autres termes, les représentations sont liées à l'action. Pour leur part, les interactionnistes ont posé une problématique similaire en soulignant l'importance de la signification. Ils apportent deux contributions utiles pour notre recherche en paysage. Ce qu'ils soulignent, d'abord, c'est comment cette signification n'est pas le fait d'un acteur isolé. Elle émerge plutôt de rapports d'intersubjectivité : les acteurs négocient et s'entendent sur des significations et des représentations qu'ils se font d'une «réalité» pour, ensuite, dégager des lignes

de conduites et d'action cohérentes (Prus, 1996). Ensuite, cette théorie insiste sur la question du pouvoir, sous-jacente à ce processus de négociation sociale de la symbolique du paysage. En effet, les acteurs tentent de faire valoir et d'imposer leurs représentations car s'ils réussissent, ils pourront mener les actions territoriales et réaliser les changements matériels qu'ils souhaitent, cela sans rencontrer d'opposition.

En définitive, les diverses emprunts théoriques, plutôt inusités dans le domaine du paysage, ont permis d'asseoir le postulat central de la recherche à savoir : la signification accordée à un paysage est toujours liée à l'action territoriale et au pouvoir des acteurs et, en ce sens, constituerait un enjeu social fondateur des dynamiques territoriales de développement. Ce postulat, liant symbolique, matérialité et pouvoir, rejoint la perspective globale adoptée dans la recherche. Il a permis, enfin, de préciser l'objet de la recherche, défini comme étant le processus de construction du paysage industriel. La recherche a donc permis de mieux comprendre les liens agissant dans ce processus social et ce, par rapport à un champ de pratique particulier, celui de l'évaluation environnementale.

#### **SUR LA CAPACITÉ DE L'ÉE À BALISER LES NÉGOCIATIONS SUR LE PAYSAGE**

Selon la tradition du paradigme rationaliste de la planification, l'évaluation environnementale (ÉE) est envisagée comme un processus d'analyse systématique qui a comme principale visée de fournir des informations et des analyses pour éclairer la prise de décision. Selon les tenants de l'approche humaniste du développement durable, ce processus, lorsque couplé à l'évaluation des impacts sociaux et à des démarches participatives, favoriserait aussi l'apprentissage social et l'*empowerment* des acteurs (Austin, 2002; Branch et Ross, 1997; Gagnon et *al.*, 1993; Jacobs, 1994). Plus largement, l'ÉE serait «*propice à la transposition des principes et des critères de développement durable en stratégies et mesures concrètes*» (Sadler et Jacobs, 1990 : 19).

Dans la recherche, cette procédure a été interprétée comme un champ d'expérimentation de nouvelles pratiques sociales pouvant être utiles à la gouvernance territoriale. Plus exactement, l'ÉE a été considérée comme un cadre de régulation qui balise les négociations socia-

les entourant de grands projets d'aménagement. Dans une perspective de DD et de justice environnementale, nous nous sommes demandée si l'ÉE pouvait permettre aux acteurs sociaux de négocier des conditions assurant la reproduction pérenne de leur territoire de vie lors de l'implantation de grandes industries. Plus exactement, la recherche examine une situation sociale concrète et originale qui, à trois égards, ancre la pertinence scientifique de la thèse, définie au chapitre un (point 1.2).

D'abord, elle documente des négociations sociales ayant eu lieu lors de l'implantation d'un grand complexe industriel soumis à la procédure d'évaluation environnementale (ÉE) qui constitue une pratique récente, datant d'une trentaine d'années. La recherche s'est intéressée plus exactement au suivi, une phase de l'ÉE appliquée depuis moins de dix ans (Gagnon et *al.*, 2002). Le suivi est vu par plusieurs spécialistes (André et *al.*, 1999; Morrison-Saunders et *al.*, 2003; Sadler, 1996) comme un moyen d'améliorer l'efficacité de l'ÉE. Notre examen de premières expériences documentées ailleurs dans le monde a montré que, devant le suivi, les acteurs impliqués ont des attentes variées. Nous avons ainsi dégagé trois principales *approches* de suivi, aux objectifs distincts mais considérés comme complémentaires, soit : l'approche de surveillance, l'approche de gestion flexible et l'approche de gouvernance territoriale<sup>340</sup>. L'approche de surveillance, axée sur la conformité des projets et sur l'environnement biophysique, domine la pratique actuelle. Ainsi, documenter une implantation industrielle dans une perspective de suivi «social» constitue une première contribution de la recherche<sup>341</sup>, dans la suite d'autres études récentes (Austin, 2000; Gagnon, 2002; Hunsberger et *al.*, sous presse; Storey et Jones, 2003).

La recherche portait, en plus, sur un contexte territorial particulier, soit celui d'une région fragile où sont présentes de grandes firmes multinationales. Cela introduit la deuxième caractéristique originale de la situation étudiée. Inscrite à l'avant-plan de la recherche, il s'agit de la dimension normative et «politique» de l'ÉE, un aspect reconnu du processus

---

<sup>340</sup>Voir la définition de ces approches à l'annexe A.

<sup>341</sup>Cette première dimension de la situation se trouvait en partie circonscrite par l'inscription de la thèse dans un programme de recherche plus vaste (MSIAA).



mais n'ayant fait l'objet que de peu d'attention (Cashmore, 2004; Guay, 2004). Le contexte de région fragile met en effet en présence des acteurs sociaux aux rapports de force asymétriques, rapports qui sont susceptibles d'influencer le déroulement et l'issue des négociations. Notre recherche s'est penchée sur trois catégories d'acteurs, soit les habitants de proximité, leurs représentants (mouvements associatifs, élus locaux, administration publique) et les grandes firmes productives. Nous nous demandions si l'ÉE, relevant officiellement du pouvoir de l'État central, était un processus suffisamment efficace pour permettre à des groupes d'acteurs économiquement «dépendants» du promoteur de faire valoir leurs préoccupations au sujet d'un thème qualitatif comme celui du paysage? L'orientation que nous avons retenue, axée sur des acteurs «vulnérables», rejoint un des principes de l'approche humaniste du développement durable et celle critique de la justice environnementale qui, toutes deux, insistent sur la prise en compte de leurs préoccupations, sur leur participation et, même, sur leur *empowerment*, comme résultat des processus.

Enfin, une troisième caractéristique de la recherche renvoie à la demande sociale récente du paysage. Il s'agit jusqu'ici d'un thème marginal dans les pratiques de l'ÉE. De plus, les analyses paysagères souffrent de plusieurs lacunes. Les auteurs ont maintes fois souligné les difficultés méthodologiques d'intégrer les dimensions immatérielles et qualitatives (perceptions, significations, valorisations) (Epstein, 1993; Gariépy, 1999; Poullaouec-Gonidec *et al.*, 1991 ). Nous avons insisté sur trois autres difficultés, soit : 1) l'absence de reconnaissance, de la part des experts, du caractère subjectif de leur évaluation, du moins explicitement, 2) la portée limitée des analyses qui ne font pas référence à des enjeux sociaux structurants (ex : culture, identité, appartenance, cohésion sociale) et 3) une approche spécialisée du paysage qui rend improbable son évaluation globale et intégrée. (point 1.2.3). Le suivi de l'évolution du paysage est considéré comme une stratégie de recherche pertinente pour pallier ces lacunes (Gariépy, 1999). De telles démarches demeurent toutefois encore bien rares. Les quelques exemples recensés (Hayeur, 2001; Poullaouec-Gonidec et Domon, 1999) sont, de plus, limités au suivi des impacts concrets et visuels, et ne considèrent pas la dimension symbolique du paysage. Notre recherche, qui vise à saisir les significations attribuées aux paysages industriels, voulait apporter une contribution en ce sens.

En somme, la question principale de recherche était de savoir : quelle est la capacité de l'évaluation environnementale, incluant sa phase de suivi, à intégrer l'enjeu social du paysage et ce, particulièrement dans le contexte d'un territoire habité, situé dans une région «fragile»? Pour y répondre, la stratégie de recherche suivante a été privilégiée.

#### **L'ÉTUDE DE CAS: DONNER LA PAROLE À DES ACTEURS AFFECTÉS**

L'étude de cas multisites a été retenue comme stratégie de recherche. Deux cas d'implantation et d'exploitation industrielle, *Usine Alma et Aluminium Dunkerque*, ont été documentés à partir d'une démarche compréhensive, combinant induction et déduction selon l'approche de la *grounded theory* (chapitre trois, point 3.2). En lien avec le postulat interactionniste énoncé précédemment, liant matérialité, symbolique et pouvoir, le cadre d'observation a été structuré selon trois pôles interdépendants, soit :

- 1) les conduites et négociations d'acteurs,
- 2) la matérialité et les dynamiques territoriales et
- 3) les significations accordées aux paysages industriels.

Cette articulation s'inspire d'une proposition d'Herbert Blumer qui suggérait d'étudier les phénomènes par le biais de l'intersubjectivité, de l'action et de l'interprétation (cité dans Prus, 1999). Elle rejoint aussi les préoccupations de certains auteurs en paysage (Luginbühl, 2003; Mitchell, 2003) qui soulignent la nécessité de ne pas négliger les réalités concrètes du territoire. De même, elle fait écho aux trois paradigmes identifiés dans la littérature en paysage (politique, territorial et culturel). Enfin, elle est un autre pas dans la formulation d'une perspective globale et intégrée, tant recherchée dans les études en paysage et en développement.

Le second cas examiné, celui de Dunkerque, a été moins documenté sur le plan des négociations d'acteurs pour des raisons d'accessibilité. Il a surtout servi à comparer les points de vue de résidents affectés de cette ville et ceux d'Alma. Il a agi tel un «miroir», grossissant certains traits des phénomènes observés dans les deux territoires d'enquête.

- Ce faisant, il a permis de révéler l'importance du contexte dans le processus de construction des paysages. Ce premier résultat de recherche renforce un principe de plus en plus reconnu dans la littérature en évaluation des impacts sociaux (Burdge, 2002; ICGP, 1994; Vanclay, 2002).

L'enquête sur les discours de citoyens constituait un aspect fondateur et original de la méthodologie de recherche. Traditionnellement, les entrevues sont menées avec des «informateurs» clé (gestionnaires, élus, représentants) ou des membres de l'«élite» (Luginbühl, 1989). L'orientation méthodologique retenue permettait de donner la parole à un groupe d'acteurs potentiellement parmi les plus affectés par la présence industrielle. Il s'agissait de voir si les paysages industriels locaux étaient porteurs de significations pour les résidents de proximité. Documenter ainsi les *interprétations* de ce groupe d'acteurs «vulnérables», au sujet des paysages et des impacts découlant des ententes négociées, s'inscrivait comme un choix cohérent avec les recherches sur la justice environnementale. À cet égard, notre étude empirique révèle que, deuxième résultat de recherche,

- les interprétations ne sont pas homogènes, même à l'intérieur de ce groupe d'acteurs, défini sur la base d'une proximité visuelle ou spatiale par rapport à l'industrie. Quatre profils semblent se distinguer comme étant plus affectés, soit : 1) ceux qui habitent le plus près du site et qui ont expérimenté un changement dans leur environnement sonore, 2) ceux qui voient le complexe depuis leur propriété, 3) ceux qui ont été témoins oculaires d'accidents technologique récents ou de leurs effets plus anciens et 4) ceux qui sont très soucieux des questions environnementales en général et, en particulier, des impacts possibles de l'exploitation industrielle sur l'environnement et sur leur santé. Ce résultat est présenté à titre exploratoire seulement, considérant que l'échantillonnage n'était pas représentatif de l'ensemble de la population.

Le cas de l'implantation du mégacomplexe de production d'aluminium québécois a été examiné en profondeur à l'aide de différents outils méthodologiques : analyse cartographique, revue documentaire, observations directes des travaux d'un comité de suivi pendant 4 ans (1998-2002), entrevues individuelles et collectives avec des acteurs impliqués et affectés. Les négociations ayant eu lieu entre la multinationale Alcan, des représentants de l'État central, de la municipalité et du milieu associatif, ainsi que des résidents ont été documentées pendant les trois phases de l'implantation (planification, construction, démarrage).

L'examen détaillé de ce cas montre toute la pertinence du cadre d'observation retenu, inspiré de la théorie de l'interactionnisme.

- En effet, les négociations ont porté et sur les dimensions *matérielles* du projet industriel, et sur ses dimensions *symboliques*. Surtout, la signification du projet a eu des incidences déterminantes sur la dynamique d'implantation et d'exploitation de l'industrie lourde. En ce sens, le paysage industriel se construit à partir d'une dynamique d'interactions et de négociations sociales qui portent autant sur la signification du projet industriel et du changement que sur ses dimensions matérielles.

Il s'agit là d'un troisième résultat important de la recherche qui mérite d'être développé.

#### **LA MAÎTRISE DE LA SIGNIFICATION SOCIALE DU PAYSAGE INDUSTRIEL : UN ENJEU DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Les deux études de cas ont révélé l'importance stratégique de la signification dans la dynamique sociale entourant l'implantation et l'opération des grands complexes industriels. Elles montrent aussi que le paysage, porteur de significations, à la fois participe et est révélateur de cette dynamique. C'est notamment ce qui peut expliquer l'investissement des multinationales en la matière.

À Alma, la compagnie Alcan s'est montrée très pro-active dans sa tentative de stimuler une image et une représentation positives de son projet. De multiples stratégies de communication ont été mises sur pied à cette fin, faisant notamment intervenir le paysage. En effet, des projets de belvédère d'observation, de visites de chantier, de concours de photos et de calendrier promotionnel ont vu le jour. À Dunkerque, l'entreprise Péchiney a elle aussi misé sur le paysage pour faire une «vitrine» de son nouveau complexe, cette fois par le biais d'une architecture et d'un aménagement paysager sophistiqués. Ces stratégies démontrent une conception du paysage axée sur ses dimensions formelles et plus près du «décor»<sup>342</sup>.

---

<sup>342</sup>Dans notre typologie, elle rejoint la conception du *paysage-esthétique* (voir chapitre deux, point 2.1.4, tableau no 1). Soulignons tout de même que d'autres conceptions de paysage sont aussi présentes. C'est entre autres ce que montrent les démarches consenties par Alcan pour négocier des ententes autorisant des «voisins» à circuler sur ses propriétés pour des activités récréatives.

Par l'intermédiaire de ces stratégies, le paysage devient un des outils de communication utilisés par les entreprises pour arriver à maîtriser la signification accordée à leur projet. Mais, dans les deux régions étudiées, la signification se construit surtout dans le cadre de rapports sociaux historiques, marqués par la dépendance structurelle économique à l'endroit de ces grands producteurs. Ainsi, la représentation du projet, conçu comme nécessaire pour la survie de la communauté, s'est avérée la plus «puissante» dans l'établissement des rapports avec les compagnies et leurs sites industriels. Autant à Dunkerque qu'à Alma, les résidents de proximité tolèrent la plupart des effets négatifs de la présence d'activités de production lourde tant qu'ils considèrent que ces entreprises contribuent au développement pérenne de leur communauté.

L'effet d'une telle représentation est encore plus évident dans la dynamique d'implantation industrielle documentée à Alma (chapitre six, point 6.1.1.2). Une représentation positive s'est progressivement imposée depuis le cercle restreint des élus et décideurs impliqués, dix ans avant la construction, vers l'ensemble des acteurs et de la communauté, pour se cristalliser au moment des audiences publiques fortement médiatisées. La symbolique du projet a eu pour effet d'assurer le choix de localisation et le bon déroulement du chantier et du démarrage. Plus globalement, elle a fait en sorte que les intérêts de la compagnie ont primé sur les besoins et préoccupations des résidents affectés. Bref,

- la représentation du projet industriel a agi comme un cadre d'interprétation et de régulation sociale pour juger la légitimité des revendications de citoyens.

Ce résultat invite à nuancer la notion d'«acceptabilité sociale», généralement utilisée dans les études d'impacts. Il montre en effet comment la représentation du projet et du changement se bâtit sur le couple liant la contribution du projet à l'avenir de la communauté et à son «développement durable». Pour les acteurs locaux, le développement durable n'est pas affaire de rhétorique. Il représente avant tout l'idéal symbolique d'une communauté qu'ils aimeraient voir toujours bien vivante, dans un futur plus ou moins lointain. Comme le révèlent les discours tenus à Dunkerque et à Alma, les arguments diversifiés renvoient, dans l'ensemble, à la «pérennité» du tissu social, des modes de vie et du territoire.

Cette pérennité passe par un ensemble de «conditions» interreliées qui, comme une chaîne synergique, teste le maillon le plus faible. Ainsi, l'argument économique mis à l'avant-plan (emplois surtout) se rapporte au social. Par exemple, l'intégration des jeunes en emploi sous-tend la nécessité du renouvellement démographique et du tissu social. De même, l'apport économique des activités industrielles soulève presque inévitablement la question des contrecoups susceptibles de se produire sur la qualité de l'environnement et du territoire, considérée comme essentielle pour la santé publique, la préservation de pratiques sociales significatives, le maintien de la qualité du cadre de vie et la qualité de vie.

Dans cette perspective, l'acceptabilité sociale du projet industriel n'est pas fondée sur un facteur unique – comme par exemple les retombées économiques auxquelles font référence les explications traditionnelles – mais bien sur un ensemble d'arguments. Dans une sorte d'équilibre dynamique, les changements appréhendés sur la santé, sur l'environnement, sur la qualité du cadre de vie et autres sont pesés, soupesés à travers le prisme du vécu socioterritorial et, plus largement, du développement pérenne de la société locale. Dans cette perspective, la signification sociale est mouvante, susceptible d'évoluer, voire de s'effriter à la faveur d'événements menaçant l'équilibre perçu par les acteurs sociaux. Il peut s'agir d'une nouvelle implantation industrielle comme à Dunkerque, d'un accident technologique comme à Alma, ou encore de l'introduction de connaissances inédites.

En somme, notre recherche confirme le postulat proposé par la théorie interactionniste, à savoir que l'acteur, qui maîtrise le mieux la signification du changement, arrive à influencer le cours des événements et le devenir du projet industriel. Dans nos sociétés actuelles, médiatiques et réflexives, le paysage constitue un vecteur de la signification utilisé par les firmes, affirmaient Greider et Garkovich (1994). Notre recherche corrobore cette affirmation. Elle souligne aussi cependant que même si les entreprises tentent d'orienter la signification sociale attribuée à leurs activités, elles ne réussissent pas forcément à le faire comme elles le souhaitent. Les stratégies de communication et le paysage «décor» rencontrent les limites de la «réalité» connue, perçue et vécue par les acteurs locaux. C'est donc pourquoi, la maîtrise de la signification du paysage devient un enjeu des dynamiques de développement.

Du point de vue de la pratique de l'ÉE, ces résultats de recherche impliquent que les dimensions matérielles et symboliques des impacts sur le paysage doivent être prises en compte, de façon simultanée, et ce, en les situant par rapport au contexte d'accueil et aux capacités des acteurs. Cela rejoint, en paysage, les positions de Luginbühl (1998), Epstein (1993) et Gariépy (1999). Or, nous pouvons nous demander ce que les pratiques actuelles présentent à cet égard. Démonstrent-elles une capacité à intégrer l'enjeu social du paysage et ce, particulièrement dans le contexte de régions «fragiles»?

#### **RÉSULTATS EMPIRIQUES DU CAS D'ALMA : DES CONTRIBUTIONS LIMITÉES DE L'ÉE**

L'étude longitudinale et compréhensive de l'implantation du dernier mégacomplexe de la multinationale Alcan, *Usine Alma*, a permis de répondre à cette interrogation sur la capacité de l'ÉE. L'analyse des données a été faite à partir de deux axes complémentaires (chapitre six), correspondant aux questions spécifiques de recherche, et qui renvoient aux deux «facettes» de l'ÉE, comprise comme un processus devant conduire à des résultats concrets. Il s'agit de : 1) l'analyse des processus de négociation sociale, sous l'angle de la gouvernance territoriale, et de 2) l'analyse des effets concrets résultant de ces négociations, à partir de la notion de «paysages de risque».

Cette double articulation s'avère cohérente avec l'approche critique de la justice environnementale qui, d'une part, insiste sur la dimension politique et négociée du développement et, d'autre part, implique aussi une obligation de résultats, dans le sens où les ententes négociées doivent conduire à la réalisation de mesures concrètes qui améliorent les conditions de vie des populations. Rappelons enfin que cette deuxième facette (résultats) a été peu étudiée et qu'elle devrait, selon Cashmore (2004; et *al.*, 2004), devenir centrale dans les agendas de recherche afin d'améliorer les performances de l'ÉE et de renforcer son influence sur la prise de décision.

L'examen détaillé de ce projet soumis à la procédure québécoise d'ÉE est instructif. Il révèle que l'ÉE, incluant l'étape du suivi, recèle nombre de limites, autant concernant les processus que les résultats. Rappelons-les brièvement.

### Contributions limitées de l'ÉE aux pratiques de gouvernance territoriale

La première question spécifique de recherche demandait : quelles sont les contributions de l'évaluation environnementale à encadrer les négociations sociales concernant la thématique du paysage? L'analyse s'est appuyée sur le concept de gouvernance territoriale. Quatre critères d'analyse ont été retenus pour évaluer les performances de l'ÉE, inspirés d'un texte de Theys (2003), relatifs à 1) la coordination, 2) la légitimité politique, 3) les savoirs et 4) le pouvoir. Ces critères ont été utilisés pour analyser les conduites d'acteurs documentées<sup>343</sup> qui avaient été synthétisées en 35 stratégies d'action (tableau no 10). Quatre grands résultats sur les *processus* ont été obtenus, en lien avec ces critères de gouvernance. En résumé :

- 1) le processus d'implantation de l'*Usine Alma* est apparu comme étant fragmenté sur le plan des objets de négociation, ainsi qu'éclaté et discontinu sur le plan des acteurs impliqués, ce qui a induit des problèmes majeurs de coordination pour la conduite d'une action collective.
- 2) Le processus a été caractérisé par des négociations à la pièce et des ententes conclues entre deux acteurs, dans des cadres «privés», et dont les modalités ont rarement été resituées et explicitées aux autres acteurs ne participant pas à ladite négociation, ce qui a entraîné des problèmes de légitimité politique pour la gouvernance territoriale. La procédure d'ÉE ne prévoyait pas de mécanismes satisfaisants pour pallier à ces faiblesses.
- 3) Plusieurs types de savoirs co-existent dans les rapports sociaux mais seul le savoir scientifique positiviste était enchâssé comme tel dans le suivi et l'évaluation environnementale. C'est celui-ci qui était reconnu par les autorités dans la régulation des activités de la production industrielle. En ce sens, l'ÉE produite sur le cas d'*Alma* a montré une faible capacité à valoriser et à mettre en complémentarité des rationalités et savoirs distincts.
- 4) Enfin, sous l'angle du pouvoir de la société civile, les grands acteurs habituellement impliqués dans la gouvernance, soit l'État et l'entreprise privée, ont dominé la prise de décision. Cette domination découlait d'une implication plus continue dans les négociations et d'une influence plus déterminante sur le devenir matériel du projet (infrastructures, activités de production, rejets). Elle a eu des incidences significatives et concrètes sur la qualité des territoires locaux, ainsi que sur le cadre de régulation (autorisations, mode et contenu du suivi environnemental). Ce faisant, des parties du projet industriel, devenues objets de négociation entre de grandes organisations, ont échappé à une influence décisive de la part d'instances locales de la société civile et des groupes affectés dont les résidents de proximité et, partant, à la gouvernance territoriale.

<sup>343</sup> Rappelons que la recherche n'a pu documenter de façon aussi fine toutes les négociations, en partie parce que certaines n'étaient pas accessibles à cause de leur caractère privé ou historique.



### **Contributions limitées de l'ÉE à la prévention des «paysages de risques»**

La recherche interrogeait, dans un second temps, la portée des ententes conclues et les mesures réalisées suite aux négociations : étaient-elles satisfaisantes pour prévenir les *paysages de risques*? Empruntée au politologue Andrew Blowers (1999), la notion de paysages de risques rejoint l'approche critique de la justice environnementale. Elle se rapporte à la distribution inéquitable des impacts négatifs découlant de la présence industrielle, sur les plans social, spatial et temporel, ainsi qu'au pouvoir d'acteurs faibles. En lien avec cette notion, des indicateurs auraient idéalement été formulés en termes d'impacts environnementaux ressentis dans le voisinage (ex : quantités de rejets atmosphériques, effets sur la végétation, sur la santé humaine). Malheureusement, nos compétences restreintes dans ces champs spécialisés de connaissances ont freiné cette ambition. Nous avons donc dû «contourner» cette limite importante de la recherche<sup>344</sup> pour travailler autrement la problématique de l'équité et du pouvoir. Par rapport à notre corpus de données<sup>345</sup>, c'est finalement le niveau d'intégration des préoccupations des acteurs affectés dans les conduites de gouvernance qui a servi à évaluer les performances de l'ÉE concernant les paysages de risques. Trois critères d'analyse ont été formulés relativement à cette stratégie, inspirés de la littérature sur la justice environnementale et la gouvernance. Soulignons que la définition de tels critères peut être vue comme une contribution de la recherche, dans la suite des nombreux efforts consentis depuis une dizaine d'années pour «mesurer» les avancées en matière de développement durable.

Finalement, les pratiques documentées sur le cas d'Alma ont montré de faibles performances de l'ÉE concernant les résultats des négociations. Eu égard à nos trois critères d'analyse, les ententes conclues et les mesures réalisées suite aux négociations n'ont pas suffi à prévenir les *paysages de risques*. Plus exactement :

---

<sup>344</sup> Comme dit précédemment, la thèse est un travail individuel. Or, seul le travail en équipe multidisciplinaire aurait permis de réaliser une telle tâche et, ainsi, de redonner, dans la recherche, une place aussi importante au pôle «dynamique territoriale» qu'aux deux autres pôles («conduites d'acteurs» et «significations»). Il faut souligner qu'il s'agit là d'une limite importante à la concrétisation de la perspective globale recherchée.

- 1) L'ÉE a montré une faible capacité à stimuler la recherche et l'adoption de stratégies d'actions concrètes sur la thématique du paysage pour répondre aux préoccupations d'acteurs affectés par l'implantation du complexe d'Alcan à Alma. D'une part, le tiers des préoccupations relevées auprès de résidents et de promoteurs de proximité est demeuré sans réponse. Ces préoccupations sont surtout de nature plus qualitative, liées au domaine des perceptions et du vécu, et découlant souvent d'impacts cumulatifs. D'autre part, près des deux tiers des actions recensées pour répondre aux demandes de paysages des résidents de proximité ont été négociées et adoptées sur une base volontaire, donc en parallèle de la procédure d'ÉE.
- 2) Les mesures et actions réalisées ne répondent que partiellement aux préoccupations des répondants affectés à Alma et ce, concernant particulièrement trois objets de négociation, soit la localisation du site, son aménagement et le suivi environnemental. D'un côté, en règle générale, les individus subissant personnellement des impacts demeurent avec leurs préoccupations même après la réalisation des mesures de mitigation. De l'autre côté, certaines questions sensibles, comme les effets sur l'environnement et la santé, sont demeurées sans réponse, laissant les personnes affectées avec leurs interrogations, voire leurs craintes. La recherche montre ainsi que le niveau de satisfaction varie, en fonction du type de préoccupations certes, mais aussi en fonction de l'impact vécu par les individus.
- 3) Enfin, les activités volontaires de suivi et celles prévues par l'ÉE n'ont pas donné lieu à des pratiques de gouvernance faisant preuve de «solidarité» et qui auraient procuré aux acteurs affectés le sentiment qu'ils pouvaient modifier le mégaprojet industriel d'Alcan et maîtriser ses effets indésirables. En effet, le suivi des impacts sociaux du complexe d'Alcan s'est inscrit dans un mode réactif et, dans l'ensemble, à l'extérieur du cadre de l'ÉE. De fait, la prise en compte des impacts vécus par les résidents a davantage relevé de la médiation, souvent entre deux acteurs aux forces inégales, soit les personnes affectées et la multinationale. En plus de la difficile reconnaissance scientifique des impacts, c'est le problème plus large de la reconnaissance politique qui s'est posé pour des résidents affectés. En tant que groupe minoritaire, leurs préoccupations et les impacts sociaux vécus ont été marginalisés par rapport aux intérêts (économiques surtout) de la majorité. Une série de compromis sociaux a fortement contribué à cette marginalisation, qui s'était construite progressivement à l'intérieur de rapports de négociation bâtis avec la multinationale et d'une dynamique sociale plus large expérimentée avec la communauté d'appartenance.

---

<sup>345</sup>Le corpus était constitué des «demandes» de paysage formulées lors des entrevues collectives réalisées avec des résidents. Pour pallier le fait que l'échantillon était restreint, ce corpus était complété des mémoires et *verbatim* d'audiences publiques et d'un portrait de la dynamique territoriale.

Dans l'ensemble donc, pour ce qui est du cas d'Alma, la contribution de l'ÉE aux pratiques de gouvernance territoriale et à la prévention des paysages de risques a été très limitée. Cet examen détaillé a permis, enfin, de répondre à notre question générale de recherche.

#### **UNE FAIBLE CAPACITÉ DE L'ÉE À INTÉGRER L'ENJEU DU PAYSAGE**

Quelle est la capacité de l'évaluation environnementale à intégrer l'enjeu social du paysage, dans un contexte de région fragile? L'étude approfondie et longitudinale de l'implantation du complexe d'Alcan à Alma a indiqué plusieurs faiblesses concernant la pratique de l'ÉE. En amont, les études sur le paysage étaient peu développées et réduite aux impacts visuels. En aval, les activités formelles du suivi n'ont considéré le paysage qu'en mode réactif : les impacts étaient «gérés» au fur et à mesure qu'ils émergeaient lors de la réalisation du projet et lorsqu'il y avait suffisamment de pressions sociales. De fait, celles-ci provenaient essentiellement d'individus affectés qui ont dû, la plupart du temps, négocier en privé avec la multinationale. Bref,

- l'évaluation environnementale, incluant sa phase de suivi, a démontré une faible capacité à intégrer l'enjeu social du paysage lors de l'implantation du complexe d'Alcan, se faisant dans un contexte du territoire habité situé dans une région «fragile».

Un tel constat n'est pas nouveau et ne constitue pas une exception. Il est largement reconnu que les pratiques de l'ÉE accordent généralement moins d'importance aux impacts «sociaux», dont relève le paysage, qu'à ceux dits «environnementaux» (André et *al.*, 1999; Burdge, 2002; Sadler, 1996). Mais, ce que souligne notre recherche, c'est que

- la place secondaire accordée aux impacts sur le paysage lors de la phase de planification se prolonge, ensuite, dans les étapes situées en aval de la procédure d'ÉE, soit lors du suivi<sup>346</sup>. Plus encore, la recherche montre que les limites de l'ÉE ont des conséquences sur la gouvernance territoriale et la concrétisation de principes de DD, dont celui de la distribution équitable des impacts positifs et négatifs des projets. En effet, la pratique actuelle «réactive» concernant le paysage entraîne le transfert de la responsabilité de la gestion de ces impacts non prévus vers les acteurs locaux.

---

<sup>346</sup>Cette conclusion rejoint les résultats du programme de recherche MSIAA, sur ce même cas. Une centaine d'impacts sociaux ont été relevés qui n'avaient pas été prévus (Gagnon, 2002).

En soi, l'implication des acteurs locaux serait un élément positif si l'on considère la demande de participation exprimée en ce sens. Elle serait même souhaitable selon les principes de la gouvernance territoriale. Néanmoins, dans un contexte de région fragile, l'exercice peut devenir problématique. En effet, des acteurs vulnérables (travailleurs et collectivités «dépendants», individus isolés) ne se trouvent pas dans des positions favorables pour négocier avec de grands promoteurs influents (Blowers et *al.*, 1994; Bullard, 1994; Gould et *al.* 1993; Irwin et *al.*, 1999).

L'implantation d'Usine Alma illustre bien cette dynamique de négociation sociale alors que les résidents de proximité et représentants d'associations arrivent difficilement à infléchir les décisions de la multinationale et à faire modifier le projet de façon substantielle pour répondre à leurs préoccupations. Certes, dans les deux cas étudiés, les collectivités, en partenariat avec les firmes productives, se sont dotées de mécanismes originaux et volontaires de suivi environnemental et de concertation. Ceux-ci sont particulièrement sophistiqués à Dunkerque. Mais lorsque ces mécanismes ne sont pas arrimés à des modalités de régulation formelle prévoyant l'adoption de mesures pour prendre le relais d'une concertation «bloquée», le renvoi de la gestion des impacts à la gouvernance territoriale ressemble davantage à une politique du «laisser-faire».

- Ainsi, la majorité des négociations observées sur le paysage n'ont pas été encadrées par la procédure formelle et, ce faisant, elles ont échappé au regard de l'État, pourtant nécessaire pour arbitrer en faveur de «l'intérêt public» dans ce contexte de région fragile. En ce sens, la dynamique étudiée ressemble à celles dénoncées par le mouvement de la justice environnementale parce qu'elles peuvent donner lieu à la création d'iniquités sociales et environnementale, bref, à des «paysages de risques» (Blowers 1999; Bullard, 1994; Freudenberg et Steinsapir, 1992; Taylor, 1993).

Une telle conclusion critique doit cependant être relativisée par rapport aux limites de la recherche. En plus de celles nommées précédemment, rappelons brièvement que ces résultats empiriques, sur le cas d'Alma, ne sont pas forcément représentatifs d'autres expériences de suivi et de gestion environnementale multipartite montrant des résultats plus positifs. Pensons, entre autres, à celles relatées, au Canada, par Gagnon et Turcotte (2004),

Hunsberger et *al.* (sous presse), Storey (2003) ou encore, par Margerum (1999) en Australie et aux États-Unis. De même, ces résultats doivent être mis en perspective par rapport au contexte plus général du suivi. La pratique du suivi est encore très récente en évaluation environnementale, et encore plus par rapport à l'enjeu social nouveau que représente le paysage. C'est dans cet esprit que les observations empiriques de cette étude de cas ont été formalisées dans une série de propositions appliquées pour l'ÉE et des réflexions théoriques en paysage.

### **DES PROPOSITIONS POUR L'ÉE ET LE PAYSAGE**

Trois grandes propositions ont été formulées qui répondent aux troisième et quatrième questions spécifiques de recherche (chapitre huit). La première concerne le problème de la compréhension du processus de construction des significations accordées aux paysages industriels par des acteurs sociaux. Ce problème est particulièrement important pour l'évaluation environnementale, puisque la signification sociale est utilisée pour évaluer l'importance des impacts (André et *al.*, 1999; Sadler, 1996). Jusqu'à maintenant, ce sont essentiellement les experts qui ont déterminé cette signification, souvent sur la base de leurs propres systèmes de valeurs. Or, ces dimensions normatives sont rarement explicitées dans la pratique de l'aménagement du territoire ou de l'évaluation environnementale, que ce soit de façon volontaire ou inconsciente (Guay, 2004; Thompson, 1998). C'est pourquoi la recherche posait, comme troisième question spécifique de recherche : quels sont les facteurs déterminants dans la signification accordée aux paysages industriels par des acteurs affectés, ici des résidents de proximité.

En conclusion d'analyse, plutôt que d'«isoler» des facteurs individuels, nous avons finalement dégagé des chaînes de relations complémentaires qui, dans leur synergie, semblaient davantage correspondre aux dynamiques observées dans les cas d'Alma et de Dunkerque. Ces chaînes ont été décrites à partir de trois entrées (point 8.1) qui sont :

- 1) la matérialité et les formes du paysage,
- 2) la dynamique territoriale et
- 3) les rapports sociaux.

Suite à ce premier niveau de formalisation, nous avons synthétisé les facteurs et relations sous la forme d'indicateurs de suivi et de critères d'action liés à des principes de DD (tableau no 12, point 8.2). Cette deuxième proposition, certes perfectible, se veut une contribution pour guider le suivi des paysages industriels comme l'exigeait notre quatrième question spécifique de recherche.

Enfin, troisième ordre de proposition, nous avons formulé quelques réflexions théoriques, en lien avec le débat scientifique actuel concernant la place de l'environnement dans l'expérience paysagère. Contrairement aux affirmations de Roger (1997), les résultats de recherche nous incitent à soutenir que

- l'environnement, vécu, perçu et connu, est une donne fondatrice de l'expérience sociale contemporaine du paysage. En ce sens, il nous semble nécessaire de décroiser l'expérience esthétique paysagère du couloir de l'art, tel que proposé par l'école française culturaliste, pour l'enraciner davantage dans une pratique sociale élargie englobant le vécu, le perçu, les savoirs, les rapports sociaux et la matérialité des choses.

Cette proposition s'inscrit dans une compréhension globale du concept de paysage. Elle rejoint la position de nombre de chercheurs qui affirment à répétition, depuis trente ans, la nécessité de retrouver la nature dialectique du paysage, liant sujet / objet, société / nature et matérialité / immatérialité (Berque, 1995; Bertrand, 1978; Claval, 1994; Dansereau, 1995; Décamps, 2000; Dearden, 1987; Dearden et Sadler, 1989; Frémont, 1976; Luginbühl, 1998; Matless, 2003; Naveh, 2001). Mais, comme révélé par notre revue de la littérature produite sur le paysage (chapitre deux, point 2.1), il s'agit d'un projet historique difficile à réaliser. Les travaux en paysage se butent, entre autres, à des limites paradigmatiques, alors que les conceptions de paysage sont traditionnellement ancrées dans des champs disciplinaires.

Inspirée par un écrit de l'historien Tim Creswel (2003), nous avons dégagé trois paradigmes, nommés : territorial, culturel et politique (chapitre deux, point 2,1). Notre proposition tente d'offrir des repères pour alimenter les débats actuels sur le paysage, et un cadre d'analyse de la demande sociale, que l'on dit si souvent polymorphe et difficile à saisir. Elle vise aussi à montrer les contributions apportées par chacun des trois paradigmes et qui

ont enrichi progressivement les connaissances. Elle insiste, surtout, sur leur complémentarité. Notre hypothèse est que le potentiel du concept de paysage, comme outil de connaissance des rapports société / nature / territoire, réside dans l'interpénétration de ces trois sphères de connaissances «spécialisés». Cela supposerait cependant un nouveau paradigme du paysage, dit «holistique» (Naveh, 2001; Tress et Tress, 2001). En d'autres termes, pour réaliser le projet historique des géographes visant à recouvrir l'ensemble du paysage, telle une totalité indivisible qui serait apte à décrire la réalité dans toute sa complexité, il serait nécessaire de travailler ensemble les savoirs associés aux trois approches. Pour ce faire, le travail en équipe multidisciplinaire nous apparaît comme une nécessité, car il est improbable qu'un individu maîtrise, à lui seul, tous les savoirs spécialisés.

Dans cette suite, nous avons soumis une définition de paysage qui tente de mieux refléter une compréhension plus holistique du concept. Encore une fois, cette proposition ne prétend pas résoudre l'ensemble des problèmes théoriques en paysage, mais vise à stimuler et enrichir les discussions. Il s'agit également d'un effort de synthèse supplémentaire pour intégrer les résultats empiriques obtenus et les transférer dans ce domaine de connaissances. Le paysage, défini comme un *système territorial signifiant*, a été précisé à partir de six caractéristiques soit :

- 1) Le paysage met en relation, tel un système.
- 2) Le paysage agit comme un cadre d'interprétation global et intégré.
- 3) Le paysage est construit à travers des rapports d'intersubjectivité liant les acteurs entre eux et avec le territoire de référence.
- 4) Le paysage est «contextualisé», attaché à des géographies, des rapports sociaux et des temporalités.
- 5) Le paysage résulte d'une démarche sensible et réflexive s'appuyant sur deux principales sources de connaissances, soit les formes matérielles et visibles ainsi que les savoirs des acteurs.
- 6) Le paysage est en équilibre dynamique, soumis aux tensions découlant des liens unissant l'action et les connaissances.

En définitive, l'application de ces trois propositions impliquerait un investissement plus important dans le suivi du paysage, notamment de la part de l'État et du promoteur.

### **L'ARBITRAGE DU «DROIT» AU PAYSAGE : LE RÔLE DE L'ÉTAT**

La recherche soulève la question du rôle de l'État dans l'évaluation environnementale (ÉE), en particulier, et dans l'arbitrage du «droit» au paysage, en général. Les résultats des faibles performances de l'ÉE pour ce qui est d'intégrer la problématique du paysage ainsi que nos propositions appellent une implication accrue et renouvelée de l'État en ce qui a trait à la demande sociale de paysage. Deux rôles nous semblent nécessaires afin que celui-ci soit en mesure d'assumer son mandat d'arbitrage de l'intérêt public et qu'il puisse bien représenter les acteurs faibles dans le processus d'évaluation environnementale.

D'abord, dans une perspective de gouvernance territoriale, de nouveaux mécanismes de coordination devraient être conçus pour assurer la pleine participation de la société civile tout au long de la vaste négociation sociale menant à la définition de compromis concernant le partage et l'occupation du territoire. Concrètement, l'État assumerait une plus grande fonction d'animation, en faisant circuler les idées, les informations et les savoirs, ce qui permettrait aussi aux ententes négociées d'être validées et d'acquérir une légitimité politique<sup>347</sup>. Peut-être y aurait-il lieu de mettre à profit l'expertise acquise avec le BAPE en ce sens? Par ailleurs, le rôle de régulation de l'État devrait être renforcé à l'étape du suivi. Cela signifie qu'il devrait y consacrer des ressources financières, humaines et techniques pour y assurer sa présence et y asseoir une autorité déterminante.

Une telle position semble incongrue par rapport au contexte actuel de désengagement de l'État, de crise des finances publiques et même de mondialisation qui remet en question leur pouvoir de régulation. En même temps, elle semble justifiée dans le cadre d'une politique de développement durable (Québec, 2004). De même, quel autre acteur a les capacités suffisantes pour faire face aux grandes entreprises ainsi qu'aux multinationales? Certes, il ne s'agit pas de nier le pouvoir des mouvements sociaux, mais l'État dispose de moyens fiscaux et juridiques toujours influents.

---

<sup>347</sup> Nous nous inspirons ici de principes mis de l'avant par Mormont, Mougenot et Dasnoy (2001).



Selon nous, le véritable frein au renforcement du rôle de l'État sur la question du paysage, que ce soit dans l'ÉE ou un autre cadre, réside davantage dans deux représentations bien ancrées dans les sphères de la gouvernance traditionnelle. D'abord, il y a celle relative au paysage, encore envisagé comme un décor. Selon cette représentation, le paysage ne peut jouer un rôle déterminant dans les dynamiques de développement. Tout au plus est-il un instrument au service des agents économiques, afin de mettre en scène le territoire et forger une image attirante pour les investisseurs. Puis, la deuxième représentation persistante concerne la conception même du développement. Malgré des discours actuels sur la nécessité d'une approche intégrée, présentée entre autres au nom du développement durable, la conception dominante est encore que le développement passe par l'activité économique et l'industrie. En ce sens, tout effort pour baliser l'activité industrielle, que ce soit pour protéger l'environnement, la qualité de vie ou la santé, est vu comme une contrainte au développement. Dans ce contexte, la «beauté» des paysages devient bien secondaire.

Pourtant, les citoyens affirment à répétition leurs «besoins» de paysages : pour choisir leur cadre de vie, pour asseoir leur identité, pour s'enraciner dans le «pays». Étrangement, les industriels semblent avoir plus entendu cet appel que les gouvernements. Certains ont fait des efforts pour y répondre, sans attendre la législation. Ils ont «paysagé» les entrées de leurs complexes. Ils ont réfléchi et investi dans l'architecture des bâtiments, comme Péchiney à Dunkerque. D'autres ont, comme Alcan, ouvert leurs sites à leurs «voisins» et négocié des ententes d'usages.

La demande des citoyens est cependant encore plus large. Au-delà des formes visibles, ils se questionnent sur les diverses incidences de la présence industrielle sur la qualité de leurs territoires de vie. Les impacts sur la «nature» et la santé sont centraux dans l'interprétation des paysages industriels contemporains. Ainsi, même si les cheminées ne crachent plus de fumées noires comme au début du siècle, les pollutions «invisibles» demeurent préoccupantes. La question environnementale, quoique fondatrice, n'explique cependant pas tout. C'est donc dire que, du point de vue du citoyen, le paysage revêt de multiples couches de significations.

Et c'est à ce titre, comme *cadre réflexif pour évaluer la qualité des territoires*, que le paysage constitue, à notre avis, un outil d'évaluation potentiel pour le suivi et la gouvernance territoriale. Comme préoccupation sociale, le thème du paysage pourrait-il permettre d'amorcer le dialogue entre les acteurs concernés par l'industrie et de les mobiliser dans une démarche de concertation? Comme concept holistique, pourrait-il servir à intégrer diverses dimensions du changement, concernant la matérialité, la symbolique des territoires, dans un cadre d'analyse globale pour le suivi. Comme enjeu social enfin, le paysage pourrait-il aider à «mesurer» les avancées en matière de DD et d'équité, notamment en intégrant l'évaluation qu'en font des acteurs vulnérables? Ce sont là des potentiels qui pourraient être testés lors de futures expériences de suivi.

#### **PAYSAGE INDUSTRIEL : DÉFI DE GOUVERNANCE POUR LES SOCIÉTÉS RÉFLEXIVES**

Pour conclure, les résultats de recherche confirment en partie l'hypothèse de travail, soulevée en introduction, voulant que le paysage s'affirme comme un lieu de médiation sociale entre les communautés d'accueil et les entreprises. En partie disons-nous, car le paysage ne constitue pas un enjeu incontournable de la gouvernance territoriale. Du moins est-ce le cas dans les deux régions fragiles étudiées.

En effet, comme observé dans ce contexte, il est clair que la demande de paysage passe au second plan des revendications traditionnelles axées sur l'emploi et l'économie. Cette dernière constitue encore le dénominateur «commun» qui structure les représentations et significations attribuées au projet d'aménagement et au paysage industriel. L'absence de contestations et de fortes revendications pourrait laisser croire qu'il n'y a pas de demande de paysage. Notre examen détaillé montre plutôt que les acteurs régionaux misent sur le partenariat pour faire reconnaître et négocier leurs demandes de paysage. Celles-ci s'ajoutent à d'autres revendications sociales où l'on exige plus d'environnement, plus de qualité de vie, plus d'esthétique et, surtout... plus d'ouverture et de transparence de la part des entreprises dans leurs rapports avec les communautés d'accueil. En ce sens, la demande sociale de paysage ne signifie pas une remise en question fondamentale du modèle historique de développement basé, dans ces régions, sur l'exploitation des ressources naturelles et la grande

industrie. Mais elle est porteuse d'une demande de faire autrement les projets d'aménagement industriel et cela, idéalement, avec des entreprises qui seraient partenaires responsables et solidaires du développement durable des régions.

En somme, le paysage pose nombre de défis aux acteurs de la gouvernance. En effet, la façon citoyenne de construire le «beau» paysage, autant par le biais de ses dimensions matérielles et symboliques que politiques, implique, entre autres, que le paysage soit considéré de moins en moins comme un objet de luxe et, de plus en plus, comme un préalable, voire comme un droit civique à une certaine qualité du territoire de vie. Dans une perspective de développement durable et de justice environnementale, la question fondatrice sera de savoir si, dans nos sociétés modernes avancées, les acteurs de la gouvernance sauront faire en sorte que le paysage devienne un véritable bien commun, accessible à tous.

## **ANNEXES**

## ANNEXE A

### TROIS APPROCHES DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Les comités de suivi multipartite en environnement constituent de nouveaux arrangements institutionnels. Les premières expériences remontent au début des années 90. La pratique prend cependant de l'ampleur depuis (Gagnon et *al.*, 2002 ; Hunsberger et *al.*, in press). Dans le cadre de pratiques sociales nouvelles comme celles-ci, les définitions, les termes et les compréhensions sont souvent flous. De tout premiers essais ont été proposés pour tenter de formaliser les expériences et dégager des approches en matière de suivi. Ainsi, à la suite d'ateliers organisés dans le cadre du congrès annuel de l'*International Association for Impacts Assessment*, Arts, Caldwell et Taché (2000a), de même que Morrison-Saunders et Bailey (2000) identifiaient deux grandes approches «fondamentales», soit 1) le suivi de surveillance et 2) le suivi de gestion. Pour notre part, nous ajoutons une troisième approche, dite de gouvernance environnementale.

Cette troisième approche est inspirée d'une revue de premières expériences recensées par Dubreuil-G et Gadbois (2001), la FCQGÉD (2000), Gagnon et *al.* (2002) et Margerum (1999). Répartis dans quatre pays (France, Québec, Australie, États-Unis), les 61 cas examinés révélaient des similitudes en termes de difficultés expérimentées dans le travail des comités et qui transcendaient les spécificités des contextes à l'étude. En effet, tous les auteurs soulignaient que les exercices de concertation, mettant en présence des acteurs aux intérêts parfois divergents (promoteurs industriels, citoyens, associations écologistes, ministères, élus locaux), n'étaient pas exempt de tensions, voire de conflits. Notre hypothèse était qu'une raison de ces difficultés était liée au fait que les acteurs impliqués avaient des attentes différentes à l'égard du suivi. En d'autres termes, ils étaient porteurs d'approches distinctes de suivi. Les trois approches proposées sont décrites dans les pages suivantes, à

partir de la finalité et des objectifs poursuivis, du rôle des acteurs impliqués, ainsi que des rationalités et savoirs utilisés. De même, leurs limites respectives sont relevées<sup>348</sup>.

#### **PREMIÈRE APPROCHE : LA « SURVEILLANCE » TECHNIQUE DES MESURES ET CONFORMITÉS**

Dans la littérature, la première approche de suivi est celle de « surveillance » (*monitoring*).

La définition suivante, d'André et *al.* (1999), peut être associée à cette approche de suivi :

Phase de processus d'ÉIE qui consiste à vérifier la réalisation des impacts anticipés, la validité des modèles utilisés, ainsi que l'application et l'efficacité des mesures d'atténuation imposées et de toute autre condition posée lors de l'autorisation du projet. (André et *al.*, 1999 : 299).

La finalité est ici d'assurer le respect des conditions d'autorisation, à travers l'application du plan de mitigation et le respect de normes en vigueur. Il vise notamment à vérifier la précision (ou la justesse) des prédictions, ce qui permettrait ensuite d'améliorer les connaissances des experts en ÉE. Le programme de suivi est centré sur la « mesure » :

La surveillance est, fondamentalement, une *collecte de données* (mesure) qui a comme objectif de fournir de *l'information* sur les caractéristiques et le fonctionnement des *variables* (*environnementales*). Pour cette raison, la surveillance est habituellement constituée d'un programme d'observations répétées, de prises de mesures et d'enregistrement de variables environnementales et de paramètres opératoires pendant une période de temps. (Arts et *al.*, 2000 : 18, traduction libre, souligné par nous)

Un tel type de suivi s'appuie sur une conception positiviste de la science. La rationalité du programme repose sur l'observation des liens de « causes à effets », visant à notamment saisir les écarts entre l'État initial du milieu récepteur (avant le projet) et les changements observés (suite au projet). L'échelle de référence est celle du « projet » et le type de questionnement privilégié est du type : quelle quantité de rejets *X* est émise par les activités du projet *Z*? Le savoir technique est particulièrement valorisé dans l'approche de surveillance. Les experts, autant ceux du promoteur que ceux de l'État, y sont des acteurs de premier plan. Dans un rapport de type « policier », où les seconds s'assurent du respect formel des condi-

---

<sup>348</sup>Rappelons que cette proposition a été formulée dans le cadre de notre examen doctoral, à l'automne 2001. À ce moment, la littérature scientifique était quasi inexistante, les seules typologies proposées étant celles mentionnées. Récemment, Morrison-Saunders et *al.* (2003) ont proposé une typologie qui rejoint davantage notre proposition.

tions d'autorisation par les premiers, le paradigme traditionnel d'autorité domine (*cf.* Trusnet, 2000). Cette approche de suivi peut être associée selon nous à l'approche planificatrice du DD telle que définie par Gagnon (1994-1995, p. 67-69).

Limites. Parmi les limites de cette approche, insistons sur deux d'entre elles. La première est que les dimensions politiques du suivi sont négligées, du moins formellement. En effet, la surveillance insiste surtout sur les aspects techniques du suivi (collecte des données, respect des normes, etc.) sans reconnaître de façon explicite que le contenu du programme de suivi (ex. : les objectifs à atteindre, les outils et méthodes de mesures, les normes, etc.) constitue un résultat négocié entre des acteurs, ici principalement l'État central (ministère de l'Environnement) et le promoteur. Cela est particulièrement vrai alors qu'il n'existe pas de législation pour déterminer le contenu du suivi, comme c'est le cas actuellement dans la majorité des pays. Or, lors de situations imprévues (ex. : impacts plus importants, non prévus), il n'y a pas de mécanismes formels de prévus pour moduler le programme pour qu'il corresponde davantage à la réalité. C'est alors un pouvoir de négociation au cas par cas et discrétionnaire qui se joue dans les coulisses de l'administration centralisée relevant principalement des fonctionnaires de l'État. Les acteurs locaux, pourtant reconnus comme subissant les impacts négatifs de grands projets, ne sont pratiquement pas associés à cette phase de négociation. Une deuxième limite du suivi de type surveillance découle des limites mêmes de la science positiviste. Comme le processus repose sur l'établissement d'un lien causal entre les projets et les effets sur le milieu, il devient difficile de faire reconnaître la responsabilité du promoteur et de l'obliger à procéder à des modifications tant que de telles «preuves» causales ne sont pas établies.

## **DEUXIÈME APPROCHE : LA «GESTION FLEXIBLE» POUR ADAPTER LE SUIVI**

Dans la seconde approche, que nous désignons par le terme de «gestion flexible», c'est la gestion efficace des changements qui est au centre des préoccupations. Dans l'ensemble, le suivi aurait comme principal objectif de gérer les impacts en temps réel, en ajustant le plan de mesures de mitigation aux besoins exprimés par les observations. Cette approche insiste sur le fait que le programme de suivi ne soit pas déterminé une fois pour toute avant le pro-

jet, mais qu'il doive pouvoir s'adapter en intégrant les nouvelles réalités du territoire d'intervention (ex. : modifications apportées au projet, impacts mal évalués ou imprévus, nouvelles préoccupations sociales, etc.). La flexibilité et l'adaptabilité du programme de suivi sont vues comme une sorte de «*filet de sûreté*» pour gérer les inconnus et l'incertitude (Morrison-Saunders et Bailey, 2000: 8).

Cette approche plus récente rejoint les expériences de gestion environnementale intégrée, recensées en Australie de l'Ouest par Morrison-Saunders et Bailey (2000). Ces auteurs considèrent le suivi comme un processus englobant, combinant des activités de surveillance et de gestion environnementale. Ils questionnent notamment la place accordée à la science comme seul type de savoir valable et seule rationalité de référence. Les chercheurs se demandent si les impacts prédits à partir du modèle scientifique positiviste sont plus susceptibles de donner lieu à des actions de gestion environnementale qu'un type d'évaluation plus large et qualitative. Leur examen de six projets australiens montrent que non. Les prévisions correspondant aux enjeux importants identifiés par l'Agence gouvernementale avaient davantage donné lieu à des actions de gestion environnementale. En partant du postulat que c'est la gestion des changements réels qui compte, les auteurs concluent que l'identification et l'évaluation de l'«importance» de l'impact seraient préférables à une évaluation quantitative précise.

Cette approche de suivi n'exclut cependant pas la science. Le processus est reconnu comme une combinatoire des rationalités scientifique et politique. La question qui se pose est alors de savoir «*combien de science est nécessaire dans l'évaluation des impacts environnementaux?*» (Morrison-Angus et Bailey, 2000: 8, traduction libre). Le principe de précaution devrait guider l'action – et non le lien causal. Face à des incertitudes et de grands risques, plus de rationalité scientifique devrait être investie dans la conception du programme de gestion et de surveillance.

Selon les tenants de l'approche de gestion flexible du suivi, il s'agirait donc, pour bâtir le programme de suivi, d'insister sur la signification du changement du point de vue des ac-



teurs, de même que sur le niveau d'incertitudes et de risques. Le type de questionnaire porterait sur les impacts ressentis sur le milieu récepteur (environnemental et social) qui, lui, constituerait le cadre de référence du programme de suivi. Maintenir l'acceptabilité sociale serait un objectif central du suivi, tout comme ceux de prévenir les conflits et de maintenir de bonnes relations avec le voisinage. Des acteurs de la société civile, non présents dans le suivi de type surveillance, occuperaient ici une place de choix, comme les élus et des représentants de populations locales affectées. Leurs rapports avec le promoteur se joueraient entre autres sur les registres de la régulation sociopolitique, les pressions et les préoccupations des premiers forçant les actions des seconds, ce qui constitue une autre forme du paradigme d'autorité selon nous. Le savoir stratégique des acteurs serait déterminant, en ce sens, dans le processus de suivi. Les retours d'expérience de Gagnon et *al.* (2002), Dubreuil-H. et Gadbois (2001) et FCQGED (2000) montrent par ailleurs que les citoyens et les élus conçoivent souvent leur rôle comme étant une sorte de relais, voire de médiateurs entre le promoteur et les populations affectées. Nous pourrions associer cette approche de suivi avec une approche de gouvernance environnementale locale tel que décrite par Gagnon (2001).

**Limites.** Dans l'ensemble, les limites de cette deuxième approche de suivi gestion flexible renvoient à plusieurs des risques associés à la «nouvelle» gouvernance discutés précédemment (voir chapitre deux, point 2.2.3). D'abord, il y a un risque de tomber dans une approche exclusive de régulation sociopolitique, négligeant du coup la régulation réglementaire et le rôle complémentaire de l'État. Ce faisant, les représentants de la société civile se retrouveraient face à de grands intérêts privés, dont ils sont parfois fortement dépendants économiquement, et les négociations se joueraient à l'intérieur d'un rapport de force asymétrique. De plus, d'autres questions se posent, à savoir : comment les intérêts des acteurs non présents seront-ils représentés comme, par exemple, ceux des générations futures considérées comme un pilier du DD? De même, comment l'intérêt général sera-t-il pris en compte? Enfin, comment seront conciliés les intérêts locaux par rapport à ceux dits globaux? Bref, le modèle de suivi gestion flexible doit relever les défis d'arrimage d'un ensemble d'intérêts non formellement représentés.

### TROISIÈME APPROCHE : LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

La troisième et dernière approche est dite de «*gouvernance environnementale*». Cette approche avancée à titre exploratoire n'est pas reconnue comme telle dans la littérature consultée<sup>349</sup>. Selon nous, les expériences des travaux de comités de cogestion territoriale intégrée (ex. : comités de bassins versants) décrites par Margerum (1999) pourraient être associées à cette approche même si le chercheur ne les examine pas à partir des paramètres que nous proposons. Notre tentative de formalisation de cette troisième approche s'inspire des travaux de l'américaine Austin (2000), du groupe français Trustnet (2000), des observations de l'enquête auprès de représentants d'associations françaises (Dubreuil-H. et Gadbois, 2001) et des études canadiennes de Hunsberger, Gibson et Wismer (sous presse). Le programme MSIAA, sous la direction de Gagnon (2002), peut aussi être associé à cette approche. Plus largement, elle rejoint aussi la littérature sur la gouvernance environnementale (Gagnon, 2001; Juillet et Andrew, 1999) et des écrits de spécialistes en évaluation d'impacts sociaux préoccupés des questions de justice sociale et environnementale et d'*empowerment* des acteurs (Gagnon et *al.*, 1993; Howitt, 2001).

S'inscrivant dans la tradition des sciences sociales, les tenants de cette approche de suivi s'intéresseraient à comprendre les changements sociaux et environnementaux, dans leur réalité concrète mais aussi vécue. Il s'agirait de saisir comment les communautés et groupes affectés vivent ces changements et comment ils arrivent ou non à les orienter dans la direction souhaitée. Divers acteurs locaux sont considérés comme étant au centre du processus de suivi, incluant les décideurs, les associations, les populations affectées et les acteurs concernés (*stakeholders*). Leur motivation principale serait de pouvoir maîtriser le développement futur de leur milieu de vie, cela en inscrivant les activités concernées de façon sécuritaire dans le long terme, tout en maintenant la qualité socioenvironnementale et les potentiels de leur territoire d'appartenance. Les acteurs s'interrogeraient sur les effets cumulatifs et à long terme de la présence des activités faisant l'objet du suivi sur la sécurité, la santé de leurs enfants, la qualité de vie? Pour répondre à ces questions, le programme de suivi définirait l'ensemble du territoire d'appartenance comme cadre de référence. De

même, le programme reconnaîtrait le savoir de la communauté résidente, dits territorial, local, vernaculaire ou autres. Il aurait même comme objectif de le mettre en relation avec les savoirs scientifiques et techniques afin de générer de nouveaux savoirs transversaux (transdisciplinaires, intégrateurs) et qui seraient par la suite intégrés dans les lieux de prise de décision. Cette perspective rejoint les composantes fondatrices d'une «*rationalité réflexive*», telle que privilégiée par Beck (1996) et décrite par Jessop (1999, p. 39), rationalité qui sustente la gouvernance pour une meilleure de gestion de l'incertitude et du risque.

Dans cette troisième approche, les participants se reconnaîtraient comme partenaires imputables et solidaires de la cogestion territoriale et du développement des communautés. Leurs rapports se construiraient à partir d'une relation de «*stretching*» tel que définie par Dubreuil-H. et Gadbois (2001), c'est-à-dire où chacun des partenaires est mis sous tension constante par les autres et consent volontairement à donner le meilleur de lui-même pour l'atteinte d'objectifs communs. Le paradigme de «*confiance mutuelle*»<sup>350</sup> dominerait le processus et la régulation se jouerait sous le mode du contrôle citoyen – dans la suite de l'entreprise-citoyenne. Les acteurs maintiendraient ainsi un dialogue soutenu, ce que Jessop (1998, p. 39) identifie comme étant la clef du succès des nouvelles pratiques de gouvernance pluraliste.

Dans une perspective de DD, nous pourrions associer cette approche à celle humaniste du DD telle que promue dans la Déclaration de Rio (1992) (*cf.* Gagnon 1994-1995). Plusieurs des principes y sont en effet affirmés: équité, responsabilité sociale et écologique, respect des spécificités culturelles et renforcement des capacités des acteurs ou *empowerment*. De même, selon nous, cette approche s'inscrit dans divers courants en sciences sociales, où le développement est considéré comme un «*processus d'apprentissage social*» (Sachs, 1997 : 74).

<sup>349</sup>Récemment, certains auteurs se situaient de façon explicite ou non dans une perspective similaire.

<sup>350</sup>Le groupe européen Trusnet définit ainsi les fondements du paradigme de confiance mutuelle : «*(...) met en avant le rôle des «porteurs d'enjeux» [stakeholders] dans la définition et la gestion du «bien commun». Ceux-ci participent de façon aussi large que possible à des processus de décision*

Limite. Cette approche de gouvernance est exigeante à plusieurs niveaux ce qui pose des limites certaines. Elles modifient substantiellement les façons de faire traditionnelles mais aussi, plus largement, les structures de gestion et de décision. S'inscrivant dans un cadre de concertation ouvert et large, elle est aussi exigeante en temps. Or, la tendance actuelle va plutôt dans le sens d'une accélération et d'une contraction croissante du temps : efficacité est synonyme de rapidité de conception, de décision et d'exécution. Un autre défi majeur concerne la coordination entre les acteurs qui doivent bâtir de nouvelles relations s'établissant dans un cadre de paradigme de confiance mutuelle. Cette approche renvoie aux questions de pouvoir et de conception du développement. Elle se heurte aux intérêts en place et aux structures existantes privilégiant un modèle dominant de développement axé sur le progrès et la croissance. Face à ces nombreux défis, il serait aisé de qualifier cette approche du suivi d'«utopiste», comme l'ont fait certains (Gendron et Revéret, 2000, p. ) à l'endroit de la conception humaniste du DD.

## CONCLUSION

Les pratiques sociales nouvelles sont difficiles à saisir et à décrire. Dans le domaine du suivi environnemental, les expériences datent d'une dizaine d'années. Les auteurs distinguent deux approches, dite de surveillance et de gestion. À partir de premiers retours d'expérience, nous estimons qu'il existe une troisième approche, davantage portée par les représentants de la société civile, que nous avons nommée approche de gouvernance environnementale. Les caractéristiques des trois approches proposées ainsi que leurs limites respectives sont synthétisées dans le tableau 13.

Notre proposition souligne que les acteurs sociaux ne s'impliquent pas dans les comités de «suivi» multipartites pour les mêmes motivations. Dans cette suite, ils ne pratiquent pas le suivi environnemental de la même façon, avec les mêmes attentes, les mêmes savoirs et rationalités. Il s'agit là, selon nous, d'un des points d'achoppement d'un suivi efficace : des approches distinctes se rencontrent dans l'exercice de suivi, mais elles ne sont pas re-

---

*décentralisés (...), où le savoir scientifique auquel ont accès l'ensemble des acteurs n'est plus présentée (sic) comme le principal facteur de décision.» (Trustnet, 2000 : 8)*

connues comme étant légitimes par tous les acteurs, ce qui crée des tensions. Dans l'ensemble cependant, nous croyons que les approches, au-delà de leurs différences, sont complémentaires. Et même plus, une des conditions pour faire en sorte le suivi environnemental devienne un véritable de lieu de gouvernance et de développement durable découlerait, selon nous, de l'enchevêtrement des trois approches.

**Tableau no 13**  
**Caractéristiques des trois approches de suivi environnemental et social**

<b>Approches / composante</b>	<b>1) Surveillance</b>	<b>2) Gestion flexible</b>	<b>3) Gouvernance environnementale</b>
Terminologie usuelle	Surveillance;	Comité de vigilance, de liaison, de suivi par projet	Comité de cogestion; gestion intégrée
Acteurs au premier plan (leaders)	État, experts / promoteur	Élus, populations affectées / promoteurs	Décideurs, acteurs concernés, affectés, promoteur
Finalité (motivation)	Assurer le respect des conditions d'autorisation;	- Prévenir les conflits; - Maintenir de bonnes relations avec le voisinage; - Maintenir l'acceptabilité sociale.	- Maîtriser le développement territoriale et inscrire l'activité de façon sécuritaire dans le long terme, tout en maintenant la qualité socioenvironnementale et les potentiels du territoire
Objectifs	- Vérifier la précision des prédictions - Améliorer les connaissances des experts en ÉIE	- Gérer les impacts en temps réel; - Ajuster le plan de mesures de mitigation selon les besoins	- Valoriser et améliorer la sensibilité et le savoir local environnemental et socioculturel - Intégrer les nouveaux savoirs dans la prise de décision
Rôle des acteurs participant	Police conformité	Relais entre promoteur et publics «cibles»	Partenaires imputables dans la cogestion territoriale
Cadre de référence	Projet	Milieu récepteur	Territoire d'appartenance et d'influence
Type de questionnement	Quantité de rejets et émissions?	Impacts à court terme sur le milieu récepteur?	Effets cumulatifs à long terme sur la sécurité, santé, qualité de vie?
Type de savoir dominant	Technique, scientifique	Stratégique	Transversal, Territorial
Rationalité	Positiviste, logique causale	Pressions, acceptabilité sociale	Réflexive, principe de précaution, «stretching»
Type de régulation	Contrôle réglementaire	Contrôle sociopolitique	Contrôle citoyen
Approche de DD	Planificatrice, régulationniste (État / entreprises);	Gouvernance environnementale locale	DD, humaniste
Paradigme	D'autorité	D'autorité	De confiance mutuelle

**ANNEXE B**  
**SCHEMA D'ENTREVUES COLLECTIVES**  
**AVEC RESIDENTS ET PROMOTEURS DE PROXIMITE**  
**ALMA, MARS 2003**

**MOT D'INTRODUCTION ET DIRECTIVES (3-4 MNS MAX.)**

- Présentation de la chercheuse et de son assistant
- Introduction de la recherche (programme UQAC, grand thème : paysage et aménagement du territoire)
- **Objectifs** de la soirée : connaître le point de vue des résidents d'Alma, p.r. aux paysages ; identifier ceux qui sont importants pour leur cadre de vie et leur qualité de vie, comment est-ce qu'ils perçoivent leur territoire, son évolution, les changements...
- Étude procède par quartiers, le vôtre \_\_\_\_ ; d'où votre présence;
- **Règle** : *toutes les réponses sont bonnes!!* L'objectif pas de ressortir avec un consensus. Je souhaite entendre tous les points de vue...
- **Explication du déroulement** de la soirée : deux parties, pause
- **Enregistrement – Confidentialité** (Règles adoptées dans recherches scientifiques : transcription sans les noms mais avec des codes; l'information traitée et diffusée ne comporte jamais de nom, ni d'expression spécifique qui permettraient de reconnaître le répondant)
- **Diffusion des résultats de recherche** : thèse, document public (volumineux); feuille à compléter si vous voulez recevoir un résumé des résultats et assister à une soirée de présentation des résultats
- **Coordonnées pour rejoindre la chercheur** : pour questions, commentaires, etc.

**INTRODUCTION DES PARTICIPANTS, «ÉCHAUFFEMENT» (ENVIRON 5 MNS)**

**THÈME 1 –TRAJECTOIRE RÉSIDENTIELLE** ( Motif du choix de lieu d'habitation–durée) Tour de table

- **Q.1)** Dans un premier temps, j'aimerais savoir depuis **combien d'années** chacun d'entre vous habite dans ce secteur d'Alma et, aussi, quelles **raisons** vous ont incité(e) à vous y établir?

**INTRODUCTION DU SUJET (ENVIRON 5 MNS)**

**THÈME 2 – CARACTÉRISATION / QUALIFICATION DU MILIEU DE VIE ET PAYSAGE**

- **Q. 2)** J'aimerais que vous me parliez **des paysages du secteur** \_\_\_\_ . Si vous aviez à les **décrire** à une personne qui ne connaît pas le secteur, que diriez-vous en **quelques mots**?

**QUESTIONS-CLÉ (ENV. 60 MNS.)**

**THÈME 3 – VALORISATION PAYSAGÈRE (NIVEAU DE VALORISATION ET MOTIFS)**

**Explication de l'activité :**

- La plus longue partie de la rencontre – en 2 parties ; Présente une diversité de photos de paysages d'Alma et de la région; Je vous demande de regarder 18 diapositives de paysages en silence, pendant cinq secondes; d'exprimez spontanément votre appréciation, en encerclant le chiffre correspondant :

- |  |                       |   |   |   |   |                 |
|--|-----------------------|---|---|---|---|-----------------|
|  | Je n'aime pas du tout |   |   |   |   | J'aime beaucoup |
|  | 1                     | 2 | 3 | 4 | 5 | 6               |
|  |                       |   |   |   |   | 7               |
- Je vous demande de **ne pas essayer de comprendre ce que je cherche** et d'ajuster vos réponses en ce sens, comme dit plus tôt, pas de mauvaises réponses... **toutes les réponses sont bonnes!!** Un objectif de la recherche justement de bien comprendre **ce qui est important pour les citoyens**, dont je veux votre avis, ce qui est important pour vous p.r. à votre vécu, vos expériences, votre qualité de vie, etc...!! Aussi, SVP ne pas juger la photo (cadrage, effets de prises de vue) mais plutôt le paysage présenté.

**VISIONNEMENT** des premières 18 diapositives (chacune est projetée cinq secondes; réponse écrite individuelle)

#### Recueil des impressions générales

**Discussion des 18 diapositives, une après l'autre :** discussion spontanée, suivi de questions spécifiques pour certaines photos

Rappel de la règle : souhaite entendre tout le monde, tous les points de vue : *«toutes les réponses sont bonnes!!»* - je vous invite à répondre spontanément, l'un à l'autre, engager des échanges et discussions

- No 1 - A Forêt épinette avec lac dans Nord
- No 2 - A \*Fjord du Saguenay (à partir du quai de Petit-Saguenay)
- No 3 - Ei Coupe à blanc en forêt
- No 4 - A \*Lac Saint-Jean, coucher de soleil en été
- No. 5 - C Berge de rivière Grande-Décharge : chalets, résidences et bateau
- No 6 - Fi Pp Camping de marina de Delisle avec vue sur rivière Grande-Décharge et Usine Alma
- No 7 - Ci Plage de la Dam-en-Terre avec bateaux et Usine Alma en arrière-Plan
- No 8 Ai Pi Grande-Décharge, halte migratoire de Saint-Cœur-de-Marie (usine Alma)
- No 9 . A \*Rivière Grande-Décharge, est du pont (hiver)
- No. 10 E Centrale Isle-Maligne avec pylônes électriques, depuis pont rivière Grande-Décharge
- No. 11 - A Rivière Petite-Décharge, chutes aux pieds de déversoir
- No 12 - Ai \* Pi - Rivière Petit-Décharge, bras de baie Trépanier, usine Alma (hiver)
- No 13 - Fi \* Carte postale de Ville d'Alma : Vue aérienne sur usine Abitibi- Price, barrage et marais
  - Paysage qui représente bien Alma aux gens de l'extérieur? Si non, quel autre paysage plus représentatif?
- No 14 - B Pp Rang Mistook (1997) : champs, route avec poteau (automne)
- No 15 - B Friche (1997) : site de la future Usine Alma avant construction (automne)
  - Connaissez-vous cette partie du territoire avant la construction de l'Usine? Y alliez-vous? Si oui, souvent? Pour quelles activités? Aujourd'hui, où faites-vous ces activités?

- Pourriez-vous me décrire les paysages de ce secteur avant la venue du projet A.D.?
- Pourriez-vous me décrire les paysages de ce secteur aujourd'hui?
- No 16 - C Sentier pédestre dans forêt (automne)
  - Endroits semblables dans les environs?
  - Vous les fréquentez?
- No 17 - B Pp Rang Mistook (1997) : champs avec vue sur clocher de Saint-Cœur-de-Marie (automne)
- No 18 - Bi \* Champ avec vaches, arrière-plan Usine Alma (été)

**PAUSE (env. 10 mns)**

**Discussion (suite) - Projection de la deuxième série de diapositives**

- No 19 - D Rang Melançon , route, maisons, (hiver)
- No 20 - Di Rang Melançon avec jeux d'enfants (bonhomme de neige) (hiver)
- No 21 - Di Maisons + usine à Laterrière
  - Comment vit-on, en tant que résidents, avec la présence d'une telle usine dans son paysage de tous les jours?
- No 22 - Ei Complexe industriel d'Arvida
- No 23 - Ei Usine Laterrière
- No 24 - Bi \*Champ dans rang Scott, lors coucher de soleil, arrière-plan Usine Alma (hiver)
  - Un des objectifs de la compagnie était d'«intégrer» le complexe industriel dans le paysage, considérez-vous que l'objectif est atteint - que cela est réussi?
  - Que pensez-vous des impacts visuels? des changements sur le caractère du lieu? architecture?
  - Êtes-vous satisfait(e) par rapport au projet et aux engagements qui ont été faits par Alcan concernant les effets sur le paysage ?)
- No 25 - E Usine Isle-Maligne (ancienne usine)
  - Aménagement en façade, que pensez-vous des efforts des industriels vs paysagement?
  - Si on compare, est-ce que Usine Alma pollue plus, moins, également que Isle-Maligne?
  - Comment la qualité de l'environnement a évolué depuis une dizaine d'années : amélioration, stable ou détérioration? Pourquoi?
- No 26 - Ci Piste cyclable, vélo-route, en avant de usine Abitibi-Price
- No 27 - Fi Pp Halte de Vélo-route : près de réservoir No ? de Petite-Décharge
- No 28 - Fi Pp Halte-Observatoire sur site Usine Alma : vue panoramique sur usine et rivière Grande-D.
  - Qui fréquente l'observatoire? Souvent? Comment vous y rendez : Auto, vélo, autres?
  - Que pensez-vous des aménagements du site industriel? (aménagement belvédère, piste cyclable, programme de plantation)
  - Êtes-vous satisfait(e) par rapport au projet et aux engagements qui ont été faits par Alcan concernant l'aménagement du site? (projet d'aménagement, participation)
  - Connaissez-vous le comité CASE? Si oui, avez-vous déjà parlé à votre représentant?
- No 29 - Ai Pp Marais Saint-Georges : panorama depuis île Saint-Anne, avec usine Alcan



- No 30 - Fi Pp Rivière Petite-Décharge section au centre-ville incluant fontaine (hiver)
- No 31 - D Centre-ville, église et cadre bâti (à contre-jour) (hiver)
- No 32 - D Avenue Dupont Nord (hiver)
- No 33 - Fi Pp\* Hôtel de ville Isle-Maligne
- No 34 - D \* Pp Quartier de Riverben (maisons patrimoniales) (hiver)

#### CONCLUSION– env. 15 mns

**Synthèse** par la chercheuse et son assistant pour permettre aux participants de confirmer, nuancer, se positionner p.r. à l'ensemble : centrer sur ce qui est plus important pour participants, pour aider à l'analyse.

**Explications :** Je vais essayer de résumer le plus possible nos échanges pour m'assurer que je vous ai bien compris et que je retiens ce qui est vraiment important pour vous en **trois grands points (thèmes)**

- 1) (5 mns) Ce que j'ai entendu – **paysages importants** pour résidents de \_\_\_\_\_
  - Paysages **aiment le plus**, importants...
  - Paysages **fréquentés**? Pour quelles activités, motifs?
  - Paysages qu'on **aiment moins** ou même on déteste? Parce que ...
  - Paysages de conflits entre différents usagers, entre autres avec industrie?
  - Paysages de projet ou à mettre en valeur, à protéger... que vous souhaiteriez que vos enfants et petits-enfants puissent voir et fréquenter à leur tour (patrimoine)?

**Question :** bien compris? Oublié des éléments? nuances, corrections??

- 2) (5 mns) P.r. objectif de recherche, comprendre place de **l'industrie** dans territoire et paysages d'Alma et de la région, comment la présence d'infrastructures et d'activités est-elle perçue par les résidents du voisinage... Concernant le cas spécifique du nouveau **complexe d'Alcan**, Incidences de l'implantation de l'aluminerie d'Alcan sur les **paysages** Almatois (résumer) :

**Question :** bien compris ? Oublié des éléments? nuances, corrections??

- 3) (5 mns) Pour moi, paysage est un thème pour aborder d'autres questions, comme qualité de vie, sentiment d'appartenance, questions de DD etc. Pour **résidents** vivant à proximité, effets particuliers, divers **incidences du projet Usine Alma** sur .. Ce que je retiens des échanges (résumé)

**Question :** bien compris ? Oublié des éléments? nuances, corrections??

**Q. Oublier choses importantes qui auraient été discutés dans la soirée??**

#### MOT DE LA FIN (3 MNS)

- Merci à tous d'avoir donné généreusement de votre temps si précieux...
- Remise de **pochette** avec résumés de travaux de l'équipe, coordonnées de la chercheuse
- Ma recherche : MSIAA, suivi social; comparaison avec région du nord de France (aluminerie et autres usines);
- Retour sur rencontre : **commentaires, suggestions** pour **améliorer ce type de rencontre?**
- **Communication** ultérieures des résultats – inscrire vos noms et coordonnées pour recevoir un résumé écrit par courrier et une invitation à assister à une réunion de diffusion des résultats.

**EXEMPLE MODIFIÉE DE LA FEUILLE RÉPONSE  
DISTRIBUÉE AUX RÉPONDANTS**

**NOTES ET COMMENTAIRES**

---



---



---

**QUE PENSEZ-VOUS DE CE PAYSAGE ...?**

No . 1

*Je n'aime pas du tout*

1                      2                      3                      4                      5                      6                      7

*J'aime beaucoup*

No . 2

*Je n'aime pas du tout*

1                      2                      3                      4                      5                      6                      7

*J'aime beaucoup*

(...)

No . 34

*Je n'aime pas du tout*

1                      2                      3                      4                      5                      6                      7

*J'aime beaucoup*

**QUELQUES QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES POUR TERMINER... ET UN GROS MERCI!!!!**

Comment avez-vous reçu de l'information sur le projet d'Alcan? Vous avez :

\_\_\_ Participé aux réunions d'information tenues par Alcan tenue *avant* le projet;

\_\_\_ Participé aux audiences publiques tenues par le *BAPE* avant le projet;

\_\_\_ Assisté à des réunions d'information organisées par Alcan *pendant* la construction (lignes électriques, activités de sautage, émissaire, émissions d'alumine, etc.);

\_\_\_ Discuté avec un membre du comité *CASE*; son nom : \_\_\_\_\_

\_\_\_ Discuté avec un représentant de Ville d'Alma (fonctionnaires, conseillers).

\_\_\_ Visité le site internet d'Alcan;

\_\_\_ Lu le bulletin distribué par Alcan;

\_\_\_ Visité le chantier lors de visites organisées par Alcan;

\_\_\_ Été sur le belvédère pour observer l'évolution du chantier ;

\_\_\_ Parlé à des représentants d'Alcan (bureau des relations publiques, responsables, etc.);

\_\_\_ Parlé à des employés que vous connaissez;

\_\_\_ Vous êtes membre du comité *CASE*;

\_\_\_ Autres (précisez) : \_\_\_\_\_

Dans quelle municipalité résidez-vous et depuis combien d'années? \_\_\_\_\_  
années

Par le passé, avez-vous déjà résidé à l'extérieur de la région? ☐ Oui ☐ Non  
Si oui, où? \_\_\_\_\_ Pendant combien d'années? \_\_\_\_\_

Avez-vous l'intention de continuer de résider dans la région pendant les 10 prochaines années?

☐ Oui ☐ Peut-être ☐ Non ☐ Ne sais pas

Vous êtes : ☐ Une femme ; ☐ Un homme

Votre âge se situe dans le groupe des:

☐ 20 - 35 ans ☐ 36 - 50 ans ☐ 51 ans - 64 ans ☐ 65 ans et plus

Vous avez complété votre dernière année d'études :

- ☐ entre la 1<sup>e</sup> et la 7<sup>e</sup> année (niveau primaire)
- ☐ entre la 8<sup>e</sup> et la 12<sup>e</sup> année (niveau secondaire, diplôme d'une école de métiers)
- ☐ au collège, CÉGEP
- ☐ à l'université
- ☐ Autres, précisez : \_\_\_\_\_

Vous ou votre conjoint travaillez pour :

- ☐ Alcan
- ☐ Un sous-traitant d'Alcan
- ☐ Abitibi-Price
- ☐ Une autre entreprise du secteur industriel (manufacturière, minière, forestière, transport lourd)
- ☐ Aucune de ces réponses

Des personnes de votre entourage (famille, amis, connaissances) travaillent pour :

- ☐ Alcan
- ☐ Un sous-traitant d'Alcan
- ☐ Abitibi-Price

**ANNEXE C**  
**SCHÉMA D'ENTREVUE INDIVIDUELLE AVEC DES RÉSIDENTS**  
**RÉGION DE DUNKERQUE – JUIN 2001**

Date : \_\_\_\_\_ Code pour retranscription : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Durée : \_\_\_\_\_  
Commentaires :

**A- TRAJECTOIRE RÉSIDENTIELLE ( Motif du choix de lieu d'habitation– ancrage, enracinement )**

- Depuis quand habitez-vous dans le secteur actuel ?
- Pour quelles raisons avez-vous choisi ce secteur ?
- Avez-vous habité ailleurs par le passé ? Si oui, où et pour quelle(s) raison(s) ?
- Relations de voisinage : Connaissances des voisins ? Activités avec eux (quelles occasions ?)

**B- PRATIQUES TERRITORIALES (Appropriation matérielle et symbolique) :**

Endroits fréquentés ? Avec qui ?

- Pour travail ?
- Pour faire les courses et autres activités du quotidien ?
- Loisirs ? été, hiver
- Vie sociale ? rencontrer la parenté, des amis, gens ...
  
- Des lieux de promenade privilégiés ?
  
- Pour prendre contact avec la nature ?
  
- Pour les longues vacances ?

**C- LE PAYS – TERRITOIRE D'IDENTIFICATION - IDENTITÉ**

- J'aimerais que vous me parliez de votre région. Comment la décririez-vous pour une personne qui ne la connaît pas ?
  
- Qu'est-ce qui fait qu'on est *Dunkerquois* ou non ? Les différences p.r. à un Parisien, un Lillois... ? Particularités de la vie ici ?
  
- Est-ce qu'il y a des endroits qu'il faut voir dans la région ?
  
- Pour faire découvrir votre région, où emmenez-vous la familles, les amis en visite ?
  
- Est-ce qu'il y a des endroits que vous ne voulez pas montrer aux étrangers (laid, dangereux, choquants) ?
  
- Quels sont les changements que vous observez depuis 20 ans ? (voir les priorités)  
... dans votre région, sur la population du voisinage, les rapports entre les voisins.

## D- QUALIFICATIONS DES PAYSAGES LOCAUX ET RÉGIONAUX

Parlez-moi des **paysages de votre région**? Décrire en qqs. mots.

Quelles sont les **caractéristiques des paysages** de votre milieu?

Existe-t-il des lieux, des **paysages que vous aimez particulièrement**, auquel vous êtes attaché(e), que vous fréquentez ou non? Certains qui éventuellement mériteraient une intervention, un statut particulier : protection, requalification?

Que pensez-vous des **industries dans les paysages** de votre région?

Que pensez-vous des **opérations d'aménagement et de paysagement** des propriétaires? de la municipalité? de la zone industrielle portuaire? Des industriels?

- Donner des exemples d'endroits réussis, non réussis

## E- COHABITATION RÉSIDENCES / GRANDES INDUSTRIES

**Vivre à proximité** de grandes industries qu'est-ce que ça **signifie de particulier** p.r. à vivre plus loin? Dans votre quotidien? Vos loisirs? Valeur de propriété?

Phénomène de «**ras-le-bol**» dans années 80, vous l'avez aussi ressenti? Exprimé? Si oui, à qui, comment?

**Mesures d'atténuation** particulières mises en place dans l'aménagement du territoire pour réduire les impacts négatifs et favoriser meilleure cohabitation : zones de vigilance, schéma d'environnement industriel, les comités de liaison.

- Que pensez-vous de l'efficacité de ces mesures?
- Ont-elles contribué à réduire les impacts?

Depuis le début des années 90, divers **lieux concertation** (ex. : SPPPI, comités de suivi) ont été mis en place, regroupant les industriels, les institutions, les élus locaux, les associations. ...

- Selon vous, est-ce que ces lieux de concertation ont contribué à **modifier concrètement** : des projets, des études, la gestion des industries, la qualité de l'environnement, le suivi?
- Vous avez déjà **été impliqué** dans un de ces lieux de concertation?
- La **place des citoyens** dans ces lieux et démarches de concertation?
- Les **améliorations à faire** dans les prochaines années?

## **F- LE CAS DU COMPLEXE *Aluminium Dunkerque* DE PÉCHINEY**

**Au début des années 90, le groupe Pechiney a commencé à parler de construire une usine ici.**

Racontez-moi comment vous avez entendu parlé du projet d'aluminerie ?

- Est-ce que vous vous étiez informé du projet ? Si oui, de quelle façon?
- Connaissiez la compagnie Pechiney ? Les alumineries ? déjà visité une usine ? habite à proximité ? comparaison usine existante / future par tonne produite et pour l'ensemble (vrai ou faux pollue moins)?
- Lors de l'annonce du projet, comment avez-vous réagi?
- Aviez-vous des **préoccupations, demandes, inquiétudes** à ce sujet?
  - Environnement
  - Tourisme industriel
  - Paysage
  - Aménagement du site
  - Processus
  - Attentes en termes de retombées économiques ou autres
- Les avez-vous exprimé? Si oui, de quelle façons? (quels lieux? rencontres individuelles, autres) Participé à l'enquête publique ? assistez à des réunions d'information du promoteur? De la ville?  
À qui vous êtes-vous adressé? (élus, associations, la compagnie)  
Y a-t-il des facteurs qui ont pu faciliter ou rendre plus difficile les discussions et échanges?

## **LA CONSTRUCTION**

- Au fur et à mesure de la construction du projet... quelles ont été vos réactions? Vos préoccupations sont-elles demeurées les mêmes, changées, nouvelles??
- Par rapport à ce que vous imaginiez du projet, avez-vous eu des surprises, impacts prévus...? (grandeur? de la visibilité – sur le paysage)
- Avez-vous ressenti les travaux de construction : bruit, trafic, odeur, perte de tranquillité, paysage, etc.

## **DÉMARRAGE – EXPLOITATION**

- Lors du démarrage, des inquiétudes ? des surprises ? des imprévus ?
- Satisfactions p.r. au projet réalisé et insatisfactions?

## **Les changements de la présence du complexe industriel sur le quotidien**

- Comment vivez-vous avec la présence de l'usine? A apporté des changements dans votre quotidien, dans votre milieu de vie?
- Est-ce que vous avez changé certaines de vos habitudes? Déplacements sur le territoire, lieux fréquentés... Loisirs, sociabilité, jardinage, lavage des légumes, etc.
- Observé des changements sur l'environnement biophysique? Végétation, eau, qualité de l'air, faune...
- Observé des changements sur le voisinage? déménagements, nouveaux résidents (quels profils), la mobilité, les relations entre les gens, les habitudes de fréquentation, leurs préoccupations, la mobilisation dans les organisations, les fêtes, l'intérêt pour les questions environnementales...

- Observé des changements sur la gestion et l'aménagement du territoire : valeur des propriétés, intentions ou projet de développement, zonage, protection du territoire...
- Observé des changements sur le développement local et régional : vocation, orientation de développement, projets.

#### **G- IMPACTS DU COMPLEXE DE PÉCHINEY SUR LE PAYSAGE**

- Connaissez-vous cette partie du territoire avant la construction du complexe de Péchiney?
- Y alliez à l'occasion? Si oui, pour quelles activités.
- Décrivez-moi les paysages de ce secteur avant la venue du projet A.D.?
- Décrivez-moi les paysages de ce secteur aujourd'hui?

#### **ÉVALUATION GLOBALE**

- Déjà allé(e) sur le site de l'usine? y allez souvent?
- Que pensez-vous de l'architecture de l'usine?
- Que pensez-vous des aménagements paysagers réalisés autour de l'usine?
- Comment jugez-vous aujourd'hui l'intégration de l'usine p.r. au paysage environnant ?

#### **H- RAPPORTS AVEC L'ENTREPRISE ET SUIVI DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT**

##### **Que pensez-vous du travail de Pechiney, AD, sur :**

- les relations avec les travailleurs?
- les relations avec les riverains?
- les relations avec les collectivités?
- les questions d'environnement?
- Êtes-vous satisfait(e) par rapport au projet et aux engagements qui étaient annoncés? Selon vous, est-ce que la compagnie a tenu ses engagements?...
- À votre avis, que disent les résidents du voisinage, les Dunkerquois aujourd'hui au sujet de l'AD?
- Vocation du site : Que signifient ou représentent ce nouveau site pour les gens d'ici : lieu de production industrielle, tourisme industriel, nouvel espace de loisir et de récréation.. ?

##### **Le comité de liaison d'AD**

- Vous avez déjà entendu parlé?
- Connaissez des personnes qui siègent sur le comité, qui?
- Avez-vous déjà eu affaire avec le comité ou fait des démarches auprès d'un de ses membres?
- **Les améliorations à faire sur la participation et le suivi environnemental** selon vous dans les prochaines années? **Suggestions.**
- Avez-vous déjà ou êtes-vous préoccupé par des questions liées à l'environnement? Si oui, lesquelles? Q. source d'info pour connaître activités de usine – pollution... impacts

- Évaluation de l'évolution de la **qualité de l'environnement** (nuisances, pollutions) depuis 1990 : amélioration, stable ou détérioration?
- Évaluation de l'évolution de la **qualité de vie** des résidents de votre milieu depuis 1990 : amélioration, stable ou détérioration?
- Est-ce que vous faites un **lien ou non avec la présence de l'aluminerie de Pechiney**?

#### **I - LE FUTUR - APPARTENANCE AU TERRITOIRE**

- Quels sont vos projets d'avenir : intention de résider encore longtemps? Êtes-vous autant attachés à votre milieu de vie?
- Est-ce que vos intentions ou projet initial ont dû être modifiés avec la venue de ce mégaprojet industriel?
- Si c'était à refaire, avec ce que vous savez maintenant, referiez-vous des choses différemment?

#### **J - PROFIL du répondant**

Lieu de résidence : \_\_\_\_\_ Nb. année : \_\_\_\_\_

Distance p.r. à Usine AD : \_\_\_\_\_

Implication dans une association du milieu ? si oui, laquelle \_\_\_\_\_

Genre : \_\_\_\_\_ Age : \_\_\_\_\_

Dernière année d'études : \_\_\_\_\_

Revenus annuels de la famille : \_\_\_\_\_

#### **FILIATION «économique» ou «sociale» avec la cie.**

- Vous travaillez pour AD? Un sous-traitant?
- Connaissez-vous des gens de votre entourage immédiat qui a travaillé la construction de usine ? conjoint / enfants ; famille élargie (sœur, frère, oncle, tante, neveu, ), amis ; connaissance
- Connaissez-vous des gens de votre entourage immédiat qui travaillent dans usine AD ? conjoint / enfants ; famille élargie (sœur, frère, oncle, tante, neveu, ), amis ; connaissance
- Connaissez-vous des gens de votre entourage immédiat qui travaillent sous-traitant dans usine AD ? conjoint / enfants ; famille élargie (sœur, frère, oncle, tante, neveu, ), amis ; connaissance
- Une association ou organisation ans laquelle vous êtes impliqué a reçu des subventions pour fonctionnement, infrastructures, activités ? Travaillez pour la cie, contrats ?



## BIBLIOGRAPHIE

### I. OUVRAGES GÉNÉRAUX MULTIDISCIPLINAIRES

- ANSELME, Michel et Claudie GONTHIER. 1992. «Marseille, le port habité. La communauté portuaire et ses obligés». *Les annales de la Recherche Urbaine*. N° 55-56 : 148-155.
- ANTOINE, Serge. 2001. «Évaluation environnementale, études d'impact et développement durable : bilan, évolution et perspectives» dans *Les évaluations environnementales stratégiques*, actes du 5<sup>e</sup> colloque international des spécialistes francophones en évaluation d'impacts. Montréal : Secrétariat francophone de l'AIÉ/IAIA. p. 37-44.
- AUSTIN, Diane. 2000. «Community Participation in EIA Follow-up» dans *Follow-up Stream Hong Kong 2000* (CD-ROM). Hull, Canada: IAIA and Environment Canada, éditeurs. 15 p.
- ARTS, Jos, Paula CALDWELL et Michel TACHÉ. 2000. «EIA Follow-up : Good Practice and Future Directions. A discussion Paper» dans *Follow-up Stream Hong Kong 2000* (CD-ROM). Hull, Canada: IAIA and Environment Canada. 19 p.
- BAILLY Antoine, Philippe BRUN, Roderick J. LAWRENCE et Marie-Claire REY. 2000. *Développement social durable des villes. Principes et pratiques*. Paris : Anthropos. 170 p.
- BEAUDRY, Raymons et Hugues DIONNE. 1996. «Vivre quelque part comme agir subversif: les solidarités territoriales». *Recherches sociographiques*. Vol. 37 (3) : 537-557.
- BECK, Ulrich. 2001 (1986). *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Aubier. 521 p.
- BECK, Ulrich. 1996 «Risk Society and the Provident State» dans *Risk, Environment and Modernity. Towards a New Ecology* (S. Lash, B. Szerszynski et B. Wynne ed.). London: Sage publications. p. 27-43.
- BENKO, Georges et Alain LIPIETZ (ed.). 1992. *Les régions qui gagnent*. Paris : PUF.
- BENKO, Georges et Alain, LIPIETZ. 1999. *La géographie économique revisitée à l'aube du III<sup>e</sup> millénaire*. No. 1. Note de recherche du Centre d'Études et de Recherches Urbaines et Régionales. Paris : Université de Paris 1. 17 p.
- BERQUE, Augustin. 2000. *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*. Paris : Belin.
- BERQUE, Augustin. 1995 (1991). «De paysages en outre-pays» dans *La théorie du paysage en France (1974-1994)* (sous la dir. de A. Roger). Seyssel : Champ Vallon. p. 346-359.
- BERQUE, Augustin. 1994. «Paysage, milieu, histoire» dans *Cinq propositions pour une théorie du paysage* (sous la direction d'A. Berque). Seyssel : Champ Vallon. p. 13-29.
- BERQUE, Augustin. 1990. *Médiance : de milieux en paysage*. Montpellier : Reclus.
- BERQUE, Augustin, CONAN Michel, DONADIEU, Pierre, LASSUS, Bernard et Alain ROGER. 1999. *Mouvance. Cinquante mots pour le paysage*. Paris: Éditions de la Villette, Passage. 99 p.
- BERTRAND, Georges. 1995 (1978). «Le paysage entre la Nature et la Société» dans *La théorie du paysage en France (1974-1994)* (sous la dir. de A. Roger). Seyssel: Champ Vallon. p. 88-108.
- BESSE, Jean-Marc. 1992. «Entre modernité et postmodernité : la représentation paysagère de la nature» dans *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance* (sous la direction de M.-C. ROBIC). Paris : éditions Économica. p. 89-121.
- BETHEMONT, Jacques. 2004. «Le paysage entre la loi, le temps et l'espace – références françaises». *Géographes*. N° 14 : 25-30.
- BLOWERS, Andrew. 1999. «Nuclear Waste and Landscapes of Risk». *Landscape Research*. Vol. 24 (3) : 241-264.
- BLOWERS, Andrew et Pieter LEROY. 1994. «Power, Politics and Environmental Inequality : A Theoretical and Empirical Analysis of the Process of «peripheralisation»». *Environmental Politics*. Vol. 3 (2) : 197-228.

- BOUCHER, Jacques-L. et Daniel TREMBLAY. 1999. «La gouvernance locale : enjeux scientifiques et politique». *Économie et Solidarités*, numéro spécial, La gouvernance locale. Vol. 30, N° 2 : 1-6.
- BRANCH, Kristi M. et Helen ROSS. 2000. «Scoping for Social Impact Assessment» dans *Social Impact Analysis. An Applied Anthropology Manual* (Laurence R. Goldman ed.). New York : Berg. p. 93-126.
- BRODHAG, Christian. 2003. *SD 21000 un outil pour le développement durable*. Présentation faite à la DRIRE Picardie, 27-28 octobre, disponible sur internet: [http://www.picardie.drire.gouv.fr/dd/Outils\\_fichiers/brodhagsd21000.pps](http://www.picardie.drire.gouv.fr/dd/Outils_fichiers/brodhagsd21000.pps) (consultée le 6 juin 2004).
- BRODHAG, Christian. 2001. «Gouvernance et évaluation dans le cadre du développement durable». Séminaire *Gouvernance territoriale et outil d'aide à la négociation*. Saint-Étienne.
- BULLARD, Robert D. 1994. *Dumping in Dixie. Race, Class, and Environmental Quality*. Boulder, CO : Westview Press. 195 p.
- BULLARD, Robert D. et Beverly H. WRIGHT. 1993 (1991, 1990). «The Quest for Environmental Equity : Mobilizing the African-American Community for Social Change» dans *American Environmentalism. The U.S. Environmental Movement, 1970-1990* (édité par R.E. Dunlap et A. Mertig). Philadelphia : Taylor & Francis. p. 39-49.
- BUREAU, Luc. 1977. «Des paysages, des idées et des hommes : le projet collectif de Charlevoix». *Les Cahiers de Géographie du Québec*. Vol. 21 (53-54) : 187-220.
- BURDGE, Rabel J. 2002. «Why is social impact assessment the orphan of the assessment process?». *Impact Assessment and Project Appraisal*. 20 (1) : 3-9.
- CADIOU, Nadine et Yves, LUGINBUHL. 1995. «Modèles paysagers et représentations du paysage en Normandie-Maine» dans *Paysage au pluriel. Pour une approche ethnologique des paysages*. Collection Ethnologie de la France. Cahier N° 9 : 19-34.
- DE CARLO, Laurence. 1997. «Les procédures de consultation publique en aménagement au Québec, outils de gouvernementalité» dans *Ces réseaux qui nous gouvernent?* (M. Gariépy et M. Marié, eds.). Paris : L'Harmattan. p. 425-451.
- CARRIER, Mario et Serge CÔTÉ (sous la direction de). 2000. *Gouvernance et territoires ruraux*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- CASHMORE, Matthew. 2004. «The role of science in environmental impact assessment : Process and procedure versus purpose in the development of theory». *Environmental Impact Assessment Review*. Vol. 24 (4) : 403-426.
- CASHMORE, Matthew, GWILLIAM, Richard, MORGAN, Richard, COBB, Dick et Alan BOND. 2004. «The interminable issue of effectiveness: substantive purposes, outcomes and research challenges in the advancement of environmental assessment theory». *Impact Assessment and Project Appraisal*. Vol. 22 (4) : 295-310.
- CASASSUS-MONTERO, Cecilia et Daniel HIERNAUX. 1987. *Espace industriel, espace social. Étude comparative de deux sites industriels : Fos-sur-Mer (France) Las Truchas (Mexique)*. Rapport de recherche. Paris : Groupe de Sociologie du Travail, CNRS, Université Paris VII. 212 p. et annexes.
- CASTELLS, Manuel et Francis GODARD, avec la collaboration de Vivian BALANOWSKI. 1974. *Monopolville. Analyse des rapports entre l'entreprise, l'État et l'urbain à partir d'une enquête sur la croissance industrielle et urbaine de la région de Dunkerque*. Paris : éditions Mouton. 496 p.
- CAUQUELIN, Anne. 1989. *L'invention du paysage*. Paris : Plon. 181 p.
- CHIASSON, Guy. 1999. «La gouvernance locale, à la fois risquée et favorable pour l'intérêt public». *Économie et Solidarités*. Numéro spécial, La gouvernance locale. Vol. 30 (2) : 7-20.
- CHOUQUER, Gérard. 2001. «Nature, environnement et paysage au carrefour des théories». *Études rurales*. 157-158 : 235-252.
- CLAVAL, Paul. 2003. *Géographie culturelle. Une nouvelle approches des sociétés et des milieux*. Paris: Armand Colin. 287 p.

- CLAVAL, Paul. 1999. «Qu'apporte l'approche culturelle à la géographie?». *Géographie et Cultures*. N° 31 : 5-24.
- CLAVAL, Paul. 1994. «L'analyse des paysage». *Géographie et Cultures*. N° 13 : 55-74.
- CLOAREC, Jacques. 1995. «Un village se penche sur son paysage» dans *Paysage au pluriel. Pour une approche ethnologique des paysages*. Collection Ethnologie de la France. Cahier N° 9 : 195-207.
- CLOAREC, Jacques, COLLOMB, Gérard et Bernard KALAORA. 1989. «Préface» «Crise du paysages?». *Ethnologie française*. Vol. 19 (3) : 197-200.
- CLOAREC, Jacques. 1984. «Des paysages». *Études rurales*. N° 95-96 : 267-290.
- COANUS, Thierry, DUCHÊNE, François et Emmanuel MARTINAIS. 1999. *La ville inquiète. Développement urbain, gestion du danger et vie quotidienne sur trois sites «à risques» de la grande région lyonnaise (fin XIXème – fin XXème s.)*. Rapport de recherche. Lyon : Laboratoire RIVES – UMR CNRS 5600. École nationale des travaux publics de l'État. 621 p.
- COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT (CMED). 1987. *Notre Avenir à Tous*. Les éditions du Fleuve. 454 p.
- CONAN, Michel. 1993. «La nature, la religion et l'identité américaine» dans *Les sentiments de la nature* (sous la direction de D. Bourg). Paris : La Découverte. p. 175-195.
- CONAN, Michel. 1994. «L'invention des identités perdues» dans *Cinq propositions pour une théorie du paysage* (sous la direction de A. Berque). Seyssel : édition Champ Vallon. p. 33-49.
- CONAN, Michel. 1995 (1991). «Généalogie du paysage» dans *La théorie du paysage en France (1974-1994)* (sous la dir. de A. Roger). Seyssel : édition Champ Vallon. p. 360-378.
- CONSEIL CANADIEN DE LA RECHERCHE SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE (CCRÉE). 1985. *Évaluation des incidences sociales : Exposé de la recherche*. Hull : CCRÉE. 13 p. et annexes
- COSGROVE, Denis E. 2003. «Landscape and the European Sense of Sight – Eyeing Nature» dans *Handbook of Cultural geography* (Kay Anderson, Mona Domosh, Steve Pile and Nigel Thrift, éditeurs). Londres, Thousand Oaks, New Delhi : Sage. p. 249-268.
- COSGROVE, Denis E. 1998 (1984). *Social formation and symbolic landscape*. Madison, Wisconsin: The University of Wisconsin Press. 293 p.
- COSGROVE, Denis E. 1983 «Towards a radical cultural geography : problems of theory». *Antipode. A radical Journal of Geography*. Vol. 15 (1) : 1-11.
- CRESWELL, Tim. 2003. «Landscape and the Obliteration of Practice» dans *Handbook of Cultural geography* (K. Anderson, M., Domosh, S. Pile et N. Thrift, éditeurs). Londres : Sage. p. 269-281.
- DAKIN, Susan. 2003. «There's more to landscape than meets the eye: toward inclusive landscape assessment in resource and environmental management». *Le Géographe canadien*. Vol. 47 (2) : 185-200.
- DANSEREAU, Pierre. 1994. «La pondération écologique du patrimoine» dans *Environnement et développement. Questions éthiques et problèmes socio-politiques* (sous la direction de J.A. Pradès, J.-G. Vaillancourt et R. Tessier). Montréal: Éditions Fides. p. 317-372.
- DEARDEN, Philip. 1987. «Consensus and a Theoretical Framework for Landscape Evaluation». *Journal of Environmental Management*. Vol. 34 : 267-278.
- DEARDEN, Philip et Barry SADLER (éditeurs). 1989. *Landscape evaluation: Approaches and applications*. Victoria: Western Geographical Series, Vol. 25. 305 p.
- DEBROUX, Josette. 1995. «Enquête sur un étrange succès: l'analyse paysagère dans le massif de Belledonne» dans *Paysage au pluriel. Pour une approche ethnologique des paysages*. Collection Ethnologie de la France. Cahier No. 9 : 209-218.
- DÉCAMPS, Henri. 2000. «Demanding more of landscape research (and researchers)». *Landscape and Urban Planning*. 47 : 105-109.

- DEMAZIÈRE, Christophe. 2000. *Entreprises, Développement économique et Espace urbain*. Paris : Éditions Anthropos, collection Villes. 189 p.
- DI MÉO, Guy. 1999. «Géographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales». *Cahiers de Géographie du Québec*. Vol. 43 (118) : 75-93.
- DIONNE, Hugues. 1996. «L'art de vivre: base des mobilisations villageoises». *Économie et Solidarités*. Vol. 28 (1) : 19-29.
- DIONNE, Hugues et Pierre-André TREMBLAY. 1999. «Mobilisation, communautés et société civile sur la complexité des rapports sociaux contemporains» dans *Vers un nouveau pacte social? État, entreprises, communautés et territoire régional* (sous la direction de P.A. Tremblay). Chicoutimi: GRIR/UQAC. p. 89-104.
- DOMON, Gérald, BEAUDET, Gérard et Martin JOLY. 2000. *Évolution du territoire laurentien : caractérisation et gestion des paysages*. Montréal.
- DONADIEU, Pierre. 1998. «Du désir de campagne à l'art du paysagiste». *L'Espace géographique*. No 3 : 193-203.
- DUBOST, Françoise. 1991. «Problématique du paysage. État des lieux». *Études rurales*. p. 219-234.
- DUBOST, Françoise et Bernadette LIZET. 1995. «Pour une ethnologie du paysage». *Paysage au pluriel. Pour une approche ethnologique des paysages*. Collection Ethnologie de la France. Cahier No. 9 : 225-240.
- DUBREUIL-HÉRIARD Gilles et Serge GADBOIS. 2001. *Concertation autour des sites industriels. Retour d'expériences internationales. Participation des associations à la concertation en France*. Rapport final non-publié remis à l'Institut de Protection et de Sécurité Nucléaire. Paris : Mutadis. 105 p.
- DUCHÊNE, François. 1999. *Territoires de la chimie. Rhône-Poulenc et la construction de l'agglomération roussillonnaise*. Thèse de doctorat en géographie. Université Jean Monnet de Saint-Étienne. Lyon. 686 p.
- DUCRUC, Jean-Pierre. 1985. «Le système écologique : un niveau privilégié du paysage» dans *Paysage et système* (sous la direction de V. Berdoulay et M. Phipps). Ottawa : éditions de l'Université d'Ottawa. p. 23-32.
- EPSTEIN, Judith A. 1995. «Paysage de mine, paysage miné». *Paysage au pluriel. Pour une approche ethnologique des paysages*. Collection Ethnologie de la France. Cahier No 9 : 123-133.
- EPSTEIN, Judith Anne. 1993. «Montréal: nuances et vues de près». *Trames*. Revue de la Faculté d'aménagement de l'Université de Montréal. N° 9 : 20-25.
- EPSTEIN, Judith Anne. 1993b. «La qualité des paysages de Point-aux-Trembles (Est de l'île de Montréal)» dans *Actes du Symposium international sur la conservation des squares et parcs urbains*. p. 147-150.
- EPSTEIN, Judith Anne. 1981. «Les paysages: espaces sans nom». *Les annales de la recherche urbaine*. No 10-11 : 54-81.
- FACCHINI, François. 1995 (1994). «L'évaluation du paysage: revue critique de la littérature». *Problèmes économiques*. No 2 (432) : 7-15.
- FORTIN, Marie-José. 2006. «Le paysage, cadre d'évaluation pour une société réflexive» dans *De la connaissance des paysages à l'action paysagère*, Actes du colloque tenu à Bordeaux. (à paraître)
- FORTIN, Marie-José. 2004. «Les paysages industriels comme lieu de médiation des rapports entre firmes productives et communautés locales» dans *L'urbain, un enjeu environnemental* (sous la dir. de M. Boisvert, avec la collaboration de P. Negron). Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec. p. 189-216.
- FORTIN, Marie-José. 2002. «Les analyses paysagères dans l'évaluation environnementale au Québec : paradigmes en action». *Annales des Ponts et Chaussées*. No 104 : 11-19.
- FORTIN, Marie-José et Christiane, GAGNON. 2002. «Paysages identitaires et ruralité de proximité : regards croisés à Petit-Saguenay (Québec)». *Le Géographe canadien*. Vol. 46 (4) : 337-346.
- FRÉMONT, Armand. 1976. *La région, espace vécu*. Paris : Presses universitaires de France. 223 p.

- FREUDENBURG, Nicolas et STEINSAPIR, Carol. 1992 (1991, 1990). «Not in Our Backyards : The Grassroots Environmental Movement» dans *American Environmentalism. The U.S. Environmental Movement, 1970-1990* (édité par R.E. Dunlap et A. Mertig). Philadelphie : Taylor & Francis. p. 27-37.
- FREUDENBURG William R. et Robert, GRAMBLING. 1992. «Community Impacts of Technological Change : Toward a Longitudinal Perspective». *Social Forces*. (4) : 937-955.
- FRONT COMMUN QUÉBÉCOIS POUR UNE GESTION ÉCOLOGIQUE DES DÉCHETS (FCQGED). 2000. *Les comités de vigilance liés aux installations d'élimination des déchets au Québec: bilan et perspectives*. Rapport non-publié. Montréal. 66 p.
- GAGNON, Christiane. 2001. «Gouvernance environnementale et évaluation des impacts sociaux. Un défi de citoyenneté» dans *Géographie et société* (sous la dir. de S. Laurin, J.-L. Klein et C. Tardif). Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec. p. 257-269.
- GAGNON, Christiane et Marie-José Fortin. 1999. «La gouvernance environnementale locale : où est le timonier?». *Économie et Solidarités*. Vol. 30 (2) : 94-111.
- GAGNON, Christiane. 1994-1995. «Développement local viable : approches, stratégies et défis pour les communautés». *Coopérative et développement*. 26 (2) : 61-82.
- GAGNON, Christiane. 1994. *La recomposition des territoires. Développement local viable*. Paris: L'Harmattan, collection Logiques sociales. 272 p.
- GAGNON, Christiane, HIRSCH, Peter et Richard, HOWITT. 1993. «Can SIA empower Communities?». *Environmental Impact Assessment Review*. Vol XIII, no. 4 : 229-253.
- GAGNON, Christiane et Juan-Luis KLEIN. 1991. «Le partenariat dans le développement local : tendances actuelles et perspectives de changement social». *Cahiers de géographie du Québec*. Vol 45 (95) : 239-255.
- GAGNON, Christiane, LEPAGE, Louison, GAUTHIER, Mario, et Gilles CÔTÉ. 2002. *Analyse et évaluation environnementale de dix comités québécois de suivi environnementale*. Chicoutimi : GRIR / UQAC.
- GAGNON, Christiane et Marie-France Turcotte. 2004. *Comités de concertation en environnement et en santé environnementale : nouvelle gouvernance?* Montréal : Cahiers de l'ARUC-économie sociale. 55 p. et ann.
- GARIÉPY, Michel. 1999. «L'analyse de paysage au sein de l'évaluation environnementale ou l'aménagement à l'ère de la rectitude politique» dans *Le paysage, territoire d'intentions* (P. Poullaouec-Gonidec, M. Gariépy, B., Lassus, sous la direction de). Montréal, Paris : L'Harmattan. p. 95-113.
- GARIÉPY, Michel. 1997. «L'évaluation environnementale "à la québécoise" dans le déploiement du réseau d'infrastructures d'Hydro-Québec» dans *Ces réseaux qui nous gouvernent?* (M. Gariépy et M. Marié, éditeurs). Montréal, Paris : L'Harmattan. p. 425-451.
- GAUVIN, Pauline. 1992. *L'affrontement Hydro-Québec / Contestation Portneuf Lotbinière*. s.l.: Paulymédia. 366 p.
- GENDRON, Corinne, avec la collaboration de Christiane GAGNON. 2004. *Développement durable et économie sociale : convergences et articulations*. Cahiers de l'ARUC-ÉS, no R-17-2004. 36 p.
- GENDRON, Corinne et Jean-Pierre, REVÉRET. 2000. «Le développement durable». *Économies et Sociétés*. série F (37) : 11-124.
- GEORGE, Clive. 1999. «Testing for sustainable development through environmental assessment». ». *Environmental Impact Assessment Review*. Vol. 19 (2) : 175-200.
- GIDDENS, Anthony. 1994 (1990). *Les conséquences de la modernité*. Paris : L'Harmattan. 192 p.
- GILLY, Jean-Pierre et André TORRE (sous la direction de). 2000. *Dynamiques de proximité*. Paris : L'Harmattan, collection Emploi, Industrie et Territoire. 301 p.
- GOULD, Kenneth A., SCHAINBERG, Allan et Adam S. WEINBERG. 1996. *Local Environmental Struggles. Citizen Activism in the Treadmill of Production*. Cambridge : Cambridge University Press. 239 p.

- GOULD, Kenneth A., WEINBERG, Adam S. et Allan SCHAINBERG. 1993. «Legitimizing Impotence: Pyrrhic Victories of the Modern Environmental Movement». *Qualitative Sociology*. Numéro spécial Social Equity and Environmental Activism: Utopias, Dystopias and Incrementalism (éditeur invité Allan Schnaiberg). Vol. 16, no 3: 207-246.
- GRAMBLING, Robert et William R. FREUDENBURG. 1992. «Opportunity-Threat, Development, and Adaptation : Toward a Comprehensive Framework for Social Impact Assessment». *Rural Sociology*. Vol. 57 (2) : 216-234.
- GREIDER, Thomas et Lorraine, GARKOVICH. 1994. «Landscapes : The Social Construction of Nature and the Environment». *Rural Sociology*. Vol. 59(1) : 1-24.
- GREIDER, Thomas et Ronald L. LITTLE. 1988. «Social Action and social impacts : subjective interpretation of environmental change». *Society and Natural Resources*. (1) : 44-55.
- GROUPE-CONSEIL SUR LA POLITIQUE DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUÉBEC (GCPPCQ). 2000. *Notre patrimoine, un présent du passé*. Québec : Ministère de la Culture et des Communications. 237 p. Disponible en ligne ([www.politique-patrimoine.org](http://www.politique-patrimoine.org)).
- GROUPE VIAU INC. en collaboration avec LE GROUPE CONSEIL ENTRACO INC. 1992. *Méthode d'étude du paysage pour les projets de lignes et de postes de transport et de répartition*. Pour le service Ressources et Aménagement du territoire, direction Recherche et Encadrements, Vice-présidence Environnement, Hydro-Québec. 325 p. et annexes.
- GUAY, Louis, DOUCET, Laval, Luc BOUTHILLIER, et Guy DEBAILLEUL. 2004. *Les enjeux et les défis du développement durable. Connaître, décider, agir*. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval. 382 p.
- GUAY, Pierre-Yves. 2004. «Les études d'impact sur l'environnement. De la technicité à l'axiologie» dans *L'urbain, un enjeu environnemental* (sous la dir. de M. Boisvert, avec la collaboration de P. Negron). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec. p. 97-121.
- GUAY, Pierre-Yves. 1987. *Introduction à l'urbanisme: approches théoriques, instruments et critères*. Montréal: Modulo Éditeur. 178 p.
- GUINDANI, Sylvain et BASSAND, Michel. 1982. *Maldéveloppement régional et identité: pour un développement endogène*. Lausanne : Presses polytechniques romanes.
- HAMEL, Pierre. 2003. «Enjeux institutionnels et défis politiques» dans *Développement durable et participation. De la contestation écologiste aux défis de la gouvernance* (sous la dir. de C. Gendron et J.-G. Vaillancourt. Montréal : Les presses de l'Université de Montréal. p. 377-392.
- HAMEL, Pierre. 1999. «La consultation publique et les limites de la participation des citoyens aux affaires urbaines». *Recherches sociographiques*. Vol. XL (3) : 435-466.
- HAYEUR, Gaétan. 2001. *Synthèse des connaissances environnementales acquises en milieu nordique de 1970 à 2000*. Montréal : Hydro-Québec. 110 p.
- HEWITT DE ALCANTARS, Cynthia. 1998. «Du bon usage de gouvernance». *Revue internationale des sciences sociales*, numéro spécial sur la gouvernance. Vol. LX, no 1 : 109-118.
- HOWITT, Richard. 2003. «Local and non-specialist participation in impact assessment» dans *Strategic Management of Environmental and Socio-Economic Issues: A Handbook* (Liu, CQ, Zhao, Z, Xiao, T et J. Guha, éditeurs). Chine : Guizhou Science and Technology Publishing. House: 27-36.
- HOWITT, Richard et Sandra SUCHET-PEARSON. 2003. «Ontological Pluralism in Contested Cultural Landscapes» dans *Handbook of cultural geography* (K. Anderson, M. Domosh, S. Pile et N. Thrift, éditeurs). Londres, Thousand Oaks : Sage. p. 557-569.
- HOWITT Richard et Susan, JACKSON. 2000. «Social Impact Assessment and Linear Projects» dans *Social Impact Analysis. An Applied Anthropology Manual*. Manual (L. R. Goldman éditeur). New York: Berg. p. 257-294.

- HUNSBERGER, Carol A, GIBSON, Robert B. et Susan WISMER (in press) «Citizen involvement in sustainability-centred environmental assessment follow-up». *Environmental Impact Assessment Review*. (consulté en ligne le 23 mars 2005)
- INGLEHART, Ronald. 1995. «Modification des valeurs, développement économique et évolution politique». *Revue internationale des sciences sociales*. Vol. XLVII (3) : 433-459.
- IRWIN, Alan. 1995. *Citizen Science. A Study of People, Expertise and Sustainable Development*. Londres, New York : Routledge. 198 p.
- IRWIN, Alan, SIMMONS, P. et G. WALKER. 1999. «Faulty environments and risk reasoning : the local understanding of industrial hazards». *Environment and Planning*. Vol. 31 : 1311-1326.
- JACOBS, Peter. 1999. «Paysage du Nunavik, territoire du Nouveau-Québec» dans *Le paysage, territoire d'intentions* (P. Poullaouec-Gonidec, M. Gariépy, B. Lassus, sous la direction de). Montréal, Paris : L'Harmattan. p. 115-136.
- JACOBS, Peter et Peter, MULVIHILL. 1995. «Ancient lands : new perspectives. Towards multi-cultural literacy in landscape management». *Landscape and Urban Planning*. 32: 7-17.
- JACOBS, Peter. 1994. «La prophétie à vos propres risques : rétrospective et prospective», discours prononcé dans le cadre du 14<sup>e</sup> congrès annuel de l'*International Association for Impact Assessment*. Québec. 21 p.
- JEAN, Bruno. 1997 *Territoires d'avenir. Pour une sociologie de la ruralité*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, collection Sciences Régionales.
- JEAN, Bruno. 1995. «S'approprier le développement : le développement local et le développement durable comme formes de développement approprié» dans *L'éthique du développement entre l'éphémère et le durable* (sous la direction de J. Dufour, J-L. Klein, M.-U. Proulx et A. Rada-Donath). Chicoutimi: GRIR, Université du Québec à Chicoutimi. p. 299-320.
- JESSOP, Bob. 1998. «L'essor de la gouvernance et ses risques d'échec : le cas du développement économique». *Revue internationale des sciences sociales*, numéro la gouvernance. Vol. LX (1) : 31-49.
- JOLLIVET, Marcel (éditeur). 2001. *Le développement durable, de l'utopie au concept. De nouveaux chantiers pour la recherche*. Amsterdam, Paris : Elsevier.
- JONES, Murray G. 2002. «Social Impact Assessment : More than Ever a Business Need». *Business and Industry Series* (IAIA). No 1 : 4.
- JUILLET, Luc et Caroline ANDREW. 1999. «Développement durable et nouveaux modes de gouvernance locale : le cas de la Ville d'Ottawa». *Économie et Solidarité*. Vol. 30 (2) : 75-93.
- JUTRAS, Carole et Claude MICHAUD. 2004. «Protection et mise en valeur du paysage: Où en sommes-nous aujourd'hui au Québec et quelle est la contribution du ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir?». *Géographes*. Vol. 14 : 35-40.
- KLEIN, Juan-Luis. 2004. «Vers le développement par l'initiative locale: une perspective opérationnelle». Communication présentée lors du colloque *Le développement des communautés et l'économie sociale à l'heure de la reconfiguration de l'État*. 29 octobre, Chicoutimi. 9 p.
- KLEIN, Juan-Luis. 1997. «L'espace local à l'heure de la mondialisation, la part de la mobilisation sociale». *Les Cahiers de géographie du Québec*. Vol. 41 (114): 367-380.
- KLEIN, Juan-Luis et Jean-Philippe WAAUB. 1996. «Reconversion économique, développement local et mobilisation sociale : le cas de Montréal». *Recherches sociographiques*. Vol. 37 (3) : 497-515.
- KLEIN, Juan-Luis et Christiane GAGNON. 1989. *Le social apprivoisé. Le mouvement associatif, l'État et le développement local*. Hull : Éditions Asticou. 146 p.
- LAFONTAINE, Danielle et Nicole THIVIERGE. 1999. «Région fragiles : problèmes et défis» dans *Les régions fragiles face à la mondialisation. Stratégies communautaires, technologiques et culturelles d'innovation et de valorisation*. Rimouski : GRIDEQ-GRIR. p. vii-xxiii.

- LANE, Marcus B., ROSS, Helen et Allan DALE. 1997. «Social Impact Research : Integrating the Technical, Political, and Planning Paradigms». *Human Organization*. Vol. 56 (3) : 302-310.
- LASSUS, Bernard. 1991. *Les continuités du paysage. Urbanisme*. No 250.
- LASSUS, Bernard. 1977. *Jardins imaginaires*. Paris : Les Presses de la connaissance. 191 p.
- LAWRENCE, David P. 2004. *The Significance of Social and Economic Impacts in Environmental Assessment*. Rapport de recherche préparé pour Research and Development Monograph Series, 2003. 238 p. et annexes
- LEROY, Pieter. 2003. «Un bilan de la sociologie de l'environnement en Europe» dans *Développement durable et participation. De la contestation écologiste aux défis de la gouvernance* (sous la dir. de C. Gendron et J.-G. Vaillancourt. Montréal : Les presses de l'Université de Montréal. p. 25-48.
- LIPIETZ, Alain. 2000. «Géographie culturelle, économique politique et écologie». *Géographie, Économie, Société*. Vol. 2 (2) : 271-288.
- LOTHIAN, Andrew. 1999. «Landscape and the philosophy of aesthetics : is landscape quality inherent in the landscape or in the eye of the beholder?». *Landscape and Urban Planning*. 44 : 177-198.
- LUGINBÜHL, Yves. 2003. *Bien-être individuel et social et paysage*. Rapport présenté au Conseil de l'Europe dans le cadre des ateliers sur la mise en œuvre de la Convention européenne du paysage. 28 et 29 novembre. 20 p.
- LUGINBÜHL, Yves. 2003b. «Temps social et temps naturel dans la dynamique des paysages.» dans *Les temps du paysage* (P. Poullaouec-Gonidec, S. Paquette et G. Domon, éditeurs). Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal. p. 85-104.
- LUGINBÜHL, Yves. 2001. *La demande sociale de paysage*. Rapport non publié présenté au Conseil national du paysage de France. 21 p.
- LUGINBÜHL, Yves. 1998. «Symbolique et matérialité du paysage». *Revue de l'économie méridionale*. Vol. 46 (183) : 235-245.
- LUGINBÜHL, Yves (sous la direction de), avec la collaboration de SIGG, Katia et Xavier TOUTAIN. 1993. *Sensibilités paysagères. Modèles paysagers*. Paris : Laboratoire CNRS LADYSS. Rapport de recherche non-publié. 117 p.
- LUGINBÜHL, Yves. 1989. «Paysage élitare et paysages ordinaire». *Ethnologie française. Crise du paysage?*. Vol. 19, no 3 : 227 – 238.
- LUGINBÜHL, Yves. 1989b. *Paysages. Textes et représentations du siècle des Lumières à nos jours*. Lyon : La Manufacture. 268 p.
- MARCEL, Odile. 1994. «Le paysage comme objet philosophique». *Géographie et Cultures*. N° 13 : 3-22.
- MARGERUM Richard D. 1999. «Integrated Environmental Management : The Foundation for Successful Practice». *Environmental Management*. Vol. 24 (2) : 151-166.
- MARSHALL, Ross. 2002. «It's Good to Talk : The importance of Consultation in SIA». *Business & Industry Series*. N° 1 : 5.
- MARTIN, Brian et Evelleen RICHARDS. 1995. «Scientific knowledge, Controversy, and Public Decision Making» dans *Handbook of Science and Technology Studies* (Jasanoff, et al., eds). Thousand Oaks : Sage Publications. p. 507-525.
- MATLESS, David. 2003. «The Properties of Landscape» dans *Handbook of Cultural geography* (K. Anderson, M., Domosh, S. Pile et N. Thrift, éditeurs). Londres : Sage. p. 227-232.
- MEBRATU, Desta. 1998. «Sustainability and sustainable development : historical and conceptual review». *Environmental Impact Assessment Review*. Vol 18 : 493-520.
- MEMON, P.A. 2000. «Devolution of environmental regulation : environmental impact assessment in Malaysia». *Impact Assessment and Project Appraisal*. Vol. 18 (4) : 283-293.



- MERCIER, Guy. 2002. «La norme paysagère. Réflexion théorique et analyse du cas québécois». *Les Cahiers de géographie du Québec*. Vol. 46 (129) : 357-392
- MITCHELL, David. 2003. «Dead Labor and the Political Economy of Landscape – California Living, California Dying.» dans *Handbook of Cultural geography* (K. Anderson, M., Domosh, S. Pile et N. Thrift, éditeurs). Londres : Sage. p. 233-248.
- MONTPETIT Caroline, POULLAOUEC-GONIDEC Philippe et Geneviève SAUMIER. 2002. «Paysage et cadre de vie au Québec : réflexion sur une demande sociale émergente et plurielle.» *Les Cahiers de Géographie du Québec*. Vol. 46 (128) : 165-189.
- MORMONT, Marc, Catherine MOUGENOT et Christine DASNOY. 2001. *Un modèle de circulation pour une politique expérimentaliste du développement durable*. Arlon. (Disponible sur le web, consulté le 14 juin 2004)
- MORRISON-SAUNDERS, Angus, BAKER, Jill et Jos ARTS. 2003. «Lessons from practice : towards successful follow-up». *Impact Assessment and Project Appraisal*. Vol. 21(1): 43-56.
- MORRISON-SAUNDERS, Angus et John BAILEY. 2000. «Exploring the EIA / Environmental Management Relationship : Follow-up for Performance Evaluation» dans *Follow-up Stream Hong Kong 2000* (CD-ROM). Hull, Canada: IAIA et Environment Canada, éditeurs. 9 p.
- MURDOCH, Jonathan. 1993. «Sustainable Rural Development : towards a Research Agenda». *Geoforum*. Vol. 24 (3) : 225-241.
- PÂQUET, Josée. 1993. *Seuls d'acceptabilité de l'impact des coupes à blanc sur la qualité esthétique des paysages forestiers boréaux*. Mémoire présenté pour l'obtention de la maîtrise en Aménagement du territoire et développement régional, Université Laval.
- PAQUETTE, Sylvain et Gérald DOMON. 1999. «Agricultural Trajectories (1961-1991), Resulting Agricultural Profiles and Current Sociodemographic Profiles of Rural Communities in Southern Quebec (Canada): A typological Outline» *Journal of Rural Studies*. Vol. 15 (3) : 279-295.
- PATERSON, JOHN. 2000. *Mapping a framework for a social governance of risks*. Conférence présentée dans le cadre du réseau de Trusnet. 9 p. (Consulté sur internet le 15 juin 2004).
- PARIZEAU, Marie-Hélène. 2004. «Du développement au développement durable: l'environnement en plus. Analyse éthique et politique» dans *Les enjeux et défis du développement durable. Connaître, décider, agir*. (sous la dir. de L. Guay, L. Doucet, L. Bouthillier et G. Debailleul). Québec : Les Presses de l'Université Laval. p. 305-326.
- PERALDI, Michel. 1989. «L'étang de Berre. Interprétation d'un paysage métropolitain». *Ethnologie française. Crise du paysage?* Tome 19 : 273-290.
- POULLAOUEC-GONIDEC, Philippe et Gérald DOMON. 1999. *Système de monitoring visuel du paysage*. Montréal : Chaire en environnement et paysage, Université de Montréal. CD-Rom.
- POULLAOUEC-GONIDEC, Philippe, EPSTEIN, Judith Anne et Gérald DOMON. 1993. «Le Projet de paysage au Québec». *Trames*. N° 9: 4-6.
- POULLAOUEC-GONIDEC, Philippe, JACOBS, Peter et Michel GARIÉPY. 1991. *Études visuelles appliquées dans les processus d'évaluation environnementale: conceptualisation et évaluation*. Note de recherche. Montréal : Université de Montréal. 48 p. et annexes.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD). 1997. *Governance for sustainable human development*. Rapport. Consulté sur le web, le 3 octobre 2001.
- QUÉBEC. MINISTÈRE DES TRANSPORTS. 1986. *Méthode d'analyse visuelle pour l'intégration des infrastructures de transport*. 124 p.
- RAFFESTIN, Claude. 1986 «Écogénèse territoriale et territorialité» dans *Espaces, enjeux et enjeux*. s.l. : Fayard. p. 175-185.

- RAFFESTIN, Claude. 1977. «Paysage et territorialité». *Cahiers de géographie de Québec*. Vol. 21 (53-54) : 123-134.
- RAVENEAU, Jean. 1977. «Analyse morphologique, classification et protection des paysages : le cas de Charlevoix». *Les Cahiers de Géographie du Québec*. Vol. 21 (53-54) : 135-186.
- ROBIC, Marie-Claire (sous la direction de). 1992. *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*. Paris : Économica. 343 p.
- ROGER, Alain. 1997. *Court traité du paysage*. Paris : Gallimard. 218 p.
- ROGER, Alain (sous la direction de). 1995. *La théorie du paysage en France (1974-1994)*. Seyssel : Champ Vallon.
- ROGER, Alain. 1978. *Nus et paysages. Essai sur la fonction de l'art*. Paris : Aubier. 322 p.
- SACHS, Ignacy. 1997. *L'écodéveloppement. Stratégies pour le XXI<sup>e</sup> siècle*. Paris : Éditions la Découverte et Syros. Nouvelle édition. 123 p.
- SACHS, Ignacy. 1995. «Le quantitatif et le qualitatif. Quelques questions sur les enjeux et les limites de la mesure du développement». *Revue internationale des sciences sociales*. Numéro Mesurer et évaluer le développement. Vol. XLVII (1) : 9-20.
- SADLER, Barry. 1996. Étude internationale sur l'efficacité de l'évaluation environnementale. Rapport final. L'évaluation environnementale dans un monde en évolution. Évaluer la pratique pour améliorer le rendement. Ottawa: Travaux publics et Services gouvernementaux. 300 p.
- SADLER, Barry et Peter JACOBS. 1990. «Définir les rapports entre l'évaluation environnementale et le développement durable : la clé de l'avenir» dans *Développement durable et évaluation environnementale : perspectives de planification d'un avenir commun* (sous la dir. de P. Jacobs et B. Sadler). Document d'information préparé pour le Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale. Ottawa : Groupe communication Canada. p. 5-36.
- SÉBASTIEN, Léa et Christian BRODHAG. 2004. «À la recherche de la dimension sociale du développement durable.» *Revue Développement Durable et Territoires*. Dossier no 3. (Consulté sur internet le 15 juin 2004)
- SECRÉTARIAT DES ÉTATS GÉNÉRAUX DU PAYSAGE QUÉBÉCOIS (SEG PQ). 1996. *Dynamique et visions du paysage québécois. Bilan et suivi des États généraux*. Québec : Les Éditions Continuité.
- SGARD, Anne. 1999. «Qu'est-ce qu'un paysage identitaire?» dans *Paysage et identité régionale. De pays rhônalpins en paysages* (sous la dir. de Françoise CHENET et Chrystèle BURGARD). S.l. : La passe du vent. p. 23-34.
- SGARD, Anne. 1997. «Paysages du Vercors: entre mémoire et identité». *Revue de Géographie alpine*. Collection Ascendances. Numéro hors-série. 166 p.
- SIMARD, Martin. 2000. «Développement local et identité communautaire : l'exemple du quartier Saint-Roch à Québec». *Cahiers de géographie de Québec*. Vol. 44 (122) : 167-188
- STOFFLE, Richard. 2000. «Cultural Heritage and resources» dans *Social Impact Analysis. An Applied Anthropology Manual* (L.R. Goldman éditeur). New York: Berg. p. 191-232.
- STOKER, Gerry 1998. «Cinq propositions pour une théorie de la gouvernance». *Revue internationale des sciences sociales*. Vol. LX (1).
- STOREY, Keith et Patricia JONES. 2003. «Social impact assessment, impact management and follow-up : a case study of the construction of the Hibernia offshore platform». *Impact Assessment and Project Appraisal*. Vol. 21, N° 2 : 99-107.
- SWAFFIEL, Simon. 1999. «Landscape assessment in New Zealand : background and current issues». *Landscape review*. Vol. 5 (1) : 3-16.

- TAYLOR, Dorceta E. 1993. «Minority Environmental Activism in Britain: From Brixton to the Lake District». *Qualitative Sociology*, numéro spécial Social Equity and Environmental Activism: Utopias, Dystopias and Incrementalism (Allan Schnaiberg éditeur invité). Vol. 16, no 3: 263-295.
- THEYS, Jacques. 2003. «La gouvernance, entre innovation et impuissance : le cas de l'environnement». *Développement Durable et Territoires*. Dossier 2: 1-35. Disponible en ligne ([www.revue-ddt.org](http://www.revue-ddt.org))
- THEYS, Jacques. 2002. «L'approche territoriale du développement durable: condition d'une prise en compte de sa dimension sociale». *Développement Durable et Territoires*. Dossier 1: 1-18. Disponible en ligne ([www.revue-ddt.org](http://www.revue-ddt.org))
- THOMPSON, Ian H. 1998. «Environmental Ethics and the Development of Landscape Architectural Theory». *Landscape Research*. Vol. 23 (2) : 175-194.
- TREMBLAY, Pierre-André. 2003. «Présentation du numéro». *Interventions économiques*. N° 30. (disponible en ligne : <http://www.telug.quebec.ca/interventionseconomiques>, consulté le 22 août 2003).
- TREMBLAY, Pierre-André (sous la direction de). 1999. *Vers un nouveau pacte social? État, entreprises, communautés et territoire régional*. Chicoutimi : GRIR/UQAC. 199 p.
- TREMBLAY, Pierre-André, BROCHU, Isabel et Marie-Claude VERSCHOLDEN. 1996. «Les mobilisations dans le Québec des régions : traits généraux et réflexions premières». *Économie et Solidarités*. Vol. 28 (1) : 101-118.
- TREMBLAY, Suzanne. 2004. *À la recherche d'un autre développement? La dévitalisation urbaine et la revitalisation communautaire au centre urbain de Chicoutimi de 1960 à nos jours*. Thèse de doctorat présentée à l'UQAC. 543 p.
- TREMBLAY, Suzanne. 1999. *Du concept de développement au concept de l'après-développement: trajectoire et repères théoriques*. Chicoutimi: GRIR/UQAC. 49 p.
- TRESS, Bärbel et Gunther TRESS. 2001. «Capitalising on multiplicity: a transdisciplinary systems approach to landscape research». *Landscape and Urban Planning*. 57: 143-157
- TROCHET, Jean-René. 2000. «Quelques remarques sur cultures populaires, cultures officielles, cultures savantes». *Géographie et Cultures*. N° 33 : 55-70.
- TRUSNET. 2000. *Une nouvelle perspective sur la gouvernance des activités à risques. Propositions et conclusions du séminaire européen Trustnet*. Rapport du IVe Programme de recherche de la Commission Européenne. Paris: secrétariat Trustnet. 68 p.
- TURCOTTE, Marie-France. 2004. «Les apprentissage des comités multipartites» dans *Comités de concertation en environnement et en santé environnementale : nouvelle gouvernance?* (sous la direction de C. Gagnon et M.-F. Turcotte). Montréal : Cahiers de l'ARUC-économie sociale. p. 37-44.
- UNITED NATIONS (UN). Commission on Sustainable development. 1997. *Fifth session*. 7-25 april. E/CN.17/1997/add.7. (Consulté sur internet le 24 septembre 2001)
- VAILLANCOURT, Jean-Guy. 1995. «Conflit Nord-Sud, développement durable et insécurité environnementale: les impacts de Rio» dans *L'éthique du développement entre l'éphémère et le durable* (sous la direction de J. Dufour, J.-L. Klein, M.-U. Proulx et A. Rada-Donath). Chicoutimi: GRIR /UQAC, p. 63-76.
- VANCLAY, Franck. 2002. «Conceptualising social impacts». *Environmental Impact Assessment Review*. Vol. 22 (3) : 183-211.
- VANCLAY, Franck. 2003. «International Principles For Social Impact Assessment». *Impact Assessment and Project Appraisal*. Vol. 21 (1) : 5- 11.
- WAAUB, Jean-Philippe. 1991. «Croissance économique et développement durable: vers un nouveau paradigme du développement» dans *Environnement et développement. Questions éthiques et problèmes socio-politiques* (sous la direction de J.-A. Pradès, J.-G. Vaillancourt et R. Tessier). Éditions Fidès. p. 47-72.
- WORLD BANK. 2001. *Making sustainable Commitments. An Environment Strategy for the World Bank. Summary*. Washington D.C. : The World Bank. 52 p.

- ZONABEND, Françoise. 1995 (1991) «Paysage au nucléaire» dans *La théorie du paysage en France (1974-1994)* (sous la dir. de A. Roger). Seyssel : Champ Vallon. p. 284-293.
- ZONABEND, Françoise. 1989. *La presqu'île nucléaire*. Paris : éditions Odile Jacob. 188 p.
- ZUBE, Ervin H. 1970. *Landscapes. Selected writings of J. B. Jackson*. University of Massachusetts Press. 160 p.

## II. ARTICLES ET OUVRAGES MÉTHODOLOGIQUES

- ANDRÉ, Pierre, Claude DELISLE, Jean-Pierre REVÉRET, et Abdoulaye SÈNE avec la collaboration de Dieudonné BITONDO et Lévy RAKOTOARISON. 1999. *L'évaluation des impacts sur l'environnement: processus, acteurs et pratique*. Montréal: Presses internationales Polytechnique. 416 p.
- BAILLY, Antoine A. 1984. «La géographie des représentations : espaces perçus et vécus» dans *Les concepts de la géographie humaine* (Bailly, ed.). Paris : Masson éditeur. p. 133-138.
- BAILLY, Antoine et Hubert, BEGUIN. 2001 (1982). *Introduction à la géographie humaine*. Paris: Armand Colin. 216 p.
- BERGER, Peter et Thomas LUCKMANN. 1996 (1966). *La construction sociale de la réalité*. Paris : Armand Colin. 288 p.
- BURGESS, J., LIMB, M. et C. M. HARRISON. 1988. «Exploring environmental values through the medium of small groups : 1. Theory and practice.» *Environment and Planning A*. Vol. 20 : 309-320.
- BURGESS, J., LIMB, M. et C. M. HARRISON. 1988b. «Exploring environmental values through the medium of small groups : 2. Illustrations of a group at work.» *Environment and Planning A*. Vol. 20 : 457-476.
- CHARMAZ, Kathy. 2000. «Grounded Theory. Objectivist and Constructivist Methods» dans *Handbook of Qualitative Research, second edition* (N. Denzin et Y. Lincoln, éditeurs). Thousand Oaks : Sage Publications. p. 509- 535.
- COMEAU, Yvan. n.d. *L'analyse des données qualitatives*. Montréal: Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats. 31 p.
- CONAN, Michel. 1998. *L'évaluation constructive : théorie, principes et éléments de méthode*. Paris : édition de l'Aube. 195 p.
- DENZIN, Norman K. 2001. *Interpretative interactionism*. Thousand Oaks, Londres, Nel Delhi : Sage publications.
- DENZIN, Norman K. et Yvonna S. LINCOLN (éditeurs). 2000. *Handbook of Qualitative Research, second edition*. Thousand Oaks : Sage Publications.
- FERRÉOL, G. et P. DEUBEL. 1993. *Méthodologie des sciences sociales*. Paris : Armand Colin.
- GEERTZ, Clifford. 1973. *The interpretation of cultures. Selected essays*. New York : Basic Books.
- GUMUCHIAN, Hervé et Claude MAROIS, avec la collaboration de Véronique FÈVRE. 2000. *Initiation à la recherche en géographie : aménagement, développement territorial, environnement*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal. 425 p.
- HAMEL, Jacques. 1997. *Étude de cas et sciences sociales*. Paris: L'Harmattan. 122 p.
- INTERNATIONAL COMMITTEE ON PRINCIPLES AND GUIDELINES FOR SOCIAL IMPACT ASSESSMENT (ICPGSIA). 2003. «Principles and guidelines for social impact assessment in the USA». *Impact Assessment and Project Appraisal*. Vol 21 (3) : 231-250.
- KRUEGER, Richard A. 1998a. *Developing Questions for Focus Groups. Focus Group Kit 3*. Thousands Oaks : Sage Publications. 107 p.
- KRUEGER, Richard A. 1998b. *Analyzing & Reporting Focus Group Results. Focus Group Kit 6*. Thousands Oaks : Sage Publications. 139 p.

- LANDRY, Réjean. 1993. «L'analyse de contenu» dans *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données* (sous la dir. de B. Gauthier). 2<sup>e</sup> édition. Sainte-Foy : PUQ. p. 337-359.
- L'ÉCUYER, René. 1988. «L'analyse de contenu: notions et étapes» dans *Les méthodes de la recherche qualitative* (sous la direction de J.-P. Deslauriers) Sillery: PUQ. p. 49-65
- MORGAN, David L. 1998a. *The Focus Group Guidebook. Focus Group Kit 1*. Thousands Oaks : Sage Publications. 102 p.
- MORGAN, David L. 1998b. *Planning Focus Groups. Focus Group Kit 2*. Thousands Oaks : Sage Publications. 139 p.
- PRUS, Robert. 1996. *Symbolic Interaction and Ethnographic Research. Intersubjectivity and the Study of Human Lived Experience*. Albany : State University of New York Press. 301 p.
- PUNCH, Keith, F. 1998. *Introduction to Social research. Quantitative and Qualitative Approaches*. London : Sage publications.
- SIMARD, Gisèle. 1989. *La méthode du focus group*. Laval : éditeurs Mondia. 102 p.
- SCHWANDT, Thomas A. 2000. «Three epistemological stances for qualitative inquiry. Interpretivism, Hermeneutics, and Social Constructionism» dans *Handbook of Qualitative Research, second edition* (N. Denzin et Y. Lincoln, éditeurs). Thousand Oaks : Sage Publications. p. 189-213.
- SCOTT, Alister. 2002. «Assessing Public Perception of Landscape : the LANDMAP experience.» *Landscape Research*. Vol. 27 (3) : 271-295.

### III. OUVRAGES RELATIFS À LA RÉGION DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

- ALCAN, DIRECTION DES COMMUNICATIONS, SÉCAL. 1998. *Guide de presse. Édition 1998. Alcan au Saguenay—Lac-Saint-Jean*. Jonquière : Alcan. 121 p.
- BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT (BAPE). 1997b. *Projet de reconstruction d'une centrale hydroélectrique aux chutes de la Chaudière*. Rapport d'enquête et d'audience publique no. 106. Québec. 134 p.
- BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT (BAPE). 1994. *Projet d'aménagement hydroélectrique de Val-Jalbert*. Rapport d'enquête et d'audience publique no. 82. Québec. 135 p.
- BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT (BAPE). 1993. *Ligne à 735 kV Des Cantons-Lévis et poste Appalaches*. Rapport d'enquête et d'audience publique no. 68. Québec. 401 p.
- CÔTÉ, Dany. 1997. *Isle-Maligne, fille de l'eau et des hommes. 1924-1962*. Alma: Société d'histoire du Lac-Saint-Jean. 230 p.
- DORION, Nicole. 1996. *Inventaire des sites industriels patrimoniaux au Québec*. 28 p. et annexes.
- GAGNON, Christiane. 1996. «L'impact de la grande entreprise sur la dynamique sociospatiale du Saguenay—Lac-Saint-Jean». *Trames*. Revue de la Faculté d'aménagement de l'Université de Montréal. N° 11 : 56-62.
- GAGNON, Christiane. 1994b. *Évaluation ex post des impacts sociospatiaux d'un projet industriel (Laterrière, Québec)*. Rapport de recherche. Chicoutimi : GRIR. 65 p.
- GAGNON, Christiane. 1992. *Industrial Reorganisation and Modernisation Strategies in the Aluminium Industry : Sociospatial impacts on Quebec's local communities*. Working papers, Economic and Regional Restructuring Research Unit, University of Sydney.
- GAGNON, Christiane. 1991. *Dynamique socio-spatiale, enjeux territoriaux et redéploiement de l'aluminium au Saguenay-Lac-Saint-Jean à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*. Thèse de doctorat présentée à la Faculté d'aménagement de l'Université de Montréal. 343 p. et annexes.
- GIRARD, Camil. 1997. «Pour comprendre le développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean : une perspective historique». *Géographes*. N° 9 : 23- 32.

- GIRARD, Camil et Normand PERRON. 1989. *Histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean*. Québec: IQRC.
- GRAVEL, Jean et Gaston MARTEL. 1987. *1962-1987. Le Grand-Alma. 25 ans*. Alma: Société d'histoire du Lac-Saint-Jean et Ville d'Alma. 131 p.
- IGARTUA, José E. 1996. *Arvida au Saguenay. Naissance d'une ville industrielle*. Montréal: McGill - Queen's University Press. 273 p.
- KLEIN, Juan-Luis et Christiane GAGNON. 1989. *Le social apprivoisé. Le mouvement associatif, l'État et le développement local*. Hull : Éditions Asticou. 146 p.
- LAURENDEAU, Michel. 2003. *Développement durable viable : un changement de pratique pour le développement régional. Le cas du Centre québécois de développement durable*. Mémoire présenté comme exigence partielle de maîtrise. Université du Québec à Chicoutimi.
- MORISSET, Lucie K. 1998. *Arvida, cité industrielle. Une épopée urbaine en Amérique*. Sillery: Les Éditions du Septentrion. 251 p.
- MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LAC-SAINT-JEAN-EST (MRC). 1997. *Projet de schéma d'aménagement révisé. Premier projet*.
- QUÉBEC. MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT. 2004. *Plan de développement durable du Québec. Document de consultation*. Québec : Éditeur officiel du Québec. 43 p.
- QUÉBEC. MINISTÈRE DES FINANCES. MINISTÈRE DES RÉGIONS. 2001. *Stratégie de développement économique des régions ressources. Le Saguenay-Lac-Saint-Jean, un maillon essentiel de notre économie*. 59 p.
- SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU LAC-SAINT-JEAN. 1998. *Site d'intégration des potentiels du secteur Grande-Décharge*. Rapport non-publié (février 1998). 26 p. et annexes.
- SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU LAC-SAINT-JEAN. 1997. *Alma, un lieu dit ... différent*. Mémoire présenté lors de la consultation publique tenue à Alma sur la mise en valeur de la rivière Petite-Décharge.
- TREMBLAY, Victor. 1967. *Alma au lac Saint-Jean. Son histoire*. S.l.: La Société historique du Saguenay. Édition du centenaire. N° 18. 521 p.

#### IV. OUVRAGES OU DOCUMENTS SPÉCIFIQUES AU DOSSIER D'USINE ALMA

- ALCAN. Mai 2000. *Nouvelles de l'Isle*. Édition spéciale. 8 p.
- ALCAN. *Compte-rendus du comité CASE*. Dates variées, de 1998 à 2002.
- ALCAN. SERVICE DES COMMUNICATIONS D'ALCAN. 1997. *Projet Aluminerie Alma. Une première étape de franchise*. No 2 (24 janvier). 5 p.
- ALCAN, Direction des communications, Sécal. 1998. *Guide de presse. Édition 1998. Alcan au Saguenay—Lac-Saint-Jean*. Jonquière : Alcan. 121 p.
- ALCAN ALUMINIUM LIMITÉE. 1990. Protection du territoire agricole. Projet d'acquisition d'un site pour une usine d'électrolyse d'alumine à Alma Saguenay—Lac-Saint-Jean. (p. 5.15)
- ALCAN ALUMINIUM LIMITÉE. 1997. *Réponses aux questions et commentaires*. Remis à la Direction de générale du Développement durable. Direction de l'évaluation environnementale des projets industriels et en milieu hydrique. Dossier 3211-14-08.
- BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT (BAPE). 1997. *Projet de construction d'une usine d'électrolyse à Alma, par Alcan Aluminium ltée*. Rapport d'enquête et d'audience publique N° 120. Québec. 181 p.
- BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT (BAPE). 1997b. Transcription des audiences publiques. Séance de la soirée du 8 juillet.
- BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT (BAPE). 1997c. Transcription des audiences publiques. Séance de la soirée du 11 juin. 115 p.

- CARON, Nancy et Martin SIMARD. 2001. *Transport lourd lors de la construction du complexe industriel Alma : Suivi des prévisions sur les infrastructures routières, la circulation et la qualité de vie*. Rapport de recherche. Chicoutimi : GRIR /UQAC. Disponible en ligne [www.uqac.ca/msiaa](http://www.uqac.ca/msiaa).
- CENTRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT EN AGRICULTURE (CRDA). 2001. *Rapport d'étape. Impacts des émissions atmosphériques de l'usine Alcan International ltée d'Alma sur les potagers avoisinants*. Rapport non publié, présenté le 30 avril 2001 à Alcan International Ltée. 14 pages et annexes.
- CÔTÉ Gilles. 2004. *La participation des acteurs sociaux à l'évaluation et au suivi des impacts environnementaux et sociaux: le cas du complexe industriel d'Alcan à Alma (Québec)*. Thèse de doctorat soutenue à l'Université du Québec à Chicoutimi.
- CÔTÉ, Gilles. 2001. *La dynamique des acteurs dans le suivi des impacts sociaux : le cas du transport lourd dans le rang Scott (Alma, Québec)*. Résultats d'une enquête réalisée en 1998. Chicoutimi : GRIR éditeur / UQAC. 48 p. et annexes.
- DUBOIS, Michel. 1999. *La qualité de vie des citoyens d'Alma*. Rapport de recherche. Chicoutimi: GRIR/UQAC. Disponible sur internet : [www.uqac.quebec.ca/msiaa](http://www.uqac.quebec.ca/msiaa)
- FORTIN, Marie-José. 1999. «Paysage et dynamique territoriale» dans *Alma et sa région d'appartenance : portrait de référence* (sous la direction de C. Gagnon). Rapport de recherche. Chicoutimi : Université du Québec à Chicoutimi. p. 33-51. Disponible sur internet : [www.uqac.quebec.ca/msiaa](http://www.uqac.quebec.ca/msiaa).
- GAGNON, Christiane. 2002. *Modèle de suivi des incidences sociales, évaluation environnementale et développement durable. Rapport final*. Chicoutimi, Canada: GRIR éditeur /UQAC. Disponible en ligne [www.uqac.ca/msiaa](http://www.uqac.ca/msiaa).
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. 1997. «Décret 1557-97, 3 décembre 1997» dans *Gazette officielle du Québec*. 31 décembre 1997. 129<sup>e</sup> année. No 55. p. 8353-8354.
- MERCIER, Marc et Christiane GAGNON. 2002. *Profil social et économique de la zone voisine d'influence de la nouvelle aluminerie Alma (Alcan)*. Rapport de recherche non publié.
- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MENV). 2001 *Rapport d'inspection 7610-02-01-0144000 020008617*. Rédigé le 15 octobre 2001. 3 p.
- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MENV). 2003. *Rapport d'inspection, 7610-02-01-0144000 300001892*. Rédigé 17 janvier 2003. 3 p.
- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MENV). Direction des évaluations environnementales. 2000. *Directive pour la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement d'un projet industriel*. 25 p.
- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE (MEF). 1996. *Directive pour la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement du projet d'Usine d'électrolyse d'Alma par Alcan Aluminium Ltée*. 25 p.
- SERVICE DU RÉPERTOIRE TOXICOLOGIQUE DE LA COMMISSION DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (CSST). [www.reptox.csst.qc.ca/produit.asp](http://www.reptox.csst.qc.ca/produit.asp)
- SIMARD, Carl (sous la direction de C. Gagnon). 2000. *Environnement et suivi environnemental. Relevé des attentes du milieu et des engagements d'Alcan dans le cadre du projet de modélisation du suivi des impacts de l'aluminerie d'Alma*. Rapport de recherche non-publié.
- SIMARD, Martin. 2002. *La qualité de vie à Alma (Québec) : étude longitudinale des perceptions des citoyens (1998-2002)*. Chicoutimi, Canada: GRIR/UQAC. Disponible en ligne, [www.uqac.ca/msiaa](http://www.uqac.ca/msiaa).
- SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU LAC-SAINT-JEAN. 1997. *Alma, un lieu dit ... différent*. Mémoire présenté lors de la consultation publique tenue en février 1997, sur la mise en valeur de la rivière Petite-Décharge, à Alma.
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT. 1997. *Étude d'impact sur l'environnement. Projet d'aluminerie. Alma, Québec*. Rapport. Pagination multiple.
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT. 1997b. *Étude d'impact sur l'environnement. Projet d'aluminerie. Alma, Québec*. Rapport. Annexe B. 30 p.

- VILLE D'ALMA. SERVICE D'URBANISME ET DE PLANIFICATION SOCIO-ÉCONOMIQUE. 2004. *Plan d'urbanisme*. 132 p.
- VILLE D'ALMA. SERVICE D'URBANISME ET DE PLANIFICATION SOCIO-ÉCONOMIQUE. 1988. *Plan d'urbanisme*. 152 p.
- VILLE D'ALMA. SERVICE D'URBANISME ET DE PLANIFICATION SOCIO-ÉCONOMIQUE. 1988b. *Un site industriel prêt à construire*. 14 p. et annexes.

## V. OUVRAGES RELATIFS À LA RÉGION DE DUNKERQUE

- AGENCE D'URBANISME ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION FLANDRE-DUNKERQUE (AGUR). 1990. *Schéma d'aménagement et de paysagement. Principes*. n.p.
- AGENCE D'URBANISME ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION FLANDRE-DUNKERQUE (AGUR). 1989. *Projet Pechiney Dunkerque. Aluminerie de Gravelines-Loon-PLage. Comité de concertation environnement-architecture*. Réunion du 20 avril. Compte-rendu. n.p.
- CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE DUNKERQUE (CCID). N.d. *Dunkerque en chiffres. 2000-1700. L'avenir partagé*. Dépliant d'information édité par la CCID.
- CORAJOUR, Michel. 1993. «Le site Flandre-Dunkerque : l'industrie dans le paysage». *Cahiers de l'I.A.U.R.I.F.* No 106 : 47-54.
- CORAJOUR, Michel. 1991. *Rapport de mission d'un paysagiste sur le site Flandre-Dunkerque. Participation aux travaux d'élaboration du schéma industriel*. Agence d'Urbanisme et de Développement de la Région Flandre-Dunkerque. 5 p.
- DECLERCQ, Christophe et LACOSTE, Olivier. 1998. *Mortalité par cancers dans le Nord-Pas-de-Calais*. Rapport réalisé pour la direction régionale des Affaires sanitaires et sociales du Nord-Pas-de-Calais. Lille : Observatoire régional de la santé Nord-Pas-de-Calais. 85 p.
- DECLERCQ, Christophe, PONTI, P, WAREMBOURG, D, TRONET, V. et J.F. ROUSSELLE. 1995. *Évaluation de l'excrétion urinaire des fluorures d'enfants vivant autour des installations d'Aluminium Dunkerque à Gravelines. Bilan 1994*. Rapport de recherche non publié. Observatoire régional de la santé Nord-Pas-de-Calais. 16 p.
- ÉCONOMIE ET HUMANISME. 1999. *L'agglomération de Dunkerque et la maîtrise du développement industriel*. Rapport de recherche non publié. 29 p.
- GRAVELINES, Ville de. 1990. *Réunion publique du 7 novembre. Pechiney*. 23 p.
- GIBLIN-DELVALLET, Béatrice. 2000. «Nord-Pas-de-Calais. Un équilibre fragile» dans *L'État de la France*. p. 282-289.
- KARLIN, Daniel et Rémi LAINÉ. 1994. *La multinationale. Voyage au cœur du groupe Pechiney*. Paris : Albin Michel. Arte, La Sept Éditions. 454 p.
- LESORT, Christophe et Thierry DUBUIS. 1996. «Prise en compte de l'environnement dans la planification, la gestion et l'exploitation de la zone industrielle portuaire de Dunkerque», *Industry and Environment*. Paris: UNEP. Décembre.
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE (MÉFI). 2001. *L'industrie dans les régions. Édition 2001-2002*. Paris : les éditions de l'Industrie. 540 p.



